
PRINCIPES DIRECTEURS DE FAIRFAX FINANCIAL HOLDINGS LIMITED

OBJECTIFS :

- 1) Nous nous attendons à obtenir un taux de croissance composé annuel à long terme de 15 % de notre valeur comptable par action du marché en exploitant Fairfax et ses filiales dans l'optique de servir les intérêts à long terme des clients, des employés, des actionnaires et des collectivités dans lesquelles nous exerçons nos activités plutôt que dans une perspective de création de bénéfices à court terme.
- 2) Notre objectif est de faire croître la valeur comptable par action à long terme plutôt que les bénéfices trimestriels. Nous comptons prendre de l'expansion par des mesures prises à l'interne et par des acquisitions réalisées à l'amiable.
- 3) Nous voulons en tout temps bénéficier d'un financement solide.
- 4) Nous procédons chaque année à une divulgation complète des renseignements à nos actionnaires.

STRUCTURE :

- 1) Nos sociétés sont décentralisées et chacune d'entre elles est dirigée par un président qui exerce toutes les fonctions, sauf celles liées à l'évaluation du rendement, à la planification de la relève, aux acquisitions, au financement et aux investissements, lesquelles sont exercées par Fairfax. Les investissements seront toujours réalisés en fonction d'une philosophie axée sur la valeur à long terme. La collaboration entre les sociétés est favorisée afin qu'elle profite à Fairfax dans son ensemble.
- 2) Fairfax exige avant tout que les échanges entre Fairfax et ses filiales soient exhaustifs et transparents.
- 3) L'actionnariat et l'octroi de mesures incitatives importantes sont favorisés dans l'ensemble du groupe.
- 4) Fairfax sera toujours une très petite société de portefeuille et non pas une société en exploitation.

VALEURS :

- 1) L'honnêteté et l'intégrité sont à la base de tous nos liens d'affaires, et aucun compromis ne sera fait à cet égard.
- 2) Nos efforts sont axés sur l'obtention de résultats et ne visent aucun objectif politique.
- 3) Nous valorisons les joueurs d'équipe plutôt que ceux qui veulent faire cavalier seul. Nous jugeons inappropriés les échanges conflictuels. Nous valorisons la loyauté, que ce soit envers Fairfax ou envers nos collègues de travail.
- 4) Nous travaillons fort, sans pour autant sacrifier notre vie de famille.
- 5) Nous sommes toujours à la recherche d'occasions d'affaires, mais nous tenons compte des risques de perte et cherchons à réduire au minimum les pertes de capital.
- 6) Nous avons l'esprit d'entreprise et nous encourageons la prise de risques calculés. Nous acceptons les échecs, mais ils doivent nous servir de leçon.
- 7) Nous ne mettrons jamais la société en danger pour un projet ou une acquisition.
- 8) Nous pensons qu'il est possible de passer un bon moment au travail!

Résultat de Fairfax

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)¹⁾

	Valeur comptable par action ²⁾	Cours de clôture ¹⁾	Produits des activités ordinaires	Résultat net	Total de l'actif	Placements	Dette nette ⁵⁾	Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	Actions en circulation	Résultat par action
<i>Aux 31 décembre et pour les exercices clos à ces dates³⁾</i>										
1985	1,52	3,25 ⁴⁾	12,2	(0,6)	30,4	23,9	–	7,6	5,0	(1,35)
1986	4,25	12,75	38,9	4,7	93,4	68,8	3,7	29,7	7,0	0,98
1987	6,30	12,37	86,9	12,3	139,8	93,5	4,9	46,0	7,3	1,72
1988	8,26	15,00	112,0	12,1	200,6	111,7	27,3	60,3	7,3	1,63
1989	10,50	18,75	108,6	14,4	209,5	113,1	21,9	76,7	7,3	1,87
1990	14,84	11,00	167,0	18,2	461,9	289,3	83,3	81,6	5,5	2,42
1991	18,38	21,25	217,4	19,6	447,0	295,3	58,0	101,1	5,5	3,34
1992	18,55	25,00	237,0	8,3	464,6	311,7	69,4	113,1	6,1	1,44
1993	26,39	61,25	266,7	25,8	906,6	641,1	118,7	211,1	8,0	4,19
1994	31,06	67,00	464,8	27,9	1 549,3	1 105,9	166,3	279,6	9,0	3,41
1995	38,89	98,00	837,0	63,9	2 104,8	1 221,9	175,7	346,1	8,9	7,15
1996	63,31	290,00	1 082,3	110,6	4 216,0	2 520,4	281,6	664,7	10,5	11,26
1997	86,28	320,00	1 507,7	152,1	7 148,9	4 054,1	369,7	960,5	11,1	14,12
1998	112,49	540,00	2 469,0	280,3	13 640,1	7 867,8	830,0	1 364,8	12,1	23,60
1999	155,55	245,50	3 905,9	42,6	22 229,3	12 289,7	1 248,5	2 088,5	13,4	3,20
2000	148,14	228,50	4 157,2	75,5	21 667,8	10 399,6	1 251,5	1 940,8	13,1	5,04
2001	117,03	164,00	3 953,2	(406,5)	22 183,8	10 228,8	1 194,1	1 679,5	14,4	(31,93)
2002	125,25	121,11	5 104,7	252,8	22 173,2	10 596,5	1 602,8	1 760,4	14,1	17,49
2003	163,70	226,11	5 731,2	288,6	24 877,1	12 491,2	1 961,1	2 264,6	13,8	19,51
2004	162,76	202,24	5 829,7	53,1	26 271,2	13 460,6	1 965,9	2 605,7	16,0	3,11
2005	137,50	168,00	5 900,5	(446,6)	27 542,0	14 869,4	1 984,0	2 448,2	17,8	(27,75)
2006	150,16	231,67	6 803,7	227,5	26 576,5	16 819,7	1 613,6	2 662,4	17,7	11,92
2007	230,01	287,00	7 510,2	1 095,8	27 941,8	19 000,7	1 207,4	4 063,5	17,7	58,38
2008	278,28	390,00	7 825,6	1 473,8	27 305,4	19 949,8	412,5	4 866,3	17,5	79,53
2009	369,80	410,00	6 635,6	856,8	28 452,0	21 273,0	1 071,1	7 391,8	20,0	43,75
2010	376,33	408,99	5 967,3	335,8	31 448,1	23 300,0	1 254,9	7 697,9	20,5	14,82
2011	364,55	437,01	7 475,0	45,1	33 406,9	24 322,5	2 055,7	7 427,9	20,4	(0,31)
2012	378,10	358,55	8 022,8	526,9	36 945,4	26 094,2	1 920,6	7 654,7	20,2	22,68
2013	339,00	424,11	5 944,9	(573,4)	35 999,0	24 861,6	1 752,9	7 186,7	21,2	(31,15)
2014	394,83	608,78	10 017,9	1 633,2	36 131,2	26 192,7	1 966,3	8 361,0	21,2	73,01
2015	403,01	656,91	9 580,4	567,7	41 529,0	29 016,1	2 075,6	8 952,5	22,2	23,15
2016	367,40	648,50	9 299,6	(512,5)	43 384,4	28 430,7	3 438,2	8 484,6	23,1	(24,18)
2017	449,55	669,34	16 224,6	1 740,6	64 090,1	39 255,4	4 057,2	12 475,6	27,8	64,98
2018	432,46	600,98	17 757,7	376,0	64 372,1	38 840,6	4 929,8	11 779,3	27,2	11,65
2019	486,10	609,74	21 532,8	2 004,1	70 508,5	39 004,6	6 257,4	13 042,6	26,8	69,79
2020	478,33	433,85	19 794,9	218,4	74 054,0	43 171,4	7 584,6	12 521,1	26,2	6,29
2021	630,60	622,24	26 467,9	3 401,1	86 645,4	53 022,8	6 306,8	15 049,6	23,9	122,25
Croissance annuelle composée	18,2 %	15,7 %								

- 1) Toutes les actions indiquées sont des actions ordinaires; le cours de clôture est en dollars canadiens; les montants par action sont en dollars américains; le nombre d'actions en circulation est en millions.
- 2) Calculée comme suit : capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisés par actions ordinaires effectivement en circulation.
- 3) Selon les IFRS pour 2010 à 2021; selon les PCGR du Canada pour 2009 et les exercices antérieurs. Selon les PCGR du Canada, les placements ont généralement été comptabilisés au coût ou au coût amorti jusqu'en 2006.
- 4) Lorsque la nouvelle direction est entrée en fonction, en septembre 1985.
- 5) Calculée comme étant la dette totale diminuée de la trésorerie et des placements de la société de portefeuille (déduction faite des obligations au titre de dérivés).

Profil de la société

Fairfax Financial Holdings Limited est une société de portefeuille dont l'objectif est d'augmenter la valeur des actions à long terme en générant un taux de croissance composé élevé à long terme de la valeur comptable par action. Les dirigeants actuels de la société sont en place depuis septembre 1985.

Assurance et réassurance

Northbridge Financial, établie à Toronto, au Canada, offre des produits d'assurance I.A.R.D. sur le marché canadien par l'intermédiaire de ses filiales Northbridge et Federated. En termes de primes brutes souscrites, il s'agit de l'une des plus importantes sociétés d'assurance I.A.R.D. des entreprises au Canada. En 2021, les primes nettes souscrites de Northbridge se chiffraient à 2 403,0 millions de dollars canadiens (soit environ 1 917 millions de dollars américains). En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres réglementaires de 1 975,3 millions de dollars canadiens (soit environ 1 564 millions de dollars américains) et comptait 1 719 employés.

Odyssey Group, établie à Stamford, au Connecticut, offre de la réassurance par traité et de la réassurance facultative, de même que de l'assurance spécialisée par l'intermédiaire de succursales dont les principales se trouvent aux États-Unis, à Toronto, à Londres, à Paris, à Singapour et en Amérique latine. En 2021, les primes nettes souscrites d'Odyssey Group se chiffraient à 4 849,4 millions de dollars américains. En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 5 363,8 millions de dollars américains et comptait 1 243 employés.

Crum & Forster, établie à Morristown, au New Jersey, est une société d'assurance I.A.R.D. des entreprises d'envergure nationale aux États-Unis qui propose une vaste gamme de garanties, principalement des garanties spécialisées, aux entreprises. En 2021, les primes nettes souscrites de Crum & Forster se chiffraient à 2 689,3 millions de dollars américains. En fin d'exercice, la société affichait un excédent réglementaire de 1 853,3 millions de dollars américains et comptait 2 456 employés.

Zenith National, établie à Woodland Hills, en Californie, exerce principalement des activités dans le secteur de l'assurance contre les accidents du travail aux États-Unis. En 2021, les primes nettes souscrites de Zenith National se chiffraient à 713,0 millions de dollars américains. En fin d'exercice, la société affichait un excédent réglementaire de 708,1 millions de dollars américains et comptait 1 441 employés.

Brit, établie à Londres, en Angleterre, est un chef de file mondial dans le marché de l'assurance et de la réassurance spécialisées dans le marché de Lloyd's of London. En 2021, les primes nettes souscrites de Brit se chiffraient à 1 998,3 millions de dollars américains. En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 1 912,1 millions de dollars américains et comptait 854 employés.

Allied World, établie à Pembroke, aux Bermudes, offre des solutions en matière d'assurance et de réassurance I.A.R.D. et spécialisées par l'intermédiaire de succursales dont les principales se trouvent aux États-Unis, aux Bermudes, à Londres, à Singapour et au Canada. En 2021, les primes nettes souscrites d'Allied World se chiffraient à 3 907,8 millions de dollars américains. En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 4 794,8 millions de dollars américains et comptait 1 474 employés.

Fairfax Asia

Falcon Insurance, établie à Hong Kong, offre de l'assurance I.A.R.D. sur des marchés à créneaux de Hong Kong. En 2021, les primes nettes souscrites de Falcon s'établissaient à 556,7 millions de dollars de Hong Kong (environ 72 millions de dollars américains). En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 776,0 millions de dollars de Hong Kong (environ 100 millions de dollars américains) et comptait 63 employés.

Pacific Insurance, établie en Malaisie, offre toutes les catégories d'assurance de dommages et d'assurance médicale en Malaisie. En 2021, les primes nettes souscrites de Pacific s'établissaient à 296,9 millions de ringgits (environ 72 millions de dollars américains). En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 500,6 millions de ringgits (environ 120 millions de dollars américains) et comptait 413 employés.

AMAG Insurance, établie en Indonésie, offre toutes les catégories d'assurance de dommages en Indonésie. En 2021, les primes nettes souscrites d'AMAG s'établissaient à 650,2 milliards de roupies indonésiennes (environ 45 millions de dollars américains). En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 2 963,5 milliards de roupies indonésiennes (environ 208 millions de dollars américains) et comptait 746 employés.

Fairfirst Insurance, établie au Sri Lanka, est un assureur I.A.R.D. au Sri Lanka, spécialisé en assurance automobile et en assurance individuelle contre les accidents. En 2021, les primes nettes souscrites de Fairfirst s'établissaient à 6 324,0 millions de roupies sri lankaises (environ 32 millions de dollars américains). En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 7 718,1 millions de roupies sri lankaises (environ 38 millions de dollars américains) et comptait 954 employés.

Singapore Re, établie à Singapour, souscrit de la réassurance I.A.R.D. dans la région de l'Asie. En 2021, les primes nettes souscrites de Singapore Re s'établissaient à 90,3 millions de dollars de Singapour (environ 67 millions de dollars américains). En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 297,5 millions de dollars de Singapour (environ 221 millions de dollars américains) et comptait 71 employés.

Fairfax Central and Eastern Europe

Colonnade Insurance, établie au Luxembourg, souscrit de l'assurance I.A.R.D. par l'intermédiaire de ses succursales en République tchèque, en Hongrie, en Slovaquie, en Bulgarie, en Pologne et en Roumanie et par l'intermédiaire de sa société d'assurance ukrainienne. En 2021, les primes nettes souscrites de Colonnade Insurance se chiffraient à 175,1 millions de dollars américains. En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 126,5 millions de dollars américains et comptait 545 employés.

Polish Re, établie à Varsovie, souscrit de la réassurance dans les régions de l'Europe centrale et orientale. En 2021, les primes nettes souscrites de Polish Re se chiffraient à 531,1 millions de zlotys polonais (environ 138 millions de dollars américains). En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 340,3 millions de zlotys polonais (environ 84 millions de dollars américains) et comptait 49 employés.

Fairfax Ukraine, qui réunit ARX Insurance et Universalna, souscrit principalement de l'assurance I.A.R.D. en Ukraine. En 2021, les primes nettes souscrites de Fairfax Ukraine se chiffraient à 4 582,6 millions d'hryvnias ukrainiennes (environ 168 millions de dollars américains). En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 1 627,3 millions d'hryvnias ukrainiennes (environ 60 millions de dollars américains) et comptait 1 103 employés.

Fairfax Latin America

Fairfax Brasil, établie à São Paulo, offre de l'assurance I.A.R.D. au Brésil. En 2021, les primes nettes souscrites de Fairfax Brasil se chiffraient à 646,2 millions de réaux brésiliens (environ 120 millions de dollars américains). En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 521,8 millions de réaux brésiliens (environ 94 millions de dollars américains) et comptait 231 employés.

Fairfax Latam, établie à Miami, offre de l'assurance I.A.R.D. par l'intermédiaire de ses sociétés en exploitation au Chili, en Colombie, en Argentine et au Uruguay. En 2021, les primes nettes souscrites de Fairfax Latam se chiffraient à 234,4 millions de dollars américains. En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 130,7 millions de dollars américains et comptait 912 employés.

Eurolife General

Eurolife General, établie en Grèce, offre de l'assurance I.A.R.D. en Grèce et en Roumanie. En 2021, les primes nettes souscrites d'Eurolife General se chiffraient à 47,7 millions d'euros (environ 56 millions de dollars américains). En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 68,3 millions d'euros (environ 78 millions de dollars américains) et comptait 229 employés.

Autres activités d'assurance et de réassurance

Bryte Insurance, établie en Afrique du Sud, offre de l'assurance I.A.R.D. en Afrique du Sud et au Botswana. En 2021, les primes nettes souscrites de Bryte Insurance se chiffraient à 4,1 milliards de rands sud-africains (environ 280 millions de dollars américains). En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 2 272,4 millions de rands sud-africains (environ 142 millions de dollars américains) et comptait 864 employés.

Le **groupe de réassurance** représente principalement la participation par CRC Re, Wentworth et Connemara (toutes situées à la Barbade) dans les filiales de Fairfax exerçant des activités de réassurance par voie de quote-part ou en participant aux programmes de réassurance de tiers de ces filiales, selon les mêmes conditions et aux mêmes prix que les tiers réassureurs. Le groupe de réassurance souscrit également des activités de tiers. En 2021, les primes nettes souscrites du groupe de réassurance se chiffraient à 332,9 millions de dollars américains. En fin d'exercice, le groupe de réassurance affichait des capitaux propres combinés de 522,7 millions de dollars américains.

Assurance vie et liquidation de sinistres

Eurolife, établie en Grèce, offre principalement de l'assurance vie en Grèce et en Roumanie. En 2021, les primes nettes souscrites d'Eurolife se chiffraient à 180,0 millions d'euros (environ 213 millions de dollars américains). En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 450,2 millions d'euros (environ 512 millions de dollars américains) et comptait 192 employés.

The Resolution Group (TRG), établi à Manchester, au New Hampshire, gère des activités de liquidation de sinistres aux États-Unis sous la dénomination RiverStone. En fin d'exercice, TRG/RiverStone affichait des capitaux propres de 376,1 millions de dollars américains et comptait 332 employés.

Autres

Fairfax India Holdings est une société de portefeuille de placements qui est inscrite à la Bourse de Toronto et dont l'objectif est de réaliser une plus-value du capital à long terme tout en préservant le capital en investissant dans des titres de capitaux propres et des titres d'emprunt de sociétés ouvertes et fermées en Inde et dans des entreprises indiennes ou d'autres entreprises qui exercent principalement leurs activités en Inde ou dont les clients et les fournisseurs y sont établis ou en dépendent. En fin d'exercice, la société affichait des capitaux propres de 1 477,3 millions de dollars américains.

Hamblin Watsa Investment Counsel, fondée en 1984 et établie à Toronto, s'occupe de la gestion de placements des filiales d'assurance, de réassurance et de liquidation de sinistres de Fairfax.

Notes :

- 1) *Toutes les sociétés ci-dessus sont détenues en propriété exclusive sauf Odyssey Group, qui est détenue à 90,0 %, Brit, qui est détenue à 86,2 %, Allied World, qui est détenue à 70,9 %, Pacific Insurance, qui est détenue à 85,0 %, Fairfirst Insurance, qui est détenue à 78,0 %, AMAG Insurance, qui est détenue à 80,3 %, Fairfax Ukraine, qui est détenue à 70,0 %, Eurolife et Eurolife General, qui sont détenues à 80,0 % et Fairfax India Holdings (dont le contrôle des droits de vote s'établit à 94,3 % et qui est détenue à 34,4 %).*
- 2) *Toutes les filiales actives de Fairfax sont énumérées ci-dessus (plusieurs d'entre elles exercent leurs activités par l'intermédiaire de leur propre structure d'exploitation, principalement avec des filiales actives détenues en propriété véritable). La structure organisationnelle de Fairfax comprend également une participation de 43,7 % dans Gulf Insurance (société du Koweït exerçant des activités d'assurance I.A.R.D. dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), une participation de 47,1 % dans Thai Re (société d'assurance et de réassurance thaïlandaise), une participation de 15,0 % dans Alltrust Insurance (société d'assurance I.A.R.D. chinoise), une participation de 35,0 % dans BIC Insurance (société d'assurance I.A.R.D. vietnamienne), une participation de 41,2 % dans Falcon Insurance (Thaïlande), une participation de 45,3 % dans Digit (assureur numérique en Inde) et une participation de 7,3 % dans Africa Re ainsi que des placements dans des sociétés non liées à l'assurance. Les autres sociétés composant la structure organisationnelle de Fairfax, lesquelles comprennent un certain nombre de sociétés de portefeuille intermédiaires, n'exercent aucune activité d'assurance, de réassurance, de liquidation de sinistres ou autre.*

Table des matières

Résultat de Fairfax.....	1
Profil de la société	2
Lettre du président du conseil aux actionnaires.....	6
Responsabilité de la direction pour les états financiers et le Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.....	36
Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant	37
États financiers consolidés de Fairfax	40
Notes annexes.....	47
Rapport de gestion.....	118
Annexe à la lettre du président du conseil aux actionnaires	195
Information sur la société	197

À l'attention de nos actionnaires,

Nous avons eu la meilleure année de notre histoire en 2021 alors que le monde a commencé à revenir à la normale. Nous avons réalisé un bénéfice record de 3,4 milliards de dollars* et notre valeur comptable par action a augmenté de 34,2 % (ajustée pour tenir compte des dividendes de 10 \$ par action) pour s'établir à 631 \$ par action. Nos primes brutes ont augmenté de 25,4 %, soit de 4,8 milliards de dollars, pour atteindre 23,8 milliards de dollars; il s'agissait essentiellement d'une croissance interne qui était la plus élevée que nous ayons enregistrée au cours d'une seule année depuis que nous sommes en affaires. Il nous a fallu 18 ans depuis notre constitution pour souscrire des primes brutes annuelles de 4,8 milliards de dollars, alors qu'en 2021, nos primes ont connu une augmentation de cet ordre en une seule année! La croissance de 25 % pourrait bien être la plus élevée enregistrée par les 25 principales sociétés I.A.R.D. au monde et nous faisons partie de ce vénérable groupe.

Le S&P 500 est revenu en lion en 2021 avec un rendement de 29 % et l'orientation vers la valeur s'est poursuivie. Comme l'a dit Ben Graham il y a longtemps, la « renaissance de la valeur » a commencé, mais elle n'en est qu'à ces débuts. Nos profits nets réalisés sur des placements ont atteint un montant record de 3,4 milliards de dollars : comme je l'ai souvent dit, nous aimons les dents de scie!

Depuis nos débuts en 1985, il y a 36 ans, notre valeur comptable par action a affiché une croissance annuelle composée de 18,9 % (compte tenu des dividendes), tandis que notre prix par action ordinaire a affiché une croissance annuelle composée de 16,9 % (compte tenu des dividendes).

Le tableau qui suit montre les résultats de nos sociétés d'assurance en 2021 :

	Bénéfice technique	Ratio mixte	Pertes liées à des catastrophes	Ratio mixte, compte non tenu des pertes liées à des catastrophes	Augmentation des primes brutes 2021 par rapport à 2020
Northbridge	202 \$	89 %	2 %	87 %	23 %
Odyssey Group	92	98 %	10 %	88 %	29 %
Crum & Forster	102	96 %	4 %	92 %	20 %
Zenith	83	88 %	0 %	88 %	9 %
Brit ⁽¹⁾	56	97 %	17 %	80 %	34 %
Allied World	226	93 %	9 %	84 %	25 %
Fairfax Asia	20	92 %	2 %	90 %	27 %
Autres activités d'assurance et de réassurance	20	99 %	1 %	98 %	24 %
Données consolidées	801 \$	95 %	7 %	88 %	25 %

1) Sans tenir compte de Ki, l'augmentation des primes brutes de Brit s'établissait à 17 %.

Toutes nos grandes sociétés d'assurance et de réassurance avaient un ratio mixte inférieur à 100 % pour un ratio mixte consolidé de 95 %, malgré de substantielles pertes liées à des catastrophes s'établissant à 1,1 milliard de dollars, soit 7,2 points de ratio mixte. En raison de la diversification et de la taille de notre société, nous avons été en mesure d'absorber des pertes liées à des catastrophes de plus de 1 milliard de dollars tout en maintenant un ratio mixte inférieur à 100 %. De plus, nous avons de très solides provisions! Comme vous pouvez le constater, nos grandes sociétés d'assurance et de réassurance (sauf Zenith) ont enregistré une croissance exceptionnelle, principalement en raison de nettes hausses des taux. Les hausses de primes sur 12 mois se sont accélérées au cours de l'année, tel qu'il est indiqué ci-après, principalement en raison de l'augmentation des taux.

Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre
17 %	27 %	25 %	32 %

En 2021, Zenith et Northbridge ont remporté le concours du ratio mixte avec un ratio mixte de 88 % et de 89 %, respectivement. Et la croissance de Northbridge a atteint 23 %!

Odyssey a enregistré la croissance la plus élevée, soit 29 %, et son ratio mixte s'est établi à 98 % malgré l'ouragan Ida, les inondations en Europe et les tempêtes d'hiver aux États-Unis.

* Les montants figurant dans la présente lettre sont en dollars américains, à moins d'indication contraire expresse. Les chiffres dans les tableaux sont en dollars américains et en millions de dollars, à moins d'indication contraire. Certains des paramètres et ratios de rendement figurant dans la présente lettre n'ont pas de signification établie en vertu des IFRS et ne peuvent pas nécessairement être comparés à des paramètres semblables présentés par d'autres sociétés. Se reporter à la rubrique « Glossaire des mesures financières conformes aux PCGR et autres mesures financières » dans le rapport de gestion (le « glossaire du rapport de gestion ») ainsi qu'à l'annexe à la lettre du président du conseil aux actionnaires (l'« annexe ») pour plus de précisions.

Allied World a enregistré le bénéfice technique le plus élevé, soit 226 millions de dollars, et sa croissance a atteint 25 % en 2021. Nous avons acheté Allied World en 2017 lorsque son assiette des primes brutes souscrites se chiffrait à 3 milliards de dollars ; en 2021, Allied World avait des souscriptions de 5,8 milliards de dollars, pratiquement le double des primes qu'elle avait au moment où nous l'avons achetée. Il s'agit maintenant de notre plus grande société (au coude à coude avec Odyssey).

Malgré les substantielles pertes liées à des catastrophes en 2021, Brit a enregistré un ratio mixte de 97 % (sans tenir compte de Ki, son syndicat novateur de suivi seulement (*follow-on*) qui a commencé à exercer ses activités en 2021, son ratio mixte était de 95 %). Matthew Wilson, le président de Brit, a eu des problèmes de santé l'année dernière. Il est actuellement sous traitement médical et nous nous attendons à ce qu'il soit de retour en 2022. Pensons à lui et ne l'oublions pas dans nos prières. Heureusement pour nous, Martin Thompson, l'ancien président et chef de la direction de RSA Canada avait rejoint nos rangs et nous l'avons nommé à titre de chef de la direction intérimaire de Brit pendant que Mark Allan, qui effectue un travail hors pair, s'occupe de construire Ki. Je vous reviens plus loin avec d'autres renseignements sur Ki.

Crum & Forster a également eu une année exceptionnelle avec un ratio mixte de 96 % et une croissance de 20 % pour atteindre des primes brutes de 3,7 milliards de dollars, bien loin des 750 millions de dollars lorsque nous l'avons achetée en 1998.

Fairfax Asia, avec un coup de main prenant la forme de l'acquisition de Singapore Re, a enregistré une croissance de 27 % et un ratio mixte de 92 %.

Ces résultats ont été obtenus grâce aux présidents hors pair et aux équipes de direction remarquables que nous avons dans chacune de nos sociétés décentralisées (23 au total). Nous vous les énumérons ci-dessous ainsi que la durée des mandats de chacun des présidents.

Société	Président	Années avec Fairfax	Années avec la Société
Northbridge	Silvy Wright	28	28
Odyssey Group	Brian Young	26	26
Crum & Forster	Marc Adee	22	22
Zenith	Kari Van Gundy	12	26
Brit	Matthew Wilson	7	22
Allied World	Lou Iglesias	5	10
Falcon (Hong Kong)	Chiu Furmen	1	1
Pacific (Malaisie)	Gobi Athappan	21	7
AMAG (Indonésie)	Pakaj Oberoi	5	5
Fairfirst (Sri Lanka)	Sandeep Gopal	2	2
Singapore Re	Phillippe Mallier	25	1
Bryte (Afrique du Sud)	Edwyn O'Neill	5	9
Colonnade (CEE)	Peter Csakvari	7	7
Polish Re	Jacek Kugacz	13	26
ARX Insurance (Ukraine)	Andrey Peretyazhko	2	16
Universalna (Ukraine)	Oleksiy Muzychko	2	13
Fairfax Brasil	Bruno Camargo	12	12
Southbridge Colombia	Marta Lucia Pava	5	15
Southbridge Chile	Fabiana de Nicolo	5	7
Southbridge Uruguay	Marcelo Lena	5	22
La Meridional (Argentine)	Juan Luis Campos	5	7
Eurolife (Grèce)	Alex Sarrigeorgiou	5	18
RiverStone	Nick Bentley	24	24
Fairfax Insurance Group	Andy Barnard	26	
Fairfax Asia	Ramaswamy Athappan	19	
Fairfax Latam	Fabricio Campos	5	
Fairfax International	Bijan Khosrowshahi	12	

Nous sommes très reconnaissants envers nos présidents et nos équipes de direction des résultats obtenus ainsi que du maintien de la culture d'entreprise juste et amicale de Fairfax dans toutes nos sociétés. Je voudrais remercier en particulier Andy Barnard qui a joué un rôle essentiel dans la croissance de notre société d'assurance d'envergure mondiale au cours des 12 dernières années.

Comme je vous l'ai mentionné l'année dernière, en mai 2021, cela faisait 25 ans qu'Odyssey Group était une société de Fairfax. Brian Young a fait écrire un livre intitulé « Enduring Momentum – The First 25 Years as a Fairfax Company ». C'est une lecture formidable et nous en remettrons un exemplaire à tous ceux qui assistent en personne à notre assemblée générale cette année.

En 2020 et en 2021, j'ai déclaré publiquement que le cours des actions de Fairfax était ridiculement bas. Nous avons pu tirer profit de l'occasion qui se présentait de ce fait et le 29 décembre 2021, nous avons réalisé avec succès une offre publique de rachat importante et avons acheté et annulé 2 millions d'actions au prix de 500 \$ par action.

Afin de financer cet achat, tout en maintenant une situation financière des plus solides, nous avons vendu 10 % d'Odyssey Group à OMERS et à CPPIB en contrepartie de 900 millions de dollars. OMERS est l'un de nos grands partenaires et nous considérons CPPIB comme un autre grand partenaire à long terme.

Par l'intermédiaire de l'offre publique de rachat importante dont il est question ci-dessus et d'autres rachats d'actions, nous avons réduit le nombre de nos actions en circulation de 11 % au cours des deux dernières années, les faisant passer de 26,8 millions à la fin de 2019 à 23,9 millions à la fin de 2021. Le tableau suivant montre comment nos nettes augmentations des primes brutes souscrites, du fonds de caisse, du portefeuille de placements et des capitaux propres sont amplifiées par action du fait de cette réduction des actions en circulation.

	<u>2019</u>	<u>2021</u>	<u>Variation (%)</u>
Actions en circulation	26,8	23,9	-11 %
	<u>(milliards de dollars)</u>		
Primes brutes	16,9	23,8	41 %
Fonds de caisse	22,4	27,8	24 %
Portefeuille de placements	39,0	53,0	36 %
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	13,0	15,1	15 %
Par action	<u>(\$)</u>		
Primes brutes	630	997	58 %
Fonds de caisse	834	1 166	40 %
Portefeuille de placements	1 454	2 222	53 %
Capitaux propres	486	631	30 %

Je vous l'ai mentionné dans notre rapport annuel de l'année antérieure, mais il vaut la peine de le répéter. Nous avons eu un partenariat formidable avec Kipco dans le cadre de la propriété de Gulf Insurance Group (GIG) au Koweït. GIG est dirigée par Khaled Saoud Al-Hasan, jusqu'à tout récemment sous la direction du président du conseil Faisal Al-Ayyar, le chef de la direction de Kipco. GIG avait des primes de 1,8 milliard de dollars (y compris quatre mois avec AXA Gulf) en 2021, plus de 3 fois les primes souscrites en 2010 lorsque nous sommes devenus des partenaires (notre participation étant de 44 %). Khaled a des antécédents hors pair avec un ratio mixte moyen de 95 % et d'excellentes provisions. Comme je l'ai mentionné l'année dernière, GIG a fait l'acquisition d'AXA Gulf (maintenant GIG Gulf) le 7 septembre 2021; cette société avait des primes de 1 milliard de dollars en 2021 et un ratio mixte de 93 %. La nouvelle mouture de GIG, qui fait affaire dans 13 pays et dont les primes brutes sont de 2,6 milliards de dollars, sera un acteur à ne pas sous-estimer. Paul Adamson et son équipe ont effectué un travail hors pair chez AXA Gulf. Chez Fairfax, Bijan Khosrowshahi, Jean Cloutier et Quinn McLean ont grandement participé à la réussite de notre partenariat avec GIG. J'ai le grand regret de vous annoncer que notre partenaire, Faisal Al-Ayyar, a récemment pris sa retraite après une carrière extraordinaire de plus de 30 ans auprès de Kipco. Il a été un ami et partenaire merveilleux pour Fairfax et moi-même et il nous manquera beaucoup. Nous souhaitons santé et bonheur à Faisal et à sa famille alors qu'il prend sa retraite. Sheikha Dana est la nouvelle chef de la direction de Kipco et notre partenaire chez GIG. Nous sommes impatients de travailler avec elle dans les années à venir.

Digit, sous la direction de Kamesh Goyal, a maintenu son rendement exceptionnel en 2021 en tant qu'entreprise en phase de démarrage (il y a cinq ans), les primes brutes devant augmenter de 50 % pour atteindre 700 millions de dollars pour l'exercice clos en mars 2022. Kamesh a récemment mobilisé 200 millions de dollars, ce qui porte l'évaluation de Digit à 3,5 milliards de dollars. Il s'agit de la première licorne en Inde en 2021. A la différence de bon nombre de licornes, Digit est déjà rentable. Comme vous le constaterez plus loin, cette mobilisation de capitaux, dont les investisseurs sont, notamment, Sequioa (en attente d'une approbation réglementaire) et Wellington, a représenté 1,5 milliard de dollars de nos gains nets en 2021. Et nous pensons que ce n'est pas fini!

Ki, le partenariat de Brit avec Blackstone, a eu une année fantastique en 2021 sous la direction de Mark Allan, avec des souscriptions de primes brutes de près de 400 millions de dollars au cours de sa toute première année. Il ne fait pas de doute que la plateforme numérique de Ki fonctionne et elle devrait obtenir des souscriptions de 800 millions de dollars en 2022 avec un ratio mixte inférieur à 100 %. Le démarrage de Ki a été le plus rapide dans l'histoire de Lloyd's.

Nous sommes très heureux de faire l'acquisition de la tranche restante de 72 % de Singapore Re. Cette société nous a été présentée par M. Athappan qui en préside le conseil et nous y avons investi pour la première fois en 2009. Nous connaissons donc bien cette société. C'est avec une grande tristesse que nous annonçons que Theresa Wee, la chef de la direction de Singapore Re, a perdu sa bataille contre la maladie vers la fin de l'année. Theresa travaillait chez Singapore Re depuis plus de trois décennies et sa loyauté, son travail acharné et son leadership ont fait de Singapore Re l'entreprise qu'elle est aujourd'hui. Philippe Mallier prend les rênes en tant que président et chef de la direction. Il travaille pour Odyssey Group depuis 25 ans et continuera d'occuper le poste de chef de la direction de sa division Amérique latine. Il collaborera étroitement avec M. Athappan. Nous voyons ce transfert d'un très bon œil puisqu'il nous permettra de relier nos activités nord-américaines et nos activités asiatiques. Ce sont MM. Athappan, Brian Young et Andy Barnard qui en ont été les maîtres d'œuvre.

Voici ce à quoi ressemble notre secteur des assurances après 36 ans :

Activités d'assurance de Fairfax Worldwide au 31 décembre 2021

			Primes brutes souscrites			Portefeuille de placements
	Propriété	Pays		% du total	Ratio mixte	
Northbridge	100 %	Canada	2 122 \$	9 %	89 %	4 187 \$
Odyssey Group	90 %	États-Unis	5 551	23 %	98 %	11 669
Crum & Forster	100 %	États-Unis	3 705	16 %	96 %	5 774
Zenith	100 %	États-Unis	718	3 %	88 %	1 728
Allied World	71 %	Bermudes	5 794	24 %	93 %	10 739
Amérique du Nord			17 890	75 %	94 %	34 097
Brit	86 %	Royaume-Uni	3 222	14 %	97 %	5 514
Falcon	100 %	Hong Kong	90	0 %	99 %	192
Pacific	85 %	Malaisie	137	1 %	92 %	177
AMAG	80 %	Indonésie	144	1 %	93 %	179
Fairfirst	78 %	Sri Lanka	64	0 %	97 %	52
Singapore Re ⁽¹⁾	100 %	Singapour	100	0 %	62 %	317
Asie			534	2 %	92 %	916
Fairfax Brasil	100 %	Brésil	322	1 %	95 %	175
SouthBridge Colombia	100 %	Colombie	175	1 %	99 %	131
SouthBridge Chile	100 %	Uruguay	337	1 %	93 %	91
SouthBridge Uruguay	100 %	Chili	15	0 %	98 %	13
La Meridional	100 %	Argentine	199	1 %	100 %	72
Amérique du Sud			1 047	4 %	96 %	483
Bryte	100 %	Afrique du Sud	388	2 %	105 %	284
Colonnade (CEE)	100 %	Luxembourg	214	1 %	94 %	280
Polish Re	100 %	Pologne	146	1 %	99 %	215
Fairfax Ukraine	70 %	Ukraine	181	1 %	97 %	109
Eurolife General ⁽¹⁾	80 %	Grèce	36	0 %	99 %	159
Group Re	100 %	Barbade	138	1 %	98 %	833
Autres International			1 102	5 %	99 %	1 879
Autres ⁽²⁾						10 286
Sociétés d'assurance consolidées			23 796	100 %	95 %	53 176
Gulf Insurance (MENA) ⁽³⁾	44 %	Koweït	1 818		94 %	2 422
BIC	35 %	Vietnam	127		95 %	208
Digit	49 % ⁽⁶⁾	Inde	659		115 %	1 075
Falcon	41 %	Thaïlande	92		98 %	48
Sociétés d'assurance non consolidées⁽⁴⁾			2 696		100 %	3 754
Total⁽⁵⁾			26 493 \$		95 %	56 930 \$

1) À compter de la date de consolidation.

2) Comprend l'assurance-vie d'Eurolife, la liquidation de sinistres et les autres investissements dans des entreprises associées.

3) Primes brutes de 2,6 milliards de dollars, y compris un exercice complet de GIG Gulf.

4) En fonction d'un niveau de 100 %.

5) Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

6) Ce chiffre sera de 74 % à la conversion des titres, une fois obtenue l'approbation des autorités de réglementation.

Comme il est montré dans le tableau, si nous tenons compte de tout, nous avons des primes brutes de 26,5 milliards de dollars et un portefeuille de placements de 56,9 milliards de dollars. Compte tenu de notre taille, nous nous classons actuellement dans le palmarès des 25 principales sociétés d'assurance I.A.R.D. au monde. Même si nous ne nous sommes jamais axés sur la taille, ce sont la composition et l'écoulement du temps (36 ans) qui nous ont permis de bâtir l'une des entreprises d'assurance de premier plan au monde, mais une entreprise complètement décentralisée et dirigée par nos présidents! Notre approche décentralisée constitue un atout unique qui continuera de porter fruit alors que nous favorisons la coopération parmi toutes les entreprises. Nous avons renoncé aux synergies de coûts pour avoir des sociétés d'assurance entrepreneuriales qui sont investies de grands pouvoirs; elles sont agiles, s'appuient sur des équipes et répondent rapidement aux demandes de leurs clients respectifs. C'est la raison pour laquelle, nos primes brutes ont enregistré une croissance de 25 % en 2021. Nous sommes enthousiastes quant à nos perspectives!

Les primes brutes souscrites de 24 milliards de dollars de nos sociétés d'assurance consolidées proviennent de plus de 200 centres de profits dans l'ensemble du groupe. Chaque centre de profits est axé sur un ensemble unique de clients, de territoires ou de produits qui tirent profit d'un leadership sur le marché, d'une connaissance des produits et de la capacité de fournir un excellent service à la clientèle. Ces centres de profits facilitent aussi la transparence lorsqu'Andy Barnard et Peter Clarke surveillent les activités d'assurance. L'autonomisation se porte bien chez Fairfax.

L'Amérique du Nord représente maintenant 75 % des activités représentant 23,8 milliards de dollars de nos sociétés d'assurance consolidées; Brit (marché de Lloyd's) représente 14 %; l'Asie représente 2 % et l'Amérique latine représente 4 %. À l'extérieur de l'Amérique du Nord et de l'Europe, les marchés de l'assurance sont fortement sous-exploités et dans l'avenir, nous nous attendons à tirer une forte croissance de nos entreprises dans ces marchés.

Alors que cette lettre est imprimée, nous ne pouvons pas passer sous silence l'invasion brutale de l'Ukraine par la Russie. Nos primes consolidées en Ukraine représentent 181 millions de dollars ou 1 % de nos primes consolidées. Bien qu'il s'agisse d'un faible montant, nous sommes très inquiets quant à la situation dans laquelle se trouvent nos employés en Ukraine, qui sont plus de 1 000. Soyez assurés que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour garantir leur sécurité. Nous pensons à nos employés, à leur famille et au peuple d'Ukraine et nous ne les oublions pas dans nos prières.

En 2021, toutes nos sociétés d'assurance mondiales consolidées avaient un ratio mixte de moins de 100 %, sauf Bryte en Afrique du Sud; à l'exclusion de certaines pertes restantes liées à la COVID-19, elle avait un ratio mixte de 98 %.

Le tableau suivant montre la croissance composée de nos primes brutes (sur une base consolidée) par action depuis que nous avons commencé nos activités en 1985 :

	Primes brutes souscrites	
	En millions de dollars	\$ par action
1985	17	3
1990	81	15
1995	920	104
2000	3 722	284
2005	5 516	310
2010	5 361	263
2015	8 331	375
2020	18 979	725
2021	23 796	997

Nos primes brutes par action ont affiché une croissance de 38 % en 2021, ce qui tient compte de notre rachat d'actions de 2 millions de dollars. Ce n'est pas tout à fait exact puisque nous avons effectivement vendu 10 % d'Odyssey Group et que nous avons d'autres participations minoritaires. Toutefois, nous avons le droit de racheter chacune de ces actions au fil du temps!

C'est sans doute un bon moment pour mentionner que, pendant la période allant de 2010 à 2016 (sept années maigres!), en raison de pertes de couverture, notre valeur comptable par action a été pour l'essentiel fixe après le paiement de dividendes par action de 10 \$ par année. Cependant, pendant cette période, nos primes brutes par action ont augmenté, passant de 255 \$ à 405 \$ (une augmentation de 59 %). Ce n'est qu'une des raisons pour lesquelles nous pensons que notre valeur intrinsèque a connu une nette hausse pendant cette période.

Comme nous l'avons mentionné l'année dernière, au fil des ans, nous avons investi dans des actions ordinaires, ce qui nous a permis d'acquérir des avoirs importants dans un certain nombre de sociétés individuelles. Bien que leur rendement puisse être en dents de scie, ces avoirs nous ont bien servi au fil des ans, surtout au moment de la vente. L'inconvénient des avoirs importants est que les règles comptables qui s'y appliquent portent à confusion! Comme nous l'avons fait l'année dernière, nous trouvons qu'il est utile de répartir ces avoirs en actions ordinaires en trois catégories. En général, lorsque notre position représente une participation financière de moins de 20 % et ne donne aucun contrôle, nous l'évaluons à la valeur de marché; lorsque notre position financière représente une participation de 20 % ou plus mais ne donne aucun contrôle (ces avoirs étant appelés des entreprises associées), nous la comptabilisons selon la méthode de mise en équivalence; et lorsque nous avons un contrôle ou une participation financière de plus de 50 %, nous procédons à une consolidation. J'espère que le tableau et le commentaire qui suivent permettront de surmonter la difficulté de comprendre la valeur de nos investissements du fait des règles comptables et de mieux comprendre la valeur de nos investissements.

Le tableau qui suit présente nos principaux avoirs dans chacune des catégories. Il vous présente au 31 décembre 2021, pour chaque catégorie, les actions dont nous sommes propriétaires ainsi que leur valeur par action et leurs valeurs comptables et marchandes totales. À la fin de l'exercice, la valeur marchande totale de ces avoirs en actions ordinaires a dépassé leur valeur comptable totale de 346 millions de dollars.

Avoirs en actions ordinaires au 31 décembre 2021

	Action (en millions)	Participation	Valeur comptable par action (\$)	Prix par action (\$)	Valeur comptable	Valeur marchande
Actions ordinaires – Valeur de marché						
Stelco	13,0	17 %	32,47	32,47	422 \$	422 \$
BlackBerry ⁽¹⁾⁽³⁾	44,9	8 %	9,35	9,35	420	420
Commercial International Bank ⁽³⁾	103,4	5 %	3,32	3,32	343	343
Kennedy Wilson ⁽³⁾	12,9	9 %	23,88	23,88	307	307
Foran Mining ⁽²⁾	55,6	23 %	1,98	1,98	110	110
Mytilineos	3,7	3 %	17,17	17,17	64	64
Micron Technology	0,7	0 %	93,12	93,12	64	64
Alphabet	0,0	0 %	2 897,00	2 897,00	40	40
Franklin Resources	1,0	0 %	33,47	33,47	33	33
Autres					1 826	1 826
Actions ordinaires					3 630	3 630
Sociétés en commandite					1 864	1 864
Total de la valeur de marché					5 494	5 494
Actions ordinaires – Comptabilisation selon la méthode de mise en équivalence (entreprises associées)						
Eurobank Ergasias ⁽³⁾	1 194,1	32 %	1,09	1,01	1 298	1 210
Atlas ⁽²⁾⁽³⁾	90,7	37 %	10,16	14,17	922	1 286
Qess	44,6	30 %	11,03	11,52	492	514
Produits Forestiers Résolu ⁽³⁾	24,8	32 %	11,14	15,23	276	377
Helios Fairfax Partners ⁽³⁾	35,3	34 %	5,84	3,20	206	116
Exco Resources ⁽³⁾	—	43 %	—	—	195	267
Peak Achievement	—	43 %	—	—	141	181
Partenariats de Kennedy Wilson	—	—	—	—	125	125
Astarta ⁽³⁾	7,1	28 %	14,66	10,33	104	73
Autres					357	391
Total des entreprises associées					4 117	4 542
Actions ordinaires – Consolidation						
Recettes Illimitées ⁽³⁾	22,6	38 %	21,60	14,01	489	317
Fairfax India ⁽³⁾	42,5	30 %	10,46	12,60	444	535
Thomas Cook India	248,2	67 %	1,02	0,80	254	259
Farmers Edge	25,7	61 %	7,39	2,50	190	64
Dexterra Group	31,8	49 %	3,69	6,76	117	215
Boat Rocker Media	25,3	45 %	4,35	5,36	110	136
Autres					178	178
Total de la consolidation					1 783	1 704
Total des avoirs en actions ordinaires					11 394 \$	11 740 \$

1) Exclut 48 millions d'actions d'obligations convertibles.

2) Exclut 16 millions et 31 millions de bons de souscription de Foran Mining et d'Atlas, respectivement.

3) Exclut les actions faisant l'objet d'un contrôle aux termes de notre billet visant la valeur de l'actif provenant de la vente de RiverStone Barbados.

Il est important de constater que, en raison du fait que nos placements dans des actions ordinaires figurent dans notre bilan à leur valeur comptable, pour les actions ordinaires cotées en bourse faisant partie des deuxième et troisième catégories, ce n'est qu'au moment de la vente qu'il sera tenu compte de leurs valeurs marchandes dans notre bilan. En vous soumettant périodiquement les tableaux figurant ci-dessus, vous pouvez évaluer à la valeur de marché la grande majorité de nos positions sur des actions ordinaires, que ce soit à la hausse ou à la baisse! De plus, rappelez-vous que ce n'est qu'à long terme que les cours des actions reflètent les valeurs intrinsèques sous-jacentes.

Lorsque vous comparez des valeurs comptables à des valeurs marchandes à la fin de 2021, les valeurs marchandes dépassent les valeurs comptables de 346 millions de dollars : un excédent de 425 millions de dollars pour les entreprises associées qui sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et un déficit de 79 millions de dollars pour les placements consolidés, ce qui peut être temporaire puisqu'il tient compte de l'incidence de la pandémie sur le tourisme (Thomas Cook India) et les restaurants (Recettes Illimitées). Pour plus d'information sur Farmers Edge, reportez-vous à la rubrique « Placements ».

Nous parlons plus longuement de nos placements à la rubrique « Placements ». Nous sommes d'avis que nos placements dans des actions ordinaires présentent un énorme potentiel dans l'avenir.

Le tableau ci-dessous présente l'apport en dollars et en pourcentage (le pourcentage renvoie à la quote-part du total de notre portefeuille de placements d'une valeur approximative moyenne de 48 milliards de dollars) des divers éléments de notre rendement des investissements en 2021 :

Intérêts et dividendes	641 \$	1,3 %
Quote-part du résultat des entreprises associées	402	0,8 %
Profits nets sur actions ordinaires	2 312	4,8 %
Pertes nettes sur obligations	(261)	(0,5) %
Profits nets autres	1 352	2,8 %
	<u>4 446</u>	<u>9,2 %</u>
Excluant Digit	<u>2 956 \$</u>	<u>6,1 %</u>

Notre revenu en intérêts et en dividendes a continué de chuter, passant de 880 millions de dollars en 2019 à 769 millions de dollars en 2020 puis à 641 millions de dollars en 2021, ce qui tient compte de la baisse des taux d'intérêt ainsi que du fait que 50 % de notre portefeuille de placements est investi dans de la trésorerie et des placements à court terme. En 2021, nous avons vendu 5,2 milliards de dollars en obligations de sociétés, principalement acquises en mars et en avril 2020, ayant un rendement d'environ 1 %, pour un gain de 253 millions de dollars. A la fin de 2021, notre portefeuille de titres à revenu fixe, y compris la trésorerie et les obligations du Trésor à court terme, ce qui représentait dans les faits 72 % de notre portefeuille de placements, comportait une échéance très rapprochée d'environ 1,2 an et une cote moyenne de AA-. La hausse des taux en 2021 a donné lieu à une faible perte latente non réalisée sur les obligations de 261 millions de dollars. Au cours des deux dernières années, nous avons été en mesure d'investir 1,6 milliard de dollars dans des prêts hypothécaires de premier rang auprès de Kennedy Wilson à un taux moyen de 4,5 % et avec une durée moyenne de trois ans.

Après le krach boursier de mars/avril 2020, nous avons ajouté des actions ordinaires d'environ 1,1 milliard de dollars. Nous avons vendu ces positions et réalisé un gain de 620 millions de dollars, soit 56 %.

Le poste de la quote-part du résultat net de 402 millions de dollars comprend notre quote-part des profits d'Eurobank (162 millions de dollars), de Produits Forestiers Résolu (76 millions de dollars), d'Atlas (70 millions de dollars) et de Gulf Insurance (56 millions de dollars), partiellement compensée par notre quote-part des pertes d'Atlas Mara (57 millions de dollars) et d'Exco Resources (41 millions de dollars).

Les profits nets sur les actions ordinaires de 2,3 milliards de dollars en 2021 étaient composés de profits réalisés sur Stelco, BlackBerry et BDT. Les profits nets sur les actions ordinaires incluaient des profits réalisés à la vente de IIFL Wealth et de IIFL Finance (nous continuons de détenir les deux par l'intermédiaire de Fairfax India). D'autres profits nets visaient des actions privilégiées de Digit de 1,5 milliard de dollars.

Le rendement total en 2021 était de 4,4 milliards de dollars, soit 9,2 %. Sans tenir compte de Digit, le rendement total était de 3,0 milliards de dollars, soit 6,1 %.

Ci-dessous figure, encore une fois, un tableau qui présente, pour des périodes successives au cours de notre historique d'exploitation de 36 ans, la croissance composée de notre valeur comptable par action (y compris les dividendes versés) ainsi que le ratio mixte moyen et le rendement total moyen des placements :

	Croissance composée de la valeur comptable par action	Ratio mixte moyen	Rendement total moyen des placements
1985 à 1990	57,7 %	106,7 %	10,4 %
1991 à 1995	21,2 %	104,2 %	9,7 %
1996 à 2000	30,7 %	114,4 %	8,8 %
2001 à 2005	(0,7) %	105,4 %	8,6 %
2006 à 2010	24,0 %	99,9 %	11,0 %
2011 à 2016	2,1 %	96,0 %	2,3 %
2017 à 2021	13,1 %	98,2 %	5,7 %

La croissance de notre valeur comptable est composée de deux grandes variables : le ratio mixte de nos sociétés d'assurance et le rendement total de notre portefeuille de placements. Nos activités d'assurance ont produit en moyenne un ratio mixte de moins de 100 % au cours des 16 dernières années. Nos placements ont été faits dans bon nombre d'entreprises d'exception qui produiront d'excellents résultats dans les années à venir. Les résultats de nos placements ont baissé au cours de la période entre 2011 et 2016 (dans les faits, entre 2010 et 2016) du fait de nos pertes de couverture. C'est du passé (et une telle situation ne se reproduira plus jamais) et nos rendements devraient continuer de s'améliorer pour atteindre des niveaux historiques, mais en dents de scie!

L'Inde

M. Modi continue d'avoir pour objectif d'améliorer la qualité de vie du peuple indien ainsi que de lui faciliter la vie. Après son élection pour un deuxième mandat en mai 2019, il a déclaré qu'il ferait en sorte qu'au cours des cinq prochaines années les 192 millions de familles vivant dans l'Inde rurale, soit 980 millions de personnes, aient accès à de l'eau du robinet propre. Il a chargé M. Bharat Lal, qui était justement chargé de faire en sorte que chaque foyer au Gujarat ait accès à de l'eau du robinet alors que M. Modi était élu pour la première fois comme ministre en chef de cet État, de s'occuper de la planification et de la mise en œuvre de ce programme quinquennal de 51 milliards de dollars appelé Jal Jeevan Mission. Lorsque M. Lal a lancé ce projet en août 2019, moins de 17 % des ménages, soit 32 millions d'entre eux, avaient accès à de l'eau du robinet propre. Malgré la pandémie de la COVID-19, deux ans et demi plus tard, plus de 92 millions de ménages ont accès à un approvisionnement en eau du robinet garanti, ce qui change leur vie, surtout la vie des femmes et des enfants. Le premier ministre Modi et M. Lal sont en voie de réaliser l'impossible. Nous leur souhaitons bonne chance. Il y a près de quatre mois, M. Modi a aussi créé la Infrastructure Bank (une banque privée financée par le gouvernement) et a désigné M. K.V. Kamath comme son chef de la direction. Certains se souviendront peut-être que K.V. Kamath a transformé ICICI Bank d'une banque de développement en la banque la plus dynamique et novatrice en Inde (il s'agissait de notre partenaire chez ICICI Lombard). Grâce au dynamisme de M. Kamath, la Infrastructure Bank, qui est gérée comme une banque privée, permettra d'accélérer la cadence de l'installation de nouvelles infrastructures en Inde tout en aidant dans le cadre des privatisations que le gouvernement a amorcées. Nous continuons de croire que l'Inde constitue l'occasion la plus prometteuse pour les investisseurs dans la décennie à venir.

Dans le tableau ci-dessous figurent nos placements en Inde et l'évolution de leur rendement jusqu'au 31 décembre 2021 :

	Date de l'investissement initial	Participation	Coût	Juste valeur au 31 décembre 2021	Rendement annualisé composé
Thomas Cook India	Août 2012	66,8 %	313 \$	259 \$	10,6 % ⁽¹⁾
Fairfax India	Janvier 2015	36,9 %	469	657	5,6 %
Digit	Février 2017	49,0 %	154	2 464	114,2 %
Quess	Décembre 2019	30,0 %	335 ⁽²⁾	514	28,2 %
Autre			279	251	
			<u>1 550 \$</u>	<u>4 145 \$</u>	
Investissements de Fairfax India					
Bangalore International Airport	Mars 2017	54,0 %	653 \$	1 372 \$	17,7 %
Sociétés IIFL ⁽³⁾	Décembre 2015		312	693	19,3 %
Sanmar Chemicals	Avril 2016	42,9 %	199	421	17,7 %
CSB Bank	Octobre 2018	49,7 %	170	228	11,0 %
Seven Islands	Mars 2019	48,5 %	84	106	9,1 %
NCML	Août 2015	89,5 %	188	84	-13,2 %
Fairchem Organics	Février 2016	52,8 %	30	155	45,9 %
National Stock Exchange	Juillet 2016	1,0 %	27	111	33,4 %
Saurashtra Freight	Février 2017	51,0 %	30	47	10,3 %
Maxop	Novembre 2021	51,0 %	30	30	—
Autre			72	101	24,9 %
			<u>1 795 \$</u>	<u>3 348 \$</u>	

1) Comprend les dividendes reçus (11 millions de dollars) et la scission-distribution de Quess (330 millions de dollars).

2) Le coût indiqué pour Quess représente sa valeur marchande le 5 décembre 2019, soit la date de sa scission-distribution à l'égard de Thomas Cook India.

3) Les sociétés IIFL comprennent IIFL Finance, IIFL Wealth, IIFL Securities et 5paisa.

Justement au moment où l'Inde commençait à sortir de la crise de la COVID-19 en avril 2021, le variant Delta a frappé le pays. La situation était très grave puisqu'il n'y avait pas de lits (ni de médecins ou d'infirmières) pour les milliers de personnes infectées par le variant Delta. Bon nombre d'entre elles sont décédées. Pour aider, nous avons rejoint de nombreuses entreprises en Inde, qu'elles soient nationales ou internationales, en faisant un don de 1 million de dollars au PM Cares Fund, nous avons créé un centre de soins pour la COVID-19 comptant 150 lits au Bangalore International Airport, nous avons fait don de six générateurs d'oxygène aux hôpitaux gouvernementaux et nous avons fourni diverses autres aides financières. Depuis lors, le gouvernement a lancé un programme de vaccination de grande ampleur et plus de 75 % de la population adulte a été pleinement vaccinée. Le programme de vaccination de l'Inde est le plus grand du monde et vise à atteindre un taux de vaccination compris entre 80 % et 90 % de la population.

Quoi qu'il en soit, en 2021, l'Inde est demeurée un lieu d'investissement attrayant et a obtenu des investissements directs étrangers de 74 milliards de dollars. L'Inde s'est également démarquée comme le pays figurant parmi les premiers choix des entreprises en démarrage après les États-Unis et la Chine. L'Inde comptait 40 licornes en 2021. Le nombre d'internautes en Inde est passé à 825 millions, ce qui crée un nombre illimité d'occasions pour les Indiens, quelle que soit leur caste ou leur croyance.

Depuis ses débuts, Fairfax India a investi dans onze entreprises et s'est retirée d'une entreprise (13 entreprises actuellement, puisque l'une d'entre elles a été fractionnée en quatre entités inscrites en bourse), toutes trouvées et examinées par Fairbridge, le sous-conseiller détenu en propriété exclusive par Fairfax en Inde. Fairbridge effectue un travail hors pair sous l'excellente direction du chef de la direction, Sumit Maheshwari, avec l'appui de son directeur, Anish Thurthi, du vice-président, Sheetal Sanchetis et des analystes, Jinesh Rambhia et Ramin Irani. La filiale de Maurice, FIH Mauritius Investments, de Fairfax India, sous la direction compétente de son chef de la direction, Amy Tan, avec le soutien de son gestionnaire principal,

Vishal Mungur, et de son conseil d'administration indépendant, fait partie intégrante du processus d'investissement. De plus, depuis les débuts de Fairfax India, Deepak Parekh, à la fois comme conseiller de confiance et comme membre du conseil d'administration, a prodigué ses précieux conseils dans le cadre de presque toutes ses opérations.

Fairfax India fait tous ses placements dans des sociétés hors pair qui ont des antécédents de rendement financier solide et sont dirigées par leurs fondateurs et des membres de la direction qui ne sont pas seulement excellents mais qui se conforment également aux normes éthiques les plus sévères.

Le plus beau fleuron (et le plus grand) des investissements de Fairfax India, qui représente plus du tiers de ses investissements compte tenu de la juste valeur au 31 décembre 2021, demeure le Bangalore International Airport (« BIAL ») dirigé par Hari Marar, qui vise à faire de BIAL l'un des meilleurs aéroports au monde. Comme nous l'avons indiqué l'année dernière, Fairfax India a créé Anchorage, une société de portefeuille, pour son investissement dans BIAL avec OMERS, un associé dont la part représente 11,5 %. Anchorage sera la société de portefeuille de Fairfax India pour les aéroports et les investissements dans des infrastructures en Inde et Fairfax India s'attend à l'inscrire très prochainement en bourse.

Veillez lire la lettre aux actionnaires de Chandran Ratnaswami dans le rapport annuel de Fairfax India pour en apprendre davantage sur les sociétés dans lesquelles Fairfax India investit. Certains points saillants de cette lettre aux actionnaires se trouvent ci-après.

Sanmar, sous la direction de Vijay Sankar, a eu une excellente année 2021. Les produits des activités ordinaires de Sanmar ont augmenté de 88 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 1,3 milliard de dollars. Le BAIIA a augmenté de 123 % pour s'établir à 276 millions de dollars et le résultat avant impôt qui constituait une perte en 2020 est devenu un profit de 92 millions de dollars.

En 2021, Sanmar a décidé d'inscrire sa filiale Chemplast Sanmar à la cote de la bourse afin de réduire substantiellement la dette de la société de portefeuille et de ses filiales. Vijay a grandement renforcé financièrement notre investissement et nous nous attendons à ce que notre participation de 43 % dans Sanmar ait une grande valeur dans l'avenir.

Sous la direction de M. C.V.R. Rajendran, qui était le chef de la direction de CSB Bank (CSB) au cours des cinq dernières années, la banque continue de faire d'immenses progrès dans le cadre de son parcours de transformation qui a débuté avec la restructuration du capital de la banque grâce à l'investissement de Fairfax India. L'année 2021 a été pour CSB la meilleure année de son histoire.

Malgré la volatilité alimentée par la pandémie dans le climat des affaires et l'activité commerciale et les niveaux élevés de liquidité des systèmes qui ont limité les occasions de prêts, CSB a fait d'excellents progrès en ce qui concerne ses mesures de rendement clés en 2021, avec une croissance des avances de prêts de 11 % et une croissance des dépôts de 7 % (y compris une croissance de 22 % des comptes courants et des comptes d'épargne assortis de coûts inférieurs). Les intérêts créditeurs nets ont augmenté de 37 % et le ratio prêt/dépôt s'est accru, passant de 74 % à 77 %. De plus, le rendement des prêts a augmenté, passant de 10,9 % à 11,2 %, les comptes courants et les comptes d'épargne sont passés de 30,4 % du total des dépôts à 34,6 % du total des dépôts, la marge nette d'intérêts a augmenté, passant de 4,4 % à 5,3 %, un niveau sans pareil dans le secteur, et le coût des dépôts a baissé, passant de 5,4 % à 4,4 %. La marge nette d'intérêts se positionnera vraisemblablement autour de 4 %.

Malgré ces améliorations, les actifs non performants bruts ont augmenté, passant de 1,8 % à 2,6 %, les actifs non performants nets ont augmenté, passant de 0,7 % à 1,4 %, et le ratio de couverture par la provision a diminué, passant de 91 % à 83 %. En 2021, les produits des activités ordinaires de CSB ont augmenté de 22 % pour s'établir à 195 millions de dollars, son bénéfice net a augmenté de 63 % pour atteindre 66 millions de dollars, comparativement à 40 millions de dollars en 2020, et son ratio de la suffisance du capital était de 20,6 %.

Si de tels résultats exceptionnels ont été obtenus, c'est grâce à la volonté constante de M. Rajendran de réaliser son objectif de transformation de CSB en privilégiant la rentabilité, la productivité, l'efficacité et la qualité des actifs.

M. Rajendran prend sa retraite en mars 2022 pour des raisons de santé. Nous ne lui souhaitons que de bonnes choses à lui ainsi qu'à sa famille pendant sa retraite. Nous lui devons une profonde reconnaissance. Pralay Mondal est désormais le directeur général adjoint de CSB et occupera les fonctions de chef de la direction par intérim. Nous sommes très optimistes quant aux perspectives à long terme de CSB.

La scission de Privy Specialty Chemicals et de Fairchem a eu lieu en août 2020. Après la scission de Fairchem de Privy, Fairfax India est devenue propriétaire d'une participation de 67 % dans Fairchem pour un investissement depuis sa constitution de 38 millions de dollars. En novembre 2021, Fairfax India a vendu 14 % de Fairchem en contrepartie de 46 millions de dollars, ce qui lui a permis de récupérer plus que l'investissement total qu'elle y avait fait tout en demeurant propriétaire de 53 % de Fairchem, dont l'évaluation était de 155 millions de dollars le 31 décembre 2021. Au début de 2021, le fondateur de Privy, Mahesh Babani, a décidé d'acheter la participation de 49 % de Fairfax India dans Privy en contrepartie de 165 millions de dollars, ce qui a permis à Fairfax India de réaliser un gain de 132 millions de dollars et d'obtenir un taux de rendement composé annuel de 27 % sur la durée d'environ 4,5 ans de son investissement. Mahesh a bâti une entreprise extraordinaire et nous lui souhaitons beaucoup de succès dans l'avenir.

Je suis heureux de vous informer qu'après une pause d'environ deux ans et demi, Fairfax India a réalisé deux acquisitions en très peu de temps.

D'abord, en novembre 2021, Fairfax India a fait l'acquisition de 51 % de Maxop Engineering (« Maxop ») auprès de son fondateur, Shailesh Arora, et de sa famille en contrepartie de 30 millions de dollars et elle fera l'acquisition d'une autre tranche de 16 % en septembre 2022. Maxop est un fournisseur de solutions de moulage sous pression et d'usinage de précision de l'aluminium pour les pièces en aluminium moulées sous pression utilisées dans les secteurs automobile et industriel, dont les clients se trouvent en Inde, en Asie, en Amérique du Nord et en Europe. Située à New Delhi, Maxop exploite quatre usines à Manesar et deux usines à Jaipur.

Si Shailesh, qui est un entrepreneur passionné de première génération et un exploitant ayant une approche pratique, a choisi de conclure cette opération, c'est parce qu'il a vu en Fairfax India un partenaire à long terme jouissant d'une excellente réputation qui le laisserait gérer son entreprise de façon indépendante et qui lui permettrait de tirer profit du long parcours de croissance qui l'attend, surtout avec les clients en Amérique du Nord et en Europe.

Puis, en février 2022, Fairfax India a fait l'acquisition de 70 % de Jaynix engineering (« Jaynix ») en contrepartie de 33 millions de dollars. Jaynix est un fabricant de barres neutres, de supports, de connecteurs et de raccords électriques et est un fournisseur de niveau 1 de grands fabricants d'équipement électrique d'origine comme Schneider, Eaton et Siemens en Amérique du Nord et en Europe.

Jaynix a été fondée en 2008 par deux frères et diplômés en génie, Nikhil Diwakar et Nina Diwakar, à Nashik, au Maharashtra. Le siège social de Jaynix se trouve maintenant à Vadodara, au Gujarat et Jaynix exerce ses activités dans trois usines de fabrication (une à Vadodara et deux à Nashik).

Nikhil et Ninad sont des exploitants passionnés ayant une approche pratique. Nikhil se concentre sur les démarches de développement commercial et Ninad, sur l'ingénierie et la production. Ils continueront de propulser l'entreprise et y demeureront investis grâce à une participation minoritaire substantielle.

Compte tenu du mouvement mondial de diversification des sources d'approvisionnement, Fairfax India est d'avis que d'importantes occasions de croissance s'offrent à Maxop et à Jaynix auprès de leurs clients actuels et nouveaux, surtout en Amérique du Nord et en Europe, et qu'avec le soutien de Fairfax India, chacune de ces entreprises peut devenir un chef de file mondial dans le secteur de la fabrication de pièces ouvrées.

Alors que la valeur comptable par action de Fairfax India s'établit à 19,65 \$, nous sommes d'avis que la valeur intrinsèque sous-jacente est bien plus élevée. Au cours des quatre dernières années, Fairfax India a saisi l'occasion de racheter 14,4 millions d'actions pour une contrepartie de 191 millions de dollars ou un prix moyen de 13,26 \$ par action, y compris les 7,0 millions d'actions qu'elle a achetées en 2021 dans le cadre d'une offre publique de rachat importante pour une contrepartie de 105 millions de dollars ou un prix moyen de 14,90 \$ par action. Fairfax a récemment acheté 5,4 millions d'actions au prix de 12,00 \$ par action.

Après une année 2020 difficile au cours de laquelle la COVID-19 a provoqué une baisse de 90 % de son entreprise de services de voyage et de 75 % de son entreprise de change, Thomas Cook India (Thomas Cook) et nous étions optimistes quant à la reprise des voyages au début de 2021. Toutefois, la deuxième vague virulente n'a fait que rendre illusoire la reprise attendue, ce qui a donné lieu à une perte avant impôts de 46 millions de dollars en 2021. Thomas Cook a mis en œuvre des mesures étendues de réduction des coûts tout en procédant à une automatisation accrue afin d'atténuer la baisse de l'activité et d'améliorer la rentabilité lorsque la situation reviendra à la normale. Nous sommes heureux de constater que le total des coûts a baissé de 50 % par rapport aux niveaux antérieurs à la pandémie, et Thomas Cook a annoncé une reprise de 53 % de son entreprise de change et de 27 % de son entreprise de services de voyage par rapport aux niveaux antérieurs à la pandémie, alors qu'elle a clos le trimestre de décembre 2021. En 2021, Thomas Cook a mobilisé 60 millions de dollars auprès de Fairfax au moyen d'actions privilégiées rachetables assorties d'une option de conversion ayant un rendement en dividendes de 10,7 %, d'une durée de sept ans et d'une option de conversion en actions ordinaires de la société au prix de 47,30 roupies par action dans les 18 mois suivant la date d'émission. Une tranche d'environ 40 millions de dollars de l'émission sera convertie avant la fin d'exercice de la société, soit le 31 mars 2022, à la condition que toutes les approbations des organismes de réglementation aient été obtenues. À mesure que les activités de Thomas Cook reviennent à la normale après la pandémie, nous nous attendons à ce qu'elle en ressorte plus solide et plus efficace, capable de fournir des rendements supérieurs.

Vous vous souvenez sans doute que dans ma lettre de 2014 il était question de l'acquisition par Thomas Cook de Sterling Resorts en 2014, principalement en raison de Ramesh Ramanathan, le chef de la direction de la société. Comme vous pouvez l'imaginer, Sterling a dû faire face à des grandes difficultés au cours des deux dernières années pendant les confinements imposés par la COVID-19. Ramesh a effectué un travail remarquable de gestion des flux de trésorerie, ce qui a permis que la société demeure autosuffisante pendant cette période. Ramesh a également utilisé ce temps pour réorienter le modèle d'affaires de Sterling et de transformer Stirling en une société qui crée des expériences de vacances. Plus tôt cette année, Ramesh a fait part de son souhait de se retirer de Sterling pour passer du temps avec sa famille. Nous avons accepté sa démission avec beaucoup de réticence. Nous lui souhaitons à lui ainsi qu'à sa famille une retraite très heureuse. Vikram Lalvani, le chef de l'exploitation de Ramesh qui dirige le développement des affaires, les ventes et la mobilisation des clients chez Sterling depuis 2015, deviendra le chef de la direction de Sterling en avril 2022. Nous souhaitons une belle réussite à Vikram.

Vous vous souvenez sans doute que Qess a fait l'objet d'une scission-distribution à l'égard de Thomas Cook en 2019; elle a eu de meilleurs résultats que prévu en 2021 et a réussi à surmonter les ravages causés par la pandémie. Bien que ses clients et les activités économiques en général se remettent encore des effets de la pandémie, les produits tirés de ses activités d'exploitation ont augmenté de 17 % pour s'établir à 1,8 milliard de dollars et le résultat avant impôt a augmenté de 52 % pour se fixer à 50 millions de dollars. La reprise des activités chez Qess est révélatrice de la reprise économique vigoureuse en Inde. Sous la direction du président du conseil et fondateur Ajit Isaac et d'une équipe de haute direction installée de longue date, Qess est ressortie plus forte de la pandémie avec une clientèle et une croissance accrues, une dette nette très marginale de 14,5 millions de dollars et une meilleure production de flux de trésorerie disponibles au moyen de ses activités. L'avenir s'annonce meilleur pour Qess alors que nous évoluons vers une sortie de la pandémie. Qess demeure le chef de file des fournisseurs de services commerciaux intégrés en Inde. Forte de plus de 422 000 employés (une hausse de 26 % en 2021), Qess est le plus important employeur national du secteur privé en Inde. Elle est présente dans l'ensemble de l'Inde ainsi qu'au niveau international en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est. Qess dessert plus de 3 000 clients sur trois plateformes : la gestion de l'effectif, la gestion d'actifs d'exploitation et les solutions technologiques mondiales.

Comme je l'ai mentionné l'année dernière, nous avons deux grandes initiatives de soins de santé en Inde dans le cadre de notre engagement de réinvestir dans les collectivités dans lesquelles nous faisons affaire. Notre initiative axée sur la dialyse est dirigée par Thomas Cook et son chef de la direction, Madhavan Menon, et a pour objectif de déployer 1 000 machines de dialyse dans 250 hôpitaux de district dans le pays. Nous dépasserons bientôt 700 machines achetées et installées, grâce auxquelles il est possible d'offrir un accès sans frais ou subventionné à des machines de dialyse de grande qualité plus près de leur maison pour les personnes les plus pauvres d'Inde. Nous prévoyons terminer le déploiement du total des 1 000 machines de dialyse au cours des prochaines années. Sous la direction d'Ajit Isaac et de notre Chandran Ratnaswami et grâce au lien étroit que nous entretenons avec le SickKids Hospital à Toronto, l'un des meilleurs hôpitaux du monde, nous finançons également un hôpital pour enfants comptant 350 lits (avec la possibilité de doubler la capacité de lits) qui sera construit par CMC Vellore sur son nouveau campus de Kannigapuram. La planification architecturale est en cours et la construction devrait commencer vers la fin de 2022; il faudra environ trois ans pour terminer la construction. CMC est l'une des institutions de soins de santé, d'enseignement et de recherche de premier plan dans le pays qui se préoccupe profondément de la situation des pauvres et des personnes vulnérables.

En 2020, nous avons annoncé l'achat de 49 % de Paramount Health Services, l'un des chefs de file parmi les tierces parties administrateurs de réclamations en Inde se spécialisant dans le secteur des soins de santé. Sous la direction du Dr Nayan Shah et de son équipe, Paramount a eu un excellent rendement pendant notre première année, avec une hausse des produits tirés des activités ordinaires de 40 % pour atteindre 14 millions de dollars et un bénéfice net de près de 1 million de dollars en 2021. Compte tenu de l'encadrement par M. Athappan, nous sommes très enthousiastes quant aux perspectives de Paramount.

Comme nous le faisons régulièrement, nous vous présentons ci-dessous notre bilan non consolidé pour que vous puissiez mieux comprendre où votre argent est placé :

	2021	
	(en milliards de dollars)	Par action (en dollars)
Bilan non consolidé⁽¹⁾		
Actif		
Activités d'assurance et de réassurance		
Northbridge	1,8	77
Odyssey Group	3,7	155
Crum & Forster	2,1	86
Zenith	1,0	41
Brit	1,8	78
Allied World	2,9	122
Fairfax Asia	2,6	108
Autres activités d'assurance et de réassurance	1,1	47
Assurance vie et secteur liquidation de sinistres	0,5	19
Total	17,5	733
Activités autres que l'assurance		
Recettes Illimitées	0,5	21
Thomas Cook India	0,3	11
Fairfax India	0,4	19
Produits et services autres qui ne sont pas de l'assurance	0,6	25
Total	1,8	76
Total des résultats consolidés	19,3	809
Trésorerie et placements de la société de portefeuille	1,5	62
Placements dans des entreprises associées	0,9	40
Autres actifs de la société de portefeuille	0,7	25
Total de l'actif	22,4	936
Passif		
Dettes d'exploitation et autres éléments de passif	0,7	25
Dette à long terme	5,3	224
	6,0	249
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,1	631
Actions privilégiées	1,3	56
	16,4	687
Total du passif et capitaux propres attribuables aux actionnaires	22,4	936

1) Les capitaux propres indiqués pour les activités d'assurance et de réassurance excluent les participations minoritaires, les placements dans d'autres activités consolidées, les placements auprès de la société de portefeuille et la dette entre sociétés.

Le tableau vous présente nos sociétés d'assurance, qui sont décentralisées et capitalisées séparément, avec nos sociétés consolidées autres que des sociétés d'assurance présentées séparément même si certaines d'entre elles peuvent faire partie du portefeuille de placements de nos sociétés d'assurance.

Comme vous pouvez le constater, nous avons investi 17,5 milliards de dollars (733 \$ par action) dans nos sociétés d'assurance, une hausse par rapport au montant de 15 milliards de dollars (572 \$ par action) investi l'année dernière. Et il s'agit là de valeur comptable. Les valeurs intrinsèques sont nettement supérieures selon nous, comme nous l'avons démontré périodiquement dans le cadre d'opérations sur le marché réalisées avec des tierces parties au fil des ans.

Nos entreprises consolidées autres que d'assurance (ainsi que votre placement par action dans celles-ci) figurent séparément dans le tableau ci-dessus; elles sont substantielles et une fois de plus, selon nous, elles ont une valeur supérieure au montant qui figure dans notre bilan. Comme je l'ai affirmé l'année dernière, nous nous attendons à ce que chacune de ces entreprises autres que d'assurance produise un rendement annuel d'au moins 15 % à long terme.

Ainsi, en tant qu'actionnaire de Fairfax, vous profitez de quatre sources de revenus : le revenu lié aux activités de souscription, le revenu en intérêts et en dividendes, le revenu tiré de nos entreprises autres que d'assurance et les gains en capital.

Dans le tableau qui suit, nous mettons à jour nos chiffres de la valeur intrinsèque et du cours de l'action. Comme nous l'avons indiqué dans nos rapports annuels précédents, nous utilisons la valeur comptable comme mesure première de la valeur intrinsèque.

	VALEUR INTRINSÈQUE Pourcentage de variation de la valeur comptable par action en \$ US	COURS DE L'ACTION Pourcentage de variation du cours par action en \$ CA
1986	+180	+292
1987	+48	-3
1988	+31	+21
1989	+27	+25
1990	+41	-41
1991	+24	+93
1992	+1	+18
1993	+42	+145
1994	+18	+9
1995	+25	+46
1996	+63	+196
1997	+36	+10
1998	+30	+69
1999	+38	-55
2000	-5	-7
2001	-21	-28
2002	+7	-26
2003	+31	+87
2004	-1	-11
2005	-16	-17
2006	+9	+38
2007	+53	+24
2008	+21	+36
2009	+33	+5
2010	+2	-
2011	-3	+7
2012	+4	-18
2013	-10	+18
2014	+16	+44
2015	+2	+8
2016	-9	-1
2017	+22	+3
2018	-4	-10
2019	+12	+1
2020	-2	-29
2021	+32	+43
1985 à 2021 (croissance annuelle composée)	+18,2	+15,7

Le tableau fait état, compte non tenu des dividendes, de la variation de la valeur comptable par action en dollars américains et du cours de nos actions en dollars canadiens. Comme je l'ai déjà mentionné, nous sommes d'avis que notre valeur intrinsèque est largement supérieure à notre valeur comptable. Tel qu'il est indiqué dans le tableau, pendant de nombreuses années nous avons vu une hausse considérable de notre valeur comptable et une augmentation du cours de notre action, soit en 1993, en 1995, en 1996, en 1998, en 2003, en 2008, en 2014 et maintenant en 2021. Il y a encore bon nombre de telles années à venir!

Au cours de nos 36 années, si l'on exclut les dividendes, la valeur comptable par action a affiché une croissance annuelle composée de 18,2 % et notre prix par action a affiché une croissance annuelle composée de 15,7 %. Au cours de ces 36 années, il n'y a que 67 sociétés des 6 000 sociétés inscrites en 1985 à la cote de bourses américaines (NYSE, Nasdaq et American), soit seulement 1 %, qui ont eu un rendement annuel supérieur à 15 %.

Pour que notre prix par action corresponde au taux composé de 18,2 % de la valeur comptable, notre prix par action en dollars canadiens devrait s'établir à 1,335 \$. Et notre valeur intrinsèque est supérieure à la valeur comptable, ce qui s'explique principalement par le fait que nos sociétés d'assurance créent d'énormes montants de fonds de caisse sans frais. C'est pourquoi nous continuons de détenir des swaps sur rendement total visant 1,96 million d'actions à droit de vote subalterne de Fairfax dont la valeur marchande totale totalisait 968 millions de dollars à la fin de l'exercice.

Voici le rendement de notre prix par action au cours des périodes prenant fin en 2021, comparativement à la TSX et au S&P500 (dans les deux cas, y compris les dividendes) :

	Fairfax (\$ CA)	TSX	S&P500
5 ans	1,4 %	10,0 %	18,5 %
10 ans	6,0 %	9,1 %	16,6 %
15 ans	9,2 %	6,5 %	10,7 %
20 ans	9,0 %	8,1 %	9,5 %
36 ans depuis notre établissement	16,9 %	8,5 %	11,5 %

Nos rendements à long terme ont varié en fonction de nos récents prix par action, alors que les rendements dépendent dans une large mesure des dates de fin et que nos rendements relatifs sont touchés par l'énorme spéculation qui s'observe dans les rendements indiciels (en particulier le S&P500). Nous avons fait un peu de progrès en 2021. C'est à suivre!

Activités d'assurance et de réassurance

	Ratio mixte			Variation des primes nettes souscrites
	2021	2020	2019	2021 par rapport à 2020
Northbridge	89 %	92 %	96 %	24 %
Odyssey Group	98 %	95 %	97 %	28 %
Crum & Forster	96 %	98 %	98 %	20 %
Zenith	88 %	92 %	85 %	10 %
Brit	97 %	114 %	97 %	32 %
Allied World	93 %	95 %	98 %	30 %
Fairfax Asia	92 %	97 %	97 %	18 %
Autres activités d'assurance et de réassurance	99 %	100 %	102 %	24 %
Données consolidées	95 %	98 %	97 %	26 %

Northbridge a enregistré un bénéfice technique de plus de 200 millions de dollars en 2021, doublant presque le niveau de 2020. Les primes nettes acquises ont augmenté de plus de 25 % et son ratio mixte a chuté de 3 points, passant de 92 % à 89 %. Les niveaux des provisions demeurent solides et l'évolution favorable par rapport aux années antérieures a contribué de nouveau à l'obtention de résultats positifs. Silvy Wright et son équipe continuent de se concentrer sur le créneau des entreprises de taille intermédiaire, avec une attention particulière portée au segment du transport commercial. Ce qui a été particulièrement gratifiant pour Northbridge, c'est le rendement solide de sa filiale Federated Insurance, qui a continué de s'améliorer au cours des dernières années, produisant un ratio mixte de 88 %. Northbridge commence l'année sur un solide élan et de grandes attentes.

Avec un ratio mixte de 98 % en 2021, cela fait dix années de suite qu'Odyssey Group obtient des résultats de souscription positifs; il s'agit là d'un record enviable dans un secteur difficile. Bien qu'un nombre élevé de sinistres liés à des catastrophes, y compris les inondations en Europe, l'ouragan Ida et les tempêtes d'hiver aux États-Unis, ait contribué à l'augmentation de 10 points du taux de sinistres d'Odyssey, la vigueur de son portefeuille diversifié lui a permis de produire un bénéfice technique de 92 millions de dollars. La croissance des primes brutes souscrites a atteint près de 30 % au cours de l'année. La croissance a été vigoureuse tant dans les secteurs de l'assurance que de la réassurance, toutes les plateformes d'Odyssey ayant montré qu'elles pouvaient prendre de l'expansion lorsque la conjoncture du marché était solide. Plus particulièrement, sous la direction de Chris Gallagher, Hudson Insurance Group a terminé l'année avec des primes brutes souscrites atteignant près de 2,5 milliards de dollars et a produit un ratio mixte de 91 %. Brian Young et son équipe continuent de s'appuyer sur un poids lourd de la souscription qui est singulièrement agile.

Crum & Forster a eu sa meilleure année jusqu'à présent sous la direction de Marc Adeo, fissurant le seuil du bénéfice technique de 100 millions de dollars. Son ratio mixte de 96 % est une autre étape sur la voie d'une rentabilité de souscription qui est uniformément supérieure. La croissance de Crum a été solide au niveau de 20 %, une fois de plus sous l'impulsion des divisions de l'assurance-accidents et maladie, de l'assurance excédents de sinistres et de l'assurance spécialisée. La filiale Seneca Insurance de Crum a affiché de nouveau un excellent résultat en obtenant un ratio mixte de 87 % et en produisant un bénéfice technique de 43 millions de dollars. Au cours de l'année, la division de l'assurance caution de Crum s'est consolidée

après plusieurs années d'expansion tout en affichant un résultat solide. Tout comme en 2020, les activités liées aux biens et l'impact des catastrophes naturelles ont nui aux résultats de Crum. De solides mesures ont été mises en place afin de réduire le risque qu'il y ait des répercussions négatives en 2022.

Comme à l'accoutumée, Zenith a affiché le ratio mixte le plus bas de toutes nos sociétés de plus grande taille en 2021, clôturant l'année à 88 %. L'évolution favorable des provisions a une fois de plus grandement contribué au résultat de 2021. La croissance a été en demi-teinte compte tenu de la forte concurrence livrée dans le secteur de l'indemnisation des accidents du travail. Kari Van Gundy et son équipe de direction continuent d'explorer des avenues pour élargir sélectivement leur modèle d'affaires.

Chez Brit, l'équipe de direction mérite d'être saluée pour avoir commencé l'année avec un ratio mixte de 97 %, en résorbant une fois de plus un nombre plus grand que d'habitude de pertes liées à des catastrophes. La force sous-jacente de son portefeuille, ainsi que les provisions provenant d'années antérieures, ont permis à Brit de clore l'année avec un bénéfice technique de 56 millions de dollars. Outre la croissance enregistrée dans son syndicat de base, Brit a tiré profit du lancement réussi de Ki Syndicate sous la direction de Mark Allen, ce syndicat ayant enregistré des primes brutes souscrites de près de 400 millions de dollars au cours de sa première année d'exploitation. Ki est le premier souscripteur de suivi seulement (*follow-only*) pleinement automatisé qui exerce ses activités dans le marché des souscriptions de Lloyd's. Avec l'arrivée de Martin Thompson comme chef de la direction par intérim pendant que Matthew Wilson est en congé autorisé pour un problème de santé, Brit commence 2022 sur un bon élan solide et avec un avenir prometteur.

En 2021, Allied World a produit le plus haut niveau de revenu lié aux activités de souscription dans toutes les sociétés de Fairfax, affichant un ratio mixte de 93 % et un bénéfice technique de 226 millions de dollars. Sous la direction de Lou Iglesias, Allied World a augmenté ses primes brutes souscrites de 25 % et ses primes nettes acquises de 27 %. La croissance dans les segments de marché les plus étroits, comme l'assurance responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants, l'assurance responsabilité civile professionnelle et l'assurance des cyberrisques, a été bien plus spectaculaire. La société profite des multiples avantages de son expansion dans les marchés serrés, y compris une réduction du ratio des frais et des commissions de 3 points en 2021 pour s'établir à 21,7 %. Allied World a également pu réduire son achat de réassurance, ce qui a permis une hausse plus rapide de ses primes nettes acquises. Les effets favorables de l'expansion musclée d'Allied World dans l'actuel marché serré devraient se maintenir pendant des années. Et Lou et compagnie entrevoient davantage d'occasions de croissance en 2022!

Nos sociétés internationales ont également continué sur leur lancée en 2021.

Fairfax Asia a obtenu des primes brutes souscrites de 534 millions de dollars en 2021 et un ratio mixte de 92 %. Singapore Re a été intégrée en 2021 alors que nous avons accru notre participation dans cette société pour en prendre le plein contrôle. Aux côtés de Pacific (Malaisie), d'AMAG (Indonésie), de Fairfirst (Sri Lanka) et de Falcon (Hong Kong), Singapore Re procurera une nouvelle plateforme favorisant l'expansion. Chacune de nos sociétés en exploitation distinctes dans Fairfax Asia a obtenu un bénéfice technique en 2021. M. Athappan continue d'encadrer Fairfax Asia depuis Singapour.

Fairfax Latam a obtenu un ratio mixte de 97 % en 2021 ainsi qu'un bénéfice technique de 6 millions de dollars. Fairfax Latam, qui est exploitée par l'intermédiaire de sociétés distinctes en Colombie, au Chili, en Uruguay et en Argentine, est assujettie à la supervision d'un groupe de gestion situé à Miami sous la direction de Fabricio Campos. Chacune des quatre sociétés du groupe a produit un ratio mixte inférieur à 100 %.

En Europe centrale et orientale, Colonnade a eu une fois de plus une année solide, produisant un ratio mixte de 94 % et un bénéfice technique de 11 millions de dollars. Peter Csakvari et son équipe ont fait, par l'intermédiaire de Colonnade, un excellent travail de surveillance de ses activités en Pologne, en République tchèque, en Slovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie et en Ukraine.

Exploitées séparément de Colonnade, nos deux sociétés ukrainiennes ont également affiché des résultats positifs. ARX Insurance, dirigée par Andrey Peretyazhko, est la plus grande société d'assurance I.A.R.D. en Ukraine et avait un ratio mixte de 97 %. Universalna, gérée par Oleksiy Muzychko, est une société d'assurance spécialisée de plus petite taille et avait également un ratio mixte de 97 %.

À Varsovie, Polish Re a produit un ratio mixte de 99 %. En 2021, des mesures ont été prises pour que Polish Re puisse entamer une collaboration étroite avec la branche de réassurance d'Allied World. Jacek Kugacz continue de diriger les opérations.

Par son étroite collaboration avec Fairfax Latam et Colonnade, Bijan Khosrowshahi a pu faire profiter ces entreprises de son expérience et de ses connaissances de grande valeur qui ont joué un rôle important dans la réussite de leurs activités. Bijan, avec Jean Cloutier, a également été très impliqué dans GIG au Moyen-Orient. Nous sommes propriétaires de 44 % de GIG, avec Kipco. En 2021, GIG a réalisé l'acquisition d'AXA Gulf, ce qui a permis de propulser les activités regroupées bien au-delà de la marque des primes brutes de 2,5 milliards de dollars. AXA Gulf (maintenant GIG Gulf) aura un fonctionnement décentralisé au sein de GIG et continuera d'être gérée par Paul Adamson. Nous sommes ravis d'accueillir Paul et ses collègues dans la famille élargie de Fairfax.

En 2021, Fairfax Brasil, sous la direction de Bruno Camargo, a produit un autre ratio mixte solide de 95 % et un bénéfice technique de plus de 5 millions de dollars. C'était la sixième année de suite que Bruno affichait un bénéfice technique tout en produisant une croissance substantielle.

Eurolife, société établie à Athènes dont nous avons commencé le regroupement en 2021, souscrit à la fois de l'assurance vie et de l'assurance autre que de l'assurance vie sur le marché grec. Sous la direction d'Alex Sarrigeorgiou, la société a représenté une grande réussite pour nous. Eurolife a de nouveau affiché un solide ratio mixte de 82 % dans son secteur de l'assurance autre que de l'assurance vie avec des souscriptions de primes brutes de 74 \$ pour l'année complète.

Enfin Bryte, notre entreprise en Afrique du Sud, a déclaré un ratio mixte de 105 %, attribuable aux effets prolongés des pertes subies au titre de la COVID-19. Compte non tenu des activités liées à la COVID-19, le portefeuille sous-jacent de Bryte fonctionne très bien. Edwyn O'Neil et son équipe ont une entreprise formidable qui devrait retrouver la rentabilité des souscriptions en 2022.

Outre les sociétés dont il est question ci-dessus, lesquelles sont toutes regroupées dans les résultats financiers et les résultats de souscription de Fairfax, nous avons, comme nous l'avons mentionné précédemment, d'importants avoirs dans diverses activités que ne font pas partie d'un groupe. GIG dont il a été question ci-dessus en est le plus important. Avec des primes brutes souscrites de 1,8 milliard de dollars (ce qui comprenait GIG Gulf pendant quatre mois seulement) et un ratio mixte se situant autour de 95, GIG a eu une nouvelle excellente année. En Inde, Digit a continué de renforcer ses capacités au moyen de technologies de pointe pour qu'elle puisse prendre davantage d'expansion dans ce marché à croissance rapide. Digit, qui devrait atteindre des primes brutes souscrites de 700 millions de dollars en moins de cinq ans, est dirigée par le chef de la direction, Kamesh Goyal, et affiche maintenant un bénéfice net mais pas encore un bénéfice technique.

Les tableaux qui suivent vous indiquent la croissance de nos activités internationales (sauf l'Amérique du Nord et Brit) au cours des cinq dernières années. Le tableau supérieur présente les résultats d'ensemble, tandis que le tableau inférieur présente la participation de Fairfax; les deux tableaux excluent First Capital et ICICI Lombard qui ont été vendues pendant cette période.

En fonction d'une participation de 100 %	Activités internationales		Croissance cumulative
	2016	2021	5 ans
Primes brutes souscrites	2 434 \$	5 639 \$	18 %
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	2 031	4 106	15 %
Portefeuille de placements	5 167	10 157	14 %

Participation de Fairfax	Activités internationales		Croissance cumulative
	2016	2021	5 ans
Primes brutes souscrites	1 490 \$	3 968 \$	22 %
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	1 381	3 033	17 %
Portefeuille de placements	2 997	7 320	20 %

Toutes nos sociétés importantes sont bien financées, comme le montre le tableau qui suit (on trouvera de plus amples détails dans le rapport de gestion) :

	Au 31 décembre 2021 et pour l'exercice clos à cette date		
	Primes nettes souscrites	Excédent réglementaire	Primes nettes souscrites/Excédent réglementaire
Northbridge	2 403 \$ CA	1 975 \$ CA	1,2x
Odyssey Group	4 849	5 364	0,9x
Crum & Forster	3 047	1 853	1,6x
Zenith	713	708	1,0x
Brit	2 342	2 147	1,1x
Allied World	3 908	4 704	0,8x
Fairfax Asia	261	670	0,4x

Nous établissons des contrats à un ratio moyen de 1,0 fois les primes nettes souscrites sur l'excédent réglementaire. Dans le contexte des marchés étroits observés de 2002 à 2005, nous établissons des contrats à un ratio moyen de 1,5 fois. Pendant les périodes de hausse des taux d'assurance, nous prenons une expansion considérable, comme nous l'avons fait en 2021.

Les primes nettes et les ratios mixtes de nos sociétés dont nous sommes propriétaires depuis 2012, et des sociétés importantes que nous avons acquises depuis lors, sont présentés dans le tableau qui suit :

	De 2012 à 2021	
	Primes nettes souscrites cumulées (en milliards de dollars)	Ratio mixte moyen
Northbridge	14,6 \$ CA	95 %
Odyssey Group	28,8	92 %
Crum & Forster	19,1	99 %
Zenith	7,4	89 %
Brit ⁽¹⁾	11,4	103 %
Allied World ⁽¹⁾	12,7	101 %
Fairfax Asia ⁽²⁾	2,6	89 %
Total	96,5	96 %

1) Pour Brit depuis l'acquisition le 5 juin 2015, pour Allied World depuis l'acquisition le 6 juillet 2017.

2) Fairfax Asia comprenait First Capital jusqu'au 28 décembre 2017.

Depuis nos débuts en 1985, nous avons émis plus de 200 milliards de dollars en primes brutes et affiché un ratio mixte d'environ 99,8 %.

Le tableau qui suit montre la redondance annuelle moyenne des provisions pour les dix dernières années (contrats souscrits depuis 2011) pour les sociétés dont nous sommes propriétaires depuis 2011 :

	De 2011 à 2020 Redondance annuelle moyenne des provisions
Northbridge	11 %
Odyssey Group	11 %
Crum & Forster	2 %
Zenith	19 %
Fairfax Asia ⁽¹⁾	18 %

1) Fairfax Asia comprenait First Capital jusqu'au 28 décembre 2017.

Ce tableau montre l'évolution de nos provisions pour les dix années de survenance précédant 2021. Nous sommes très satisfaits de cette feuille de route en matière de provisions, mais étant donné l'incertitude inhérente à l'établissement de provisions en assurance I.A.R.D., nous demeurons prudents au moment de les établir. Pour de plus amples renseignements concernant nos provisions, il convient de se reporter au rapport de gestion et au supplément financier annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 qui se trouvent sur notre site Web au www.fairfax.ca.

En guise de rappel, RiverStone, notre groupe de liquidation de sinistres, gère essentiellement toutes nos provisions latentes pour le groupe, certaines datant de plus de 30 ans. L'année 2021 a été difficile compte tenu de l'évolution continue des réclamations liées à l'amiante ainsi que des réclamations présentées récemment portant notamment sur l'atteinte à la pudeur et les opioïdes. Compte tenu de la nature de ces réclamations, les résultats pourraient être en dents de scie, et l'incertitude quant aux éventuelles expositions et issues est grande. Nick Bentley et son équipe chevronnée ont réglé un certain nombre de ces grandes expositions au cours de l'année et continuent de faire un excellent travail d'atténuation des expositions futures. RiverStone n'a pas conclu d'acquisitions de liquidation de sinistres de tierces parties traditionnelles au cours des dernières années mais continue de conclure certains petits contrats d'assurance captifs très fructueux. Crum & Forster a profité du savoir-faire de RiverStone en 2021 en concluant un transfert de portefeuilles comportant des sinistres à l'égard de provisions pour sinistres d'exercices antérieurs. RiverStone continue d'élargir ses activités d'administrateur tiers, ce qui lui procure un flux de revenu supplémentaire tout en déployant de nouveau son précieux personnel expérimenté. L'équipe continue de créer de la valeur et des économies considérables grâce à la concentration ciblée de l'équipe et de son expérience hors pair.

Nous avons mis à jour le tableau du fonds de caisse de nos sociétés d'assurance et de réassurance que nous vous présentons chaque année :

Année	Bénéfice technique	Fonds de caisse moyen	Coût (économie) lié au fonds de caisse	Rendement moyen des obligations du gouvernement du Canada à long terme
1986	3 \$	22 \$	(11,6) %	9,6 %
2011	(754)	11 315	6,7 %	3,3 %
2021	801	24 321	(3,3) %	1,9 %
Moyenne pondérée depuis les dix dernières années			(2,1) %	2,1 %
Différentiel de financement positif moyen pondéré de Fairfax depuis les dix dernières années : 4,2 %				

Le fonds de caisse correspond essentiellement à la somme des provisions pour sinistres, y compris la provision pour frais de règlement de sinistres, des sommes à payer au titre de contrats d'assurance, et de la provision pour primes non acquises, de laquelle sont déduits les créances découlant de contrats d'assurance, les montants de réassurance à recouvrer et les frais d'acquisition de primes reportés. Notre objectif à long terme est d'accroître le fonds de caisse à un coût nul, en faisant en sorte que nos ratios mixtes soient toujours inférieurs à 100 %. Étant donné cette démarche, combinée à notre capacité d'investir le fonds de caisse de façon judicieuse, nous avons confiance de pouvoir atteindre notre objectif à long terme de croissance composée de la valeur comptable par action à un taux annuel de 15 %. Ce fonds de caisse à coût nul est peut-être un des atouts les plus importants de Fairfax et il s'agira de la clé de notre réussite dans l'avenir. En 2021, notre bénéfice technique a atteint un montant record de 801 millions de dollars et notre coût lié au fonds de caisse correspondait à un avantage de 3,3 %. Au cours des dix dernières années, l'avantage le plus élevé que nous avons eu était de 5,5 % en 2015, ce qui correspondait à un ratio mixte de 90 % et à un bénéfice technique de 705 millions de dollars.

Au cours des dix dernières années, notre fonds de caisse ne nous a rien coûté (en fait il nous a procuré un avantage moyen de 2,1 % par année), alors que pendant cette période il en a coûté au gouvernement du Canada une moyenne de 2,1 % par année pour faire un emprunt sur dix ans – notre avantage par rapport au gouvernement du Canada est donc de 4,2 % par année, soit un sommet pour toute période de dix ans. Notre fonds de caisse de 27,8 milliards de dollars à la fin de 2021 constitue un énorme avantage pour l'avenir. Voyez-le comme des taux d'intérêt négatifs! Chaque avantage supplémentaire de 1 % nous procurerait un revenu d'environ 280 millions de dollars, soit 12 \$ par action avant impôts.

Le tableau qui suit présente la ventilation de notre fonds de caisse en fin d'exercice pour les cinq derniers exercices :

Année	Assurance et réassurance							Total assurance et réassurance	Activités de liquidation de sinistres	Total	
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith	Brit	Allied World	Fairfax Asia				Autre
				<i>(en milliards de dollars)</i>							
2017	1,8	4,5	2,9	1,2	3,1	5,5	0,2	1,2	20,4	2,5	22,9
2018	1,7	4,7	2,9	1,2	2,8	5,1	0,2	1,1	19,7	3,0	22,7
2019	1,9	5,1	3,0	1,1	3,0	5,1	0,3	1,1	20,6	1,8	22,4
2020	2,1	5,9	3,3	1,1	3,2	5,7	0,3	1,1	22,7	1,6	24,3
2021	2,5	6,8	3,4	1,1	3,6	6,9	0,4	1,2	25,9	1,9	27,8

Notre fonds de caisse a augmenté de 14 % en 2021 et de 21 % depuis 2017. Il devrait augmenter considérablement au cours des prochaines années alors que Northbridge, Odyssey, Crum & Forster, Brit, Allied World et nos activités internationales prennent de l'expansion à l'interne. Le fonds de caisse des activités de liquidation de sinistres a diminué en 2019 en raison de la vente de nos activités européennes de liquidation de sinistres.

Évidemment, notre fonds de caisse et notre fonds de caisse par action ont augmenté considérablement depuis nos débuts en 1985, comme le montre le tableau qui suit. Il s'agit là de l'une des principales raisons de notre succès dans le passé et ce sera une raison principale de notre réussite dans l'avenir.

	Fonds de caisse total	Fonds de caisse par action
1985	13 \$	2½ \$
1990	164	30
1995	653	74
2000	5 877	449
2005	8 757	492
2010	13 110	641
2015	17 209	775
2019	22 379	834
2020	24 278	927
2021	27 837	1 166

En 2021, notre fonds de caisse a augmenté de 27,8 milliards de dollars, en hausse de 14 % et par action, en hausse de 26 % pour atteindre 1 166 \$ par action. L'augmentation par action tient compte de l'incidence de notre rachat d'actions. Au cours des cinq dernières années, le fonds de caisse par action a augmenté de 10 % par année et depuis son établissement, de 19 % par année.

Le tableau qui suit montre les sources de notre bénéfice net. Ce tableau, tout comme plusieurs autres de la présente lettre, est présenté dans un format que nous utilisons de façon systématique et qui, selon nous, vous aidera à mieux comprendre Fairfax.

	2021	2020
Souscription - assurance et réassurance		
Northbridge	202,2 \$	108,8 \$
Odyssey Group	92,2	189,9
Crum & Forster	101,9	60,1
Zenith	82,8	51,9
Brit	55,6	(240,3)
Allied World	226,4	126,0
Fairfax Asia	20,1	7,1
Autre	20,0	5,5
Bénéfice technique	<u>801,2</u>	<u>309,0</u>
Intérêts et dividendes – quote-part du résultat net des entreprises associées	765,8	606,8
Résultat d'exploitation – assurance et réassurance	1 567,0	915,8
Bénéfice (perte) d'exploitation – assurance vie et liquidation de sinistres	(272,9)	(194,6)
Bénéfice (perte) d'exploitation – activités non liées aux assurances	(7,0)	(178,7)
Intérêts débiteurs	(513,9)	(475,9)
Profit sur la vente et la consolidation de filiales d'assurance	264,0	117,1
Frais généraux du siège social et autres frais	(89,7)	(252,7)
Bénéfice (perte) avant impôts avant gains (pertes) nets sur placements	<u>947,5</u>	<u>(69,0)</u>
Gains (pertes) réalisés nets sur placements	1 463,0	(669,1)
Bénéfice (perte) avant impôts, y compris les gains (pertes) réalisés nets sur placements	<u>2 410,5</u>	<u>(738,1)</u>
Variation nette dans les gains (pertes) non réalisés sur placements	1 982,1	982,2
Bénéfice avant impôts	4 392,6	244,1
Impôts sur le bénéfice et participations ne donnant pas le contrôle	(991,5)	(25,7)
Bénéfice net	<u>3 401,1 \$</u>	<u>218,4 \$</u>

Ce tableau indique les résultats de nos activités d'assurance et de réassurance (souscription, intérêts, dividendes et quote-part du résultat net des entreprises associées), de nos activités d'assurance vie et de liquidation de sinistres et de nos activités non liées aux assurances (poste qui présente le bénéfice (la perte) avant impôts avant gains (pertes) nets sur placements et intérêts débiteurs). Les gains (pertes) réalisés nets et la variation nette dans les gains (pertes) non réalisés sont indiqués séparément afin de vous aider à comprendre la composition de notre bénéfice. En 2021, déduction faite du revenu en intérêts et du revenu en dividendes, le résultat d'exploitation de nos sociétés d'assurance et de réassurance a augmenté pour atteindre 1 567 millions de dollars en raison du bénéfice technique, du revenu en intérêts et du revenu en dividendes supérieurs et des profits des entreprises associées. Tout compris, le bénéfice après impôts était de 3,4 milliards de dollars. Sur nos intérêts débiteurs de 514 millions de dollars, un montant de 357 millions de dollars correspond à des emprunts faits par notre société de portefeuille ainsi que nos sociétés d'assurance et de réassurance (y compris une perte de 46 millions de dollars relative à l'extinction anticipée de nos échéances de dettes de 2022 et de 2023), tandis qu'un montant de 99 millions de dollars correspond à des emprunts faits par nos sociétés autres que des sociétés d'assurance, qui sont sans recours pour Fairfax, et un montant de 58 millions de dollars correspond à nos baux.

L'inclusion dans le bénéfice du poste des frais généraux du siège social et autres frais d'un montant de 90 millions de dollars s'explique par le fait qu'il comprend les honoraires de gestion de placements, les intérêts et dividendes de la société de portefeuille et la quote-part du résultat net des entreprises associées qui est attribuée à la société de portefeuille, moins les frais généraux du siège social et l'amortissement des immobilisations incorporelles de filiales. La baisse des frais généraux du siège social et autres frais en 2021 se rapporte principalement aux honoraires de gestion de placements de 256 millions de dollars contre 67 millions de dollars en 2020 et à la quote-part du résultat net des entreprises associées détenue au niveau de la société de portefeuille de 39 millions de dollars contre la quote-part des pertes des entreprises associées de 48 millions de dollars en 2020. La société axe ses efforts comme toujours sur le maintien d'un faible niveau de dépenses (pour de plus amples renseignements, il convient de se reporter au rapport de gestion).

Situation financière

Le tableau suivant montre notre situation financière à la fin de 2021 et de 2020. Lorsque nous détenons une participation majoritaire dans une société (par exemple, dans Recettes Illimitées ou dans Thomas Cook), nous sommes obligés d'inclure les états financiers consolidés de cette société dans nos propres états financiers même si nous ne sommes pas garants de la dette - et il s'agit bien souvent d'un investissement dans une société ouverte. Par conséquent, ce tableau exclut la dette des sociétés consolidées autres que des sociétés d'assurance dont nous ne sommes pas propriétaires à hauteur de 100 % :

	2021	2020
Trésorerie et placements de la société de portefeuille (déduction faite des obligations liées aux produits dérivés)	1 446,2 \$	1 229,4 \$
Emprunts - Société de portefeuille	5 338,6	5 580,6
Emprunts - Sociétés d'assurance et de réassurance	790,7	1 033,4
Dette totale	6 129,3	6 614,0
Dette nette	4 683,1	5 384,6
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15 049,6	12 521,1
Actions privilégiées	1 335,5	1 335,5
Participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	2 931,4	1 831,8
Total des capitaux propres	19 316,5 \$	15 688,4 \$
Ratio dette nette/total des capitaux propres	24,2 %	34,3 %
Ratio dette nette/capital total net	19,5 %	25,6 %
Couverture des intérêts	13,0x	3,3x
Couverture des intérêts et des dividendes sur actions privilégiées	11,1x	2,7x
Ratio dette totale/capital total	24,1 %	29,7 %

1) Exclut les participations minoritaires des sociétés consolidées autres que des sociétés d'assurance.

Nous avons clos 2021 en ayant une situation financière très solide du fait que nous disposons de 1,4 milliard de dollars en trésorerie et en placements négociables auprès de la société de portefeuille, en plus d'entreprises associées et de placements consolidés de 1,1 milliard de dollars supplémentaires détenus au niveau de la société de portefeuille (se composant essentiellement de Quess, d'Eurobank et de Thomas Cook), le ratio dette totale/capital total a été ramené à 24 %, nos lignes de crédit bancaires ont été remboursées intégralement et aucune échéance de dette importante de la société de portefeuille n'est prévue d'ici 2024. Nos ratios dette/capital se rapprochent des niveaux les plus bas obtenus au cours des dix dernières années et nous nous attendons à ce qu'ils baissent dans les années à venir.

Placements

L'année dernière, dans notre rapport annuel, j'ai cité Phil Carret dont les antécédents à long terme sont extraordinaires. La citation est tellement bonne que je la répète. Voici ce que Phil a dit :

« La bonne gestion est rare dans le meilleur des cas. Les évaluations sont difficiles et il s'agit sans aucun doute du facteur déterminant dans l'analyse des titres. »

« Trouvez la société dont le patron se dévoue corps et âme à la rentabilité de ses activités et s'intéresse même davantage aux profits dans cinq ans que ceux d'aujourd'hui! S'il fait preuve d'un bon jugement en affaires et d'adresse au moment de choisir les autres membres de son équipe et qu'il a aussi cette capacité rare de les inspirer pour qu'eux aussi donnent un rendement supérieur, cela vaudrait la peine d'en apprendre plus sur les actions de cette société. »

« Rien ne peut remplacer l'achat d'actifs de qualité et le fait de leur donner le temps de donner un rendement composé à long terme. La patience peut donner des profits hors du commun. »

La première phrase est essentielle : *« La bonne gestion est rare dans le meilleur des cas. Les évaluations sont difficiles et il s'agit sans aucun doute du facteur déterminant dans l'analyse des titres. »*

Voici une liste des grands dirigeants qui occupent nos actuels postes de placement :

Société	Dirigeants
Atlas	David Sokol, Bing Chen
Stelco	Alan Kestenbaum
Helios Fairfax Partners	Tope Lawani, Babatunde Soyoye
Eurobank	Fokion Karavias, George Chryssikos
Recettes Illimitées	Frank Hennessey
Dexterra	John MacCuish
BlackBerry	John Chen
AGT	Murad Al-Katib
Commercial International Bank	Hussein Abaza
Golf Town/Sporting Life	Chad McKinnon, Bill Gregson
Produits Forestiers Résolu	Duncan Davies, Remi Lalonde
BDT	Byron Trott
Kennedy Wilson	Bill McMorrow
Altius Minerals	Brian Dalton
Exco Resources	John Wilder, Hal Hickey
Boat Rocker Media	David Fortier, Ivan Schneeberg, John Young
Foran Mining	Dan Myerson, Darren Morcombe
ShawKwei	Kyle Shaw
John Keells	Krishan Balendra

Voici le rendement obtenu par plusieurs de nos avoirs importants en actions ordinaires en 2021 :

		PRIX DU MARCHÉ (devise locale)		Variation (%) en 2021
		31 décembre 2020	31 décembre 2021	
<u>Actions ordinaires</u>				
Fairfax Financial	\$ CA	433,85	622,24	43 %
BlackBerry	\$ US	6,63	9,35	41 %
Stelco	\$ CA	22,63	41,01	81 %
Commercial International Bank	EGP	44,25	52,22	18 %
Kennedy Wilson	\$ US	17,89	23,88	33 %
John Keells	LKR	149,60	149,25	0 %
Meubles Léon	\$ CA	20,35	<i>Vendues à 25,00</i>	23 %
Foran Mining	\$ CA	1,80	2,50	39 %
IIFL Wealth	INR	1 007,35	<i>Vendues à 1 428,2</i>	42 %
				<u>33 %</u>
<u>Entreprises associées</u>				
Eurobank	EUR	0,58	0,89	53 %
Atlas	\$ US	10,83	14,17	31 %
Quess	INR	540,00	856,35	59 %
Helios Fairfax Partners	\$ US	5,25	3,20	-39 %
Produits Forestiers Résolu	\$ US	6,54	15,23	133 %
IIFL Finance	INR	113,00	<i>Vendues à 302,65</i>	168 %
IIFL Securities	INR	48,00	90,65	89 %
Astarta	PLN	26,20	41,65	59 %
				<u>41 %</u>
<u>Placements consolidés</u>				
Fairfax India	\$ US	9,60	12,60	31 %
Recettes Illimitées	\$ CA	16,51	17,70	7 %
Farmers Edge	\$ CA	15,03	3,16	-79 %
Thomas Cook India	INR	47,10	59,60	27 %
Boat Rocker Media	\$ CA	5,46	6,77	24 %
Dexterra	\$ CA	6,45	8,54	32 %
				<u>9 %</u>
Dix principaux avoirs en actions ordinaires				<u>31 %</u>

Bon nombre de sociétés ont souffert de la pandémie mais les sociétés dirigées par des chefs de la direction exceptionnels ont prospéré.

Prenons l'exemple d'Atlas qui est dirigée par David Sokol et Bing Chen et qui a eu une excellente année en 2021. Seaspan, la société de location de porte-conteneurs appartenant à Atlas, aura une croissance de près de 1 million d'équivalents vingt pieds (EVP) pour atteindre environ 2 millions d'EVP au cours des prochaines années, possédera 73 navires et aura des flux de trésorerie bruts prévus par contrat de près de 12 milliards de dollars, provenant essentiellement de 70 navires nouvellement construits. Seaspan a déjà livré trois navires nouvellement construits plus tôt que prévu et s'attend à ce que tous les navires soient opérationnels avant la fin de 2024, selon le calendrier établi. Le programme de navires nouvellement construits modernes, qui s'appuie sur un investissement pleinement provisionné de 7,5 milliards de dollars, témoigne de l'excellence opérationnelle que David et Bing ont livrée de façon constante conjointement avec des solutions clés en main créatives pour leurs clients. Selon les prévisions d'Atlas, le bénéfice par action augmentera, passant de 1,68 \$ à 2,50 \$ en 2024. David et Bing nous réservent encore bien des choses.

Sous la direction d'Alan Kestenbaum, Stelco a eu une excellente année en 2021 alors que son chiffre d'affaires a augmenté de 172 % pour s'établir à 4,1 milliards de dollars et que le BAIIA a augmenté pour s'établir à 2,1 milliards de dollars, pour une marge du BAIIA chef de file de 50 %. Les prix élevés de l'acier et le fait que Stelco est un producteur à faible coût ont permis d'obtenir des flux de trésorerie disponibles de 1,4 milliard de dollars en 2021. Stelco a augmenté deux fois ses dividendes en 2021 pour atteindre 1,20 \$ par action (comparativement à 0,40 \$ par action en 2020) et a racheté 11,4 millions d'actions (13 % de ses actions en circulation) à 34,90 \$ par action. En janvier 2022, Stelco a racheté dans le cadre d'une adjudication à la hollandaise une tranche supplémentaire de 4,4 millions d'actions (5,7 % de ses actions en circulation) à 37 \$ par action. Comme nous n'avons vendu aucune action, notre participation a augmenté, passant de 13,7 % à 17,8 %. Alan n'a pas non plus vendu d'actions et est propriétaire de 11,9 % de Stelco. Stelco a clos l'année avec une trésorerie nette de 707 millions de dollars.

De plus, Stelco a récemment signé un contrat de licence avec Primobius GmGH afin de commercialiser une technologie de recyclage de batteries de véhicules électriques en Amérique du Nord. Grâce au broyage et au raffinage hydrométallurgique, Stelco pourra recycler les batteries de véhicules électriques à la fin de leur vie utile et récupérer jusqu'à 18 400 tonnes de nickel, de manganèse, de sulfate de cobalt et d'hydroxyde de lithium et 40 000 tonnes d'acier chaque année. Pour nous, cette récente coentreprise illustre l'esprit entrepreneurial chez Stelco qui se sert d'une nouvelle opportunité stimulante pour créer de la valeur pour les actionnaires.

L'année 2021 a été une année charnière pour Tope Lawani et Babatunde Soyeye chez Helios Fairfax Partners (« Helios Fairfax ») alors qu'ils ont assimilé les positions visant actuellement Fairfax Africa. Tope et Baba, cofondateurs de l'entreprise axée sur les titres de capitaux propres de sociétés fermées de Helios, ont terminé leur première année comme cochef de la direction de Helios Fairfax avec comme priorité de stabiliser les avoirs antérieurs de Fairfax Africa, en plus de consacrer de nouveaux investissements supplémentaires à la création de valeur pour les actionnaires. La National Basketball Association a choisi Helios Fairfax comme son unique partenaire en Afrique et Helios Fairfax a fait un placement de 30 millions de dollars pour une participation minoritaire dans NBA Africa. Parmi les autres placements, se trouvent un placement conjoint de 16 millions de dollars dans Trone, un distributeur de dispositifs médicaux établi au Maroc, et un placement de 27 millions de dollars dans Helios Fund IV, ce qui montre à ceux qui investissent dans le Fonds que Helios Fairfax suit ses propres conseils. Alors que pratiquement tous les fonds de capital-investissement mondiaux ont quitté l'Afrique, Helios Fairfax est le seul acteur axé sur le continent et souvent le premier auquel font appel les sociétés multinationales cherchant à prendre de l'expansion en Afrique. Avec le temps, les investisseurs de Helios Fairfax tireront profit de la croissance des investissements au bilan ainsi que des flux de trésorerie des activités de Helios. Avec un prix par action de Helios Fairfax de 3,40 \$ et une valeur comptable réduite de 5,40 \$ par action, il nous semble que la décote actuelle n'est pas justifiée. Veuillez voir Tope et Baba à l'assemblée générale annuelle de Helios Fairfax pour en savoir plus sur les occasions qu'ils voient en Afrique.

Sous la direction de Fokion Karavias et avec le soutien de George Chryssikos, Eurobank a eu une année exceptionnelle en 2021 alors qu'elle s'attend à ce que son ratio des prêts non productifs chute pour s'établir à 7 %, à ce que le rendement sur capitaux propres tangibles augmente pour atteindre plus de 8 % et à ce que le ratio des capitaux (« CET1 ») ou fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires) soit solide à environ 13 %. Sous la direction de Fokian, la rentabilité d'Eurobank devrait augmenter substantiellement grâce à la croissance économique solide en Grèce. Comme je l'ai déjà dit, la Grèce a la chance d'avoir un excellent premier ministre, M. Mitsotakis, qui est favorable aux entreprises et a amélioré de façon radicale les perspectives économiques de la Grèce depuis son élection il y a trois ans. Le PIB de la Grèce devrait augmenter de 8,5 % en 2021, son taux de chômage a chuté pour s'établir à 12,8 %, le taux le plus bas depuis 10 ans, et les prix de l'immobilier ont continué d'augmenter. Depuis le 31 décembre 2021, les actions d'Eurobank ont augmenté pour atteindre un sommet de 1,14 euro par action, ce qui demeure bien loin de la valeur comptable de 1,47 euro par action. Eurobank est prête à recommencer à payer des dividendes (pour la première fois depuis mai 2008), sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation. L'avenir s'annonce très brillant pour Eurobank.

Recettes Illimitées a survécu à une autre année difficile en 2021 alors que les confinements l'ont obligée à fermer ses restaurants pour de longues périodes pendant l'année. Malgré ces confinements, Recettes Illimitées a adopté les ventes de commerce électronique, le ramassage en bordure de rue et la livraison à domicile pour générer un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de dollars canadiens, une hausse de 12 % par rapport à 2020 et une baisse de 22 % par rapport à 2019. Les ventes de commerce électronique représentent maintenant 675 millions de dollars canadiens, soit environ 25 % du chiffre d'affaires de Recettes Illimitées, une hausse par rapport à 340 millions de dollars canadiens ou 10 % du chiffre d'affaires en 2019. Les produits de franchise de Recettes Illimitées s'établissaient à 150 millions de dollars canadiens en 2021, une hausse de 18 % par rapport à 2020, et le BAIIA pour l'année était de 144 millions de dollars canadiens, une baisse de 33 % par rapport au niveau antérieur à la pandémie de 216 millions de dollars canadiens. Recettes Illimitées a été en mesure de réduire l'encours de sa dette de 95 millions de dollars canadiens en 2021, touche finale d'un rendement hors pair de Frank Hennessey et de son équipe.

Dexterra demeure sur la voie de réaliser des ventes de 1,0 milliard de dollars canadiens et d'obtenir un BAIIA de 100 millions de dollars canadiens à court terme. John MacCuish dirige la transformation pour devenir une entreprise nécessitant peu de capitaux. Le segment des logements pour travailleurs a connu une croissance et une rentabilité solides alors que les entreprises de l'industrie primaire au Canada ont rebondi en 2021. La forte demande sous-jacente pour des logements abordables dans l'ensemble du Canada constitue également une priorité pour les gouvernements fédéral et provinciaux et l'entreprise de solutions modulaires de Dexterra occupe une excellente position pour soutenir cet enjeu social très important. En janvier 2022, Dexterra a également procédé à la clôture de deux acquisitions de gestion d'installations selon des multiples attrayants et à un prix d'achat combiné d'environ 50 millions de dollars canadiens. Dana Hospitality élargit ses actuels services culinaires dans les domaines de l'éducation, du divertissement, des soins de santé et des activités de loisirs. Le groupe Tricom Facility Services, une entreprise qui propose de longue date des services de concierge et d'entretien d'immeubles prend de l'ampleur dans les secteurs verticaux de l'accueil, du transport en commun et du divertissement. Ces acquisitions ont été financées par la facilité de crédit en place de la société et le bilan de la société demeure solide pour soutenir la croissance future.

C'est grâce à John Chen que BlackBerry a survécu. La société compte deux marchés à forte croissance, la cybersécurité et les systèmes d'exploitation intégrés pour le secteur automobile. John se concentre sur la croissance dans ces deux marchés. Dernièrement, il a vendu des brevets de BlackBerry pour 600 millions de dollars, ce qui viendra porter l'encaisse nette à un peu moins de 1 milliard de dollars.

Cela fait près de trois ans que nous avons retiré AGT de la bourse et que nous avons conclu un partenariat avec son fondateur et chef de la direction, Murad Al-Katib. Après avoir obtenu des résultats record en 2021, la société a subi une sécheresse sans égal dans l'Ouest canadien ainsi que l'impact des effondrements de silos dans le port principal de Vancouver. Ces deux incidents ont entraîné une baisse des volumes et des marges dans la valeur ajoutée au moment du traitement des légumineuses, des grains, des graines oléagineuses et des cultures spéciales ainsi que dans ses activités de manutention en vrac. Toutefois, les progrès continus d'AGT dans la croissance de ses entreprises axées sur les ingrédients, y compris sur la protéine végétale structurée et les aliments préemballés, ont fait en sorte que ses produits et résultats en 2021 étaient nettement supérieurs aux niveaux d'avant le retrait de la bourse en 2019. AGT a également annoncé récemment une coentreprise avec Federated Co-Operative Limited (FCL) aux fins de la construction d'une usine de trituration du canola devant fournir aux termes d'un contrat de paiement contre livraison à long terme 50 % de la charge d'alimentation nécessaire de 15 000 barils par jour pour une usine alimentée au diesel renouvelable appartenant à FCL.

Fairfax demeure propriétaire de Peak Achievement conjointement avec son associé, Sagard Holdings. Les actifs principaux de Peak sont Bauer, la marque chef de file dans le domaine du hockey, et Maverik Lacrosse. Peak détient aussi une participation minoritaire dans Rawlings, qui est la marque numéro un dans le domaine du baseball. Fairfax a payé 154 millions de dollars pour sa participation dans Peak en 2017. Depuis lors, le BAIIA et les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de façon constante dans les activités liées au hockey et au lacrosse et Fairfax a obtenu des dividendes de 33 millions de dollars. L'avenir est prometteur sous la direction du chef de la direction Ed Kinnaly compte tenu des possibilités qu'offrent la vente directe au consommateur, le secteur du vêtement et la demande internationale pour de l'équipement de hockey de grande qualité.

Sporting Life Group a eu une nouvelle année record en 2021. Le chef de la direction, Chad McKinnon, et ses cadres dirigeants, y compris Freddie Lecoq et Barry Williams, ont continué sur leur magnifique lancée. Bill Gregson, ancien chef de la direction de Forzani, de Recettes Illimitées et de The Brick, demeure notre consultant de confiance pour tout ce qui concerne la vente au détail et l'immobilier au Canada. Nous sommes très heureux qu'il soit dans notre camp. Le BAIIA de 2021 des entreprises regroupées Sporting Life et Golf Town est maintenant supérieur à ce que Fairfax a payé pour sa participation de 71 % il y a plusieurs années. Le golf, sport que l'on pensait en déclin, a fait une remontée pendant la COVID. Golf Town a eu du mal à maintenir des marchandises sur les étagères (une fois qu'elle les avait enfin reçues). La réorganisation du magasin phare de Sporting Life qui se trouve sur Yonge Street à Toronto semble montrer que l'utilisation de la surface a été nettement améliorée.

Commercial International Bank (CIB), en Égypte, a eu une bien meilleure année en 2021, avec un profit en hausse de plus de 30 % par rapport à l'année précédente. L'économie égyptienne a trouvé ses marques et affiche maintenant une croissance du PIB qui se situe autour de 5 %. Avec les abysses de la COVID-19 derrière nous, CIB a réduit radicalement les provisions pour pertes sur prêt en 2021 de 60 % par rapport à l'année précédente. Malgré la baisse des provisions supplémentaires, les prêts non productifs demeurent couverts à plus de 200 %. En plus, le ratio de la suffisance du capital est de 30 % et le bilan est on ne peut plus solide. La banque centrale égyptienne a commencé à permettre aux banques de remettre en place des dividendes, ce qui est utile puisque CIB est sans doute surcapitalisée. Malgré le capital excédentaire dans les livres, le chef de la direction, Hussein Abaza, a effectué un travail hors pair pour maintenir un rendement des capitaux propres de 20 %. Compte tenu de la composition à deux chiffres du bénéfice par action et de la valeur comptable par action depuis les années 1990 et du virage numérique qui est en cours, l'évaluation actuelle de 8 fois le bénéfice et de 1,3 fois la valeur comptable semble procurer une valeur extraordinaire.

Produits forestiers Résolu continue de transformer son entreprise. Au cours de la dernière décennie, les produits tirés de son segment mûr du papier ont baissé, passant de 76 % du total à 26 %. Aujourd'hui, les produits du bois représentent près de la moitié des activités de Résolu. Un intérêt accru porté aux produits du bois a rapporté en 2021 alors que les prix du bois d'œuvre ont atteint des sommets. Résolu a utilisé ces flux de trésorerie solides, bien que cycliques, pour réduire la dette de 258 millions de dollars, pour racheter 6 % de ses actions en circulation en contrepartie de 48 millions de dollars et pour payer un dividende spécial par action de 1 \$ pour un total de 79 millions de dollars. Au cours des deux dernières années, Résolu a racheté 13 % de ses actions. En 2021, Duncan Davies a succédé à notre Brad Martin à titre de président du conseil. Brad occupe maintenant le poste de vice-président du conseil. Pendant les deux décennies au cours desquelles il a occupé le poste de chef de la direction,

Duncan a participé à la construction d'une des plus grandes sociétés du secteur du bois d'œuvre. Avec Duncan, Brad et le nouveau chef de la direction Rémi Lalonde, Résolu est bien placée et demeure entre de bonnes mains.

Nous continuons d'investir dans BDT Capital Partners depuis 2009. Nous avons investi 723 millions de dollars, avons reçu des distributions en espèces de 877 millions de dollars et avons une valeur marchande de fin d'exercice restante de 541 millions de dollars. Byron Trott et son équipe ont obtenu des rendements fantastiques pour nous à long terme et 2021 n'a pas été une exception. Nous sommes très impatients de continuer notre partenariat dans l'avenir.

Nous avons conclu un excellent partenariat avec Kennedy Wilson, qui est dirigée par son fondateur et chef de la direction Bill McMorrow et les associés de Bill, Mary Ricks et Matt Windisch. Depuis que nous les avons rencontrés en 2010, nous avons investi 1 150 millions de dollars dans de l'immobilier, nous avons obtenu un produit au comptant de 1 070 millions de dollars et nous conservons encore de l'immobilier valant environ 542 millions de dollars. Notre rendement réalisé annuel moyen sur les projets achevés est d'environ 20 %. Nous sommes également propriétaires de 9 % de la société.

Plus récemment, nous avons investi avec Kennedy Wilson dans des prêts hypothécaires de premier rang garantis par de l'immobilier de grande qualité situé dans l'Ouest américain, en Irlande et au Royaume-Uni avec un rapport prêt-valeur de 60 % en moyenne. À la fin de 2021, nous nous étions engagés dans le cadre de prêts hypothécaires de 1,44 milliard de dollars aux États-Unis avec un rendement moyen de 4,7 % et une durée moyenne de 1,9 an. Nous nous étions également engagés dans le cadre de prêts hypothécaires d'environ 500 millions de dollars au Royaume-Uni et en Europe avec un rendement moyen de 3,8 % et une durée moyenne de 1,7 an. Nous sommes très reconnaissants envers Bill et son équipe, ainsi qu'envers Wade Burton chez nous, de cette relation très profitable et agréable. En février 2022, nous nous sommes engagés à investir 300 millions de dollars dans des actions privilégiées sans échéance à 4,75 % de Kennedy Wilson, avec des bons de souscription de sept ans pouvant être exercés à 23 \$ par action.

Notre placement dans des actions privilégiées et des bons de souscription d'Altius Minerals est en train de décoller. Sous la direction de son fondateur Brian Dalton, Altius a créé de toutes pièces son entreprise de redevances minières il y a un peu plus de 20 ans et possède maintenant une capitalisation boursière de plus de 800 millions de dollars canadiens. Le modèle d'affaires de la société qui consiste à tirer des redevances d'une vaste gamme de propriétés établies de longue date produisant du cuivre, de l'or, du nickel, du minerai de fer et de la potasse, crée un net avantage dans un contexte d'inflation sans avoir à faire d'investissement en capital supplémentaire. La croissance des redevances résulte de la croissance de la production ainsi que de la hausse des prix, sans oublier les options valables que présentent les redevances actuelles de projets qui devraient vraisemblablement être mis en production dans les prochaines années. La société tire également profit de la production accrue de ressources d'énergie renouvelable par l'intermédiaire d'un modèle de redevances à l'interne en partenariat avec Apollo, qui est cotée en bourse sous le nom d'Altius Renewable Resources.

Fairfax est propriétaire de 43 % d'Exco Resources, un producteur pétrolier et gazier américain. En 2021, Exco a profité d'une solide remontée des prix des marchandises. Le BAIIA, les flux de trésorerie disponibles, la liquidité, le levier et les provisions se sont tous améliorés. La dette nette a chuté pour s'établir à 115 millions de dollars (soit 0,75 fois le BAIIA). La valeur des réserves prouvées totales d'Exco a augmenté de 85 %. Son ratio de remplacement des réserves pour 2021, qui n'était pas lié aux hausses de prix des marchandises, était de 434 %. Sous la direction du président du conseil John Wilder et du chef de la direction Hal Hickey ainsi que sous la direction de Wendy Teramoto et de Peter Furlan chez nous, Exco a obtenu d'excellents résultats grâce à une productivité élevée au niveau local et à un contrôle des coûts à l'échelle de l'entreprise. En janvier 2022, Exco a enregistré son 85^e mois sans accident impliquant un employé qui entraîne une perte de temps. John Wilder est un excellent partenaire à long terme et nous sommes bien servis par son leadership.

L'année 2021 a été remarquable pour Meubles Léon. Alors que les consommateurs étaient confinés à divers moments de l'année, les Canadiens ont investi dans leur maison et Meubles Léon en a notamment bénéficié. En 2021, Meubles Léon a fait croître ses produits des activités ordinaires de 13 %, son bénéfice net, de 23 % et son bénéfice par action, de 32 %.

Meubles Léon a tiré profit de son bilan sans dettes pour racheter, dans le cadre d'une adjudication à la hollandaise, 8 millions d'actions ordinaires pour un prix d'achat global de 200 millions de dollars canadiens. Le rachat d'actions a eu pour effet de réduire le nombre d'actions de Meubles Léon de 10,4 %. Nous avons vendu nos actions dans le cadre de l'adjudication à la hollandaise à 5,25 \$ CA par action, le double du prix par action en mars 2013, lorsque nous avons fait l'acquisition d'une débenture convertible à 12,64 \$ CA par action. Nous souhaitons à la famille des Meubles Léon une grande réussite dans l'avenir.

Farmers Edge a mobilisé 144 millions de dollars canadiens dans le cadre de son PAPE en mars 2021 afin de financer la croissance de sa plateforme de tech agricole numérique. Bien qu'au cours de sa première année comme société ouverte, elle n'ait pas rempli les attentes élevées des marchés, l'équipe a eu une nouvelle année record pour ce qui est du nombre d'acres visés par un abonnement. Un point positif en 2021 a été le succès obtenu par la société en ce qui concerne son produit carbone qui permet aux agriculteurs de faire le suivi de leurs crédits carbone et de les vendre; plus de 3 millions d'acres de carbone ont été vendus au Canada. Une croissance continue des acres et de la distribution de produits d'assurance est prévue pour cette année et la direction a récemment embauché de nouveaux hauts dirigeants pour ajouter des effectifs de réserve et augmenter les capacités d'exécution. La société n'a pas de dette et aucune encaisse au bilan.

Boat Rocker Media est parvenue à mobiliser 170 millions de dollars canadiens dans le cadre de son PAPE en mars 2021. L'encaisse indispensable a réduit l'endettement de l'entreprise, laissant une encaisse nette de 80 millions de dollars canadiens dans le bilan pour financer les nouvelles émissions de télévision sous contrat qui sont en cours de préparation. Boat Rocker est l'un des plus grands studios Kids & Family en Amérique du Nord qui compte des émissions à succès comme Dino Ranch (numéro 1 pour les enfants de 2 à 5 ans sur Disney+), Tales Dark & Grimm (Netflix) et Daniel Spellbound (Netflix). Bien que les protocoles liés à la COVID-19 aient perturbé la production télévisuelle et augmenté temporairement les coûts, l'équipe d'animation a réussi à faire la transition vers le travail à distance et a travaillé sans relâche toute l'année. L'agence de gestion de talents de la société, Untitled Entertainment, a rebondi rapidement au fur et à mesure que les acteurs ont repris le travail. En 2021, la société devrait plus que doubler ses produits d'exploitation pour atteindre plus de 600 millions de dollars canadiens et devrait obtenir une nette augmentation du BAIIA. Nous continuons d'appuyer les cofondateurs David Fortier et Ivan Schneeberg ainsi que le chef de la direction John Young.

En raison de la commandite de Darren Morcombe et de Pierre Lassonde et du leadership de Dan Myerson à titre de président, Fairfax a investi 100 millions de dollars canadiens dans Foran Mining pour obtenir 55,6 millions d'actions et 16 millions de bons de souscription d'une durée de cinq ans ayant un prix d'exercice de 2,09 \$ CA par action. Fairfax est propriétaire véritable de 28 % des actions ordinaires de Foran, en supposant la conversion des bons de souscription et des actions ne comportant pas droit de vote. L'actif principal de Foran est son projet McIlvenna Bay situé dans le Flin Flon Greenstone Belt en Saskatchewan, l'une des régions minières ayant le plus haut taux de réussite au Canada. Le projet McIlvenna Bay devrait devenir la première mine au monde qui est neutre en carbone. Le projet a des ressources cuprifères indiquées de plus de 39 millions de tonnes (et elles continuent d'augmenter) et devrait avoir une durée de vie d'au moins 19 ans et des coûts au comptant bas pour ce qui est de la production du cuivre, compte tenu de la teneur élevée en métaux précieux. Le projet s'appuie sur les avantages que présentent l'infrastructure de transport et l'infrastructure électrique de grande ampleur qui se trouvent dans la région. Foran a obtenu les permis initiaux pour commencer la construction à McIlvenna Bay, le projet étant probablement pleinement opérationnel en 2025.

Depuis 2008, nous avons fait des placements avec le fondateur Kyle Shaw et sa société de capital-investissement, ShawKwei & Partners, qui prend d'importantes participations dans des sociétés industrielles ou manufacturières et des sociétés de services du marché intermédiaire partout en Asie, établissant des partenariats avec la direction pour les aider à améliorer leurs entreprises. Nous avons investi 398 millions de dollars dans deux fonds (et avons pris l'engagement d'y investir 202 millions de dollars de plus), nous avons reçu des distributions en espèces de 198 millions de dollars et nous avons une valeur résiduelle de 374 millions de dollars à la fin de l'exercice. Les rendements obtenus à ce jour proviennent essentiellement de notre investissement dans l'ancien fonds de 2010, dont la valeur a augmenté de 46 % en 2021 et qui a produit un rendement annuel composé d'environ 16 % depuis 2010. L'ancien fonds de 2017 a prélevé près de 50 % du capital engagé à ce jour, ce qui augure de bien meilleures perspectives pour les nouvelles occasions, y compris sa récente acquisition de CR Asia Group.

Sous la direction de son président du conseil et chef de la direction hors pair, Krishan Balendra, John Keels Holdings est le plus grand conglomérat inscrit en bourse au Sri Lanka qui est très présent dans les domaines du divertissement, des produits alimentaires, de la vente au détail, du transport, des biens et des services financiers et qui obtient d'excellents résultats à long terme. Fairfax, par l'intermédiaire de ses avoirs directs et indirects, détient une participation de 13 % dans la société.

J'ai mentionné l'année dernière qu'au cours de 2021, nous pourrions assister à la renaissance de la valeur à laquelle Ben Graham a fait référence en 1974. La rotation en faveur d'actions axées sur la valeur a commencé en 2021, mais il reste du chemin à faire. Alors que les actions axées sur la valeur ont pris de la valeur, les actions d'entreprises technologiques ont commencé à perdre de la valeur, surtout au début de 2022 dans un contexte de taux d'intérêt à la hausse en raison de l'inflation. Les sociétés qui n'ont pas de gains sont littéralement en train de s'effondrer, et soudainement! Netflix a baissé de plus de 20 % le 21 janvier 2022 et a perdu maintenant 35 % en 2022. Shopify a baissé de 14 % le 21 janvier 2022 et a perdu 16 % de plus le 16 février 2022; elle a perdu maintenant 50 % en 2022. Le tableau ci-après montre certaines des réductions de valeur qui ont frappé en 2021 et 2022 des actions d'entreprises technologiques qui n'avaient que peu de gains.

	Valeur marchande au 28 février 2022	Prix par action au 31 décembre 2021	Pourcentage de la baisse par rapport au sommet	Prix par action au 28 février 2022	Pourcentage de la baisse par rapport au 31 décembre 2021
Netflix	175 milliards de dollars	602 \$	14 %	395 \$	35 %
Shopify	87 milliards de dollars	1 378	22 %	694	50 %
Zoom	40 milliards de dollars	184	69 %	133	28 %
Ark Innovation	13 milliards de dollars	95	41 %	70	26 %
Lemonade	1,6 milliard de dollars	42	78 %	25	40 %
Palantir	24 milliards de dollars	18	60 %	12	35 %
Pinterest	18 milliards de dollars	36	60 %	27	26 %

Les valeurs marchandes indiquées ci-dessus montrent qu'il y a bien plus de baisses de valeur à venir dans ces actions d'entreprises technologiques. Par exemple, Zoom a perdu 69 % par rapport à son sommet mais conserve toujours une valeur marchande de 40 milliards de dollars et ce, avec des ventes de 4 milliards de dollars seulement. Je vous rappelle que lors de l'éclatement de la bulle technologique, le NASDAQ a chuté de 85 % entre 1999 et 2002 et aucune des actions technologiques n'a été épargnée. Et comme c'était le cas lors de spéculations antérieures, très peu d'investisseurs (spéculateurs?) auraient vraiment fait de l'argent. Si vous ne saviez pas pourquoi vous avez acheté une action (par exemple, absence de gains, évaluations élevées), quelle raison vous pousserait à la vendre?

Le tableau ci-après montre la capitalisation boursière, les produits des activités ordinaires et le bénéfice net de Zoom et de Shopify par rapport à Atlas et Stelco.

	Zoom	Shopify	Atlas	Stelco
Capitalisation boursière	40 milliards de dollars	87 milliards de dollars	3,5 milliards de dollars	2,7 milliards de dollars
Produits des activités ordinaires	4,1 milliards de dollars	4,6 milliards de dollars	1,6 milliard de dollars	4,1 milliards de dollars
Bénéfice net	1,4 milliard de dollars	2,9 milliards de dollars	0,4 milliard de dollars	1,6 milliard de dollars

Lorsque vous comparez les capitalisations boursières de Zoom et de Shopify à celles d'Atlas et de Stelco, vous comprenez pourquoi la rotation de la croissance vers la valeur est en train de se produire – et pourquoi, nous pensons que nous pourrions vivre une situation identique à celle que nous avons vécue entre 1999 et 2002, lorsque nos portefeuilles ont augmenté de 100 % alors que les marchés boursiers chutaient de 40 % à 50 %.

Nous nous souviendrons avec incrédulité de la folie technologique que nous venons de vivre! Les actions FAANG ont eu des antécédents de croissance exceptionnels et nous les avons manqués! Quelle honte pour nous! Mais les arbres ne montent pas au ciel et nous continuons d'observer les choses de loin. À la fin de l'exercice 2021, la capitalisation boursière combinée de seulement trois actions, soit celles de Microsoft, d'Apple et de Google, correspondait à la capitalisation boursière combinée de toutes les actions inscrites à la cote au Canada, en France et en Allemagne. Nous nous souvenons de l'an 2000, lorsque Cisco avait une capitalisation boursière supérieure à celle de l'ensemble du marché canadien. Après 21 ans, la capitalisation boursière de Cisco est toujours en baisse de 50 %.

Les grands risques auxquels les marchés sont confrontés aujourd'hui sont l'inflation et les taux d'intérêt supérieurs. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 7,5 % en janvier 2022, l'augmentation la plus élevée en 40 ans et le neuvième résultat mensuel consécutif qui est supérieur à 5 %. La Fed est en retard sur la courbe comme elle l'était dans les années 1970 et nous craignons que les taux d'intérêt augmenteront considérablement au fil du temps. Nous devrions en tirer profit puisque l'ensemble de notre portefeuille de titres à revenu fixe, y compris l'encaisse et les obligations du Trésor à court terme, a une durée de 1,2 an seulement (une durée moyenne de 2,2 ans), mais si les taux à long terme augmentent substantiellement, l'économie s'en ressentira. Il est possible que cela ne se produise que dans quelques années et, comme je l'ai mentionné avant, nous avons des sociétés avec une excellente direction qui devraient être en mesure de naviguer ces écueils en faisant des profits! La hausse des taux d'intérêt étouffera la spéculation que nous avons observée dans les actions technologiques et d'autres actions de croissance assorties d'évaluations élevées, les sociétés d'acquisition à vocation spécifique, les cryptomonnaies, etc. Un autre risque que nous continuons de voir est la Chine et sa bulle immobilière, qui est mise à l'épreuve. Nous sommes sceptiques quant au fait qu'elle n'éclatera pas mais ne savons pas quand elle éclatera!

Sous la direction de Wade Burton, notre équipe chez Hamblin Watsa a eu une excellente année 2021. Le nom des membres de l'équipe de Hamblin Watsa ainsi que les secteurs dont ils s'occupent figurent à nouveau ci-après :

Professionnels de Hamblin Watsa
 Wade Burton et Lawrence Chin
 Reno Giancola
 Jamie Lowry et Ian Kelly
 Quinn McLean
 Yi Sang
 Gopalakrishnan Soundarajan
 Jeff Ware
 Wendy Teramoto
 Peter Furlan
 Paul Ianni
 Davis Town
 Joe Coccimiglio
 Nav Sidhu
 Paul Blake
 Kleven Sava

Responsabilités
 États-Unis et Canada (actions et obligations)
 Canada (actions)
 Europe (actions et obligations)
 Moyen-Orient, Afrique du Sud et sociétés fermées
 Asie (actions et obligations)
 Inde (actions et obligations)
 Amérique du Sud (actions et obligations)
 Sociétés fermées
 Chef de la recherche
 Sociétés fermées et ouvertes
 Sociétés ouvertes
 Sociétés fermées et ouvertes
 Sociétés fermées et ouvertes
 Opérations sur actions
 Opérations sur obligations

Notre équipe a véritablement pris corps sous la direction de Wade et de Lawrence et ses membres sont habilités dans leur domaine de responsabilité respectif. Roger Lace, Brian Bradstreet, Chandran Ratnaswami et moi-même continuons de gérer le reste du portefeuille, souvent conseillés dans cette tâche par Wade et son équipe. Nous avons maintenant mis en place un petit comité de placement qui comprend Roger Lace, Brian Bradstreet, Wade Burton, Lawrence Chin, Chandran Ratnaswami, Quinn McLean, Peter Clarke et moi-même qui examine les investissements d'envergure, la composition des actifs, les exigences réglementaires et le rendement. Bien que la prise de décisions sur des placements par un comité comporte, selon nous, certains grands risques sur le plan du rendement, nous utilisons cette structure uniquement pour échanger des renseignements et discuter des avantages et des inconvénients d'un placement donné. Il est important de souligner que notre structure de gestion du portefeuille qui est habilitante favorise un esprit entrepreneurial et permet à chacun de nos membres d'avoir un bon rendement tout en adoptant à la fois une approche de collaboration et d'indépendance. Nous sommes enthousiastes quant aux rendements futurs obtenus par cette équipe sur nos portefeuilles de placements.

Divers

Comme nous nous y attendions, nous avons conservé un dividende de 10 \$ par action en 2021 et affecté nos flux de trésorerie excédentaires au rachat de 138 000 actions sur le marché et de 2 000 000 d'actions par l'intermédiaire de notre offre de rachat importante. Depuis que nous avons commencé à verser des dividendes en espèces, nous avons versé des dividendes cumulatifs de 142 \$ par action, soit 3,2 milliards de dollars.

Je ne peux pas assez insister sur la culture d'entreprise exceptionnelle que nous avons mise en place dans l'ensemble de notre société, à commencer par notre petite équipe chez Fairfax, soit 11 dirigeants hors pair qui, avec la plus grande intégrité et de façon collégiale et solidaire protègent notre société contre les risques à la baisse inattendus et savent profiter par ailleurs très rapidement des occasions qui se présentent. En moyenne, nos 11 dirigeants de Fairfax sont chez nous depuis 23 ans. Le fondement de notre société est la confiance avec un regard tourné vers le long terme.

Le 10 février 2022, nous avons annoncé que Peter Clarke deviendrait le président et chef de l'exploitation et que tous nos dirigeants relèveraient de lui. Comme je l'ai indiqué dans notre communiqué de presse, Peter a effectué un travail extraordinaire pour Fairfax dans les nombreux postes qu'il a occupés au cours des vingt dernières années et à bien des égards, Peter est le président de Fairfax depuis un certain temps déjà; il nous a juste fallu un peu de temps pour nous en rendre compte. Il n'y pas de meilleur représentant de la culture d'entreprise de Fairfax; il est intelligent, travaille fort et ne veut pas faire cavalier seul. Nous sommes impatients de continuer à travailler en étroite collaboration avec Peter.

C'est avec beaucoup de regret et beaucoup de gratitude que nous annonçons le départ à la retraite de Sam Chan qui quittera Fairfax en 2022. Sam est avec nous depuis plus de 30 ans, en tant que dirigeant de Fairfax et comme notre actuaire en chef, et ensuite comme président de Fairfax Asia, il a participé à la mise sur pied de nos activités en Asie avec M. Athappan. Lorsque Sam a déménagé à Hong Kong pour aider dans la mise sur pied de nos activités en Asie, nous savions que nous pouvions lui faire confiance. Il ne nous a jamais déçu. Sam demeurera consultant pour nous et représentera Fairfax au sein de conseils en Asie. Nous lui souhaitons ainsi qu'à Joanna une excellente santé et une retraite des plus heureuses.

L'année dernière, je vous ai mentionné que je m'étais joint à Wes Hall lorsqu'il a fondé l'initiative BlackNorth à Toronto. Depuis lors, de grands progrès ont été faits afin d'évoquer et d'améliorer la vie des membres de la communauté noire et d'accroître les opportunités auxquelles ils ont accès. S'il est vrai que nous avons accru la sensibilisation, il reste beaucoup à faire et le conseil et les divers comités de l'initiative BlackNorth cherchent des façons de généraliser ces programmes. Comme toujours, l'éducation est le grand niveleur, et avec l'aide de la Horatio Alger Association, nous avons mis en place d'autres bourses d'études universitaires pour les membres de la communauté noire et d'autres minorités.

Craig Pinnock, notre chef des finances chez Northbridge, continue de présider le comité d'action chargé de l'initiative BlackNorth dans notre groupe de sociétés et il s'est emparé de certains enjeux afin de veiller à ce que nous augmentions les opportunités offertes, propositions du mentorat et fassions de notre groupe de sociétés décentralisées un exemple de ce que devrait être un lieu de travail inclusif.

L'année dernière, j'ai mis en lumière pour vous les caractéristiques des sociétés qui survivent depuis plus de 100 ans :

1. Elles sont sensibles au contexte commercial, de sorte qu'elles fournissent toujours un service à la clientèle qui est hors pair.
2. Elles ont une culture solide – un fort sens d'appartenance qui inclut non seulement les employés mais aussi la collectivité et tous ceux avec qui elles font affaire. Les directeurs sont recrutés à l'interne et sont considérés comme des gérants de l'entreprise.
3. Elles sont décentralisées et renoncent à un contrôle centralisé.
4. Elles ont un financement prudent et reconnaissent l'avantage d'avoir un peu d'argent en surplus dans les coffres.

Nous continuons de nous concentrer sur ces caractéristiques alors que nous bâtissons notre entreprise pour l'avenir.

Alors que Fairfax vient de passer le cap des 36 ans, vous serez intéressé de savoir que nous avons souscrit des primes cumulatives de 200 milliards de dollars tout en offrant un service hors pair à nos clients. Nous versons des salaires annuels et des avantages sociaux à nos employés dans le monde entier de 2 milliards de dollars. Nous avons fait des dons cumulatifs de 262 millions de dollars depuis le lancement de notre programme de dons en 1991 et oui, au cours des 36 dernières années, nous avons payé des impôts cumulatifs de 3,8 milliards de dollars. C'est pourquoi nous pensons que les entreprises sont une bonne chose et que les pays qui sont favorables aux entreprises réussissent formidablement bien. Nous sommes un petit microcosme de ce que les entreprises font au niveau mondial.

Tony Griffiths, que nous connaissons depuis près de 40 ans et qui a siégé à notre conseil pendant 20 ans, dont 17 ans comme administrateur principal et président du comité de rémunération et du comité d'audit, a décidé, alors qu'il a 92 ans et est toujours actif, de se retirer du conseil après la prochaine assemblée annuelle. Nous avons pu profiter énormément des connaissances, de l'expérience et du sens des affaires de Tony ainsi que de son merveilleux sens de l'humour et nous le remercions pour tout ce qu'il nous a apporté, non seulement pour des raisons professionnelles mais aussi parce qu'il avait clairement de l'affection pour notre société.

Je suis heureux d'annoncer que nous avons récemment publié une mise à jour du rapport portant sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »). Bien que l'aspect officiel de ce rapport soit relativement nouveau dans le monde des affaires, en 1985, Fairfax a été créée en se fondant sur bon nombre de ses principaux concepts. S'appuyant sur les principes directeurs que nous avons rédigés au cours de nos premières années et que nous incluons comme d'habitude dans notre rapport annuel, notre culture d'entreprise prend racine dans la règle d'or qui consiste à traiter les gens comme nous aimerions être traités. Nous croyons, et nous avons toujours cru, qu'il fallait faire du bien en faisant bien. Vous pouvez lire l'intégralité de notre rapport sur les facteurs ESG sur notre site Web au www.fairfax.ca.

Notre programme de dons continue de prospérer dans les collectivités du monde entier dans lesquelles nous faisons affaire. Cette année, en plus de nos dons habituels, nous avons également fait un don afin d'aider dans le cadre des démarches liées à la pandémie dans les régions les plus vulnérables des pays dans lesquels nous faisons affaire, surtout en Inde qui a été touchée particulièrement durement par la troisième vague du virus. Hari Marar, qui dirige le Bangalore International Airport, a construit un hôpital de campagne sur ses lieux afin d'apporter de l'aide pendant la flambée de la pandémie et pour donner des soins médicaux et de l'oxygène aux gens qui ne pouvaient plus être accueillis dans les hôpitaux surchargés. Nous avons des comptes rendus semblables de bon nombre de nos sociétés dans le monde entier dont les employés ont donné bénévolement leur temps et leurs ressources pour aider dans leurs propres collectivités. En 2021, nos dons ont totalisé 23 millions de dollars, pour un total de 262 millions de dollars depuis la mise en place du programme de dons en 1991. Au cours des 31 années depuis que nous avons mis en place notre programme de dons, nos dons annuels ont été multipliés par environ 134 à un taux annuel composé de 17 %. Permettez-moi de souligner brièvement quelques exemples de dons que nous avons faits.

Le programme *Northbridge Cares* favorise l'habilitation, l'éducation et le soutien des jeunes Canadiens à risque afin qu'ils s'épanouissent à leur plein potentiel, et ce, en partenariat avec six organisations nationales choisies. En 2021, Northbridge a ajouté deux nouveaux programmes pour soutenir les jeunes touchés par l'injustice raciale et un programme axé sur l'environnement. De plus, la société a doublé le nombre d'étudiants pour l'été qu'elle a accueillis par l'intermédiaire de son partenaire Pathways to Education, permettant à ces jeunes d'acquérir des compétences professionnelles essentielles dans les domaines de la gestion de projets, des finances, des ressources humaines et de la souscription.

La Odyssey Group Foundation a pris l'engagement de faire une différence dans les secteurs de la santé et des soins médicaux, de la recherche sur le cancer, de l'alimentation et de l'hébergement, des services communautaires et sociaux, de l'éducation et du secours aux sinistrés. En 2021, grâce à ses projets philanthropiques, elle a pu fournir des ressources indispensables à des collectivités qui souffraient encore de la pandémie ainsi qu'aux collectivités touchées par les nombreuses catastrophes naturelles qui ont frappé le monde. De plus, Odyssey Group a organisé sa campagne biennale de mise en nomination d'employés, laquelle a permis d'acheminer 2,5 millions de dollars vers 110 organismes de bienfaisance.

En 2021, Crum & Forster a pris l'engagement de soutenir les collectivités locales dans lesquelles vivent et travaillent ses employés et a fait des dons de plus de 1,6 million de dollars à des organismes de bienfaisance situés partout aux États-Unis. Les dons de la société incluaient un soutien continu dans le cadre d'un engagement de cinq ans envers la Foundation for the Morristown Medical Center pour l'aider à ajouter 55 000 pieds carrés à ses locaux consacrés aux soins cliniques, à augmenter la capacité en ce qui concerne les IRM cardiaques et à ouvrir 72 nouvelles chambres privées pour les patients. Le Charitable Impact Committee qui est dirigé par les employés a donné son soutien à des refuges pour sans-abri, des refuges pour animaux, des centres LGBTQ+ et des établissements d'enseignement. Les sept groupes de ressources pour employés (« GRE ») de Crum & Forster se sont concentrés sur les dons de bienfaisance pour des organisations qui sont alignées sur les missions respectives des GRE, y compris PFLAG (la plus grande organisation pour les personnes LGBTQ+, leurs parents, leurs familles et ceux qui les soutiennent), SHEWins (qui fournit du leadership gratuit aux filles à l'école secondaire touchées par la violence dans les quartiers urbains et qui soutient l'action sociale en leur faveur) et JESPY House (qui aide les adultes ayant un handicap intellectuel ou des problèmes de développement mental à atteindre leur plein potentiel). De plus, la Redwoods Foundation a continué de commanditer les programmes portant sur l'abus sexuel et sur la prévention des noyades dans les YMCA et d'autres organisations de jeunesse.

Zenith a pris l'engagement de soutenir les collectivités dans lesquelles vivent et travaillent ses employés, clients et agents. Les valeurs de la société prennent vie par l'aide apportée à ceux qui en ont le plus besoin sous forme de bénévolat, de contributions des employés, d'événements régionaux, de dons jumelés et de secours lorsque surviennent des catastrophes. Zenith organise chaque année une campagne d'une semaine, la Give Together Campaign, pendant laquelle les employés participent à des activités de mobilisation caritative. Les deux organismes de bienfaisance choisis pendant la campagne de 2021 font écho à l'engagement continu de Zenith envers les initiatives d'équité raciale et sociale et la sécurité alimentaire. La *Equal Justice Initiative* conteste l'injustice raciale et économique et a pris l'engagement de mettre fin à l'incarcération de masse et aux peines excessives au moyen de ses recherches saluées par la critique, de matériel pédagogique et de recommandations aux intervenants et aux décideurs politiques. *Feeding America* est non seulement la principale organisation de lutte contre la faim en Amérique, qui fournit des repas aux personnes dans le besoin, mais elle cherche également à susciter une prise de conscience en ce qui concerne la faim et la pauvreté et elle fait des études approfondies pour mieux comprendre ces problèmes. Zenith a également fait un don de 104 000 \$ à la Croix Rouge américaine afin de la soutenir dans ses efforts de répondre à diverses catastrophes, y compris les opérations de secours liées à la COVID-19 en Inde.

En 2021, Brit a fait un don de 100 000 \$ à CARE en réponse à l'appel lancé pour l'Inde aux prises avec la COVID-19 afin d'aider dans la construction d'hôpitaux d'urgence pour ceux en Inde qui souffrent de la COVID-19 et ont besoin de soins médicaux d'urgence. Nous avons fait d'autres dons à la Captain Tom Foundation qui soutient les services de santé dans l'ensemble du Royaume-Uni ainsi qu'à Conservation Without Borders, un organisme de bienfaisance qui joue un rôle actif dans la lutte contre le changement climatique. Brit continue de soutenir son projet phare, la Soweto Academy, une école située dans le plus grand bidonville d'Afrique. En 2021, Brit a fait un don de 59 000 \$ pour financer les salaires des enseignants ainsi que la construction de classes et afin de fournir des masques et des thermomètres de sorte que la Soweto Academy puisse continuer son travail vital, soit offrir un lieu sûr à l'abri des abus ainsi qu'une éducation pour aider cette génération à sortir du cycle de la pauvreté.

En 2021, Allied World a offert son soutien à des organismes de bienfaisance et projets de services à la collectivité axés principalement sur les domaines de l'éducation et des soins de la santé et sur les défis sociaux que sont l'insécurité alimentaire et l'itinérance. Parmi les organismes soutenus se trouvent le Bermuda Education Network, P.A.L.S. Bermuda, le Citizens Committee for New York City, le Felix Project, Providence Row et Habitat for Humanity Singapore. Un don substantiel a été également fait à la Croix Rouge américaine à la suite des tornades dévastatrices qui ont frappé les États-Unis. Allied World a aussi continué de soutenir la National Wildlife Association et de s'y associer pour promouvoir des infrastructures écologiques ainsi que Career Ready, un organisme de bienfaisance de mobilité sociale dont l'objectif est d'aider les jeunes personnes confrontées à de nombreux obstacles, que ce soit sur le plan de l'enseignement ou de l'emploi, en raison de leur situation socioéconomique.

Les dons de bienfaisance sont un aspect essentiel de la culture d'entreprise de RiverStone. Au moyen d'un généreux programme de dons jumelés à raison de 3 pour 1, d'un comité de soutien à la collectivité animé par des collaborateurs, RiverStone a fait des dons de plus de 720 000 \$ à des organismes divers. Ces organismes cherchent à réduire l'insécurité alimentaire, à fournir des services de défense de l'enfant, à concrétiser des occasions de formation et à soutenir les besoins des vétérans dans les collectivités dans lesquelles vivent et travaillent les collaborateurs de RiverStone. Outre les dons en argent, RiverStone a une fois de plus offert des repas aux travailleurs de la santé de première ligne alors que le variant Omicron s'est propagé dans les hôpitaux vers la fin de l'année. RiverStone est fière de sa culture du don et est reconnaissante envers ses collaborateurs pour leur générosité.

Colonnade a aidé les collectivités locales dans lesquelles elle exerce ses activités au moyen d'initiatives choisies par ses employés ainsi que dans le cadre de causes que ses employés trouvaient importantes en Pologne, en République tchèque, en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie et en Ukraine. Parmi les démarches entreprises par la société se trouvaient le soutien apporté à des fondations axées sur les soins et l'enseignement des enfants et des étudiants, l'approvisionnement des banques alimentaires pour les personnes dans le besoin et les rénovations des hôpitaux, des écoles et des jardins d'enfants, au moyen de dons financiers et de beaucoup d'heures de bénévolat. Les équipes de la société ont également soutenu des hôpitaux et des établissements médicaux dans leur combat contre la COVID-19 en leur fournissant de l'équipement de protection personnelle.

Bryte a apporté son soutien à divers programmes pour la jeunesse, y compris par la remise de bons pouvant être utilisés dans les épiceries et d'articles de toilette pour les bébés et les enfants abandonnés et maltraités ou qui sont séropositifs ou sont atteints du SIDA. Lorsque l'agitation civile a frappé certaines parties de l'Afrique du Sud en juillet, l'équipe de Bryte s'est mobilisée pour soutenir les employés dans les régions touchées.

Par l'intermédiaire de ses filiales et de ses entités en exploitation dans neuf régions, Fairfax Asia a fait de larges dons de bienfaisance ainsi que soutenu des organismes procurant de l'aide relativement à la COVID-19 en Asie. Outre les dons de plus de 100 000 \$ faits en Asie pour soutenir les programmes d'aide relativement à la COVID-19, Fairfax Asia a également participé par des dons en nature à plusieurs programmes portant sur la sensibilisation à l'environnement, la sensibilisation à l'assurance, les pratiques de sécurité routière et le secours aux sinistrés. En Indonésie, AMAG a distribué des colis alimentaires et d'autres fournitures de secours pour aider les victimes de l'éruption volcanique du mont Sumeru. AMAG a également aidé dans l'installation de puits dans des villages reculés pour permettre l'accès à de l'eau douce. En Inde, Paramount Health Services a participé à la distribution de nourriture, à la promotion d'activités sportives entre villages et à l'instruction sur la pandémie et d'autres maladies dans des régions rurales reculées. Fairfirst au Sri Lanka a fait don de plus de 100 ordinateurs et périphériques connexes au ministère de la Probation et a créé une plateforme éducative pour les enfants qui sont en probation. De plus, plusieurs programmes d'éducation en plusieurs langues ont été présentés dans le pays pour promouvoir la sensibilisation à la santé et à la sécurité ainsi qu'à la sécurité routière. Pacific en Malaisie a fait don de colis alimentaires et autres produits mensuels essentiels à plus de 600 familles en difficulté du fait de la pandémie. Les employés de Pacific ont récolté des fonds (qui ont été égalés par la société) pour des programmes axés sur les personnes âgées et les personnes malades qui sont encadrés par Mercy Malaysia et Yaysan Food Services. Falcon Thailand, Thai Re et Falcon à Hong Kong ont toutes participé à divers programmes éducatifs portant notamment sur la COVID-19, l'alimentation et les soins médicaux dans leurs pays respectifs.

En 2021, Southbridge Colombia a organisé, comme elle le fait chaque année, un événement axé sur la responsabilité sociale des entreprises qui est soutenu par la Fundación Corazón Verde; celle-ci met au point des initiatives pour améliorer la qualité de vie des veuves et des orphelins de la police nationale de la Colombie par des programmes d'aide en matière d'éducation et sur le plan psychologique et à la maison. Cette année, un don spécial a été fait pour l'éducation des enfants. En 2021, Southbridge Chile s'est tournée vers les initiatives forestières axées sur les arbres indigènes au Chili et vers l'impact du changement climatique : pour chaque achat d'une police par un client en utilisant la plateforme numérique de la société, un don a été fait à une initiative de reforestation. La société a également organisé une journée de bénévolat et de dons pour aider avec l'entretien des arbres indigènes récemment plantés sur une montagne où la végétation avait été détruite par un incendie de forêt.

Soutenir la santé et le bien-être de nos employés a toujours été important pour nous, mais ces dernières années ont clairement accentué le rôle que les lieux de travail peuvent jouer pour donner aux gens des bases fiables et saines qui les soutiennent aussi en dehors des murs de bureaux. En 2020, notre structure décentralisée nous a permis de permettre une transition rapide de tous nos employés vers le travail à distance, les sociétés en exploitation mettant également en place leurs propres initiatives de bien-être, comme les entraîneurs personnels virtuels et les sessions de méditation. Alors que nous avons constaté les effets d'une autre année de confinement en 2021, la santé mentale de nos employés était au cœur de toutes nos démarches ainsi que la volonté de leur donner accès aux vaccins et à des renseignements de santé fiables de la part de nos partenaires à la Cleveland Clinic. Depuis les groupes de travail intersociétés qui discutaient de la façon d'aider nos gens à refaire la transition vers une « vie normale » jusqu'aux webinaires sur la santé financière que nous avons proposés, nous avons adopté une approche holistique en ce qui concerne le bien-être de nos employés. Alors que le monde continue de revenir à la normale, nos employés savent que peu importe ce qui change (ou ce qui ne change pas), ils peuvent toujours compter sur un réseau de soutien dans notre famille Fairfax.

L'atelier sur le leadership pour Fairfax continue de prendre de l'ampleur et de former nos leaders de demain. Au cours des deux dernières années, nous avons dû prendre une pause puisque nous n'étions pas en mesure d'organiser un atelier en personne. Nous avons, néanmoins, identifié bon nombre de candidats méritoires et organiserons un atelier en personne au mois de juin prochain. Toutefois, nous n'avons pas cessé de continuer de former nos dirigeants de demain, nous avons simplement dû le faire en ligne. Fairfax Asia a fait participer 68 de ses hauts dirigeants, sur une période de six mois, à un atelier sur le leadership sous la direction de Sanjeev Jha, de Orla O'Carroll et de Gobi Athappan. M. Athappan et moi avons eu le privilège d'assister à la cérémonie virtuelle de remise des diplômes et il était inspirant d'écouter les commentaires et de sentir l'enthousiasme des participants. Notre culture d'entreprise est bien vivante! Nous continuons avec la formation, les ateliers et les séminaires pour aider nos employés pendant ces moments historiques dans nos vies. Nous espérons pouvoir les organiser en personne dans l'avenir.

Cette année, une fois de plus, nous n'avons pas pu faire notre voyage des investisseurs en Inde, mais nous chercherons à le faire renaître puisque je suis d'avis que l'Inde, bien qu'elle ait été touchée par la pandémie comme le reste du monde, devrait connaître une croissance marquée sous la direction du premier ministre Modi, qui a de nouveau publié un budget très favorable aux entreprises. Il concrétise ses engagements en faveur de la privatisation et de la monétisation des actifs, indiquant clairement que le gouvernement se retire des secteurs industriels. Nous sommes très heureux d'y accroître substantiellement notre présence et nous aimerions vous y amener pour que vous puissiez constater par vous-même les occasions qui s'y présentent et comprendre pourquoi nous sommes d'avis que l'Inde sera l'occasion de placement d'une vie. À suivre.

George Athanassakos, qui organise une Value Investing Conference le jour avant la tenue de notre assemblée annuelle des actionnaires à laquelle bon nombre d'entre vous ont assisté par le passé, l'organisera de nouveau cette année, mais sous forme virtuelle. Espérons que ce sera la dernière fois sous cette forme! Ce sera la dixième année que cette conférence est organisée et si vous n'y avez pas encore assisté, consultez le site Web pour en savoir plus (www.bengrahaminvesting.ca). Je vous la recommande grandement : vous n'y perdrez pas votre temps. Bien des gens qui y ont assisté m'ont dit que c'était parmi les meilleures conférences de ce type et la liste des conférenciers de cette année est exceptionnelle comme d'habitude! Le conférencier d'honneur cette année sera Raj Subramanian, président et chef de la direction et membre du conseil de FedEx. George a également écrit un livre sur les placements axés sur la valeur intitulé *From Theory to Practice*, que je vous recommande fortement. Le livre est bien documenté, incite à la réflexion et constitue une version moderne du livre intitulé « Security Analysis » que Ben Graham a écrit en 1934. Un incontournable pour quiconque est un investisseur axé sur la valeur.

Tout comme c'était le cas l'année dernière, Fairfax India (dont bon nombre d'entre vous sont également actionnaires) tiendra son assemblée annuelle des actionnaires le 21 avril à 14 h. Vous trouverez plus de précisions sur le site Web de Fairfax India.

Helios Fairfax Partners tiendra son assemblée des actionnaires le mercredi 20 avril à 14 h30. Vous trouverez plus de précisions sur son site Web.

Fidèles à une habitude instaurée il y a 36 ans, nous attendons avec impatience de vous revoir tous en personne à notre assemblée annuelle des actionnaires à Toronto, après une pause de deux ans en raison de la COVID-19. Nos dirigeants seront également présents pour répondre à toutes vos questions. C'est un véritable privilège de pouvoir compter sur des actionnaires loyaux à long terme comme vous et je suis impatient de vous rencontrer le 21 avril 2022.

Le 4 mars 2022

Le président du conseil et chef de la direction,



V. Prem Watsa

(Page laissée en blanc intentionnellement)

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La responsabilité de l'établissement et de la présentation des états financiers consolidés et du rapport de gestion ci-joints ainsi que de l'ensemble de l'information financière incombe à la direction. Ces documents et informations ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board. De par leur nature, les états financiers ne sont pas précis, car certains montants qui y sont présentés sont fondés sur des estimations et des jugements. Lorsqu'il existait différentes méthodes, la direction a choisi celles qu'elle juge être les mieux adaptées aux circonstances.

Nous soussignés, en notre qualité respective de chef de la direction et de chef de la direction financière de Fairfax, avons fourni des attestations à l'égard des documents d'information annuels de Fairfax déposés devant les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission (formulaire 40-F), comme l'exigent respectivement les lois canadiennes sur les valeurs mobilières et la loi des États-Unis intitulée *Sarbanes-Oxley Act of 2002*.

Il appartient au conseil d'administration de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière, et il lui incombe en dernier ressort d'examiner et d'approuver les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Le conseil exécute ces fonctions principalement par l'entremise de son comité d'audit, qui est indépendant de la direction.

Le comité d'audit est nommé par le conseil. Il passe en revue les états financiers consolidés et le rapport de gestion, examine le rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant; évalue le caractère adéquat du contrôle interne de la société, y compris l'appréciation faite par la direction mentionnée ci-dessous, examine les honoraires et les frais liés aux services d'audit et recommande au conseil d'administration un cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant en vue de sa nomination par les actionnaires. Le cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant a pleinement accès au comité d'audit et le rencontre afin de discuter de ses travaux d'audit, du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Fairfax et d'autres questions liées à l'information financière. Le comité d'audit fait part de ses conclusions au conseil d'administration, qui en tient compte au moment d'approuver la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires et l'appréciation faite par la direction du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière.

La direction a effectué une appréciation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au 31 décembre 2021 selon les critères établis dans le rapport intitulé *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO »). L'étendue de cette appréciation, comme le permettent les lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières, ne comprenait pas une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière d'Eurolife FFH Insurance Group Holdings S.A. au 31 décembre 2021, car cette dernière a été acquise par la société en 2021 dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Les activités d'Eurolife FFH Insurance Group Holdings S.A. représentaient environ 0,6 % des produits des activités ordinaires consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 et constituaient respectivement environ 4,7 % et 5,4 % des actifs consolidés et des passifs consolidés de la société au 31 décembre 2021. À la lumière de cette appréciation, la direction est arrivée à la conclusion que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société était efficace au 31 décembre 2021.

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au 31 décembre 2021 a été auditée par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., auditeur inscrit indépendant, comme l'indique son rapport qui figure dans les présentes.

4 mars 2022

V. P. Watsa

V. Prem Watsa
Président du conseil et chef de la direction



Jennifer Allen
Vice-présidente et chef des services financiers

Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant

Aux actionnaires et au conseil d'administration de Fairfax Financial Holdings Limited

Opinions sur les états financiers et le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons effectué l'audit des états consolidés de la situation financière ci-joints de Fairfax Financial Holdings Limited et de ses filiales (collectivement, la « société ») aux 31 décembre 2021 et 2020, et des états consolidés du résultat net, des états consolidés du résultat global, des états consolidés des variations des capitaux propres, des tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que des notes annexes (collectivement, les « états financiers consolidés »). Nous avons également effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au 31 décembre 2021, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (le « COSO »).

À notre avis, les états financiers consolidés susmentionnés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2021 et 2020 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (« IFRS »). De plus, à notre avis, la société maintenait, dans tous ses aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2021, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le COSO.

Fondement des opinions

La direction de la société est responsable des présents états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière figurant dans le « Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière » ci-joint. Notre responsabilité consiste à exprimer des opinions sur les états financiers consolidés de la société et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société sur la base de nos audits. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du Public Company Accounting Oversight Board (des États-Unis) (le « PCAOB ») et sommes tenus d'être indépendants de la société conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons effectué nos audits conformément aux normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons les audits de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes, et qu'un contrôle interne à l'égard de l'information financière efficace a été maintenu dans tous ses aspects significatifs.

Nos audits des états financiers consolidés ont compris la mise en œuvre de procédures en vue d'évaluer les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes, et la mise en œuvre de procédures en réponse à ces risques. Ces procédures ont compris le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des informations fournies dans les états financiers consolidés. Nos audits ont également compris l'évaluation des principes comptables retenus et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a compris l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, une évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, ainsi que des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne en fonction de notre évaluation du risque. Nos audits ont également compris la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à nos opinions.

Dans son appréciation du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2021 et tel qu'il est précisé dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la direction n'a pas tenu compte d'Eurolife FFH Insurance Group Holdings S.A., qui a été acquise par la société dans le cadre d'un regroupement d'entreprises au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Nous n'avons pas non plus tenu compte d'Eurolife FFH Insurance Group Holdings S.A. dans notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Eurolife FFH Insurance Group Holdings S.A. est une filiale dont le total de l'actif, du passif et des produits qui a été exclu de l'appréciation faite par la direction et de notre audit du contrôle représente respectivement 4,7 %, 5,4 % et 0,6 % des montants figurant dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2021 et pour l'exercice clos à cette date.

Définition et limites du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Il comprend les politiques et procédures qui : i) concernent la tenue de comptes suffisamment détaillés qui donnent une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la société; ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; et iii) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Questions critiques de l'audit

Les questions critiques de l'audit communiquées ci-après sont des questions soulevées au cours de l'audit des états financiers consolidés de la période considérée qui ont été ou qui doivent être communiquées au comité d'audit et qui i) sont liées à des comptes ou des informations fournies qui sont significatifs par rapport aux états financiers consolidés et ii) pour lesquelles nous avons dû porter des jugements particulièrement difficiles, subjectifs ou complexes. La communication des questions critiques de l'audit ne modifie en rien notre opinion sur les états financiers consolidés pris dans leur ensemble et, en communiquant les questions critiques de l'audit ci-après, nous n'exprimons pas d'opinions distinctes sur celles-ci ni sur les comptes ou informations connexes.

Estimation des passifs au titre des contrats d'assurance

Comme il est précisé aux notes 3, 4 et 8 des états financiers consolidés, les passifs au titre des contrats d'assurance comprennent a) une provision pour sinistres subis et non déclarés (« SSND ») de 15 220,4 M\$ et b) une provision pour indemnités d'assurance vie de 2 483,7 M\$ au 31 décembre 2021. Ces montants sont estimés par la direction a) selon les méthodes actuarielles généralement reconnues du Canada, dans le cas de la provision pour SSND, et b) selon des pratiques actuarielles reconnues dans les régions où les polices sont souscrites, dans le cas de la provision pour indemnités d'assurance vie. Ces pratiques actuarielles visent à s'assurer que la société constitue des provisions suffisantes à l'état consolidé de la situation financière pour couvrir les sinistres assurés et les frais de règlement de sinistres connexes. La direction a déterminé a) les provisions pour SSND selon les flux de trésorerie futurs prévus non actualisés des sinistres, à partir d'hypothèses qui représentent les estimations les plus probables des résultats possibles de l'évaluation du coût définitif attendu pour régler les sinistres non payés survenus au plus tard à la date de clôture, mais qui n'ont pas encore été déclarés et b) les provisions pour indemnités d'assurance vie en fonction de l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus des sinistres et des primes, à partir d'hypothèses qui représentent les meilleures estimations pour régler les indemnités et frais futurs estimatifs sur les contrats d'assurance en vigueur. La direction a appliqué a) plusieurs méthodes de projection actuarielle pour estimer les provisions pour SSND, en fonction de la gamme de produits, du type et de l'étendue de la couverture et b) des modèles actuariels appliquant des hypothèses qui varient selon le type de contrat et qui reflètent les résultats techniques actuels et futurs prévus dans l'estimation des provisions pour indemnités d'assurance vie. Ces méthodes et modèles exigent de la direction qu'elle élabore des hypothèses importantes, notamment : a) en ce qui concerne les provisions pour SSND, les ratios des sinistres prévus, les tendances en matière d'évolution des sinistres, la fréquence et la gravité des sinistres, les variations des risques et les recouvrements de réassurance prévus et b) en ce qui concerne les provisions pour indemnités d'assurance vie, les taux de déchéance, les taux d'actualisation et les frais futurs.

Les faits suivants ont permis de déterminer que la mise en œuvre des procédures liées à l'estimation des passifs au titre des contrats d'assurance est une question critique de l'audit : 1) le jugement important posé par la direction pour déterminer les provisions pour SSND et les provisions pour indemnités d'assurance vie et 2) le degré élevé de jugement, de subjectivité et d'effort de la part de l'auditeur dans l'évaluation des éléments probants relatifs au caractère approprié des méthodes et modèles de projection actuarielle ainsi que des hypothèses importantes utilisées par la direction, y compris : a) en ce qui concerne les provisions pour SSND, les ratios de sinistres prévus, l'évolution des tendances en matière de règlement des sinistres, la fréquence et la gravité des sinistres, les variations des risques et les recouvrements de réassurance prévus, et b) en ce qui concerne les provisions pour indemnités d'assurance vie, les taux de déchéance, les taux d'actualisation et les frais futurs. De plus, les travaux d'audit ont nécessité le recours à des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées.

Le traitement de cette question a consisté à mettre en œuvre des procédures et à évaluer les éléments probants nécessaires à la formulation d'une opinion globale sur les états financiers consolidés. Ces procédures ont consisté notamment à tester l'efficacité des contrôles liés à l'estimation des provisions pour SSND par la société, y compris des contrôles à l'égard du choix par la société des méthodes de projection actuarielle et de l'élaboration des hypothèses importantes. En ce qui concerne les provisions pour SSND, ces procédures comprenaient, entre autres, la participation de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à tester une tranche importante des provisions pour SSND, en élaborant des estimations indépendantes des provisions pour SSND et en les comparant avec la provision établie par la direction selon des méthodes actuarielles, la tranche restante étant soumise à d'autres procédures. L'établissement d'estimations indépendantes a comporté i) le choix des méthodes de projection actuarielle; ii) l'élaboration d'hypothèses importantes fondées sur les données fournies par la direction; iii) lorsque les données historiques étaient limitées, la prise en compte des perspectives du marché et de l'analyse comparative des sociétés comparables pour éclairer davantage l'élaboration indépendante d'hypothèses importantes; et iv) le test de l'exhaustivité et de l'exactitude des données fournies par la direction. En ce qui concerne les provisions pour indemnités d'assurance vie, ces procédures ont compris, notamment, le recours à des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à évaluer le caractère approprié des modèles actuariels ainsi que le caractère raisonnable des hypothèses importantes liées aux taux de déchéance, aux taux d'actualisation et aux frais futurs. Pour évaluer le caractère approprié des modèles actuariels, il a fallu i) comparer les modèles et les hypothèses importantes utilisés avec les pratiques actuarielles reconnues et ii) mettre en œuvre des procédures de validation des modèles indépendantes, sur une base d'échantillonnage, y compris effectuer des calculs indépendants détaillés à l'égard de certaines polices afin d'assurer l'exactitude des modèles de projection. Pour évaluer le caractère raisonnable des hypothèses importantes, il a fallu i) recalculer les hypothèses importantes à partir des données fournies par la direction; ii) prendre en compte les perspectives du marché et l'analyse comparative des sociétés comparables; et iii) tester l'exhaustivité et l'exactitude des données fournies par la direction.

Évaluation des titres de créance par voie de placement privé et des actions privilégiées de sociétés à capital fermé

Comme il est précisé dans les notes 3, 4 et 5 des états financiers consolidés, la société détient des instruments financiers classés comme des titres de créance par voie de placement privé évalués à la juste valeur de 1 001,7 M\$ et des actions privilégiées de sociétés à capital fermé évaluées à la juste valeur de 2 101,8 M\$ au 31 décembre 2021. L'évaluation des titres de créance par voie de placement privé et des actions privilégiées de sociétés à capital fermé utilise des techniques d'évaluation qui sont fonction de la nature du placement. La direction utilise des données non observables pour formuler des hypothèses pour lesquelles les données de marché sont limitées ou non disponibles. Ces placements sont évalués par la direction comme suit : i) les titres de créance par voie de placement privé sont évalués principalement à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie reconnus dans le secteur qui prennent en compte les écarts de crédit des émetteurs (données d'entrée non observables importantes), et ii) les actions privilégiées de sociétés à capital fermé sont évaluées principalement à l'aide de la juste valeur de transactions de marché récentes, qui sont corroborées par des modèles d'actualisation des flux de trésorerie reconnus dans le secteur qui intègrent les taux d'actualisation et les taux de croissance à long terme comme données d'entrée non observables importantes.

Les faits suivants ont permis de déterminer que la mise en œuvre des procédures liées à l'évaluation des titres de créance par voie de placement privé et des actions privilégiées de sociétés à capital fermé constitue une question critique de l'audit : 1) le jugement important posé par la direction pour choisir les modèles d'actualisation des flux de trésorerie appropriés afin de déterminer ou de corroborer la juste valeur de ces placements, qui faisaient intervenir des données d'entrée non observables importantes relativement aux écarts de crédit, aux taux d'actualisation et aux taux de croissance à long terme des émetteurs et 2) un degré élevé de subjectivité, de jugement et d'effort de la part de l'auditeur dans l'évaluation des éléments probants liés à l'évaluation. De plus, les travaux d'audit ont nécessité le recours à des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées.

Le traitement de cette question a consisté à mettre en œuvre des procédures et à évaluer les éléments probants nécessaires à la formulation d'une opinion globale sur les états financiers consolidés. Ces procédures ont consisté notamment à tester l'efficacité des contrôles liés à l'évaluation des titres de créance par voie de placement privé et des actions privilégiées de sociétés à capital fermé, y compris des contrôles à l'égard du choix et de la préparation, par la société, des modèles d'actualisation des flux de trésorerie et de la détermination des données d'entrée non observables importantes. Pour un échantillon de titres de créance par voie de placement privé, ces procédures comprenaient, entre autres, la participation de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour i) aider à élaborer des estimations indépendantes à l'aide de modèles d'évaluation reconnus dans le secteur, et ii) à formuler des hypothèses de manière indépendante notamment relativement aux écarts de crédit, en tenant compte, le cas échéant, du rendement actuel et passé du placement particulier, des données du secteur et données de marché externes pertinentes ainsi que des éléments probants obtenus dans d'autres secteurs de l'audit. Ces procédures ont consisté également à tester l'exhaustivité et l'exactitude des données sous-jacentes soutenant les estimations indépendantes et à comparer les estimations indépendantes avec l'évaluation faite par la direction. En ce qui concerne les actions privilégiées de sociétés à capital fermé, ces procédures ont consisté notamment à i) évaluer le caractère raisonnable des données d'entrée non observables importantes, y compris les taux d'actualisation et les taux de croissance à long terme; à ii) tester l'exhaustivité et l'exactitude des données sous-jacentes; et à iii) faire intervenir des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à évaluer le caractère approprié des modèles utilisés, le caractère raisonnable des taux d'actualisation et des taux de croissance à long terme utilisés dans les modèles ainsi qu'à tenir compte des données du secteur et données de marché externes. Ces procédures ont aussi consisté à comparer la juste valeur découlant de transactions de marché récentes avec celle déterminée par le modèle d'actualisation des flux de trésorerie utilisé par la direction, le cas échéant.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Toronto, Canada
Le 4 mars 2022

Nous agissons en tant qu'auditeurs de la société depuis au moins 1985. Nous n'avons pas été en mesure d'établir l'année précise depuis laquelle nous agissons comme auditeur de la société.

États financiers consolidés

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux 31 décembre 2021 et 2020

	Notes	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Actif			
<i>(en millions de dollars américains)</i>			
Trésorerie et placements de la société de portefeuille (y compris les actifs donnés en garantie d'obligations au titre de dérivés : 111,0 \$; 79,5 \$ au 31 décembre 2020)	5, 27	1 478,3	1 252,2
Créances découlant de contrats d'assurance	10	6 883,2	5 816,1
<i>Placements de portefeuille</i>			
Trésorerie et placements à court terme des filiales (y compris la trésorerie et les équivalents soumis à restrictions : 1 246,4 \$; 751,9 \$ au 31 décembre 2020)	5, 27	21 799,5	13 197,8
Obligations (coût : 13 836,3 \$; 14 916,1 \$ au 31 décembre 2020)	5	14 091,2	15 734,6
Actions privilégiées (coût : 576,6 \$; 268,3 \$ au 31 décembre 2020)	5	2 405,9	605,2
Actions ordinaires (coût : 4 717,2 \$; 4 635,5 \$ au 31 décembre 2020)	5	5 468,9	4 599,1
Participations dans des entreprises associées (juste valeur : 5 671,9 \$; 4 154,3 \$ au 31 décembre 2020)	5, 6	4 755,1	4 381,8
Participation dans une entreprise associée détenue en vue de la vente (juste valeur : néant; 729,5 \$ au 31 décembre 2020)	5, 6, 23	—	729,5
Dérivés et autres actifs investis (coût : 888,2 \$; 944,4 \$ au 31 décembre 2020)	5, 7	991,2	812,4
Actifs donnés en garantie d'obligations au titre de dérivés (coût : 119,6 \$; 196,1 \$ au 31 décembre 2020)	5, 7	119,6	196,4
Trésorerie, placements de portefeuille et entreprises associées de Fairfax India (juste valeur : 3 336,4 \$; 2 791,0 \$ au 31 décembre 2020)	5, 6, 23, 27	2 066,0	1 851,8
		<u>51 697,4</u>	<u>42 108,6</u>
Frais d'acquisition de primes différés	11	1 924,1	1 543,7
Montants à recouvrer des réassureurs (y compris les montants recouvrables sur sinistres payés : 884,3 \$; 686,8 \$ au 31 décembre 2020)	8, 9	12 090,5	10 533,2
Actifs d'impôt différé	18	522,4	713,9
Goodwill et immobilisations incorporelles	12	5 928,2	6 229,1
Autres actifs	13	6 121,3	5 857,2
Total de l'actif		<u>86 645,4</u>	<u>74 054,0</u>

Voir les notes annexes.

Au nom du conseil d'administration,
Administrateur

Administrateur

	Notes	31 décembre 2021	31 décembre 2020
<i>(en millions de dollars américains)</i>			
Passif			
Dettes d'exploitation et charges à payer	14	4 985,4	4 996,1
Obligations au titre de dérivés (y compris ceux de la société de portefeuille : 32,1 \$; 22,8 \$ au 31 décembre 2020)	5, 7	152,9	189,4
Passifs d'impôt différé	18	598,8	356,4
Montants à payer au titre de contrats d'assurance	10	4 493,5	2 964,0
Passifs au titre des contrats d'assurance	8	47 346,5	39 206,8
Emprunts – société de portefeuille et sociétés d'assurance et de réassurance	15	6 129,3	6 614,0
Emprunts – sociétés autres que des sociétés d'assurance	15	1 623,7	2 200,0
Total du passif		<u>65 330,1</u>	<u>56 526,7</u>
Capitaux propres	16		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		15 049,6	12 521,1
Actions privilégiées		1 335,5	1 335,5
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax		<u>16 385,1</u>	<u>13 856,6</u>
Participations ne donnant pas le contrôle		4 930,2	3 670,7
Total des capitaux propres		<u>21 315,3</u>	<u>17 527,3</u>
		<u>86 645,4</u>	<u>74 054,0</u>

Voir les notes annexes.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

Exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

	Notes	2021 <i>(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)</i>	2020
Produits des activités ordinaires			
Primes brutes émises	10, 25	23 910,2	19 125,9
Primes nettes émises	25	18 278,1	14 864,5
Primes brutes acquises		21 786,8	17 898,8
Primes cédées aux réassureurs		(5 228,8)	(3 910,1)
Primes nettes acquises	25	16 558,0	13 988,7
Intérêts et dividendes	5	640,8	769,2
Quote-part du résultat net des entreprises associées	6	402,0	(112,8)
Profits nets sur placements	5	3 445,1	313,1
Profit sur la vente et la consolidation de filiales d'assurance	23	264,0	117,1
Autres produits	25	5 158,0	4 719,6
		<u>26 467,9</u>	<u>19 794,9</u>
Charges			
Sinistres, montant brut	8	14 200,7	12 234,8
Sinistres cédés aux réassureurs	9	(3 460,2)	(2 910,3)
Sinistres, montant net	26	10 740,5	9 324,5
Charges d'exploitation	26	2 946,1	2 536,5
Commissions, montant net	9	2 787,9	2 355,0
Charge d'intérêts	15	513,9	475,9
Autres charges	25, 26	5 086,9	4 858,9
		<u>22 075,3</u>	<u>19 550,8</u>
Résultat avant impôt sur le résultat		4 392,6	244,1
Charge d'impôt	18	726,0	206,7
Résultat net		<u>3 666,6</u>	<u>37,4</u>
Attribuable aux :			
Actionnaires de Fairfax		3 401,1	218,4
Participations ne donnant pas le contrôle	16	265,5	(181,0)
		<u>3 666,6</u>	<u>37,4</u>
Résultat net par action	17	129,33 \$	6,59 \$
Résultat net dilué par action	17	122,25 \$	6,29 \$
Dividendes en trésorerie versés par action	16	10,00 \$	10,00 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	17	25 953	26 447

Voir les notes annexes.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

	Notes	2021	2020
		<i>(en millions de dollars américains)</i>	
Résultat net		<u>3 666,6</u>	<u>37,4</u>
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt sur le résultat	16		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			
Pertes de change latentes nettes sur les filiales à l'étranger		(199,5)	(139,7)
Pertes sur couverture de l'investissement net dans des filiales canadiennes	7	(16,7)	(38,0)
Profits (pertes) sur couverture de l'investissement net dans des établissements européens	7	63,9	(75,8)
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées, exclusion faite des profits (pertes) nets sur les régimes à prestations définies	6	(75,1)	72,2
		<u>(227,4)</u>	<u>(181,3)</u>
Pertes de change latentes nettes sur les filiales à l'étranger reclassées en résultat net	23	6,7	114,4
(Profits) pertes de change latents nets sur les entreprises associées reclassés en résultat net	6	(45,2)	69,5
		<u>(265,9)</u>	<u>2,6</u>
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net			
Profits (pertes) nets sur les régimes à prestations définies	21	88,2	(67,5)
Quote-part des profits (pertes) nets sur les régimes à prestations définies des entreprises associées	6	67,0	(51,1)
Autres		13,8	—
		<u>169,0</u>	<u>(118,6)</u>
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt sur le résultat		<u>(96,9)</u>	<u>(116,0)</u>
Résultat global		<u>3 569,7</u>	<u>(78,6)</u>
Attribuable aux :			
Actionnaires de Fairfax		3 377,6	103,0
Participations ne donnant pas le contrôle		192,1	(181,6)
		<u>3 569,7</u>	<u>(78,6)</u>
		2021	2020
		<i>(en millions de dollars américains)</i>	
(Charge) produit d'impôt compris dans les autres éléments du résultat global			
Impôt sur le résultat des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			
Pertes de change latentes nettes sur les filiales à l'étranger		5,2	10,8
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées, exclusion faite des profits (pertes) nets sur les régimes à prestations définies		12,7	(10,0)
		<u>17,9</u>	<u>0,8</u>
(Profits) pertes de change latents nets sur les entreprises associées reclassés en résultat net		—	0,1
		<u>17,9</u>	<u>0,9</u>
Impôt sur le résultat des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net			
Profits (pertes) nets sur les régimes à prestations définies		(27,4)	20,8
Quote-part des profits (pertes) nets sur les régimes à prestations définies des entreprises associées		(12,8)	5,3
		<u>(40,2)</u>	<u>26,1</u>
Total du produit (charge) d'impôt compris dans les autres éléments du résultat global		<u>(22,3)</u>	<u>27,0</u>

Voir les notes annexes.

États consolidés des variations des capitaux propres

Exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en millions de dollars américains)

	Actions ordinaires ¹⁾	Actions propres (au coût)	Paiements fondés sur les actions et autres réserves	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	Actions privilégiées	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 1^{er} janvier 2021	6 712,0	(732,8)	248,4	7 092,5	(799,0)	12 521,1	1 335,5	13 856,6	3 670,7	17 527,3
Résultat net de l'exercice	—	—	—	3 401,1	—	3 401,1	—	3 401,1	265,5	3 666,6
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt sur le résultat :										
Pertes de change latentes nettes sur les établissements à l'étranger	—	—	—	—	(123,3)	(123,3)	—	(123,3)	(76,2)	(199,5)
Pertes sur couverture de l'investissement net dans des filiales canadiennes	—	—	—	—	(16,7)	(16,7)	—	(16,7)	—	(16,7)
Profits sur couverture de l'investissement net dans des établissements européens	—	—	—	—	63,9	63,9	—	63,9	—	63,9
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées, exclusion faite des profits (pertes) nets sur les régimes à prestations définies	—	—	—	—	(65,2)	(65,2)	—	(65,2)	(9,9)	(75,1)
Pertes de change latentes nettes sur les filiales à l'étranger reclassées en résultat net	—	—	—	—	3,1	3,1	—	3,1	3,6	6,7
(Profits) pertes de change latentes nets sur les entreprises associées reclassées en résultat net	—	—	—	—	(45,6)	(45,6)	—	(45,6)	0,4	(45,2)
Profits nets sur les régimes à prestations définies	—	—	—	—	82,8	82,8	—	82,8	5,4	88,2
Quote-part des profits (pertes) nets sur les régimes à prestations définies des entreprises associées	—	—	—	—	68,3	68,3	—	68,3	(1,3)	67,0
Autres	—	—	—	—	9,2	9,2	—	9,2	4,6	13,8
Émissions liées aux paiements fondés sur des actions	—	57,3	(56,1)	—	—	1,2	—	1,2	(3,0)	(1,8)
Achats et dotation aux amortissements liés aux paiements fondés sur des actions (note 16)	—	(132,6)	104,1	—	—	(28,5)	—	(28,5)	6,8	(21,7)
Rachats aux fins d'annulation (note 16)	(529,6)	—	—	(528,5)	—	(1 058,1)	—	(1 058,1)	—	(1 058,1)
Dividendes sur les actions ordinaires (note 16)	—	—	—	(272,1)	—	(272,1)	—	(272,1)	(155,4)	(427,5)
Dividendes sur les actions privilégiées (note 16)	—	—	—	(44,5)	—	(44,5)	—	(44,5)	—	(44,5)
Acquisitions de filiales (note 23)	—	—	—	—	—	—	—	—	7,5	7,5
Déconsolidation de filiales (note 23)	—	—	—	—	—	—	—	—	(15,4)	(15,4)
Autres variations nettes des capitaux permanents (note 16 et note 23)	—	—	208,4	323,7	20,8	552,9	—	552,9	1 226,9	1 779,8
Solde au 31 décembre 2021	6 182,4	(808,1)	504,8	9 972,2	(801,7)	15 049,6	1 335,5	16 385,1	4 930,2	21 315,3
Solde au 1^{er} janvier 2020	6 797,2	(661,1)	239,0	7 379,2	(711,7)	13 042,6	1 335,5	14 378,1	3 529,1	17 907,2
Résultat net de l'exercice	—	—	—	218,4	—	218,4	—	218,4	(181,0)	37,4
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt sur le résultat :										
Pertes de change latentes nettes sur les établissements à l'étranger	—	—	—	—	(117,2)	(117,2)	—	(117,2)	(22,5)	(139,7)
Pertes sur couverture de l'investissement net dans des filiales canadiennes	—	—	—	—	(38,0)	(38,0)	—	(38,0)	—	(38,0)
Pertes sur couverture de l'investissement net dans des établissements européens	—	—	—	—	(75,8)	(75,8)	—	(75,8)	—	(75,8)
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées, exclusion faite des pertes nettes sur les régimes à prestations définies	—	—	—	—	43,6	43,6	—	43,6	28,6	72,2
Pertes de change latentes nettes sur les filiales à l'étranger reclassées en résultat net	—	—	—	—	114,4	114,4	—	114,4	—	114,4
Pertes de change latentes nettes sur les entreprises associées reclassées en résultat net	—	—	—	—	69,5	69,5	—	69,5	—	69,5
Pertes nettes sur les régimes à prestations définies	—	—	—	—	(66,0)	(66,0)	—	(66,0)	(1,5)	(67,5)
Quote-part des pertes nettes sur les régimes à prestations définies des entreprises associées	—	—	—	—	(45,9)	(45,9)	—	(45,9)	(5,2)	(51,1)
Émissions liées aux paiements fondés sur des actions	—	56,7	(66,5)	—	—	(9,8)	—	(9,8)	(2,2)	(12,0)
Achats et dotation aux amortissements liés aux paiements fondés sur des actions (note 16)	—	(137,9)	84,3	—	—	(53,6)	—	(53,6)	5,5	(48,1)
Rachats aux fins d'annulation (note 16)	(85,2)	—	—	(15,7)	—	(100,9)	—	(100,9)	—	(100,9)
Dividendes sur les actions ordinaires (note 16)	—	—	—	(275,7)	—	(275,7)	—	(275,7)	(165,6)	(441,3)
Dividendes sur les actions privilégiées (note 16)	—	—	—	(44,0)	—	(44,0)	—	(44,0)	—	(44,0)
Acquisitions de filiales (note 23)	—	—	—	—	—	—	—	—	92,9	92,9
Déconsolidation de filiales (note 23)	—	9,5	(10,9)	(53,2)	28,0	(26,6)	—	(26,6)	282,3	255,7
Autres variations nettes des capitaux permanents (note 16)	—	—	2,5	(116,5)	0,1	(113,9)	—	(113,9)	110,3	(3,6)
Solde au 31 décembre 2020	6 712,0	(732,8)	248,4	7 092,5	(799,0)	12 521,1	1 335,5	13 856,6	3 670,7	17 527,3

1) Comprend les actions à droit de vote multiple ayant une valeur comptable de 3,8 \$ au 1^{er} janvier 2020, aux 31 décembre 2020 et 2021.

Voir les notes annexes.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie
Exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

	Notes	2021 <i>(en millions de dollars américains)</i>	2020
Activités d'exploitation			
Résultat net		3 666,6	37,4
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	26	930,4	752,1
Amortissement de la prime (l'escompte) sur obligations, montant net		65,0	(11,5)
Amortissement des droits à paiements fondés sur des actions		104,1	84,3
Quote-part du résultat net des entreprises associées	6	(402,0)	112,8
Impôt sur le résultat différé, montant net	18	339,0	57,9
Profits nets sur placements	5, 23	(3 386,5)	(297,9)
Profit sur la vente et la consolidation de filiales d'assurance	23	(264,0)	(117,1)
Perte sur rachat d'emprunts	15	45,7	—
Augmentation nette de la juste valeur des immeubles de placement		(58,6)	(15,2)
(Achats) ventes de titres classés à la juste valeur par le biais du résultat net, montant net	27	2 614,4	(2 336,2)
Variation des actifs et passifs d'exploitation	27	2 986,9	1 873,2
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		<u>6 641,0</u>	<u>139,8</u>
Activités d'investissement			
Ventes de participations dans des entreprises associées	6	809,2	139,8
Achats de participations dans des entreprises associées	6	(175,4)	(29,8)
Achats d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, montant net		(353,9)	(273,3)
(Achats) ventes d'immeubles de placement, montant net		27,0	(7,8)
Achats de filiales, déduction faite de la trésorerie acquise	23	1 259,5	—
Produit tiré de la vente de filiales d'assurance, déduction faite de la trésorerie cédée	23	85,4	221,7
Produit tiré de la vente de filiales non liées au secteur de l'assurance, déduction faite de la trésorerie cédée	23	186,8	(97,4)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		<u>1 838,6</u>	<u>(46,8)</u>
Activités de financement			
Emprunts – société de portefeuille et sociétés d'assurance et de réassurance :	15		
Produit, déduction faite des frais d'émission		1 250,0	645,0
Remboursements		(932,9)	(0,3)
Prélèvements (remboursements) nets sur la facilité de crédit renouvelable de la société de portefeuille		(700,0)	700,0
Remboursements nets sur les autres facilités de crédit renouvelables		(84,3)	(10,0)
Emprunts – sociétés autres que des sociétés d'assurance :	15		
Produit, déduction faite des frais d'émission		499,1	107,8
Remboursements		(593,9)	(82,5)
Prélèvements (remboursements) nets sur les facilités de crédit renouvelables et les emprunts à court terme		(262,0)	60,5
Paiements de capital sur obligations locatives – société de portefeuille et sociétés d'assurance et de réassurance		(64,6)	(61,9)
Paiements de capital sur obligations locatives – sociétés autres que des sociétés d'assurance		(162,8)	(164,6)
Actions à droit de vote subalterne :	16		
Rachats d'actions à titre d'actions propres		(132,6)	(137,9)
Rachats aux fins d'annulation		(1 058,1)	(100,9)
Dividendes sur les actions ordinaires	16	(272,1)	(275,7)
Dividendes sur les actions privilégiées	16	(44,5)	(44,0)
Actions des filiales :			
Émissions à l'intention des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des frais d'émission	23	1 603,2	218,2
Achats de participations ne donnant pas le contrôle	23	(233,0)	(251,2)
Ventes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		174,8	—
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	16	(175,6)	(165,6)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		<u>(1 189,3)</u>	<u>436,9</u>
Augmentation de la trésorerie et des équivalents			
Trésorerie et équivalents à l'ouverture de l'exercice		7 290,3	529,9
Écarts de conversion		4 467,1	3 863,3
Trésorerie et équivalents à la clôture de l'exercice	27	<u>11 685,4</u>	<u>4 467,1</u>

Voir les notes annexes.

Table des matières des notes annexes

1. Activités	47
2. Mode de présentation	47
3. Principales méthodes comptables	47
4. Estimations comptables et jugements cruciaux	59
5. Trésorerie et placements	61
6. Participations dans des entreprises associées	68
7. Dérivés	71
8. Passifs au titre des contrats d'assurance	73
9. Réassurance	75
10. Créances et montants à payer découlant de contrats d'assurance	76
11. Frais d'acquisition de primes différés	76
12. Goodwill et immobilisations incorporelles	77
13. Autres actifs	78
14. Dettes d'exploitation et charges à payer	79
15. Emprunts	79
16. Total des capitaux propres	81
17. Résultat par action	84
18. Impôt sur le résultat	84
19. Obligations légales	87
20. Éventualités et engagements	87
21. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	88
22. Contrats de location	89
23. Acquisitions et dessaisissements	90
24. Gestion des risques financiers	92
25. Informations sectorielles	107
26. Charges	112
27. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	112
28. Opérations entre parties liées	113
29. Filiales	115

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en dollars américains et en millions de dollars, sauf les montants par action et sauf indication contraire)

1. Activités

Fairfax Financial Holdings Limited (la « société » ou « Fairfax ») est une société de portefeuille qui, par l'entremise de ses filiales, exerce essentiellement ses activités dans les secteurs de l'assurance et la réassurance de dommages et la gestion de placements connexe. La société de portefeuille est constituée en vertu d'une loi fédérale et domiciliée en Ontario, au Canada.

2. Mode de présentation

Les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des immeubles de placement ainsi que des actifs financiers et passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, qui ont été évalués à la juste valeur, et d'une participation dans une entreprise associée détenue en vue de la vente, qui a été évaluée à la plus faible des deux valeurs suivantes : la valeur comptable ou la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

Les états consolidés de la situation financière de la société ne sont pas ordonnés. Les actifs que la société s'attend à réaliser et les passifs qu'elle s'attend à régler dans le cycle d'exploitation normal de la société, qui est de un an, sont considérés comme courants, y compris les soldes suivants : trésorerie, placements à court terme, créances découlant des contrats d'assurance, participation dans une entreprise associée détenue en vue de la vente, frais d'acquisition de primes différés, obligations au titre de dérivés et montants à payer découlant de contrats d'assurance. Les soldes suivants sont généralement considérés comme non courants : actifs d'impôt différé, goodwill et immobilisations incorporelles ainsi que passifs d'impôt différé. Tous les autres soldes sont généralement composés de parties courante et non courante.

La société de portefeuille dispose d'importantes liquidités qui ne sont généralement pas restreintes par les autorités de réglementation du secteur des assurances. Les filiales qui sont des sociétés d'assurance et de réassurance sont souvent assujetties à un grand nombre de lois et de règlements sur l'assurance et sur d'autres domaines, qui varient d'une collectivité territoriale à l'autre et qui visent à protéger les titulaires de police plutôt que les investisseurs. Ces lois et règlements peuvent limiter la capacité des sociétés d'assurance et de réassurance à verser des dividendes ou des distributions à leurs sociétés mères. Une distinction est donc faite dans l'état consolidé de la situation financière et dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de la société entre la trésorerie et les placements de la société de portefeuille et des sociétés d'assurance et de réassurance, afin de fournir des informations supplémentaires sur la liquidité, le levier financier et la structure du capital de la société.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés en vue de leur publication, le 4 mars 2022, par le conseil d'administration de la société.

3. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées pour la présentation de ces états financiers consolidés et les méthodes de calcul ont été appliquées uniformément pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire, et sont indiquées ci-dessous.

Consolidation

Filiales – Les états financiers consolidés de la société comprennent les actifs, les passifs, les capitaux propres, les produits, les charges et les flux de trésorerie de la société de portefeuille et de ses filiales. Une filiale est une entité que la société contrôle. La société contrôle une entité lorsqu'elle détient le pouvoir sur celle-ci, qu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements qu'elle obtient du fait de ces liens. L'évaluation d'un contrôle repose sur la substance de la relation entre la société et l'entité, et tient compte des droits de vote existants et, le cas échéant, des droits de vote potentiels actuellement exerçables et convertibles. Les résultats d'exploitation des filiales acquises sont intégrés dans les états financiers consolidés à compter de la date à laquelle le contrôle est acquis (habituellement la date d'acquisition), et les résultats d'exploitation des filiales cédées sont inclus jusqu'à la date à laquelle le contrôle a pris fin. Toute différence entre la juste valeur de la contrepartie reçue et la valeur comptable de la filiale cédée est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net, et les profits (pertes) de change de cette filiale qui étaient comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans l'état consolidé du résultat net.

Les états financiers consolidés ont été établis aux 31 décembre 2021 et 2020 sur le fondement des états financiers individuels des sociétés de portefeuille et des filiales à ces dates. Les méthodes comptables des filiales ont été harmonisées au besoin avec celles de la société. Les filiales en exploitation importantes de la société sont indiquées à la note 29.

Participations ne donnant pas le contrôle – Après la comptabilisation initiale dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle est ajustée pour tenir compte de la quote-part des variations du résultat net et du capital de la filiale. Les effets des transactions avec des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisés dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires lorsque les transactions ne donnent pas lieu à un changement de contrôle.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, d'après laquelle la contrepartie transférée est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition. La contrepartie peut comprendre toute trésorerie versée et la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs transférés, des passifs repris et des titres de capitaux propres émis par la société ou ses filiales. Les coûts liés à l'acquisition et directement attribuables à celle-ci sont comptabilisés, au fur et à mesure qu'ils sont engagés, dans les charges d'exploitation ou dans les autres charges, dans l'état consolidé du résultat net. À la date d'acquisition, la société comptabilise les actifs identifiables acquis, les passifs pris en charge et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise. Les actifs identifiables acquis et les passifs pris en charge sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Pour chaque regroupement d'entreprises, la société évalue si la participation ne donnant pas le contrôle doit être comptabilisée initialement à la juste valeur ou en tant que quote-part des actifs nets identifiables de la filiale acquise. Si la contrepartie transférée est inférieure à la juste valeur des actifs nets identifiables acquis, l'excédent est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net.

Une participation existante dans une filiale acquise est réévaluée à la juste valeur à la date du regroupement d'entreprises, et tout profit ou perte en résultant est comptabilisé dans les profits (pertes) nets sur placements dans l'état consolidé du résultat net.

Goodwill et immobilisations incorporelles

Goodwill – Le goodwill est comptabilisé comme étant l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis lors d'un regroupement d'entreprises, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie qui devraient bénéficier de l'acquisition. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation une fois l'an ou plus fréquemment s'il existe des indices de dépréciation, en comparant la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie, et le goodwill qui lui a été attribué, avec sa valeur recouvrable, une perte de valeur du goodwill correspondant à l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée dans les charges d'exploitation ou dans les autres charges, à l'état consolidé du résultat net. Le goodwill est décomptabilisé à la sortie d'une unité génératrice de trésorerie à laquelle il avait été affecté.

Immobilisations incorporelles – Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les relations clients et les relations courtiers, les marques, les droits de participation de Lloyd's, les logiciels (y compris les systèmes d'entreprises) et d'autres actifs non monétaires identifiables acquis sans substance physique.

Les immobilisations incorporelles sont initialement comptabilisées au coût ou à la juste valeur lorsqu'elles sont acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont évaluées ultérieurement au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, l'amortissement étant calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimative, et la valeur comptable est réévaluée lorsqu'il y a des indices de dépréciation. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortissables et elles sont soumises à un test de dépréciation une fois l'an, ou plus fréquemment s'il existe des indices de dépréciation. Lorsque la valeur comptable d'une immobilisation incorporelle dépasse sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée dans les charges d'exploitation ou dans les autres charges à l'état consolidé du résultat net.

Les durées d'utilité estimatives des immobilisations incorporelles de la société s'établissent comme suit :

Relations clients et relations courtiers	De 8 à 20 ans
Marques et droits de participation de Lloyd's	Indéterminée
Logiciels	De 3 à 15 ans

Les marques et les droits de participation de Lloyd's sont considérés comme ayant une durée d'utilité indéterminée en raison de leur notoriété, de leur historique et de leur usage futur attendu.

Participations dans des entreprises associées

Les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et se composent des participations dans des sociétés par actions, des sociétés en commandite et des fiducies sur lesquelles la société a la capacité d'exercer une influence notable, mais pas le contrôle. Une participation dans une entreprise associée est comptabilisée initialement au coût et ajustée par la suite pour rendre compte des variations, survenant après l'acquisition, de la quote-part de l'actif net de l'entreprise associée revenant à la société. La quote-part du résultat net et des autres éléments du résultat global des entreprises associées revenant à la société est présentée respectivement aux postes correspondants de l'état consolidé du résultat net et de l'état consolidé du résultat global. Une participation existante dans une entreprise associée acquise est réévaluée à la juste valeur à la date à laquelle l'influence notable est obtenue et incluse dans la valeur comptable de l'entreprise associée.

La juste valeur des entreprises associées est estimée à chaque date de clôture au moyen de techniques d'évaluation qui sont conformes à celles appliquées aux autres placements de la société dans des instruments de capitaux propres. Pour un supplément d'information, se reporter à la sous-rubrique « Détermination de la juste valeur » de la rubrique « Placements » dans la présente note. S'il y a une preuve objective de l'existence d'une dépréciation, la valeur comptable de l'entreprise associée est ramenée à sa valeur recouvrable, qui est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'entreprise associée et la valeur d'utilité. La perte de valeur latente est comptabilisée dans la quote-part du résultat net des entreprises associées, dans l'état consolidé du résultat net. Une perte de valeur est reprise dans les périodes ultérieures si les circonstances qui ont mené à la dépréciation n'existent plus. La reprise se limite au montant nécessaire pour ramener la valeur comptable à celle qui aurait été obtenue si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée dans les périodes antérieures.

Lors de la perte d'une influence notable, toute participation conservée qui a été classée comme un actif financier est réévaluée à la juste valeur, et tous les montants auparavant comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés à l'état consolidé du résultat net, sauf ceux liés aux régimes de retraite à prestations définies et aux régimes d'avantages complémentaires de retraite, lesquels sont reclassés dans les résultats non distribués. Les profits ou les pertes sur la perte d'influence notable ou sur la cession d'une entreprise associée sont comptabilisés dans les profits (pertes) nets sur placements, à l'état consolidé du résultat net.

Participations dans des coentreprises

Les participations dans des coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (décrite dans les paragraphes précédents) et se composent des participations dans des sociétés par actions et des sociétés en commandite sur lesquelles la société exerce, avec un ou plusieurs tiers, un contrôle conjoint convenu par contrat. Le contrôle conjoint exige, de la part de toutes les parties partageant le contrôle, un consentement unanime dans la prise de décisions concernant les activités pertinentes de la coentreprise. Lorsqu'une filiale qui constitue une entreprise intervient dans une coentreprise, tout profit ou perte sur la décomptabilisation de la filiale, y compris le reclassement de montants applicables en cumul des autres éléments du résultat global et la réévaluation de la juste valeur d'un intérêt dans la filiale, est comptabilisé à l'état consolidé du résultat net. Lors de la perte d'un contrôle conjoint, toute participation conservée qui a été classée comme un actif financier est réévaluée à la juste valeur, et tous les montants auparavant comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés à l'état consolidé du résultat net, sauf ceux liés aux régimes de retraite à prestations définies et aux régimes d'avantages complémentaires de retraite, lesquels sont reclassés dans les résultats non distribués. Les profits ou les pertes sur la perte d'un contrôle conjoint ou sur la cession d'une coentreprise sont comptabilisés dans les profits (pertes) nets sur placements, à l'état consolidé du résultat net. Dans les présents états financiers consolidés, les participations dans des coentreprises et les activités connexes sont présentées dans les participations dans des entreprises associées.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Le tableau consolidé des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte, où les flux de trésorerie sont classés selon qu'ils relèvent des activités d'exploitation, d'investissement ou de financement.

Trésorerie et équivalents – La trésorerie et les équivalents sont constitués de l'encaisse, des dépôts bancaires à vue et d'autres placements à court terme très liquides de la société de portefeuille, des filiales ainsi que de Fairfax India, dont l'échéance est d'au plus trois mois à l'achat. Ils ne comprennent pas la trésorerie et les placements à court terme très liquides qui sont soumis à restrictions.

Placements

Les placements comprennent la trésorerie et les équivalents, les placements à court terme, les obligations, les instruments de capitaux propres, les participations dans des entreprises associées, les actifs dérivés, les autres actifs investis (essentiellement des immeubles de placement) et les obligations au titre de dérivés. La direction détermine le classement approprié des placements à la date de leur acquisition.

Classement – Les placements à court terme, les obligations, les actions privilégiées, les actions ordinaires et les dérivés sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net. La société gère ces placements sur la base de la juste valeur, en utilisant les informations en juste valeur pour évaluer le rendement des placements et pour prendre la décision d'y investir. La société a choisi de ne pas désigner irrévocablement ses actions ordinaires ou ses actions privilégiées comme étant évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La société classe ses placements à court terme et ses obligations selon le modèle économique qu'elle suit pour la gestion des actifs financiers et selon les caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Bien que les flux de trésorerie contractuels de certains placements à court terme et obligations de la société correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts, ces placements ne sont détenus ni dans le but d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ni dans le but à la fois d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et de les vendre. La perception de flux de trésorerie contractuels est accessoire à l'atteinte du modèle économique de la société visant à maximiser le rendement des placements sur la base de la juste valeur.

Comptabilisation et évaluation – La société comptabilise les achats et les ventes de placements à la date de transaction, soit la date à laquelle la société s'engage à acheter ou à vendre le placement en question. Les transactions non réglées sont inscrites à l'état consolidé de la situation financière dans les autres actifs ou dans les dettes d'exploitation et charges à payer. Les placements classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés initialement à la juste valeur, les coûts de transaction étant comptabilisés dans les charges de placement (composante des intérêts et dividendes) à l'état consolidé du résultat net.

Après la comptabilisation initiale, les placements classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant présentées à l'état consolidé du résultat net en tant que produits qui sont composés des intérêts et dividendes ainsi que des profits (pertes) nets sur placements. Les intérêts et dividendes représentent les produits d'intérêts sur les placements à court terme et les obligations, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ainsi que les dividendes reçus sur les placements en actions ordinaires et en actions privilégiées, déduction faite des charges de placement. Toutes les autres variations de la juste valeur sont présentées dans les profits (pertes) nets sur placements à l'état consolidé du résultat net. En ce qui concerne les placements à court terme et les obligations, la somme des produits d'intérêts et des profits (pertes) nets sur placements correspond à la variation totale de leur juste valeur pour la période de présentation de l'information financière.

En ce qui concerne les placements classés à la juste valeur par le biais du résultat net, la société ventile les profits (pertes) nets sur placements entre les composantes réalisées et latentes, comme il est indiqué à la note 5. Lorsqu'un instrument financier demeure détenu par la société à la fin de la période de présentation de l'information financière, les variations de la juste valeur de cet instrument au cours de cette période, sauf les variations comptabilisées au titre des intérêts et dividendes, sont présentées

au poste de la variation nette des profits (pertes) latents. Lors d'une cession ou par suite d'un changement de méthode de comptabilisation de l'instrument financier en question, le profit (perte) net depuis la création de l'instrument, sauf les variations comptabilisées au titre des intérêts et dividendes, est présenté au poste des profits (pertes) réalisés nets. Le profit (perte) net latent cumulé sur cet instrument financier, qui avait été comptabilisé pour les périodes antérieures, fait l'objet d'une reprise dans la variation nette des profits (pertes) latents. La somme du profit net (de la perte nette) à ce jour depuis la création et du montant repris cumulé au titre des profits (pertes) latents nets est égale au profit (à la perte) net sur placements au titre de cet instrument financier pour la période considérée et est présentée à l'état consolidé du résultat net.

Les intérêts et les dividendes ainsi que les profits (pertes) nets sur placements sont comptabilisés à titre d'activités d'exploitation dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Décomptabilisation – Un placement est décomptabilisé lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie provenant du placement sont arrivés à expiration ou ont été cédés et que la société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à sa propriété.

Placements à court terme – Titres de créance très liquides qui viennent à échéance entre 3 et 12 mois après la date de l'achat et qui sont classés à titre de placements à court terme.

Obligations – Les titres de créance qui viennent à échéance plus de 12 mois après la date de l'achat ou les titres de créance illiquides qui viennent à échéance au plus 12 mois après la date de l'achat sont classés à titre d'obligations.

Dérivés – Les dérivés peuvent comprendre les swaps de taux d'intérêt, les swaps sur défaillance, les swaps de devises et les swaps sur rendement total, les contrats à terme, les contrats à livrer, les bons de souscription, les dérivés liés à l'indice des prix à la consommation (liés à l'IPC) ainsi que les options, la valeur desquels découle principalement des variations des taux d'intérêt, des cours de change, des notations de crédit, des prix des marchandises, des indices d'inflation ou des instruments de capitaux propres. Un contrat dérivé peut être négocié en bourse ou sur un marché hors cote. Les dérivés négociés en bourse sont standardisés; il peut s'agir de contrats à terme ainsi que de certains bons de souscription et options. Les dérivés hors cote sont négociés individuellement par les parties en cause; il peut s'agir de contrats à livrer, de dérivés liés à l'IPC et de swaps sur rendement total de la société.

La société utilise des dérivés principalement aux fins de placement et pour atténuer les risques financiers découlant des titres qu'elle détient et des montants de réassurance à recouvrer; elle surveille également l'efficacité des dérivés relativement à l'atteinte de ses objectifs de gestion des risques, lorsqu'il y a lieu.

La juste valeur des dérivés en situation de profit est présentée, à l'état consolidé de la situation financière, au poste « Trésorerie et placements de la société de portefeuille » et au poste « Dérivés et autres actifs investis » sous la rubrique « Placements de portefeuille ».

La juste valeur des dérivés en situation de perte est présentée au poste « Obligations au titre de dérivés », à l'état consolidé de la situation financière. La prime initiale versée pour un contrat dérivé, s'il en est, est comptabilisée comme un actif dérivé et ajustée par la suite en fonction des variations de la juste valeur du contrat à chaque date de clôture. Les variations de la juste valeur des dérivés sont comptabilisées au poste « Profits (pertes) nets sur placements », à l'état consolidé du résultat net.

La trésorerie reçue de contreparties à titre de garantie pour des contrats dérivés est comptabilisée dans la trésorerie et les placements de la société de portefeuille ou dans la trésorerie et les placements à court terme des filiales, et un passif du même montant est comptabilisé dans les dettes d'exploitation et charges à payer dans l'état consolidé de la situation financière. Les titres donnés en garantie à des contreparties ne sont pas inscrits en tant qu'actifs.

La trésorerie et les titres donnés en garantie à des contreparties pour des contrats dérivés sont toujours inscrits en tant qu'actif au poste « Trésorerie et placements de la société de portefeuille », à l'état consolidé de la situation financière, ou en tant qu'actifs donnés en garantie d'obligations au titre de dérivés, sous la rubrique « Placements de portefeuille ». La partie de la garantie liée aux variations de la juste valeur des contrats dérivés peut être redonnée en garantie par les contreparties détenant la garantie.

Détermination de la juste valeur – La juste valeur de la quasi-totalité des instruments financiers de la société est évaluée selon une approche marché ou selon une approche bénéfices. Il peut être nécessaire de poser des jugements importants pour interpréter les données du marché servant à établir la juste valeur estimée. Par conséquent, les valeurs réelles réalisées dans le cadre de transactions de marché futures pourraient différer des estimations présentées dans les présents états financiers consolidés. Le recours à des hypothèses de marché ou à des méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir une grande incidence sur la juste valeur estimée. Les justes valeurs des instruments financiers se fondent sur les cours acheteur pour les actifs financiers et les cours vendeur pour les passifs financiers. La société classe ses évaluations de la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux, conformément aux IFRS, laquelle est décrite ci-dessous :

Niveau 1 – Les données d'entrée sont des cours non ajustés sur des marchés actifs pour des instruments identiques. La juste valeur de la majorité des actions ordinaires de la société, des options d'achats d'actions et de certains bons de souscription est fondée sur des cours sur des marchés actifs.

Niveau 2 – Les données d'entrée sont des données observables directement ou indirectement (autres que les données d'entrée de niveau 1), comme les cours sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires, les cours sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments financiers identiques ou similaires, et les données d'entrée autres que les cours du marché, qui sont des données de marché observables. La juste valeur de la vaste majorité des placements de la société dans des obligations est établie d'après les informations fournies par des fournisseurs indépendants de services d'évaluation des prix, tandis que celle d'une grande partie du reste ainsi que des contrats dérivés (notamment des swaps sur rendement total, des contrats à terme sur obligations du Trésor américain et certains bons de souscription) est établie essentiellement à l'aide de cours fournis par des tiers courtiers ou contrepartistes, préparés à partir de données de niveau 2.

Lorsque ces cours sont utilisés, un cours est habituellement fourni par une maison de courtage de valeurs qui possède des compétences spécialisées dans l'instrument visé. Les actions privilégiées sont évaluées à la fois par des fournisseurs indépendants de services d'évaluation des prix et au moyen de modèles d'évaluation interne qui reposent directement ou indirectement sur des données de marché observables.

La juste valeur des placements dans certaines sociétés en commandite classés comme des actions ordinaires, à l'état consolidé de la situation financière, repose sur la valeur de l'actif net fournie par le commandité, ajustée pour tenir compte de la liquidité, au besoin. Elle est classée dans le niveau 2 lorsque les placements peuvent être liquidés ou rachetés dans un délai d'au plus trois mois après remise d'un avis au commandité. Tous les autres placements dans des sociétés en commandite sont classés dans le niveau 3.

Niveau 3 – Les données d'entrée sont des données non observables que la direction utilise pour élaborer des hypothèses pour lesquelles des données de marché sont limitées ou non disponibles à la date d'évaluation. Dans certains cas, notamment celui des actions privilégiées de sociétés à capital fermé, la direction utilise certaines transactions de marché récentes qui sont corroborées par des modèles d'actualisation des flux de trésorerie reconnus dans le secteur qui intègrent une ou plusieurs données non observables.

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont considérés comme ayant été effectués à l'ouverture de l'exercice au cours duquel le transfert a été établi.

Les méthodes d'évaluation utilisées par les fournisseurs indépendants de services d'évaluation des prix et les tiers courtiers ou contrepartistes comprennent l'utilisation de cours pour des instruments similaires lorsqu'il existe des cours observables, l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les modèles d'établissement des prix des options et d'autres méthodes d'évaluation généralement utilisées par les intervenants sur le marché. La société évalue la vraisemblance des prix obtenus de tiers en comparant les justes valeurs établies au moyen des prix de transactions récentes pour des actifs similaires, lorsque ces transactions sont disponibles, avec celles déterminées à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie reconnus dans le secteur (qui intègrent des estimations relatives au montant et à l'échelonnement des flux de trésorerie futurs ainsi que des données d'entrée observables, comme les écarts de crédit et les taux d'actualisation) et avec celles obtenues au moyen des modèles d'évaluation du prix des options (qui intègrent des données d'entrée observables telles que le cours, la volatilité, le rendement de dividende du titre sous-jacent et le taux d'intérêt sans risque).

L'évaluation du portefeuille de placement de la société est faite par du personnel spécialisé. Les instruments financiers dont le prix est établi à l'interne font l'objet d'une évaluation détaillée, alors que ceux dont le prix est fixé par des fournisseurs indépendants de services d'évaluation des prix et des tiers courtiers ou contrepartistes sont évalués par la société afin d'en vérifier le caractère vraisemblable. Le chef de la direction financière de la société supervise la fonction d'évaluation et procède à un examen périodique des procédés et des résultats de l'évaluation, notamment chaque trimestre. Les questions importantes au titre de l'évaluation, en particulier celles qui exigent un jugement exhaustif, sont communiquées au comité d'audit de la société.

Écarts de conversion

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation – Les états financiers consolidés sont présentés en dollars américains, à savoir la monnaie fonctionnelle de la société de portefeuille et la monnaie de présentation du groupe consolidé.

Transactions libellées en monnaies étrangères – Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de la société de portefeuille et de ses filiales aux cours de change en vigueur à la date des transactions. Les écarts de change découlant du règlement de ces transactions et de la conversion, aux cours de change de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net. Les éléments non monétaires comptabilisés au coût sont convertis au cours de change à la date de la transaction. Les éléments non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis au taux de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été établie.

Conversion des filiales à l'étranger – La monnaie fonctionnelle de certaines filiales de la société (principalement au Canada, en Europe, en Inde et dans d'autres régions de l'Asie) diffère de la monnaie de présentation du groupe consolidé, qui est le dollar américain. Les actifs et les passifs de ces filiales à l'étranger (y compris le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de leur acquisition, le cas échéant) sont convertis, dans le cadre de la consolidation, aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de la période. Les écarts latents nets résultant de la conversion sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global et reclassés dans l'état consolidé du résultat net lors de la perte du contrôle sur une filiale à l'étranger.

Couverture

Dès le commencement d'une opération de couverture, la société consigne le lien économique qui existe entre les éléments couverts et les instruments de couverture, ainsi que son objectif en matière de gestion des risques et sa stratégie de couverture.

Couverture d'un investissement net – La société a désigné le capital de ses emprunts libellés en dollars canadiens comme couverture de son investissement net dans ses filiales canadiennes dont la monnaie fonctionnelle est le dollar canadien, et elle a désigné le capital de ses emprunts libellés en euros comme couverture de son investissement net dans ses établissements européens qui ont l'euro comme monnaie fonctionnelle. Les profits ou pertes latents liés à la partie efficace de la couverture sont initialement comptabilisés en autres éléments du résultat global et reclassés, du cumul des autres éléments du résultat global vers l'état consolidé du résultat net, lorsqu'une participation dans une filiale à l'étranger ou dans une entreprise associée couverte est cédée. Les profits et les pertes rattachés à la partie inefficace de la couverture sont comptabilisés dans les profits (pertes) nets sur placements, dans l'état consolidé du résultat net.

Résultat global

Le résultat global comprend le résultat net et les autres éléments du résultat global. Il englobe l'ensemble des variations du total des capitaux propres survenues pour la période de présentation de l'information financière à l'exclusion de celles qui résultent des apports des propriétaires et des distributions à ces derniers. Les écarts de conversion latents découlant des filiales et des entreprises associées et la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments de couverture des investissements nets dans des filiales à l'étranger sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient reclassés à l'état consolidé du résultat net lorsqu'une participation dans une filiale à l'étranger ou dans une entreprise associée est cédée. Les écarts actuariels et les variations des montants de limitation de l'actif afférents aux régimes de retraite à prestations définies et aux régimes d'avantages complémentaires de retraite sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global sans reclassement en résultat net. À la suite de la liquidation du régime à prestations définies ou de la cession de l'entreprise associée ou de la filiale connexe, ces montants sont reclassés directement dans les résultats non distribués. Le cumul des autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur le résultat) figure à l'état consolidé de la situation financière comme composante des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Contrat d'assurance de dommages

Les contrats d'assurance sont des contrats comportant un risque d'assurance significatif au moment de la passation du contrat. Il y a risque d'assurance lorsque la société convient d'indemniser un titulaire de police si un événement futur incertain défini a un effet défavorable pour le titulaire de la police. Le risque d'assurance s'entend de la possibilité d'avoir à payer (y compris la variabilité du moment du paiement) un montant significativement plus élevé si l'événement assuré survient que s'il ne survient pas. Les contrats qui ne répondent pas à la définition de contrat d'assurance énoncée dans les IFRS sont classés comme contrats d'investissement, contrats dérivés ou contrats de service, selon le cas.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires – Les primes émises sont différées à titre de primes non acquises et comptabilisées à titre de primes acquises, déduction faite des primes cédées, sur la durée de couverture des polices sous-jacentes conformément au niveau de protection fourni. Certaines primes de réassurance sont estimées contrat par contrat, en fonction des profils et des résultats techniques des sociétés cédantes, pour lesquelles les rapports n'ont pas à être fournis avant la date de clôture. Le coût de réassurance achetée par la société (primes cédées) est compris dans les montants à recouvrer des réassureurs et amorti sur la durée du contrat en proportion du montant de garantie fourni. Les primes non acquises représentent la portion des primes émises se rapportant aux périodes de couverture d'assurance et de réassurance postérieures à la date de clôture. Les pertes de valeur des primes d'assurance à recevoir sont comprises dans les charges d'exploitation, dans l'état consolidé du résultat net.

Frais d'acquisition de primes différés – Certains frais d'acquisition de contrats d'assurance, notamment les commissions des courtiers et les taxes sur les primes, sont différés et passés en charges à mesure que les primes connexes sont acquises. Le montant des frais d'acquisition de primes différés est limité à leur valeur de réalisation estimative, en fonction des primes non acquises connexes, et tient compte des sinistres et frais de règlement de sinistres prévus ainsi que du montant estimatif des coûts restants de gestion du contrat, qui est établi selon les résultats passés. La recouvrabilité ultime des frais d'acquisition de primes différés est déterminée sans égard aux produits de placement. Les commissions des courtiers sont incluses dans le montant net des commissions figurant à l'état consolidé du résultat net. Les taxes sur les primes et les pertes de valeur sur frais d'acquisition de primes différés sont comprises dans les charges d'exploitation, dans l'état consolidé du résultat net.

Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres – Selon les lois et règlements sur l'assurance ainsi que les méthodes actuarielles généralement reconnues du Canada, la société est tenue de constituer des provisions pour le paiement des sinistres et des frais de règlement de sinistres découlant de ses produits d'assurance et de réassurance de dommages et de ses activités de liquidation de sinistres. Ces provisions sont fondées sur des hypothèses qui représentent les estimations les plus probables des résultats possibles de l'évaluation du coût définitif attendu pour régler les sinistres non payés survenus au plus tard à la date de clôture. La société constitue ses provisions par gamme de produits, en fonction du type et de l'étendue de la couverture, et selon l'année de survenance. Les provisions pour sinistres se classent dans deux catégories : les provisions pour sinistres déclarés (provisions calculées dossier par dossier) et les provisions pour sinistres subis et non déclarés (« SSND »). Ces provisions incluent des montants relativement aux frais de règlement de sinistres, notamment les frais juridiques et autres frais prévus pour finaliser le règlement des sinistres. Les sinistres et les frais de règlement de sinistres, montant brut, sont passés en charges dans les sinistres, à l'état consolidé du résultat net.

Les provisions de la société pour sinistres déclarés et frais de règlement de sinistres sont fondées sur des estimations des paiements futurs à effectuer pour régler les sinistres déclarés d'assurance et de réassurance de dommages et les sinistres provenant de ses activités de liquidation de sinistres. Les estimations des provisions calculées dossier par dossier sont fondées sur les faits disponibles au moment où les provisions sont constituées et, dans le cas de la réassurance, sur les rapports et les estimations des provisions individuelles calculées dossier par dossier reçus des sociétés cédantes. La société constitue ces provisions sans actualisation afin de comptabiliser les coûts estimatifs à engager pour assurer le règlement définitif des sinistres non réglés, compte tenu de l'inflation ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur le montant des provisions nécessaires, dont certains sont subjectifs et certains sont tributaires d'événements futurs. Pour déterminer le montant des provisions, la société tient compte des tendances et du profil historiques des événements de sinistres, des niveaux en cours de sinistres non payés et des types de couvertures. En outre, les décisions des tribunaux, la conjoncture économique et l'attitude du public peuvent influencer sur le montant définitif du règlement et, par conséquent, sur l'estimation des provisions par la société. Entre la date de déclaration et la date de règlement d'un sinistre, les circonstances peuvent changer, ce qui pourrait donner lieu à des modifications des provisions constituées. Des éléments tels que les modifications apportées aux lois et aux interprétations de la jurisprudence pertinente, le résultat de procès, l'évolution des frais médicaux, ainsi que l'évolution du prix des matières et des taux de main-d'œuvre pour la réparation des voitures et des immeubles peuvent avoir une incidence significative sur les coûts de règlement définitifs. Par conséquent, la société examine et réévalue régulièrement les provisions calculées dossier par

dossier. Tout ajustement consécutif est comptabilisé, dans l'état consolidé du résultat net de la période considérée, au poste « Sinistres, montant brut » ou au poste « Sinistres cédés aux réassureurs », selon le cas. Les montants définitifs payés pour les sinistres et les frais de règlement de sinistres peuvent différer significativement des montants des provisions initialement ou actuellement constituées.

La société constitue également des provisions pour les SSND sans actualisation afin de comptabiliser le coût estimatif des sinistres pour des événements qui sont déjà survenus, mais qui n'ont pas encore été déclarés en vue d'un règlement définitif. La société s'appuie sur des renseignements historiques et des modèles statistiques basés sur la gamme de produits ainsi que sur le type et l'ampleur de la couverture, de même que sur les tendances, la gravité et la fréquence des sinistres déclarés, les variations de l'exposition et d'autres facteurs pour estimer ses provisions pour SSND. La société révisé ses estimations à mesure que des renseignements supplémentaires deviennent disponibles et que les sinistres sont réglés et déclarés.

Techniques d'estimation – Les provisions pour sinistres et frais de règlement de sinistres et les provisions pour primes non acquises sont déterminées sur la base de la sinistralité antérieure, de la connaissance des événements, des modalités des polices pertinentes et de l'interprétation des circonstances. L'expérience acquise dans des dossiers similaires et les tendances historiques en matière de règlement des sinistres sont particulièrement pertinentes. L'approche comprend également la prise en compte de l'évolution des tendances en matière de règlement des sinistres, l'importance potentielle à long terme des événements d'envergure, le niveau des sinistres non payés, les changements législatifs, les décisions judiciaires et la conjoncture économique et politique.

Lorsque cela est possible, la société applique plusieurs méthodes de projection actuarielle généralement reconnues pour estimer les provisions requises, car cette façon de faire approfondit la compréhension des tendances inhérentes aux données projetées. Ces méthodes reposent sur les éléments suivants : l'évolution des sinistres réglés antérieurement, au titre de laquelle les paiements à ce jour sont extrapolés pour chaque exercice antérieur; les estimations fondées sur une projection du nombre de sinistres et du coût moyen; l'évolution des sinistres déclarés, au titre de laquelle les sinistres déclarés à ce jour pour chaque année sont extrapolés en fonction de l'évolution observée pour les exercices antérieurs; les ratios sinistres-primes attendus. En outre, la société a recours à d'autres techniques, comme les méthodes globales d'étalonnage pour les catégories spécialisées d'affaires. Pour sélectionner la meilleure estimation, la société prend en compte l'adéquation des méthodes aux circonstances particulières du secteur d'affaires, de la sinistralité et de l'année de souscription.

Les sinistres d'envergure qui influent sur chaque secteur d'affaires important sont généralement évalués séparément, et sont soit évalués à la valeur nominale des estimations des experts en sinistres, soit projetés séparément pour permettre l'évolution future des sinistres d'envergure.

Les provisions pour sinistres et frais de règlement de sinistres sont calculées compte non tenu de tout recouvrement de réassurance. Une estimation distincte est effectuée pour les montants qui seront recouvrables auprès des réassureurs sur la base du montant brut des provisions, après examen de la recouvrabilité.

Les provisions pour sinistres et frais de règlement de sinistres sont soumises à un examen par les actuaires des filiales au niveau des filiales, et au niveau de la société dans son ensemble par l'actuaire en chef. En outre, en ce qui concerne les catégories majeures pour lesquelles les risques et incertitudes inhérents aux provisions sont les plus importants, des examens détaillés ad hoc sont effectués par des actuaires internes et externes qui sont en mesure de mettre à contribution leur expertise spécialisée et leurs grandes connaissances des tendances sectorielles actuelles en matière d'évolution des sinistres. Les résultats de ces examens sont pris en compte pour établir les niveaux appropriés de provisions pour sinistres et frais de règlement de sinistres et les risques en cours.

Contrats d'assurance vie

La société, par l'intermédiaire d'Eurolife (qui a été consolidée le 14 juillet 2021, comme il est indiqué à la note 23), souscrit des produits individuels ou collectifs d'assurance vie, d'assurance invalidité, d'assurance contre les accidents, d'assurance maladie et d'assurance contre les maladies graves, en plus d'offrir des produits de placement liés à l'assurance et aux rentes viagères. Les primes liées à la plupart des contrats d'assurance vie sont généralement comptabilisées dans les produits des activités ordinaires lorsqu'elles sont exigibles. La provision pour indemnités d'assurance est calculée conformément aux exigences réglementaires de la région et aux IFRS selon des principes actuariels correspondant à ceux qui sont appliqués là où les polices d'assurance vie sont souscrites. La provision pour indemnités d'assurance est déterminée en fonction de l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus des sinistres et des primes, à partir d'hypothèses portant notamment sur la mortalité, la morbidité, les taux de déchéance, les taux d'actualisation, le rendement des placements, l'inflation et les frais futurs. Ces hypothèses peuvent varier selon le type de contrat et elles reflètent les résultats techniques actuels et futurs prévus, et sont fondées sur les meilleures estimations pour régler les sinistres en cours, les indemnités et frais futurs estimatifs sur les contrats d'assurance en vigueur. Certains contrats d'assurance émis par Eurolife transfèrent, au titulaire de police, le risque de marché lié au rendement du placement sous-jacent qui soutient le paiement des prestations (« liés à des unités »). Pour ces contrats ou ces fonds liés à des unités, la société évalue les placements sous-jacents à la juste valeur et les présente au poste « Autres actifs » dans l'état consolidé de la situation financière. Un passif correspondant est présenté au poste « Montants à payer au titre de contrats d'assurance » dans l'état consolidé de la situation financière. Une variation de la juste valeur des placements dans des fonds liés à des unités entraîne une variation correspondante des passifs connexes, les deux variations étant comptabilisées ensemble dans l'état consolidé du résultat net de sorte qu'il n'y a aucune incidence sur les produits des activités ordinaires, les charges ou le résultat net.

Réassurance

La réassurance ne libère pas l'assureur initial de son obligation. Elle est comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière d'après les montants bruts afin d'indiquer l'ampleur du risque de crédit lié à la réassurance et les obligations de l'assureur envers ses titulaires de police. Les actifs au titre des cessions en réassurance comprennent les soldes à recevoir des réassureurs pour les sinistres et les frais de règlement de sinistres payés et non payés ainsi que pour les primes non acquises cédées. Les montants à recouvrer des réassureurs sont estimés de la même manière que le passif au titre du sinistre associé à la police réassurée. La réassurance est comptabilisée pour un montant brut dans l'état consolidé de la situation financière, à moins qu'il n'existe un droit juridique d'opérer compensation avec un passif envers le même réassureur.

Les primes et sinistres cédés sont comptabilisés respectivement aux postes « Primes cédées aux réassureurs » et « Sinistres cédés aux réassureurs », dans l'état consolidé du résultat net, et au poste « Montants à recouvrer des réassureurs », dans l'état consolidé de la situation financière. Les produits de commissions tirés des primes cédées aux réassureurs sont inclus dans le montant net des commissions, à l'état consolidé du résultat net. Les primes non acquises sont présentées dans l'état consolidé de la situation financière avant réduction pour tenir compte des primes cédées aux réassureurs. La part des réassureurs au titre des primes non acquises est incluse dans les montants à recouvrer des réassureurs, dans l'état consolidé de la situation financière, avec les estimations de la quote-part revenant aux réassureurs de la provision pour sinistres déterminée de la même manière que pour les passifs connexes au titre des sinistres.

Dépréciation – Les actifs au titre des cessions en réassurance sont évalués régulièrement afin de cerner les événements qui pourraient donner lieu à une dépréciation. Les événements déclencheurs peuvent comprendre les différends juridiques avec des tiers, les variations du capital ou d'autres mesures financières pouvant avoir une incidence sur la solvabilité d'une contrepartie, ainsi que les résultats passés en matière de recouvrement auprès de réassureurs particuliers. S'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif au titre de cessions en réassurance, la valeur comptable de l'actif est ramenée à sa valeur recouvrable en comptabilisant une dotation à la provision pour soldes de réassurance irrécouvrables dans l'état consolidé du résultat net.

Transfert du risque – Les contrats de réassurance sont évalués pour valider que le risque d'assurance est transféré au réassureur par la société cédante ou la société ayant accepté le risque. Les contrats qui ne transfèrent pas le risque d'assurance sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité en dépôt. Selon cette méthode, un actif ou un passif de dépôt est comptabilisé au titre de la contrepartie versée ou reçue, diminuée de toute prime ou commission expressément identifiée comme étant conservée par la société cédante.

Primes – Les primes à payer au titre de la réassurance cédée sont comptabilisées dans l'état consolidé de la situation financière dans la période au cours de laquelle le contrat de réassurance est conclu et comprennent des estimations pour les contrats en vigueur qui n'ont pas encore été finalisés. Les primes cédées sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net sur la période de validité du contrat de réassurance.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat de la période se compose de l'impôt exigible et de l'impôt différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net, sauf lorsqu'il se rapporte à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres. En pareil cas, l'impôt sur le résultat est également comptabilisé respectivement dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, sauf pour les dividendes pour lesquels l'impôt sur le résultat est comptabilisé en résultat net, en autres éléments du résultat global selon le poste où ont été comptabilisées les transactions ayant généré le bénéfice distribuable.

L'impôt exigible est calculé sur la base des lois fiscales adoptées ou quasi adoptées à la fin de la période de présentation de l'information financière dans les pays où les filiales et entreprises associées de la société exercent leurs activités et génèrent un bénéfice imposable.

L'impôt différé est calculé d'après la méthode du passif fiscal, selon laquelle des actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'égard des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs figurant dans les états financiers et leur base fiscale respective, et ce, par application des taux d'impôt quasi adoptés courants. A l'exception de la comptabilisation initiale de l'impôt différé découlant de regroupements d'entreprises, les variations de l'impôt différé associé à des composantes des autres éléments du résultat global sont comptabilisées en autres éléments du résultat global, alors que les autres variations de l'impôt différé sont comprises dans la charge d'impôt, dans l'état consolidé du résultat net.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable auquel les différences temporaires peuvent être imputées sera disponible. Les reports en avant de pertes fiscales non utilisées ou de crédits d'impôt non utilisés sont assujettis à l'impôt et comptabilisés à titre d'actifs d'impôt différé lorsqu'il est probable qu'un bénéfice imposable auquel ces pertes ou crédits d'impôt peuvent être imputés sera disponible.

L'impôt différé n'est pas comptabilisé à l'égard des résultats non distribués des filiales, lorsque la société a déterminé que ces montants ne seront probablement pas rapatriés dans un avenir prévisible.

Les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé sont compensés lorsque l'impôt est prélevé par la même administration fiscale et qu'il existe un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation.

Participation dans une entreprise associée détenue en vue de la vente

Une participation dans une entreprise associée est classée comme étant détenue en vue de la vente dans la mesure où sa valeur comptable sera recouvrée par la vente plutôt que par l'utilisation continue. Le classement en tant que détenu en vue de la vente exige de la direction qu'elle s'engage à effectuer la vente, que la vente est hautement probable, que l'actif ou le groupe destiné à être cédé est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et que la vente est attendue dans l'année suivant la date de classement. Dès qu'elle est classée comme étant détenue en vue de la vente, la participation dans une entreprise associée est évaluée au moins élevé de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la méthode de la mise en équivalence n'est plus appliquée.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont représentés par des biens immobiliers détenus par la société pour générer une plus-value du capital ou des produits locatifs, ou les deux, et ils sont initialement comptabilisés au coût, y compris les coûts de transaction, et, ultérieurement, à la juste valeur. Dans l'état consolidé de la situation financière, les immeubles de placement sont inclus dans les placements de portefeuille détenus par les sociétés d'assurance et de réassurance ainsi que dans les autres actifs détenus par les sociétés autres que des sociétés d'assurance. Dans l'état consolidé du résultat net, les sociétés d'assurance et de réassurance comptabilisent les produits locatifs tirés des immeubles de placement et les frais directs au poste des intérêts et dividendes, et les variations de la juste valeur, au poste des profits (pertes) nets sur placements; les sociétés autres que des sociétés d'assurance comptabilisent les produits locatifs tirés des immeubles de placement et les variations de la juste valeur dans les autres produits des activités ordinaires et les frais directs, dans les autres charges.

Autres actifs

Les autres actifs comprennent principalement les immobilisations corporelles, les actifs au titre du droit d'utilisation liés à des contrats de location, les actifs reliés à des produits d'assurance liés à des unités, les stocks, les créances sur ventes et les créances sur contrats de location-financement des sociétés autres que des sociétés d'assurance, les charges payées d'avance, les intérêts et dividendes courus, l'impôt sur le résultat remboursable, les créances liées aux titres vendus, les actifs au titre des régimes de retraite, les actifs au titre des régimes de rémunération différée, les sinistres payés d'avance et d'autres créances diverses. Les créances sont initialement comptabilisées à la juste valeur moins une provision pour tenir compte des pertes de crédit attendues pour la durée de vie et, ultérieurement, au coût amorti.

Immobilisations corporelles – Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique, déduction faite du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. La société soumet les immobilisations corporelles à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Le coût des immobilisations corporelles est amorti selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimative de l'actif. Dans l'état consolidé du résultat net, la dotation aux amortissements est comptabilisée en charges d'exploitation, par les sociétés d'assurance et de réassurance, et dans les autres charges, par les sociétés autres que des sociétés d'assurance.

Autres produits

Les autres produits des activités ordinaires comprennent essentiellement les produits des activités ordinaires des sociétés autres que des sociétés d'assurance. Les produits des activités ordinaires tirés des ventes des restaurants et commerces de détail sont comptabilisés lorsque la société fournit les marchandises au client et qu'elle reçoit le paiement. Les produits des activités ordinaires tirés de la vente d'autres marchandises sont généralement comptabilisés lorsqu'ils sont expédiés au client, et le paiement est reçu avant l'expédition. L'obligation de prestation liée à l'expédition et à la manutention est constatée à titre de passif sur contrat et comptabilisée dans les produits des activités ordinaires une fois que les services ont été fournis. Les produits des activités ordinaires tirés de services de voyage, d'hébergement et d'autres services qui ne sont pas de l'assurance sont comptabilisés progressivement selon la mesure dans laquelle les obligations de prestation connexes sont remplies. En ce qui concerne les services de voyage et d'hébergement, le paiement est généralement reçu au moment de la réservation initiale; pour les autres services, il est reçu par versements échelonnés. Les créances inconditionnelles au moment où l'obligation de prestation est remplie sont comptabilisées à titre de créances sur ventes au poste « Autres actifs » à l'état consolidé de la situation financière. Les paiements anticipés effectués par le client sont comptabilisés à titre de produits différés, au poste « Dettes d'exploitation et charges à payer » à l'état consolidé de la situation financière, et ne sont comptabilisés dans les produits des activités ordinaires qu'une fois que les marchandises ont été livrées ou que les services ont été fournis. Certains contrats comprennent des prestations multiples qui sont comptabilisées comme des obligations de prestations distinctes, et le prix de transaction est réparti entre les obligations de prestation en proportion des prix de vente spécifiques.

Autres charges

Les autres charges sont composées essentiellement du coût des stocks vendus ou des services fournis ainsi que des charges d'exploitation des sociétés autres que des sociétés d'assurance.

Dettes d'exploitation et charges à payer

Les dettes d'exploitation et charges à payer comprennent essentiellement les obligations locatives, les dettes fournisseurs de sociétés autres que des sociétés d'assurance, les montants à payer au titre des salaires et avantages du personnel, les produits différés des sociétés autres que des sociétés d'assurance, les passifs au titre des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite, les retenues et impôt et taxes à payer, l'impôt sur le résultat à payer et les autres charges administratives. Les dettes d'exploitation et charges à payer sont comptabilisées initialement à la juste valeur et, ultérieurement, au coût amorti.

Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction marginaux et directement attribuables et ultérieurement, au coût amorti. La charge d'intérêts sur les emprunts est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts sont décomptabilisés lorsqu'ils sont éteints, tout profit ou perte sur extinction ou modification étant comptabilisé dans la charge d'intérêts, à l'état consolidé du résultat net.

Capitaux propres

Les actions ordinaires émises par la société sont classées dans les capitaux propres lorsqu'il n'existe aucune obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'autres actifs financiers au détenteur des actions. Les coûts différentiels directement attribuables à l'émission ou au rachat d'instruments de capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres, déduction faite de l'impôt.

Les actions propres sont des instruments de capitaux propres qui ont été rachetés par la société et n'ont pas été annulés. Elles sont déduites des capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière, peu importe l'objectif de l'achat. La société acquiert ses propres actions à droit de vote subalterne sur le marché libre pour les utiliser dans le cadre de ses régimes de paiements fondés sur des actions. Aucun profit ni perte n'est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'actions propres. La contrepartie versée ou reçue est comptabilisée directement en capitaux propres.

Les dividendes et autres distributions en faveur des détenteurs d'instruments de capitaux propres de la société sont comptabilisés directement en capitaux propres.

Paiements fondés sur des actions

La société a des régimes d'achat d'actions temporairement inaccessibles ou l'équivalent destinés aux dirigeants de la société de portefeuille et de ses filiales, assortis de périodes d'acquisition des droits pouvant atteindre 15 ans à partir de la date d'attribution. La juste valeur des attributions d'actions temporairement inaccessibles est amortie sur la période d'acquisition des droits connexe, l'amortissement étant comptabilisé en tant que charge de rémunération, avec une augmentation correspondante de la réserve de capitaux propres destinée aux paiements fondés sur des actions. À chaque date de clôture, la société révisé son estimation du nombre d'attributions d'actions temporairement inaccessibles dont les droits sont censés être acquis.

Résultat net par action attribuable aux actionnaires de Fairfax

Résultat net par action – Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires de Fairfax, après déduction des dividendes déclarés sur actions privilégiées et de l'excédent sur la valeur déclarée des actions privilégiées achetées aux fins d'annulation, par le nombre moyen pondéré d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple émises et en circulation pendant la période, à l'exclusion des actions à droit de vote subalterne achetées par la société et détenues à titre d'actions propres.

Résultat net dilué par action – Le résultat net dilué par action est calculé de la même manière que le résultat net de base par action, sauf que le nombre moyen pondéré d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple en circulation pendant la période est ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution, le cas échéant, des paiements fondés sur des actions.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Les filiales de la société ont un certain nombre d'ententes au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans d'autres pays aux termes desquelles des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite sont fournis aux membres du personnel retraités et aux membres du personnel actuels. La société de portefeuille n'a pas de telles ententes ni de tels régimes. Les ententes de retraite des filiales comprennent des régimes de retraite à prestations définies prévus par la loi ainsi que des régimes complémentaires fournissant des prestations de retraite dépassant les seuils prévus par la loi. Ces régimes sont une combinaison de régimes à prestations définies et de régimes à cotisations définies. Les actifs de ces régimes sont détenus dans des caisses de retraite distinctes des actifs généraux de la société et investis principalement dans des actions, dans des titres à revenu fixe de grande qualité et dans de la trésorerie et des placements à court terme. Certains des avantages complémentaires de retraite offerts par la société relativement aux soins de santé et à l'assurance vie sont capitalisés en interne.

Régime à cotisations définies – Un régime à cotisations définies est un régime de retraite aux termes duquel la société verse des cotisations d'un montant fixe. Ces cotisations sont inscrites à titre de charge d'exploitation, par les sociétés d'assurance et de réassurance, et en autres charges, par les sociétés autres que des sociétés d'assurance, dans la période au cours de laquelle les services ouvrant droit aux prestations sont rendus par les membres du personnel. La société n'a aucune autre obligation de paiement une fois les cotisations versées.

Régime à prestations définies – Un régime à prestations définies est un régime qui détermine le montant de prestations de retraite ou d'avantages complémentaires de retraite qu'un membre du personnel obtiendra à la retraite, montant qui est habituellement fonction d'un ou de plusieurs facteurs tels que l'âge, le nombre d'années de service et le salaire. L'évaluation actuarielle des passifs au titre des prestations pour la majorité des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite est effectuée chaque exercice selon la méthode des unités de crédit projetées, en fonction des hypothèses de la direction.

L'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime, et ajustée pour tenir compte du plafonnement de l'actif au titre des régimes de retraite, le cas échéant, est comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière dans les dettes d'exploitation et charges à payer (note 14). Les régimes dont la position nette est un actif, sous réserve des exigences de financement minimal, sont comptabilisés dans les autres actifs (note 13).

La charge au titre des prestations définies comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net inclut les intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies (calculés selon un taux d'actualisation fondé sur les taux de rendement du marché des obligations de haute qualité, les coûts des services passés découlant de modifications ou de réductions d'un régime et des profits ou pertes résultant de la liquidation des régimes).

Les réévaluations, qui comprennent les écarts actuariels liés aux passifs du régime, le rendement réel des actifs du régime (exclusion faite des intérêts nets) et les variations, le cas échéant, des montants de limitation de l'actif, sont comptabilisées en autres éléments du résultat global et ultérieurement incluses dans le cumul des autres éléments du résultat global. Les réévaluations ne sont pas reclassées dans l'état consolidé du résultat net et sont reclassées dans les résultats non distribués à la liquidation du régime ou à la cession de la filiale concernée.

Contrats de location

Preneur – La société, essentiellement par l’entremise de ses filiales non liées au secteur de l’assurance, est un preneur aux termes de divers contrats de location portant principalement sur des locaux, des automobiles et du matériel.

Un actif au titre du droit d’utilisation et une obligation locative sont comptabilisés à la date de début du contrat de location. Les actifs au titre du droit d’utilisation sont initialement évalués au coût, qui comprend le montant initial de l’obligation locative ajusté pour tenir compte de tout paiement de loyer fait avant la date de début, et les coûts directs initiaux engagés, le cas échéant. Les obligations locatives sont évaluées initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers à l’aide du taux d’intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut être facilement déterminé, à l’aide du taux d’emprunt marginal de la société. La société utilise habituellement son taux d’emprunt marginal. Les actifs au titre du droit d’utilisation sont inclus dans les autres actifs, et les obligations locatives sont incluses dans les dettes d’exploitation et charges à payer, à l’état consolidé de la situation financière.

Après la comptabilisation initiale, les actifs au titre du droit d’utilisation sont amortis selon la méthode linéaire sur la plus courte des périodes suivantes : la durée du contrat de location ou la durée de vie de l’actif au titre du droit d’utilisation, la dotation aux amortissements étant comptabilisée en charges ou en autres charges dans l’état consolidé du résultat net, et les obligations locatives sont évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d’intérêt effectif, l’accroissement de la valeur des obligations locatives étant comptabilisé comme une charge d’intérêts, à l’état consolidé du résultat net. Chaque paiement de loyer est ventilé entre le capital et la charge d’intérêts afin d’appliquer, au solde de l’obligation locative, un taux d’intérêt constant pour la période. La portion intérêts et la portion en capital des paiements en trésorerie liés aux obligations locatives sont respectivement présentées dans les activités d’exploitation et les activités de financement, dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Les actifs au titre du droit d’utilisation et les obligations locatives ne sont pas comptabilisés pour les contrats de location à court terme qui ont une durée de 12 mois ou moins, ni pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, lesquels sont essentiellement liés au matériel de bureau, au mobilier et aux agencements. Les paiements de loyers au titre de contrats de location à court terme et de contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du contrat de location, à l’état consolidé du résultat net, et sont présentés dans les activités d’exploitation, dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Bailleur – La société, principalement par l’entremise de ses sociétés autres que des sociétés d’assurance, détient des contrats de location principaux au titre desquels elle agit en tant que bailleur intermédiaire d’un contrat de sous-location. Les intérêts sur les contrats de location principaux et les contrats de sous-location sont comptabilisés séparément.

Le classement d’un contrat de sous-location est déterminé par rapport à l’actif au titre du droit d’utilisation issu du contrat de location principal, et non par rapport à l’actif loué sous-jacent. Lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l’actif au titre du droit d’utilisation sont transférés, le contrat de sous-location est classé en tant que contrat de location-financement; lorsque l’actif au titre du droit d’utilisation est décomptabilisé, une créance sur contrat de location-financement est comptabilisée pour la valeur actualisée des paiements de loyers futurs à recevoir, et l’écart, le cas échéant, est comptabilisé à l’état consolidé du résultat net. Les créances sur contrats de location-financement sont incluses dans les autres actifs, à l’état consolidé de la situation financière. Les produits d’intérêts obtenus sur les créances sur contrats de location-financement sont inclus dans les autres produits, dans l’état consolidé du résultat net.

Les contrats de sous-location classés en tant que contrats de location simple n’entraînent pas de variation des montants initialement comptabilisés au titre du contrat principal. Les paiements reçus de contrats de location simple sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du contrat de location, dans les autres produits, à l’état consolidé du résultat net.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2021

Réforme des taux d’intérêt de référence – Phase 2 (Modifications d’IFRS 9, d’IAS 39, d’IFRS 7, d’IFRS 4 et d’IFRS 16)

Les modifications d’IFRS 9 *Instruments financiers*, d’IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, d’IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*, d’IFRS 4 *Contrats d’assurance* et d’IFRS 16 *Contrats de location*, traitent de l’incidence sur les états financiers et des mesures de simplification lorsqu’un taux d’intérêt de référence tel le LIBOR est remplacé par un autre taux de référence. L’adoption rétrospective de ces modifications le 1^{er} janvier 2021 n’a pas eu une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Allègements de loyer liés à la COVID-19 après le 30 juin 2021 (modification d’IFRS 16)

La modification d’IFRS 16 *Contrats de location* prolonge d’un an la mesure de simplification facultative pour les preneurs, afin de faire en sorte que les allègements de loyer reçus en conséquence directe de la pandémie de COVID-19 ne soient pas comptabilisés comme des modifications de contrats de location en vertu d’IFRS 16, en ce qui concerne les paiements de loyer exigibles au plus tard le 30 juin 2022. L’adoption de cette modification le 31 mars 2021 n’a pas eu une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Coûts de configuration ou de personnalisation dans une entente d’infonuagique (IAS 38 Immobilisations incorporelles)

La décision de l’IFRS Interpretations Committee qui clarifie la comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation engagés dans le cadre d’un accord de type logiciel-service (« Saas »). La décision fournit des indications sur la possibilité de comptabiliser les coûts engagés à l’actif à titre d’immobilisations incorporelles et sur le moment de leur comptabilisation. L’adoption anticipée rétrospective de cette modification n’a pas eu une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Nouvelles prises de position comptables publiées mais non encore entrées en vigueur

Les nouvelles normes et modifications suivantes ont été publiées par l’IASB, mais elles ne s’appliquent pas encore à l’exercice ouvert le 1^{er} janvier 2021. La société ne prévoit pas les adopter avant leurs dates d’entrée en vigueur.

IFRS 17 Contrats d'assurance (« IFRS 17 »)

Le 18 mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, une norme exhaustive sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance et sur les informations à fournir à leur sujet. IFRS 17 exige des entités qu'elles évaluent les contrats d'assurance en utilisant les estimations actuelles des flux de trésorerie actualisés, y compris l'actualisation de la provision pour sinistres au moyen de l'un des trois modèles d'évaluation. Le 25 juin 2020, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 17 qui comprenaient des améliorations ciblées et le report, au 1^{er} janvier 2023, de la date d'entrée en vigueur. La norme doit être appliquée rétrospectivement avec retraitement des informations comparatives à moins que ce ne soit impraticable. En 2021, les efforts de la société ont porté sur le choix et l'évaluation des principales méthodes et estimations comptables, ainsi que sur la mise en œuvre et la mise à l'essai de systèmes de technologie de l'information dans l'ensemble des filiales d'assurance et de réassurance afin de permettre une présentation parallèle de l'information en 2022. La société continue d'évaluer l'incidence qu'aura l'adoption d'IFRS 17 sur ses états financiers consolidés.

Contrats déficitaires – Coût d'exécution d'un contrat (modifications d'IAS 37)

Le 14 mai 2020, l'IASB a publié des modifications d'IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* afin de clarifier les types de coûts dont tient compte une entité pour déterminer le coût d'exécution d'un contrat lorsqu'elle apprécie si un contrat est déficitaire. Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 et s'appliquent aux contrats pour lesquels l'entité n'a pas encore rempli toutes ses obligations au moment de l'adoption. Les informations comparatives ne sont pas retraitées, l'incidence cumulative de l'application des modifications étant plutôt comptabilisée comme un ajustement des capitaux propres d'ouverture à la date de première application. Les modifications ne devraient pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Référence au cadre conceptuel (modifications d'IFRS 3)

Le 14 mai 2020, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises* afin de remplacer une référence au Cadre de préparation et de présentation des états financiers précédent par une référence au Cadre conceptuel de l'information financière actuel qui a été publié en mars 2018. Les modifications ajoutent aussi une exception au principe de comptabilisation des passifs dans IFRS 3 et des passifs éventuels dans le champ d'application d'IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* ou dans IFRIC 21 *Droits ou taxes*, en plus de préciser qu'un acquéreur ne comptabilise pas les actifs éventuels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Les modifications s'appliquent de façon prospective à tous les regroupements réalisés à compter du 1^{er} janvier 2022 et elles ne devraient pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2018-2020

Le 14 mai 2020, l'IASB a publié des modifications à certaines normes IFRS à la suite de son projet d'améliorations annuelles, qui comprennent la modification d'IFRS 9 *Instruments financiers* visant à préciser quels sont les frais pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer si un passif financier doit être décomptabilisé, et la modification d'un exemple illustratif dans IFRS 16 *Contrats de location* visant à préciser le traitement des avantages incitatifs à la location. La modification d'IFRS 9 s'applique de façon prospective à compter du 1^{er} janvier 2022 et ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société. L'adoption immédiate de la modification d'IFRS 16 n'a pas eu une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction (modifications d'IAS 12)

Le 7 mai 2021, l'IASB a publié des modifications à IAS 12 *Impôts sur le résultat*, afin de préciser la façon dont les sociétés comptabilisent l'impôt différé sur les transactions pour lesquelles les montants des différences temporaires imposables et déductibles sont les mêmes, comme les transactions liées à des contrats de location, pour lesquelles, en vertu d'IFRS 16 *Contrats de location*, une obligation locative et un actif correspondant au titre des droits d'utilisation doivent être comptabilisés à la date de début du contrat. Les modifications empêchent le recours à l'exemption relative à la comptabilisation initiale pour ces transactions et s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, l'adoption anticipée étant permise. Une fois adoptées, les modifications exigent que l'actif ou le passif d'impôt différé découlant des différences temporaires liées aux soldes de contrats de location soit comptabilisé au début de la première période comparative présentée, tout effet cumulatif de l'application initiale des modifications étant comptabilisé comme un ajustement du solde d'ouverture des capitaux propres. La société évalue actuellement l'incidence prévue de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

Classement des passifs en tant que passifs courants ou passifs non courants (modifications d'IAS 1)

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de clarifier les critères du classement des passifs comme étant non courants. Les modifications doivent être appliquées rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. La société évalue actuellement l'incidence prévue de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

Informations à fournir sur les méthodes comptables (modifications d'IAS 1 et de l'énoncé de pratiques en IFRS 2)

Le 12 février 2021, l'IASB a publié des modifications à IAS 1 *Présentation des états financiers* et à l'énoncé de pratiques en IFRS 2 *Porter des jugements sur l'importance relative* afin d'aider les entités à déterminer les méthodes comptables à présenter dans leurs états financiers. Les modifications s'appliquent de façon prospective à compter du 1^{er} janvier 2023 et elles ne devraient pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Définition d'estimations comptables (modifications d'IAS 8)

Le 12 février 2021, l'IASB a publié des modifications à IAS 8 *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* afin d'aider les entités à distinguer les méthodes comptables des estimations comptables. Les modifications s'appliquent de façon prospective à compter du 1^{er} janvier 2023 et elles ne devraient pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

4. Estimations comptables et jugements cruciaux

Pour préparer les états financiers consolidés de la société, la direction a fait des estimations et formulé des jugements comptables, dont les plus cruciaux sont abordés ci-dessous et dans certaines notes des états financiers consolidés, notamment : détermination de la juste valeur des instruments financiers, à la note 5; valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles, à la note 12; et éventualités, à la note 20. Les estimations et les jugements sont continuellement évalués et sont fondés sur l'expérience et sur d'autres facteurs, y compris les attentes à l'égard d'événements futurs qui sont jugés raisonnables.

Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres

Assurance et réassurance de dommages – Pour estimer la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres, la société utilise les méthodes actuarielles généralement reconnues du Canada, qui visent à s'assurer que la société inscrit à l'état consolidé de la situation financière une provision suffisante pour couvrir les sinistres assurés et les frais de règlement de sinistres connexes pour les sinistres déclarés et les SSND, à chaque date de clôture. Les hypothèses sous-jacentes à l'estimation des provisions pour sinistres et frais de règlement de sinistres, dont les plus importantes sont les ratios de sinistres prévus, les tendances en matière d'évolution des sinistres, la fréquence et la gravité des sinistres, les variations des risques et les recouvrements de réassurance prévus, sont examinées et mises à jour périodiquement par la société afin qu'elles reflètent les tendances récentes et nouvelles en ce qui a trait à la sinistralité et les variations du profil de risque des activités. Les techniques d'estimation employées par la société pour établir la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres et les incertitudes inhérentes aux contrats d'assurance sont décrites à la rubrique « Contrats d'assurance de dommages » de la note 3 et à la rubrique « Risque de souscription » de la note 24, et l'évolution passée des passifs d'assurance de la société est présentée à la note 8.

Assurance vie – Les provisions pour indemnités d'assurance sont estimées selon des pratiques actuarielles reconnues dans les régions où les polices d'assurance vie sous souscrites. Ces méthodes actuarielles visent à s'assurer que la société constitue une provision suffisante à l'état consolidé de la situation financière pour couvrir les sinistres assurés et les frais de règlement de sinistres connexes. Les hypothèses sous-jacentes à l'estimation de la provision pour indemnités d'assurance, dont les plus importantes sont les taux de déchéance, les taux d'actualisation et les frais futurs, sont examinées et mises à jour périodiquement par la société pour refléter les tendances récentes et nouvelles.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs

La juste valeur de la quasi-totalité des instruments financiers de la société est évaluée selon une approche marché ou selon une approche bénéfiques. Il peut être nécessaire de poser des jugements importants pour élaborer les estimations de la juste valeur, en particulier pour les instruments financiers classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs, car de telles estimations tiennent compte de données non observables pour lesquelles la direction doit formuler ses propres hypothèses. Plus particulièrement, dans le cas des titres de créance par voie de placement privé et des actions privilégiées de sociétés à capital fermé, la société utilise des modèles d'actualisation des flux de trésorerie reconnus dans le secteur, évalue les instruments directement et corrobore les justes valeurs découlant d'une activité limitée sur le marché. Des jugements et hypothèses importants sont nécessaires pour déterminer les flux de trésorerie actualisés, y compris les taux d'actualisation, les taux de croissance à long terme et les écarts de crédit, le cas échéant. Se reporter à la note 5 pour un supplément d'information sur les instruments financiers de niveau 3 et les hypothèses appliquées aux fins de l'évaluation.

Tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation une fois l'an ou plus fréquemment s'il existe des indices de dépréciation, en comparant la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») ou du groupe d'UGT auquel les actifs sont attribués avec sa valeur recouvrable. La société utilise principalement le modèle d'actualisation des flux de trésorerie pour estimer la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT auquel un goodwill ou des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été attribués, et des approches fondées sur le marché comprenant une prime de contrôle, lorsqu'il y a lieu. Des jugements et hypothèses importants sont nécessaires pour déterminer les flux de trésorerie actualisés, y compris les taux d'actualisation, les taux de croissance à long terme et les besoins en fonds de roulement ainsi que i) le goodwill, les primes, les rendements des placements, les produits des activités ordinaires et les charges et ii) pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, les primes, les produits des activités ordinaires et les taux de redevances. Les flux de trésorerie actualisés sont soumis à une analyse de sensibilité compte tenu du caractère incertain lié à la préparation de prévisions. Le détail du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, y compris les résultats des tests de dépréciation annuels, est présenté à la note 12.

Détermination de l'influence notable, du contrôle conjoint et du contrôle

Pour déterminer si une participation représente une participation dans une entreprise associée, un partenariat ou une filiale, il faut prendre en considération tous les faits et circonstances et commencer généralement par une analyse de la part des droits de vote que la société détient dans l'entité émettrice. L'exercice du jugement peut être nécessaire lorsqu'il s'agit de déterminer s'il existe une influence notable, un contrôle conjoint ou un contrôle en présence des éléments suivants : ententes contractuelles entre actionnaires, droits de vote potentiels exerçables au moyen de bons de souscription ou d'instruments convertibles, détention importante d'actions par rapport à d'autres tiers actionnaires, restrictions en matière de représentation imposées par la réglementation, droits de vote ou activités pertinentes de l'entité émettrice. Le contrôle de fait d'une entité émettrice, sans la détention de la majorité des droits de vote, peut survenir en raison de la dispersion des actions détenues par des tiers et en raison d'autres facteurs. Inversement, une influence notable détenue sur une entité émettrice du fait de la détention de la majorité des droits de vote peut survenir en raison de restrictions imposées par la réglementation ou autrement, qui limitent l'application des droits de vote et des autres droits. Les participations de la société dans des entreprises associées et des coentreprises sont présentées à la note 6, les regroupements d'entreprises et les dessaisissements, à la note 23 et les filiales, à la note 29. En 2021, la société a exercé son jugement pour déterminer qu'elle exerçait une influence notable sur Gulf Insurance aux termes des arrangements liés à la vente de cette dernière par RiverStone Barbados comme il est indiqué à la note 6.

Regroupements d'entreprises

La comptabilisation des regroupements d'entreprises exige d'estimer la juste valeur de la contrepartie transférée, des actifs acquis et des passifs pris en charge. La société utilise toute l'information disponible, y compris des évaluations effectuées par des tiers, s'il y a lieu, pour établir ces justes valeurs. Un changement d'estimation attribuable à de l'information supplémentaire sur les faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition aurait une incidence sur le montant du goodwill ou du profit sur un achat à prix avantageux comptabilisé. Au besoin, la société peut prendre jusqu'à un an, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la détermination de la juste valeur d'un regroupement d'entreprises. De l'information détaillée sur les regroupements d'entreprises est présentée à la note 23.

5. Trésorerie et placements

Le tableau suivant présente la trésorerie et les placements de la société de portefeuille ainsi que les placements de portefeuille, déduction faite des obligations au titre de dérivés, tous classés à la juste valeur par le biais du résultat net, à l'exception des participations dans des entreprises associées, de la participation dans une entreprise associée détenue en vue de la vente et des autres actifs investis.

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Société de portefeuille		
Trésorerie et équivalents ¹⁾	465,9	280,0
Placements à court terme	216,9	159,2
Obligations	242,6	457,2
Actions privilégiées	14,0	4,7
Actions ordinaires ²⁾	137,5	123,7
Dérivés (note 7)	290,5	147,9
	<u>1 367,4</u>	<u>1 172,7</u>
Actifs donnés en garantie d'obligations au titre de dérivés :		
Équivalents ¹⁾	46,8	—
Placements à court terme	64,1	79,5
	<u>110,9</u>	<u>79,5</u>
Trésorerie et placements de la société de portefeuille, tels qu'ils sont présentés à l'état consolidé de la situation financière	1 478,3	1 252,2
Obligations au titre de dérivés (note 7)	(32,1)	(22,8)
	<u>1 446,2</u>	<u>1 229,4</u>
Placements de portefeuille		
Trésorerie et équivalents ^{1), 4)}	12 283,2	4 886,5
Placements à court terme ⁴⁾	9 516,3	8 311,3
Obligations ⁴⁾	14 091,2	15 734,6
Actions privilégiées	2 405,9	605,2
Actions ordinaires ^{2), 4)}	5 468,9	4 599,1
Participations dans des entreprises associées (note 6) ⁴⁾	4 755,1	4 381,8
Participation dans une entreprise associée détenue en vue de la vente (note 6)	—	729,5
Dérivés (note 7)	291,3	234,8
Autres actifs investis ³⁾	699,9	577,6
	<u>49 511,8</u>	<u>40 060,4</u>
Actifs donnés en garantie d'obligations au titre de dérivés :		
Équivalents ¹⁾	74,0	—
Placements à court terme	45,6	113,9
Obligations	—	82,5
	<u>119,6</u>	<u>196,4</u>
Trésorerie, placements de portefeuille et entreprises associées de Fairfax India :		
Trésorerie et équivalents ¹⁾	76,5	90,2
Placements à court terme	6,2	—
Obligations	199,8	21,0
Actions ordinaires	434,6	412,3
Participations dans des entreprises associées (note 6)	1 348,9	1 328,3
	<u>2 066,0</u>	<u>1 851,8</u>
Placements de portefeuille, tels qu'ils sont présentés à l'état consolidé de la situation financière	51 697,4	42 108,6
Obligations au titre de dérivés (note 7)	(120,8)	(166,6)
	<u>51 576,6</u>	<u>41 942,0</u>
Total des placements, déduction faite des obligations au titre de dérivés	<u>53 022,8</u>	<u>43 171,4</u>

- 1) Comprennent le montant total de la trésorerie et des équivalents soumis à restrictions de 1 261,0 \$ au 31 décembre 2021 (789,6 \$ au 31 décembre 2020). Voir la note 27.
- 2) Comprennent le total des participations dans des sociétés en commandite d'une valeur comptable de 1 971,0 \$ au 31 décembre 2021 (1 935,9 \$ au 31 décembre 2020).
- 3) Composés essentiellement d'immeubles de placement.
- 4) Le tableau suivant présente les placements de portefeuille détenus par Eurolife pour soutenir ses activités d'assurance vie qui sont comprises dans le tableau ci-dessus. Eurolife a été consolidée le 14 juillet 2021, comme il est indiqué à la note 23.

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Placements de portefeuille d'assurance vie d'Eurolife		
Trésorerie et équivalents	741,5	—
Placements à court terme	854,3	—
Obligations	1 206,8	—
Actions ordinaires	148,1	—
Participations dans des entreprises associées (note 6)	147,5	—
	<u>3 098,2</u>	<u>—</u>

La trésorerie et les équivalents soumis à restrictions de 1 261,0 \$ au 31 décembre 2021 (789,6 \$ au 31 décembre 2020) se composaient essentiellement de fonds que la société est tenue de déposer auprès de divers organismes de réglementation aux fins de soutien des activités des filiales d'assurance et de réassurance. Voir la note 27 pour le détail de la trésorerie et des équivalents présentés dans l'état consolidé de la situation financière.

Les filiales de la société ont donné de la trésorerie et des placements en garantie de leurs obligations de règlement de sinistres ou de versement de primes (directement ou comme garantie pour des lettres de crédit), y compris les fonds de fiducie et les dépôts réglementaires. Pour pouvoir souscrire de l'assurance dans certaines collectivités territoriales (principalement les États américains), les filiales de la société doivent déposer des fonds auprès des organismes locaux de réglementation des assurances afin de garantir les règlements de sinistres futurs, et ce, pour protéger en dernier ressort les titulaires de police. En outre, certaines des filiales de la société fournissent de la réassurance à des assureurs primaires et doivent à ce titre donner des fonds en garantie pour les sinistres subis, mais non payés. Ces garanties sont données dans le cadre de l'activité ordinaire et sont, en général, libérées une fois l'obligation de paiement honorée.

Le tableau qui suit résume les actifs donnés en garantie à des tiers, selon la nature de l'exigence de garantie (sauf les actifs donnés en garantie à Lloyd's [note 20] relativement à des obligations au titre de dérivés ainsi que de certaines ententes de réassurance intragroupe). Les actifs donnés en garantie sont composés essentiellement de trésorerie et d'équivalents, de placements à court terme et d'obligations inclus dans les placements de portefeuille dans l'état consolidé de la situation financière.

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Dépôts réglementaires	5 147,1	4 781,0
Garanties de réassurance et autres	1 434,9	1 245,7
	<u>6 582,0</u>	<u>6 026,7</u>

Profil des échéances des titres à revenu fixe

Le tableau qui suit présente le profil des échéances des obligations selon la date d'échéance contractuelle la plus rapprochée. Les dates d'échéance réelles peuvent différer des échéances indiquées ci-dessous en raison de l'existence de clauses de remboursement et d'encaissement anticipés. Au 31 décembre 2021, les obligations qui renferment des clauses de remboursement et d'encaissement anticipés ou les deux représentent respectivement 4 063,0 \$, 77,2 \$ et 467,8 \$ (7 155,0 \$, 1,3 \$ et 1 075,8 \$ au 31 décembre 2020) de la juste valeur totale des obligations. Le tableau qui suit ne reflète pas l'incidence des contrats à terme sur obligations du Trésor américain d'un notional de 1 691,3 \$ au 31 décembre 2021 (330,8 \$ au 31 décembre 2020) utilisés comme couverture économique de l'exposition de la société au risque de taux d'intérêt, comme il est indiqué à la note 7. L'augmentation des placements de la société en obligations échéant dans un an ou moins est surtout attribuable aux achats nets de prêts hypothécaires de premier rang de 826,9 \$ et à un placement dans les débentures à 25 ans de Mosaic Capital, comme il est précisé à la note 23. La diminution des placements de la société en obligations échéant dans un an à cinq ans s'explique essentiellement par les ventes nettes d'obligations à court ou moyen terme de sociétés de haute qualité pour un produit net de 3 948,5 \$, par l'échange des débentures de Seaspans Corporation contre des actions privilégiées d'Atlas Corp. et par le rachat des débentures restantes de Seaspans Corporation, ainsi qu'il est expliqué à la note 6, ces facteurs étant en partie neutralisés par les achats nets d'obligations du gouvernement du Canada de 617,3 \$. L'augmentation des placements de la société en obligations échéant après dix ans est surtout attribuable à la consolidation du portefeuille d'obligations d'Eurolife, comme il est précisé à la note 23.

	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
	Coût amorti ¹⁾	Juste valeur ¹⁾	Coût amorti ¹⁾	Juste valeur ¹⁾
Échéant dans 1 an ou moins	6 022,8	5 946,5	4 968,1	4 935,3
Échéant dans 1 an à 5 ans	6 674,2	6 950,1	9 378,4	10 096,9
Échéant dans 5 ans à 10 ans	534,0	531,3	654,2	718,5
Échéant après 10 ans	990,1	1 105,7	419,2	544,6
	<u>14 221,1</u>	<u>14 533,6</u>	<u>15 419,9</u>	<u>16 295,3</u>
Taux d'intérêt effectif, avant impôt		<u>2,7 %</u>		<u>3,2 %</u>

1) Comprend les obligations détenues par la société de portefeuille et Fairfax India.

Informations concernant la juste valeur

Le tableau suivant présente l'utilisation par la société de cours (niveau 1), de modèles d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables importantes (niveau 2) et de modèles d'évaluation faisant appel à des données d'entrée non observables importantes (niveau 3) dans l'évaluation des titres et des contrats dérivés, par type d'émetteurs :

	31 décembre 2021				31 décembre 2020			
	Cours (niveau 1)	Autres données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée non obser- vables importantes (niveau 3)	Juste valeur totale des actifs (passifs)	Cours (niveau 1)	Autres données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée non obser- vables importantes (niveau 3)	Juste valeur totale des actifs (passifs)
Trésorerie et équivalents ¹⁾	12 946,4	—	—	12 946,4	5 256,7	—	—	5 256,7
Placements à court terme :								
Gouvernement du Canada	16,2	—	—	16,2	638,1	—	—	638,1
Provinces canadiennes	535,8	—	—	535,8	1 002,9	—	—	1 002,9
Trésor américain	7 608,8	—	—	7 608,8	6 343,3	—	—	6 343,3
Autres gouvernements	283,5	1 140,9	—	1 424,4	266,7	234,9	—	501,6
Sociétés et autres	—	263,9	—	263,9	—	178,0	—	178,0
	8 444,3	1 404,8	—	9 849,1	8 251,0	412,9	—	8 663,9
Obligations :								
Gouvernement du Canada	—	614,6	—	614,6	—	16,5	—	16,5
Provinces canadiennes	—	45,0	—	45,0	—	49,9	—	49,9
Trésor américain	—	3 957,9	—	3 957,9	—	3 058,4	—	3 058,4
États et municipalités américains	—	387,2	—	387,2	—	378,2	—	378,2
Autres gouvernements	—	2 655,0	—	2 655,0	—	944,0	—	944,0
Sociétés et autres ²⁾	—	4 078,1	2 795,8	6 873,9	—	10 074,1	1 774,2	11 848,3
	—	11 737,8	2 795,8	14 533,6	—	14 521,1	1 774,2	16 295,3
Actions privilégiées :								
Canada	—	16,6	93,6	110,2	—	12,2	93,0	105,2
États-Unis	—	—	40,6	40,6	—	—	17,0	17,0
Autres ³⁾	13,5	288,0	1 967,6	2 269,1	10,3	—	477,4	487,7
	13,5	304,6	2 101,8	2 419,9	10,3	12,2	587,4	609,9
Actions ordinaires :								
Canada	1 104,2	188,4	303,7	1 596,3	802,5	108,7	181,5	1 092,7
États-Unis	597,9	32,0	1 155,3	1 785,2	485,1	32,0	998,8	1 515,9
Autres	1 438,0	276,7	944,8	2 659,5	1 250,8	338,4	937,3	2 526,5
	3 140,1	497,1	2 403,8	6 041,0	2 538,4	479,1	2 117,6	5 135,1
Dérivés et autres actifs investis	0,1	175,4	1 106,2	1 281,7	—	237,4	722,9	960,3
Obligations au titre de dérivés (note 7)	—	(88,5)	(64,4)	(152,9)	—	(164,1)	(25,3)	(189,4)
Trésorerie et placements de la société de portefeuille ainsi que placements de portefeuille évalués à la juste valeur	24 544,4	14 031,2	8 343,2	46 918,8	16 056,4	15 498,6	5 176,8	36 731,8
	52,3 %	29,9 %	17,8 %	100,0 %	43,7 %	42,2 %	14,1 %	100,0 %
Participations dans des entreprises associées (note 6) ⁴⁾	4 188,8	106,8	3 995,6	8 291,2	2 916,3	175,2	4 059,8	7 151,3

- 1) Comprennent la trésorerie et les équivalents soumis à restrictions de 1 261,0 \$ au 31 décembre 2021 (789,6 \$ au 31 décembre 2020). Voir la note 27.
- 2) Le niveau 3 comprend les placements de la société dans des prêts hypothécaires de premier rang de 1 659,4 \$ au 31 décembre 2021 (775,4 \$ au 31 décembre 2020) garantis par des biens immobiliers situés principalement aux États-Unis, en Europe et au Canada.
- 3) Essentiellement le placement de la société dans les actions privilégiées obligatoirement convertibles de Go Digit Infoworks Services Limited (« Digit »), qui est décrit dans la note 2) suivant le tableau ci-dessous. La société détient également une participation de 49,0 % dans Digit, qui est décrite à la note 6.
- 4) La juste valeur des participations dans des entreprises associées est présentée séparément; par conséquent, ces participations sont évaluées selon la méthode de la mise en équivalence. Comprennent aussi la juste valeur de RiverStone Barbados qui était détenue en vue de la vente au 31 décembre 2020 et qui a par la suite été vendue, le 23 août 2021, ainsi qu'il est précisé à la note 23.

Dans le tableau précédent, certaines sociétés en commandite incluses dans les actions ordinaires sont classées dans le niveau 3 parce que leurs valeurs liquidatives nettes ne sont pas observables ou parce qu'elles ne peuvent être liquidées ou rachetées que moyennant un préavis d'au moins trois mois. En 2021 et en 2020, il n'y a pas eu de transfert important d'instruments financiers entre le niveau 1 et le niveau 2 et il n'y a pas eu d'autre transfert important d'instruments financiers vers le niveau 3 ou du niveau 3, par suite de changements touchant l'observabilité des données d'entrée aux fins de l'évaluation, exception faite de ce qui est présenté dans le tableau suivant, qui résume les variations des actifs financiers classés dans le niveau 3 et évalués à la juste valeur de façon récurrente.

	2021						Total
	Sociétés en commandite et autres ¹⁾	Titres de créance par voie de placement privé	Dérivés et autres actifs investis	Actions privilégiées de sociétés à capital fermé	Actions ordinaires	Fonds de capital-investisse-ment ¹⁾	
Solde au 1 ^{er} janvier	1 766,9	1 774,2	697,6	587,4	239,9	110,8	5 176,8
Profits réalisés et latents nets inscrits à l'état consolidé du résultat net ²⁾	450,6	69,1	297,4	1 489,3	53,7	2,4	2 362,5
Achats ^{3), 4)}	254,3	1 241,5	115,5	32,0	216,9	—	1 860,2
Acquisitions de filiales (note 23)	—	47,5	27,4	—	—	—	74,9
Transfert vers une catégorie ⁵⁾	—	139,6	—	—	10,9	—	150,5
Ventes et distributions	(580,9)	(476,6)	(91,8)	(7,2)	(2,5)	(5,9)	(1 164,9)
Transfert depuis une catégorie	(102,0)	—	—	—	(10,7)	—	(112,7)
Profits (pertes) de change latents sur les filiales à l'étranger inscrits dans les autres éléments du résultat global	0,2	0,5	(4,3)	0,3	(1,2)	0,4	(4,1)
Solde au 31 décembre	1 789,1	2 795,8	1 041,8	2 101,8	507,0	107,7	8 343,2

	2020						Total
	Sociétés en commandite et autres ¹⁾	Titres de créance par voie de placement privé	Dérivés et autres actifs investis	Actions privilégiées de sociétés à capital fermé	Actions ordinaires	Fonds de capital-investisse-ment ¹⁾	
Solde au 1 ^{er} janvier	1 846,7	1 420,1	764,3	569,2	205,6	129,2	4 935,1
Profits (pertes) réalisés et latents nets inscrits à l'état consolidé du résultat net	155,9	99,3	(100,4)	(3,0)	27,4	(1,0)	178,2
Achats	198,1	1 012,8	44,2	20,7	14,3	—	1 290,1
Ventes et distributions	(392,8)	(474,6)	—	(0,1)	(8,0)	(18,8)	(894,3)
Transfert depuis une catégorie ⁶⁾	(44,4)	(149,3)	—	—	—	—	(193,7)
Profits (pertes) de change latents sur les filiales à l'étranger inscrits dans les autres éléments du résultat global	3,4	12,5	(0,6)	0,6	0,6	1,4	17,9
Déconsolidation d'une filiale non liée au secteur de l'assurance (note 23)	—	(146,6)	(9,9)	—	—	—	(156,5)
Solde au 31 décembre	1 766,9	1 774,2	697,6	587,4	239,9	110,8	5 176,8

- 1) Comprises dans les actions ordinaires dans le tableau de la hiérarchie de la juste valeur présenté plus haut et au poste « Trésorerie et placements de la société de portefeuille » ou au poste « Actions ordinaires », à l'état consolidé de la situation financière.
- 2) En juin 2021, Go Digit Infoworks Services Private Limited (« Digit »), entreprise associée de la société, a conclu deux ententes avec des investisseurs tiers pour Go Digit Insurance Limited (« Digit Insurance »), sa filiale d'assurance IARD, afin de réunir environ 200 \$ (14,9 milliards de roupies indiennes) d'actions nouvelles, établissant la valeur de Digit Insurance à environ 3,5 G\$ (259,5 milliards de roupies indiennes) (la « juste valeur de la transaction »). Digit Insurance a ensuite mobilisé environ 122 \$ (9,0 milliards de roupies indiennes) à la juste valeur de la transaction, les transactions visant les tranches restantes devant être conclues au premier semestre de 2022, sous réserve des conditions de clôture et approbations réglementaires habituelles. L'évaluation élevée de Digit Insurance fondée sur la juste valeur de la transaction, qui était étayée par une analyse des flux de trésorerie actualisés réalisée en interne, a donné lieu à la comptabilisation par la société d'un profit latent net de 1 490,3 \$ (compte tenu des pertes de change) en 2021 sur son placement dans les actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit. La société détient également une participation de 49,0 % dans Digit, qui est décrite à la note 6.
- 3) Les actions ordinaires comprennent des actions sans droit de vote de la société de portefeuille RiverStone Barbados, ainsi qu'il est précisé à la note 23.
- 4) Les dérivés et autres actifs investis comprennent une redevance mensuelle sur les produits des activités ordinaires futures de Toys "R" Us Canada, comme il est précisé à la note 23.
- 5) Les titres de créance par voie de placement privé comprennent les débetures à 25 ans de Mosaic Capital, comme il est indiqué à la note 23.
- 6) Le 1^{er} juillet 2020, la société a décomptabilisé son placement dans des débetures convertibles de Farmers Edge, dans le cadre de la consolidation de Farmers Edge, comme il est indiqué à la note 6.

Le tableau qui suit présente les techniques d'évaluation et les données d'entrée non observables utilisées pour estimer les justes valeurs des actifs financiers de niveau 3 importants de la société au 31 décembre 2021.

Catégorie d'actifs	Valeur comptable	Technique d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Intervalle de valeurs utilisé		Effet sur la juste valeur d'une augmentation de la valeur de la donnée d'entrée ^{a)}
				Bas	Haut	
Obligations^{b)} :						
Titres de créance par voie de placement privé ¹⁾	1 001,7	Flux de trésorerie actualisés	Écart de crédit	1,0 %	9,9 %	Diminution
Prêts hypothécaires ²⁾	1 659,4	Approche fondée sur le marché	Prix de transactions récentes	S.O.	S.O.	Augmentation
		Flux de trésorerie actualisés	Écart de crédit	1,9 %	7,6 %	Diminution
Autres	134,7	Divers	Divers	S.O.	S.O.	S.O.
	<u>2 795,8</u>					
Actions privilégiées^{c)} :						
Actions privilégiées de sociétés à capital fermé ³⁾	1 965,5	Approche fondée sur le marché	Prix de transactions récentes	S.O.	S.O.	Augmentation
		Flux de trésorerie actualisés	Taux d'actualisation	11,3 %	11,3 %	Diminution
Actions privilégiées par voie de placement privé ⁴⁾	71,2	Flux de trésorerie actualisés	Taux de croissance à long terme	6,0 %	6,0 %	Augmentation
		Divers	Écart de crédit	3,7 %	3,7 %	Diminution
Autres	65,1	Divers	Divers	S.O.	S.O.	S.O.
	<u>2 101,8</u>					
Actions ordinaires^{d)} :						
Sociétés en commandite et autres ⁵⁾	1 789,1	Valeur liquidative	Valeur liquidative	S.O.	S.O.	Augmentation
Actions ordinaires ⁶⁾	200,0	Approche fondée sur le marché	Prix de transactions récentes	S.O.	S.O.	Augmentation
Actions ordinaires ⁷⁾	83,0	Cours comparable	Multiple de la valeur comptable	1,4	1,4	Augmentation
Fonds de capital-investissement ⁷⁾	58,3	Cours comparable	Ratio cours/bénéfice	10,0	10,0	Augmentation
Fonds de capital-investissement ⁵⁾	49,4	Valeur liquidative	Valeur liquidative	S.O.	S.O.	Augmentation
Autres	224,0	Divers	Divers	S.O.	S.O.	S.O.
	<u>2 403,8</u>					
Dérivés et autres actifs investis^{e)} :						
Immeubles de placement ⁸⁾	507,9	Capitalisation du revenu	Taux de capitalisation final	5,8 %	7,5 %	Diminution
			Taux d'actualisation	7,1 %	8,8 %	Diminution
			Taux de croissance du loyer du marché	2,5 %	3,0 %	Augmentation
Bons de souscription ⁹⁾	259,2	Modèle d'évaluation des options	Volatilité des actions	19,3 %	75,1 %	Augmentation
Immeubles de placement ¹⁰⁾	69,5	Comparaison des ventes	Prix par acre (en milliers de \$ CA)	30,0	125,0	Augmentation
Autres	205,2	Divers	Divers	S.O.	S.O.	S.O.
	<u>1 041,8</u>					
Total	<u>8 343,2</u>					

a) Une diminution de la valeur des données d'entrée aurait l'effet contraire sur la juste valeur estimée.

b) Inclus au poste « Trésorerie et placements de la société de portefeuille » ou au poste « Obligations », à l'état consolidé de la situation financière.

c) Inclus dans les actions privilégiées, à l'état consolidé de la situation financière.

d) Inclus au poste « Trésorerie et placements de la société de portefeuille » ou au poste « Actions ordinaires », à l'état consolidé de la situation financière.

e) Inclus au poste « Trésorerie et placements de la société de portefeuille » ou au poste « Dérivés et autres actifs investis », déduction faite des obligations au titre de dérivés, à l'état consolidé de la situation financière.

1) Au 31 décembre 2021, ces titres de créance par voie de placement privé ont été évalués à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie reconnus dans le secteur qui prennent en compte les écarts de crédit des émetteurs (données non observables), et comprenaient 12 placements, dont le plus important s'élevait à 535,1 \$ (le placement de la société dans BlackBerry Limited) (10 placements, dont le plus important s'élevait à 438,6 \$ (le placement de la société dans BlackBerry Limited), au 31 décembre 2020). Une augmentation (diminution) de 100 points de base des écarts de crédit appliquée au 31 décembre 2021 se traduirait par une diminution globale de 26,5 \$ de la juste valeur de cette catégorie d'actifs (augmentation de 11,3 \$).

2) Au 31 décembre 2021, ces prêts hypothécaires comprenaient 36 placements, dont le plus important s'élevait à 149,4 \$ (22 placements, dont le plus important s'élevait à 111,5 \$, au 31 décembre 2020). Une augmentation (diminution) de 100 points de base des écarts de crédit appliquée au 31 décembre 2021 ne se traduirait par aucune variation importante de la juste valeur de cette catégorie d'actifs en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

3) Ces actions privilégiées de sociétés à capital fermé se rapportent au placement de la société dans des actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit auxquelles le prix de transactions récentes a été appliqué, lequel était soutenu par un modèle d'actualisation des flux de trésorerie reconnu dans le secteur qui intégrait un taux d'actualisation et un taux de croissance à long terme non observables. Étant donné que la société n'est pas autorisée à vendre les actions privilégiées pendant une certaine période, une décote pour illiquidité a aussi été appliquée à l'aide d'un modèle d'établissement du prix des options reconnu dans le secteur, qui intègre les volatilités à long terme des actions, une donnée non observable. Au 31 décembre 2021, une augmentation (diminution) de 0,5 % du taux d'actualisation appliqué se traduirait par une diminution de 212,1 \$ de la juste valeur des actions privilégiées (augmentation de 258,0 \$); une augmentation (diminution) de 0,25 % du taux de croissance à long terme appliqué se traduirait par une augmentation de 80,4 \$ (diminution de 73,2 \$) de la juste valeur des actions privilégiées.

- 4) Ces actions privilégiées par voie de placement privé ont été évaluées à l'aide des modèles d'actualisation des flux de trésorerie reconnus dans le secteur, qui intègrent les écarts de crédit des actions privilégiées, une donnée d'entrée non observable. Une augmentation (diminution) de 100 points de base des écarts de crédit appliquée au 31 décembre 2021 se traduirait par une diminution de 8,0 \$ de la juste valeur de cette catégorie d'actifs (augmentation de 8,6 \$).
- 5) Les sociétés en commandite et autres et certains fonds de capital-investissement sont des fonds de placement gérés par des tiers gestionnaires de fonds et associés en commandite qui investissent dans une gamme diversifiée de secteurs et de régions géographiques. Ces fonds de placement ont été évalués essentiellement à l'aide des états de l'actif net fournis par ces tiers gestionnaires de fonds et associés en commandite. Les justes valeurs figurant dans ces états sont déterminées au moyen des cours des actifs sous-jacents et, dans une moindre mesure, au moyen des données observables lorsqu'elles étaient disponibles et des données non observables, conjointement avec les modèles d'évaluation reconnus dans le secteur, le cas échéant. Dans certains cas, ces placements sont classés dans le niveau 3 lorsqu'ils ne peuvent être liquidés ou rachetés que moyennant un préavis d'au moins trois mois. Au 31 décembre 2021, les sociétés en commandite et autres se composaient de 47 placements, les trois placements les plus importants s'établissant respectivement à 258,2 \$ (industries), 252,1 \$ (extraction pétrolière et gazière) et 192,0 \$ (essentiellement la fabrication d'appareils ménagers) (au 31 décembre 2020 : 51 placements, les trois plus importants s'établissant à 299,5 \$ (fabrication de boissons), 191,8 \$ (industries) et 146,4 \$ (extraction pétrolière et gazière). Une augmentation (diminution) de 10 % des valeurs liquidatives au 31 décembre 2021 se traduirait par une augmentation (diminution) globale de 178,9 \$ de la juste valeur des sociétés en commandite et autres ainsi que par une augmentation (diminution) globale de 4,9 \$ des fonds de capital-investissement.
- 6) Ces actions ordinaires appliquaient le prix de transactions récentes, lequel était soutenu par un modèle d'évaluation pondéré en fonction des probabilités qui attribuait une pondération de 85,0 % à la juste valeur selon laquelle les actions ordinaires seront converties en un billet garanti, à la réalisation de certains engagements réglementaires par l'entité émettrice, et une pondération de 15 % à la juste valeur selon laquelle les actions ordinaires demeurent inchangées.
- 7) Ces actions ordinaires et fonds de capital-investissement ont été évalués au moyen de diverses techniques d'évaluation de sociétés et de transactions comparables, notamment des multiples d'évaluation pertinents. Dans certains cas, ces placements sont classés dans le niveau 3, car les multiples d'évaluation appliqués par la société sont ajustés pour tenir compte des différences entre les caractéristiques des placements et celles des sociétés ou transactions sous-jacentes desquelles ont été tirés les multiples d'évaluation.
- 8) Ces immeubles de placement ont été évalués par des évaluateurs tiers au moyen d'une approche de la capitalisation du revenu reconnue dans le secteur, qui intègre des taux de capitalisation, des taux d'actualisation et des taux de croissance des loyers du marché, qui sont des données non observables.
- 9) Ces bons de souscription ont été évalués à l'aide des modèles d'évaluation du prix des options, méthode reconnue dans le secteur, qui intègre les volatilités à long terme des actions, une donnée non observable. Une volatilité élevée des titres de capitaux propres se traduit généralement par une augmentation de la juste valeur en raison de la forte probabilité d'obtenir un rendement élevé du bon de souscription. Une augmentation (diminution) de 10 % des volatilités des actions appliquée au 31 décembre 2021 se traduirait par une augmentation globale de 25,5 \$ de la juste valeur de ces bons de souscription (diminution de 26,0 \$).
- 10) Ces immeubles de placement ont été évalués selon la méthode de la comparaison des ventes directes, méthode reconnue dans le secteur, qui intègre les prix par acre récents pour des immeubles comparables dans des emplacements semblables, une donnée non observable.

Produits de placement

Les tableaux suivants présentent une analyse des produits de placement pour les exercices clos les 31 décembre.

Intérêts et dividendes et quote-part du résultat net des entreprises associées

	2021	2020
Produits d'intérêts :		
Trésorerie et placements à court terme	26,8	104,1
Obligations	488,5	557,4
Dérivés et autres actifs investis	53,1	55,0
	<u>568,4</u>	<u>716,5</u>
Dividendes :		
Actions privilégiées	14,1	4,3
Actions ordinaires	94,1	73,5
	<u>108,2</u>	<u>77,8</u>
Charges de placement	(35,8)	(25,1)
Intérêts et dividendes	<u>640,8</u>	<u>769,2</u>
Quote-part du résultat net des entreprises associées ¹⁾	<u>402,0</u>	<u>(112,8)</u>

1) Comprend les pertes de valeur comptabilisées au titre des participations dans des entreprises associées en 2021 de néant (240,3 \$ en 2020).

Profits (pertes) nets sur placements

	2021			2020		
	Profits (pertes) réalisés nets	Variation nette des profits (pertes) latents	Profits (pertes) nets sur placements	Profits (pertes) réalisés nets ⁸⁾	Variation nette des profits (pertes) latents	Profits (pertes) nets sur placements
Obligations	338,2 ¹⁾	(523,5) ¹⁾	(185,3)	112,1	593,5	705,6
Actions privilégiées	2,2	1 509,5 ²⁾	1 511,7	—	10,0	10,0
Actions ordinaires	488,0	852,3	1 340,3	243,7	(212,4)	31,3
	<u>828,4</u>	<u>1 838,3</u>	<u>2 666,7</u>	<u>355,8</u>	<u>391,1</u>	<u>746,9</u>
Dérivés :						
Swaps sur rendement total d'actions – positions vendeur	—	—	—	(613,2) ³⁾	84,6	(528,6)
Swaps sur rendement total d'actions – positions acheteur	439,6 ³⁾	(32,1)	407,5	207,4 ³⁾	118,2	325,6
Bons de souscription d'actions et options sur actions	15,8	98,4	114,2	(1,6)	(54,7)	(56,3)
Instruments dérivés indexés sur l'IPC	(108,5)	113,8	5,3	(300,0)	286,1	(13,9)
Contrats à terme sur obligations du Trésor américain	26,0	(0,3)	25,7	(103,0)	1,0	(102,0)
Autres	(42,6)	171,3	128,7 ⁴⁾	(59,0)	26,1	(32,9)
	<u>330,3</u>	<u>351,1</u>	<u>681,4</u>	<u>(869,4)</u>	<u>461,3</u>	<u>(408,1)</u>
Profits (pertes) de change nets sur :						
Activités d'investissement	(43,5)	(78,8)	(122,3) ⁵⁾	(51,0)	156,4	105,4 ⁵⁾
Activités de souscription	41,2	—	41,2	(16,8)	—	(16,8)
Contrats de change	(62,2)	50,2	(12,0)	2,1	(35,1)	(33,0)
	<u>(64,5)</u>	<u>(28,6)</u>	<u>(93,1)</u>	<u>(65,7)</u>	<u>121,3</u>	<u>55,6</u>
Cession d'entreprises associées	56,4 ⁶⁾	—	56,4	8,6 ^{9),10)}	—	8,6
Déconsolidation de filiales non liées au secteur de l'assurance	190,3 ⁷⁾	—	190,3	(78,5) ¹¹⁾	—	(78,5)
Autres	122,1	(178,7)	(56,6)	(19,9)	8,5	(11,4)
Profits (pertes) nets sur placements	<u>1 463,0</u>	<u>1 982,1</u>	<u>3 445,1</u>	<u>(669,1)</u>	<u>982,2</u>	<u>313,1</u>

- 1) Comprend la décomptabilisation des débetures de Seaspan Corporation qui ont été échangées contre des actions privilégiées d'Atlas Corp. et des débetures de Seaspan Corporation qui ont été rachetées, comme il est précisé à la note 6.
- 2) Comprend des profits latents nets de 1 490,3 \$ (compte tenu des pertes de change) sur les actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit, comme il a été précisé précédemment dans la présente note.
- 3) Les montants inscrits dans les profits (pertes) réalisés nets incluent les profits (pertes) nets sur des swaps sur rendement total pour lesquels la partie contractante doit régler en trésorerie, chaque trimestre ou chaque mois, l'évolution de la valeur de marché depuis la date de révision précédente, en dépit du fait que les positions sur swaps sur rendement total restent ouvertes après le règlement en trésorerie.
- 4) Comprend des profits nets de 109,9 \$ (compte non tenu des pertes de change nettes) liés à l'entente d'emprunt sur billets visant la valeur de l'actif conclue avec RiverStone Barbados, comme il est expliqué à la note 23.
- 5) Les pertes de change nettes sur les activités d'investissement en 2021 sont essentiellement liées aux placements libellés en euros et en roupies indiennes détenus par des filiales ayant le dollar américain comme monnaie fonctionnelle, le dollar américain s'étant apprécié par rapport à ces devises. Les profits de change nets sur les activités d'investissement en 2020 sont essentiellement liés aux placements libellés en euros et en dollars canadiens détenus par des filiales ayant le dollar américain comme monnaie fonctionnelle, le dollar américain s'étant déprécié par rapport à ces devises.
- 6) En 2021, la société a vendu une tranche de sa participation dans IIFL Finance, pour un produit en trésorerie de 113,7 \$ (8,6 milliards de roupies indiennes), et comptabilisé un profit réalisé net de 42,0 \$ dans l'état consolidé du résultat net, comme il est précisé à la note 6.
- 7) Essentiellement composé de la vente de Toys "R" Us Canada et de la vente de Privi par Fairfax India, comme il est indiqué à la note 23.
- 8) Les montants inscrits dans les profits (pertes) réalisés nets en 2020 incluent les profits (pertes) nets sur les placements qui ont été cédés lors de la déconsolidation du secteur Liquidation de sinistres en Europe, le 31 mars 2020, et de Fairfax Africa, le 8 décembre 2020, comme il est précisé à la note 23.
- 9) Le 28 février 2020, la société a vendu sa participation dans APR Energy à Atlas Corp., dans le cadre d'une transaction payée entièrement en actions.
- 10) Le 30 septembre 2020, la société a vendu sa participation dans Davos Brands, pour un produit en trésorerie de 58,6 \$, et comptabilisé un profit réalisé net de 19,3 \$.
- 11) Le 8 décembre 2020, Fairfax Africa a été déconsolidée dans le cadre de la transaction décrite à la note 23 et une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans Helios Fairfax Partners Corporation (« HFP ») a été comptabilisée, d'où une perte réalisée nette de 61,5 \$.

6. Participations dans des entreprises associées

Les participations dans des entreprises associées de la société sont présentées dans le tableau suivant :

	31 décembre 2021				Exercice clos le 31 décembre 2021	
	Pourcentage de participation ^{a)}	Juste valeur ^{b)}	Valeur comptable			Quote-part du résultat net
Entreprises associées et coentreprises			Entreprises associées de Fairfax India ^{c)}	Total		
Assurance et réassurance :						
Gulf Insurance Group K.S.C.P. (« Gulf Insurance ») ¹⁾	43,7 %	409,5	380,0	—	380,0	55,5
Go Digit Infoworks Services Private Limited (« Digit ») ²⁾	49,0 %	498,3	79,1	—	79,1	5,3
Autres ^{3), 4), 5)}	—	191,3	148,3	—	148,3	11,8
		<u>1 099,1</u>	<u>607,4</u>	<u>—</u>	<u>607,4</u>	<u>72,6</u>
Sociétés autres que des sociétés d'assurance :						
<i>Inde</i>						
Bangalore International Airport Limited (« Bangalore Airport ») ¹³⁾	54,0 %	1 372,2	—	585,8	585,8	(45,8)
Qness Corp Limited (« Qness »)	31,0 %	528,5	506,3 ^{d)}	—	506,3	(1,4)
IIFL Finance Limited (« IIFL Finance ») ⁸⁾	22,3 %	318,1	—	198,8	198,8	40,6
Sanmar Chemicals Group (« Sanmar »)	42,9 %	421,2	—	124,2	124,2	(2,4)
CSB Bank Limited (« CSB Bank »)	49,7 %	227,6	—	180,8	180,8	27,6
IIFL Securities Limited (« IIFL Securities »)	37,2 %	138,0	35,0	101,0	136,0	14,0
Seven Islands Shipping Limited (« Seven Islands »)	48,5 %	105,9	—	98,5	98,5	(0,5)
Autres	—	84,8	10,9	59,8	70,7	0,5
		<u>3 196,3</u>	<u>552,2</u>	<u>1 348,9</u>	<u>1 901,1</u>	<u>32,6</u>
<i>Immobilier</i>						
KWF Real Estate Ventures Limited Partnerships (« KWF LPs »)	—	76,3	76,3 ^{d)}	—	76,3	(9,0)
Autres	—	139,6	140,5	—	140,5	(1,7)
		<u>215,9</u>	<u>216,8</u>	<u>—</u>	<u>216,8</u>	<u>(10,7)</u>
<i>Autres</i>						
Eurobank Ergasias Services & Holdings S.A. (« Eurobank »)	32,2 %	1 210,3	1 298,5	—	1 298,5	162,3
Atlas Corp. (« Atlas », anciennement Seaspans Corporation) ¹⁰⁾	36,7 %	1 285,8	922,1	—	922,1	69,5
EXCO Resources Inc. (« EXCO »)	43,3 %	267,2	195,4	—	195,4	(41,2)
Produits forestiers Résolu Inc. (« Résolu »)	32,3 %	377,1	275,8	—	275,8	75,9
Helios Fairfax Partners Corporation (« HFP ») ⁹⁾	34,4 %	116,2	206,1	—	206,1	(1,2)
Peak Achievement Athletics (« Peak Achievement »)	42,6 %	181,2	140,5 ^{d)}	—	140,5	13,3
Astarta Holding N.V. (« Astarta »)	28,4 %	73,3	104,0	—	104,0	38,4
Sociétés de personnes, fiducies et autres	—	268,8	236,3	—	236,3	(9,5)
		<u>3 779,9</u>	<u>3 378,7</u>	<u>—</u>	<u>3 378,7</u>	<u>307,5</u>
		<u>7 192,1</u>	<u>4 147,7</u>	<u>1 348,9</u>	<u>5 496,6</u>	<u>329,4</u>
Participations dans des entreprises associées		<u>8 291,2</u>	<u>4 755,1</u>	<u>1 348,9</u>	<u>6 104,0</u>	<u>402,0</u>
Telles qu'elles sont présentées dans l'état consolidé de la situation financière :						
Participations dans des entreprises associées		5 671,9			4 755,1	
Participations de Fairfax India dans des entreprises associées		<u>2 619,3</u>			<u>1 348,9</u>	
		<u>8 291,2</u>			<u>6 104,0</u>	

	31 décembre 2020					Exercice clos le 31 décembre 2020	
	Pourcentage de participation ^{a)}	Juste valeur ^{b)}	Valeur comptable		Total		Quote-part du résultat net
			Entreprises associées et coentreprises	Entreprises associées de Fairfax India ^{c)}			
Assurance et réassurance :							
Eurolife ERB Insurance Group Holdings S.A. (« Eurolife ») ⁷⁾	50,0 %	457,9	336,2 ^{d)}	—	336,2	6,1	
Go Digit Infoworks Services Private Limited (« Digit »)	49,0 %	120,5	41,8	—	41,8	8,8	
RiverStone (Barbados) Ltd. (« RiverStone Barbados »), détenue en vue de la vente ^{5), 6)}	60,0 %	729,5	729,5 ^{d)}	—	729,5	113,0	
Autres ⁴⁾	—	233,6	197,2	—	197,2	(8,6)	
		<u>1 541,5</u>	<u>1 304,7</u>	<u>—</u>	<u>1 304,7</u>	<u>119,3</u>	
Sociétés autres que des sociétés d'assurance :							
<i>Inde</i>							
Bangalore International Airport Limited (« Bangalore Airport »)	54,0 %	1 396,1	—	642,4	642,4	(30,5)	
Qess Corp Limited (« Qess »)	33,2 %	366,8	558,9 ^{d)}	—	558,9	(124,6)	
IIFL Finance Limited (« IIFL Finance »)	29,9 %	175,6	57,7	175,9	233,6	19,9	
Sanmar Chemicals Group (« Sanmar »)	42,9 %	338,6	—	128,6	128,6	(48,6)	
CSB Bank Limited (« CSB Bank »)	49,7 %	214,4	—	164,4	164,4	14,1	
IIFL Securities Limited (« IIFL Securities »)	35,3 %	74,3	32,1	93,4	125,5	9,8	
Seven Islands Shipping Limited (« Seven Islands »)	48,5 %	103,6	—	100,8	100,8	17,8	
Autres	—	37,1	8,8	22,8	31,6	0,1	
		<u>2 706,5</u>	<u>657,5</u>	<u>1 328,3</u>	<u>1 985,8</u>	<u>(142,0)</u>	
<i>Agriculture</i>							
Astarta Holding N.V. (« Astarta »)	28,4 %	49,9	65,3	—	65,3	(28,0)	
Farmers Edge Inc. (« Farmers Edge ») ¹¹⁾	—	—	—	—	—	(21,8)	
		<u>49,9</u>	<u>65,3</u>	<u>—</u>	<u>65,3</u>	<u>(49,8)</u>	
<i>Immobilier</i>							
KWF Real Estate Ventures Limited Partnerships (« KWF LPs »)	—	84,3	84,3 ^{d)}	—	84,3	(17,9)	
Autres	—	48,3	50,8	—	50,8	(0,2)	
		<u>132,6</u>	<u>135,1</u>	<u>—</u>	<u>135,1</u>	<u>(18,1)</u>	
<i>Autres</i>							
Eurobank Ergasias Services & Holdings S.A. (« Eurobank »)	30,5 %	799,9	1 166,3	—	1 166,3	(11,9)	
Atlas Corp. (« Atlas », anciennement Seaspan Corporation) ¹²⁾	36,7 %	978,9	900,1	—	900,1	116,4	
EXCO Resources Inc. (« EXCO »)	43,7 %	237,7	238,5	—	238,5	(4,6)	
Produits forestiers Résolu Inc. (« Résolu »)	30,6 %	161,9	134,3	—	134,3	(57,0)	
APR Energy plc (« APR Energy ») ¹²⁾	—	—	—	—	—	(13,6)	
Helios Fairfax Partners Corporation (« HFP »)	32,3 %	185,9	185,9	—	185,9	—	
Peak Achievement Athletics (« Peak Achievement »)	42,6 %	171,5	140,2 ^{d)}	—	140,2	34,2	
Sociétés de personnes, fiducies et autres	—	185,0	183,4	—	183,4	(85,7)	
		<u>2 720,8</u>	<u>2 948,7</u>	<u>—</u>	<u>2 948,7</u>	<u>(22,2)</u>	
		<u>5 609,8</u>	<u>3 806,6</u>	<u>1 328,3</u>	<u>5 134,9</u>	<u>(232,1)</u>	
Participations dans des entreprises associées		<u>7 151,3</u>	<u>5 111,3</u>	<u>1 328,3</u>	<u>6 439,6</u>	<u>(112,8)</u>	
Telles qu'elles sont présentées dans l'état consolidé de la situation financière :							
Participations dans des entreprises associées		4 154,3			4 381,8		
Participation dans une entreprise associée détenue en vue de la vente ^{5)d)}		729,5			729,5		
Participations de Fairfax India dans des entreprises associées		2 267,5			1 328,3		
		<u>7 151,3</u>			<u>6 439,6</u>		

- a) Les pourcentages de participation tiennent compte de l'incidence des instruments financiers qui ne sont pas considérés comme des titres de capitaux propres.
- b) Se reporter à la note 5 pour de l'information sur la hiérarchie des justes valeurs.
- c) Les entreprises associées de Fairfax India sont domiciliées en Inde.
- d) Ces participations sont des coentreprises.

Entreprises associées et coentreprises en assurance et réassurance

- Le 8 février 2021, la société a conclu une entente pour acheter (sauf s'ils ont déjà été vendus) certains placements de portefeuille détenus par RiverStone Barbados, comme il est indiqué à la note 23, et a ensuite commencé à appliquer la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser sa participation dans Gulf Insurance dans le cadre de cette entente.
- La société a estimé à 498,3 \$ au 31 décembre 2021 la juste valeur de sa participation mise en équivalence de 49,0 % dans Digit, en fonction de la juste valeur de la transaction, qui est étayée par un modèle d'actualisation des flux de trésorerie réalisé en interne, comme il est expliqué à la note 5. Les lois indiennes permettent une participation de 74,0 %, mais des approbations réglementaires sont nécessaires pour que la société augmente sa participation dans Digit au-delà de 49,0 % et obtienne le contrôle, de sorte que la société prévoit consolider Digit lorsqu'elle aura reçu ces approbations réglementaires.
- Le 14 juillet 2021, la société a augmenté sa participation dans Eurolife, la faisant passer à 80,0 %, et a commencé à consolider Eurolife, comme il est précisé à la note 23.
- Le 17 juin 2021, la société a augmenté sa participation dans Singapore Re pour la faire passer de 28,2 % à 94,0 % et commencé à consolider Singapore Re, comme il est précisé à la note 23.
- Le 23 août 2021, la société a vendu sa participation de coentreprise dans RiverStone Barbados, qui était détenue en vue de la vente au 31 décembre 2020, dans le cadre des transactions décrites à la note 23.
- Le 31 mars 2020, la société a reçu une participation de coentrepreneur de 60,0 % ayant une juste valeur de 605,0 \$ dans le cadre du transfert, à RiverStone Barbados, du secteur Liquidation de sinistres en Europe, comme il est précisé à la note 23.
- La société détenait une participation indirecte de 50 % dans Eurolife au 31 décembre 2020 par l'intermédiaire de sa participation de 62,5 % dans une coentreprise avec OMERS, le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario. La coentreprise détenait une participation de 80,0 % dans Eurolife, la participation résiduelle de 20 % étant détenue par Eurobank.

Entreprises associées et coentreprises non liées au secteur de l'assurance

- 8) En 2021, la société a diminué sa participation dans IIFL Finance, qui a été ramenée à 22,3 %, en vendant une partie de sa participation pour un produit en trésorerie de 113,7 \$ (8,6 milliards de roupies indiennes), et comptabilisé un profit réalisé net de 42,0 \$ dans l'état consolidé du résultat net.
- 9) Le 31 mars 2021, la société a investi 100,0 \$ dans un capital de 100,0 \$ de débetures non garanties à 3,0 % et de bons de souscription de Helios Fairfax Partners Corporation (« HFP ») pour acheter 3 millions d'actions à droit de vote subalterne de HFP pouvant être exercées à 4,90 \$ l'action en tout temps avant le cinquième anniversaire de clôture. Les débetures viendront à échéance au troisième anniversaire de la date de clôture ou, au gré de la société, au premier ou deuxième anniversaire. Au rachat ou à l'échéance, si la juste valeur de certains anciens placements de Fairfax Africa détenus par HFP est inférieure à leur juste valeur de 102,6 \$ au 30 juin 2020, le prix de rachat des débetures sera réduit du montant de la différence. La société a comptabilisé les débetures à leur juste valeur de 78,0 \$ et constaté le solde de 22,0 \$ à titre d'ajout à sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans HFP.

Le 8 décembre 2020, la société a déconsolidé Fairfax Africa (par la suite renommée Helios Fairfax Partners Corporation) et a comptabilisé sa participation dans HFP comme une participation dans une entreprise associée, dans le cadre de la transaction décrite à la note 23.

- 10) Le 11 juin 2021, la société a conclu une transaction de modification et d'échange avec Atlas relativement à son placement dans un capital de 575,0 \$ des débetures émises par Seaspan Corporation (« Seaspan »), filiale d'exploitation d'Atlas, aux termes de laquelle la société a échangé une tranche de capital de 288,0 \$ de ces débetures de Seaspan contre de nouvelles actions privilégiées de série J et des bons de souscription d'Atlas au prix d'exercice de 13,71 \$ l'action. Les modalités des débetures restantes de Seaspan ont été modifiées principalement pour retirer les droits d'encaissement anticipé obligatoire de la société et libérer toutes les cautions et tous les privilèges en cours sur les garanties. La société a décomptabilisé les débetures de Seaspan qui ont été échangées et a comptabilisé respectivement son placement dans les actions privilégiées et les bons de souscription d'Atlas aux postes des actions privilégiées et des dérivés dans l'état consolidé de la situation financière. Le 23 août 2021, Atlas a racheté le capital de 287,0 \$ des débetures de Seaspan résiduelles.
- 11) Le 1^{er} juillet 2020, la société a commencé à consolider Farmers Edge, car la société détenait des débetures convertibles et des bons de souscription qui, avec ses placements en actions ordinaires, représentaient une participation avec droit de vote potentielle importante d'environ 67 %.
- 12) Le 27 février 2020, Seaspan Corporation (« Seaspan ») a effectué une réorganisation dans le cadre de laquelle Atlas Corp., société de portefeuille nouvellement créée, est devenue sa société mère. Les actionnaires de Seaspan, y compris la société, ont échangé leurs actions de Seaspan contre des actions d'Atlas sans variation du pourcentage de participation. Le 28 février 2020, Atlas a acquis la totalité des actions émises et en circulation d'APR Energy auprès de la société et d'autres actionnaires d'APR Energy, dans le cadre d'une transaction payée entièrement en actions, à une valeur présumée de 388,3 \$ (y compris certaines actions d'Atlas réservées aux fins de garantie). Par conséquent, la société a décomptabilisé sa participation dans APR Energy, comptabilisé une perte avant impôt de 7,6 \$, augmenté la valeur comptable de sa participation mise en équivalence dans Atlas du montant de la juste valeur des actions d'APR Energy échangées (considérée comme étant égale à la juste valeur de 178,1 \$ des nouvelles actions d'Atlas émises, ce qui ne tenait pas compte de la juste valeur de 45,9 \$ des actions d'Atlas reçues par le secteur Liquidation de sinistres en Europe) et continué d'appliquer la méthode de la mise en équivalence à sa participation dans Atlas.

Le 28 février 2020, la société a investi 100,0 \$ dans des débetures d'Atlas non garanties, à 5,50 %, échéant le 1^{er} mars 2027, ce qui a augmenté le placement total de la société dans des débetures d'Atlas pour le porter à un capital de 575,0 \$.

Fairfax India

- 13) Le 16 septembre 2021, Fairfax India a transféré 43,6 % de sa participation de 54,0 % dans Bangalore Airport à Anchorage Infrastructure Investments Holdings Limited (« Anchorage »), sa société de portefeuille entièrement détenue pour les placements dans le secteur aéroportuaire en Inde, et vendu une participation de 11,5 % dans Anchorage à OMERS pour un produit brut de 129,2 \$ (9,5 milliards de roupies indiennes). Au moment de la clôture, Fairfax India a comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle dans Anchorage et continué de comptabiliser selon la méthode de la mise en équivalence sa participation de 54,0 % consolidée dans Bangalore Airport.

Variations annuelles de la valeur comptable

Les variations de la valeur comptable des participations dans des entreprises associées, y compris la participation dans une entreprise associée détenue en vue de la vente, se présentent comme suit pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021			
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées de Fairfax India	Total
Solde au 1 ^{er} janvier	3 170,4	1 940,9	1 328,3	6 439,6
Quote-part du résultat global avant impôt :				
Quote-part du résultat net	375,8	6,0	20,2	402,0
Quote-part des autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits (pertes) nets sur les régimes à prestations définies	(67,7)	(20,5)	0,3	(87,9)
Quote-part des profits (pertes) sur les régimes à prestations définies	89,1	0,1	(9,4)	79,8
	397,2	(14,4)	11,1	393,9
Dividendes et distributions reçus	(153,8)	(23,6)	(4,6)	(182,0)
Achats et acquisitions	466,5	114,4	35,7	616,6
Dessaisissements et autres variations nettes des capitaux permanents	(54,8)	(764,4)	0,9	(818,3)
Reclassements ¹⁾	36,4	(352,0)	—	(315,6)
Effet du change et autres	(3,2)	(4,5)	(22,5)	(30,2)
Solde au 31 décembre	3 858,7	896,4	1 348,9	6 104,0

	2020				Total
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées de Fairfax India	Entreprises associées de Fairfax Africa	
Solde au 1 ^{er} janvier	2 876,6	1 483,6	1 391,3	232,9	5 984,4
Quote-part du résultat global avant impôt :					
Quote-part du résultat net	83,4	91,8	(24,8)	(27,3)	123,1
Pertes de valeur ²⁾	(88,3)	(98,9)	—	(35,0)	(222,2)
Quote-part des autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits (pertes) sur les régimes à prestations définies	88,0	42,1	3,2	(41,7)	91,6
Quote-part des pertes sur les régimes à prestations définies	(32,2)	(20,8)	(4,9)	—	(57,9)
	50,9	14,2	(26,5)	(104,0)	(65,4)
Dividendes et distributions reçus	(70,0)	(3,7)	(4,9)	(1,4)	(80,0)
Achats et acquisitions	223,4	20,8	—	5,0	249,2
Dessaisissements et autres variations nettes des capitaux permanents	(107,2)	(180,6)	0,9	(1,7)	(288,6)
Reclassements ¹⁾	174,4	605,0	—	—	779,4
Déconsolidation d'une filiale non liée au secteur de l'assurance (note 23)	—	—	—	(103,6)	(103,6)
Effet du change et autres	22,3	1,6	(32,5)	(27,2)	(35,8)
Solde au 31 décembre	3 170,4	1 940,9	1 328,3	—	6 439,6

- 1) Reflète essentiellement la consolidation d'Eurolife et de Singapore Re et la toute première comptabilisation, selon la méthode de la mise en équivalence, d'un placement dans une société en commandite en 2021, et les participations dans HFP (une entreprise associée) et dans RiverStone Barbados (une coentreprise), ainsi que la consolidation de Farmers Edge en 2020. Voir la note 23.
- 2) Les pertes de valeur comptabilisées au titre des entreprises associées et des coentreprises sont incluses dans la quote-part du résultat net des entreprises associées, dans l'état consolidé du résultat net. Les pertes de valeur de 222,2 \$ comptabilisées en 2020 incluent les pertes de valeur hors trésorerie au titre de *Quess, Résolu, Atlas Mara et Astarta*.

7. Dérivés

Le tableau suivant présente le sommaire des instruments financiers dérivés de la société :

	31 décembre 2021				31 décembre 2020			
	Notionnel	Coût	Juste valeur		Notionnel	Coût	Juste valeur	
			Actif	Passif			Actif	Passif
Contrats sur titres de capitaux propres :								
Swaps sur rendement total d'actions – positions acheteur	1 082,8	—	96,1	1,9	1 788,3	—	144,3	18,0
Bons de souscription d'actions et options sur actions ¹⁾	646,1	113,9	259,2	1,9	626,9	102,4	133,2	0,4
Emprunt sur billets visant la valeur de l'actif conclu avec RiverStone Barbados (note 23)	1 250,1	—	103,8	—	—	—	—	—
Contrats dérivés liés à l'IPC	61 952,5	237,3	0,7	—	74 906,0	347,5	2,8	—
Contrats à terme sur obligations du Trésor américain	1 691,3	—	3,7	0,8	330,8	—	3,1	—
Swaps et contrats de change à terme ²⁾	—	—	58,4	77,4	—	—	66,4	136,0
Options sur devises	—	—	—	—	—	53,7	5,8	—
Autres contrats dérivés	—	26,0	59,9	70,9	—	25,6	27,1	35,0
Total			581,8	152,9			382,7	189,4

1) Comprend la participation de la société dans les bons de souscription d'Atlas, d'une juste valeur de 200,1 \$ au 31 mars 2021 (110,5 \$ au 31 décembre 2020).

2) Comprend les passifs au titre du swap et du contrat de change à terme d'AGT, d'une juste valeur de 47,6 \$ au 31 décembre 2021 (46,2 \$ au 31 décembre 2020).

Du fait de ses activités d'investissement, la société est exposée à un risque de marché important (qui comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix). Les contrats dérivés conclus par la société sont considérés, à quelques rares exceptions, comme des placements ou des couvertures économiques et ne sont pas désignés en tant que couvertures aux fins de l'information financière.

Contrats sur titres de capitaux propres

Swaps sur rendement total d'actions – positions acheteur

En 2021, la société a conclu des swaps sur rendement total d'actions en position acheteur d'un notionnel de 753,6 \$, aux fins de placement, qui comprenaient des swaps sur rendement total d'actions en positions acheteur sur un total de 969 460 actions à droit de vote subalterne de Fairfax d'un notionnel initial de 403,3 \$ (508,5 \$ CA) ou environ 416,03 \$ (524,47 \$ CA) par action, positions qui étaient ouvertes au 31 décembre 2021. Au 31 décembre 2021, la société détenait, aux fins de placement, des swaps sur rendement total d'actions en position acheteur, sur des actions individuelles, d'un notionnel initial de 866,2 \$ (1 746,2 \$ au 31 décembre 2020), qui comprenaient un total de 1 964 155 actions à droit de vote subalterne de Fairfax d'un notionnel initial de 732,5 \$ (935,0 \$ CA), ou environ 372,96 \$ (476,03 \$ CA) par action. Ces contrats offrent un rendement qui est directement lié aux variations de la juste valeur des actions individuelles sous-jacentes.

En 2021, la société a reçu un montant en trésorerie net de 439,6 \$ (207,4 \$ en 2020) relativement aux dispositions de clôture et de révision de ses swaps sur rendement total d'actions en position acheteur (exclusion faite de l'incidence des exigences de garantie). En 2021, la société a dénoué un notionnel de 1 876,7 \$ (878,8 \$ en 2020) au titre de ses swaps sur rendement total d'actions en position acheteur et comptabilisé des profits réalisés nets sur placements de 243,0 \$ (216,7 \$ en 2020).

Swaps sur rendement total d'actions – positions vendeur

La société a détenu de temps à autre des swaps sur rendement total d'actions en position vendeur, aux fins de placement, mais elle n'en détenait plus aucun au 31 décembre 2021 (néant au 31 décembre 2020). Ces contrats offraient un rendement correspondant à l'inverse de la variation des justes valeurs des actions individuelles sous-jacentes. En 2021, la société n'a ouvert ni dénoué aucun swap sur rendement total d'actions en position vendeur. En 2020, la société a payé un montant en trésorerie net de 613,2 \$ relativement aux dispositions de révision et de clôture de ses positions vendeur sur swaps sur rendement total d'actions (exclusion faite de l'incidence des exigences de garantie). En 2020, la société a liquidé un notionnel de 898,4 \$ au titre de ses swaps sur rendement total d'actions en position vendeur et comptabilisé des pertes nettes sur placements de 528,6 \$ (pertes réalisées de 703,9 \$, dont une tranche de 175,3 \$ a été comptabilisée dans les pertes latentes des exercices antérieurs).

Dépôts de garantie sur contrats dérivés

Au 31 décembre 2021, la juste valeur des garanties déposées en faveur des contreparties aux dérivés, incluse au poste « Trésorerie et placements de la société de portefeuille » et au poste « Actifs donnés en garantie d'obligations au titre de dérivés », s'établissait à 230,5 \$ (275,9 \$ au 31 décembre 2020) et était composée d'une garantie de 221,2 \$ (226,4 \$ au 31 décembre 2020) devant être déposée pour conclure les contrats dérivés (principalement liés aux swaps sur rendement total) et d'une garantie de 9,3 \$ (49,5 \$ au 31 décembre 2020) au titre des montants dus aux contreparties et découlant des variations de la juste valeur depuis la date de révision la plus récente.

Contrats à terme sur obligations du Trésor américain

Pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt (principalement son exposition à certaines obligations à long terme de sociétés américaines et aux obligations d'États et de municipalités américains détenues dans son portefeuille de titres à revenu fixe), la société détenait des contrats à terme pour vendre des obligations à long terme du Trésor américain d'un notionnel de 1 691,3 \$ au 31 décembre 2021 (330,8 \$ au 31 décembre 2020). Les contrats ont une durée moyenne de moins de six mois et peuvent être renouvelés aux taux du marché. En 2021, la société a comptabilisé des profits nets sur placements de 25,7 \$ (pertes nettes de 102,0 \$ en 2020) sur ses contrats à terme sur obligations du Trésor américain.

Contrats de change à terme

La société utilise des contrats de change à terme en positions acheteur et vendeur principalement libellés en euros, en livres sterling et en dollars canadiens afin de gérer le risque de change lié à ses transactions en monnaies étrangères. Les contrats ont une durée moyenne de moins de un an et peuvent être renouvelés aux taux du marché.

Garanties de contreparties

La société tente de limiter le risque de contrepartie par un choix judicieux des contreparties aux contrats dérivés et par la voie des modalités des ententes négociées avec ces contreparties. La juste valeur des garanties déposées en faveur de la société au 31 décembre 2021 était composée d'un montant en trésorerie de 14,3 \$ et de titres d'État de 125,7 \$ (116,4 \$ et 12,9 \$ au 31 décembre 2020). La trésorerie est comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière au poste « Trésorerie et placements à court terme des filiales » et un passif correspondant est comptabilisé au poste « Dettes d'exploitation et charges à payer ». La société n'avait pas exercé son droit de vendre les actifs donnés en garantie ou de les redonner en garantie au 31 décembre 2021. L'exposition de la société au risque de contrepartie et la façon dont elle gère ce risque sont analysées à la note 24.

Couverture de l'investissement net dans des filiales canadiennes

Au 31 décembre 2021, la société a désigné la valeur comptable de 2 800,0 \$ CA du capital de ses billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens, dont la juste valeur s'établit à 2 364,6 \$ (capital de 2 796,0 \$ CA au 31 décembre 2020 et juste valeur de 2 397,6 \$), comme couverture d'une tranche de son investissement net dans des filiales ayant le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle. Le 29 mars 2021, la société a utilisé le produit net tiré de l'émission de billets de premier rang non garantis échéant en 2031 d'un capital de 671,6 \$ (850,0 \$ CA) pour racheter ses billets de premier rang non garantis d'un capital total de 670,6 \$ (846,0 \$ CA) échéant en 2022 et en 2023, comme il est précisé à la note 15. Parallèlement aux rachats, la société a désigné la valeur comptable de ses billets de premier rang non garantis d'un capital de 671,6 \$ (850,0 \$ CA) comme couverture d'une tranche de son investissement net dans des filiales canadiennes. En 2021, la société a comptabilisé des pertes avant impôt de 16,7 \$ (38,0 \$ en 2020) liées aux fluctuations du taux de change sur les billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens au poste « Pertes sur couverture de l'investissement net dans des filiales canadiennes », dans l'état consolidé du résultat global.

Couverture de l'investissement net dans des établissements européens

Au 31 décembre 2021, la société a désigné la valeur comptable de 750,0 € du capital de ses billets de premier rang non garantis libellés en euros, dont la juste valeur s'établit à 926,3 \$ (capital de 750,0 € au 31 décembre 2020 et juste valeur de 1 023,9 \$), comme couverture de son investissement net dans des établissements européens ayant l'euro comme monnaie fonctionnelle. En 2021, la société a comptabilisé des profits avant impôt de 63,9 \$ (pertes avant impôt de 75,8 \$ en 2020) liés aux fluctuations du taux de change sur les billets de premier rang non garantis libellés en euros au poste « Profits sur couverture de l'investissement net dans des établissements européens », dans l'état consolidé du résultat global.

8. Passifs au titre des contrats d'assurance

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Montant brut	Montant cédé	Montant net	Montant brut	Montant cédé	Montant net
Provision pour primes non acquises	10 437,7	2 260,0	8 177,7	8 397,5	1 899,1	6 498,4
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres	34 422,8	8 943,9	25 478,9	30 809,3	7 947,3	22 862,0
Passifs au titre des contrats d'assurance de dommages	44 860,5	11 203,9	33 656,6	39 206,8	9 846,4	29 360,4
Provision pour indemnités d'assurance vie ¹⁾	2 486,0	2,3	2 483,7	—	—	—
Passifs au titre des contrats d'assurance	47 346,5	11 206,2	36 140,3	39 206,8	9 846,4	29 360,4
Partie courante	20 618,3	4 740,3	15 878,0	17 389,7	4 218,2	13 171,5
Partie non courante	26 728,2	6 465,9	20 262,3	21 817,1	5 628,2	16 188,9
	47 346,5	11 206,2	36 140,3	39 206,8	9 846,4	29 360,4

1) *Eurolife a été consolidée le 14 juillet 2021, comme il est indiqué à la note 23.*

Au 31 décembre 2021, le montant net de la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres de la société de 25 478,9 \$ (22 862,0 \$ au 31 décembre 2020) comprenait les provisions calculées dossier par dossier de 10 258,5 \$ et les provisions pour SSND de 15 220,4 \$ (9 390,3 \$ et 13 471,7 \$ au 31 décembre 2020).

Provision pour primes non acquises, montant brut

Le tableau suivant présente l'évolution de la provision pour primes non acquises liée à l'assurance de dommages pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021	2020
Provision pour primes non acquises – 1 ^{er} janvier	8 397,5	7 222,4
Primes brutes émises ¹⁾	23 796,0	18 979,4
Moins : primes brutes acquises ¹⁾	(21 673,6)	(17 782,9)
Acquisitions de filiales (note 23)	64,1	—
Dessaisissement d'une filiale	(62,9)	—
Effet du change et autres	(83,4)	(21,4)
Provision pour primes non acquises – 31 décembre	10 437,7	8 397,5

1) *Les variations de la provision pour primes non acquises, montant brut, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 excluent les primes brutes émises et les primes brutes acquises du secteur Liquidation de sinistres en Europe, de 146,5 \$ et de 115,9 \$, étant donné que les passifs du secteur Liquidation de sinistres en Europe étaient inclus dans les passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente, dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et que le secteur Liquidation de sinistres en Europe a été déconsolidé le 31 mars 2020, comme il est indiqué à la note 23.*

Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres, montant brut

Le tableau suivant présente l'évolution de la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres liée à l'assurance de dommages pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021	2020
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres – 1 ^{er} janvier	30 809,3	28 500,2
Diminution des sinistres et frais de règlement de sinistres estimatifs pour les sinistres survenus au cours d'exercices antérieurs	(283,1)	(267,7)
Sinistres et frais de règlement de sinistres pour les sinistres survenus au cours de l'exercice considéré	14 396,8	12 303,9
Montants versés à l'égard de sinistres survenus :		
au cours de l'exercice considéré	(3 148,6)	(2 987,5)
au cours des exercices antérieurs	(7 212,8)	(7 338,0)
Acquisitions de filiales (note 23)	297,3	—
Dessaisissement d'une filiale	(18,7)	—
Effet du change et autres ¹⁾	(417,4)	598,4
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres – 31 décembre	34 422,8	30 809,3

1) *Le montant indiqué pour 2020 inclut des sinistres non payés de 347,7 \$ au titre des provisions pour sinistres reprises du secteur Liquidation de sinistres en Europe, qui ont été éliminés lors de la consolidation. Voir la note 23.*

Dans le tableau ci-dessus, la variation de la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres liée à l'assurance de dommages, inscrite pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, ne tient pas compte des sinistres et frais de règlement de sinistres de 196,9 \$ du secteur Liquidation de sinistres en Europe, car les passifs du secteur Liquidation de sinistres en Europe étaient inclus dans les passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente, dans l'état consolidé de la situation financière de la société au 31 décembre 2019, et que le secteur Liquidation de sinistres en Europe a été déconsolidé au 31 mars 2020, comme il est précisé à la note 23.

Provision pour indemnités d'assurance vie

Le tableau suivant présente l'évolution de la provision pour indemnités d'assurance vie pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021	2020
Provision pour indemnités d'assurance vie – 1 ^{er} janvier	—	—
Acquisition d'une filiale (note 23)	2 638,5	—
Affaires nouvelles et renouvellements	78,1	—
Résiliations, déchéances, échéances et décès	(121,0)	—
Effet du change et autres	(109,6)	—
Provision pour indemnités d'assurance vie – 31 décembre	<u>2 486,0</u>	<u>—</u>

Évolution des sinistres, montant brut

L'évolution des passifs d'assurance illustre l'incertitude liée à la mesure de ces passifs et fournit une mesure de la capacité de la société à estimer la valeur définitive des sinistres. Le tableau qui suit présente la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres à la fin de chaque année civile, le montant cumulatif des paiements faits à l'égard de cette provision pour les années subséquentes et la nouvelle estimation de la provision pour chaque année civile au 31 décembre 2021.

	Année civile									
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres liée à l'assurance de dommages	19 648,8	19 212,8	17 749,1	19 816,4	19 481,8	28 610,8	29 081,7	28 500,2	30 809,3	34 422,8
Moins : CTR Life ¹⁾	20,6	17,9	15,2	14,2	12,8	8,7	8,0	7,0	5,5	4,4
	<u>19 628,2</u>	<u>19 194,9</u>	<u>17 733,9</u>	<u>19 802,2</u>	<u>19 469,0</u>	<u>28 602,1</u>	<u>29 073,7</u>	<u>28 493,2</u>	<u>30 803,8</u>	<u>34 418,4</u>
Paiements cumulatifs :										
Un an plus tard	4 323,5	4 081,1	3 801,6	4 441,4	4 608,0	7 564,0	7 732,0	7 288,8	7 180,7	
Deux ans plus tard	7 153,1	6 787,6	6 364,5	7 283,6	7 631,4	12 081,3	12 313,5	11 598,0		
Trois ans plus tard	9 148,0	8 775,5	8 172,7	9 466,5	9 655,9	15 222,3	15 363,3			
Quatre ans plus tard	10 702,8	10 212,4	9 561,8	10 914,2	11 122,6	17 378,8				
Cinq ans plus tard	11 783,3	11 354,4	10 496,4	12 013,9	12 233,4					
Six ans plus tard	12 729,6	12 123,4	11 202,2	12 859,5						
Sept ans plus tard	13 335,1	12 754,2	11 793,5							
Huit ans plus tard	13 877,0	13 283,6								
Neuf ans plus tard	14 341,1									
Nouvelle estimation de la provision :										
Un an plus tard	19 021,2	18 375,6	16 696,4	19 169,3	19 343,1	27 580,6	28 974,3	28 225,5	30 360,1	
Deux ans plus tard	18 529,4	17 475,0	16 269,2	18 973,6	18 804,8	27 565,9	28 839,4	28 165,4		
Trois ans plus tard	17 820,5	17 307,9	16 114,0	18 502,5	18 752,8	27 451,3	28 990,4			
Quatre ans plus tard	17 735,5	17 287,2	15 938,9	18 469,1	18 743,9	27 698,6				
Cinq ans plus tard	17 830,5	17 203,5	16 049,6	18 490,5	19 046,6					
Six ans plus tard	17 791,8	17 340,1	16 123,1	18 759,5						
Sept ans plus tard	17 931,9	17 420,0	16 403,8							
Huit ans plus tard	18 041,2	17 680,5								
Neuf ans plus tard	18 285,9									
Évolution favorable	1 342,3	1 514,4	1 330,1	1 042,7	422,4	903,5	83,3	327,8	443,7	
L'évolution favorable comprend :										
Incidence du change	569,8	475,0	277,4	(185,7)	(148,0)	550,0	186,3	267,6	190,6	
Évolution favorable (défavorable) de la provision pour sinistres	772,5	1 039,4	1 052,7	1 228,4	570,4	353,5	(103,0)	60,2	253,1	
	<u>1 342,3</u>	<u>1 514,4</u>	<u>1 330,1</u>	<u>1 042,7</u>	<u>422,4</u>	<u>903,5</u>	<u>83,3</u>	<u>327,8</u>	<u>443,7</u>	

1) Activités de rétrocession de contrats de prestations de décès minimales garanties conclus par la Compagnie Transcontinentale de Réassurance (« CTR Life »), filiale en propriété exclusive de la société qui a été transférée à Wentworth et incluse dans le secteur Liquidation de sinistres en 2002.

L'effet du change dans le tableau plus haut résulte essentiellement de la conversion en dollars américains des provisions pour sinistres des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain. L'exposition de la société au risque de change et la façon dont la société gère ce risque sont expliquées à la note 24.

L'évolution des provisions pour sinistres dans le tableau plus haut ne tient pas compte de l'évolution des provisions d'une filiale pendant l'exercice au cours duquel elle a été acquise, tandis que l'état consolidé du résultat net en tient compte à partir de sa date d'acquisition.

L'évolution favorable de la provision pour sinistres de 253,1 \$ au cours de l'année civile 2021, indiquée dans le tableau ci-dessus, est principalement attribuable à l'évolution favorable pour les années de survenance 2020, 2019 et 2018, en partie contrebalancée par l'évolution défavorable essentiellement attribuable aux provisions pour sinistres liés à l'amiante et autres sinistres latents.

Évolution des sinistres et frais de règlement de sinistres relatifs à l'amiante

Avant d'être acquises par la société, un certain nombre des filiales de celle-ci avaient souscrit des contrats d'assurance responsabilité civile et des contrats de réassurance, aux termes desquels les titulaires de police continuent de présenter des demandes d'indemnisation pour des préjudices causés par l'amiante. La quasi-totalité de ces réclamations sont soumises aux termes de polices souscrites il y a de nombreuses années et sont principalement incluses dans le secteur Liquidation de sinistres aux États-Unis.

Ces types de sinistres comportent beaucoup d'incertitude, ce qui influe sur la capacité des assureurs et des réassureurs d'estimer le montant définitif des sinistres non payés et des frais de règlement de sinistres connexes. La majorité de ces sinistres diffèrent de la plupart des autres types de sinistres du fait de l'incohérence des précédents, lorsqu'il y a précédent, permettant de déterminer le type de couverture qui existe, s'il en existe une, quelles années sont couvertes, s'il y a lieu, et quels assureurs/réassureurs sont responsables, s'il y a lieu. Ces incertitudes sont exacerbées par l'incohérence des décisions des

tribunaux et des interprétations judiciaires et législatives des contrats d'assurance. Dans certains cas, ceux qui les interprètent sapent l'intention claire et explicite des parties aux contrats d'assurance et, dans d'autres cas, ils extrapolent les théories de la responsabilité.

Les variations de la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres de la société relativement aux sinistres liés à l'amiante aux États-Unis, sur une base brute et sur une base nette, se présentent comme suit pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021		2020	
	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres liés à l'amiante – 1 ^{er} janvier	1 030,6	840,0	1 074,6	860,5
Sinistres et frais de règlement de sinistres engagés	199,1	151,6	161,0	121,2
Sinistres et frais de règlement de sinistres payés	(193,0)	(152,7)	(205,0)	(141,7)
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres liés à l'amiante – 31 décembre	<u>1 036,7</u>	<u>838,9</u>	<u>1 030,6</u>	<u>840,0</u>

9. Réassurance

Le tableau suivant présente la part des réassureurs dans les passifs au titre des contrats d'assurance :

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Montants bruts à recouvrer des réassureurs	Provision pour créances irrécouvrables ¹⁾	Montants à recouvrer des réassureurs	Montants bruts à recouvrer des réassureurs	Provision pour créances irrécouvrables ¹⁾	Montants à recouvrer des réassureurs
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres	8 989,3	(43,1)	8 946,2	7 971,7	(24,4)	7 947,3
Part des sinistres payés revenant aux réassureurs	1 019,9	(135,6)	884,3	818,0	(131,2)	686,8
Provision pour primes non acquises	2 260,0	—	2 260,0	1 899,1	—	1 899,1
	<u>12 269,2</u>	<u>(178,7)</u>	<u>12 090,5</u>	<u>10 688,8</u>	<u>(155,6)</u>	<u>10 533,2</u>
Partie courante			5 572,4			4 839,0
Partie non courante			6 518,1			5 694,2
			<u>12 090,5</u>			<u>10 533,2</u>

1) La gestion du risque de crédit lié aux montants de réassurance à recouvrer est traitée à la note 24.

Le tableau suivant présente l'évolution de la part revenant aux réassureurs des sinistres payés, des sinistres non payés, des primes non acquises et de la provision pour soldes irrécouvrables au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2021				
	Sinistres payés	Sinistres non payés	Primes non acquises	Provision pour soldes de réassurance irrécouvrables	Montants à recouvrer des réassureurs
Solde au 1 ^{er} janvier	818,0	7 971,7	1 899,1	(155,6)	10 533,2
Part des réassureurs dans les sinistres payés aux assurés	2 360,3	(2 360,3)	—	—	—
Recouvrements de réassurance reçus	(2 152,8)	—	—	—	(2 152,8)
Part des réassureurs dans les sinistres non payés ou primes acquises ¹⁾	—	3 479,0	(5 228,8)	—	(1 749,8)
Primes cédées aux réassureurs ¹⁾	—	—	5 632,1	—	5 632,1
Variation de la provision, recouvrement ou sortie des soldes dépréciés	(1,7)	—	—	(22,1)	(23,8)
Acquisitions de filiales (note 23)	0,3	82,7	16,7	—	99,7
Dessaisissement d'une filiale	(3,3)	(6,4)	(10,6)	—	(20,3)
Effet du change et autres	(0,9)	(177,4)	(48,5)	(1,0)	(227,8)
Solde au 31 décembre	<u>1 019,9</u>	<u>8 989,3</u>	<u>2 260,0</u>	<u>(178,7)</u>	<u>12 090,5</u>

1) Le 1^{er} octobre 2021, Brit a finalisé le transfert d'un portefeuille de sinistres à un tiers afin de réassurer les provisions pour sinistres d'un portefeuille de risques composé principalement de branches d'assurance de dommages et d'assurances abandonnées pour les années de survenance précédentes. Dans le cadre de cette transaction, Brit a cédé des passifs nets de 379,1 \$ au titre de contrats d'assurance pour une contrepartie de 344,1 \$ et comptabilisé un montant net de 35,0 \$ au titre de l'évolution favorable de la provision.

	2020				
	Sinistres payés	Sinistres non payés	Primes non acquises	Provision pour soldes de réassurance irrécouvrables	Montants à recouvrer des réassureurs
Solde au 1 ^{er} janvier	776,9	6 956,7	1 583,7	(161,5)	9 155,8
Part des réassureurs dans les sinistres payés aux assurés	2 375,4	(2 375,4)	—	—	—
Recouvrements de réassurance reçus	(2 317,9)	—	—	—	(2 317,9)
Part des réassureurs dans les sinistres non payés ou primes acquises ¹⁾	—	2 842,3	(3 923,6)	—	(1 081,3)
Primes cédées aux réassureurs	—	—	4 261,4	—	4 261,4
Variation de la provision, recouvrement ou sortie des soldes dépréciés	(2,7)	—	—	6,0	3,3
Effet du change et autres ²⁾	(13,7)	548,1	(22,4)	(0,1)	511,9
Solde au 31 décembre	<u>818,0</u>	<u>7 971,7</u>	<u>1 899,1</u>	<u>(155,6)</u>	<u>10 533,2</u>

1) Les variations de la part des réassureurs dans les sinistres non payés et les primes non acquises pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 excluent la part des réassureurs dans les sinistres non payés et les primes acquises du secteur Liquidation de sinistres en Europe, de 70,6 \$ et de 13,5 \$, étant donné que les actifs du secteur Liquidation de sinistres en Europe étaient inclus dans les actifs détenus en vue de la vente, dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et que le secteur Liquidation de sinistres en Europe a été déconsolidé le 31 mars 2020, comme il est indiqué à la note 23.

2) Comprend des sinistres non payés de 467,1 \$ provenant de la provision pour sinistres cédée au secteur Liquidation de sinistres en Europe, qui a été éliminée antérieurement lors de la consolidation. Voir la note 23.

Les produits de commissions tirés des primes cédées aux réassureurs en 2021 de 1 007,8 \$ (821,0 \$ en 2020) sont inclus dans les commissions, montant net, dans l'état consolidé du résultat net.

10. Créances et montants à payer découlant de contrats d'assurance

Le tableau suivant présente la composition des créances découlant de contrats d'assurance.

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Primes d'assurance à recevoir	4 247,1	3 665,6
Primes de réassurance à recevoir	1 863,9	1 385,3
Fonds retenus à recevoir	574,0	567,3
Autres	234,0	235,6
Provision pour créances irrécouvrables	(35,8)	(37,7)
	<u>6 883,2</u>	<u>5 816,1</u>
Partie courante	6 170,0	5 144,7
Partie non courante	713,2	671,4
	<u>6 883,2</u>	<u>5 816,1</u>

Le tableau qui suit présente la variation des soldes des primes d'assurance à recevoir et des primes de réassurance à recevoir pour les exercices clos les 31 décembre.

	Primes d'assurance à recevoir		Primes de réassurance à recevoir	
	2021	2020	2021	2020
Solde au 1 ^{er} janvier	3 665,6	3 325,0	1 385,3	1 176,0
Primes brutes émises ¹⁾	18 118,6	14 309,4	5 791,6	4 670,0
Primes recouvrées	(15 703,6)	(12 537,2)	(3 963,7)	(3 375,6)
Montants à payer à des courtiers et à des agents	(1 770,1)	(1 417,3)	(1 332,3)	(1 104,8)
Acquisitions de filiales (note 23)	10,2	—	25,8	—
Dessaisissement d'une filiale	(25,2)	—	—	—
Effet du change et autres	(48,4)	(14,3)	(42,8)	19,7
Solde au 31 décembre	<u>4 247,1</u>	<u>3 665,6</u>	<u>1 863,9</u>	<u>1 385,3</u>

1) Les variations des primes d'assurance à recevoir et des primes de réassurance à recevoir pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 excluent les primes brutes émises du secteur Liquidation de sinistres en Europe, de 146,5 \$, car les actifs du secteur Liquidation de sinistres en Europe étaient inclus dans les actifs détenus en vue de la vente, dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et le secteur Liquidation de sinistres en Europe a été déconsolidé le 31 mars 2020, comme il est indiqué à la note 23.

Le tableau suivant présente les montants à payer découlant de contrats d'assurance.

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Montants à payer aux réassureurs	2 333,7	1 669,5
Montants à payer reliés aux produits d'assurance vie liés à des unités (note 3 et note 23)	621,7	—
Frais d'acquisition de primes différés cédés	510,3	441,1
Fonds retenus à payer aux réassureurs	274,0	206,3
Montants à payer à des agents et à des courtiers	142,4	127,2
Taxes sur les primes à payer	124,1	93,1
Commissions à payer	100,8	69,0
Autres montants à payer au titre de contrats d'assurance	386,5	357,8
	<u>4 493,5</u>	<u>2 964,0</u>
Partie courante	3 503,4	2 705,8
Partie non courante	990,1	258,2
	<u>4 493,5</u>	<u>2 964,0</u>

11. Frais d'acquisition de primes différés

Le tableau suivant présente la variation des frais d'acquisition de primes différés pour les exercices clos les 31 décembre.

	2021	2020
Solde au 1 ^{er} janvier	1 543,7	1 344,3
Frais d'acquisition de primes différés	4 502,4	3 629,4
Dotations aux amortissements ¹⁾	(4 098,1)	(3 424,0)
Dessaisissement d'une filiale	(19,7)	—
Effet du change et autres	(4,2)	(6,0)
Solde au 31 décembre	<u>1 924,1</u>	<u>1 543,7</u>

1) Le montant indiqué pour 2020 exclut l'amortissement des charges de commissions de 7,7 \$, car les actifs du secteur Liquidation de sinistres en Europe ont été inclus dans les actifs détenus en vue de la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et le secteur Liquidation de sinistres en Europe a été déconsolidé le 31 mars 2020, comme il est précisé à la note 23.

12. Goodwill et immobilisations incorporelles

Le tableau suivant présente la composition du goodwill et des immobilisations incorporelles.

	Goodwill		Immobilisations incorporelles			Total
		Droits de participation de Lloyd's ¹⁾	Relations clients et relations courtiers	Marques ¹⁾	Logiciels et autres ¹⁾	
Solde au 1 ^{er} janvier 2021	3 126,3	503,2	867,5	1 153,3	578,8	6 229,1
Entrées	60,7	—	17,8	27,9	264,3	370,7
Cessions ²⁾	(28,9)	—	(25,1)	(64,0)	(7,5)	(125,5)
Dotation aux amortissements	—	—	(96,6)	—	(342,8)	(439,4)
Pertes de valeur ³⁾	(52,1)	—	—	(33,1)	(0,1)	(85,3)
Effet du change et autres	(21,2)	—	(2,7)	3,2	(0,7)	(21,4)
Solde au 31 décembre 2021	3 084,8	503,2	760,9	1 087,3	492,0	5 928,2
Valeur comptable brute	3 214,1	503,2	1 338,5	1 139,2	1 427,0	7 622,0
Cumul des amortissements	—	—	(577,4)	—	(915,4)	(1 492,8)
Cumul des pertes de valeur	(129,3)	—	(0,2)	(51,9)	(19,6)	(201,0)
	3 084,8	503,2	760,9	1 087,3	492,0	5 928,2

	Goodwill		Immobilisations incorporelles			Total
		Droits de participation de Lloyd's ¹⁾	Relations clients et relations courtiers	Marques ¹⁾	Logiciels et autres ¹⁾	
Solde au 1 ^{er} janvier 2020	2 997,3	503,2	969,8	1 181,1	542,7	6 194,1
Entrées	182,1	—	(1,0)	0,1	221,0	402,2
Cessions ²⁾	(30,3)	—	—	—	(66,5)	(96,8)
Dotation aux amortissements	—	—	(100,4)	—	(115,6)	(216,0)
Pertes de valeur ³⁾	(33,0)	—	(2,1)	(44,7)	(6,3)	(86,1)
Effet du change et autres	10,2	—	1,2	16,8	3,5	31,7
Solde au 31 décembre 2020	3 126,3	503,2	867,5	1 153,3	578,8	6 229,1
Valeur comptable brute	3 199,6	503,2	1 383,6	1 200,4	1 210,4	7 497,2
Cumul des amortissements	—	—	(513,7)	—	(611,9)	(1 125,6)
Cumul des pertes de valeur	(73,3)	—	(2,4)	(47,1)	(19,7)	(142,5)
	3 126,3	503,2	867,5	1 153,3	578,8	6 229,1

1) Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée non amortissables avaient une valeur comptable totale de 1 686,2 \$ au 31 décembre 2021 (1 751,6 \$ au 31 décembre 2020).

2) En 2021, la société a vendu les activités de Toys "R" Us Canada, et Fairfax India a vendu sa participation de 48,8 % dans Privi, comme il est expliqué à la note 23. En 2020, AMAG Insurance a réglé son entente de bancassurance avec PT Bank Pan Indonesia Tbk, a reçu une contrepartie en trésorerie de 66,3 \$ et comptabilisé un profit net de 3,2 \$ sur cession de l'immobilisation incorporelle.

3) Pertes de valeur hors trésorerie comptabilisées à l'état consolidé du résultat net dans les charges d'exploitation et dans les autres charges des secteurs comptables « Sociétés d'assurance et de réassurance » et « Sociétés autres que des sociétés d'assurance », respectivement.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (« UGT ») de la société de la façon suivante :

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Goodwill	Immobilisations incorporelles	Total	Goodwill	Immobilisations incorporelles	Total
Sociétés d'assurance et de réassurance						
Allied World	940,0	565,8	1 505,8	940,0	611,7	1 551,7
Brit	215,6	580,5	796,1	200,2	581,1	781,3
Zenith National	317,6	84,4	402,0	317,6	93,2	410,8
Crum & Forster	189,1	91,0	280,1	188,8	104,2	293,0
Northbridge	94,9	121,3	216,2	95,4	105,5	200,9
Odyssey Group	119,7	54,9	174,6	119,7	57,3	177,0
Tous les autres ¹⁾	95,9	116,3	212,2	148,4	64,2	212,6
	1 972,8	1 614,2	3 587,0	2 010,1	1 617,2	3 627,3
Sociétés autres que des sociétés d'assurance						
Recettes Illimitées	321,2	980,5	1 301,7	280,9	1 011,0	1 291,9
Farmers Edge	208,3	16,0	224,3	202,6	17,0	219,6
Thomas Cook India	142,1	54,5	196,6	144,6	56,3	200,9
AGT	154,4	34,9	189,3	168,5	47,1	215,6
Boat Rocker	89,1	90,2	179,3	90,1	230,8	320,9
Tous les autres ²⁾	196,9	53,1	250,0	229,5	123,4	352,9
	1 112,0	1 229,2	2 341,2	1 116,2	1 485,6	2 601,8
	3 084,8	2 843,4	5 928,2	3 126,3	3 102,8	6 229,1

1) Comprend essentiellement les soldes liés à AMAG Insurance, Pacific Insurance et Eurolife, ainsi que Liquidation de sinistres aux États-Unis en 2020.

2) Comprend principalement les soldes liés à Dexterra Group, Pethealth, Privi (déconsolidée le 29 avril 2021), Mosaic Capital (déconsolidée le 5 août 2021) et Sterling Resorts.

Au 31 décembre 2021, le goodwill et les immobilisations incorporelles étaient composés principalement de montants découlant de la consolidation de Farmers Edge en 2020 et des acquisitions suivantes : AGT en 2019, Allied World en 2017, St-Hubert et Original Joe's (les deux par Recettes Illimitées) en 2016, Recettes Illimitées et Brit en 2015, Thomas Cook India en 2012 et Zenith National en 2010. Des tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été effectués en 2021, à la suite desquels la société a conclu qu'aucune perte de valeur n'avait été subie. Aux fins des tests de dépréciation, la valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT était fondée sur le montant le plus élevé entre : i) la juste valeur diminuée des coûts de sortie, déterminée à l'aide des cours du marché, y compris une prime de contrôle ou à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie; et ii) la valeur d'utilité, déterminée selon les modèles d'actualisation des flux de trésorerie.

Pour préparer les modèles d'actualisation des flux de trésorerie, des projections de flux de trésorerie couvrant généralement une période de cinq ans sont dérivées des budgets financiers approuvés par la direction. Les flux de trésorerie postérieurs aux périodes projetées ont été extrapolés à l'aide de taux de croissance estimés qui ne dépassent pas le taux de croissance à long terme moyen historique pour le secteur dans lequel chaque UGT exerce ses activités. Un certain nombre d'autres hypothèses et estimations, concernant notamment les primes, les rendements des placements, les produits des activités ordinaires, les charges, les taux de redevances et les besoins de fonds de roulement, ont dû être intégrées aux modèles d'actualisation des flux de trésorerie. Les prévisions sont fondées sur les meilleures estimations quant aux primes ou produits futurs, les charges d'exploitation selon les tendances historiques, les conditions générales des marchés segmentés sur une base géographique, les tendances et prévisions pour le secteur d'activité et d'autres informations disponibles. Ces hypothèses et estimations ont été passées en revue par la direction de l'UGT concernée et par la direction de Fairfax. Les prévisions de flux de trésorerie ont été ajustées par l'application de taux d'actualisation appropriés variant de 8,1 % à 12,1 % pour les filiales d'assurance et de réassurance et de 9,4 % à 19,8 % pour les filiales non liées au secteur de l'assurance. Un rendement à long terme de 5,0 % a été appliqué aux portefeuilles de placement et aux filiales de réassurance. Les taux de croissance à long terme utilisés pour extrapoler les flux de trésorerie postérieurs à la période de cinq ans pour la majorité des UGT vont de 3,0 % à 3,7 %.

13. Autres actifs

La ventilation des autres actifs est présentée ci-dessous.

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Sociétés d'assurance et de réassurance ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total	Sociétés d'assurance et de réassurance ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total
Immobilisations corporelles et actifs au titre de droits d'utilisation (note 22)	725,6	1 558,4	2 284,0	758,1	1 996,0	2 754,1
Actifs reliés à des produits d'assurance liés à des unités (note 3 et note 23)	637,1	—	637,1	—	—	—
Stocks	—	547,3	547,3	—	645,6	645,6
Créances découlant des autres produits	—	508,4	508,4	—	550,8	550,8
Créances sur contrats de location-financement (note 22)	9,4	256,7	266,1	8,5	296,9	305,4
Impôt sur le résultat, taxe de vente et subventions à recevoir	61,6	170,3	231,9	85,5	170,9	256,4
Intérêts et dividendes courus	211,4	3,7	215,1	195,5	2,4	197,9
Charges payées d'avance	110,9	94,9	205,8	125,2	120,7	245,9
Créances liées aux titres vendus mais non réglés	135,4	—	135,4	28,5	—	28,5
Sinistres payés d'avance	129,4	—	129,4	118,6	—	118,6
Excédent des régimes de retraite (note 21)	113,8	—	113,8	48,8	—	48,8
Autres ²⁾	791,1	55,9	847,0	620,0	85,2	705,2
	<u>2 925,7</u>	<u>3 195,6</u>	<u>6 121,3</u>	<u>1 988,7</u>	<u>3 868,5</u>	<u>5 857,2</u>
Partie courante	989,9	1 343,7	2 333,6	925,5	1 504,5	2 430,0
Partie non courante	1 935,8	1 851,9	3 787,7	1 063,2	2 364,0	3 427,2
	<u>2 925,7</u>	<u>3 195,6</u>	<u>6 121,3</u>	<u>1 988,7</u>	<u>3 868,5</u>	<u>5 857,2</u>

1) Comprend les secteurs à présenter Assurance vie et Liquidation de sinistres ainsi que Siège social et autres.

2) Essentiellement composés des autres créances, des dépôts et des régimes de rémunération différés.

14. Dettes d'exploitation et charges à payer

Le tableau suivant présente la composition des dettes d'exploitation et charges à payer.

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Sociétés d'assurance et de réassurance ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total	Sociétés d'assurance et de réassurance ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total
Obligations locatives (note 22)	384,2	756,5	1 140,7	456,8	995,3	1 452,1
Dettes d'exploitation liées au coût des ventes	—	580,9	580,9	—	625,7	625,7
Passifs au titre de salaires et avantages du personnel	482,6	85,6	568,2	394,4	90,6	485,0
Retenues et impôt et taxes à payer	453,9	23,8	477,7	367,3	29,1	396,4
Produits différés tirés des cartes-primaires, des services d'accueil et autres produits des activités ordinaires	35,4	318,5	353,9	21,1	433,3	454,4
Passifs au titre des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite (note 21)	237,4	16,5	253,9	325,3	26,6	351,9
Impôt sur le résultat à payer	163,8	11,2	175,0	42,8	21,7	64,5
Frais d'administration et autres frais ²⁾	1 150,9	284,2	1 435,1	822,0	344,1	1 166,1
	<u>2 908,2</u>	<u>2 077,2</u>	<u>4 985,4</u>	<u>2 429,7</u>	<u>2 566,4</u>	<u>4 996,1</u>
Partie courante	1 538,7	1 177,2	2 715,9	1 274,7	1 414,6	2 689,3
Partie non courante	1 369,5	900,0	2 269,5	1 155,0	1 151,8	2 306,8
	<u>2 908,2</u>	<u>2 077,2</u>	<u>4 985,4</u>	<u>2 429,7</u>	<u>2 566,4</u>	<u>4 996,1</u>

1) Comprend les secteurs à présenter Assurance vie et Liquidation de sinistres ainsi que Siège social et autres.

2) Essentiellement composés des charges d'exploitation à payer, des avances de clients et des passifs liés aux acquisitions d'entreprises.

15. Emprunts

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Capital	Valeur comptable ^{a)}	Juste valeur ^{b)}	Capital	Valeur comptable ^{a)}	Juste valeur ^{b)}
Emprunts – société de portefeuille						
Fairfax – billets non garantis ^{d)} :						
5,84 %, échéant le 14 octobre 2022 (446,0 \$ CA) ⁴⁾	—	—	—	350,1	351,1	377,6
4,50 %, échéant le 22 mars 2023 (400,0 \$ CA) ⁴⁾	—	—	—	314,0	312,9	334,1
4,142 %, échéant le 7 février 2024 ¹⁾	—	—	—	85,0	85,0	85,1
4,875 %, échéant le 13 août 2024	282,5	281,1	301,7	282,5	280,6	309,7
4,95 %, échéant le 3 mars 2025 (350,0 \$ CA)	277,1	275,4	299,6	274,7	272,5	306,3
8,30 %, échéant le 15 avril 2026 ²⁾	91,8	91,7	113,3	91,8	91,7	118,6
4,70 %, échéant le 16 décembre 2026 (450,0 \$ CA)	356,3	354,8	387,9	353,2	351,5	394,6
4,25 %, échéant le 6 décembre 2027 (650,0 \$ CA)	514,6	513,1	551,4	510,2	508,5	558,3
2,75 %, échéant le 29 mars 2028 (750,0 €)	852,9	842,4	926,3	917,7	904,4	1 023,9
4,85 %, échéant le 17 avril 2028	600,0	596,3	668,5	600,0	595,8	677,6
4,23 %, échéant le 14 juin 2029 (500,0 \$ CA)	395,8	394,2	424,4	392,5	390,6	426,7
4,625 %, échéant le 29 avril 2030	650,0	645,9	730,0	650,0	645,4	731,8
3,375 %, échéant le 3 mars 2031 ³⁾	600,0	585,1	620,7	—	—	—
3,95 %, échéant le 3 mars 2031 (850,0 \$ CA) ⁴⁾	672,9	668,0	701,3	—	—	—
7,75 %, échéant le 15 juillet 2037 ²⁾	91,3	90,6	125,4	91,3	90,6	123,1
Facilité de crédit renouvelable ²⁾	—	—	—	700,0	700,0	700,0
	<u>5 385,2</u>	<u>5 338,6</u>	<u>5 850,5</u>	<u>5 613,0</u>	<u>5 580,6</u>	<u>6 167,4</u>
Emprunts – sociétés d'assurance et de réassurance						
Odyssey Group – billets de premier rang non garantis à taux variable, échéant en 2021 ⁶⁾	—	—	—	90,0	90,0	91,0
Allied World – billets de premier rang à 4,35 %, échéant le 29 octobre 2025	500,0	503,9	536,9	500,0	505,0	544,9
Allied World – facilité de crédit renouvelable et autres emprunts	17,4	20,6	21,1	40,8	44,2	51,4
Zenith National – débentures à 8,55 %, échéant le 1 ^{er} août 2028 ⁴⁾	38,5	38,3	38,3	38,5	38,3	38,3
Brit – billets subordonnés à 3,6757 %, échéant le 9 décembre 2030 (135,0 £)	182,9	182,9	174,5	184,5	184,5	170,4
Brit – facilité de crédit renouvelable à taux variable	45,0	45,0	45,0	130,0	130,0	130,0
First Mercury – titres privilégiés de fiducie échéant en 2036 et en 2037 ⁵⁾	—	—	—	41,4	41,4	41,4
	<u>783,8</u>	<u>790,7</u>	<u>815,8</u>	<u>1 025,2</u>	<u>1 033,4</u>	<u>1 067,4</u>
Emprunts – sociétés autres que des sociétés d'assurance^{e)}						
Billets de premier rang non garantis à 5,00 % échéant en 2028 ⁸⁾ de Fairfax						
India	441,6	438,4	440,3	550,0	547,2	550,0
Fairfax India – emprunts des filiales	91,9	91,3	91,3	167,1	166,4	166,4
AGT – facilités de crédit, billets de premier rang et emprunts ⁹⁾	491,8	488,9	488,9	516,4	514,2	514,0
Recettes Illimitées – emprunts à terme et facilités de crédit	359,0	356,9	356,9	430,7	428,4	428,4
Boat Rocker – emprunts à vue et facilités de crédit renouvelables	93,8	93,1	93,1	184,6	183,0	183,0
Emprunts et facilités de crédit renouvelables, principalement à taux variables ⁷⁾	155,2	155,1	155,1	362,0	360,8	360,8
	<u>1 633,3</u>	<u>1 623,7</u>	<u>1 625,6</u>	<u>2 210,8</u>	<u>2 200,0</u>	<u>2 202,6</u>
Dettes totales	<u>7 802,3</u>	<u>7 753,0</u>	<u>8 291,9</u>	<u>8 849,0</u>	<u>8 814,0</u>	<u>9 437,4</u>

a) Le capital est présenté déduction faite des frais d'émission et des escomptes (primes) non amortis.

b) La majeure partie reposant sur des cours, le reste, sur des modèles d'actualisation des flux de trésorerie faisant appel à des données de marché observables (respectivement les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie de la juste valeur).

c) Ces emprunts sont sans recours pour la société de portefeuille.

d) Rachetables en tout temps par l'émetteur aux prix précisés dans le document de placement, sauf pour ceux présentés à la note e) ci-après.

e) Non rachetables avant la date d'échéance contractuelle.

En 2021 et par la suite, la société et ses filiales ont réalisé les opérations suivantes relatives à la dette :

Société de portefeuille

- 1) Le 29 octobre 2021, la société a racheté, au pair, ses billets de premier rang non garantis à 4,142 % échéant le 7 février 2024 d'un capital de 85,0 \$.
- 2) Le 29 juin 2021, la société a modifié et retraité sa facilité de crédit renouvelable non garantie de 2,0 G\$ auprès d'un groupe de prêteurs, afin de reporter, au 29 juin 2026, l'échéance du 21 décembre 2022. En 2021, la société a effectué un remboursement net de 700,0 \$ sur sa facilité de crédit renouvelable, laissant un montant emprunté de néant au 31 décembre 2021 (700,0 \$ au 31 décembre 2020). Les principales clauses restrictives de nature financière de la facilité de crédit imposent à la société de maintenir son ratio dette nette consolidée/capitaux permanents consolidés tout au plus à 0,35:1 et de s'assurer que les capitaux propres consolidés attribuables aux actionnaires de Fairfax ne soient pas inférieurs à 9,5 G\$. Au 31 décembre 2021, la société respectait ses clauses restrictives financières, soit un ratio dette consolidée/capitaux permanents consolidés de 0,245:1 et des capitaux propres consolidés attribuables aux actionnaires de Fairfax de 16,4 G\$, calculés selon les clauses restrictives de nature financière.
- 3) Le 3 mars 2021, la société a effectué le placement de billets de premier rang non garantis d'un capital de 600,0 \$, à 3,375 %, échéant le 3 mars 2031, pour un produit net de 583,8 \$, déduction faite de l'escompte, des commissions et des frais. Les commissions et frais de 15,4 \$ étaient inclus dans la valeur comptable des billets.
- 4) Le 1^{er} mars 2021, la société a effectué le placement de billets de premier rang non garantis d'un capital de 671,6 \$ (850,0 \$ CA), à 3,95 %, échéant le 3 mars 2031, pour un produit net de 666,2 \$, déduction faite des primes, des commissions et des frais. Les commissions et frais de 5,4 \$ étaient inclus dans la valeur comptable des billets. Le 29 mars 2021, la société a utilisé le produit net tiré de ce placement pour racheter ses billets de premier rang non garantis d'un capital de 353,5 \$ (446,0 \$ CA) à 5,84 % échéant le 14 octobre 2022 et ses billets de premier rang non garantis d'un capital de 317,1 \$ (400,0 \$ CA) à 4,50 % échéant le 22 mars 2023, enregistrant une perte sur rachat de 45,7 \$, laquelle a été comptabilisée à titre de charge d'intérêts. Parallèlement aux rachats, la société a désigné la valeur comptable de ses billets de premier rang d'un capital de 850,0 \$ CA échéant le 3 mars 2031, comme couverture d'une tranche de son investissement net dans des filiales canadiennes.

Sociétés d'assurance et de réassurance

- 5) Le 15 décembre 2021, Crum & Forster a racheté ses titres privilégiés de fiducie de First Mercury d'un capital de 41,4 \$.
- 6) Le 15 juin 2021 et le 15 mars 2021, Odyssey Group a racheté des tranches de capital respectives de 40,0 \$ et de 50,0 \$ de ses billets de premier rang non garantis.

Sociétés autres que des sociétés d'assurance

- 7) Le 17 décembre 2021, Fairfax India a conclu une facilité de crédit renouvelable à taux variable non garantie d'une durée de 3 ans de 175,0 \$ auprès d'un consortium de prêteurs, assortie d'une option de prorogation d'une année supplémentaire. Au 31 décembre 2021, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.
- 8) Le 26 février 2021, Fairfax India a réalisé le placement de billets de premier rang non garantis d'un capital de 500,0 \$ à 5,00 % échéant le 26 février 2028, et a par la suite utilisé le produit net pour rembourser un capital de 500,0 \$ sur son prêt à terme à taux variable. Les filiales d'assurance et de réassurance de la société ont acheté un capital de 58,4 \$ du placement de Fairfax India, selon les mêmes modalités que les autres participants, et le placement intragroupe est éliminé dans l'information financière consolidée de la société.
- 9) Le 4 janvier 2022, AGT a reporté au 17 mars 2023 l'échéance de ses facilités de crédit.

Le tableau suivant présente les variations des valeurs comptables des emprunts pour les exercices clos les 31 décembre.

	2021				2020			
	Société de portefeuille	Sociétés d'assurance et de réassurance	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total	Société de portefeuille	Sociétés d'assurance et de réassurance	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total
Solde au 1 ^{er} janvier	5 580,6	1 033,4	2 200,0	8 814,0	4 117,3	1 039,6	2 075,7	7 232,6
Entrées de trésorerie découlant des émissions	1 250,0	—	499,1	1 749,1	645,0	—	107,8	752,8
Sorties de trésorerie découlant des remboursements	(801,2)	(131,7)	(593,9)	(1 526,8)	—	(0,3)	(82,5)	(82,8)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes découlant des facilités de crédit et des emprunts à court terme	(700,0)	(84,3)	(262,0)	(1 046,3)	700,0	(10,0)	60,5	750,5
Variations hors trésorerie :								
Acquisition d'une filiale (note 23)	—	—	—	—	—	—	127,4	127,4
Déconsolidation d'une filiale (note 23)	—	(22,5)	(187,4)	(209,9)	—	—	(118,7)	(118,7)
Perte sur rachat	45,7	—	(0,1)	45,6	—	—	—	—
Effet du change et autres	(36,5)	(4,2)	(32,0)	(72,7)	118,3	4,1	29,8	152,2
Solde au 31 décembre	<u>5 338,6</u>	<u>790,7</u>	<u>1 623,7</u>	<u>7 753,0</u>	<u>5 580,6</u>	<u>1 033,4</u>	<u>2 200,0</u>	<u>8 814,0</u>

Le tableau suivant présente les remboursements du capital des emprunts.

	2022	2023	2024	2025	2026	Par la suite	Total
Société de portefeuille	—	—	282,5	277,1	448,1	4 377,5	5 385,2
Sociétés d'assurance et de réassurance	0,3	0,3	0,3	545,3	0,3	237,3	783,8
Sociétés autres que des sociétés d'assurance	584,4	62,8	208,0	21,1	20,2	736,8	1 633,3
Total	<u>584,7</u>	<u>63,1</u>	<u>490,8</u>	<u>843,5</u>	<u>468,6</u>	<u>5 351,6</u>	<u>7 802,3</u>

Charge d'intérêts

En 2021, la charge d'intérêts de 513,9 \$ (475,9 \$ en 2020) comprend une charge d'intérêts de 356,8 \$ (286,3 \$ en 2020) engagée sur les emprunts par la société de portefeuille et les sociétés d'assurance et de réassurance, qui inclut une perte sur rachat de billets de premier rang non garantis de la société de portefeuille de 45,7 \$ (néant en 2020), une charge d'intérêts de 99,2 \$ (126,8 \$ en 2020) engagée sur les emprunts par les sociétés autres que les sociétés d'assurance (emprunts qui sont sans recours pour la société de portefeuille) et une charge d'intérêts sur les obligations locatives de 57,9 \$ (62,8 \$ en 2020).

16. Total des capitaux propres

Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax

Capital autorisé

Le capital-actions autorisé de la société est constitué d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries, d'un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple (conférant collectivement 41,8 % des droits de vote) et d'un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne conférant une voix par action.

Capital émis

Le capital émis au 31 décembre 2021 comprenait 1 548 000 actions à droit de vote multiple et 24 986 170 actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale avant la déduction de 1 869 340 actions à droit de vote subalterne réservées à titre d'actions propres, aux fins des droits à des paiements fondés sur des actions (respectivement, 1 548 000, 27 124 093 et 1 696 357 au 31 décembre 2020). Les actions à droit de vote multiple ne sont pas négociées sur le marché.

Actions ordinaires

Le tableau suivant présente le nombre d'actions en circulation :

	2021	2020
Actions à droit de vote subalterne – 1 ^{er} janvier	25 427 736	26 082 299
Rachats aux fins d'annulation	(2 137 923)	(343 871)
Acquisition d'actions propres	(293 197)	(457 603)
Réémission d'actions propres	120 214	146 911
Actions à droit de vote subalterne aux 31 décembre	<u>23 116 830</u>	<u>25 427 736</u>
Actions à droit de vote multiple à l'ouverture et à la clôture de l'exercice	1 548 000	1 548 000
Actions à droit de vote multiple et subalterne détenues par l'entremise d'une participation dans un actionnaire à l'ouverture et à la clôture de l'exercice	(799 230)	(799 230)
Actions ordinaires véritablement en circulation aux 31 décembre	<u>23 865 600</u>	<u>26 176 506</u>

En 2021, la société a racheté aux fins d'annulation 137 923 actions à droit de vote subalterne (343 871 en 2020) aux termes de ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, au coût de 58,1 \$ (100,9 \$ en 2020), dont une tranche de 23,9 \$ (15,7 \$ en 2020) a été portée aux résultats non distribués.

Le 29 décembre 2021, la société a réalisé une offre publique de rachat importante aux termes de laquelle elle a racheté aux fins d'annulation 2 000 000 d'actions à droit de vote subalterne au prix de 500,00 \$ par action, pour une contrepartie en trésorerie totale de 1,0 G\$, dont une tranche de 504,6 \$ a été imputée aux résultats non distribués, représentant l'excédent de la valeur versée sur le capital libéré de la société de 495,4 \$, qui a été comptabilisé dans les actions ordinaires, au poste « Rachats aux fins d'annulation », dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

En 2021, la société a racheté, sur le marché libre, 293 197 actions à droit de vote subalterne au coût de 132,6 \$ (en 2020, 457 603 actions à droit de vote subalterne au coût de 137,9 \$) afin de les détenir comme actions propres pour les utiliser dans le cadre des droits à paiements fondés sur des actions. Après le 31 décembre 2021 et jusqu'au 3 mars 2022, la société a racheté, sur le marché libre, 92 719 actions à droit de vote subalterne au coût de 45,9 \$ afin de les détenir comme actions propres pour les utiliser dans le cadre des droits à paiements fondés sur des actions.

Le tableau suivant présente les dividendes versés par la société sur ses actions à droit de vote multiple et ses actions à droit de vote subalterne en circulation.

Date de déclaration	Date d'inscription	Date de paiement	Dividende par action	Total du paiement en trésorerie
5 janvier 2022	20 janvier 2022	27 janvier 2022	10,00 \$	249,9 \$
5 janvier 2021	21 janvier 2021	28 janvier 2021	10,00 \$	272,1 \$
3 janvier 2020	17 janvier 2020	28 janvier 2020	10,00 \$	275,7 \$

Actions privilégiées

Le tableau suivant présente les modalités des actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif au 31 décembre 2021.

	Prochaine date de rachat et de conversion possible ^{1), 2)}	Nombre d'actions en circulation ³⁾	Valeur comptable ³⁾	Capital déclaré ³⁾	Valeur liquidative préférentielle par action	Taux fixe annuel de dividende	Taux variable annuel de dividende ⁴⁾
Série C	31 décembre 2024	7 515 642	170,8 \$	\$ CA187,9	\$ CA25,00	4,71 %	—
Série D	31 décembre 2024	2 484 358	56,4 \$	\$ CA62,1	\$ CA25,00	—	3,28 %
Série E	31 mars 2025	5 440 132	124,5 \$	\$ CA136,0	\$ CA25,00	3,18 %	—
Série F	31 mars 2025	2 099 046	48,1 \$	\$ CA52,5	\$ CA25,00	—	2,29 %
Série G	30 septembre 2025	7 719 843	182,1 \$	\$ CA193,0	\$ CA25,00	2,96 %	—
Série H	30 septembre 2025	2 280 157	53,8 \$	\$ CA57,0	\$ CA25,00	—	2,69 %
Série I	31 décembre 2025	10 420 101	250,5 \$	\$ CA260,5	\$ CA25,00	3,33 %	—
Série J	31 décembre 2025	1 579 899	38,0 \$	\$ CA39,5	\$ CA25,00	—	2,98 %
Série K	31 mars 2022	9 500 000	231,7 \$	\$ CA237,5	\$ CA25,00	4,67 %	—
Série M	31 mars 2025	9 200 000	179,6 \$	\$ CA230,0	\$ CA25,00	5,00 %	—
			<u>1 335,5 \$</u>	<u>\$ CA1 456,0</u>			

1) Les actions privilégiées à taux fixe et variable et à dividende cumulatif sont rachetables par la société à chaque date de rachat indiquée et, par la suite, à cette date tous les cinq ans, au prix de 25,00 \$ CA l'action.

2) Les porteurs d'actions privilégiées à taux fixe et à dividende cumulatif de séries C, E, G, I, K et M auront le droit de convertir leurs actions en actions privilégiées à taux variable et à dividende cumulatif de séries D, F, H, J, L et N, respectivement, aux dates de conversion indiquées et, par la suite, à ces dates tous les cinq ans. Les porteurs des actions privilégiées à taux variable et à dividende cumulatif de séries D, F, H et J auront le droit de convertir leurs actions en actions privilégiées à taux fixe et à dividende cumulatif de séries C, E, G et I, respectivement, aux dates de conversion indiquées et, par la suite, à ces dates tous les cinq ans.

3) Pour chaque série d'actions privilégiées, le nombre d'actions en circulation, la valeur comptable et le capital déclaré sont restés inchangés en 2021.

4) Les actions privilégiées de séries D, F, H et J, ainsi que les actions privilégiées de séries L et N (dont aucune n'est encore émise), sont assorties d'un taux de dividende variable correspondant au taux de rendement des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois majoré de 3,15 %, 2,16 %, 2,56 %, 2,85 %, 3,51 % et 3,98 % respectivement, le taux étant rajusté à la fin de chaque trimestre civil.

En 2021, la société a payé des dividendes sur actions privilégiées de 44,5 \$ (44,0 \$ en 2020).

Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de Fairfax était composé des éléments suivants :

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Montant avant impôt	Produit d'impôt	Montant après impôt	Montant avant impôt	(Charge) produit d'impôt	Montant après impôt
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net						
Pertes de change	(636,2)	24,6	(611,6)	(550,8)	12,2	(538,6)
Quote-part du cumul des autres éléments du résultat global des entreprises associées, exclusion faite des pertes nettes sur les régimes à prestations définies	(79,8)	0,4	(79,4)	43,7	(12,3)	31,4
	<u>(716,0)</u>	<u>25,0</u>	<u>(691,0)</u>	<u>(507,1)</u>	<u>(0,1)</u>	<u>(507,2)</u>
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net						
Pertes nettes sur les régimes à prestations définies	(104,9)	27,5	(77,4)	(214,9)	54,7	(160,2)
Quote-part des pertes nettes sur les régimes à prestations définies des entreprises associées	(57,3)	5,5	(51,8)	(159,1)	18,2	(140,9)
Autres	8,4	10,1	18,5	(0,8)	10,1	9,3
	<u>(153,8)</u>	<u>43,1</u>	<u>(110,7)</u>	<u>(374,8)</u>	<u>83,0</u>	<u>(291,8)</u>
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de Fairfax	<u>(869,8)</u>	<u>68,1</u>	<u>(801,7)</u>	<u>(881,9)</u>	<u>82,9</u>	<u>(799,0)</u>

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle se présentent comme suit aux 31 décembre et pour les exercices clos à ces dates :

	Siège	31 décembre 2021		31 décembre 2020		Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	
		Pourcentage de participation ⁶⁾	Valeur comptable	Pourcentage de participation ⁶⁾	Valeur comptable	2021	2020
Sociétés d'assurance et de réassurance¹⁾							
Allied World ²⁾	Bermudes	29,1 %	1 419,6	29,1 %	1 329,0	117,8	106,6
Brit ³⁾	Royaume-Uni	13,8 %	559,3	—	121,7	14,0	(10,9)
Odyssey Group ⁴⁾	États-Unis	9,99 %	550,0	—	—	—	—
Tous les autres ⁵⁾	—	—	402,5	—	381,1	89,4	10,9
			<u>2 931,4</u>		<u>1 831,8</u>	<u>221,2</u>	<u>106,6</u>
Sociétés autres que des sociétés d'assurance							
Restaurants et commerces de détail ⁶⁾	—	—	494,3	—	469,7	11,8	(51,2)
Fairfax India ^{6), 7)}	Canada	6,1 %	1 133,1	6,6 %	1 130,9	72,7	(29,4)
Thomas Cook India	Inde	33,2 %	56,3	33,1 %	69,4	(16,8)	(23,5)
Autres ⁸⁾	—	—	315,1	—	168,9	(23,4)	(183,5)
			<u>1 998,8</u>		<u>1 838,9</u>	<u>44,3</u>	<u>(287,6)</u>
			<u>4 930,2</u>		<u>3 670,7</u>	<u>265,5</u>	<u>(181,0)</u>

- 1) Comprennent les sociétés d'assurance et de réassurance IARD, Assurance vie, Liquidation de sinistres ainsi que Sociétés et autres.
- 2) Le 28 avril 2021, Allied World a payé un dividende de 126,4 \$ (126,4 \$ au 30 avril 2020) à ses actionnaires minoritaires (OMERS, AIMCo et d'autres). L'augmentation de la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle dans Allied World rend compte surtout de la quote-part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle du résultat net d'Allied World (117,8 \$). La société a la possibilité d'acheter les participations des actionnaires minoritaires dans Allied World à certaines dates jusqu'en septembre 2024.
- 3) L'augmentation de la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle dans Brit en 2021 rend compte surtout de la vente d'une participation de 13,9 % dans Brit à OMERS, le 27 août 2021, comme il est indiqué à la note 23 et du placement de 124,0 \$ d'un tiers dans la filiale de Brit, Ki insurance, un groupe de sociétés du Lloyd's of London entièrement numériques et fonctionnant à partir d'algorithmes.
- 4) Le 15 décembre 2021, la société a vendu une participation de 9,99 % dans Odyssey Group à OMERS et à Investissements RPC, comme il est précisé à la note 23.
- 5) Essentiellement liés aux fonds de placement interne consolidés de Fairfax (détenus par RiverStone Barbados, comme il est indiqué à la note 23) et à Fairfax Asia.
- 6) Au 31 décembre 2021, le pourcentage de la participation ne donnant pas le contrôle dans Fairfax India et Recettes Illimitées s'établissait respectivement à 69,9 % et à 61,5 % (72,0 % et 59,8 % en 2020), ce qui diffère de leur pourcentage de droits de vote à titre de participation ne donnant pas le contrôle, respectivement de 6,1 % et de 39,0 % (6,6 % et 38,9 % au 31 décembre 2020). Après le 31 décembre 2021, soit le 15 février 2022, la société a acquis 5 416 000 actions à droit de vote subalterne de Fairfax India additionnelles auprès de participations ne donnant pas le contrôle, ce qui a ramené à 65,6 % et à 5,7 % le pourcentage de participation et le pourcentage de droits de vote dans Fairfax India détenus par les participations ne donnant pas le contrôle.
- 7) L'augmentation de la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle dans Fairfax India en 2021 rend compte surtout de la vente d'une participation dans Anchorage (107,4 \$), comme il est indiqué à la note 6, de la quote-part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle du résultat net de Fairfax India et de la vente d'une participation dans Fairchem, en partie contrebalancées par les rachats d'actions (114,3 \$, reflétant surtout la réalisation d'une offre publique de rachat importante pour une contrepartie de 105,0 \$, dans le cadre de laquelle Fairfax n'a pas déposé d'actions), de la déconsolidation de Privi (58,6 \$), comme il est précisé à la note 23, et de la faiblesse de la roupie indienne par rapport au dollar américain.
- 8) L'augmentation de la valeur comptable du poste « Autres » en 2021 reflète les premiers appels publics à l'épargne et les opérations sur capitaux propres connexes liés à Farmers Edge et à Boat Rocker.

Autres variations nettes des capitaux permanents

L'incidence sur les résultats non distribués et les participations ne donnant pas le contrôle de certaines opérations sur capitaux propres ainsi que des variations des participations de la société dans les filiales consolidées pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 est présentée au poste « Autres variations nettes des capitaux permanents » dans l'état consolidé des variations des capitaux propres, comme il est indiqué dans le tableau suivant. Se reporter à la note 23 et à la rubrique « Participations ne donnant pas le contrôle » dans la présente note pour un supplément d'information sur ces opérations.

	2021		2020	
	Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	Participations ne donnant pas le contrôle
Vente de participations ne donnant pas le contrôle dans Odyssey Group	429,1	550,0	—	—
Vente (acquisition) de participations ne donnant pas le contrôle dans Brit	115,4	296,7	(47,8)	(189,6)
Premiers appels publics à l'épargne et opérations sur capitaux propres correspondantes de Farmers Edge et de Boat Rocker	(3,1)	242,6	—	—
Placement d'un tiers dans la filiale de Brit, Ki Insurance	—	124,0	—	124,4
Vente par Fairfax India d'une participation dans Anchorage (note 6)	21,8	107,4	—	—
Dividendes versés par Allied World aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(89,6)	89,6	(88,6)	88,6
Rachats d'actions – Fairfax India	(12,5)	(114,3)	0,3	(29,1)
Participations nettes de tiers dans les fonds de placement interne de Fairfax	—	26,2	—	93,7
Autres	91,8	(95,3)	22,2	22,3
Tels qu'ils sont présentés dans les autres variations nettes des capitaux permanents, à l'état consolidé des variations des capitaux propres	552,9	1 226,9	(113,9)	110,3

17. Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de la façon suivante :

Résultat net attribuable aux actionnaires de Fairfax	3 401,1	218,4
Dividendes sur les actions privilégiées	(44,5)	(44,0)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – de base et dilué	3 356,6	174,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	25 953 114	26 446 939
Droits à des paiements fondés sur des actions	1 503 931	1 273 250
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué	27 457 045	27 720 189
Résultat net par action ordinaire – de base	129,33 \$	6,59 \$
Résultat net par action ordinaire – dilué	122,25 \$	6,29 \$

18. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de la société s'établissait comme suit pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021	2020
Impôt exigible :		
Charge d'impôt exigible pour l'exercice considéré	401,6	172,6
Ajustement au titre de l'impôt d'exercices antérieurs	(14,6)	(23,8)
	387,0	148,8
Impôt différé :		
Naissance et renversement des différences temporaires	313,5	51,1
Ajustement au titre de l'impôt différé d'exercices antérieurs	18,9	15,4
Autres	6,6	(8,6)
	339,0	57,9
Charge d'impôt	726,0	206,7

Une partie importante du résultat avant impôt de la société peut être réalisée à l'extérieur du Canada. Les taux d'impôt prévus par la loi à l'extérieur du Canada diffèrent généralement du taux d'impôt prévu par la loi au Canada, et l'écart peut être important. Le résultat avant impôt de la société et la charge d'impôt connexe, par pays, pour les exercices clos les 31 décembre sont résumés dans le tableau ci-après :

	2021					2020				
	Canada ¹⁾	E.-U. ²⁾	R.-U. ³⁾	Autres ⁴⁾	Total	Canada ¹⁾	E.-U. ²⁾	R.-U. ³⁾	Autres ⁴⁾	Total
Résultat avant impôt sur le résultat	858,8	974,5	157,3	2 402,0	4 392,6	212,6	(110,8)	(221,4)	363,7	244,1
Charge d'impôt	191,6	238,6	18,7	277,1	726,0	121,0	31,4	5,7	48,6	206,7
Résultat net	667,2	735,9	138,6	2 124,9	3 666,6	91,6	(142,2)	(227,1)	315,1	37,4

- 1) Comprend Fairfax India et Fairfax Africa (déconsolidée le 8 décembre 2020).
- 2) Essentiellement composé des résultats de Crum & Forster, de Zenith National, d'Odyssey Group (compte non tenu du fait qu'Odyssey Group mène certaines de ses activités commerciales à l'extérieur des États-Unis), du secteur Liquidation de sinistres aux États-Unis ainsi que d'autres résultats de la société de portefeuille.
- 3) Essentiellement composé des résultats de Brit, du secteur Liquidation de sinistres en Europe (déconsolidé le 31 mars 2020) et d'autres résultats liés à la société de portefeuille.
- 4) Comprend essentiellement des sociétés en Inde, en Asie et en Europe (sauf le Royaume-Uni) et Allied World, qui exerce des activités dans plusieurs régions du monde.

La hausse de la rentabilité avant impôt dans l'ensemble des régions en 2021 par rapport à 2020 reflète principalement l'amélioration du rendement des placements (y compris le profit latent comptabilisé en Asie sur le placement de la société dans des actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit, comme il est indiqué à la note 5) et l'amélioration des résultats techniques de la plupart des sociétés.

Les rapprochements de la charge d'impôt sur le résultat au taux d'impôt prévu par la loi au Canada et de la charge d'impôt sur le résultat au taux effectif dans les états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre sont présentés dans le tableau suivant :

	2021	2020
Taux d'impôt prévu par la loi au Canada	<u>26,5 %</u>	<u>26,5 %</u>
Charge d'impôt au taux d'impôt prévu par la loi au Canada	1 164,0	64,7
Produits de placement non imposables	(149,4)	(108,3)
Écart attribuable au taux d'impôt sur les bénéfices dégagés et les pertes subies à l'extérieur du Canada	(399,1)	5,2
Variation des avantages fiscaux non comptabilisés découlant de pertes et de différences temporaires	67,2	172,8
Modification du taux d'impôt à l'égard de l'impôt différé	0,3	(5,7)
Charge (produit) lié à des exercices antérieurs	4,3	(8,4)
Effet du change	(23,0)	40,9
Autres, y compris les différences permanentes	61,7	45,5
Charge d'impôt	<u>726,0</u>	<u>206,7</u>

Les produits de placement non imposables de 149,4 \$ en 2021 et de 108,3 \$ en 2020 étaient essentiellement composés de produits de dividendes, de produits d'intérêts non imposables, des gains en capital à long terme et de 50 % des gains en capital nets qui ne sont pas imposables au Canada. Les produits de placement non imposables en 2021 comprennent également des profits sur la consolidation d'Eurolife et sur la déconsolidation de Privi. Les produits de placement non imposables en 2020 reflètent principalement le profit sur la déconsolidation du secteur Liquidation de sinistres en Europe, comme il est précisé à la note 23, qui n'était pas imposable au Canada ni à la Barbade.

L'écart de 399,1 \$ attribuable au taux d'impôt sur les bénéfices dégagés et les pertes subies à l'extérieur du Canada en 2021 est surtout lié au fait que les bénéfices dégagés en Asie (essentiellement le profit latent comptabilisé sur le placement de la société dans des actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit), aux États-Unis et pour Allied World étaient assujettis à des taux d'imposition moins élevés. L'écart de 5,2 \$ attribuable au taux d'impôt sur les bénéfices dégagés et les pertes subies à l'extérieur du Canada en 2020 était surtout lié au fait que les pertes subies par Brit et Fairfax Africa (déconsolidée le 8 décembre 2020) ainsi qu'à la Barbade étaient assujetties à des taux d'imposition moins élevés, ce facteur étant contrebalancé en partie par les bénéfices dégagés par Allied World, qui sont assujettis à des taux d'imposition moins élevés.

La variation des avantages fiscaux non comptabilisés découlant de pertes et de différences temporaires d'une charge d'impôt de 67,2 \$ en 2021 reflète principalement les actifs d'impôt différé non comptabilisés au Canada et aux États-Unis de 65,6 \$ et de 24,2 \$, en partie contrebalancés par la comptabilisation d'actifs d'impôt différé non comptabilisés au Royaume-Uni et pour Allied World, de 5,5 \$ et de 22,0 \$. La variation des avantages fiscaux non comptabilisés découlant de pertes et de différences temporaires d'une charge d'impôt de 172,8 \$ en 2020 reflète principalement les actifs d'impôt différé non comptabilisés au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, respectivement de 63,3 \$, de 54,7 \$ et de 53,9 \$.

Le montant de 61,7 \$ inscrit au poste « Autres, y compris les différences permanentes » en 2021 comprenait un montant de 8,0 \$ lié à des pertes de valeur du goodwill hors trésorerie. Le poste Autres, y compris les différences temporaires de 45,5 \$ en 2020, rend compte surtout des pertes de valeur hors trésorerie du goodwill et des immobilisations incorporelles comptabilisées par le secteur Sociétés autres que des sociétés d'assurance.

L'impôt sur le résultat remboursable et l'impôt sur le résultat à payer s'établissaient comme suit :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Impôt sur le résultat remboursable	58,3	88,7
Impôt sur le résultat à payer	(175,0)	(64,5)
Impôt sur le résultat (à payer) remboursable, montant net	<u>(116,7)</u>	<u>24,2</u>

Le tableau qui suit présente la variation du montant net de l'impôt (à payer) remboursable pour les exercices clos les 31 décembre.

	2021	2020
Solde au 1 ^{er} janvier	24,2	90,6
Montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net	(387,0)	(148,8)
Paiements effectués au cours de l'exercice	288,7	63,3
Acquisitions de filiales (note 23)	(54,5)	(0,3)
Déconsolidation d'une filiale non liée au secteur de l'assurance (note 23)	—	7,6
Effet du change et autres	11,9	11,8
Solde au 31 décembre	<u>(116,7)</u>	<u>24,2</u>

Le tableau suivant présente l'évolution des actifs (passifs) nets d'impôt différé pour les exercices clos les 31 décembre.

	2021								
	Pertes d'exploitation et pertes en capital	Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres	Provision pour primes non acquises	Frais d'acquisition de primes différés	Immobilisations incorporelles	Placements	Crédits d'impôt	Autres	Total
Solde au 1 ^{er} janvier	236,3	168,8	141,7	(116,1)	(389,5)	23,9	174,8	117,6	357,5
Montants comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net	(3,5)	35,6	46,0	(39,4)	(19,5)	(339,2)	32,3	(51,3)	(339,0)
Montants comptabilisés dans le total des capitaux propres	17,5	—	—	—	—	0,8	—	(37,5)	(19,2)
Acquisitions de filiales (note 23)	(4,2)	—	—	7,9	(10,3)	(98,9)	—	31,4	(74,1)
Déconsolidation de filiales non liées au secteur de l'assurance (note 23)	(7,5)	—	—	—	7,8	—	—	2,3	2,6
Effet du change et autres	(8,6)	(0,2)	—	(0,2)	(1,6)	(1,1)	6,5	1,0	(4,2)
Solde au 31 décembre	230,0	204,2	187,7	(147,8)	(413,1)	(414,5)	213,6	63,5	(76,4)
	2020								
	Pertes d'exploitation et pertes en capital	Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres	Provision pour primes non acquises	Frais d'acquisition de primes différés	Immobilisations incorporelles	Placements	Crédits d'impôt	Autres	Total
Solde au 1 ^{er} janvier	119,2	145,3	119,9	(96,9)	(428,2)	128,0	211,0	177,6	375,9
Montants comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net	105,0	22,5	21,8	(19,3)	37,9	(110,8)	(36,0)	(79,0)	(57,9)
Montants comptabilisés dans le total des capitaux propres	0,4	—	—	—	—	0,6	—	25,1	26,1
Acquisitions de filiales (note 23)	(0,1)	—	—	—	—	—	0,1	6,0	6,0
Déconsolidation d'une filiale non liée au secteur de l'assurance (note 23)	(0,5)	—	—	—	—	—	—	2,3	1,8
Effet du change et autres	12,3	1,0	—	0,1	0,8	6,1	(0,3)	(14,4)	5,6
Solde au 31 décembre	236,3	168,8	141,7	(116,1)	(389,5)	23,9	174,8	117,6	357,5

La direction prévoit que les actifs d'impôt différé comptabilisés seront réalisés dans le cours normal des activités. Les différences temporaires les plus importantes incluses dans le passif d'impôt différé, montant net, au 31 décembre 2021 ont trait aux placements (surtout liés aux profits latents nets sur placements aux États-Unis et en Asie (principalement des profits latents comptabilisés en Asie sur le placement de la société dans les actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit)), aux immobilisations incorporelles et aux frais d'acquisition de primes différés, en partie contrebalancés par les actifs d'impôt différé liés aux pertes d'exploitation et pertes en capital, aux crédits d'impôt, à la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres et à la provision pour primes non acquises. Dans les présents états financiers consolidés, les profits et pertes sur placements sont principalement comptabilisés à la valeur de marché, mais ne sont comptabilisés à des fins fiscales qu'une fois qu'ils sont réalisés (en particulier aux États-Unis et dans plusieurs autres pays). La provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres est comptabilisée sur une base non actualisée dans les présents états financiers consolidés, mais est comptabilisée sur une base actualisée dans certains pays à des fins fiscales, ce qui donne lieu à des différences temporaires. Les passifs d'impôt différé liés aux immobilisations incorporelles se rapportent surtout aux immobilisations incorporelles comptabilisées lors des acquisitions (essentiellement Allied World, Recettes Illimitées et Brit), qui ne sont généralement pas déductibles aux fins de l'établissement de l'impôt à payer. Les actifs d'impôt différé liés aux pertes d'exploitation et pertes en capital découlent principalement de Brit, de Northbridge, de Thomas Cook India, d'AGT et de Fairfax Latam. Les crédits d'impôt sont essentiellement aux États-Unis et se rapportent aux impôts payés à l'étranger qui réduiront les impôts à payer aux États-Unis dans l'avenir. Les autres actifs d'impôt différé incluent des différences temporaires liées aux actifs de retraite et aux immobilisations corporelles.

La direction passe en revue de façon continue la recouvrabilité des actifs d'impôt différé et procède à des ajustements, au besoin, pour tenir compte de leur réalisation prévue. Au 31 décembre 2021, des actifs d'impôt différé de 875,9 \$ (837,8 \$ au 31 décembre 2020) liés principalement à des pertes d'exploitation et pertes en capital et à des crédits pour impôt étranger aux États-Unis n'ont pas été comptabilisés. Les pertes pour lesquelles des actifs d'impôt différé n'ont pas été comptabilisés se composent de pertes de 2 089,3 \$ au Canada (2 102,8 \$ au 31 décembre 2020), de pertes de 488,8 \$ en Europe (537,6 \$ au 31 décembre 2020), de pertes de 109,4 \$ aux États-Unis (46,1 \$ au 31 décembre 2020), de pertes de 251,4 \$ pour Allied World dans divers pays (338,8 \$ au 31 décembre 2020) et de crédits pour impôt étranger de 44,7 \$ aux États-Unis (43,0 \$ au 31 décembre 2020). Les pertes au Canada expirent entre 2029 et 2041. Les pertes et les crédits pour impôt étranger aux États-Unis expirent entre 2024 et 2041. La quasi-totalité des pertes en Europe n'a pas de date d'expiration. Les pertes subies par Allied World sont surtout au Royaume-Uni et en Asie, sans date d'échéance.

Aucun impôt différé n'a été comptabilisé au titre des retenues d'impôt et des autres impôts qui pourraient être exigibles sur les résultats non distribués de certaines filiales. Au 31 décembre 2021, les résultats non distribués s'élevaient à environ 7,6 G\$ (environ 5,1 G\$ au 31 décembre 2020). Il n'est pas probable que ces montants soient rapatriés dans un avenir prévisible.

19. Obligations légales

Les résultats non distribués de la société consistent en grande partie en résultats non distribués des filiales d'assurance et de réassurance. Ces dernières sont assujetties à certaines obligations et restrictions en vertu de leur loi respective sur les sociétés d'assurance, y compris des exigences de capital nominal et des restrictions en matière de dividendes. Les besoins en capitaux de la société et la gestion de ceux-ci sont analysés à la note 24. La part revenant à la société des dividendes versés en 2021 par les filiales d'assurance et de réassurance, qui sont éliminés lors de la consolidation, s'établit à 429,5 \$ (239,7 \$ en 2020).

Compte tenu de l'excédent et du résultat net des principales filiales d'assurance et de réassurance au 31 décembre 2021 et pour l'exercice clos à cette date, la capacité maximale de verser des dividendes de chacune de ces filiales en 2022 à tous les actionnaires (y compris les participations ne donnant pas le contrôle) s'établit comme suit :

	31 décembre 2021
Allied World	1 014,2
Odyssey Group	400,4
Northbridge ¹⁾	326,6
Crum & Forster	185,3
Zenith National	70,8
	<u>1 997,3</u>

1) Sous réserve d'une approbation réglementaire préalable.

Pour établir le montant de dividendes à payer par ses filiales d'assurance et de réassurance, la société tient compte notamment des exigences réglementaires ainsi que des tests de capital effectués par les agences de notation, des niveaux de capital futurs nécessaires pour soutenir la croissance et des questions de planification fiscale. De plus, les participations ne donnant pas le contrôle dans Allied World, Odyssey Group et Brit reçoivent un dividende en priorité sur la société.

20. Éventualités et engagements

Dans le cours normal de leurs activités, les filiales de la société interviennent ou peuvent avoir à intervenir comme défenderesses ou être désignées comme tierces parties dans des poursuites en dommages-intérêts. Le risque non assuré n'est pas jugé important eu égard à la situation financière de la société, à son rendement financier ou à ses flux de trésorerie.

Odyssey Group, Brit et Allied World (les « participants au marché du Lloyd's ») sont des souscripteurs d'assurance sur le marché du Lloyd's de Londres du fait de leur participation dans certains syndicats du Lloyd's. Les participants au marché du Lloyd's ont donné en garantie de la trésorerie et des équivalents de 278,8 \$ et des titres ayant une juste valeur de 1 624,1 \$ au 31 décembre 2021, à titre de capital pour financer ces activités de souscription. Les titres donnés en garantie sont composés de placements à court terme, d'obligations et de placements en actions qui sont présentés au poste « Placements de portefeuille » dans l'état consolidé de la situation financière. Les participants au marché du Lloyd's ont la capacité de remplacer d'autres titres par ces titres, sous réserve de certains critères d'admissibilité. Le passif des participants au marché du Lloyd's relativement aux actifs donnés en garantie comme capital se limite au montant total des actifs donnés en garantie et leur obligation de prendre en charge ce passif demeure tant que ce passif ne sera pas réglé ou réassuré par un tiers approuvé par Lloyd's. La société estime que les syndicats pour lesquels les participants au marché du Lloyd's sont des bailleurs de fonds maintiennent des liquidités et des ressources financières suffisantes pour leurs passifs définitifs, et ne prévoit pas que les actifs donnés en garantie seront utilisés.

Les engagements en capital maximaux de la société aux fins de placements éventuels dans des actions ordinaires, des sociétés en commandite, des entreprises associées et des coentreprises se sont établis à 762,5 \$ au 31 décembre 2021. En outre, dans le cadre de la vente de RiverStone Barbados, comme il est précisé à la note 23, la société a garanti la valeur d'environ 1,1 G\$ de certains titres détenus par CVC et certaines de ses sociétés affiliées, jusqu'à ce que ces titres soient achetés par Hamblin Watsa ou vendus à sa demande, avant la fin de 2022.

21. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

La situation de capitalisation des régimes de retraite à prestations définies et des régimes d'avantages complémentaires de retraite de la société aux 31 décembre est présentée ci-dessous :

	Régimes de retraite à prestations définies		Régimes d'avantages complémentaires de retraite	
	2021	2020	2021	2020
Obligation au titre des prestations	(1 070,9)	(914,8)	(83,9)	(89,2)
Juste valeur des actifs des régimes	1 014,7	700,9	—	—
Passif net au titre des prestations constituées ¹⁾	<u>(56,2)</u>	<u>(213,9)</u>	<u>(83,9)</u>	<u>(89,2)</u>

Moyenne pondérée des hypothèses retenues pour établir l'obligation au titre des prestations définies :

Taux d'actualisation	2,6 %	2,2 %	3,1 %	2,6 %
Taux de croissance de la rémunération	2,2 %	2,6 %	3,7 %	3,4 %
Taux tendanciel du coût des soins de santé	—	—	3,6 %	3,5 %

1) Le passif net au titre des prestations constituées du régime de retraite à prestations définies de 56,2 \$ au 31 décembre 2021 (213,9 \$ au 31 décembre 2020) était composé de déficits de 170,0 \$, en partie compensés par des excédents de 113,8 \$ (262,7 \$ en partie compensés par 48,8 \$, au 31 décembre 2020). Voir les notes 13 et 14.

La ventilation des charges au titre des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite comptabilisées dans les états consolidés du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre est la suivante :

	2021	2020
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	25,8	24,3
Charge au titre des régimes de retraite à cotisations définies	57,8	53,7
Charge (produit) au titre des régimes d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies ¹⁾	2,0	(39,8)
	<u>85,6</u>	<u>38,2</u>

1) En 2020, Odyssey Group a apporté une modification à son régime d'avantages complémentaires de retraite, qui s'est traduite par un produit de 48,5 \$.

Le tableau suivant présente la composition des profits (pertes) nets actuariels avant impôt comptabilisés dans les états consolidés du résultat global pour les exercices clos les 31 décembre.

	2021	2020
Régimes de retraite à prestations définies		
Profits nets actuariels sur les actifs des régimes et variations du plafond de l'actif	78,6	17,6
Profits (pertes) nets actuariels sur les obligations au titre des prestations définies	33,8	(101,5)
	<u>112,4</u>	<u>(83,9)</u>
Régimes d'avantages complémentaires de retraite – profits (pertes) nets actuariels sur les obligations au titre des prestations définies	3,2	(4,4)
	<u>115,6</u>	<u>(88,3)</u>

En 2021, la société a contribué à hauteur de 45,6 \$ (80,3 \$ en 2020) à son régime de retraite à prestations définies et à son régime d'avantages complémentaires de retraite, et prévoit contribuer à hauteur de 18,1 \$ en 2022.

22. Contrats de location

Les variations des actifs au titre du droit d'utilisation pour les exercices clos les 31 décembre se présentent comme suit :

	2021			2020		
	Sociétés d'assurance et de réassurance ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total	Sociétés d'assurance et de réassurance ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total
Solde au 1 ^{er} janvier	396,1	611,9	1 008,0	385,4	635,2	1 020,6
Entrées	44,0	92,0	136,0	81,5	100,6	182,1
Cessions	(41,2)	(19,8)	(61,0)	(3,1)	(19,9)	(23,0)
Dotations aux amortissements ²⁾	(68,3)	(113,0)	(181,3)	(68,9)	(118,0)	(186,9)
Acquisitions de filiales (note 23)	0,9	14,1	15,0	—	20,1	20,1
Déconsolidation de filiales (note 23)	(1,4)	(146,7)	(148,1)	—	—	—
Effet du change et autres	(1,3)	(7,5)	(8,8)	1,2	(6,1)	(4,9)
Solde aux 31 décembre (note 13)	328,8	431,0	759,8	396,1	611,9	1 008,0

1) Comprend les secteurs à présenter Assurance vie et Liquidation de sinistres ainsi que Siège social et autres.

2) Comptabilisé dans les charges d'exploitation et autres charges, dans l'état consolidé du résultat net.

Le tableau suivant présente le profil des échéances des obligations locatives de la société.

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Sociétés d'assurance et de réassurance ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total	Sociétés d'assurance et de réassurance ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total
Un an ou moins	77,4	173,6	251,0	78,7	212,9	291,6
De 1 à 2 ans	67,6	148,1	215,7	72,5	179,6	252,1
De 2 à 3 ans	58,6	129,8	188,4	64,3	152,0	216,3
De 3 à 4 ans	52,0	115,4	167,4	56,5	128,7	185,2
De 4 à 5 ans	45,1	96,3	141,4	50,6	110,6	161,2
Plus de 5 ans	142,8	249,6	392,4	213,4	373,0	586,4
Obligations locatives, non actualisées	443,5	912,8	1 356,3	536,0	1 156,8	1 692,8
Obligations locatives, actualisées (note 14)	384,2	756,5	1 140,7	456,8	995,3	1 452,1
Taux d'emprunt marginal moyen pondéré	3,8 %	4,5 %	4,3 %	4,2 %	4,5 %	4,4 %

1) Comprend les secteurs à présenter Assurance vie et Liquidation de sinistres ainsi que Siège social et autres.

En 2021, la société a comptabilisé, dans l'état consolidé du résultat net, une charge d'intérêts sur les obligations locatives de 57,9 \$ (62,8 \$ en 2020) (note 15) et des coûts liés à des contrats de location à court terme, à des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et à d'autres contrats de location de 19,1 \$ (46,5 \$ en 2020), qui incluaient l'avantage des allègements de loyer et des subventions gouvernementales pour le loyer liés à la COVID-19 de 28,9 \$ (15,8 \$ en 2020), essentiellement dans le secteur Sociétés autres que des sociétés d'assurance (note 26).

Le tableau suivant présente le profil des échéances des créances sur contrats de location-financement de la société.

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Sociétés d'assurance et de réassurance ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total	Sociétés d'assurance et de réassurance ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total
Un an ou moins	2,5	62,0	64,5	1,8	65,4	67,2
De 1 à 2 ans	2,3	53,0	55,3	1,8	59,3	61,1
De 2 à 3 ans	1,3	44,7	46,0	1,6	49,6	51,2
De 3 à 4 ans	1,0	39,3	40,3	0,7	42,0	42,7
De 4 à 5 ans	1,0	33,3	34,3	0,7	35,6	36,3
Plus de 5 ans	2,8	64,5	67,3	3,4	90,5	93,9
Créances sur contrats de location-financement, non actualisées	10,9	296,8	307,7	10,0	342,4	352,4
Produits financiers non acquis	1,5	40,1	41,6	1,5	45,5	47,0
Créances sur contrats de location-financement (note 13)	9,4	256,7	266,1	8,5	296,9	305,4

1) Comprend les secteurs à présenter Assurance vie et Liquidation de sinistres ainsi que Siège social et autres.

23. Acquisitions et dessaisissements

Exercice clos le 31 décembre 2021

Vente d'une participation ne donnant pas le contrôle dans Odyssey Group

Le 15 décembre 2021, Odyssey Group a émis des actions représentant une participation totale de 9,99 %, en faveur d'une filiale de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (« Investissements RPC ») et d'OMERS, le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, pour une contrepartie en trésorerie de 900,0 \$ qui a ensuite été versée par Odyssey Group à Fairfax à titre de dividende. La société a comptabilisé un profit sur capitaux propres net de 429,1 \$, surtout composé d'un profit de dilution et de la juste valeur d'une option d'achat reçue, qui a été présenté au poste « Autres variations nettes des capitaux permanents », dans l'état consolidé des variations des capitaux propres. La société a la possibilité d'acquérir, à certaines dates à partir de janvier 2025, les participations détenues par Investissements RPC et OMERS dans Odyssey Group.

Vente d'une participation ne donnant pas le contrôle dans Brit

Le 27 août 2021, Brit a émis des actions représentant une participation de 13,9 % pour OMERS, pour une contrepartie en trésorerie de 375,0 \$ qui a ensuite été versée par Brit à titre de dividende à Fairfax. La société a comptabilisé un profit sur capitaux propres net de 115,4 \$, surtout composé d'un profit de dilution et de la juste valeur d'une option d'achat reçue, qui a été présenté au poste « Autres variations nettes des capitaux permanents », dans l'état consolidé des variations des capitaux propres. La société a la possibilité d'acquérir, à certaines dates à partir d'octobre 2023, la participation que OMERS détient dans Brit.

Vente de RiverStone Barbados

Le 23 août 2021, la société a vendu sa participation de coentreprise de 60,0 % dans RiverStone (Barbados) Ltd. (« RiverStone Barbados ») à CVC Capital Partners (« CVC »). OMERS a également vendu à CVC sa participation de coentreprise de 40,0 % dans RiverStone Barbados dans le cadre de la transaction. La société a reçu une contrepartie de 695,7 \$, constituée principalement d'un montant en trésorerie de 462,0 \$, d'actions sans droit de vote de la société de portefeuille RiverStone Barbados de CVC d'une juste valeur de 200,0 \$ (qui seront converties en un emprunt sur billets garanti pour le vendeur d'un capital de 200,0 \$ à la réalisation de certains engagements réglementaires par CVC) et d'un actif au titre du régime de retraite lors de la prise en charge du régime de retraite fermé de RiverStone Barbados, et a comptabilisé une perte nette de 2,1 \$ dans les profits (pertes) nets sur placements dans l'état consolidé du résultat net, y compris des profits de change qui ont été reclassés depuis le cumul des autres éléments du résultat global vers l'état consolidé du résultat net. La société a aussi reçu un instrument d'une valeur éventuelle pour un produit futur potentiel de 235,7 \$ ayant une juste valeur nominale.

Avant la réalisation de la transaction, certaines filiales de RiverStone Barbados détenaient des placements dans diverses filiales de Fairfax et dans certaines autres sociétés. Par conséquent, CVC et certaines de ses sociétés affiliées sont devenues le propriétaire indirect de ces titres dès la réalisation de la transaction. Dans le cadre de la transaction, le 8 février 2021, la société avait contracté un emprunt sur billets visant la valeur de l'actif afin de garantir la valeur alors d'environ 1,3 G\$ des titres à CVC et certaines de ses entreprises associées, jusqu'à ce que les titres soient achetés par Hamblin Watsa ou vendus à sa demande, avant la fin de 2022. La société, par l'intermédiaire de Hamblin Watsa, continue de gérer et d'avoir une emprise sur ces titres, y compris les droits de vote connexes. La société a comptabilisé l'emprunt sur billets visant la valeur de l'actif à titre d'instruments dérivés dont la juste valeur correspond à la différence entre la valeur garantie des titres sous-jacents et leur juste valeur, ce qui a donné lieu à un actif dérivé de 103,8 \$ dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 et à un profit net sur placements de 103,8 \$ pour l'exercice clos à cette date, dans l'état consolidé du résultat net. En 2021, des titres ayant une valeur garantie de 120,8 \$ ont été vendus ou achetés par Hamblin Watsa, laissant des titres ayant une valeur garantie d'environ 1,1 G\$ aux termes de l'emprunt sur billets visant la valeur de l'actif au 31 décembre 2021.

Vente de Toys "R" Us Canada

Le 19 août 2021, la société a vendu les activités de Toys "R" Us Canada pour une contrepartie de 90,3 \$ (115,7 \$ CA), déconsolidé Toys "R" Us Canada hors du secteur comptable « Sociétés autres que des sociétés d'assurance » et comptabilisé un profit net de 85,7 \$ dans les profits (pertes) nets sur placements dans l'état consolidé du résultat net. La contrepartie reçue était constituée essentiellement d'une redevance mensuelle sur les produits des activités ordinaires futurs de Toys "R" Us Canada.

Fermeture du capital de Mosaic Capital

Le 5 août 2021, Mosaic Capital a conclu une entente de fermeture du capital avec un tiers acheteur, aux termes de laquelle la société a échangé ses placements dans des débetures et des bons de souscription de Mosaic Capital, et un montant en trésorerie de 10,7 \$ (13,3 \$ CA), contre 130,8 \$ (163,3 \$ CA) de débetures nouvelles de 25 ans de Mosaic Capital, et investi un montant de 4,0 \$ (5,0 \$ CA) dans la société dont le capital avait été fermé, contre une participation de 20,0 %. La société a déconsolidé Mosaic Capital hors du secteur comptable « Sociétés autres que des sociétés d'assurance », comptabilisé les débetures de 25 ans de Mosaic Capital à la juste valeur par le biais du résultat net, et commencé à appliquer la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser sa participation dans l'acheteur.

Acquisition d'Eurolife FFH Insurance Group Holdings S.A.

Le 14 juillet 2021, la société a augmenté sa participation dans Eurolife FFH Insurance Group Holdings S.A. (« Eurolife »), la faisant passer de 50,0 % à 80,0 %, en exerçant une option d'achat évaluée à 127,3 \$ afin d'acquérir la participation de coentrepreneur d'OMERS, pour une contrepartie en trésorerie de 142,7 \$ (120,7 €). Les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation des activités d'assurance vie d'Eurolife ont été consolidés dans le secteur Assurance vie et Liquidation de sinistres, et ceux des activités d'assurance IARD d'Eurolife ont été consolidés dans le secteur comptable Assurance et Réassurance – Autres, au titre desquels la société a réévalué sa participation de coentrepreneur de 50,0 % dans Eurolife à la juste valeur de 450,0 \$ et comptabilisé un profit net de 130,5 \$ sur la vente et la consolidation des filiales d'assurance dans l'état consolidé du résultat net, y compris des profits de change qui ont été reclassés depuis le cumul des autres éléments du résultat global vers l'état consolidé du résultat net. La participation résiduelle de 20,0 % dans Eurolife continue d'être détenue par Eurobank, entreprise associée de la société. Eurolife est un assureur grec qui distribue ses produits et services d'assurance vie et d'assurance IARD par l'intermédiaire du réseau d'Eurobank et d'autres canaux de distribution.

	Eurolife
Date d'acquisition	14 juillet 2021
Pourcentage d'actions ordinaires acquises	80,0 % ¹⁾
Actif	
Créances découlant de contrats d'assurance	11,6
Placements de portefeuille	3 653,9 ²⁾
Montants à recouvrer des réassureurs	18,6
Actifs d'impôt différé	32,6
Immobilisations incorporelles	45,5 ³⁾
Autres actifs	616,3 ⁴⁾
	<u>4 378,5</u>
Passif	
Dettes d'exploitation et charges à payer	273,2 ⁵⁾
Montants à payer au titre de contrats d'assurance	529,0
Passifs au titre des contrats d'assurance	2 751,4
Passifs d'impôt différé	100,9
	<u>3 654,5</u>
Contrepartie d'achat	720,0 ⁶⁾
Excédent de la juste valeur des actifs nets acquis sur la contrepartie d'achat	4,0
	<u>4 378,5</u>

- 1) La transaction a été comptabilisée comme l'acquisition d'une participation de 100 % dans Eurolife, les participations ne donnant pas le contrôle étant représentées par un passif sur rachat (décrit dans la note 5 qui suit) qui a été inclus dans la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris.
- 2) Comprennent la trésorerie et les équivalents des filiales de 1 433,3 \$.
- 3) Essentiellement une immobilisation incorporelle de 29,0 \$ liée à une entente de distribution avec Eurobank.
- 4) Principalement des actifs de placement de 532,1 \$ reliés à des contrats d'assurance vie liés à des unités.
- 5) Comprennent un passif sur rachat de 124,9 \$ sur les participations ne donnant pas le contrôle, car Eurobank, l'entreprise associée de la société, pourrait investir sa participation de 20,0 % dans Eurolife, dans la société à compter de 2024 à la juste valeur alors en vigueur de cette participation.
- 6) Comprend une contrepartie en trésorerie de 142,7 \$, une option de remboursement anticipé exercée d'une juste valeur de 127,3 \$ et la participation de coentrepreneur de 50,0 % de la société d'une juste valeur de 450,0 \$.

Participation supplémentaire dans Singapore Reinsurance Corporation Limited

Le 17 juin 2021, la société a augmenté sa participation dans Singapore Reinsurance Corporation Limited (« Singapore Re ») pour la faire passer de 28,2 % à 94,0 % contre 102,9 \$ (138,0 SGD) et par la suite, de 94,0 % à 100 %. Singapore Re est un réassureur de dommages ayant ses activités de souscription essentiellement en Asie du Sud-Est.

Vente de Privi Speciality Chemicals Limited par Fairfax India

Le 29 avril 2021, Fairfax India a vendu sa participation de 48,8 % dans Privi Speciality Chemicals Limited (« Privi ») à certaines sociétés affiliées des fondateurs de Privi contre 164,8 \$ (12,2 milliards de roupies indiennes), déconsolidé les actifs et les passifs de Privi et comptabilisé un profit réalisé net sur placements de 94,9 \$ dans l'état consolidé du résultat net.

Exercice clos le 31 décembre 2020

Transaction entre Fairfax Africa et Helios Holdings Limited

Le 8 décembre 2020, Helios Holdings Limited (« Helios ») a acquis une participation de 45,9 % conférant droit de vote dans Fairfax Africa, en contrepartie d'un droit à des flux de trésorerie provenant de certains flux d'honoraires. À la clôture, Helios a été nommé seul conseiller en placement de Fairfax Africa et ses cofondateurs ont été nommés co-chefs de la direction, ce qui fait que Fairfax n'a plus la capacité d'exercer le contrôle sur Fairfax Africa. Fairfax Africa a par la suite été renommée Helios Fairfax Partners Corporation (« HFP »), et demeure inscrite à la Bourse de Toronto.

Avant la clôture, dans le cadre d'une transaction intragroupe effectuée le 7 décembre 2020, la société de portefeuille a acquis la participation de 42,3 % détenue par Fairfax Africa dans Atlas Mara, pour une contrepartie de 40,0 \$. À la clôture, la société a déconsolidé Fairfax Africa, qui a été sortie du secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance, comptabilisé une participation de 32,3 % dans HFP à titre d'entreprise associée, et comptabilisé une perte de 61,5 \$ dans les profits nets sur placements, dans l'état consolidé du résultat net, y compris des pertes de change. Le 31 mars 2021, la société a investi dans des débiteures non garanties et des bons de souscription de HFP, comme il est précisé à la note 6.

Acquisition de Horizon North Logistics

Le 29 mai 2020, Horizon North Logistics Inc. (« Horizon North ») a acquis, sur le plan juridique, une participation de 100 % dans Dexterra en émettant à l'intention de la société des actions ordinaires représentant une participation de 49,0 % dans Horizon North. La société a obtenu le contrôle de fait de Horizon North en tant qu'actionnaire majoritaire détenant droit de vote dans celle-ci et comptabilisé la transaction comme une acquisition inversée de Horizon North par Dexterra. Les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation de Horizon North ont été consolidés dans le secteur comptable « Sociétés autres que des sociétés d'assurance ». Horizon North, qui a par la suite été renommée Dexterra Group Inc. (« Dexterra Group »), est une société ouverte canadienne qui fournit une gamme de services industriels et de solutions en matière de construction modulaire.

Participation du secteur Liquidation de sinistres en Europe à une coentreprise

Le 31 mars 2020, la société a transféré, en tant qu'apport, son groupe entièrement détenu Liquidation de sinistres en Europe (« Liquidation de sinistres en Europe ») à RiverStone (Barbados) Ltd. (« RiverStone Barbados »), coentreprise nouvellement formée, en contrepartie d'un produit de 599,5 \$ en trésorerie et d'une participation de 60,0 % dans RiverStone Barbados selon une juste valeur de 605,0 \$. OMERS, le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, a parallèlement souscrit une participation de 40,0 % pour une contrepartie en trésorerie de 599,5 \$, fondée sur la juste valeur du secteur Liquidation de sinistres en Europe au 31 décembre 2019, aux termes d'une convention de souscription conclue le 20 décembre 2019, et a conclu une convention entre actionnaires avec la société pour diriger conjointement les activités pertinentes de RiverStone Barbados. À la date de clôture, le 31 mars 2020, la société a déconsolidé les actifs et passifs du secteur Liquidation de sinistres en Europe et a commencé à appliquer la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser sa participation de coentreprise dans RiverStone Barbados. La société a comptabilisé un profit avant impôt sur la déconsolidation d'une filiale d'assurance de 117,1 \$ dans l'état consolidé du résultat net, composé d'un profit de 243,4 \$ sur la cession d'une participation de 40,0 % dans le secteur Liquidation de sinistres en Europe, et un profit de 35,6 \$ découlant de la réévaluation à la juste valeur à la date de clôture de la participation de 60,0 % conservée dans Liquidation de sinistres en Europe, en partie contrebalancés par des pertes de change de 161,9 \$ auparavant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, reclassées à l'état consolidé du résultat net. La déconsolidation du secteur Liquidation de sinistres en Europe a fait augmenter de 340,4 \$ au 31 mars 2020 les participations ne donnant pas le contrôle du fait que RiverStone Barbados détenait des participations dans certaines des filiales de la société. Par la suite, le 8 février 2021, la société a conclu une entente d'emprunt sur billets visant la valeur de l'actif relativement à ces placements, comme il est indiqué ci-dessus à la rubrique « Vente de RiverStone Barbados ».

24. Gestion des risques financiers*Aperçu*

Dans le cadre de son programme de gestion des risques financiers, la société cherche surtout à s'assurer que les résultats des activités comportant des éléments de risque sont conformes à ses objectifs et à sa tolérance au risque, tout en maintenant un équilibre approprié entre les risques et les avantages et en protégeant l'état consolidé de la situation financière de la société contre des événements qui pourraient compromettre considérablement sa solidité financière. L'exposition de la société à des pertes potentielles provenant de ses activités d'assurance et de réassurance ainsi que de ses activités de placement se rapporte principalement au risque de souscription, au risque de crédit, au risque de liquidité et aux divers risques de marché. Pour équilibrer les risques et les avantages, la société doit définir les risques de façon appropriée et appairer sa tolérance au risque à sa stratégie d'entreprise, ainsi que diversifier les risques, les tarifier adéquatement, les atténuer par des contrôles préventifs et les transférer à des tiers. Il n'y a pas eu de changements importants dans les types de risques auxquels la société est exposée ni dans les processus utilisés par la société pour gérer ces expositions aux risques au 31 décembre 2021 par rapport à ceux relevés au 31 décembre 2020, exception faite de ce qui est indiqué ci-dessous.

Pour atteindre ses objectifs de gestion des risques financiers, la société a recours à un système à deux volets, soit, d'une part, des processus et des procédures de gestion des risques approfondis mis en œuvre dans les principales filiales en exploitation de la société et sa filiale de gestion de placements, soit, d'autre part, l'analyse du regroupement et de l'accumulation des risques pour la société de portefeuille. De plus, même si la société et ses filiales en exploitation ont chacune un cadre dirigeant ayant la responsabilité de la gestion des risques, la société considère le chef de la direction comme le chef de la gestion des risques de chaque entité; chaque chef de la direction est ainsi ultimement responsable de la gestion des risques de son entité et de ses filiales.

Le chef de l'exploitation de la société fait état des considérations en matière de risque au comité de direction et fait rapport sur les principaux risques au conseil d'administration tous les trimestres. Le comité de direction, en consultation avec le chef de l'exploitation, approuve certaines politiques relatives à la gestion des risques globale ainsi que les politiques traitant de domaines précis, comme les placements, la souscription, le risque de catastrophe et la réassurance. Le comité des placements de la société approuve les politiques portant sur la gestion du risque de marché (notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix) et l'utilisation d'instruments financiers dérivés et non dérivés, et il effectue une surveillance pour s'assurer de la conformité avec les directives et les exigences réglementaires pertinentes. Une analyse des risques de la société et de la gestion de ces risques figure à l'ordre du jour de toutes les réunions ordinaires du conseil d'administration.

Pandémie de COVID-19

Compte tenu de la situation incertaine et en constante évolution de la COVID-19, y compris les variants, il est difficile de prévoir l'incidence que la pandémie continuera d'avoir sur les activités de la société. L'étendue des effets dépendra des développements futurs, y compris les nouvelles informations sur la gravité de la COVID-19 qui pourraient être mises au jour et les mesures supplémentaires pouvant être prises pour endiguer ou atténuer la COVID-19, notamment le prolongement des fermetures de secteurs de l'économie exigées par le gouvernement, en particulier à mesure que de nouveaux variants continuent d'émerger. La COVID-19 a eu des effets défavorables, à divers degrés, sur les activités de la société dans l'ensemble de ses secteurs d'exploitation. Les résultats techniques de 2021 de la société affichent une amélioration importante par rapport à ceux de 2020, avec de faibles sinistres liés à la COVID-19 pour la période considérée de 55,1 \$ (principalement l'annulation d'événements et les risques d'accident et de santé). En 2021, l'évolution nette des provisions pour sinistres par rapport à 2020 comprenait l'évolution défavorable nette de 73,5 \$ liée à l'évolution défavorable des sinistres dans le contexte de la COVID-19 (essentiellement une interruption des activités hors Amérique du Nord, et des risques liés à la rémunération des travailleurs). En outre, la société s'attend à ce que ses activités d'assurance et de réassurance continuent de connaître une diminution des primes émises dans certains secteurs où les primes sont directement ou indirectement liées à l'activité économique ou aux voyages dans les secteurs touchés, bien que ces secteurs commencent à afficher une reprise modeste. Certaines des activités de la société autres que des activités d'assurance continuent de connaître des perturbations et une hausse de l'incertitude en raison des conditions économiques actuelles, en particulier les secteurs de la restauration, du commerce de détail et de l'hébergement, dont les volumes d'activités sont directement liés à la réouverture de l'économie dans les pays où elle exerce ses activités. Les activités autres que d'assurance de la société ont affiché une amélioration des résultats au deuxième semestre de 2021 dans le secteur Restaurants et commerces de détail en raison d'une augmentation du volume des ventes dans la plupart des sociétés de ce secteur, qui s'explique par une diminution des mesures de confinement liées à la COVID-19.

Risque de souscription

Sociétés d'assurance et de réassurance de dommages

Le risque de souscription est le risque que la somme du coût des sinistres, des frais de règlement de sinistres et des frais d'acquisition de commissions et de primes dépasse les primes reçues. Ce risque peut se matérialiser en raison de nombreux facteurs, notamment le risque de tarification, le risque lié aux provisions et le risque de catastrophe. Comme il a été mentionné dans la rubrique précédente, la COVID-19 a accru l'incertitude et pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats techniques futurs de la société. L'exposition de la société au risque de souscription et le cadre qu'elle utilise pour surveiller, évaluer et gérer ce risque au 31 décembre 2021 n'ont pas subi de changements importants par rapport au 31 décembre 2020.

Principaux secteurs d'affaires

Les principaux secteurs d'affaires de la société en assurance et en réassurance et les risques d'assurance significatifs qui leur sont inhérents sont décrits ci-dessous :

- l'assurance de biens, qui assure les pertes subies à l'égard de biens résultant notamment d'incendies, d'explosions, de risques naturels (par exemple, tremblements de terre, tempêtes de vent et inondations), du terrorisme et de problèmes d'ingénierie (par exemple, explosion de chaufferies, défaillance de l'outillage et vices de construction). Les types particuliers de risques liés aux biens souscrits par la société comprennent les risques portant sur les automobiles, les biens personnels et commerciaux, et les récoltes;
- l'assurance risques divers, qui assure contre les accidents (y compris les assurances accidents du travail et l'assurance automobile) et les assurances responsabilité de l'employeur, l'assurance accident et santé, l'assurance faute médicale, l'assurance responsabilité professionnelle et l'assurance responsabilité civile complémentaire;
- l'assurance spécialisée, qui assure le risque maritime, le risque aérospatial, l'assurance-caution et autres risques et responsabilités divers non énumérés ci-dessus.

Une analyse des primes nettes acquises par gamme de produits est présentée à la note 25.

Le tableau ci-dessous montre la concentration du risque d'assurance de la société par région et par gamme de produits, en fonction des primes brutes émises avant prise en compte des primes de réassurance cédées. L'exposition de la société au risque général d'assurance varie selon les régions et peut évoluer au fil du temps. En 2021, les primes cédées aux réassureurs (y compris les rétrocessions) par branche d'activité ont totalisé 1 717,4 \$ pour l'assurance biens (1 470,7 \$ en 2020), 3 487,7 \$ pour l'assurance risques divers (2 361,2 \$ en 2020) et 423,4 \$ pour l'assurance spécialisée (429,5 \$ en 2020).

Exercices clos les 31 décembre	Canada		États-Unis		Asie ¹⁾		International ²⁾		Total ³⁾	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Biens	1 229,1	996,2	3 912,4	3 364,7	849,2	735,4	2 141,9	1 756,2	8 132,6	6 852,5
Risques divers	1 159,0	899,1	10 364,0	7 812,8	549,8	446,6	1 659,5	1 279,4	13 732,3	10 437,9
Spécialisée	223,3	188,9	755,6	735,7	277,4	248,4	674,8	662,5	1 931,1	1 835,5
Total	2 611,4	2 084,2	15 032,0	11 913,2	1 676,4	1 430,4	4 476,2	3 698,1	23 796,0	19 125,9
Assurance	2 475,1	1 969,4	11 448,6	9 020,4	739,7	682,2	3 341,0	2 637,4	18 004,4	14 309,4
Réassurance	136,3	114,8	3 583,4	2 892,8	936,7	748,2	1 135,2	1 060,7	5 791,6	4 816,5
	2 611,4	2 084,2	15 032,0	11 913,2	1 676,4	1 430,4	4 476,2	3 698,1	23 796,0	19 125,9

- 1) Le secteur géographique Asie comprend essentiellement des pays et des régions d'Asie, dont la Chine, le Japon, l'Inde, le Sri Lanka, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et la Thaïlande, ainsi que le Moyen-Orient.
- 2) Le secteur géographique International comprend essentiellement des pays situés en Amérique du Sud, en Europe et en Afrique.
- 3) Compte non tenu des primes brutes émises de 114,2 \$ (néant en 2020) relatives aux activités d'assurance vie d'Eurolife, car Eurolife a été consolidée le 14 juillet 2021.

Risque de tarification

Le risque de tarification provient du fait que les résultats techniques en matière de sinistres peuvent différer de façon défavorable des hypothèses utilisées dans le calcul de la tarification. Par le passé, les résultats techniques du secteur de l'assurance de dommages ont fluctué considérablement en raison du caractère cyclique du marché des assurances. Les cycles du marché sont touchés par la fréquence et la gravité des sinistres, par la capacité et la demande, par les conditions économiques et par la concurrence en matière de taux et de modalités des couvertures. Les sociétés en exploitation se concentrent sur les souscriptions rentables en faisant appel à du personnel chevronné en matière de souscription et d'actuariat, et en recourant à des modèles de tarification et à des outils de surveillance de la suffisance des tarifs.

Risque lié aux provisions

Le risque lié aux provisions découle du fait que les résultats techniques en matière de sinistres peuvent différer de façon défavorable des hypothèses utilisées dans l'établissement des provisions, surtout en raison du temps écoulé entre la survenance du sinistre, la déclaration du sinistre à l'assureur et le règlement final de la demande. Le degré d'incertitude varie selon les secteurs d'affaires en fonction des caractéristiques des risques assurés, et le coût d'un sinistre est déterminé par la perte réellement subie par le titulaire de police. Les provisions pour sinistres rendent compte des prévisions relatives au coût final du règlement et des frais d'administration des demandes de règlement fondées sur une évaluation des faits et des circonstances alors connus, d'un examen des profils de règlements historiques, des estimations des tendances de la gravité et de la fréquence des sinistres, de la jurisprudence et d'autres facteurs.

Le délai nécessaire pour connaître et régler les sinistres est un facteur important à prendre en compte dans l'établissement des provisions de la société. Les sinistres de courte durée sont normalement déclarés peu de temps après la survenance de l'incident et généralement réglés dans les mois suivant l'incident déclaré. Cela comprend, par exemple, les risques des biens, de même que les risques automobiles, maritimes et aérospatiaux. Les sinistres à liquidation lente correspondent, pour la société, à ceux dont la période allant de la survenance au règlement est d'au moins trois ans, notamment les sinistres liés à l'amiante et à la pollution environnementale, les accidents de travail et les sinistres liés à la responsabilité professionnelle et à la responsabilité associée aux produits. Les renseignements concernant l'événement et le coût ultime du sinistre de longue durée peuvent ne pas être facilement disponibles, ce qui rend l'analyse de l'établissement des provisions pour les activités comportant des sinistres à liquidation lente généralement plus difficile et susceptible de plus d'incertitude que les secteurs d'assurance comportant des sinistres de courte durée. Dans les cas extrêmes, les sinistres à liquidation lente comme ceux liés à l'amiante et à la pollution de l'environnement, le règlement peut prendre jusqu'à 40 ans, voire plus longtemps. La société emploie des techniques spécialisées pour déterminer ces provisions, et ce, à l'aide des connaissances approfondies d'experts internes et externes en matière d'amiante et de pollution de l'environnement et de conseillers juridiques internes et externes.

L'établissement des provisions pour sinistres et frais de règlement de sinistres est, de par sa nature, un processus empreint d'incertitude qui peut être influencé par des facteurs internes comme le risque inhérent à l'estimation des profils d'évolution des sinistres fondés sur des données historiques qui pourraient ne pas être révélatrices des profils de règlements de sinistres futurs; les hypothèses élaborées d'après les ratios de sinistres ou les modèles d'évolution de l'industrie qui pourraient ne pas rendre compte des résultats techniques réels; le risque intrinsèque concernant l'homogénéité des données sous-jacentes utilisées pour analyser les provisions; ainsi que par des facteurs externes comme les tendances en matière de dommages adjugés par les jurys; l'inflation économique; l'inflation des frais médicaux; la conjoncture économique mondiale; les réformes sur la responsabilité civile délictuelle; les interprétations des couvertures par les tribunaux; le contexte réglementaire; la tarification des polices sous-jacentes; les procédures de traitement des sinistres; l'inclusion de risques non envisagés au moment de l'entrée en vigueur de la police; et des changements importants dans la gravité ou la fréquence des sinistres par rapport aux tendances historiques. En raison du temps écoulé entre la survenance d'un sinistre, la déclaration réelle du sinistre et le règlement final du sinistre, les provisions peuvent évoluer en définitive de façon différente des hypothèses actuarielles formulées lors de leur estimation initiale.

La diversité des risques d'assurance au sein du portefeuille de polices émises de la société fait en sorte qu'il est difficile de prédire si l'évolution des provisions pour sinistres d'années antérieures sera significative et, le cas échéant, où et quand elle le sera.

Risque de catastrophe

Le risque de catastrophe découle du fait que les sociétés d'assurance de dommages peuvent être exposées à des sinistres importants découlant de catastrophes naturelles ou causées par l'homme et pouvant entraîner des pertes techniques importantes. Les sinistres liés à des catastrophes climatiques sont aussi touchés par les changements climatiques, qui augmentent le caractère non prévisible de la fréquence et de la gravité des sinistres. Étant donné que la société ne constitue pas de provision pour les catastrophes avant la survenance de tels événements, ceux-ci peuvent occasionner une volatilité des niveaux de sinistres subis et des provisions, sous réserve des effets des recouvrements de réassurance. Cette volatilité peut être conditionnelle aux faits nouveaux d'ordre politique et juridique qui se produisent après la survenance de l'événement. La société évalue les événements catastrophiques éventuels et estime la probabilité de survenance et l'ampleur de ces événements essentiellement au moyen de techniques de modélisation de la perte potentielle maximale et par le regroupement des limites exposées. Une vaste gamme d'événements sont simulés à l'aide de modèles internes et de modèles disponibles sur le marché, y compris pour les événements importants uniques et pour les événements importants multiples couvrant de nombreuses régions géographiques où la société exerce des activités.

Chaque société en exploitation a élaboré et met en application des lignes directrices strictes sur le montant de risque de catastrophe qu'elle peut assumer à titre d'entité autonome pour un seul risque et un seul endroit, et ces lignes directrices sont surveillées et mises à jour régulièrement. Les sociétés en exploitation gèrent aussi l'exposition aux catastrophes en diversifiant le risque en fonction des régions, des types de catastrophes et des autres secteurs d'activité, en tenant compte des niveaux de protection par la réassurance, en ajustant le montant des affaires émises en fonction des niveaux de capital et en adoptant les lignes directrices en matière de tolérance à l'égard du risque. Le siège social de la société regroupe le risque de catastrophe pour l'ensemble de la société et surveille continuellement l'exposition du groupe. Les limites d'exposition pour chaque entité du groupe sont regroupées pour former la limite d'exposition du groupe, car il n'existe pas présentement de modèle pouvant effectuer simultanément des projections de l'ampleur et de la probabilité de sinistre dans toutes les régions où la société exerce des activités. Actuellement, l'objectif de la société est de limiter son exposition globale aux sinistres découlant de catastrophes de sorte que le montant global net des sinistres découlant de catastrophes avant impôt pour un exercice ne dépasse pas le résultat net avant impôt normalisé pour un exercice. La société adopte une perspective à long terme et elle considère généralement qu'un rendement de 15 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, avant impôt, est représentatif du résultat avant impôt normalisé pour un exercice. Le modèle de probabilité de sinistres découlant de catastrophes au cours d'un exercice est généralement supérieur à un sinistre tous les 250 ans.

Gestion du risque de souscription

Pour gérer le risque de souscription ainsi que le risque de tarification, le risque lié aux provisions et le risque de catastrophe qui le composent, les sociétés en exploitation ont établi des limites quant au pouvoir de souscription et des exigences selon lesquelles les transactions faisant intervenir de nouveaux produits ou des produits existants qui dépassent certaines limites quant à la taille ou à la complexité doivent faire l'objet d'approbations spécifiques. L'objectif de la société visant à exercer ses activités selon une philosophie de souscription prudente et stable avec des provisions solides est également atteint par l'établissement de buts, la délégation de pouvoir, la surveillance financière, les examens de la souscription et la prise de mesures correctives visant à faciliter l'amélioration continue. La provision pour sinistres de la société est examinée séparément par les actuaires internes de chaque société en exploitation et par l'actuaire en chef de la société. De plus, des actuaires indépendants sont aussi engagés périodiquement pour qu'ils examinent les provisions d'une société en exploitation ou de certaines branches d'assurance. La société souscrit aussi une protection de réassurance pour les risques pris en charge, lorsqu'elle considère que c'est prudent et rentable de le faire, en ce qui concerne les sociétés en exploitation pour des risques particuliers et, si nécessaire, en ce qui concerne la société de portefeuille pour des expositions globales. Elle prend également des mesures pour réduire le volume d'assurance et de réassurance souscrites pour des types de risques particuliers, lorsqu'elle désire réduire son exposition directe due à des prix inadéquats.

Dans le cadre de sa stratégie globale de gestion des risques, la société cède ses risques d'assurance par l'entremise de traités de réassurance proportionnelle, de réassurance non proportionnelle et de réassurance facultative. Dans un traité de réassurance proportionnelle, le réassureur partage une part proportionnelle des sinistres et des primes de la société, alors que, dans un traité de réassurance non proportionnelle, le réassureur prend en charge le paiement des sinistres de la société au-delà d'un seuil de rétention spécifié, sous réserve d'un plafond. Le traité de réassurance facultative vise la réassurance de risques individuels dont conviennent la société et le réassureur. La société suit une politique selon laquelle elle souscrit et réassure les contrats d'assurance et de réassurance, politique qui permet, selon le type de contrat, de limiter en général la responsabilité d'une société d'exploitation à l'égard de toute police à un montant maximal pour un sinistre donné. Les sociétés en exploitation prennent des décisions en réassurance de façon à réduire le risque de perte et à le répartir entre les contrats d'assurance et les contrats de réassurance souscrits, dans le but de limiter les sinistres multiples découlant d'un seul événement et de protéger les ressources en capital. Le montant de réassurance achetée peut varier entre les sociétés en exploitation selon les gammes de produits d'assurance souscrits, leurs ressources en capital respectives et les conditions du marché actuelles ou prévues. En général, la réassurance est conclue selon un excédent de sinistres et souscrite en diverses couches, afin de limiter le montant d'un seul risque à un montant maximal acceptable pour la société et de se protéger des pertes sur plusieurs risques découlant d'un seul événement. Ce type de réassurance comprend ce que l'on appelle une réassurance de catastrophe. Toutefois, la réassurance ne dégage pas la société de son obligation principale à l'égard des titulaires de police.

La plupart des contrats de réassurance souscrits par la société procurent une couverture pour une seule année et sont négociés chaque année. La capacité de la société à obtenir de la réassurance à des conditions et à des prix conformes aux résultats historiques reflète, entre autres facteurs, la sinistralité de la société et du secteur en général. Les effets de la baisse des taux d'intérêt, de l'augmentation du nombre de catastrophes, de l'incertitude entourant les effets des changements climatiques sur la nature des sinistres liés à des catastrophes, et de l'accroissement des coûts de réclamation se font sentir sur les prix de la réassurance, qui sont plus élevés, ce qui a une incidence sur le coût de réassurance pour la société, relativement à la réassurance rétroactive des entreprises touchées par les sinistres. Compte non tenu des sinistres importants liés à des catastrophes qui ont touché le secteur depuis 2017 et d'une certaine incertitude entourant les sinistres finalement cédés aux réassureurs en raison de la COVID-19, l'adéquation des fonds propres au sein du marché de la réassurance demeure solide grâce à l'entrée de nouveaux fonds propres et à la disponibilité d'autres formes de réassurance. La société continue de tirer parti de la réassurance, y compris d'autres formes de réassurance, en recherchant un équilibre entre ses besoins de capital et le coût de la réassurance.

Assurance vie

Le risque lié à l'assurance vie découle principalement de l'exposition d'Eurolife à des résultats réels dans les domaines de la mortalité, la morbidité, la longévité, le comportement du titulaire de police et les charges, qui sont contraires aux attentes. L'exposition au risque technique est gérée par des procédures techniques uniformes qui ont été établies à Eurolife afin de déterminer le caractère assurable des proposant et de gérer l'exposition globale aux écarts négatifs par rapport aux hypothèses. Ces exigences techniques sont révisées périodiquement par les actuaires d'Eurolife.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte découlant du manquement par une partie contractante à ses obligations financières envers la société. Le risque de crédit provient principalement de la trésorerie et des placements à court terme, des placements dans des titres de créance, des créances découlant de contrats d'assurance, des montants à recouvrer des réassureurs et des soldes à recevoir des contreparties à des contrats dérivés (essentiellement des contrats de change à terme et des swaps sur rendement total). Il n'y a pas eu de changements importants dans l'exposition de la société au risque de crédit (sauf indication contraire dans l'analyse qui suit) ou dans le cadre utilisé pour surveiller, évaluer et gérer le risque de crédit au 31 décembre 2021 par rapport au 31 décembre 2020.

Le montant brut de l'exposition au risque de crédit de la société (compte non tenu des montants détenus en garantie par la société) se compose des éléments suivants :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Trésorerie et placements à court terme	22 795,5	13 920,6
Placements dans des titres de créance :		
Gouvernement souverain des États-Unis ¹⁾	3 957,9	3 058,4
Autres États souverains notés AA/Aa ou plus ^{1), 2)}	1 074,7	311,2
Tous les autres États souverains ³⁾	2 194,9	649,3
Provinces canadiennes	45,0	49,9
États et municipalités américains	387,2	378,2
Sociétés et autres ^{4), 5)}	6 873,9	11 848,3
Montants à recevoir des contreparties aux contrats dérivés	158,9	222,4
Créances découlant de contrats d'assurance	6 883,2	5 816,1
Montants à recouvrer des réassureurs	12 090,5	10 533,2
Autres actifs ⁶⁾	1 881,3	1 729,7
Montant total brut de l'exposition au risque de crédit	<u>58 343,0</u>	<u>48 517,3</u>

- 1) Représentent collectivement 9,5 % du portefeuille de placement total de la société au 31 décembre 2021 (7,8 % au 31 décembre 2020), que la société considère comme comportant un risque de crédit minime.
- 2) Comprennent essentiellement des obligations émises par les gouvernements du Canada, de Singapour, de l'Australie et de Hong Kong et ayant une juste valeur respective de 614,6 \$, 95,1 \$, 92,7 \$ et 43,5 \$ au 31 décembre 2021 (respectivement 16,5 \$, 95,7 \$, 42,0 \$ et 58,7 \$ au 31 décembre 2020).
- 3) Comprennent essentiellement des obligations émises par les gouvernements de la Grèce, du Brésil, de l'Espagne et de l'Inde et dont les justes valeurs respectives s'établissent à 844,7 \$, 415,4 \$, 297,5 \$ et 192,5 \$ au 31 décembre 2021 (1,2 \$, 40,0 \$, 233,9 \$ et 22,5 \$ au 31 décembre 2020).
- 4) Représente 13,0 % du portefeuille de placements total de la société au 31 décembre 2021, comparativement à 27,4 % au 31 décembre 2020, la baisse étant principalement liée aux ventes nettes d'obligations à court ou moyen terme de sociétés de haute qualité de 4 867,1 \$, à l'échange des débentures de Seaspans contre des actions privilégiées d'Atlas et au rachat du reste des débentures de Seaspans, ainsi qu'il est indiqué à la note 6, en partie contrebalancés par les achats nets de prêts hypothécaires de premier rang non cotés de 826,9 \$ et un placement dans des débentures de 25 ans de Mosaic Capital, qui est décrit à la note 23.
- 5) Comprend les placements de la société dans des prêts hypothécaires de premier rang de 1 659,4 \$ au 31 décembre 2021 (775,4 \$ au 31 décembre 2020) garantis par des biens immobiliers situés principalement aux États-Unis, en Europe et au Canada.
- 6) Exclusion faite des actifs reliés à des produits d'assurance liés à des unités de 637,1 \$ au 31 décembre 2021 (néant au 31 décembre 2020) pour lesquels la société n'assume pas le risque de crédit, et l'impôt sur le résultat remboursable de 58,3 \$ au 31 décembre 2021 (88,7 \$ au 31 décembre 2020), qui est considéré comme comportant un risque de crédit négligeable.

Trésorerie et placements à court terme

La trésorerie et les placements à court terme de la société (y compris ceux de la société de portefeuille) sont essentiellement détenus auprès d'importantes institutions financières situées dans les territoires où elle exerce ses activités. Au 31 décembre 2021, 82,7 % de ces soldes étaient détenus dans des institutions financières canadiennes et américaines, 14,9 % dans des institutions financières européennes et 2,4 % dans d'autres institutions financières étrangères (respectivement 86,7 %, 10,2 % et 3,1 % au 31 décembre 2020). La société surveille les risques associés à la trésorerie et aux placements à court terme en examinant régulièrement la solidité financière et la solvabilité de ces institutions financières, examen qui est effectué à intervalles plus fréquents en période de volatilité économique. Par suite de ces examens, la société peut transférer des soldes depuis des institutions financières qui, selon sa perception, présentent un risque de crédit plus élevé vers des institutions considérées comme plus stables.

Placements dans des titres de créance

La stratégie de gestion des risques de la société en ce qui a trait aux titres de créance consiste à investir principalement dans des titres de créance d'émetteurs bénéficiant d'une qualité de crédit élevée et à limiter le montant de l'exposition au crédit à l'égard de toute autre société émettrice. La direction considère que les instruments de créance de qualité investissement sont ceux pour lesquels S&P ou Moody's ont attribué une notation de BBB/Baa ou mieux à l'émetteur des titres. La société examine les notations de tiers, mais elle effectue aussi sa propre analyse et ne délègue pas la décision de crédit à des agences de notation. La société tente de limiter le risque de crédit en surveillant des limites concernant chaque société émettrice de titres compris dans le portefeuille de titres à revenu fixe et des limites fondées sur la qualité du crédit et peut, à l'occasion, prendre des positions sur certains types de dérivés pour atténuer davantage le risque de crédit.

Le tableau suivant présente la composition des placements de la société dans des titres de créance classés selon la notation la plus élevée attribuée par S&P et Moody's à l'émetteur de chacun des titres.

Notation de l'émetteur	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Coût amorti	Juste valeur	%	Coût amorti	Juste valeur	%
AAA/Aaa	5 248,2	5 237,3	36,1	3 574,3	3 604,8	22,1
AA/Aa	435,0	437,7	3,0	779,1	805,1	4,9
A/A	1 838,4	1 865,5	12,8	3 856,5	4 086,6	25,1
BBB/Baa	1 749,9	1 914,6	13,2	4 157,4	4 590,8	28,2
BB/Ba	1 840,9	1 808,3	12,4	489,6	518,8	3,2
B/B	115,0	114,8	0,8	41,7	42,9	0,3
Inférieure à B/B	58,4	62,9	0,4	62,4	63,8	0,4
Non cotés ^{1), 2)}	2 935,3	3 092,5	21,3	2 458,9	2 582,5	15,8
Total	14 221,1	14 533,6	100,0	15 419,9	16 295,3	100,0

1) Composé essentiellement de la juste valeur des participations de la société dans Blackberry Limited de 535,1 \$ (438,6 \$ au 31 décembre 2020), dans Mosaic Capital de 129,3 \$ (néant au 31 décembre 2020), dans Chorus Aviation Inc. de 90,6 \$ (153,0 \$ au 31 décembre 2020) et dans Atlas de néant (575,9 \$ au 31 décembre 2020).

2) Comprend les placements de la société dans des prêts hypothécaires de premier rang de 1 659,4 \$ au 31 décembre 2021 (775,4 \$ au 31 décembre 2020) garantis par des biens immobiliers situés essentiellement aux États-Unis, en Europe et au Canada, principalement avec des ratios prêt-valeur d'environ 60 %, ce qui réduit l'exposition de la société au risque de crédit lié à ces placements.

Au 31 décembre 2021, 65,1 % (80,3 % au 31 décembre 2020) de la valeur comptable du portefeuille de titres à revenu fixe était de catégorie investissement ou mieux, 39,1 % (27,0 % au 31 décembre 2020) ayant la notation AA ou mieux (essentiellement des obligations de gouvernements). L'augmentation de la juste valeur des obligations notées AAA/Aaa reflète principalement les achats nets d'obligations à court terme du Trésor américain de 915,7 \$ et d'obligations du Trésor canadien de 617,3 \$. La diminution de la juste valeur des obligations notées AA/Aa, A/A et BBB/Baa s'explique principalement par les ventes nettes d'obligations de sociétés de haute qualité, respectivement de 289,7 \$, de 2 192,6 \$ et de 2 763,2 \$. L'augmentation de la juste valeur des obligations notées BB/Ba s'explique principalement par la consolidation des portefeuilles d'obligations d'Eurolife. L'augmentation de la juste valeur des obligations non cotées découle principalement des achats nets d'obligations de sociétés non cotées et de prêts hypothécaires de premier rang de 826,9 \$ et d'un placement dans des débetures de 25 ans de Mosaic Capital, qui est décrit à la note 23, en partie contrebalancés par l'échange de débetures de Seaspan contre des actions privilégiées d'Atlas et par le rachat du reste des débetures de Seaspan, ainsi qu'il est indiqué à la note 6.

Au 31 décembre 2021, les avoirs en obligations des 10 émetteurs à l'égard desquels la société était le plus exposée (sauf les obligations d'État des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni et de l'Allemagne) totalisent 3 444,5 \$ (3 474,4 \$ au 31 décembre 2020), soit environ 6,5 % (8,0 % au 31 décembre 2020) du portefeuille total. L'exposition au plus grand émetteur individuel d'obligations de sociétés au 31 décembre 2021 était représentée par le placement de la société dans Blackberry Limited de 535,1 \$ (Atlas – 575,9 \$ au 31 décembre 2020), qui représente environ 1,0 % (1,3 % au 31 décembre 2020) du portefeuille de placements total.

Contreparties aux contrats dérivés

Le risque de contrepartie découle des contrats dérivés conclus par la société, et ce, principalement de trois façons : premièrement, la contrepartie pourrait ne pas être en mesure de s'acquitter de son obligation aux termes d'un contrat dérivé, et les garanties déposées en faveur de la société pourraient être insuffisantes pour soutenir cette obligation; deuxièmement, les garanties déposées par la société en faveur d'une contrepartie comme condition préalable à la conclusion de certains contrats dérivés (également appelée « marge initiale ») pourraient être à risque si la contrepartie éprouvait des difficultés financières; et troisièmement, les garanties excédentaires données en faveur d'une contrepartie pourraient être à risque si la contrepartie éprouvait des difficultés financières (les contreparties pourraient détenir des garanties excédentaires en raison du moment du règlement du montant des garanties requises selon la juste valeur du contrat dérivé).

La société tente de limiter le risque de contrepartie par un choix judicieux des contreparties aux contrats dérivés et par la voie des modalités des ententes négociées avec ces contreparties. Selon ces ententes, les contreparties sont tenues par contrat de déposer une garantie admissible dans des comptes de garantie (sous réserve de certains seuils minimaux) en faveur de la société, selon la juste valeur des contrats dérivés, calculée quotidiennement. L'exposition de la société au risque associé à la marge initiale est atténuée lorsque cela est possible par l'utilisation de comptes distincts de dépositaires tiers qui permettent seulement aux contreparties de prendre le contrôle des garanties qu'en cas de défaillance par la société.

Les ententes négociées avec les contreparties prévoient un règlement net unique de tous les instruments financiers visés en cas de défaillance de la contrepartie, ce qui permet à la société de compenser ses obligations envers la contrepartie au moyen des montants à recevoir de cette contrepartie (les « ententes de règlement net »). Le tableau qui suit présente l'exposition de la société au risque net de contrepartie aux dérivés, en supposant que toutes les contreparties sont simultanément en situation de défaillance.

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Total des actifs dérivés ¹⁾	158,9	222,4
Obligations qui peuvent être compensées aux termes d'une entente de règlement net	(9,6)	(32,0)
Juste valeur des garanties déposées en faveur de la société ²⁾	(116,5)	(124,3)
Garanties excédentaires données par la société en faveur de contreparties	4,8	11,7
Marge initiale non détenue dans des comptes distincts de dépositaires tiers	—	5,6
Montant net de l'exposition aux contreparties liée aux dérivés, après ententes de règlement net et de garantie	37,6	83,4

1) Compte non tenu des bons de souscription d'actions, des options d'achat d'actions et des dérivés qui ne comportent pas de risque de contrepartie.

2) *Compte non tenu des garanties excédentaires données par les contreparties de 22,5 \$ au 31 décembre 2021 (5,0 \$ au 31 décembre 2020).*

Les garanties déposées en faveur de la société au 31 décembre 2021 étaient composées d'un montant en trésorerie de 14,3 \$ et de titres d'État de 125,7 \$ (116,4 \$ et 12,9 \$ au 31 décembre 2020). La société n'avait pas exercé son droit de vendre les actifs donnés en garantie ou de les redonner en garantie au 31 décembre 2021.

Montants à recouvrer des réassureurs

La société est exposée au risque de crédit lié aux montants à recouvrer des réassureurs au 31 décembre 2021 dans la mesure où un réassureur pourrait ne pas avoir la capacité ou l'intention de rembourser la société conformément aux modalités des ententes de réassurance pertinentes. La société est également exposée au risque de crédit accepté dans des accords de façade et aux contraintes potentielles de capacité de réassurance. Selon les exigences des directives internes, les réassureurs doivent, en général, avoir obtenu une notation élevée d'A.M. Best et maintenir un capital et un excédent de plus de 500,0 \$. Lorsque cela est prévu par contrat, la société détient des garanties à l'égard des soldes sous forme de trésorerie, de lettres de crédit, de cautions ou d'actifs détenus dans des comptes de fiducie. La société peut faire des prélèvements sur ces garanties lorsque des montants demeurent impayés au-delà des périodes stipulées au contrat, pour chaque réassureur.

Le personnel affecté aux garanties en matière de réassurance de la société effectue des évaluations approfondies continues des réassureurs actuels et éventuels ainsi que des examens annuels des réassureurs ayant subi des dépréciations, et formule des recommandations concernant les provisions pour soldes de réassurance irrécouvrables pour le groupe. Le personnel affecté aux garanties en matière de réassurance réunit aussi de l'information sur les risques de réassurance collective et sur les sociétés en exploitation individuelles dans l'ensemble de la société. Le plus important réassureur de la société (Munich Reinsurance Company) représente à lui seul 7,5 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax au 31 décembre 2021 (8,0 % au 31 décembre 2020) et est coté A+ par A.M. Best.

L'exposition brute de la société au risque de crédit lié à ses réassureurs a augmenté au 31 décembre 2021 par rapport au 31 décembre 2020, ce qui reflète principalement une augmentation de la quote-part des réassureurs dans les primes non acquises, les sinistres payés et non payés en raison de l'accroissement du volume des transactions, et le transfert du portefeuille de sinistres réalisé par Brit, comme il est expliqué à la note 9. Les variations survenues dans la provision pour soldes de réassurance irrécouvrables pendant l'exercice sont présentées à la note 9.

Le tableau qui suit présente le total des montants bruts à recouvrer des réassureurs classés selon la cote de la solidité financière des réassureurs. Les groupements et associations sont généralement des fonds d'assurance gouvernementaux ou similaires qui ne comportent qu'un risque de crédit limité.

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Montants bruts à recouvrer des réassureurs	Soldes pour lesquels des garanties sont détenues	Montants nets non garantis à recouvrer des réassureurs	Montants bruts à recouvrer des réassureurs	Soldes pour lesquels des garanties sont détenues	Montants nets non garantis à recouvrer des réassureurs
Note d'A.M. Best (ou note équivalente de S&P)						
A++	568,2	27,2	541,0	473,9	27,5	446,4
A+	5 905,9	494,4	5 411,5	5 244,2	361,5	4 882,7
A	3 899,8	227,3	3 672,5	3 072,9	97,6	2 975,3
A-	371,9	43,9	328,0	359,1	29,9	329,2
B++	50,8	4,6	46,2	55,9	5,2	50,7
B+	0,5	0,3	0,2	2,6	—	2,6
B ou moins	20,2	0,1	20,1	16,0	0,4	15,6
Non cotés	1 004,0	576,7	427,3	1 101,8	726,9	374,9
Groupements et associations	447,9	7,1	440,8	362,4	7,0	355,4
	<u>12 269,2</u>	<u>1 381,6</u>	<u>10 887,6</u>	<u>10 688,8</u>	<u>1 256,0</u>	<u>9 432,8</u>
Provision pour soldes de réassurance irrécouvrables	(178,7)		(178,7)	(155,6)		(155,6)
Montants à recouvrer des réassureurs	<u>12 090,5</u>		<u>10 708,9</u>	<u>10 533,2</u>		<u>9 277,2</u>

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque de perte que la société peut subir si elle n'est pas en mesure d'honorer ses engagements financiers en temps opportun et à un coût raisonnable lorsqu'ils deviennent exigibles. Les flux de trésorerie de la société à court terme pourraient être touchés par la nécessité d'un apport de capital pour soutenir la croissance des sociétés d'assurance et de réassurance dans un contexte de prix favorable ainsi que pour soutenir leurs portefeuilles malgré les fluctuations causées par les répercussions de la pandémie de COVID-19. La politique de la société consiste à s'assurer qu'elle aura suffisamment d'actifs liquides pour respecter ses engagements financiers, notamment les passifs envers les titulaires de police et de titres de créance, les dividendes sur les actions privilégiées et les engagements de placements. Des analyses des flux de trésorerie sont effectuées régulièrement pour la société de portefeuille et pour les sociétés en exploitation afin d'assurer que les flux de trésorerie provenant des sociétés en exploitation répondent aux besoins de trésorerie futurs, voire les dépassent.

Société de portefeuille

Les engagements importants connus de la société de portefeuille pour 2022 se rapportent au paiement des dividendes sur actions ordinaires de 249,9 \$ (10,00 \$ par action ordinaire versés en janvier 2022), aux charges d'intérêts et aux frais généraux du siège social, aux dividendes sur actions privilégiées, aux paiements d'impôt et aux paiements éventuels au titre des emprunts effectués sur la facilité de crédit renouvelable et d'autres activités d'investissement. En outre, dans le cadre de la vente de RiverStone Barbados, comme il est précisé à la note 23, la société a garanti la valeur d'environ 1,1 G\$ de certains titres détenus par CVC et certains des membres du même groupe qu'elle, jusqu'à ce que ces titres soient achetés par Hamblin Watsa ou vendus à sa demande, avant la fin de 2022. Si la société exigeait que les titres soient vendus, tout écart entre leur juste valeur et la valeur garantie serait réglé en trésorerie (actif dérivé de 103,8 \$ au 31 décembre 2021).

La société estime que la trésorerie et les placements de la société de portefeuille (déduction faite des obligations au titre des dérivés de la société de portefeuille) de 1 446,2 \$ au 31 décembre 2021 offrent des liquidités adéquates à la société de portefeuille pour qu'elle puisse s'acquitter de ses obligations connues en 2022. La société de portefeuille s'attend à continuer de recevoir des honoraires de gestion de placements et d'administration et des dividendes de la part de ses filiales d'assurance et de réassurance, et des produits sur sa trésorerie et ses placements. Pour accroître davantage ses liquidités, la société de portefeuille peut prélever des montants sur sa facilité de crédit renouvelable non garantie de 2,0 G\$, sur laquelle aucun montant n'avait été prélevé au 31 décembre 2021.

La société de portefeuille peut à l'occasion avoir des entrées ou des sorties de trésorerie liées à ses contrats dérivés, y compris les exigences de garantie. En 2021, la société de portefeuille a reçu un montant en trésorerie net de 262,7 \$ (222,8 \$ en 2020) relativement au swap sur rendement total d'actions en position acheteur (exclusion faite de l'incidence des exigences de garantie).

Filiales d'assurance et de réassurance

Les besoins de liquidités des filiales d'assurance et de réassurance se rapportent principalement aux passifs liés à la souscription, aux frais d'exploitation, aux paiements de dividendes à la société de portefeuille, aux apports à leurs filiales, aux paiements de capital et d'intérêts sur l'encours de leurs dettes, aux paiements de l'impôt sur le résultat, aux engagements de placements et à certaines obligations dérivées (décrites ci-dessous). Les passifs liés à la souscription comprennent le règlement des sinistres et le paiement des commissions directes. Par le passé, les filiales d'assurance et de réassurance ont utilisé leurs entrées de trésorerie provenant des activités d'exploitation (principalement le recouvrement des primes et des commissions de réassurance) et des activités d'investissement (principalement les remboursements de capital, les ventes de titres de placement et les produits de placement) pour financer leurs besoins de liquidités. Les filiales d'assurance et de réassurance peuvent aussi dégager des entrées de trésorerie de leurs activités de financement (principalement des distributions provenant de leurs filiales).

Les filiales d'assurance et de réassurance de la société, et la société de portefeuille au niveau consolidé, se concentrent sur les tensions qui pourraient s'exercer sur les besoins de liquidités par suite de perturbations graves ou d'une volatilité intense sur les marchés financiers ou d'activités extrêmes sur le plan des catastrophes, ou une combinaison de ces deux éléments. Les filiales d'assurance et de réassurance disposent de stratégies de placement visant l'obtention de fonds adéquats pour régler les sinistres ou résister aux perturbations ou à la volatilité sur les marchés financiers sans effectuer de vente forcée de placements. Les filiales d'assurance et de réassurance détiennent des titres de placement à court terme très liquides et de grande qualité ainsi que d'autres titres à échéance fixe liquides et de qualité supérieure afin de financer les règlements prévus de sinistres, les charges d'exploitation et les engagements liés aux placements. Au 31 décembre 2021, les placements de portefeuille, déduction faite des obligations au titre de dérivés, s'établissent à 51,6 G\$ (41,9 G\$ au 31 décembre 2020). Ces placements de portefeuille comprennent des placements dans des débetures de sociétés, des actions privilégiées, des actions ordinaires, des parts de sociétés en commandite, d'autres actifs investis et des participations dans des entreprises associées. Au 31 décembre 2021, ces catégories d'actifs représentent environ 12,7 % (11,3 % au 31 décembre 2020) de la valeur comptable des placements de portefeuille des filiales d'assurance et de réassurance. Fairfax India détenait des placements relativement illiquides ou peu négociés d'une valeur comptable de 1 129,6 \$ au 31 décembre 2021 (1 095,5 \$ au 31 décembre 2020).

Les filiales d'assurance et de réassurance peuvent à l'occasion avoir des entrées ou des sorties de trésorerie liées à leurs contrats dérivés, y compris les exigences de garantie. En 2021, les sociétés d'assurance et de réassurance ont reçu un montant en trésorerie net de 176,9 \$ relativement aux swaps sur rendement total d'actions en position acheteur (exclusion faite de l'incidence des exigences de garantie) (en 2020, montant en trésorerie net de 628,6 \$ payé relativement aux swaps sur rendement total d'actions en positions acheteur et vendeur).

Sociétés autres que des sociétés d'assurance

Les sociétés autres que des sociétés d'assurance ont des remboursements de capital échéant en 2022 de 584,4 \$, qui sont essentiellement liés aux facilités de crédit d'AGT. Après le 31 décembre 2021, AGT a prorogé l'échéance de sa facilité de crédit de premier rang de 625,0 \$ CA, au 17 mars 2023. Les emprunts des sociétés autres que des sociétés d'assurance sont sans recours pour la société de portefeuille et, en règle générale, ils devraient être réglés au moyen de refinancement et des flux de trésorerie d'exploitation.

Profil des échéances des passifs d'assurance et des passifs financiers consolidés de la société

Les tableaux ci-dessous présentent un profil des échéances des passifs d'assurance et des passifs financiers de la société selon les flux de trésorerie attendus non actualisés depuis la date de clôture jusqu'à la date d'échéance contractuelle ou la date de règlement.

	31 décembre 2021					Total
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dettes d'exploitation et charges à payer ¹⁾	1 586,6	821,6	1 131,3	399,1	519,7	4 458,3
Montants à payer au titre de contrats d'assurance ²⁾	1 026,7	1 970,0	346,4	16,1	611,6	3 970,8
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres	2 925,1	7 033,9	10 662,4	5 391,2	8 410,2	34 422,8
Provision pour indemnités d'assurance vie	72,0	162,7	585,0	575,7	1 280,4	2 675,8
Emprunts – société de portefeuille et sociétés d'assurance et de réassurance :						
Capital	0,1	0,2	283,1	1 270,8	4 614,8	6 169,0
Intérêts	66,0	193,8	520,0	445,6	584,9	1 810,3
Emprunts – sociétés autres que des sociétés d'assurance :						
Capital	512,2	72,2	270,8	41,3	736,8	1 633,3
Intérêts	38,3	35,9	99,8	78,9	114,9	367,8
	<u>6 227,0</u>	<u>10 290,3</u>	<u>13 898,8</u>	<u>8 218,7</u>	<u>16 873,3</u>	<u>55 508,1</u>

	31 décembre 2020					Total
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dettes d'exploitation et charges à payer ¹⁾	1 464,8	816,6	854,5	454,3	675,3	4 265,5
Montants à payer au titre de contrats d'assurance ²⁾	775,6	1 493,0	205,6	13,5	13,5	2 501,2
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres	2 880,5	6 111,7	9 577,5	4 753,5	7 486,1	30 809,3
Emprunts – société de portefeuille et sociétés d'assurance et de réassurance :						
Capital	50,1	892,7	664,7	1 142,9	3 887,8	6 638,2
Intérêts	54,6	204,2	479,0	411,5	554,1	1 703,4
Emprunts – sociétés autres que des sociétés d'assurance :						
Capital	547,6	761,6	269,5	344,0	288,1	2 210,8
Intérêts	27,2	43,3	76,5	40,7	103,4	291,1
	<u>5 800,4</u>	<u>10 323,1</u>	<u>12 127,3</u>	<u>7 160,4</u>	<u>13 008,3</u>	<u>48 419,5</u>

1) Exclusion faite des passifs liés aux régimes de retraite et aux régimes d'avantages complémentaires de retraite (note 21), des produits différés tirés des cartes-primés, des services d'accueil et autres produits des activités ordinaires, des intérêts courus et autres. Le profil des échéances des obligations locatives figurant dans le tableau ci-dessus est décrit à la note 22.

2) Exclusion faite des frais d'acquisition de primes différés cédés.

Le calendrier de paiement au titre des sinistres n'est pas fixe et représente les meilleures estimations de la société. Les obligations de paiement exigibles dans plus de un an figurant dans les montants à payer au titre de contrats d'assurance se rapportent principalement à certains montants à payer à des courtiers et à des réassureurs dont il n'est pas attendu qu'ils seront réglés à court terme.

Le tableau suivant présente un profil des échéances des obligations au titre de dérivés de la société selon les flux de trésorerie attendus non actualisés depuis la date de clôture jusqu'à la date d'échéance contractuelle ou la date de règlement.

	31 décembre 2021				31 décembre 2020			
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	Plus de 1 an	Total	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	Plus de 1 an	Total
Swaps sur rendement total d'actions – positions acheteur	1,8	0,1	—	1,9	8,3	9,7	—	18,0
Contrats à terme sur obligations du Trésor américain	—	0,8	—	0,8	—	—	—	—
Contrats de change à terme et swaps	26,4	5,0	46,0	77,4	74,3	16,1	45,6	136,0
Autres contrats dérivés	46,5	25,9	0,4	72,8	25,8	9,5	0,1	35,4
	<u>74,7</u>	<u>31,8</u>	<u>46,4</u>	<u>152,9</u>	<u>108,4</u>	<u>35,3</u>	<u>45,7</u>	<u>189,4</u>

Risque de marché

Le risque de marché, qui comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix, s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des cours du marché. La société est exposée au risque de marché principalement du fait de ses activités de placement, mais aussi du fait de ses activités de souscription, ces activités exposant la société au risque de change. Les portefeuilles de placements de la société sont gérés selon une philosophie de placement axée sur la valeur à long terme mettant l'accent sur une protection contre le risque de chute des cours, et des politiques visant à limiter et à surveiller les expositions à des émetteurs individuels et l'exposition globale aux actions, en ce qui concerne les filiales et l'activité consolidée. Le texte qui suit présente une analyse des principales expositions de la société au risque de marché et la façon dont elles sont actuellement gérées.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt du marché. Lorsque les taux d'intérêt montent, la juste valeur des placements en titres à revenu fixe baisse, et inversement. Dans chaque cas, plus la date d'échéance de l'instrument financier est éloignée, plus l'incidence de la variation des taux d'intérêt est importante. La stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt de la société consiste à positionner son portefeuille de titres à revenu fixe selon sa perception des taux d'intérêt futurs et de la courbe de rendement, tout en tenant compte de façon équilibrée de ses besoins de liquidités. La société peut repositionner son portefeuille en réaction à l'évolution du contexte des taux d'intérêt. Au 31 décembre 2021, le portefeuille de placements de la société comprenait des titres à revenu fixe d'une juste valeur totale d'environ 14,5 G\$ (16,3 G\$ au 31 décembre 2020), exposés au risque de taux d'intérêt.

L'exposition de la société au risque de taux d'intérêt a diminué en 2021, en raison surtout d'une réduction des placements en titres à revenu fixe, qui reflète les ventes nettes d'obligations à court ou moyen terme de sociétés de haute qualité de 4 867,1 \$, en partie contrebalancée par la consolidation des portefeuilles d'obligations d'Eurolife. Pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt (principalement son exposition à certaines obligations à long terme de sociétés américaines et aux obligations d'États et de municipalités américains détenues dans son portefeuille de titres à revenu fixe), la société détenait des contrats à terme pour vendre des obligations à long terme du Trésor américain d'un notionnel de 1 691,3 \$ au 31 décembre 2021 (330,8 \$ au 31 décembre 2020). Il n'y a pas eu de changements importants dans le cadre utilisé par la société pour surveiller, évaluer et gérer le risque de taux d'intérêt au 31 décembre 2021 par rapport au 31 décembre 2020.

Les variations de la structure à terme des taux d'intérêt ont une incidence sur le montant des profits et des pertes sur les titres à revenu fixe détenus ainsi que sur le moment de la comptabilisation de ceux-ci en résultat net. En général, les produits financiers de la société peuvent être réduits au cours de longues périodes de taux d'intérêt faibles, car les titres à revenu fixe et à rendement plus élevé sont remboursés par anticipation, arrivent à échéance ou sont vendus et le produit ainsi obtenu est réinvesti dans des instruments assortis de taux inférieurs. En période de taux d'intérêt élevés, la valeur de marché des titres à revenu fixe détenus par la société diminue en général, et les profits sur les titres à revenu fixe sont vraisemblablement réduits. Des hausses importantes des taux d'intérêt sont susceptibles d'entraîner des pertes. La conjoncture économique générale, les conditions politiques et de nombreux autres facteurs peuvent également toucher de façon défavorable les marchés obligataires et, par conséquent, la valeur des titres à revenu fixe détenus. Ces risques sont surveillés par les principaux gestionnaires de portefeuilles de la société ainsi que par le chef de la direction de la société, et ils sont pris en compte dans la gestion du portefeuille consolidé d'obligations.

Le tableau qui suit illustre l'incidence éventuelle des variations des taux d'intérêt sur le portefeuille de titres à revenu fixe de la société, selon des déplacements parallèles à la hausse ou à la baisse de 200 points de base, par tranche de 100 points de base, variations que la société considère comme raisonnablement possibles dans le contexte actuel, compte tenu de l'incertitude persistante causée par la pandémie de COVID-19. Cette analyse a été effectuée pour chaque titre pris individuellement, l'incidence d'une variation hypothétique étant calculée après impôt.

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Juste valeur du portefeuille de titres à revenu fixe	Variation hypothétique du résultat net ¹⁾	Variation hypothétique de la juste valeur (en %) ¹⁾	Juste valeur du portefeuille de titres à revenu fixe	Variation hypothétique du résultat net ¹⁾	Variation hypothétique de la juste valeur (en %) ¹⁾
Variation des taux d'intérêt						
Hausse de 200 points de base	13 984,0	(418,4)	(3,8)	15 540,5	(624,5)	(4,6)
Hausse de 100 points de base	14 239,6	(224,3)	(2,0)	15 889,8	(335,2)	(2,5)
Aucune variation	14 533,6	—	—	16 295,3	—	—
Baisse de 100 points de base	14 900,9	280,6	2,5	16 790,2	410,0	3,0
Baisse de 200 points de base	15 327,9	607,5	5,5	17 348,4	871,6	6,5

1) Comprend l'incidence des contrats à terme conclus pour vendre des obligations à long terme du Trésor américain d'un notionnel de 1 691,3 \$ au 31 décembre 2021 (330,8 \$ au 31 décembre 2020).

Certaines faiblesses sont inhérentes à la méthode d'analyse présentée. Les calculs des effets prospectifs des fluctuations hypothétiques des taux d'intérêt sont fondés sur de nombreuses hypothèses, y compris le maintien du niveau et de la composition des titres à revenu fixe à la date indiquée, et ils ne devraient pas être considérés comme étant indicatifs des résultats futurs. Les valeurs réelles pourraient différer des valeurs projetées advenant un changement de la conjoncture du marché par rapport aux hypothèses utilisées pour calculer la juste valeur des titres individuels. Ces variations comprennent des déplacements non parallèles de la structure par terme des taux d'intérêt et un changement des écarts de crédit des émetteurs individuels.

Fluctuations des prix du marché

Les fluctuations des prix de marché représentent le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix de marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt et du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument financier en cause ou à son émetteur, ou par d'autres facteurs affectant tous les instruments financiers similaires sur le marché. L'objectif de gestion des risques que vise la société en ce qui concerne les fluctuations des cours du marché met l'accent surtout sur la préservation du capital investi. La société détient des placements importants en actions et en titres assimilables à des actions. Comme il a été déjà mentionné dans les rubriques précédentes, la pandémie de COVID-19 a accentué l'incertitude sur le marché et pourrait avoir une incidence défavorable sur les justes valeurs ou sur les flux de trésorerie futurs des placements de la société en actions et en titres assimilables à des actions. L'exposition de la société au risque de prix des actions et des titres assimilables à des actions a augmenté au 31 décembre 2021 par rapport au 31 décembre 2020, comme il est indiqué dans le tableau ci-après.

La société détient des placements importants en actions et en titres assimilables à des actions. La valeur de marché et la liquidité de ces placements sont volatiles et peuvent varier considérablement à la hausse ou à la baisse sur de brèves périodes. Par conséquent, leur valeur définitive ne sera connue qu'à long terme ou à leur vente. Le tableau qui suit présente un résumé de l'effet net des placements en actions et en titres assimilables à des actions (positions acheteur, déduction faite des positions vendeur) sur la situation financière de la société aux 31 décembre 2021 et 2020 et sur ses résultats d'exploitation pour les exercices clos à ces dates. Dans ce tableau, lorsqu'elle évalue son exposition aux titres de capitaux propres, la société considère ses participations dans des entreprises associées exerçant leurs activités dans d'autres secteurs que celui de l'assurance (note 6) d'une juste valeur de 7 192,1 \$ au 31 décembre 2021 (5 609,8 \$ au 31 décembre 2020) comme une composante de ses placements en actions et en titres assimilables à des actions.

	31 décembre 2021		31 décembre 2020		Exercice clos le 31 décembre 2021	Exercice clos le 31 décembre 2020
	Exposition/ Notionnel	Valeur comptable	Exposition/ Notionnel	Valeur comptable	Résultat avant impôt	Résultat avant impôt
Positions acheteur sur titres de capitaux propres :						
Actions ordinaires	5 845,5	5 845,5	4 939,7	4 939,7	1 333,4	24,7
Actions privilégiées convertibles ¹⁾	54,5	54,5	27,9	27,9	2,8	4,4
Obligations convertibles	583,4	583,4	461,3	461,3	101,3	143,4
Participations dans des entreprises associées ^{1), 2), 3)}	7 192,1	5 496,6	5 609,8	5 134,9	52,7	8,6
Déconsolidation de filiales non liées au secteur de l'assurance ⁴⁾	—	—	—	—	190,3	(78,5)
Dérivés et autres actifs investis :						
Swaps sur rendement total d'actions – positions acheteur	1 082,8	94,2	1 788,3	126,3	407,5	325,6
Bons de souscription d'actions et options sur actions ⁵⁾	257,3	257,3	132,8	132,8	114,2	(56,3)
Emprunt sur billets visant la valeur de l'actif conclu avec RiverStone Barbados (note 23)	1 250,1	103,8	—	—	109,9	—
Total des actions et des titres assimilables à des actions	16 265,7	12 435,3	12 959,8	10 822,9	2 312,1	371,9
Positions vendeur sur titres de capitaux propres :						
Dérivés et autres actifs investis :						
Swaps sur rendement total d'actions – positions vendeur	—	—	—	—	—	(528,6)
	—	—	—	—	—	(528,6)
Position sur titres de capitaux propres et effets financiers, montant net	16 265,7		12 959,8		2 312,1	(156,7)

- 1) Exclusion faite des participations dans des entreprises associées et des coentreprises d'assurance et de réassurance, et de certains autres placements en actions et en titres assimilables à des actions qui sont considérés comme des participations stratégiques à long terme. Voir la note 6.
- 2) En 2021, la société a vendu une tranche de sa participation dans IIFL Finance, pour un produit en trésorerie de 113,7 \$ (8,6 milliards de roupies indiennes), et comptabilisé un profit réalisé net de 42,0 \$ dans l'état consolidé du résultat net, comme il est précisé à la note 6.
- 3) Le 28 février 2020, la société a vendu sa participation dans APR Energy à Atlas, dans le cadre d'une transaction payée entièrement en actions, comme il est précisé à la note 6.
- 4) Essentiellement composé de la vente de Toys "R" Us Canada et de la vente de Privi par Fairfax India en 2021 ainsi que de la déconsolidation de Fairfax Africa en 2020, comme il est indiqué à la note 23.
- 5) Comprennent les bons de souscription d'Atlas.

Le tableau qui suit illustre l'incidence possible sur le résultat net des variations de la juste valeur des placements de la société en actions et en titres assimilables à des actions (positions acheteur, déduction faite des positions vendeur), par suite des changements touchant les marchés des actions à l'échelle mondiale aux 31 décembre 2021 et 2020. Cette analyse suppose des variations de 10 % et de 20 % (10 % et 20 % au 31 décembre 2020), que la société considère comme raisonnablement possibles dans le contexte économique actuel, selon une analyse du rendement de divers indices boursiers et selon la connaissance qu'a la direction des marchés boursiers.

	31 décembre 2021				
	Hausse de 20 %	Hausse de 10 %	Aucune variation	Baisse de 10 %	Baisse de 20 %
Variation des marchés des actions mondiaux					
Juste valeur des placements en actions et en titres assimilables à des actions	10 861,1	9 966,1	9 073,6	8 184,4	7 297,3
Variation hypothétique du résultat net (en \$)	1 549,7	773,5	—	(770,6)	(1 538,8)
Incidence d'une variation hypothétique sur la juste valeur (en %)	19,7	9,8	—	(9,8)	(19,6)
	31 décembre 2020				
	Hausse de 20 %	Hausse de 10 %	Aucune variation	Baisse de 10 %	Baisse de 20 %
Variation des marchés des actions mondiaux					
Juste valeur des placements en actions et en titres assimilables à des actions	8 799,0	8 074,2	7 350,0	6 627,5	5 897,4
Variation hypothétique du résultat net (en \$)	1 227,5	613,3	—	(611,6)	(1 228,8)
Incidence d'une variation hypothétique sur la juste valeur (en %)	19,7	9,9	—	(9,8)	(19,8)

Les variations de la juste valeur des participations dans des entreprises associées et des coentreprises exerçant leurs activités dans d'autres secteurs que celui de l'assurance ont été exclues dans chacun des scénarios présentés ci-dessus puisque toute variation de la juste valeur d'une participation dans une entreprise associée n'est habituellement constatée dans les états financiers consolidés de la société qu'à la cession de cette participation. La variation de la juste valeur des placements en actions et en titres assimilables à des actions était liée aux participations dans des entreprises associées et des coentreprises du secteur de l'assurance et de la réassurance, et certains autres placements en actions et en titres assimilables à des actions ont aussi été exclus de chacun des scénarios présentés ci-dessus, car ces placements sont considérés comme stratégiques à long terme.

Au 31 décembre 2021, les dix placements les plus importants détenus par la société dans des actions ordinaires, des swaps sur rendement total d'actions en position acheteur et des participations dans des entreprises associées non liées au secteur de l'assurance représentent au total 6 048,7 \$ ou 11,4 % du portefeuille de placements total (4 981,5 \$ ou 11,5 % au 31 décembre 2020), parmi lesquels le placement le plus important est représenté par la participation de la société dans Eurobank de 1 298,4 \$ (note 6) ou 2,4 % du portefeuille de placements total (1 166,3 \$ ou 2,7 % au 31 décembre 2020).

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un instrument financier ou d'un autre actif ou passif varient par suite de fluctuations des taux de change et aient une incidence défavorable sur le résultat net et les capitaux propres lorsqu'ils sont évalués dans la monnaie fonctionnelle de la société. La société est exposée au risque de change du fait de ses transactions conclues dans des monnaies autres que le dollar américain, y compris les primes nettes acquises et les pertes nettes sur sinistres, qui sont libellées en devises. Les participations dans des entreprises associées et les investissements nets dans des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain donnent aussi lieu à une exposition au risque de change. Il n'y a pas eu de changement important dans l'exposition de la société au risque de change ni dans le cadre que la société utilise pour surveiller, évaluer et gérer le risque de change au 31 décembre 2021 par rapport au 31 décembre 2020.

L'objectif de la gestion du risque de change de la société est d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le total des capitaux propres, malgré l'exposition de la société à la roupie indienne du fait de sa participation dans Fairfax India. La société surveille l'exposition au risque de change de ses actifs investis et limite cette exposition lorsqu'elle le juge nécessaire. La société cumule et apparie, sur une base consolidée, tous les risques importants touchant les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère afin d'identifier toute position vendeur ou acheteur nette non appariée. Pour atténuer l'exposition à une position non appariée, la société peut : conclure des contrats de change à terme en positions vendeur et acheteur (essentiellement libellés en euros, en livres sterling et en dollars canadiens) pour gérer le risque de change lié à ses transactions en monnaies étrangères; identifier ou engager des passifs libellés en monnaies étrangères pour gérer l'exposition aux participations dans des entreprises associées et à l'investissement net dans des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain et acheter des placements libellés dans la même monnaie que celle des passifs en monnaie étrangère. En dépit de ces initiatives, la société peut subir des profits ou des pertes découlant des fluctuations des devises, qui peuvent avoir une incidence favorable ou défavorable sur les résultats d'exploitation.

Le 29 mars 2021, la société a utilisé le produit net tiré de l'émission de billets de premier rang non garantis échéant en 2031 d'un capital de 671,6 \$ (850,0 \$ CA) pour racheter ses billets de premier rang non garantis d'un capital total de 670,6 \$ (846,0 \$ CA) échéant en 2022 et en 2023. Parallèlement aux rachats, la société a désigné la valeur comptable de ses billets de premier rang non garantis d'un capital de 671,6 \$ (850,0 \$ CA) comme couverture d'une tranche de son investissement net dans des filiales canadiennes. Se reporter à la note 15 pour un supplément d'information. Au 31 décembre 2021, la société a désigné la valeur comptable de 2 800,0 \$ CA du capital de ses billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens, dont la juste valeur s'établit à 2 364,6 \$ (capital de 2 796,0 \$ CA au 31 décembre 2020 et juste valeur de 2 397,6 \$), comme couverture d'une tranche de son investissement net dans des filiales canadiennes. En 2021, la société a comptabilisé des pertes avant impôt de 16,7 \$ (38,0 \$ en 2020) liées aux fluctuations du taux de change sur les billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens au poste « Pertes sur couverture de l'investissement net dans des filiales canadiennes », dans l'état consolidé du résultat global.

Au 31 décembre 2021, la société a désigné la valeur comptable de 750,0 € du capital de ses billets de premier rang non garantis libellés en euros, dont la juste valeur s'établit à 926,3 \$ (capital de 750,0 € au 31 décembre 2020 et juste valeur de 1 023,9 \$), comme couverture de son investissement net dans des établissements européens ayant l'euro comme monnaie fonctionnelle. En 2021, la société a comptabilisé des profits avant impôt de 63,9 \$ (pertes avant impôt de 75,8 \$ en 2020) liés aux fluctuations du taux de change sur les billets de premier rang non garantis libellés en euros au poste « Profits (pertes) sur couverture de l'investissement net dans des établissements européens », dans l'état consolidé du résultat global.

Le tableau suivant présente les effets du change avant impôt compris dans les profits (pertes) nets sur placements, dans les états consolidés du résultat net de la société pour les exercices clos les 31 décembre.

	2021	2020
Profits (pertes) nets sur placements :		
Activités d'investissement	(122,3)	105,4
Activités de souscription	41,2	(16,8)
Contrats de change	(12,0)	(33,0)
Profits (pertes) de change nets	<u>(93,1)</u>	<u>55,6</u>

Les pertes de change nettes sur les activités d'investissement en 2021 sont essentiellement liées aux placements libellés en euros et en roupies indiennes détenus par des filiales ayant le dollar américain comme monnaie fonctionnelle, le dollar américain s'étant apprécié par rapport à ces devises. Les profits de change nets sur les activités d'investissement en 2020 sont essentiellement liés aux placements libellés en euros et en dollars canadiens détenus par des filiales ayant le dollar américain comme monnaie fonctionnelle, le dollar américain s'étant déprécié par rapport à ces devises.

Le tableau ci-dessous montre l'effet approximatif d'une appréciation de 10 % du dollar américain par rapport au dollar canadien, à l'euro, à la livre sterling, à la roupie indienne et à toutes les autres monnaies, respectivement, sur le résultat avant impôt, le résultat net, les autres éléments du résultat global avant impôt et les autres éléments du résultat global. Certaines faiblesses sont inhérentes à la méthode d'analyse présentée, car l'analyse est fondée sur l'hypothèse selon laquelle l'appréciation de 10 % du dollar américain s'est produite au 31 décembre 2021, alors que toutes les autres variables ont été constantes.

	Dollar canadien		Euro		Livre sterling		Roupie indienne		Toutes les autres devises		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Résultat avant impôt	5,9	(25,6)	31,4	(35,2)	41,6	58,3	(252,6)	(47,3)	50,1	45,0	(123,6)	(4,8)
Résultat net	1,7	(25,1)	26,9	(26,5)	35,5	48,8	(235,8)	(45,9)	33,3	36,0	(138,4)	(12,7)
Autres éléments du résultat global avant impôt	(210,4)	(112,1)	(64,1)	(17,4)	(50,1)	(56,4)	(247,9)	(247,7)	(156,5)	(108,6)	(729,0)	(542,2)
Autres éléments du résultat global	(209,3)	(115,5)	(40,0)	13,7	(49,1)	(55,6)	(230,5)	(229,2)	(148,4)	(109,1)	(677,3)	(495,7)

En 2021, l'incidence hypothétique des fluctuations du change sur le résultat net avant impôt du tableau plus haut était principalement attribuable à ce qui suit :

Dollar canadien : L'exposition au passif net au 31 décembre 2021 est principalement liée au passif net d'Odyssey Group et de Crum & Forster, en partie contrebalancée par l'actif net pour les secteurs Allied World, Siège social et autres, ainsi que Liquidation de sinistres. L'exposition au passif net au 31 décembre 2021 par rapport à l'exposition à l'actif net au 31 décembre 2020 reflète principalement l'incidence des contrats de change conclus à titre de couverture économique en raison de l'augmentation des placements en obligations du gouvernement du Canada, pour Odyssey et Crum & Forster, en partie contrebalancée par l'augmentation de la trésorerie et des placements de la société de portefeuille.

Euro : L'exposition au passif net au 31 décembre 2021 est principalement liée au passif net d'Allied World, de Crum & Forster et de Brit. L'exposition au passif net au 31 décembre 2021 par rapport à l'exposition à l'actif net au 31 décembre 2020 reflète principalement l'incidence des contrats de change conclus à titre de couverture économique et la diminution des placements dans le portefeuille libellé en euros (essentiellement des sociétés en commandite).

Livre sterling : L'exposition au passif net au 31 décembre 2021 est principalement liée au passif net de Brit, Allied World et Odyssey Group. La diminution de l'exposition au passif net au 31 décembre 2021 par rapport au 31 décembre 2020 rend compte surtout de l'augmentation des placements de portefeuille (essentiellement la trésorerie et les placements à court terme, ainsi que les achats de prêts hypothécaires de premier rang).

Roupie indienne : L'exposition à l'actif net au 31 décembre 2021 est principalement liée à l'actif net de Fairfax Asia, Odyssey Group, Northbridge et Crum & Forster. L'augmentation de l'exposition à l'actif net au 31 décembre 2021 comparativement au 31 décembre 2020 reflète principalement les profits latents nets sur les actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit détenues par Fairfax Asia, comme il est indiqué à la note 5, et l'accroissement des placements en roupies indiennes en raison du moment des transactions de règlement liées à la vente d'obligations du gouvernement indien.

Toutes les autres devises : L'exposition à l'actif net au 31 décembre 2021 est essentiellement liée aux entités dont les actifs nets sont libellés en dollar américain, en réal brésilien, en livre égyptienne, en dollar de Singapour, en dollar australien et en rand sud-africain, mais dont la monnaie fonctionnelle est différente de ces devises (essentiellement les succursales d'Odyssey Group situées hors des États-Unis, notamment la succursale parisienne et le syndicat Newline), contrebalancée en partie par le passif net de Fairfax India (surtout des emprunts en dollars américains). L'augmentation de l'exposition à l'actif net au 31 décembre 2021 par rapport au 31 décembre 2020 rend compte essentiellement de l'exposition accrue au dollar américain (principalement dans les succursales d'Odyssey Group reflétant la croissance des activités) qui a eu une incidence favorable sur le résultat avant impôt, et de l'exposition accrue au réal brésilien (principalement les achats d'obligations du gouvernement brésilien), au dollar de Singapour (surtout liée à l'activité de souscription de Falcon Hong Kong) et au rand sud-africain (essentiellement la consolidation des placements de portefeuille d'Eurolife), qui ont eu une incidence défavorable sur le résultat avant impôt.

En 2021, l'incidence hypothétique des fluctuations du change sur les autres éléments du résultat global avant impôt du tableau ci-dessus était principalement attribuable à la conversion de l'investissement net dans des filiales et des participations dans des entreprises associées non libellées en dollars américains, et se présente comme suit :

Dollar canadien : Surtout liée aux participations nettes dans Northbridge et dans les filiales canadiennes dans le secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance, en partie atténuée par l'incidence des emprunts en dollars canadiens appliqués comme couverture de l'investissement net dans des filiales canadiennes. L'augmentation de l'exposition à l'actif net au 31 décembre 2021 comparativement au 31 décembre 2020 reflète principalement la hausse des capitaux propres de Northbridge (surtout liée au résultat net, en partie contrebalancée par les dividendes versés) et les actions ordinaires émises par Farmers Edge et Boat Rocker émises par suite des premiers appels publics à l'épargne.

Euro : Surtout liée aux participations de la société dans des entreprises associées (principalement Eurobank et Astarta) et à des investissements nets dans Eurolife et dans Colonnade Insurance, en partie contrebalancée par l'investissement net d'Odyssey Group dans sa succursale européenne (exposition au passif net) et par l'incidence des emprunts en euros appliqués comme couverture de l'investissement net dans les établissements européens. L'augmentation de l'exposition à l'actif net au 31 décembre 2021 comparativement au 31 décembre 2020 reflète principalement la consolidation d'Eurolife, qui est décrite à la note 23.

Livre sterling : Principalement liée à l'investissement net d'Odyssey Group dans son syndicat Newline. La diminution de l'exposition à l'actif net au 31 décembre 2021 par rapport au 31 décembre 2020 rend compte surtout d'une variation de la composition des devises liée à un fonds de placement interne consolidé de Fairfax, en partie contrebalancée par la croissance du syndicat Newline d'Odyssey Group.

Roupie indienne : Principalement liée aux investissements nets dans Fairfax India et Thomas Cook India, et aux participations de la société dans des entreprises associées (essentiellement Quess et Digit). L'augmentation de l'exposition à l'actif net au 31 décembre 2021 par rapport au 31 décembre 2020 reflète essentiellement la hausse des investissements nets dans Fairfax India et Thomas Cook India et la baisse de l'exposition nette dans les participations de la société dans des entreprises associées (principalement une baisse dans Quess, en partie contrebalancée par une hausse dans Digit).

Toutes les autres devises : Surtout liée aux investissements nets dans Fairfax Latin America (peso argentin, peso chilien, peso colombien, peso uruguayen, réal brésilien), Bryte Insurance (rand sud-africain), Polish Re (zloty polonais), AMAG Insurance (roupie indonésienne), Singapore Re (dollar de Singapour), Fairfirst Insurance (roupie sri-lankaise), Pacific Insurance (ringgit malais), Fairfax Central and Eastern Europe (lev bulgare, couronne tchèque, forint hongrois, leu roumain et hryvnia ukrainienne) et dans des sociétés autres que des sociétés d'assurance (essentiellement la participation nette d'AGT dans sa filiale en Turquie (livre turque)), et dans des participations dans des entreprises associées (principalement le dinar koweïtien pour Gulf Insurance et le dong vietnamien pour BIC Insurance). L'augmentation de l'exposition à l'actif net au 31 décembre 2021 comparativement au 31 décembre 2020 rend compte principalement de la première comptabilisation, selon la méthode de la mise en équivalence, du placement de la société dans Gulf Insurance, et de la consolidation de Singapore Re, en partie neutralisés par une baisse de la participation nette d'AGT dans sa filiale en Turquie (en raison surtout de la faiblesse de la livre turque par rapport au dollar américain en 2021).

Gestion du capital

Le cadre de gestion du capital de la société vise à protéger, dans l'ordre suivant, ses titulaires de police, ses porteurs d'obligations et ses actionnaires privilégiés et, enfin, à optimiser le rendement pour les actionnaires ordinaires. La gestion efficace du capital comprend des mesures visant à maintenir le capital au-dessus des niveaux réglementaires minimaux, au-dessus des niveaux requis pour satisfaire aux exigences de notation du crédit et de solidité financière, et au-dessus des niveaux de gestion des risques déterminés et calculés en interne. Au 31 mars 2021, le total des capitaux permanents, soit la dette totale, les capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax et les participations ne donnant pas le contrôle, s'établit à 29 068,3 \$, contre 26 341,3 \$ au 31 décembre 2020.

La société gère son capital selon les mesures et ratios financiers suivants :

	Données consolidées		Compte non tenu des sociétés consolidées autres que des sociétés d'assurance	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Trésorerie et placements de la société de portefeuille (déduction faite des obligations au titre de dérivés)	1 446,2	1 229,4	1 446,2	1 229,4
Emprunts – société de portefeuille	5 338,6	5 580,6	5 338,6	5 580,6
Emprunts – sociétés d'assurance et de réassurance	790,7	1 033,4	790,7	1 033,4
Emprunts – sociétés autres que des sociétés d'assurance	1 623,7	2 200,0	—	—
Dette totale	7 753,0	8 814,0	6 129,3	6 614,0
Dette nette ¹⁾	6 306,8	7 584,6	4 683,1	5 384,6
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15 049,6	12 521,1	15 049,6	12 521,1
Actions privilégiées	1 335,5	1 335,5	1 335,5	1 335,5
Participations ne donnant pas le contrôle	4 930,2	3 670,7	2 931,4	1 831,8
Total des capitaux propres	21 315,3	17 527,3	19 316,5	15 688,4
Ratio dette nette/total des capitaux propres	29,6 %	43,3 %	24,2 %	34,3 %
Ratio dette nette/total net des capitaux permanents ²⁾	22,8 %	30,2 %	19,5 %	25,6 %
Ratio dette totale/total des capitaux permanents ³⁾	26,7 %	33,5 %	24,1 %	29,7 %
Couverture des intérêts ⁴⁾	10,6 fois	1,6 fois	13,0 fois ⁶⁾	3,3 fois ⁶⁾
Couverture des intérêts et des dividendes sur actions privilégiées ⁵⁾	9,4 fois	1,4 fois	11,1 fois ⁶⁾	2,7 fois ⁶⁾

1) La société calcule la dette nette comme étant la dette totale diminuée de la trésorerie et des placements de la société de portefeuille (déduction faite des obligations au titre de dérivés).

2) La société calcule le total net des capitaux permanents comme la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

3) La société calcule le total des capitaux permanents comme la somme du total des capitaux propres et de la dette totale.

4) La société calcule le ratio de la couverture des intérêts comme étant le résultat avant impôt et charge d'intérêts sur les emprunts, divisé par la charge d'intérêts sur les emprunts.

5) La société calcule le ratio de couverture des intérêts et des dividendes sur actions privilégiées comme étant le résultat avant impôt et charge d'intérêts sur les emprunts, divisé par la somme de la charge d'intérêts sur les emprunts et des dividendes sur actions privilégiées ajustés en équivalents avant impôt à l'aide du taux d'impôt canadien de la société.

6) Compte non tenu du résultat avant impôt et de la charge d'intérêts sur les emprunts des sociétés consolidées autres que des sociétés d'assurance.

L'objectif de la société dans la gestion du capital comprend le maintien, par la société de portefeuille, de liquidités suffisantes pour être en mesure de payer les intérêts sur sa dette, de verser des dividendes à ses actionnaires privilégiés et de s'acquitter de toutes ses autres obligations. Par conséquent, la société surveille son ratio de couverture des intérêts et des dividendes sur actions privilégiées, qui est calculé selon ce qui est indiqué à la note 5 du tableau ci-dessus.

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont augmenté, passant de 12 521,1 \$ au 31 décembre 2020 à 15 049,6 \$ au 31 décembre 2021, ce qui reflète surtout le résultat net attribuable aux actionnaires de Fairfax (3 401,1 \$) et les autres variations nettes des capitaux permanents (552,9 \$, principalement liées à la vente de participations ne donnant pas le contrôle dans Odyssey Group et dans Brit), contrebalancées en partie par les rachats d'actions à droit de vote subalterne aux fins d'annulation (1 058,1 \$, y compris la réalisation par la société d'une offre publique de rachat importante de 1,0 G\$ visant l'achat et l'annulation de deux millions d'actions à droit de vote subalterne) et aux fins de l'attribution de droits à paiements fondés sur des actions (132,6 \$), et de paiements de dividendes sur les actions ordinaires et actions privilégiées (316,6 \$). Se reporter aux notes 16 et 23 pour des informations supplémentaires sur les autres variations nettes des capitaux permanents. Les variations des emprunts et des participations ne donnant pas le contrôle sont décrites respectivement aux notes 15 et 16.

Les variations des emprunts et des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont eu une incidence sur les ratios d'endettement de la société de la façon suivante : le ratio consolidé dette nette/total net des capitaux permanents a diminué, passant de 30,2 % au 31 décembre 2020 à 22,8 % au 31 décembre 2021, en raison surtout d'une baisse de la dette nette et d'une hausse du total net des capitaux permanents. La diminution de la dette nette s'explique par une réduction des emprunts par les sociétés autres que des sociétés d'assurance, les sociétés d'assurance et de réassurance et la société de portefeuille, et par une augmentation de la trésorerie et des placements de la société de portefeuille. La hausse du capital total net est attribuable aux augmentations des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des participations ne donnant pas le contrôle, en partie neutralisées par la diminution de la dette nette. Le ratio consolidé dette totale/total des capitaux permanents a diminué, passant de 33,5 % au 31 décembre 2020 à 26,7 % au 31 décembre 2021, en raison essentiellement de la diminution de la dette totale et de l'augmentation du total des capitaux permanents (qui reflète l'accroissement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et aux participations ne donnant pas le contrôle, en partie contrebalancé par la diminution de la dette totale).

Aux États-Unis, la National Association of Insurance Commissioners (« NAIC ») applique une formule modèle de calcul fondée sur la loi et le risque, qui vise à aider les autorités de réglementation à repérer les sociétés d'assurance de dommages qui pourraient afficher un capital insuffisant. En vertu des dispositions de la NAIC, un assureur doit maintenir un total des capitaux permanents et un excédent dépassant un seuil limite établi, sinon il doit faire face à des sanctions dont la sévérité varierait selon le cas. Le seuil limite en question est calculé selon une formule qui tente de quantifier le risque lié aux activités d'assurance et de réassurance, de placement ou aux autres activités commerciales d'une société. Au 31 décembre 2021, Odyssey Group, Crum & Forster, Zenith National, Allied World et les filiales américaines de liquidation de sinistres disposaient de capitaux permanents et d'excédents qui atteignaient ou dépassaient l'exigence minimale réglementaire de deux fois le minimum autorisé; chaque filiale avait des capitaux permanents et un excédent d'au moins 3,0 fois (3,0 fois au 31 décembre 2020) le minimum autorisé, à l'exception de TIG Insurance pour laquelle il était d'au moins 2,3 fois (2,3 fois au 31 décembre 2020).

Aux Bermudes, les sociétés d'assurance et de réassurance sont réglementées par la Bermuda Monetary Authority et sont assujetties aux exigences prévues par la loi appelée *Bermuda Insurance Act 1978*. En vertu de cette loi, un montant de fonds propres et d'excédent doit être maintenu à un niveau égal ou supérieur à une exigence accrue en matière de capitalisation et à un niveau cible de fonds propres tels que le prévoit le modèle appelé Bermuda Solvency Capital Requirement. Le niveau cible de fonds propres est calculé à 120 % des exigences accrues en matière de capital. Aux 31 décembre 2021 et 2020, la filiale d'Allied World respectait les exigences réglementaires des Bermudes.

Au Canada, les sociétés d'assurance de dommages sont réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières, qui exige un niveau cible réglementaire minimal de 150 % pour le test du capital minimal (« TCM »). Au 31 décembre 2021, les filiales de Northbridge affichaient un ratio TCM moyen pondéré de 222 % (208 % au 31 décembre 2020) par rapport au niveau cible minimal.

Le marché de Lloyd's est encadré par les exigences en matière de solvabilité et de suffisance du capital de la Prudential Regulatory Authority au Royaume-Uni. Les exigences relatives au capital de Brit sont fondées sur les résultats d'un modèle interne qui reflète le profil de risque de l'entreprise. Au 31 décembre 2021, le capital disponible de Brit était composé des immobilisations incorporelles nettes (total de l'actif moins les immobilisations incorporelles, le cas échéant, et tous les passifs), de la dette subordonnée et du financement éventuel sous forme de lettres de crédit, et s'établissait à 2 199,5 \$ (1 881,3 \$ au 31 décembre 2020). Cela représente un excédent de 617,9 \$ (341,0 \$ au 31 décembre 2020) par rapport aux exigences de capital de gestion (capital nécessaire pour la stratégie d'entreprise et les exigences réglementaires), comparativement à l'excédent ciblé minimum de 210,0 \$ de Brit (210,0 \$ au 31 décembre 2020).

Dans les pays autres que les États-Unis, les Bermudes, le Canada et le Royaume-Uni où la société exerce ses activités, la société atteignait ou dépassait les exigences réglementaires en matière de fonds propres, aux 31 décembre 2021 et 2020.

25. Informations sectorielles

La société détermine ses secteurs opérationnels en fonction des sociétés en exploitation, conformément à sa structure de gestion. Certains de ces secteurs opérationnels ont été regroupés en secteurs comptables classés par type d'activités, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Les méthodes comptables appliquées par les secteurs comptables sont les mêmes que celles qui sont décrites à la note 3. Les prix utilisés pour la réassurance intersectorielle fournie par le groupe de réassurance, Odyssey Group et Allied World sont établis sans lien de dépendance. Les éliminations et ajustements reflètent surtout l'élimination de la réassurance intersectorielle, y compris le transfert du portefeuille de sinistres au secteur Liquidation de sinistres aux États-Unis en 2021, et l'élimination des honoraires de gestion de placements intragroupe, y compris la commission de performance à payer de Fairfax India, comme il est précisé à la note 28. Les primes par secteur géographique sont établies selon la domiciliation des sociétés en exploitation et du principal risque d'assurance sous-jacent.

Sociétés d'assurance et de réassurance de dommages

Northbridge – Northbridge est un assureur de dommages au Canada, qui offre aux entreprises des produits d'assurance de dommages par l'entremise de ses filiales Northbridge Insurance et Federated.

Odyssey Group – Réassureur dont le siège social est situé aux États-Unis, qui souscrit de la réassurance, offrant une gamme complète de produits d'assurance de dommages à l'échelle mondiale, et qui souscrit de l'assurance spécialisée, principalement aux États-Unis et au Royaume-Uni, directement et par l'entremise du marché de Lloyd's à Londres.

Crum & Forster – Société d'assurance dommages d'envergure nationale aux États-Unis qui propose essentiellement des garanties spécialisées.

Zenith National – Assureur exerçant ses activités principalement dans le secteur de l'assurance contre les accidents du travail aux États-Unis.

Brit – Chef de file mondial dans le marché de l'assurance et de la réassurance spécialisées de Lloyd's of London.

Allied World – Société mondiale d'assurance et de réassurance de dommages et de garanties spécialisées, et présente sur le marché de Lloyd's.

Fairfax Asia – Ce secteur comptable se compose des activités de souscription d'assurance et de réassurance de la société à Hong Kong (Falcon), à Singapour (Singapore Re), en Malaisie (Pacific Insurance), en Indonésie (AMAG Insurance) et au Sri Lanka (Fairfirst Insurance). Fairfax Asia comprend également les participations mises en équivalence de la société dans Digit (49,0 %, en plus du placement de la société dans les actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit décrit à la note 5), dans Bic Insurance, établie au Vietnam (35,0 %) et dans Falcon Thailand, établie en Thaïlande (41,2 %).

Assurance et réassurance – Autres – Ce secteur comptable comprend le groupe de réassurance, Bryte Insurance, Fairfax Latin America, Fairfax Central and Eastern Europe (« Fairfax CEE ») ainsi que les activités d'assurance de dommages d'Eurolife (« Eurolife General »). Le groupe de réassurance constitue essentiellement la participation des filiales de réassurance de la société établies à la Barbade – soit CRC Re, Wentworth et Connemara – à la réassurance des filiales de Fairfax par quote-part ou par l'entremise d'une participation dans les programmes de réassurance de tiers de ces filiales selon les mêmes modalités que les réassureurs tiers. Le groupe de réassurance souscrit également des activités de tiers. Bryte Insurance est un assureur de dommages établi de longue date en Afrique du Sud et au Botswana. Fairfax Latin America est composée de Fairfax Brasil, qui souscrit de l'assurance de dommages au Brésil, et de Fairfax Latam, qui exerce des activités d'assurance de dommages en Argentine, au Chili, en Colombie et en Uruguay. Fairfax CEE comprend Polish Re, qui souscrit de la réassurance en Europe centrale et en Europe de l'Est, et Colonnade Insurance, assureur de dommages au Luxembourg, qui a des succursales en République tchèque, en Hongrie, en Slovaquie, en Pologne, en Bulgarie et en Roumanie ainsi qu'une filiale d'assurance en Ukraine, et Fairfax Ukraine, qui comprend ARX Insurance et Universalna, deux assureurs de dommages en Ukraine. Eurolife General exerce des activités de souscription d'assurance IARD en Grèce et en Roumanie.

Assurance vie et Liquidation de sinistres

Ce secteur comptable est composé des activités d'assurance vie d'Eurolife et du secteur Liquidation de sinistres aux États-Unis, qui inclut TIG Insurance Company. Le secteur Liquidation de sinistres en Europe, composé principalement de RiverStone (UK), Advent, Syndicate 3500 de Lloyd's (géré par RiverStone Managing Agency Limited) et TIG Insurance (Barbados) Limited, a été déconsolidé le 31 mars 2020, comme il est précisé à la note 23.

Sociétés autres que des sociétés d'assurance

Ce secteur comptable est composé de ce qui suit :

Restaurants et commerces de détail – Essentiellement Recettes Illimitées, Toys “R” Us Canada (déconsolidée le 19 août 2021), Golf Town et Sporting Life.

Fairfax India – Fairfax India et ses filiales, principalement NCML et Privi (déconsolidée le 29 avril 2021).

Thomas Cook India – Thomas Cook India et sa filiale Sterling Resorts.

Autres – Essentiellement AGT, Dexterra Group (acquise le 29 mai 2020), Mosaic Capital (déconsolidée le 5 août 2021), Boat Rocker, Farmers Edge (consolidée le 1^{er} juillet 2020), Fairfax Africa et sa filiale CIG (toutes deux déconsolidées le 8 décembre 2020) et Rouge Media (déconsolidée le 1^{er} janvier 2021).

Siège social et autres

Le secteur Siège social et autres comprend la société mère (Fairfax Financial Holdings Limited), ses filiales qui sont des sociétés de portefeuille intermédiaires, ainsi que Hamblin Watsa, société de gestion de placements.

Sources du résultat par secteur comptable

Les sources du résultat par secteur comptable pour les exercices clos les 31 décembre sont détaillées dans les tableaux ci-après.

2021

	Sociétés d'assurance et de réassurance de dommages									Assurance vie et Liquidation de sinistres	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Siège social et autres	Éliminations et ajustements	Données consolidées	
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total						
Primes brutes émises															
Clients externes	2 121,6	5 551,4	3 704,8	718,2	3 221,9	5 794,3	534,4	2 149,4	23 796,0	114,2	—	—	—	—	23 910,2
Intragroupe	5,0	194,9	24,9	17,0	16,4	57,6	2,6	216,4	534,8	358,1	—	—	(892,9)	—	
	<u>2 126,6</u>	<u>5 746,3</u>	<u>3 729,7</u>	<u>735,2</u>	<u>3 238,3</u>	<u>5 851,9</u>	<u>537,0</u>	<u>2 365,8</u>	<u>24 330,8</u>	<u>472,3</u>	—	—	<u>(892,9)</u>	—	<u>23 910,2</u>
Primes nettes émises	1 917,4	4 849,4	2 689,3	713,0	1 998,3	3 907,8	260,6	1 473,6	17 809,4	468,7	—	—	—	—	18 278,1
Primes nettes acquises															
Clients externes	1 815,9	4 178,3	2 910,5	708,9	1 754,4	3 597,9	283,1	1 199,3	16 448,3	109,7	—	—	—	—	16 558,0
Intragroupe	(15,0)	67,6	(397,7)	2,2	(0,1)	(146,3)	(33,4)	164,6	(358,1)	358,1	—	—	—	—	—
	<u>1 800,9</u>	<u>4 245,9</u>	<u>2 512,8</u>	<u>711,1</u>	<u>1 754,3</u>	<u>3 451,6</u>	<u>249,7</u>	<u>1 363,9</u>	<u>16 090,2</u>	<u>467,8</u>	—	—	—	—	<u>16 558,0</u>
Charges techniques ²⁾	(1 598,7)	(4 153,7)	(2 410,9)	(628,3)	(1 698,7)	(3 225,2)	(229,6)	(1 343,9)	(15 289,0)	(776,8)	—	—	—	0,3	(16 065,5)
Résultat technique	202,2	92,2	101,9	82,8	55,6	226,4	20,1	20,0	801,2	(309,0)	—	—	—	0,3	492,5
Produits d'intérêts	61,8	149,0	80,9	11,7	52,2	98,4	15,4	51,4	520,8	22,2	3,9	28,2	(6,7)	568,4	
Dividendes	14,8	14,3	6,3	2,8	5,3	17,6	5,3	6,3	72,7	7,8	28,5	(0,8)	—	108,2	
Charges de placement	(16,9)	(46,3)	(18,2)	(8,1)	(14,1)	(39,7)	(1,5)	(7,0)	(151,8)	(10,7)	(127,1)	(2,8)	—	256,6	
Intérêts et dividendes	59,7	117,0	69,0	6,4	43,4	76,3	19,2	50,7	441,7	19,3	(94,7)	24,6	—	249,9	
Quote-part du résultat net des entreprises associées	1,9	101,6	66,6	35,1	31,5	51,7	12,2	23,5	324,1	16,8	22,3	38,8	—	402,0	
Autres															
Produits des activités ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5 157,5	—	0,5	5 158,0	
Charges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(5 092,1)	—	5,2	(5 086,9)	
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	65,4	—	5,7	71,1	
Résultat d'exploitation	263,8	310,8	237,5	124,3	130,5	354,4	51,5	94,2	1 567,0	(272,9)	(7,0)	63,4	255,9	1 606,4	
Profits nets sur placements ¹⁾	269,2	419,2	201,9	47,4	6,9	178,0	1 485,7	36,2	2 644,5	69,7	266,0	464,9	—	3 445,1	
Profit sur la vente et la consolidation de filiales d'assurance	—	—	—	—	33,2	35,5	60,8	4,0	133,5	—	(140,3)	130,5	—	264,0	
Charge d'intérêts	(1,2)	(4,4)	(3,7)	(3,7)	(18,3)	(27,8)	(0,2)	(2,2)	(61,5)	(7,9)	—	(305,4)	1,2	(513,9)	
Frais généraux du siège social et autres	(11,8)	(18,9)	(32,7)	(9,2)	(13,2)	(55,9)	(19,8)	(2,5)	(164,0)	(38,4)	—	50,0	(256,6)	(409,0)	
Résultat avant impôt	520,0	706,7	403,0	158,8	139,1	484,2	1 578,0	129,7	4 119,5	(249,5)	118,7	403,4	0,5	4 392,6	
Charge d'impôt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(726,0)	
Résultat net	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	<u>3 666,6</u>	
Attribuable aux :															
Actionnaires de Fairfax															3 401,1
Participations ne donnant pas le contrôle														265,5	
														<u>3 666,6</u>	

- 1) *Comprennent les profits nets sur la déconsolidation de filiales non liées au secteur de l'assurance, essentiellement la déconsolidation de Privi, filiale de Fairfax India, de 94,9 \$, et de Toys "R" Us Canada de 85,7 \$, comme il est expliqué à la note 23.*
- 2) *Les charges techniques liées aux secteurs de l'assurance et de la réassurance pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 comprennent les éléments présentés dans le tableau suivant. Le montant des charges techniques par année de survenance ne tient pas compte de l'incidence de l'évolution favorable ou non favorable des provisions pour sinistres d'exercices antérieurs.*

	Sociétés d'assurance et de réassurance de dommages								
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total
Sinistres et frais de règlement de sinistres – année de survenance	1 038,0	3 111,7	1 434,9	427,4	981,6	2 458,3	162,9	823,7	10 438,5
Commissions	316,0	796,6	516,3	81,3	489,1	285,3	32,2	257,4	2 774,2
Autres charges techniques	273,9	365,5	463,4	190,4	328,1	462,8	56,0	291,8	2 431,9
Charges techniques – année de survenance	1 627,9	4 273,8	2 414,6	699,1	1 798,8	3 206,4	251,1	1 372,9	15 644,6
Évolution (favorable) défavorable nette des provisions pour sinistres	(29,2)	(120,1)	(3,7)	(70,8)	(100,1)	18,8	(21,5)	(29,0)	(355,6)
Charges techniques – année civile	1 598,7	4 153,7	2 410,9	628,3	1 698,7	3 225,2	229,6	1 343,9	15 289,0

2020

	Sociétés d'assurance et de réassurance de dommages								Liquidation de sinistres ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Siège social et autres	Éliminations et ajustements	Données consolidées
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres					
Primes brutes émises	1 727,5	4 306,3	3 082,4	661,7	2 407,6	4 633,8	421,2	1 738,6	18 979,1	146,8	—	—	19 125,9
Clients externes	7,7	140,4	27,0	—	16,8	46,9	3,5	135,4	377,7	—	—	—	—
Intragroupe	1 735,2	4 446,7	3 109,4	661,7	2 424,4	4 680,7	424,7	1 874,0	19 356,8	146,8	—	—	(377,7)
Primes nettes émises	1 540,4	3 789,6	2 543,0	646,1	1 775,6	3 017,6	221,6	1 183,8	14 717,7	146,8	—	—	14 864,5
Primes nettes acquises	1 435,1	3 555,8	2 462,7	646,6	1 710,4	2 788,4	229,2	1 030,8	13 859,0	129,7	—	—	13 988,7
Clients externes	(11,0)	30,8	(36,5)	(2,8)	0,3	(65,8)	(7,5)	94,1	1,6	(1,6)	—	—	—
Intragroupe	1 424,1	3 586,6	2 426,2	643,8	1 710,7	2 722,6	221,7	1 124,9	13 860,6	128,1	—	—	13 988,7
Charges techniques ²⁾	(1 315,3)	(3 396,7)	(2 366,1)	(591,9)	(1 951,0)	(2 596,6)	(214,6)	(1 119,4)	(13 551,6)	(336,2)	—	—	(13 887,8)
Résultat technique	108,8	189,9	60,1	51,9	(240,3)	126,0	7,1	5,5	309,0	(208,1)	—	—	100,9
Produits d'intérêts	59,6	173,6	91,9	24,3	67,1	136,5	14,1	52,6	619,7	28,5	20,5	57,1	716,5
Dividendes	7,9	8,6	2,2	1,8	3,4	20,3	7,1	3,7	55,0	4,9	17,2	0,7	77,8
Charges de placement	(11,3)	(31,0)	(14,5)	(7,1)	(12,3)	(30,1)	(1,2)	(6,6)	(114,1)	(8,7)	9,4	(2,0)	90,3
Intérêts et dividendes	56,2	151,2	79,6	19,0	58,2	126,7	20,0	49,7	560,6	24,7	47,1	55,8	769,2
Quote-part du résultat net des entreprises associées	(3,0)	27,8	(14,8)	(4,2)	6,6	35,6	14,6	(16,4)	46,2	(11,2)	(100,2)	(47,6)	(112,8)
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Produits des activités ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4 742,4	—	4 719,6
Charges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(4 868,0)	—	(4 858,9)
Résultat d'exploitation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(125,6)	—	(139,3)
Profits (pertes) nets sur placements	162,0	368,9	124,9	66,7	(175,5)	288,3	41,7	38,8	915,8	(194,6)	(178,7)	8,2	618,0
Profit (perte) sur la vente d'une filiale d'assurance (note 23)	—	(30,5)	(25,8)	—	—	—	—	—	(56,3)	(9,0)	—	182,4	117,1
Charge d'intérêts	(1,3)	(6,4)	(4,7)	(3,8)	(19,0)	(30,3)	(0,4)	(1,7)	(67,6)	(2,3)	(170,6)	(235,6)	0,2
Frais généraux du siège social et autres	(8,1)	(10,5)	(28,2)	(9,8)	(11,9)	(79,2)	(6,0)	(1,4)	(155,1)	(0,2)	—	(82,6)	(328,2)
Résultat avant impôt	258,3	294,6	(92,0)	(6,8)	(182,0)	424,8	47,6	28,7	773,2	(303,0)	(414,9)	211,6	244,1
Charge d'impôt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(206,7)
Résultat net	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37,4
Attribuable aux :													
Actionnaires de Fairfax	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	218,4
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(181,0)
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37,4

- 1) Comprend le secteur Liquidation de sinistres en Europe avant sa déconsolidation le 31 mars 2020, dans le cadre de la transaction décrite à la note 23.
- 2) Les charges techniques liées aux secteurs de l'assurance et de la réassurance pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 comprennent les éléments présentés dans le tableau suivant. Le montant des charges techniques par année de survenance ne tient pas compte de l'incidence de l'évolution favorable ou non favorable des provisions pour sinistres d'exercices antérieurs.

	Sociétés d'assurance et de réassurance de dommages								Total
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	
Sinistres et frais de règlement de sinistres – année de survenance	878,9	2 652,2	1 521,7	401,8	1 301,8	1 931,2	148,3	687,6	9 523,5
Commissions	243,8	693,5	415,2	74,1	436,4	253,7	30,8	215,6	2 363,1
Autres charges techniques	231,8	270,5	434,4	190,1	275,6	416,8	54,0	246,7	2 119,9
Charges techniques – année de survenance	1 354,5	3 616,2	2 371,3	666,0	2 013,8	2 601,7	233,1	1 149,9	14 006,5
Evolution favorable nette des provisions pour sinistres	(39,2)	(219,5)	(5,2)	(74,1)	(62,8)	(5,1)	(18,5)	(30,5)	(454,9)
Charges techniques – année civile	1 315,3	3 396,7	2 366,1	591,9	1 951,0	2 596,6	214,6	1 119,4	13 551,6

Participations dans des entreprises associées, ajouts au goodwill, actifs sectoriels et passifs sectoriels

Les participations dans des entreprises associées, les actifs sectoriels et les passifs sectoriels aux 31 décembre et les ajouts au goodwill pour les exercices clos à ces dates, par secteur, se présentent comme suit :

	Participations dans des entreprises associées		Ajouts au goodwill		Actifs sectoriels		Passifs sectoriels	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
	Sociétés d'assurance et de réassurance de dommages							
Northbridge	192,1	182,1	—	—	6 152,3	5 231,6	3 978,7	3 418,3
Odyssey Group	1 211,8	1 164,9	—	—	17 309,9	15 041,7	11 946,1	10 141,0
Crum & Forster	422,5	368,2	—	—	8 719,4	7 596,0	6 073,4	5 448,2
Zenith National	186,9	124,5	—	—	2 562,9	2 472,0	1 515,3	1 539,1
Brit	363,0	363,1	16,4	—	10 597,7	9 040,7	8 082,6	6 826,2
Allied World	593,9	537,0	—	—	19 294,8	16 975,5	14 591,1	12 547,4
Fairfax Asia	159,8	149,9	—	—	4 010,0	1 920,1	1 336,8	794,7
Autres	255,4	219,6	—	—	5 752,7	5 097,8	4 509,7	4 021,4
	3 385,4	3 109,3	16,4	—	74 399,7	63 375,4	52 033,7	44 736,3
Assurance vie et Liquidation de sinistres	272,6	129,3	—	—	6 669,1	2 601,9	5 781,1	2 095,9
Sociétés autres que des sociétés d'assurance	1 379,7	1 373,5	44,3	182,1	7 856,4	8 349,0	4 075,1	5 124,2
Siège social et autres et éliminations et ajustements	1 066,3	1 827,5 ¹⁾	—	—	(2 279,8)	(272,3)	3 440,2	4 570,3
Données consolidées	6 104,0	6 439,6	60,7	182,1	86 645,4	74 054,0	65 330,1	56 526,7

- 1) Comprend la participation dans une entreprise associée détenue en vue de la vente, liée à RiverStone Barbados, de 729,5 \$, comme il est expliqué à la note 23.

Gamme de produits

Les primes nettes acquises par gamme de produits s'établissent comme suit pour les exercices clos les 31 décembre :

	Biens		Risques divers		Spécialisée ¹⁾		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Assurance et réassurance de dommages – primes nettes acquises								
Northbridge	810,8	626,4	828,7	659,6	161,4	138,1	1 800,9	1 424,1
Odyssey Group	2 187,5	1 838,9	1 741,8	1 444,0	316,6	303,7	4 245,9	3 586,6
Crum & Forster	355,9	364,2	1 903,3	1 837,5	253,6	224,5	2 512,8	2 426,2
Zenith National	42,9	37,5	668,2	605,9	—	0,4	711,1	643,8
Brit	699,2	544,3	745,7	853,0	309,4	313,4	1 754,3	1 710,7
Allied World	990,2	882,6	2 369,3	1 755,4	92,1	84,6	3 451,6	2 722,6
Fairfax Asia	90,4	74,5	120,9	116,4	38,4	30,8	249,7	221,7
Autres	744,5	634,3	423,4	332,1	196,0	158,5	1 363,9	1 124,9
	5 921,4	5 002,7	8 801,3	7 603,9	1 367,5	1 254,0	16 090,2	13 860,6
Assurance vie et Liquidation de sinistres¹⁾	8,2	31,6	348,8	31,5	110,8	65,0	467,8	128,1
Primes nettes acquises consolidées	5 929,6	5 034,3	9 150,1	7 635,4	1 478,3	1 319,0	16 558,0	13 988,7
Intérêts et dividendes							640,8	769,2
Quote-part du résultat net des entreprises associées							402,0	(112,8)
Profits nets sur placements							3 445,1	313,1
Profit sur la vente et la consolidation de filiales d'assurance (note 23)							264,0	117,1
Autres produits							5 158,0	4 719,6
Produits consolidés							26 467,9	19 794,9
Distribution des primes nettes acquises	35,8 %	36,0 %	55,3 %	54,6 %	8,9 %	9,4 %	100,0 %	100,0 %

1) Comprend les activités d'assurance vie d'EuroLife depuis la consolidation d'EuroLife le 14 juillet 2021, et de Liquidation de sinistres en Europe avant la déconsolidation le 31 mars 2020, aux termes des transactions décrites à la note 23.

Région géographique

Les primes nettes acquises par région géographique s'établissent comme suit pour les exercices clos les 31 décembre :

	Canada		États-Unis		Asie ¹⁾		International ²⁾		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Assurance et réassurance de dommages – primes nettes acquises										
Northbridge	1 782,7	1 407,3	18,2	16,8	—	—	—	—	1 800,9	1 424,1
Odyssey Group	124,1	101,2	2 830,6	2 356,3	518,6	469,8	772,6	659,3	4 245,9	3 586,6
Crum & Forster	2,2	—	2 495,4	2 409,2	1,2	0,2	14,0	16,8	2 512,8	2 426,2
Zenith National	—	—	708,5	643,8	—	—	2,6	—	711,1	643,8
Brit	90,5	97,7	1 271,1	1 228,5	49,3	45,9	343,4	338,6	1 754,3	1 710,7
Allied World	78,5	52,6	2 569,7	2 030,5	239,0	227,6	564,4	411,9	3 451,6	2 722,6
Fairfax Asia	—	—	—	—	249,7	221,7	—	—	249,7	221,7
Autres	0,2	0,1	81,8	54,8	189,2	139,6	1 092,7	930,4	1 363,9	1 124,9
	2 078,2	1 658,9	9 975,3	8 739,9	1 247,0	1 104,8	2 789,7	2 357,0	16 090,2	13 860,6
Assurance vie et Liquidation de sinistres³⁾	—	0,1	358,1	1,1	—	—	109,7	126,9	467,8	128,1
Primes nettes acquises consolidées	2 078,2	1 659,0	10 333,4	8 741,0	1 247,0	1 104,8	2 899,4	2 483,9	16 558,0	13 988,7
Intérêts et dividendes									640,8	769,2
Quote-part du résultat net des entreprises associées									402,0	(112,8)
Profits nets sur placements									3 445,1	313,1
Profit sur la vente et la consolidation de filiales d'assurance (note 23)									264,0	117,1
Autres produits									5 158,0	4 719,6
Produits consolidés									26 467,9	19 794,9
Distribution des primes nettes acquises	12,6 %	11,9 %	62,4 %	62,4 %	7,5 %	7,9 %	17,5 %	17,8 %	100,0 %	100,0 %

1) Le secteur géographique Asie comprend essentiellement des pays et des régions d'Asie, dont la Chine, le Japon, l'Inde, le Sri Lanka, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et la Thaïlande, ainsi que le Moyen-Orient.

2) Le secteur géographique International comprend essentiellement des pays situés en Amérique du Sud, en Europe et en Afrique.

3) Comprend les activités d'assurance vie d'EuroLife depuis la consolidation d'EuroLife le 14 juillet 2021, et de Liquidation de sinistres en Europe avant la déconsolidation le 31 mars 2020, aux termes des transactions décrites à la note 23.

Sociétés autres que des sociétés d'assurance

Le tableau suivant présente la ventilation des produits des activités ordinaires et des charges des sociétés autres que des sociétés d'assurance, pour les exercices clos les 31 décembre.

	Restaurants et commerces de détail		Fairfax India ¹⁾		Thomas Cook India ²⁾		Autres		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Produits des activités ordinaires	1 803,8	1 734,2	228,2	312,8	249,4	225,2	2 876,1	2 470,2	5 157,5	4 742,4
Charges	(1 724,8)	(1 811,1)	(206,9)	(305,9)	(293,4)	(288,3)	(2 867,0)	(2 462,7)	(5 092,1)	(4 868,0)
Résultat avant impôt, charge d'intérêts et autres ³⁾	79,0	(76,9)	21,3	6,9	(44,0)	(63,1)	9,1	7,5	65,4	(125,6)
Intérêts et dividendes	7,5	6,1	(102,2)	28,9	(0,1)	—	0,1	12,1	(94,7)	47,1
Quote-part du résultat net des entreprises associées	—	1,3	20,2	(24,8)	(0,1)	(3,4)	2,2	(73,3)	22,3	(100,2)
Résultat d'exploitation	86,5	(69,5)	(60,7)	11,0	(44,2)	(66,5)	11,4	(53,7)	(7,0)	(178,7)
Profits (pertes) nets sur placements	29,5	(6,6)	236,4	(12,4)	(3,3)	4,0	3,4	(50,6)	266,0	(65,6)
Résultat avant impôt et charge d'intérêts	116,0	(76,1)	175,7	(1,4)	(47,5)	(62,5)	14,8	(104,3)	259,0	(244,3)

1) Ces résultats diffèrent de ceux que Fairfax India a publiés, parce que cette dernière applique la méthode de comptabilisation des entités d'investissement selon les IFRS.

- 2) Ces résultats diffèrent de ceux que Thomas Cook India a publiés, principalement en raison des différences entre les IFRS et les normes comptables de l'Inde et des ajustements comptables liés à l'acquisition.
- 3) Exclusion faite des intérêts et dividendes, de la quote-part du résultat net des entreprises associées et des profits (pertes) nets sur placements.

État de la situation financière par secteur comptable

Les états de la situation financière sectoriels de la société aux 31 décembre 2021 et 2020 présentent les actifs, les passifs et les participations ne donnant pas le contrôle de chacun des secteurs comptables de la société selon les méthodes comptables de la société, qui sont conformes aux IFRS. Ces états rendent compte, le cas échéant, des ajustements comptables du prix d'acquisition associés principalement au goodwill et aux immobilisations incorporelles qui ont été établis au moment de l'acquisition initiale des filiales ou d'une acquisition par étapes ultérieure. Certaines filiales de la société détiennent des participations dans d'autres filiales de Fairfax (les « sociétés affiliées ») qui sont comptabilisées au coût. Les soldes des sociétés d'assurance et de réassurance affiliées ne sont pas présentés séparément et sont éliminés dans la colonne « Siège social et éliminations ».

	31 décembre 2021					31 décembre 2020				
	Sociétés d'assurance et de réassurance	Assurance vie et Liquidation de sinistres	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Siège social et éliminations ⁵⁾	Données consolidées	Sociétés d'assurance et de réassurance	Liquidation de sinistres	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Siège social et éliminations ⁵⁾	Données consolidées
Actif										
Trésorerie et placements de la société de portefeuille	604,5	—	—	873,8	1 478,3	598,1	—	—	654,1	1 252,2
Créances découlant de contrats d'assurance	7 266,0	7,8	—	(390,6)	6 883,2	6 052,5	8,4	—	(244,8)	5 816,1
Placements de portefeuille ^{1),2)}	45 061,8	4 963,9	2 252,8	(581,1)	51 697,4	37 947,8	1 592,4	1 810,3	758,1	42 108,6
Frais d'acquisition de primes différés	1 977,3	3,8	—	(57,0)	1 924,1	1 574,4	—	—	(30,7)	1 543,7
Montants à recouvrer des réassureurs	13 497,3	457,6	—	(1 864,4)	12 090,5	11 254,2	453,7	—	(1 174,7)	10 533,2
Actifs d'impôt différé	268,2	29,0	66,9	158,3	522,4	460,0	0,1	64,5	189,3	713,9
Goodwill et immobilisations incorporelles	3 579,5	7,5	2 341,2	—	5 928,2	3 586,2	41,1	2 601,8	—	6 229,1
Montants à recevoir de sociétés affiliées	231,9	360,2	—	(592,1)	—	222,6	357,7	3,8	(584,1)	—
Autres actifs	1 746,0	810,0	3 195,5	369,8	6 121,3	1 526,4	119,2	3 868,6	343,0	5 857,2
Participations dans des entreprises associées ³⁾	167,2	29,3	—	(196,5)	—	153,2	29,3	—	(182,5)	—
Total de l'actif	74 399,7	6 669,1	7 856,4	(2 279,8)	86 645,4	63 375,4	2 601,9	8 349,0	(272,3)	74 054,0
Passif										
Dettes d'exploitation et charges à payer	2 150,4	233,4	2 077,4	524,2	4 985,4	1 843,3	59,9	2 566,4	526,5	4 996,1
Obligations au titre des dérivés	72,5	—	47,9	32,5	152,9	114,9	1,1	50,0	23,4	189,4
Montants à payer à des sociétés affiliées	29,4	0,2	135,1	(164,7)	—	8,3	—	117,6	(125,9)	—
Passifs d'impôt différé	322,2	72,9	198,5	5,2	598,8	152,7	—	197,7	6,0	356,4
Montants à payer au titre de contrats d'assurance	4 289,4	652,0	—	(447,9)	4 493,5	3 224,2	11,6	—	(271,8)	2 964,0
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres ⁴⁾	33 684,6	4 806,1	—	(1 598,4)	36 892,3	29 809,4	2 023,3	—	(1 023,4)	30 809,3
Provision pour primes non acquises ⁴⁾	10 694,5	16,5	—	(256,8)	10 454,2	8 550,1	—	—	(152,6)	8 397,5
Emprunts	790,7	—	1 616,2	5 346,1	7 753,0	1 033,4	—	2 192,5	5 588,1	8 814,0
Total du passif	52 033,7	5 781,1	4 075,1	3 440,2	65 330,1	44 736,3	2 095,9	5 124,2	4 570,3	56 526,7
Capitaux propres										
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax	19 778,9	888,0	1 782,5	(6 064,3)	16 385,1	17 117,4	506,0	1 385,9	(5 152,7)	13 856,6
Participations ne donnant pas le contrôle	2 587,1	—	1 998,8	344,3	4 930,2	1 521,7	—	1 838,9	310,1	3 670,7
Total des capitaux propres	22 366,0	888,0	3 781,3	(5 720,0)	21 315,3	18 639,1	506,0	3 224,8	(4 842,6)	17 527,3
Total du passif et des capitaux propres	74 399,7	6 669,1	7 856,4	(2 279,8)	86 645,4	63 375,4	2 601,9	8 349,0	(272,3)	74 054,0

- 1) Compte tenu des placements intragroupe dans des filiales de Fairfax n'appartenant pas au secteur de l'assurance qui sont comptabilisés au coût et éliminés lors de la consolidation.
- 2) Compte tenu d'une participation dans une entreprise associée détenue en vue de la vente, de néant au 31 décembre 2021 (729,5 \$ au 31 décembre 2020). Se reporter à la note 6 et à la note 23.
- 3) Placements intragroupe dans des filiales d'assurance et de réassurance de Fairfax, comptabilisés au coût et éliminés lors de la consolidation.
- 4) Prise en compte dans les passifs au titre des contrats d'assurance dans l'état consolidé de la situation financière.
- 5) La colonne « Siège social et éliminations » englobe la société de portefeuille Fairfax, les sociétés de portefeuille filiales intermédiaires, ainsi que les écritures de consolidation et d'élimination. Les écritures les plus importantes sont les écritures d'élimination au titre de la réassurance intragroupe par le groupe de réassurance ainsi que la réassurance fournie par Odyssey Group et Allied World aux assureurs de première ligne.

26. Charges

Le tableau suivant présente la composition des sinistres, montant net, des charges d'exploitation et des autres charges pour les exercices clos les 31 décembre.

	2021			2020		
	Sociétés d'assurance et de réassurance ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total	Sociétés d'assurance et de réassurance ¹⁾	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Total
Sinistres et frais de règlement de sinistres, assurance de dommages	10 272,9	—	10 272,9	8 954,5	—	8 954,5
Coût des ventes	—	2 987,5	2 987,5	—	2 997,6	2 997,6
Salaires ²⁾	1 547,1	761,3	2 308,4	1 359,1	632,4	1 991,5
Dotation aux amortissements et pertes de valeur	291,0	639,4	930,4	234,6	517,5	752,1
Avantages du personnel	345,3	116,9	462,2	293,0	105,2	398,2
Taxes sur les primes	285,9	—	285,9	240,3	—	240,3
Coûts des technologies de l'information	216,3	40,7	257,0	194,4	33,0	227,4
Honoraires d'audit et honoraires juridiques et fiscaux	159,7	43,4	203,1	141,0	64,0	205,0
Réparations, entretien et services publics	13,2	144,2	157,4	12,7	110,0	122,7
Paiements fondés sur des actions aux administrateurs et aux membres du personnel	118,2	18,3	136,5	103,6	5,9	109,5
Expédition et livraison	1,2	120,0	121,2	1,2	107,5	108,7
Frais de commercialisation	33,4	70,1	103,5	27,6	67,5	95,1
Frais d'administration et autres frais ³⁾	402,4	145,1	547,5	299,0	218,3	517,3
Sinistres, montant net, charges d'exploitation et autres charges ^{4) 5)}	13 686,6	5 086,9	18 773,5	11 861,0	4 858,9	16 719,9
Commissions, montant net (note 9) ⁶⁾	2 787,9	—	2 787,9	2 355,0	—	2 355,0
Charge d'intérêts (note 15) ⁶⁾	373,6	140,3	513,9	305,3	170,6	475,9
	16 848,1	5 227,2	22 075,3	14 521,3	5 029,5	19 550,8

- 1) Comprend les secteurs à présenter Assurance vie et Liquidation de sinistres ainsi que Siège social et autres.
- 2) Comprend l'avantage représenté par l'aide salariale gouvernementale liée à la COVID-19 de 62,1 \$ (123,8 \$ en 2020), comptabilisé au poste « Sociétés autres que des sociétés d'assurance », en réduction des autres charges, dans l'état consolidé du résultat net.
- 3) Comprend l'avantage des allègements de loyer et des subventions gouvernementales pour le loyer liés à la COVID-19 de 28,9 \$ (15,8 \$ en 2020), essentiellement pour les sociétés autres que des sociétés d'assurance.
- 4) Les charges des sociétés d'assurance et de réassurance, sauf le montant net des commissions et les charges d'intérêts, sont comprises dans les sinistres, montant net, et dans les charges d'exploitation, dans l'état consolidé du résultat net.
- 5) Les charges des sociétés autres que des sociétés d'assurance, sauf le montant net des commissions et les charges d'intérêts, sont incluses dans « Autres charges » à l'état consolidé du résultat net.
- 6) Présentées séparément à l'état consolidé du résultat net.

27. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

La trésorerie, les équivalents et les découverts bancaires tels qu'ils sont présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie ne tiennent pas compte de la trésorerie et des équivalents soumis à restrictions qui se composent essentiellement de fonds que la société est tenue de déposer auprès de divers organismes de réglementation pour soutenir les activités des filiales d'assurance et de réassurance de dommages.

Les équivalents comprennent les bons du Trésor et autres billets admissibles.

	31 décembre 2021								
	Trésorerie et équivalents non soumis à restrictions inclus dans le tableau consolidé des flux de trésorerie			Trésorerie et équivalents soumis à restrictions			Trésorerie et équivalents inclus dans l'état consolidé de la situation financière		
	Trésorerie	Equivalents	Total	Trésorerie	Equivalents	Total	Trésorerie	Equivalents	Total
Trésorerie et placements de la société de portefeuille	129,9	336,0	465,9	—	—	—	129,9	336,0	465,9
Actifs de la société de portefeuille donnés en garantie d'obligations au titre de dérivés	—	46,8	46,8	—	—	—	—	46,8	46,8
Trésorerie et placements à court terme des filiales	5 259,2	5 777,6	11 036,8	484,6	761,8	1 246,4	5 743,8	6 539,4	12 283,2
Actifs donnés en garantie d'obligations au titre de dérivés des filiales	—	74,0	74,0	—	—	—	—	74,0	74,0
Fairfax India	35,1	26,8	61,9	1,6	13,0	14,6	36,7	39,8	76,5
	5 424,2	6 261,2	11 685,4	486,2	774,8	1 261,0	5 910,4	7 036,0	12 946,4

31 décembre 2020

	Trésorerie et équivalents non soumis à restrictions inclus dans le tableau consolidé des flux de trésorerie			Trésorerie et équivalents soumis à restrictions			Trésorerie et équivalents inclus dans l'état consolidé de la situation financière		
	Trésorerie	Equivalents	Total	Trésorerie	Equivalents	Total	Trésorerie	Equivalents	Total
Trésorerie et placements de la société de portefeuille	81,9	192,3	274,2	5,8	—	5,8	87,7	192,3	280,0
Trésorerie et placements à court terme des filiales	2 736,0	1 398,6	4 134,6	349,4	402,5	751,9	3 085,4	1 801,1	4 886,5
Fairfax India	36,0	22,3	58,3	31,9	—	31,9	67,9	22,3	90,2
	<u>2 853,9</u>	<u>1 613,2</u>	<u>4 467,1</u>	<u>387,1</u>	<u>402,5</u>	<u>789,6</u>	<u>3 241,0</u>	<u>2 015,7</u>	<u>5 256,7</u>

Le tableau suivant présente des renseignements détaillés sur certains flux de trésorerie figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre.

	2021	2020
(Achats) ventes de titres classés à la juste valeur par le biais du résultat net, montant net		
Placements à court terme	(767,1)	(2 138,1)
Obligations	2 545,7	287,2
Actions privilégiées	(37,3)	(24,5)
Actions ordinaires	477,2	18,4
Dérivés et autres actifs investis, montant net	395,9	(479,2)
	<u>2 614,4</u>	<u>(2 336,2)</u>
Variation des actifs et passifs d'exploitation		
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents soumis à restrictions	(472,6)	(187,8)
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres	3 692,0	1 884,3
Provision pour primes non acquises	2 152,2	1 243,2
Provision pour indemnités d'assurance vie	(167,9)	—
Créances découlant de contrats d'assurance	(1 152,9)	(496,7)
Montants à payer au titre de contrats d'assurance	1 079,8	441,9
Montants à recouvrer des réassureurs	(1 580,0)	(898,8)
Autres créances	(96,7)	104,9
Dettes d'exploitation et charges à payer	291,1	(45,4)
Autres	(758,1)	(172,4)
	<u>2 986,9</u>	<u>1 873,2</u>
Intérêts et dividendes reçus, montant net		
Intérêts et dividendes reçus	865,7	789,8
Intérêts payés sur les emprunts	(366,7)	(370,4)
Intérêts payés sur les obligations locatives	(54,8)	(62,4)
	<u>444,2</u>	<u>357,0</u>
Montant net de l'impôt payé	<u>(288,7)</u>	<u>(63,3)</u>

28. Opérations entre parties liées

Rémunération des dirigeants et des administrateurs

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des principaux dirigeants de la société pour les exercices clos les 31 décembre, établie selon les méthodes comptables conformes aux IFRS appliquées par la société.

	2021	2020
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	10,8	10,9
Paiements fondés sur des actions	4,7	3,5
	<u>15,5</u>	<u>14,4</u>

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des administrateurs de la société pour les exercices clos les 31 décembre.

	2021	2020
Provisions et jetons de présence	1,5	1,1
Paiements fondés sur des actions	0,4	0,6
	<u>1,9</u>	<u>1,7</u>

Opérations avec des participations dans des entreprises associées

Actions privilégiées et bons de souscription d'Atlas

Le 11 juin 2021, la société a échangé certaines tranches de ses débetures d'Atlas contre des actions privilégiées et des bons de souscription, comme il est décrit à la note 6.

Débetures non garanties et bons de souscription de HFP

Le 31 mars 2021, la société a investi 100,0 \$ dans des débetures non garanties et des bons de souscription de HFP, comme il est précisé à la note 6.

Placements de portefeuille de RiverStone Barbados

Le 8 février 2021, la société a conclu une entente pour acheter (sauf s'ils ont été vendus) certains placements de portefeuille détenus par RiverStone Barbados aux termes de la transaction décrite à la note 23.

Passif lié au rachat de la participation ne donnant pas le contrôle d'Eurolife

Dans le cadre de la consolidation d'Eurolife, qui est décrite à la note 23, la société a un passif lié au rachat de la participation de 20,0 % ne donnant pas le contrôle dans Eurolife et détenue par Eurobank, l'entreprise associée de la société, passif qui est inclus dans les dettes d'exploitation et charges à payer dans l'état consolidé de la situation financière.

Transactions avec des filiales

Vente de la participation de Fairfax India dans Privi

Le 29 avril 2021, Fairfax India a vendu sa participation de 48,8 % dans Privi à certaines sociétés affiliées des fondateurs de Privi, comme il est précisé à la note 23.

Actions privilégiées de Thomas Cook India

Au cours du premier trimestre de 2021, la société a investi 60,0 \$ dans les actions privilégiées de Thomas Cook India dans le cadre d'un placement privé. La participation intragroupe est éliminée dans l'information financière consolidée de la société.

Commission de performance à recevoir de Fairfax India

Le 31 décembre 2021, la société de portefeuille avait une commission de performance à recevoir de 84,7 \$ aux termes de son accord de consultation en placements conclu avec Fairfax India pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023. Le montant à recevoir intragroupe est éliminé dans l'information financière consolidée de la société. Aux termes de l'accord de consultation en placements, si une commission de performance est à payer pour la période se terminant le 31 décembre 2023, cette commission de performance sera payable en trésorerie ou, au choix de Fairfax, en actions à droit de vote subalterne de Fairfax India. Si Fairfax choisit de se faire payer la commission de performance en actions à droit de vote subalterne, ce choix doit être fait au plus tard le 15 décembre 2023.

Le 5 mars 2021, la société de portefeuille a reçu 546 263 actions nouvelles à droit de vote subalterne de Fairfax India à titre de règlement d'une commission de performance intragroupe à recevoir de 5,2 \$ aux termes de son accord de consultation en placements conclu avec Fairfax India, étant donné que l'augmentation de la valeur comptable par action de Fairfax India (soit le montant des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre d'actions ordinaires réellement en circulation) dépassait un seuil précis pour la période allant du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020.

Placement de billets de premier rang de Fairfax India

Le 26 février 2021, les filiales de la société ont acquis des billets de premier rang non garantis à 5,00 % de Fairfax India d'un capital de 58,4 \$, dans le cadre du placement décrit à la note 15.

29. Filiales

Les principales filiales en exploitation de la société sont présentées dans les tableaux suivants. En 2021, la société a consolidé Eurolife et Singapore Re et déconsolidé Toys “R” Us Canada, Mosaic Capital et Privi, filiale de Fairfax India, comme il est expliqué à la note 23. Ces tableaux ne comprennent pas les sociétés de portefeuille intermédiaires dont les actifs sont composés de participations dans des filiales et de soldes intragroupe qui sont éliminés lors de la consolidation.

31 décembre 2021	Siège	Participation de Fairfax (100 %, sauf pour ce qui est indiqué ci- dessous)
Sociétés d'assurance et de réassurance de dommages		
Northbridge Financial Corporation (Northbridge)	Canada	
Odyssey Group Holdings, Inc. (Odyssey Group)	États-Unis	90,0 %
Crum & Forster Holdings Corp. (Crum & Forster)	États-Unis	
Zenith National Insurance Corp. (Zenith National)	États-Unis	
Brit Limited (Brit)	Royaume-Uni	86,2 %
Allied World Assurance Company Holdings, Ltd (Allied World)	Bermudes	70,9 %
Fairfax Central and Eastern Europe, <i>qui comprend</i> :		
Polskie Towarzystwo Reasekuracji Spółka Akcyjna (Polish Re)	Pologne	
Colonnade Insurance S.A. (Colonnade Insurance)	Luxembourg	
FFH Ukraine Holdings (Fairfax Ukraine), <i>qui comprend</i> :	Ukraine	70,0 %
ARX Insurance Company (ARX Insurance)	Ukraine	
Private Joint Stock Company Insurance Company Universalna (Universalna)	Ukraine	
Fairfax Latin America, <i>qui comprend</i> :		
Fairfax Brasil Seguros Corporativos S.A. (Fairfax Brasil)	Brésil	
La Meridional Compañía Argentina de Seguros S.A. (La Meridional Argentina)	Argentine	
SBS Seguros Colombia S.A. (SouthBridge Colombia)	Colombie	
SBI Seguros Uruguay S.A. (SouthBridge Uruguay)	Uruguay	
Southbridge Compañía de Seguros Generales S.A. (SouthBridge Chile)	Chili	
Bryte Insurance Company Ltd. (Bryte Insurance)	Afrique du Sud	
Eurolife FFH General Insurance Single Member S.A. <i>Eurolife General</i>	Grèce	80,0 %
Le groupe de réassurance, <i>dont les activités de souscription sont liées à</i> :		
CRC Reinsurance Limited (CRC Re)	Barbade	
Wentworth Insurance Company Ltd. (Wentworth)	Barbade	
Connemara Reinsurance Company Ltd. (Connemara)	Barbade	
Fairfax Asia, <i>qui comprend</i> :		
Falcon Insurance Company (Hong Kong) Limited (Falcon)	Hong Kong	
The Pacific Insurance Berhad (Pacific Insurance)	Malaisie	85,0 %
PT Asuransi Multi Artha Guna Tbk (AMAG Insurance)	Indonésie	80,3 %
Fairfirst Insurance Limited (Fairfirst Insurance)	Sri Lanka	78,0 %
Singapore Reinsurance Corporation Limited (Singapore Re)	Singapour	
Assurance vie et Liquidation de sinistres		
Eurolife FFH Life Insurance Group Holdings S.A. (Eurolife)	Grèce	80,0 %
Liquidation de sinistres, <i>qui est composée principalement de</i> :		
Liquidation de sinistres aux États-Unis : TIG Insurance Company (TIG Insurance)	États-Unis	
Gestion de placements		
Hamblin Watsa Investment Counsel Ltd. (Hamblin Watsa)	Canada	

31 décembre 2021	Siège	Participation de Fairfax	Activité principale
Sociétés autres que des sociétés d'assurance			
Restaurants et commerces de détail			
Société de Recettes Illimitées (Recettes Illimitées)	Canada	38,5 % ¹⁾	Franchiseur, propriétaire-exploitant de restaurants
Sporting Life Group Limited, <i>qui détient</i> : 100,0 % de Sporting Life Inc. (Sporting Life)	Canada	71,4 %	Investit dans des entreprises du secteur de détail
100,0 % de Golf Town Limited (Golf Town)	Canada	71,4 %	Détaillant d'articles et de vêtements de sport
			Détaillant d'articles, d'accessoires et de vêtements de golf
Fairfax India			
Fairfax India Holdings Corporation (Fairfax India) ²⁾	Canada	30,1 % ²⁾	Investit dans des sociétés ouvertes et fermées en Inde
Thomas Cook India			
Thomas Cook (India) Limited (Thomas Cook India), <i>qui détient</i> :	Inde	66,8 %	Fournisseur de services intégrés de voyage et de services financiers liés au voyage
100,0 % de Sterling Holiday Resorts Limited (Sterling Resorts)	Inde	66,8 %	Propriétaire-exploitant de centres de villégiature
Autres			
AGT Food and Ingredients Inc. (AGT)	Canada	58,0 %	Initiateur, traitement et distribution de légumineuses à grains et d'aliments de base
Dexterra Group Inc. (Dexterra Group)	Canada	48,8 %	Fournisseur de services de soutien des infrastructures
Boat Rocker Media Inc. (Boat Rocker)	Canada	45,0 % ³⁾	Créateur, producteur et distributeur de contenu de divertissement
Farmers Edge Inc. (Farmers Edge)	Canada	61,4 %	Fournisseur d'outils numériques de pointe pour l'agriculture

1) La société détient des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne de Recettes Illimitées qui lui confèrent des droits de vote de 61,0 %.

2) La société détient des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne de Fairfax India qui lui confèrent des droits de vote de 93,9 %. Fairfax India détient une participation de 89,5 % dans National Commodities Management Services Limited (NCML), une société d'entreposage de produits agricoles.

3) La société détient des droits de vote de 56,1 % en raison de l'émission par Boat Rocker d'actions sans droit de vote en faveur des participations ne donnant pas le contrôle.

Table des matières du rapport de gestion

Notes annexes du rapport de gestion	117
Aperçu des résultats consolidés	118
Expansion des activités	
Offre publique de rachat importante	123
Acquisitions et dessaisissements	123
Provenance des produits des activités ordinaires	124
Primes nettes acquises par région géographique	127
Sources du résultat net	127
Résultat net par secteur comptable	130
Composantes du résultat net	
Résultats techniques et résultats d'exploitation	132
Intérêts et dividendes	146
Quote-part du résultat net des entreprises associées	146
Profits (pertes) nets sur placements	146
Charge d'intérêts	146
Frais généraux du siège social et autres frais	147
Impôt sur le résultat	148
Participations ne donnant pas le contrôle	148
État de la situation financière par secteur comptable	148
Éléments des états consolidés de la situation financière	
Résumé de l'état consolidé de la situation financière	151
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres	153
Risques de l'amiante, risques de pollution et autres risques latents	155
Montants à recouvrer des réassureurs	156
Placements	
Hamblin Watsa Investment Counsel Ltd.	158
Aperçu du rendement des placements	159
Intérêts et dividendes	160
Quote-part du résultat net des entreprises associées	161
Profits (pertes) nets sur placements	163
Rendement total du portefeuille de placements	164
Obligations	166
Actions ordinaires	166
Dérivés et contreparties aux dérivés	167
Fonds de caisse	167
Situation financière	
Sources de financement et gestion du capital	169
Valeur comptable d'une action (montant de base)	170
Situation de trésorerie	172
Obligations contractuelles	175
Éventualités et engagements	175
Comptabilité et présentation de l'information financière	
Évaluation par la direction des contrôles et procédures de communication de l'information	175
Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière	175
Estimations comptables et jugements cruciaux	177
Principaux changements de méthodes comptables	177
Changements comptables à venir	177
Gestion des risques	
Aperçu	178
Enjeux et risques	178
Autres	
Données trimestrielles (non audité)	188
Cours des actions et renseignements sur les actions	189
Conformité avec les règles de gouvernance	189
Énoncés prospectifs	190
Glossaire des mesures financières non conformes aux PCGR et des autres mesures financières	191

Rapport de gestion
(au 4 mars 2022)

(En millions de dollars américains, sauf les montants par action et sauf indication contraire. Certains totaux pourraient ne pas correspondre aux additions en raison de l'arrondissement des chiffres.)

Notes annexes du rapport de gestion

- 1) Le lecteur du présent rapport de gestion est prié de consulter l'ensemble du rapport annuel pour obtenir plus d'information et une analyse plus approfondie. Des renseignements additionnels sur la société, ainsi que sa notice annuelle, sont disponibles sur le site de SEDAR, à www.sedar.com, ainsi que sur le site Web de la société, à www.fairfax.ca.
- 2) Dans le présent rapport de gestion, le secteur comptable Assurance vie et Liquidation de sinistres fait référence aux sociétés d'assurance et de réassurance qui ne sont pas des sociétés d'assurance et de réassurance de dommages.
- 3) La direction analyse et évalue les sociétés d'assurance et de réassurance sous-jacentes, ainsi que la situation financière de la société consolidée, de diverses façons. Certaines mesures et certains ratios qui figurent dans le présent rapport annuel, qui ont été utilisés systématiquement et qui sont présentés régulièrement dans les rapports annuels et intermédiaires de la société, ne sont pas définis dans les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board et peuvent ne pas être comparables à des mesures similaires que d'autres sociétés présentent. Se reporter à la rubrique « Glossaire des mesures financières non conformes aux PCGR et des autres mesures financières » qui se trouve à la fin du présent rapport de gestion et qui décrit les mesures et les ratios que la société a utilisés, dont les suivants :

Mesures financières complémentaires : primes brutes émises; primes nettes émises; bénéfice (perte) technique; frais généraux du siège social; ratio mixte; ratio des sinistres par rapport aux primes; ratio des frais par rapport aux primes; ratio de la charge de commissions; ratio des charges techniques par rapport aux primes; ratio des sinistres de l'année de survenance; ratio mixte de l'année de survenance; points de ratio mixte; fonds de caisse; fonds de caisse moyen; avantage (coût) annuel du fonds de caisse; valeur comptable d'une action (montant de base); positions acheteur sur titres de capitaux propres; positions vendeur sur titres de capitaux propres; positions sur titres de capitaux propres et effets financiers, montant net.

Mesures de la gestion du capital : dette nette; total net des capitaux permanents; total des capitaux permanents; ratio dette nette/total des capitaux propres; ratio dette nette/total net des capitaux permanents; ratio dette totale/total des capitaux permanents; ratio de couverture des intérêts; ratio de couverture des intérêts et des dividendes sur actions privilégiées. La société présente toutes ces mesures sur une base consolidée d'une part, et sur une base consolidée exclusion faite des filiales hors du secteur de l'assurance d'autre part.

Mesures d'un ensemble de secteurs : résultat d'exploitation positif (négatif) et diverses mesures financières complémentaires présentées pour l'ensemble du secteur de l'assurance de dommages et du secteur de la réassurance de dommages.

Mesures financières non conformes aux PCGR : excédent (insuffisance) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable; entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation (exclusion faite des flux de trésorerie d'exploitation liés aux placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net); participations dans des sociétés d'assurance et de réassurance affiliées de Fairfax; participations dans les sociétés affiliées de Fairfax.

Aperçu des résultats consolidés

L'analyse qui suit présente les performances de la société sur cinq ans dans un format qu'elle a constamment utilisé dans ses informations externes. Cette analyse est conforme à la façon dont la direction et le conseil d'administration de la société analysent eux-mêmes la performance et la croissance des différentes activités et devrait permettre au lecteur de mieux comprendre l'entreprise et la valeur de Fairfax.

Profil financier sur cinq ans

Résultat net attribuable aux actionnaires de Fairfax

Le résultat net positif attribuable aux actionnaires de Fairfax pour 2021 a bondi en s'établissant à 3 401,1 \$, contre 218,4 \$ pour 2020, ce qui fait de 2021 un exercice record pour Fairfax, deux ans seulement après l'ancien record de 2 004,1 \$ enregistré pour 2019. Les facteurs clés responsables de la performance consolidée de Fairfax en 2021 comparativement à 2020, ainsi que la performance de Fairfax sur cinq ans, un aperçu de la conjoncture du secteur de l'assurance en général et l'excellente situation financière de la société font l'objet d'une analyse ci-après.

Assurance et réassurance de dommages

Résultat technique

	Primes brutes émises, tiers	Primes nettes émises	Bénéfice (perte) technique	Ratios mixtes	Sinistres liés à des catastrophes et à la COVID-19		Evolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures	
					Sinistres	Incidence sur le ratio mixte	Evolution favorable des provisions pour sinistres	Incidence sur le ratio mixte
2017	12 199,1	9 975,2	(641,5)	106,6 %	1 330,4	13,7 %	491,7	5,1 %
2018	15 377,6	12 017,5	318,3	97,3 %	752,3	6,5 %	789,0	6,8 %
2019	16 904,8	13 261,1	394,5	96,9 %	497,8	4,0 %	479,8	3,8 %
2020	18 979,1	14 717,7	309,0	97,8 %	1 313,0	9,5 %	454,9	3,3 %
2021	23 796,0	17 809,4	801,2	95,0 %	1 203,2	7,5 %	355,6	2,2 %
% de variation en 2021 par rapport à 2020	25,4 %	21,0 %						
% de variation en 2021 par rapport à 2017	95,1 %	78,5 %						

- Les activités d'assurance et de réassurance de la société ont connu une forte croissance en 2021, car les primes brutes émises ont augmenté de 25,4 %, ou de 4 816,9 \$, et les primes nettes émises, de 21,0 %, ou de 3 091,7 \$, en raison des hausses tarifaires, toutes les sociétés en exploitation ayant enregistré une croissance des primes de plus de 20 %, sauf Zenith National, dont la croissance a été plus modeste puisque ses tarifs d'assurance indemnisation des accidents de travail ont moins augmenté.
- La croissance des primes nettes émises de 2021 a été partiellement contrebalancée par les transferts de portefeuilles de sinistres qui représentent des provisions pour sinistres d'années antérieures et des branches d'assurance abandonnées chez Brit (344,1 \$) et Crum & Forster (358,1 \$). Exclusion faite de ces transferts de portefeuilles de sinistres (qui ont été comptabilisés comme des primes négatives, en diminution des primes nettes émises et des primes nettes acquises), les primes nettes émises ont grimpé de 25,8 %.
- Depuis 2017, la société a presque doublé ses primes, quasi entièrement en interne, et a conservé un niveau élevé de ses contrats d'assurance et de réassurance en gérant bien l'ensemble de ses risques d'assurance. Les établissements d'assurance et de réassurance de la société ont pu profiter d'un durcissement continu des conditions de marché en 2021, aidés par la diversification des activités de la société (tant sur le plan géographique que sur le plan du type d'assurance ou de réassurance). Le ratio primes nettes émises/excédent prescrit par la loi (total des capitaux propres) de la société s'est accru, car le ratio de certains établissements est maintenant supérieur à 1,0. En 2021, le ratio primes nettes émises/excédent prescrit par la loi de Crum & Forster et de Northbridge s'est établi à 1,5 et à 1,2, contre 0,8 et 0,9 pour Allied World et Odyssey Group, ce qui démontre leur capacité à croître encore dans ces conditions favorables qui persistent dans plusieurs de ces marchés, particulièrement en Amérique du Nord.
- Comme exemple de croissance interne enregistrée en 2021 par la société, signalons celle de Brit avec le lancement de Ki Insurance, dont les primes ont totalisé 395,6 \$ dans sa première année d'exploitation. Ki Insurance, qui est un syndicat de Lloyd's of London, est la plateforme de Brit entièrement numérique à base d'algorithmes.
- L'exercice a été un record pour les établissements d'assurance et de réassurance de dommages, car ces derniers ont affiché un bénéfice technique de 801,2 \$, soit un ratio mixte de 95,0 %, malgré l'une des pires années enregistrées sur le plan des sinistres liés à des catastrophes et des sinistres liés à la COVID-19, qui ont totalisé 1 203,2 \$, soit 7,5 points de ratio mixte, comparativement à un ratio mixte de 97,8 % et un bénéfice technique de 309,0 \$ pour 2020, où les sinistres liés à des catastrophes et ceux liés à la COVID-19 avaient totalisé 1 313,0 \$, soit 9,5 points de ratio mixte. L'effet d'une gravité accrue des sinistres liés à des catastrophes en 2021, à l'image des sinistres résultant de l'ouragan Ida, des tempêtes hivernales américaines et des inondations en Europe, a été atténué grâce à une gestion stricte des souscriptions et des risques chez tous les établissements d'assurance et de réassurance de dommages de la société, à la diversification résultant d'une organisation décentralisée et à la croissance exceptionnelle des primes nettes acquises.
- La société a enregistré des bénéfices techniques dans quatre de ses cinq derniers exercices, la perte technique de 2017 ayant été attribuable à une fréquence et à une gravité historiques des événements catastrophiques, entre autres, les ouragans Harvey, Irma et Maria et les feux de forêt de la Californie. Pour l'année 2021, on s'attend à ce que le secteur de l'assurance en général enregistre des sinistres liés à des catastrophes de plus de 100 G\$, la deuxième année la plus coûteuse en importance jamais atteinte après les sinistres records subis en 2017.
- Les établissements d'assurance et de réassurance de dommages ont continué d'enregistrer une évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures, dont l'incidence positive s'est chiffrée à 355,6 \$, soit 2,2 points de ratio mixte, compte tenu d'une évolution défavorable nette de 73,5 \$ des provisions pour sinistres d'années antérieures résultant de la matérialisation ultime de sinistres liés à la COVID-19 survenus en 2020. Au 31 décembre 2021, le montant net des sinistres non réglés et liés à la COVID-19 se chiffrait à 417,4 \$, dont 70,5 % étaient des sinistres subis, mais non encore déclarés.
- Le secteur Liquidation de sinistres présente une évolution défavorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures liés à l'amiante, à la pollution et à d'autres risques, chiffrée à 212,0 \$. Pour en savoir plus sur le secteur comptable Assurance vie et Liquidation de sinistres, se reporter à la sous-rubrique « Assurance vie et Liquidation de sinistres » de la rubrique « Composantes du résultat net » du présent rapport de gestion.

Le marché de l'assurance

En 2021, le volume des primes des assureurs de dommages a fortement augmenté en raison des conditions de souscription favorables et des hausses tarifaires dans la plupart des branches d'assurance. L'année fait aussi rappeler que les assureurs sont des gestionnaires du risque et qu'ils ont dû absorber d'importants sinistres liés à des catastrophes en 2021, la deuxième année en importance après celle de 2017. Malgré l'amélioration des conditions de souscription, on s'attend à ce que le secteur de l'assurance et de la réassurance de dommages en général présente une perte technique, quoique modeste, sous le poids des importants sinistres liés à des catastrophes résultant de risques classiques et de risques secondaires et le poids de l'inflation due à la poussée des coûts et à des facteurs sociaux, et qu'ensuite l'activité économique redevienne plus normale après les dures épreuves du confinement généralisé imposé par le gouvernement en 2020.

Les conditions de souscription favorables devraient se poursuivre en 2022 à mesure que les pressions inflationnistes s'accumulent, que les risques associés au changement climatique s'accroissent en occasionnant des sinistres supérieurs à la moyenne liés à des catastrophes et que les assureurs pratiquent des tarifs qui reflètent mieux le coût des sinistres, notamment dans les branches d'assurance peu rentables. Les assureurs ont constaté une forte baisse des sinistres liés à la COVID-19 en 2021 comparativement à l'année précédente, car l'économie mondiale est sortie des confinements obligatoires et les vaccins ont été largement distribués, ce qui a accru la tendance vers une fréquence des sinistres qu'on connaissait avant la pandémie, et ce, grâce à la reprise des activités normales quotidiennes. Compte tenu de l'incertitude et de l'évolution de la situation liée à la COVID-19, notamment l'apparition de nouveaux variants, il est difficile de prédire les répercussions que la pandémie continuera d'avoir sur le secteur de l'assurance en général. Bien que le secteur dispose de capitaux adéquats en entamant l'année 2022, il continue de subir les effets nuisibles de la faiblesse des taux d'intérêt sur les résultats d'exploitation, même si le rendement des placements a bénéficié de la vigueur des marchés des actions tout au long de 2021.

Le secteur de la réassurance a continué de profiter du durcissement du marché de l'assurance sous-jacente en 2021, où la plupart des branches d'assurance ont nettement majoré leurs tarifs, surtout en assurance risques divers, et du resserrement des conditions dans les polices d'assurance, en particulier à l'égard des maladies infectieuses et des cyberrisques. La hausse dans la fréquence et dans la gravité des sinistres liés à des catastrophes ces dernières années, les sinistres associés aux risques secondaires et l'évolution défavorable des sinistres dans certaines branches d'assurance risques divers aux États-Unis devraient continuer à justifier l'imposition de conditions de souscription et des tarifs plus favorables dans le secteur de la réassurance en 2022. Ce secteur demeure adéquatement capitalisé puisque les capitaux dont il dispose ont augmenté en 2021 à l'échelle mondiale grâce à la vigueur des marchés des actions, aux bénéfices non distribués et à la croissance soutenue d'autres types de capitaux.

Sociétés autres que des sociétés d'assurance

Résultat d'exploitation – sociétés autres que des sociétés d'assurance

	Restaurants et commerces de détail ¹⁾	Fairfax India ¹⁾	Charge (produit) de commissions de performance ²⁾	Fairfax India, compte non tenu des commissions de performance	Thomas Cook India ¹⁾	Autres ¹⁾	Total
2017	126,9	(51,2)	112,2	61,0	56,8	79,6	324,3
2018	131,9	99,7	—	99,7	27,1	121,6	380,3
2019	79,4	113,6	48,5	162,1	(176,7)	(18,7)	46,1
2020	(69,5)	11,0	(42,0)	(31,0)	(66,5)	(53,7)	(220,7)
2021	86,5	(60,7)	85,2	24,5	(44,2)	11,4	78,2

- 1) Les chiffres tels qu'ils sont présentés à la note 25 (Informations sectorielles) des états financiers consolidés pertinents des exercices respectifs clos le 31 décembre.
- 2) Commissions de performance comptabilisées par Fairfax India à verser à la société conformément à l'accord de consultation en placements intervenu entre Fairfax India et la société. Ces commissions intragroupe sont éliminées dans l'information financière consolidée de la société. Voir la note 28 (Transactions entre parties liées) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Fairfax a touché 119,6 \$ à titre de commissions de performance versées par Fairfax India depuis la création de celle-ci en 2015, sous forme d'actions à droit de vote subalterne de Fairfax India pour la période cumulative close le 31 décembre 2020.

- Le résultat d'exploitation positif de 78,2 \$ du secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance pour 2021 constitue une nette amélioration en regard du résultat d'exploitation négatif de 220,7 \$ de 2020, ce qui reflète la levée graduelle des mesures de confinement imposées du fait de la COVID-19 qui ont nui au secteur d'exploitation Restaurants et commerces de détail au Canada (qui avaient bénéficié de subventions gouvernementales plus importantes en 2020) et aux entreprises de Fairfax en Inde (Fairfax India et Thomas Cook India), ainsi que le résultat d'exploitation positif du secteur Autres en 2021, qui contraste avec le résultat d'exploitation négatif de 2020 et qui découle de la déconsolidation de Fairfax Africa et de sa filiale CIG (le 8 décembre 2020 dans les deux cas).
- Les participations de la société dans les entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance et dans les filiales consolidées cotées en bourse n'appartenant pas au secteur de l'assurance sont majoritairement détenues dans les portefeuilles de placements des sociétés d'assurance et de réassurance et sont donc gérées et examinées par la direction dans le cadre de la gestion et de l'analyse du rendement des placements de portefeuille. Se reporter à la rubrique « Situation financière » de ce rapport de gestion pour en savoir davantage sur l'excédent, avant impôt, de la juste valeur, par rapport à la valeur comptable, des participations dans des entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance et dans les filiales consolidées cotées en bourse n'appartenant pas au secteur de l'assurance, lequel excédent correspondait à 346,4 \$ au 31 décembre 2021 et lesquelles participations sont considérées par la société comme des placements de portefeuille.

Quote-part du résultat net des entreprises associées

	Assurance et réassurance				Sociétés autres que des sociétés d'assurance							Total des participations dans les entreprises associées
	Eurolife	Gulf Insurance	Tous les autres	Total	Eurobank	Résolu	Atlas ¹⁾	IIFL Finance ²⁾	Quess	Tous les autres	Total	
2017	117,6	7,7	12,6	137,9	—	0,3	—	36,5	—	25,8	62,6	200,5
2018	18,1	7,3	(55,1)	(29,7)	—	74,4	8,8	45,3	8,4	113,9	250,8	221,1
2019	154,8	15,4	(23,7)	146,5	—	(4,9)	83,8	198,9	(183,2)	(71,5)	23,1	169,6
2020	6,1	5,8	107,4	119,3	(11,9)	(57,0)	116,4	19,9	(124,6)	(174,9)	(232,1)	(112,8)
2021	14,3	55,5	2,8	72,6	162,3	75,9	69,5	40,6	(1,4)	(17,5)	329,4	402,0

1) Auparavant dénommée Seaspan Corporation, en 2019 et en 2018.

2) Auparavant dénommée IIFL Holdings Limited, en 2018 et en 2017.

- La quote-part du résultat net positif des entreprises associées de 402,0 \$ pour 2021 ne comprend aucune perte de valeur hors trésorerie, alors que la quote-part du résultat net négatif des entreprises associées de 112,8 \$ pour 2020 comprenait des pertes de valeur hors trésorerie de 240,3 \$ attribuables essentiellement aux participations dans Quess (98,3 \$), Résolu (56,5 \$), Atlas Mara (35,0 \$) et Astarta (26,3 \$). Les retombées financières de la COVID-19 en 2020 ont été un facteur déterminant dans les pertes de valeur hors trésorerie comptabilisées et les difficultés rencontrées par plusieurs entreprises associées hors du secteur de l'assurance dans lesquelles la société détient une participation. En 2021, Fairfax a constaté des améliorations dans les activités de ces entreprises associées, comme en témoignent les résultats nets positifs qu'elle a comptabilisés en quote-part et l'absence de pertes de valeur.

Profits (pertes) nets sur placements

	Positions acheteur sur titres de capitaux propres	Positions vendeur sur titres de capitaux propres	Positions sur titres de capitaux propres et effets financiers, montant net	Obligations	Autres	Profits nets sur placements
2017	1 067,0	(417,9)	649,1	44,9	773,5	1 467,5
2018	431,9	(38,2)	393,7	(38,4)	(102,4)	252,9
2019	1 280,0	(57,8)	1 222,2	197,1	296,9	1 716,2
2020	371,9	(528,6)	(156,7)	562,2	(92,4)	313,1
2021	2 312,1	—	2 312,1	(286,6)	1 419,6	3 445,1

- Les profits nets sur placements de 3 445,1 \$ pour 2021 rendent surtout compte des profits nets résultant des positions acheteur sur titres de capitaux propres et des actions privilégiées (pris en compte dans la colonne « Autres » du tableau ci-dessus et décrite ci-après), diminués des pertes nettes sur les obligations. Les profits nets sur placements de 313,1 \$ pour 2020 rendaient compte du ressaisissement important des marchés vers la fin de l'année, qui avait effacé l'effet défavorable que la COVID-19 avait eu sur les marchés financiers mondiaux au premier trimestre de 2020, et reflétaient surtout les profits nets sur les obligations et sur d'autres dérivés sur actions, ces facteurs ayant été partiellement contrebalancés par des pertes nettes sur les dérivés sur actions en positions vendeur (positions entièrement dénouées en 2020) et sur les contrats à terme sur obligations du Trésor américain.
- Au 31 décembre 2021, les sociétés d'assurance et de réassurance de la société détenaient de la trésorerie et des placements à court terme totalisant 24 894,8 \$ qui représentaient 50,3 % des placements de portefeuille, soit des soldes de trésorerie et des placements à court terme des filiales totalisant 21 799,5 \$ et des obligations du Trésor américain à court terme totalisant 3 095,3 \$, qui ont eu un effet atténuateur sur les produits d'intérêts en 2021 et à court terme, mais qui ont protégé Fairfax contre les effets de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt. Le rendement total des placements de la société profitera de la montée des taux d'intérêt à court terme lorsque la trésorerie et les placements à court terme seront réinvestis dans des titres à revenu fixe à court terme assortis de taux d'intérêt plus élevé.
- En juin 2021, l'entreprise associée dans laquelle la société détient une participation de 49,0 %, soit Go Digit Infoworks Services Private Limited (« Digit »), a conclu des ententes avec certains tiers investisseurs pour sa filiale d'assurance IARD, Go Digit Insurance Limited (« Digit Insurance »), afin d'émettre pour environ 200 \$ d'actions nouvelles, en conséquence de quoi Digit Insurance a été évaluée à environ 3,5 G\$. L'augmentation de la valeur de Digit Insurance a donné lieu à la comptabilisation, par la société, d'un profit latent net de 1 490,3 \$ sur la participation de la société en actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit en 2021. La société s'attend à consolider Digit lorsqu'elle recevra l'approbation des autorités de réglementation d'accroître sa participation dans Digit pour la porter à plus de 49,0 %, ce qui en fera une participation donnant le contrôle.

Situation financière

	Trésorerie et placements de la société de portefeuille	Ratio dette totale/total des capitaux permanents, compte non tenu des sociétés consolidées autres que des sociétés d'assurance ¹⁾	Excédent (insuffisance) de la juste valeur sur la valeur comptable ²⁾	Résultat net attribuable aux actionnaires de Fairfax	Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	Valeur comptable d'une action (montant de base)	Cours de clôture de l'action (en \$ CA)
2017	2 356,9	23,8 %	1 160,9	1 740,6	12 475,6	449,55	669,34
2018	1 550,6	25,0 %	(98,4)	376,0	11 779,3	432,46	600,98
2019	975,2	24,5 %	(209,0)	2 004,1	13 042,6	486,10	609,74
2020	1 229,4	29,7 %	(662,6)	218,4	12 521,1	478,33	433,85
2021	1 446,2	24,1 %	346,4	3 401,1	15 049,6	630,60	622,24

% de variation en 2021 par rapport à 2020

% de variation en 2021 par rapport à 2017

31,8 %

43,4 %

1) Compte non tenu des emprunts au niveau des sociétés consolidées autres que des sociétés d'assurance puisqu'ils sont sans droit de recours contre la société de portefeuille.

- 2) *Excédent (insuffisance) de la juste valeur, par rapport à la valeur comptable, des entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance et des filiales consolidées cotées en bourse n'appartenant pas au secteur de l'assurance qui sont présentées à la sous-rubrique « Valeur comptable d'une action (montant de base) » de la rubrique « Situation financière » du présent rapport de gestion.*
- À la mesure de son objectif axé sur la solidité financière, la société de portefeuille détenait une trésorerie et des placements totalisant 1 478,3 \$ au 31 décembre 2021, contre 1 252,2 \$ au 31 décembre 2020, et disposait d'une facilité de crédit renouvelable non garantie de 2,0 G\$ qui était inutilisée. La trésorerie et les placements de la société de portefeuille, comme il a été mentionné déjà, aident à la structure décentralisée et permettent à Fairfax d'injecter efficacement des capitaux dans ses établissements d'assurance et de réassurance.
 - Les sociétés d'assurance et de réassurance de dommages de la société continuent de maintenir un capital bien supérieur au minimum exigé par la réglementation, à des niveaux suffisants pour préserver leurs notations d'émetteur et de solidité financière et au-dessus des niveaux calculés en interne pour la gestion des risques. Pour des renseignements complémentaires sur les évaluations de la solidité financière des sociétés d'assurance et de réassurance de dommages en exploitation que la société détient, se reporter à la sous-rubrique « Sources de financement et gestion du capital » de la rubrique « Situation financière » du présent rapport de gestion.
 - Le ratio consolidé dette totale/total des capitaux permanents de la société s'est amélioré, passant de 29,7 % au 31 décembre 2020 à 24,1 % au 31 décembre 2021, ce qui reflète surtout une augmentation du total des capitaux permanents qui résulte essentiellement d'une forte hausse du total des capitaux propres attribuables au résultat net d'un peu plus de 3,4 G\$ et d'une hausse des participations ne donnant pas le contrôle, ainsi qu'une réduction des emprunts au niveau de la société de portefeuille et des sociétés d'assurance et de réassurance, d'autant plus qu'aucune dette importante au niveau de la société de portefeuille ne viendra à échéance avant 2024.
 - Au 31 décembre 2021, l'excédent de la juste valeur, par rapport à la valeur comptable, des participations dans les entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance et dans les filiales consolidées cotées en bourse n'appartenant pas au secteur de l'assurance s'établissait à 346,4 \$, contrairement à une insuffisance de 662,6 \$ au 31 décembre 2020 lorsque la valeur comptable était supérieure à la juste valeur. Cette amélioration d'un peu plus de 1,0 G\$ en 2021 est considérable, et l'excédent de 346,4 \$ avant impôt n'est pas pris en compte dans la valeur comptable de l'action de la société, mais l'écart fait régulièrement l'objet d'un examen par la direction en tant qu'indicateur du rendement des placements. Les participations de la société dans les entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance ont représenté 883,4 \$ de la plus-value, répartie essentiellement entre Atlas (284,9 \$), Eurobank (278,2 \$), Quess (208,3 \$) et Résolu (73,7 \$), tandis que la plus-value attribuable aux filiales consolidées cotées en bourse n'appartenant pas au secteur de l'assurance s'est chiffrée à 125,6 \$, répartie essentiellement entre Fairfax India (93,5 \$) et Thomas Cook India (59,4 \$).
 - Au 31 décembre 2021, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avaient augmenté en s'élevant à 15 049,6 \$, contre 12 521,1 \$ au 31 décembre 2020, écart qui reflétait essentiellement :
 - un exercice record dont le résultat net positif attribuable aux actionnaires de Fairfax correspondait à 3 401,1 \$, deux ans seulement après l'ancien record établi en 2019; et
 - d'autres variations nettes de 552,9 \$ des capitaux permanents (résultant surtout de l'ensemble des profits sur capitaux propres, comptabilisés directement dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lors de la vente des participations ne donnant pas le contrôle dans Odyssey Group et Brit); ces facteurs étant partiellement contrebalancés par
 - la clôture d'une offre publique de rachat importante aux termes de laquelle Fairfax a racheté, aux fins d'annulation, 2 millions d'actions à droit de vote subalterne pour une contrepartie en trésorerie de 1,0 G\$, soit 500,00 \$ par action, montant bien inférieur à la valeur comptable d'une action (montant de base) de la société; et par
 - des versements de dividendes de 316,6 \$ sur les actions ordinaires et les actions privilégiées.
 - Au 31 décembre 2021, la valeur comptable d'une action (montant de base) se chiffrait à 630,60 \$, contre 478,33 \$ au 31 décembre 2020, soit une plus-value de 31,8 % (avant ajustement pour tenir compte du dividende de 10,00 \$ par action ordinaire versé au premier trimestre de 2021), ou une plus-value de 34,2 % après ajustement pour tenir compte de ce dividende.
 - La valeur comptable d'une action (montant de base) de la société s'est appréciée de 40,3 % depuis 2017, alors que le cours de l'action exprimé en dollars canadiens a fléchi de 7,0 %. Pour cette raison, Fairfax a racheté des actions, mais pas en sacrifiant la croissance des établissements d'assurance et de réassurance ni les bonnes notations de crédit et de solidité financière attribuées à la société de portefeuille et aux établissements d'assurance et de réassurance. Depuis le quatrième trimestre de 2017 jusqu'au 31 décembre 2021, Fairfax a racheté 3 102 998 actions à droit de vote subalterne au coût de 1 465,9 \$, soit une moyenne de 472,45 \$ par action, ce qui constitue un rendement important pour les actionnaires de Fairfax à long terme.
 - Des renseignements sur le rapport environnemental, social et de gouvernance (« ESG ») de la société pour 2021 sont disponibles en anglais sur son site Web, à www.fairfax.ca.

COVID-19

Pour une analyse des répercussions de la pandémie de COVID-19, voir la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Expansion des activités

Offre publique de rachat importante

Le 29 décembre 2021, la société a clôturé une offre publique de rachat importante aux termes de laquelle elle a racheté, aux fins d'annulation, 2 000 000 d'actions à droit de vote subalterne pour une contrepartie en trésorerie de 1,0 G\$, soit 500,00 \$ par action.

Acquisitions et dessaisissements

La partie qui suit décrit les faits saillants de l'expansion des activités de la société en 2021 et en 2020, par secteur comptable. Pour en savoir plus sur ces transactions, se reporter à la note 23 (Acquisitions et dessaisissements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et aux sous-rubriques respectives des secteurs comptables pertinents présentés à la rubrique « Composantes du résultat net » du présent rapport de gestion.

Odyssey Group

Le 15 décembre 2021, Odyssey Group a émis des actions équivalentes à une participation globale de 9,99 % à l'intention d'une filiale de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (« OIRPC ») et à l'intention d'OMERS, qui est le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, pour une contrepartie en trésorerie de 900,0 \$ qu'Odyssey Group a ultérieurement payée à Fairfax sous forme d'un dividende. La société a comptabilisé un profit global sur capitaux propres de 429,1 \$ qui représente essentiellement un profit de dilution et la juste valeur d'une option d'achat reçue et qui est présenté en tant qu'autre variation nette des capitaux permanents dans l'état consolidé des variations des capitaux propres. La société a l'option d'acquérir, à certaines dates à partir de janvier 2025, la participation que l'OIRPC et OMERS détiennent dans Odyssey Group.

Brit

Le 27 août 2021, Brit a émis des actions équivalentes à une participation de 13,9 % à l'intention d'OMERS pour une contrepartie en trésorerie de 375,0 \$ que Brit a ultérieurement payée à Fairfax sous forme d'un dividende. La société a comptabilisé un profit global sur capitaux propres de 115,4 \$ qui représente essentiellement un profit de dilution et la juste valeur d'une option d'achat reçue et qui est présenté en tant qu'autre variation nette des capitaux permanents dans l'état consolidé des variations des capitaux propres. La société a la possibilité d'acquérir, à certaines dates à partir d'octobre 2023, la participation qu'OMERS détient dans Brit.

En 2020, la société a augmenté sa participation dans Brit à 100 %. Elle était de 89,3 % au 31 décembre 2019.

Au quatrième trimestre de 2020, Brit a fondé une filiale nommée Ki Insurance qui est un syndicat de Lloyd's of London et une plateforme entièrement numérique à base d'algorithmes qui est accessible en tout lieu et en tout temps.

Fairfax Asia

Le 17 juin 2021, la société a accru sa participation dans Singapore Reinsurance Corporation Limited (« Singapore Re »), la faisant passer de 28,2 % à 94,0 %, moyennant 102,9 \$ (138,0 \$ dollars singapouriens), et l'a ultérieurement portée à 100 %.

Assurance vie et Liquidation de sinistres

Le 23 août 2021, la société a vendu sa participation de coentrepreneur de 60,0 % qu'elle détenait dans RiverStone Barbados à CVC Capital Partners (« CVC ») pour une contrepartie de 695,7 \$, constituée essentiellement d'une somme de 462,0 \$ en trésorerie et d'actions sans droit de vote de la société de portefeuille RiverStone Barbados que CVC détenait. Avant la conclusion de la transaction, certaines filiales de RiverStone Barbados détenaient des participations dans diverses filiales de Fairfax et dans certaines autres sociétés. Dans le cadre de la transaction, le 8 février 2021, la société avait conclu une entente d'emprunt sur billets visant la valeur de l'actif (*Asset Value Loan Notes*) afin de fournir une garantie à CVC et à certaines de ses sociétés affiliées à l'égard du montant de la valeur des titres qui s'élevait alors à environ 1,3 G\$ jusqu'à ce que ceux-ci soient achetés par Hamblin Watsa ou qu'ils soient vendus sur ordre de cette dernière, avant la fin de 2022.

Le 14 juillet 2021, la société a accru sa participation dans Eurolife en la faisant passer de 50,0 % à 80,0 % après avoir exercé une option d'achat évaluée à 127,3 \$ visant l'acquisition de la participation de coentrepreneur d'OMERS pour une contrepartie en trésorerie de 142,7 \$ (120,7 €).

Le 31 mars 2020, la société a transféré, en tant qu'apport, son groupe entièrement détenu Liquidation de sinistres en Europe à RiverStone Barbados, coentreprise nouvellement formée, en contrepartie d'une participation de 60,0 % dans RiverStone Barbados. La société a déconsolidé le groupe Liquidation de sinistres en Europe et a commencé à appliquer la méthode de la mise en équivalence à sa participation de coentrepreneur dans RiverStone Barbados.

Sociétés autres que des sociétés d'assurance*Fairfax India*

Le 29 avril 2021, Fairfax India a vendu la participation de 48,8 % qu'elle détenait dans Privi à certaines sociétés affiliées des fondateurs de Privi pour 164,8 \$ (12,2 milliards de roupies indiennes).

En 2020, Fairchem a été restructurée en deux entités distinctes : Fairchem (entreprise de produits oléochimiques et nutraceutiques) et Privi (entreprise de composés chimiques aromatiques).

Autres

Le 19 août 2021, la société a vendu les entreprises de Toys "R" Us Canada pour une contrepartie de 90,3 \$ (115,7 \$ CA).

Le 5 août 2021, Mosaic Capital a conclu une opération de transformation en société fermée avec un tiers acquéreur dans le cadre de laquelle la société a essentiellement échangé son portefeuille de débetures et de bons de souscription de Mosaic Capital et une somme en trésorerie de 10,7 \$ (13,3 \$ CA) contre des débetures de 25 ans de Mosaic Capital nouvellement émises d'une valeur de 130,8 \$ (163,3 \$ CA).

En mars 2021, Boat Rocker a clôturé un premier appel public à l'épargne qui lui a valu un produit de 135,5 \$ (170,1 \$ CA), et Farmers Edge en a fait autant pour un produit de 113,8 \$ (143,8 \$ CA).

Le 8 décembre 2020, Helios a acquis une participation de 45,9 % avec droits de vote dans Fairfax Africa, qui a été renommée Helios Fairfax Partners Corporation par la suite.

Le 1^{er} juillet 2020, la société a commencé à consolider Farmers Edge, qui offre des outils numériques de pointe aux agriculteurs et à d'autres acteurs clés de la chaîne de valeur agricole.

Le 29 mai 2020, la société a réalisé l'acquisition inversée de Horizon North qui a ensuite été renommée Dexterra Group.

Provenance des produits des activités ordinaires

Le tableau ci-dessous présente les produits des activités ordinaires des trois plus récents exercices.

	2021	2020	2019
Primes nettes acquises – Assurance et réassurance de dommages			
Northbridge	1 800,9	1 424,1	1 240,3
Odyssey Group	4 245,9	3 586,6	3 179,2
Crum & Forster	2 512,8	2 426,2	2 193,8
Zenith National	711,1	643,8	735,0
Brit	1 754,3	1 710,7	1 641,9
Allied World	3 451,6	2 722,6	2 335,4
Fairfax Asia	249,7	221,7	215,2
Autres	1 363,9	1 124,9	1 046,8
	<u>16 090,2</u>	<u>13 860,6</u>	<u>12 587,6</u>
Assurance vie et Liquidation de sinistres	467,8	128,1	642,1
Primes nettes acquises	<u>16 558,0</u>	<u>13 988,7</u>	<u>13 229,7</u>
Intérêts et dividendes	640,8	769,2	880,2
Quote-part du résultat net des entreprises associées	402,0	(112,8)	169,6
Profits nets sur placements	3 445,1	313,1	1 716,2
Profit sur la vente et la consolidation de filiales d'assurance	264,0	117,1	—
Autres produits des activités ordinaires ¹⁾	5 158,0	4 719,6	5 537,1
	<u>26 467,9</u>	<u>19 794,9</u>	<u>21 532,8</u>

1) Ce poste représente les produits des activités ordinaires du secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance et comprend principalement les produits des activités ordinaires de Société de Recettes Illimitées, de Sporting Life, de Golf Town, de Thomas Cook India et de sa filiale Sterling Resorts, de Fairfax India et de ses filiales AGT, Boat Rocker et Dexterra Group (acquise le 29 mai 2020) et de Farmers Edge (consolidée le 1^{er} juillet 2020). Il comprend aussi les produits des activités ordinaires des sociétés suivantes jusqu'à la date de déconsolidation mentionnée : Toys "R" Us Canada (le 19 août 2021), Mosaic Capital (le 5 août 2021), Rouge Media (le 1^{er} janvier 2021) et Fairfax Africa et sa filiale CIG (le 8 décembre 2020 pour les deux).

Exercice clos le 31 décembre 2021

La hausse de 2 229,6 \$ des primes nettes acquises des établissements d'assurance et de réassurance de dommages de la société en 2021 reflète une forte croissance soutenue chez Allied World (729,0 \$ ou 26,8 %), chez Odyssey Group (659,3 \$ ou 18,4 %), chez Northbridge (376,8 \$ ou 26,5 %, compte tenu de l'effet favorable des taux de change), dans le secteur Assurance et réassurance – Autres (239,0 \$ ou 21,2 %), chez Crum & Forster (86,6 \$ ou 3,6 %), chez Zenith National (67,3 \$ ou 10,5 %), chez Brit (43,6 \$ ou 2,5 %) et chez Fairfax Asia (28,0 \$ ou 12,6 %). Pour en savoir plus sur les primes nettes acquises dans les secteurs comptables de la société Assurance et réassurance de dommages, et Assurance vie et Liquidation de sinistres en 2021 et 2020, se reporter aux sous-rubriques respectives de ces secteurs comptables présentés à la rubrique « Composantes du résultat net » du présent rapport de gestion.

Une analyse détaillée des intérêts et dividendes, de la quote-part du résultat net positif (négatif) des entreprises associées et des profits nets sur placements pour 2021 et 2020, tous sur une base consolidée, est fournie à la rubrique « Placements » du présent rapport de gestion.

Le profit sur la vente et sur la consolidation de filiales d'assurance de 264,0 \$ pour 2021 représente des profits réalisés sur la consolidation d'Eurolife (130,5 \$) et de Singapore Re (32,4 \$), un profit réalisé de 36,1 \$ qu'Allied World a comptabilisé sur la vente de sa participation majoritaire dans Vault Insurance et d'autres profits modestes comptabilisés par des filiales d'assurance et de réassurance. Le profit résultant de la vente et de la consolidation de filiales d'assurance de 117,1 \$ pour 2020 découlait de la déconsolidation du groupe Liquidation de sinistres en Europe, comme il est décrit à la rubrique « Liquidation de sinistres » du présent rapport de gestion.

Les autres produits des activités ordinaires du secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance ont progressé en passant de 4 719,6 \$ pour 2020 à 5 158,0 \$ pour 2021, reflétant principalement la croissance du volume des ventes du secteur d'exploitation Restaurants et commerces de détail (ce facteur étant partiellement contrebalancé par la déconsolidation de Toys "R" Us Canada le 19 août 2021), de Boat Rocker, de Dexterra Group (en partie à cause de l'acquisition inversée de Horizon North le 29 mai 2020) et d'AGT, ainsi que l'effet de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les sociétés autres que des sociétés d'assurance du Canada, ce qui a été partiellement contrebalancé par la déconsolidation de Fairfax Africa (le 8 décembre 2020) et de Privi par Fairfax India (le 29 avril 2021). Pour en savoir plus sur les autres produits des activités ordinaires de 2021 et de 2020, se reporter à la rubrique « Sociétés autres que des sociétés d'assurance » du présent rapport de gestion.

Comparaison entre l'exercice clos le 31 décembre 2020 et l'exercice clos le 31 décembre 2019

La hausse des primes nettes acquises des établissements d'assurance et de réassurance de dommages de la société pour 2020 reflétait des hausses respectives chez Odyssey Group (407,4 \$ ou 12,8 %), chez Allied World (387,2 \$ ou 16,6 %), chez Crum & Forster (232,4 \$ ou 10,6 %), chez Northbridge (183,8 \$ ou 14,8 %, compte tenu de l'effet défavorable des taux de change), dans le secteur Assurance et réassurance – Autres (78,1 \$ ou 7,5 %), chez Brit (68,8 \$ ou 4,2 %) et chez Fairfax Asia (6,5 \$ ou 3,0 %), ces hausses étant annulées en partie par une baisse chez Zenith National (91,2 \$ ou 12,4 %). Les primes nettes acquises dans le secteur Liquidation de sinistres pour 2020 et 2019 reflétaient principalement le transfert du premier trimestre de 2020 en vertu de la Partie VII, la transaction de réassurance du premier trimestre de 2020 et la transaction de réassurance du premier trimestre de 2019 (voir la rubrique « Liquidation de sinistres » du rapport de gestion contenu dans le rapport annuel 2020).

Les profits nets sur placements de 2020, soit 313,1 \$, reflètent principalement les profits nets sur les obligations (en raison de la plus-value latente des obligations de sociétés de grande qualité) et sur les positions acheteur sur titres de capitaux propres, contrebalancés en partie par des pertes nettes sur les positions vendeur sur titres de capitaux propres (du fait du dénouement des dernières positions vendeur sur swaps sur rendement total d'actions de la société) et sur les contrats à terme sur obligations du Trésor américain. Les profits nets sur placements de 2019, soit 1 716,2 \$, reflétaient principalement les profits nets sur les actions ordinaires, les profits latents nets sur les placements de la société en actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit, les profits nets sur les obligations et les dérivés sur titres de capitaux propres, et un profit hors trésorerie de 171,3 \$ résultant de la déconsolidation de Grivalia Properties lors de sa fusion dans Eurobank, le tout diminué des pertes nettes sur d'autres contrats dérivés et sur les contrats à terme sur obligations du Trésor américain.

Les intérêts et dividendes de 2020 ont totalisé 769,2 \$, ayant baissé comparativement à ceux de 880,2 \$ de 2019 en raison surtout de la baisse des produits d'intérêts, principalement sur les obligations du Trésor américain et sur la trésorerie et les placements à court terme, en partie compensée par la hausse des produits d'intérêts générés sur les obligations de sociétés américaines de haute qualité.

La quote-part du résultat net négatif des entreprises associées de 2020, qui s'est établie à 112,8 \$, reflète essentiellement des pertes de valeur hors trésorerie de 240,3 \$ (principalement liées aux placements dans Quess, Résolu, Atlas Mara et Astarta) et la quote-part des résultats nets négatifs de 48,6 \$ et de 30,5 \$ attribuables respectivement à Sanmar et à l'aéroport de Bangalore, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par la quote-part du résultat net positif d'Atlas et de RiverStone Barbados, soit 116,4 \$ et 113,0 \$, respectivement. La quote-part du résultat net positif des entreprises associées de 169,6 \$ pour 2019 rendait compte surtout de la quote-part d'un profit résultant d'une scission-distribution chez IIFL Holdings, de la quote-part du résultat net positif d'Eurolife et de la quote-part d'un profit important chez Atlas (anciennement Seaspán), ce qui avait été contrebalancé en partie par une perte de valeur hors trésorerie de 190,6 \$ que Thomas Cook India avait comptabilisée à l'égard des actions de Quess qui avaient été transférées à ses actionnaires minoritaires (perte attribuée entièrement aux participations ne donnant pas le contrôle) et par la quote-part du résultat net négatif d'APR Energy et d'Atlas Mara.

Les autres produits des activités ordinaires du secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance avaient diminué en passant de 5 537,1 \$ en 2019 à 4 719,6 \$ en 2020, reflétant principalement les fermetures temporaires d'entreprises et d'autres conséquences économiques occasionnées par la pandémie de COVID-19 dans le secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance, touchant surtout le secteur Restaurants et commerces de détail, Thomas Cook India, les filiales de Fairfax India (diminution des volumes de ventes de NCML et de Privi, compensée partiellement par une augmentation des volumes de ventes de Saurashtra Freight) et de CIG, filiale de Fairfax Africa (ces deux dernières entités ont été déconsolidées le 8 décembre 2020), et la déconsolidation de Grivalia Properties (le 17 mai 2019), ce qui avait été partiellement compensé par la comptabilisation des produits des activités ordinaires d'AGT pour toute une année en 2020 (consolidation depuis le 17 avril 2019) et par la consolidation de Horizon North (le 29 mai 2020) et de Farmers Edge (le 1^{er} juillet 2020).

Primes nettes émises par secteur comptable

Le tableau ci-après présente les primes nettes émises des établissements d'assurance et de réassurance de la société.

	2021	2020	% de variation par rapport à l'exercice précédent
Primes nettes émises – Assurance et réassurance de dommages			
Northbridge	1 917,4	1 540,4	24,5
Odyssey Group	4 849,4	3 789,6	28,0
Crum & Forster	2 689,3	2 543,0	5,8
Zenith National	713,0	646,1	10,3
Brit	1 998,3	1 775,6	12,5
Allied World	3 907,8	3 017,6	29,5
Fairfax Asia	260,6	221,6	17,6
Autres	1 473,6	1 183,8	24,5
	<u>17 809,4</u>	<u>14 717,7</u>	<u>21,0</u>
Assurance vie et Liquidation de sinistres	468,7	146,8	219,3
Primes nettes émises	<u>18 278,1</u>	<u>14 864,5</u>	<u>23,0</u>

Activités d'assurance et de réassurance de dommages

Les primes nettes émises de Northbridge pour 2021 ont progressé de 24,5 % (16,4 % après conversion en dollars canadiens) en raison surtout des transactions nouvelles, de l'augmentation du pourcentage de contrats conservés à leur renouvellement, des hausses tarifaires et d'une baisse des remboursements de primes du fait de la diminution des fermetures d'entreprises attribuables à la pandémie de COVID-19.

Les primes nettes émises d'Odyssey Group de 2021 ont augmenté de 28,0 %, ce qui reflète surtout une croissance du volume des transactions dans toutes les divisions, mais principalement dans la division Amérique du Nord (essentiellement en réassurance biens aux États-Unis, y compris un important traité de réassurance en quote-part couvrant les risques de propriétaires de maisons aux États-Unis qui ont été assurés à la fin de 2021, et en réassurance risques divers aux États-Unis), dans la division Assurance aux États-Unis (essentiellement la croissance des branches d'assurance récolte, d'assurance produits financiers et d'assurance responsabilité professionnelle) et dans le marché de Londres (essentiellement en assurance responsabilité civile et en assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants chez Newline), ces facteurs étant en partie contrebalancés par une augmentation des transactions à taux de cession élevé, surtout dans la division Assurance aux États-Unis.

Les primes nettes émises de Crum & Forster pour 2021 ont grimpé de 5,8 %, surtout par suite de la croissance des branches d'assurance accident et maladie (principalement l'assurance médicale et l'assurance voyage), d'assurance des entreprises (l'assurance cyberrisques essentiellement), et d'assurance risques successifs et d'assurance spécialisée (essentiellement l'assurance responsabilité civile générale et l'assurance responsabilité civile complémentaire), ces facteurs étant partiellement annulés par l'effet de la transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021 qui est décrite sous la rubrique « Crum & Forster » dans le présent rapport de gestion.

Les primes nettes émises de Zenith National pour 2021 ont augmenté de 10,3 % à cause surtout de l'accroissement des salaires assurables contre les accidents de travail, de la croissance des autres types d'assurance de dommages et de la désactualisation complète des provisions pour ajustements de primes constituées en 2020 relativement à la diminution prévue des salaires à assurer du fait de la COVID-19, ce qui a été partiellement contrebalancé par des baisses tarifaires dans la branche d'assurance contre les accidents de travail.

Les primes nettes émises de Brit de 2021 ont grimpé de 12,5 %, reflétant surtout le lancement de l'activité de souscription de Ki Insurance en 2021, des hausses dans certaines branches d'assurance de Londres (principalement les assurances cyberrisques, responsabilité professionnelle et biens), dans les branches de réassurance de Londres (principalement les traités de réassurance de dommages), dans la division Distribution internationale (principalement les traités de réassurance cyberrisques et de réassurance risques divers) et des hausses tarifaires dans la plupart des branches d'assurance, ces facteurs étant partiellement neutralisés par l'effet de la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 décrite sous la rubrique « Brit » du présent rapport de gestion.

Les primes nettes émises d'Allied World pour 2021 ont augmenté de 29,5 % grâce surtout aux nouvelles transactions et aux hausses tarifaires tant dans le secteur de l'assurance (essentiellement sur les plateformes d'Amérique du Nord et des marchés mondiaux en ce qui concerne l'assurance professionnelle et l'assurance risques divers successifs) que dans le secteur de la réassurance (essentiellement les branches de réassurance risques divers en Amérique du Nord) et à une hausse des primes conservées (principalement dans les branches d'assurance risques divers et d'assurance responsabilité professionnelle).

Les primes nettes émises de Fairfax Asia pour 2021 ont augmenté de 17,6 % en raison surtout de la consolidation de Singapore Re. Abstraction faite de Singapore Re, les primes nettes émises de 2021 ont reculé de 0,5 %, ce qui reflète surtout une réduction du volume des transactions concernant la réassurance en quote-part de 25 % au titre de la participation au résultat technique net du portefeuille d'assurance de MS First Capital chez Falcon Insurance, qui a été conservé dans une grande mesure, ces facteurs étant en partie contrebalancés par une hausse des volumes de transactions chez AMAG Insurance (en assurance automobile principalement) et chez Pacific Insurance (les assurances autres que l'assurance automobile).

Les primes nettes émises du secteur Assurance et réassurance – Autres en 2021 ont bondi de 24,5 %, du fait surtout de leur augmentation chez le groupe de réassurance, chez Fairfax CEE (Polish Re et Colonnade Insurance) et chez Fairfax Brasil, ce qui a été contrebalancé en partie par une diminution des primes conservées chez La Meridional Argentina (surtout du fait d'une entente de réassurance en quote-part).

Assurance vie et Liquidation de sinistres

Les primes nettes émises de 110,6 \$ d'Eurolife pour la période du 14 juillet 2021 au 31 décembre 2021 découlent essentiellement des polices d'assurance vie traditionnelle (assurance vie entière et assurance vie temporaire), des assurances collectives, y compris les prestations de retraite, et des assurances accident et maladie.

Se reporter à la rubrique Liquidation de sinistres du présent rapport de gestion qui décrit les primes nettes émises du secteur Liquidation de sinistres relatives à la transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021, au transfert du premier trimestre de 2020 effectué en vertu de la Partie VII et à la transaction de réassurance du premier trimestre de 2020.

Primes nettes acquises par région géographique

Comme il est indiqué à la note 25 (Informations sectorielles) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021, les activités de la société aux États-Unis, au Canada, dans le secteur International et en Asie ont représenté respectivement 62,4 %, 12,6 %, 17,5 % et 7,5 % des primes nettes acquises en 2021 selon la répartition géographique, contre respectivement 62,4 %, 11,9 %, 17,8 % et 7,9 % en 2020.

États-Unis

Les primes nettes acquises aux États-Unis se sont accrues de 18,2 %, passant de 8 741,0 \$ en 2020 à 10 333,4 \$ en 2021, ce qui reflète surtout les augmentations enregistrées chez Allied World (croissance dans les secteurs de l'assurance et de la réassurance risques divers et risques professionnels), chez Odyssey Group (croissance dans le secteur de réassurance (biens et risques divers essentiellement) et dans le secteur de l'assurance (récolte, produits financiers et responsabilité professionnelle)), chez Brit (division Distribution internationale – essentiellement traité de réassurance cyberrisques et de réassurance risques divers), chez Crum & Forster (croissance dans les branches d'assurance médicale et voyage, d'assurance cyberrisques, d'assurance responsabilité civile générale et d'assurance responsabilité civile complémentaires), augmentations neutralisées partiellement en raison de la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 chez Brit.

Canada

Les primes nettes acquises au Canada ont augmenté de 25,3 % en passant de 1 659,0 \$ en 2020 à 2 078,2 \$ en 2021, du fait surtout d'une augmentation chez Northbridge qui résulte des transactions nouvelles, du pourcentage élevé de contrats conservés à leur renouvellement, des hausses tarifaires et d'une diminution des remboursements de primes du fait d'une diminution des fermetures d'entreprises attribuables à la pandémie de COVID-19.

International

Les primes nettes acquises dans le secteur géographique International ont augmenté de 16,7 % en passant de 2 483,9 \$ en 2020 à 2 899,4 \$ en 2021, ce qui reflète surtout des hausses dans le secteur Assurance et réassurance – Autres (croissance dans tous les secteurs d'exploitation et consolidation d'Eurolife General), chez Allied World (principalement une croissance dans les branches d'assurance professionnelle en Europe) et chez Odyssey Group (essentiellement en assurance responsabilité civile et en assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants chez Newline), ces facteurs étant en partie contrebalancés par la diminution des primes nettes acquises dans le secteur comptable Assurance vie et Liquidation de sinistres (reflétant essentiellement les transactions du premier trimestre de 2020 dans le secteur Liquidation de sinistres, dont les effets ont été partiellement contrebalancés par la consolidation d'Eurolife le 14 juillet 2021).

Asie

Les primes nettes acquises en Asie ont augmenté de 12,9 % en passant de 1 104,8 \$ en 2020 à 1 247,0 \$ en 2021, ce qui reflète surtout des augmentations dans le secteur Assurance et réassurance – Autres (croissance chez le groupe de réassurance et Polish Re) et chez Odyssey Group (croissance en réassurance automobile et réassurance biens), ainsi que la consolidation de Singapore Re.

Sources du résultat net

Le tableau ci-après présente les sources du résultat net de la société pour les exercices clos les 31 décembre 2021, 2020 et 2019, selon les montants présentés à la note 25 (Informations sectorielles) des états financiers consolidés de la société pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, dans un format que la société a constamment utilisé et qui, selon elle, permet de comprendre de quoi elle est composée et de quelle manière elle gère ses activités. Le tableau qui suit présente séparément les ratios mixtes et les résultats techniques de chacune des entités du secteur comptable Assurance et réassurance de dommages. Le résultat d'exploitation tel qu'il est présenté pour les secteurs comptables Assurance et réassurance de dommages, Assurance vie et Liquidation de sinistres et Sociétés autres que des sociétés d'assurance tient compte des intérêts et des dividendes ainsi que de la quote-part du résultat net des entreprises associées, mais ne tient pas compte des profits et pertes nets sur les placements, qui sont considérés comme une source de revenus d'investissement moins prévisible. Les profits (pertes) nets sur placements sont ventilés entre les profits (pertes) réalisés nets sur placements et la variation nette des profits (pertes) latents sur placements, ce qui concorde avec la manière dont la direction examine les résultats des stratégies de gestion de placements de la société.

	2021	2020	2019
Ratios mixtes – Assurance et réassurance de dommages			
Northbridge	88,8 %	92,4 %	96,2 %
Odyssey Group	97,8 %	94,7 %	97,2 %
Crum & Forster	95,9 %	97,5 %	97,6 %
Zenith National	88,4 %	91,9 %	85,2 %
Brit	96,8 %	114,0 %	96,9 %
Allied World	93,4 %	95,4 %	97,5 %
Fairfax Asia	91,9 %	96,8 %	97,0 %
Autres	98,5 %	99,5 %	101,7 %
Données consolidées	<u>95,0 %</u>	<u>97,8 %</u>	<u>96,9 %</u>
Sources du résultat net			
Résultat d'exploitation – Assurance et réassurance de dommages :			
Bénéfice (perte) technique :			
Northbridge	202,2	108,8	46,7
Odyssey Group	92,2	189,9	89,9
Crum & Forster	101,9	60,1	51,8
Zenith National	82,8	51,9	108,8
Brit	55,6	(240,3)	51,1
Allied World	226,4	126,0	57,7
Fairfax Asia	20,1	7,1	6,4
Autres	20,0	5,5	(17,9)
Bénéfice technique	<u>801,2</u>	<u>309,0</u>	<u>394,5</u>
Intérêts et dividendes	441,7	560,6	657,0
Quote-part du résultat net des entreprises associées	324,1	46,2	56,0
Résultat d'exploitation – Assurance et réassurance de dommages	<u>1 567,0</u>	<u>915,8</u>	<u>1 107,5</u>
Résultat d'exploitation – Assurance vie et Liquidation de sinistres	(272,9)	(194,6)	(214,7)
Résultat d'exploitation – Sociétés autres que des sociétés d'assurance	(7,0)	(178,7)	(2,4)
Charge d'intérêts	(513,9)	(475,9)	(472,0)
Frais généraux du siège social et autres frais	(89,7)	(252,7)	98,1
Profit sur la vente et la consolidation de filiales d'assurance	264,0	117,1	—
Résultat avant impôt et avant profits (pertes) nets sur placements	<u>947,5</u>	<u>(69,0)</u>	<u>516,5</u>
Profits (pertes) réalisés nets sur placements	<u>1 463,0</u>	<u>(669,1)</u>	<u>633,4</u>
Résultat avant impôt, compte tenu des profits (pertes) réalisés nets sur placements	<u>2 410,5</u>	<u>(738,1)</u>	<u>1 149,9</u>
Variation nette des profits latents sur placements	<u>1 982,1</u>	<u>982,2</u>	<u>1 082,8</u>
Résultat avant impôt	<u>4 392,6</u>	<u>244,1</u>	<u>2 232,7</u>
Charge d'impôt	<u>(726,0)</u>	<u>(206,7)</u>	<u>(261,5)</u>
Résultat net	<u>3 666,6</u>	<u>37,4</u>	<u>1 971,2</u>
Attribuable aux :			
Actionnaires de Fairfax	3 401,1	218,4	2 004,1
Participations ne donnant pas le contrôle	265,5	(181,0)	(32,9)
	<u>3 666,6</u>	<u>37,4</u>	<u>1 971,2</u>
Résultat net par action	129,33 \$	6,59 \$	72,80 \$
Résultat net dilué par action	122,25 \$	6,29 \$	69,79 \$
Dividendes en trésorerie versés par action	10,00 \$	10,00 \$	10,00 \$

Pour l'exercice 2021, la société présente un résultat net positif attribuable aux actionnaires de Fairfax de 3 401,1 \$ (bénéfice de base par action de 129,33 \$ et bénéfice dilué par action de 122,25 \$), contre 218,4 \$ pour 2020 (bénéfice de base par action de 6,59 \$ et bénéfice dilué par action de 6,29 \$). L'augmentation de la rentabilité de l'exercice en regard de celle de l'exercice précédent reflète surtout ce qui suit :

Bénéfice technique – Assurance et réassurance de dommages

Le ratio mixte consolidé des établissements d'assurance et de réassurance de dommages s'est établi à 95,0 % en 2021, produisant un bénéfice technique de 801,2 \$ malgré des sinistres liés à des catastrophes et liés à la COVID-19 de 1 203,2 \$ (7,5 points de ratio mixte), contre un ratio mixte de 97,8 % et un bénéfice technique de 309,0 \$ en 2020. Les établissements d'assurance et de réassurance de dommages ont continué d'enregistrer une évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures, dont l'incidence positive s'est chiffrée à 355,6 \$ ou à 2,2 points de ratio mixte, contre 454,9 \$ et 3,3 points de ratio mixte en 2020. L'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures pour 2021 et 2020 se ventile comme suit :

	2021 ¹⁾	2020
Assurance et réassurance de dommages		
Northbridge	(29,2)	(39,2)
Odyssey Group	(120,1)	(219,5)
Crum & Forster	(3,7)	(5,2)
Zenith National	(70,8)	(74,1)
Brit	(100,1)	(62,8)
Allied World	18,8	(5,1)
Fairfax Asia	(21,5)	(18,5)
Autres	(29,0)	(30,5)
Evolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures	<u>(355,6)</u>	<u>(454,9)</u>

1) Compte tenu d'une évolution défavorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures liés à la COVID-19 de 73,5 \$, principalement chez Odyssey Group et Allied World relativement à l'assurance perte d'exploitation hors Amérique du Nord qu'elles ont acceptée en réassurance.

Le tableau qui suit présente les sinistres liés à des catastrophes et les sinistres liés à la COVID-19 survenus en 2021 et en 2020.

	2021		2020	
	Sinistres ¹⁾	Incidence sur le ratio mixte ²⁾	Sinistres ¹⁾	Incidence sur le ratio mixte ²⁾
Ouragan Ida	407,9	2,5	—	—
Tempêtes hivernales aux E.-U.	246,0	1,5	—	—
Inondations en Europe	219,8	1,4	—	—
Ouragan Laura	—	—	148,7	1,1
Ouragan Sally	—	—	69,9	0,5
Derecho du Midwest	—	—	55,4	0,4
Autres	274,4	1,8	370,3	2,7
Total des sinistres liés à des catastrophes	<u>1 148,1</u>	<u>7,2</u>	<u>644,3</u>	<u>4,7</u>
Sinistres liés à la COVID-19 ³⁾	55,1	0,3	668,7	4,8
	<u>1 203,2</u>	<u>7,5</u> points	<u>1 313,0</u>	<u>9,5</u> points

1) Déduction faite des primes de reconstitution.

2) En points de ratio mixte.

3) Les sinistres liés à la COVID-19 de 2021 concernent essentiellement l'assurance annulation d'évènement (quelque 51 %) et l'assurance accident et maladie (environ 42 %). Les sinistres de 2020 liés à la COVID-19 concernaient essentiellement l'assurance perte d'exploitation (environ 35 %, surtout d'entreprises hors Amérique du Nord), l'assurance annulation d'évènement (environ 34 %) et l'assurance frais médicaux dus à la pandémie (quelque 10 %).

Le tableau qui suit présente les éléments constituant les ratios mixtes de la société pour les exercices respectifs clos le 31 décembre.

	2021	2020
Bénéfice technique – Assurance et réassurance de dommages	<u>801,2</u>	<u>309,0</u>
Sinistres et frais de règlement de sinistres – année de survenance	64,9 %	68,7 %
Commissions	17,2 %	17,0 %
Charges techniques	15,1 %	15,4 %
Ratio mixte – année de survenance	<u>97,2 %</u>	<u>101,1 %</u>
Evolution favorable nette des provisions pour sinistres	(2,2) %	(3,3) %
Ratio mixte – année civile	<u>95,0 %</u>	<u>97,8 %</u>

Le ratio de la charge de commissions de 17,2 % pour 2021 représente une légère hausse comparativement à celui de 17,0 % établi pour 2020, qui découle surtout des transactions de réassurance de 2021 qui ont rajouté 0,7 % au ratio (la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 chez Brit et la transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021 chez Crum & Forster ont fait diminuer les primes nettes acquises), ce qui a été partiellement compensé par une baisse chez Allied World (essentiellement une diminution des commissions brutes moyennes, surtout dans le secteur de l'assurance).

Le ratio des charges techniques par rapport aux primes de 2021 a fléchi comparativement à celui de 2020, passant de 15,4 % à 15,1 %, principalement en raison d'une baisse de ce ratio chez Allied World, Northbridge et Zenith National (surtout du fait d'une augmentation des primes nettes acquises chez chacune de ces sociétés, alors que les autres éléments de leurs charges techniques n'ont augmenté que légèrement), ce qui a été partiellement contrebalancé par l'effet des transactions de réassurance de 2021 déjà mentionnées, lesquelles ont rajouté 0,6 % au ratio.

Les autres éléments des charges techniques de 2021 se sont accrus en regard de ceux de 2020, passant de 2 119,9 \$ à 2 431,9 \$, par suite surtout de la croissance du volume des transactions chez la plupart des établissements d'assurance et de réassurance. Pour un complément d'information, voir la note 25 (Informations sectorielles) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Charges d'exploitation et autres charges

Les charges d'exploitation, telles qu'elles sont présentées à l'état consolidé du résultat net, se sont accrues en atteignant 2 946,1 \$ en 2021, contre 2 536,5 \$ en 2020, reflétant surtout l'accroissement des autres éléments des charges techniques des établissements d'assurance et de réassurance de dommages (comme il a été mentionné au paragraphe précédent) et l'augmentation des frais généraux du siège social imputés à Fairfax et aux sociétés de portefeuille filiales (voir la rubrique « Frais généraux du siège social et autres frais » du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires).

Les autres charges de 2021, telles qu'elles sont présentées dans l'état consolidé du résultat net, ont augmenté en se montant à 5 086,9 \$, contre 4 858,9 \$ pour 2020, ce qui reflète principalement la croissance du volume des ventes chez Boat Rocker et Dexterra Group (en partie à cause de l'acquisition inversée de Horizon North le 29 mai 2020) et l'effet de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les sociétés autres que des sociétés d'assurance au Canada, ce qui a été partiellement contrebalancé par la déconsolidation de Fairfax Africa (le 8 décembre 2020) et de Privi chez Fairfax India (le 29 avril 2021) et par une diminution des charges dans le secteur d'exploitation Restaurants et commerces de détail (en raison de la déconsolidation de Toys "R" Us Canada le 19 août 2021, dont l'effet a été partiellement annulé par la croissance du volume des ventes). Pour en savoir plus, se reporter à la rubrique « Sociétés autres que des sociétés d'assurance » du présent rapport de gestion.

Revenu d'investissement

Une analyse des intérêts et dividendes, de la quote-part du résultat net positif (négatif) des entreprises associées et des profits nets sur placements pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 est fournie à la rubrique « Placements » du présent rapport de gestion.

Résultat net par secteur comptable

Les sources du résultat net de la société par secteur comptable pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 sont détaillées dans les tableaux ci-après. Dans la colonne « Éliminations et ajustements », l'ajustement des primes brutes émises vient éliminer les primes au titre des cessions en réassurance au sein du groupe, en particulier chez Odyssey Group, Allied World et le groupe de réassurance. Dans cette colonne, on présente aussi les ajustements visant à éliminer les honoraires de gestion de placements et d'administration que les sociétés en exploitation ont versés à la société de portefeuille. Ces honoraires sont pris en compte dans les intérêts et les dividendes (en tant que frais de gestion de placements) par les sociétés en exploitation et dans les frais généraux du siège social et autres (frais) produits par le secteur comptable Siège social et autres.

Exercice clos le 31 décembre 2021

Assurance et réassurance de dommages										Assurance vie et Liquidation de sinistres	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Siège social et autres	Éliminations et ajustements (892,9)	Données consolidées 23 910,2
Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total						
Primes brutes émises	2 126,6	5 746,3	3 729,7	735,2	3 238,3	5 851,9	537,0	2 365,8	24 330,8	472,3	—	—	—	23 910,2
Primes nettes émises	1 917,4	4 849,4	2 689,3	713,0	1 998,3	3 907,8	260,6	1 473,6	17 809,4	468,7	—	—	—	18 278,1
Primes nettes acquises	1 800,9	4 245,9	2 512,8	711,1	1 754,3	3 451,6	249,7	1 363,9	16 090,2	467,8	—	—	—	16 558,0
Bénéfice (perte) technique	202,2	92,2	101,9	82,8	55,6	226,4	20,1	20,0	801,2	(309,0)	—	—	0,3	492,5
Intérêts et dividendes	59,7	117,0	69,0	6,4	43,4	76,3	19,2	50,7	441,7	19,3	(94,7)	24,6	249,9	640,8
Quote-part du résultat net des entreprises associées	1,9	101,6	66,6	35,1	31,5	51,7	12,2	23,5	324,1	16,8	22,3	38,8	—	402,0
Secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	65,4	—	5,7	71,1
Résultat d'exploitation	263,8	310,8	237,5	124,3	130,5	354,4	51,5	94,2	1 567,0	(272,9)	(7,0)	63,4	255,9	1 606,4
Profits nets sur placements ¹⁾	269,2	419,2	201,9	47,4	6,9	178,0	1 485,7	36,2	2 644,5	69,7	266,0	464,9	—	3 445,1
Profit sur la vente et la consolidation de filiales d'assurance	—	—	—	—	33,2	35,5	60,8	4,0	133,5	—	—	130,5	—	264,0
Charge d'intérêts	(1,2)	(4,4)	(3,7)	(3,7)	(18,3)	(27,8)	(0,2)	(2,2)	(61,5)	(7,9)	(140,3)	(305,4)	1,2	(513,9)
Frais généraux du siège social et autres	(11,8)	(18,9)	(32,7)	(9,2)	(13,2)	(55,9)	(19,8)	(2,5)	(164,0)	(38,4)	—	50,0	(256,6)	(409,0)
Résultat avant impôt	520,0	706,7	403,0	158,8	139,1	484,2	1 578,0	129,7	4 119,5	(249,5)	118,7	403,4	0,5	4 392,6
Charge d'impôt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(726,0)
Résultat net	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3 666,6
Attribuable aux : Actionnaires de Fairfax Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3 401,1
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	265,5
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3 666,6

1) Compte tenu des profits nets sur la déconsolidation de filiales n'appartenant pas au secteur de l'assurance, essentiellement la déconsolidation de la filiale de Fairfax India, soit Prvi (94,9 \$) et de Toys "R" Us Canada (85,7 \$), comme il est décrit à la note 23 (Acquisitions et dessaisissements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Exercice clos le 31 décembre 2020

Assurance et réassurance de dommages										Liquidation de sinistres	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Siège social et autres	Éliminations et ajustements (377,7)	Données consolidées 19 125,9
Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total						
Primes brutes émises	1 735,2	4 446,7	3 109,4	661,7	2 424,4	4 247,7	1 874,0	19 356,8	146,8	—	—	—	—	19 125,9
Primes nettes émises	1 540,4	3 789,6	2 543,0	646,1	1 775,6	3 017,6	221,6	1 183,8	14 717,7	146,8	—	—	—	14 864,5
Primes nettes acquises	1 424,1	3 586,6	2 426,2	643,8	1 710,7	2 722,6	221,7	1 124,9	13 860,6	128,1	—	—	—	13 988,7
Bénéfice (perte) technique	108,8	189,9	60,1	51,9	(240,3)	126,0	7,1	5,5	309,0	(208,1)	—	—	—	100,9
Intérêts et dividendes	56,2	151,2	79,6	19,0	58,2	126,7	20,0	49,7	560,6	24,7	47,1	55,8	81,0	769,2
Quote-part du résultat net des entreprises associées	(3,0)	27,8	(14,8)	(4,2)	6,6	35,6	14,6	(16,4)	46,2	(11,2)	(100,2)	(47,6)	—	(112,8)
Secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(125,6)	—	(13,7)	(139,3)
Résultat d'exploitation	162,0	368,9	124,9	66,7	(175,5)	288,3	41,7	38,8	915,8	(194,6)	(178,7)	8,2	67,3	618,0
Profits (pertes) nets sur placements	105,7	(26,9)	(158,2)	(59,9)	24,4	246,0	12,3	(7,0)	136,4	(96,9)	(65,6)	339,2	—	313,1
Profit (perte) sur la vente de filiales d'assurance	—	(30,5)	(25,8)	—	—	—	—	—	(56,3)	(9,0)	—	182,4	—	117,1
Charge d'intérêts	(1,3)	(6,4)	(4,7)	(3,8)	(19,0)	(30,3)	(0,4)	(1,7)	(67,6)	(2,3)	(170,6)	(235,6)	0,2	(475,9)
Frais généraux du siège social et autres	(8,1)	(10,5)	(28,2)	(9,8)	(11,9)	(79,2)	(6,0)	(1,4)	(155,1)	(0,2)	—	(82,6)	(90,3)	(328,2)
Résultat avant impôt	258,3	294,6	(92,0)	(6,8)	(182,0)	424,8	47,6	28,7	773,2	(303,0)	(414,9)	211,6	(22,8)	244,1
Charge d'impôt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(206,7)
Résultat net	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37,4
Attribuable aux : Actionnaires de Fairfax Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	218,4
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(181,0)
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37,4

Composantes du résultat net

Résultats techniques et résultats d'exploitation

Les résultats techniques et les résultats d'exploitation des entités du secteur comptable Assurance et réassurance de dommages, le résultat avant impôt, charge d'intérêts et autres d'Eurolife, le résultat d'exploitation du secteur Liquidation de sinistres et le résultat avant impôt et charge d'intérêts du secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance des exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 sont présentés ci-après. Les intérêts et dividendes, la quote-part du résultat net positif (négalif) des entreprises associées et les profits (pertes) nets sur placements, par secteur comptable, des exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 sont présentés à la rubrique « Placements » du présent rapport de gestion.

Northbridge

	\$ CA		2021	2020
	2021	2020		
Bénéfice technique	253,4	145,8	202,2	108,8
Sinistres et frais de règlement de sinistres – année de survenance	57,6 %	61,7 %	57,6 %	61,7 %
Commissions	17,5 %	17,1 %	17,5 %	17,1 %
Charges techniques	15,3 %	16,4 %	15,3 %	16,4 %
Ratio mixte – année de survenance	90,4 %	95,2 %	90,4 %	95,2 %
Évolution favorable nette	(1,6) %	(2,8) %	(1,6) %	(2,8) %
Ratio mixte – année civile	88,8 %	92,4 %	88,8 %	92,4 %
Primes brutes émises	2 665,2	2 325,9	2 126,6	1 735,2
Primes nettes émises	2 403,0	2 064,8	1 917,4	1 540,4
Primes nettes acquises	2 256,9	1 909,0	1 800,9	1 424,1
Bénéfice technique	253,4	145,8	202,2	108,8
Intérêts et dividendes	74,8	75,3	59,7	56,2
Quote-part du résultat net des entreprises associées	2,3	(4,0)	1,9	(3,0)
Résultat d'exploitation	330,5	217,1	263,8	162,0

En 2021, le cours du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain s'est apprécié de 7,0 % en moyenne par rapport à la moyenne de 2020. Pour éviter la distorsion causée par la conversion des devises, le tableau ci-dessus présente le résultat technique et le résultat d'exploitation de Northbridge en dollars américains et en dollars canadiens (monnaie fonctionnelle de Northbridge). L'analyse qui suit fait référence aux montants en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Pour l'exercice 2021, Northbridge présente un bénéfice technique de 253,4 \$ CA (202,2 \$) et un ratio mixte de 88,8 %, contre 145,8 \$ CA (108,8 \$) et 92,4 % pour l'exercice 2020. La hausse du bénéfice technique de 2021 est surtout attribuable à une diminution des sinistres attritionnels dans l'année même (dans la plupart des branches) en raison d'une baisse dans la fréquence des sinistres du fait de la pandémie de COVID-19, à la hausse continue des tarifs, à une augmentation des primes nettes acquises, alors que les charges techniques n'ont augmenté que légèrement, et à l'absence de sinistres liés à la COVID-19 en 2021 contrairement aux sinistres de 58,9 \$ CA (43,9 \$) enregistrés en 2020, ces facteurs étant partiellement neutralisés par une diminution du montant de l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures.

	2021			2020		
	\$ CA Sinistres ¹⁾	Sinistres ¹⁾	Incidence sur le ratio mixte	\$ CA Sinistres ¹⁾	Sinistres ¹⁾	Incidence sur le ratio mixte
Sinistres liés à des catastrophes ²⁾	30,4	24,3	1,3	38,6	28,8	2,0
Sinistres liés à la COVID-19 ³⁾	—	—	—	58,9	43,9	3,1
	30,4	24,3	1,3 point	97,5	72,7	5,1 points

1) Déduction faite des primes de reconstitution.

2) Les sinistres liés à des catastrophes de 2021 sont essentiellement les inondations de la Colombie-Britannique. Les sinistres liés à des catastrophes de 2020 étaient essentiellement les inondations de Fort McMurray et les tempêtes de grêle de Calgary.

3) Les sinistres liés à la COVID-19 de 2020 concernaient essentiellement les établissements de soins de longue durée et les pertes d'exploitation.

L'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures pour 2021, soit 36,6 \$ CA (29,2 \$ ou 1,6 point de ratio mixte), traduit essentiellement une évolution meilleure que prévu des provisions pour sinistres établies pour les branches d'assurance automobile et d'assurance biens, essentiellement en ce qui concerne les années de survenance de 2018 à 2020, inclusivement, contrebalancée en partie par une évolution défavorable des sinistres collectifs latents associés à d'anciennes activités de Northbridge. L'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures pour 2020, soit 52,6 \$ CA (39,2 \$ ou 2,8 points de ratio mixte), traduisait essentiellement une évolution meilleure que prévu des provisions pour sinistres établies pour toutes les principales branches d'assurance, essentiellement en ce qui concerne les années de survenance de 2013 à 2018, inclusivement.

Les primes brutes émises de 2021 ont progressé de 14,6 % en raison des transactions nouvelles, de l'augmentation du pourcentage de contrats conservés à leur renouvellement, des hausses tarifaires et d'une baisse des remboursements de primes du fait de la diminution des fermetures d'entreprises attribuables à la pandémie de COVID-19. Les primes nettes émises de 2021 ont augmenté de 16,4 %, à la mesure de la croissance des primes brutes émises et de l'augmentation des primes brutes émises conservées du côté de l'assurance biens. Les primes nettes acquises de 2021 ont progressé de 18,2 %, à la mesure de la croissance des primes nettes émises dans les premiers mois de 2021.

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation (exclusion faite des flux de trésorerie d'exploitation liés aux placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) ont augmenté, passant de 328,6 \$ CA (245,2 \$) en 2020 à 811,2 \$ CA (647,3 \$) en 2021, en raison surtout de l'augmentation des primes nettes encaissées et de la diminution du montant net payé au titre des sinistres.

Odyssey Group¹⁾

	2021		2020
	92,2		189,9
Bénéfice technique			
Sinistres et frais de règlement de sinistres – année de survenance	73,3	%	73,9
Commissions	18,8	%	19,3
Charges techniques	8,5	%	7,6
Ratio mixte – année de survenance	100,6	%	100,8
Évolution favorable nette	(2,8)	%	(6,1)
Ratio mixte – année civile	97,8	%	94,7
Primes brutes émises	5 746,3		4 446,7
Primes nettes émises	4 849,4		3 789,6
Primes nettes acquises	4 245,9		3 586,6
Bénéfice technique	92,2		189,9
Intérêts et dividendes	117,0		151,2
Quote-part du résultat net des entreprises associées	101,6		27,8
Résultat d'exploitation	310,8		368,9

1) Ces résultats diffèrent de ceux qu'Odyssey Group a publiés en raison surtout des différences entre les IFRS et les PCGR américains ainsi que des ajustements comptables liés au prix d'acquisition (essentiellement associés au goodwill et aux immobilisations incorporelles) comptabilisés par Fairfax du fait de la fermeture du capital d'Odyssey Group en 2009.

Le 15 décembre 2021, Odyssey Group a émis des actions équivalentes à une participation globale de 9,99 % à l'intention d'une filiale de l'OIRPC et à l'intention d'OMERS pour une contrepartie en trésorerie de 900,0 \$ qu'Odyssey Group a ultérieurement payée à Fairfax sous forme d'un dividende. Il y a lieu de se reporter à la sous-rubrique « Acquisitions et dessaisissements » de la rubrique « Expansion des activités » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Pour 2021, Odyssey Group présente un bénéfice technique de 92,2 \$ et un ratio mixte de 97,8 %, contre 189,9 \$ et 94,7 % pour 2020. La baisse du bénéfice technique de 2021 résulte surtout d'une diminution du montant de l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures et d'une augmentation des sinistres liés à des catastrophes de la période même (voir le tableau ci-après), ces facteurs étant partiellement neutralisés par l'absence de sinistres liés à la COVID-19 en 2021, contrairement aux sinistres de 140,0 \$ enregistrés en 2020, et par la croissance des primes nettes acquises (notamment par suite des hausses tarifaires dans la plupart des branches d'assurance), alors que les charges techniques ont augmenté (ce qui reflète surtout une réduction en 2020 des charges au titre des avantages complémentaires de retraite en raison de la modification d'un régime).

	2021		2020	
	Sinistres¹⁾	Incidence sur le ratio mixte	Sinistres¹⁾	Incidence sur le ratio mixte
Inondations en Europe	127,2	3,0	—	—
Ouragan Ida	70,1	1,7	—	—
Tempêtes hivernales aux É.-U.	47,8	1,1	—	—
Ouragan Laura	—	—	25,8	0,7
Derecho du Midwest	—	—	16,4	0,5
Autres	176,4	4,2	147,9	4,1
Total des sinistres liés à des catastrophes	421,5	10,0	190,1	5,3
Sinistres liés à la COVID-19 ²⁾	—	—	140,0	3,9
	421,5	10,0 points	330,1	9,2 points

1) Déduction faite des primes de reconstitution.

2) Les sinistres liés à la COVID-19 de 2020 concernent essentiellement la réassurance perte d'exploitation hors Amérique du Nord.

Le montant de l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures de 120,1 \$ (2,8 points de ratio mixte) pour 2021 a fléchi par rapport à celui de 2020, qui était de 219,5 \$ (6,1 points de ratio mixte). L'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures en 2021 reflète essentiellement une évolution meilleure que prévu dans la division Assurance aux États-Unis (risques divers essentiellement), dans le marché de Londres (risques divers essentiellement) et en Amérique latine (principalement les sinistres attritionnels en réassurance), ce qui a été partiellement contrebalancé par une évolution défavorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures dans la division eurasienne (principalement les sinistres liés à la COVID-19). L'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures en 2020 reflète essentiellement une évolution meilleure que prévu de la sinistralité dans toutes les divisions (principalement la division eurasienne, la division Assurance aux États-Unis et le marché de Londres), que ce soit la sinistralité non liée à des catastrophes ou la sinistralité liée à des catastrophes (assurance biens), du côté de la réassurance principalement.

Les primes brutes émises de 2021 ont augmenté de 29,2 %, ce qui reflète une croissance du volume des transactions dans toutes les divisions, mais principalement dans la division Amérique du Nord (essentiellement en réassurance biens aux États-Unis, y compris un important traité de réassurance en quote-part couvrant les risques de propriétaires de maisons aux États-Unis qui ont été assurés à la fin de 2021, et en réassurance risques divers aux États-Unis), dans la division Assurance aux États-Unis (essentiellement la croissance des branches d'assurance récolte, d'assurance produits financiers et d'assurance responsabilité professionnelle) et dans le marché de Londres (essentiellement en assurance responsabilité civile et en assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants chez Newline). Les primes nettes émises de 2021 ont augmenté de 28,0 % grâce surtout à la croissance des primes brutes émises, malgré une augmentation des transactions à taux de cession élevé, surtout dans la division Assurance aux États-Unis. Les primes nettes acquises de 2021 ont augmenté de 18,4 %, de manière cohérente avec la croissance des primes nettes émises de 2021 et de 2020 et le décalage normal entre le moment où les primes sont émises et le moment où ces primes deviennent acquises, hausse qui résulte surtout de l'important contrat de réassurance biens en quote-part conclu à la fin de 2021 dont il a été question plus haut.

Le ratio des charges techniques par rapport aux primes de 2021 a augmenté comparativement à celui de 2020, passant de 7,6 % à 8,5 %, principalement en raison d'une diminution de la charge au titre des avantages complémentaires de retraite du fait d'un recouvrement faisant suite à une modification de régime en 2020, ce qui a été partiellement contrebalancé par une augmentation de moindre ampleur des autres éléments des charges techniques comparativement à l'augmentation des primes acquises.

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation (exclusion faite des flux de trésorerie d'exploitation liés aux placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) ont augmenté, passant de 957,4 \$ en 2020 à 1 298,8 \$ en 2021, grâce surtout à l'augmentation des primes nettes encaissées et à la diminution des paiements d'impôt.

Crum & Forster

	2021¹⁾		2020
	101,9		60,1
Bénéfice technique			
Sinistres et frais de règlement de sinistres – année de survenance	57,1 %		62,7 %
Commissions	20,5 %		17,1 %
Charges techniques	18,4 %		17,9 %
Ratio mixte – année de survenance	96,0 %		97,7 %
Évolution favorable nette	(0,1) %		(0,2) %
Ratio mixte – année civile	95,9 %		97,5 %
Primes brutes émises	3 729,7		3 109,4
Primes nettes émises	2 689,3		2 543,0
Primes nettes acquises	2 512,8		2 426,2
Bénéfice technique	101,9		60,1
Intérêts et dividendes	69,0		79,6
Quote-part du résultat net des entreprises associées	66,6		(14,8)
Résultat d'exploitation	237,5		124,9

- 1) Le 1^{er} octobre 2021, Crum & Forster a réalisé un transfert de portefeuille de sinistres à Resolution Group Reinsurance (Barbados) Limited, qui est une société comprise dans le secteur comptable Assurance vie et Liquidation de sinistres, dans le but de réassurer toutes les provisions nettes pour sinistres associées majoritairement aux assurances biens, responsabilité civile et indemnisation des accidents de travail pour les années de survenance allant jusqu'en 2014, inclusivement (la « transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021 »). Par suite de cette transaction, Crum & Forster a cédé un passif net au titre des contrats d'assurance de 358,1 \$ pour une contrepartie de 358,1 \$ qui a été comptabilisée en diminution de 358,1 \$ des primes nettes émises, des primes nettes acquises et des sinistres et a été éliminée dans l'information financière consolidée de Fairfax.

Pour 2021, Crum & Forster présente un bénéfice technique de 101,9 \$ et un ratio mixte de 95,9 %, contre 60,1 \$ et 97,5 % pour 2020. La hausse du bénéfice technique de 2021 est surtout attribuable à une croissance des primes nettes acquises (ainsi qu'à des hausses tarifaires dans la plupart des branches d'assurance), alors que les charges techniques ont peu augmenté, et à une réduction des sinistres liés à la COVID-19 et des sinistres liés à des catastrophes de la période même (voir le tableau ci-après). L'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures a été minime pour 2021 et 2020.

	2021		2020	
	Sinistres ¹⁾	Incidence sur le ratio mixte	Sinistres ¹⁾	Incidence sur le ratio mixte
Tempêtes hivernales aux E.-U.	45,4	1,8	—	—
Ouragan Ida	28,0	1,1	—	—
Ouragan Sally	—	—	34,5	1,4
Ouragan Laura	—	—	16,6	0,7
Autres	14,1	0,6	44,3	1,8
Total des sinistres liés à des catastrophes	87,5	3,5	95,4	3,9
Sinistres liés à la COVID-19 ²⁾	22,7	0,9	42,5	1,8
	<u>110,2</u>	<u>4,4</u> points	<u>137,9</u>	<u>5,7</u> points

1) Déduction faite des primes de reconstitution.

2) Les sinistres liés à la COVID-19 de 2021 concernent essentiellement les assurances accident et maladie. Les sinistres liés à la COVID-19 de 2020 concernaient surtout les assurances accident et maladie et les assurances perte d'exploitation.

Les primes brutes émises de 2021 ont progressé de 19,9 %, surtout par suite d'une croissance dans la branche d'assurance accident et maladie (principalement l'assurance médicale et l'assurance voyage), dans la branche d'assurance des entreprises (principalement l'assurance cyberrisques) et dans la branche d'assurance risques successifs et d'assurance spécialisée (principalement l'assurance responsabilité civile générale et l'assurance responsabilité civile complémentaire). Les primes nettes émises de 2021 ont augmenté de 5,8 % en raison des mêmes facteurs qui ont agi sur les primes brutes émises, mais qui ont été partiellement annulés par la transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021 dont il est question à la note 1 du tableau ci-dessus. Compte non tenu de la transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021, les primes nettes émises de 2021 ont augmenté de 19,8 %, de manière cohérente avec la croissance des primes brutes émises. Les primes nettes acquises de 2021 se sont accrues de 3,6 % par suite surtout de la croissance des primes nettes émises en 2021, malgré les retombées de la transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021.

Le ratio de la charge de commissions de 2021 a augmenté comparativement à celui de 2020, passant de 17,1 % à 20,5 %, principalement en raison de la transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021 qui a fait baisser les primes nettes acquises et, dans une moindre mesure, à cause d'une augmentation de certaines souscriptions en assurance caution, sur laquelle les commissions sont plus élevées. Le ratio des charges techniques par rapport aux primes de 2021 a augmenté comparativement à celui de 2020, passant de 17,9 % à 18,4 %, principalement en raison d'une diminution des primes nettes acquises, qui est attribuable à la transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021, ce qui a été partiellement contrebalancé par une augmentation de moindre ampleur des autres éléments des charges techniques comparativement à l'augmentation des primes nettes acquises.

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation (exclusion faite des flux de trésorerie d'exploitation liés aux placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) ont augmenté, passant de 429,9 \$ en 2020 à 644,8 \$ en 2021, en raison surtout d'une diminution du montant net payé au titre des sinistres et d'une augmentation des primes nettes encaissées, ces facteurs étant partiellement neutralisés par une augmentation des paiements au titre des charges d'exploitation.

Zenith National¹⁾

	2021	2020
	<u>82,8</u>	<u>51,9</u>
Bénéfice technique		
Sinistres et frais de règlement de sinistres – année de survenance	60,1 %	62,4 %
Commissions	11,4 %	11,5 %
Charges techniques	26,9 %	29,5 %
Ratio mixte – année de survenance	<u>98,4 %</u>	<u>103,4 %</u>
Evolution favorable nette	(10,0) %	(11,5) %
Ratio mixte – année civile	<u>88,4 %</u>	<u>91,9 %</u>
Primes brutes émises	735,2	661,7
Primes nettes émises	713,0	646,1
Primes nettes acquises	711,1	643,8
Bénéfice technique	82,8	51,9
Intérêts et dividendes	6,4	19,0
Quote-part du résultat net des entreprises associées	35,1	(4,2)
Résultat d'exploitation	<u>124,3</u>	<u>66,7</u>

1) Ces résultats diffèrent de ceux que Zenith National a publiés, principalement en raison des différences entre les IFRS et les PCGR des États-Unis, des transactions sur participations intragroupe et des ajustements comptables liés au prix d'acquisition comptabilisés par Fairfax relativement à l'acquisition de Zenith National en 2010.

Pour 2021, Zenith National présente un bénéfice technique de 82,8 \$ et un ratio mixte de 88,4 %, contre 51,9 \$ et 91,9 % pour 2020. La hausse du bénéfice technique de 2021 est surtout attribuable à une diminution des sinistres liés à la COVID-19 de la période même, dont l'effet a été partiellement annulé par une réduction du montant de l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures.

Le montant de l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures de 2021, qui correspond à 70,8 \$ (10,0 points de ratio mixte), est surtout attribuable aux années de survenance allant de 2018 à 2020, inclusivement, y compris une évolution favorable du côté des sinistres liés à la COVID-19. Le montant de l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures en 2020, qui correspondait à 74,1 \$ (11,5 points de ratio mixte), était surtout attribuable aux années de survenance allant de 2015 à 2019, inclusivement.

Les primes brutes émises de 2021 ont augmenté de 11,1 % à cause surtout de l'accroissement des salaires assurables contre les accidents de travail, de la croissance des autres types d'assurance de dommages et de la désactualisation complète des provisions pour ajustements de primes constituées en 2020 relativement à la diminution prévue des salaires à assurer du fait de la COVID-19, ce qui a été partiellement contrebalancé par des baisses tarifaires dans la branche d'assurance contre les accidents de travail. Les primes nettes émises et les primes nettes acquises de 2021 ont progressé de 10,4 % et de 10,5 %, de manière cohérente avec l'accroissement des primes brutes émises.

Le ratio des charges techniques par rapport aux primes de 2021 a fléchi comparativement à celui de 2020, passant de 29,5 % à 26,9 %, principalement en raison de l'augmentation des primes nettes acquises, alors que les charges techniques n'ont fluctué que légèrement.

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation (exclusion faite des flux de trésorerie d'exploitation liés aux placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) ont régressé, passant de 72,0 \$ en 2020 à 59,9 \$ en 2021, en raison surtout d'une hausse du montant net payé au titre des sinistres et d'une hausse des charges d'exploitation et des paiements d'impôt, malgré une augmentation des primes nettes encaissées.

Brit¹⁾

	2021²⁾³⁾	2020
Bénéfice (perte) technique	55,6	(240,3)
Sinistres et frais de règlement de sinistres – année de survenance	56,0 %	76,1 %
Commissions	27,9 %	25,5 %
Charges techniques	18,6 %	16,1 %
Ratio mixte – année de survenance	102,5 %	117,7 %
Évolution favorable nette	(5,7) %	(3,7) %
Ratio mixte – année civile	96,8 %	114,0 %
Primes brutes émises	3 238,3	2 424,4
Primes nettes émises	1 998,3	1 775,6
Primes nettes acquises	1 754,3	1 710,7
Bénéfice (perte) technique	55,6	(240,3)
Intérêts et dividendes	43,4	58,2
Quote-part du résultat net des entreprises associées	31,5	6,6
Résultat d'exploitation	130,5	(175,5)

- 1) Ces résultats diffèrent de ceux que Brit a publiés, surtout en raison des ajustements comptables liés au prix d'acquisition comptabilisés par Fairfax relativement à l'acquisition de Brit le 5 juin 2015 et de la divergence des méthodes d'évaluation et des modes de présentation de certains éléments, notamment les placements et les devises.
- 2) Le 1^{er} octobre 2021, Brit a réalisé un transfert de portefeuille de sinistres à un tiers dans le but de réassurer toutes les provisions nettes pour sinistres associées majoritairement à des assurances aux États-Unis (assurance risques divers et branches d'assurance abandonnées) pour des années de survenance antérieures (la « transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 »). Par suite de cette transaction, Brit a cédé un passif net au titre des contrats d'assurance de 379,1 \$ pour une contrepartie de 344,1 \$ qui a été comptabilisée en diminution de 344,1 \$ des primes nettes émises et des primes nettes acquises et de 379,1 \$ des sinistres, compte tenu d'une évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures de 35,0 \$.
- 3) Les résultats techniques de Brit ont été défavorisés par l'inclusion des résultats de Ki Insurance (ce qui a rajouté 1,7 point de ratio mixte en 2021), en attendant que les activités de Ki Insurance puissent prendre de l'ampleur (l'exercice 2021 étant la première année d'exploitation de Ki).

Le 27 août 2021, Brit a émis des actions équivalentes à une participation de 13,9 % à l'intention d'OMERS pour une contrepartie en trésorerie de 375,0 \$ que Brit a ultérieurement payée à Fairfax sous forme d'un dividende. Il y a lieu de se reporter à la sous-rubrique « Acquisitions et dessaisissements » de la rubrique « Expansion des activités » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Pour 2021, Brit présente un bénéfice technique de 55,6 \$ et un ratio mixte de 96,8 %, contre une perte technique de 240,3 \$ et un ratio mixte de 114,0 % pour 2020. La hausse du résultat technique de 2021 est surtout attribuable à une réduction des sinistres liés à la COVID-19 de la période même, à une hausse du montant de l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures et à une meilleure sinistralité attritionnelle de la période même, ces facteurs étant partiellement neutralisés par une augmentation des sinistres liés à des catastrophes de la période. Compte non tenu de Ki Insurance et de la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021, le bénéfice technique de Brit s'élève à 78,1 \$, soit un ratio mixte de 96,0 % pour 2021.

	2021		2020	
	Sinistres ¹⁾	Incidence sur le ratio mixte	Sinistres ¹⁾	Incidence sur le ratio mixte
Ouragan Ida	189,8	10,9	—	—
Tempêtes hivernales aux É.-U.	70,4	4,0	—	—
Inondations en Europe	17,0	1,0	—	—
Ouragan Laura	—	—	63,8	3,7
Ouragan Sally	—	—	26,9	1,6
Derecho du Midwest	—	—	15,9	0,9
Autres	19,7	1,2	50,8	3,0
Total des sinistres liés à des catastrophes	296,9	17,1	157,4	9,2
Sinistres liés à la COVID-19 ²⁾	28,2	1,6	269,9	15,8
	325,1	18,7 points	427,3	25,0 points

1) Déduction faite des primes de reconstitution.

2) Les sinistres liés à la COVID-19 de 2021 concernent essentiellement l'assurance annulation d'événement. Les sinistres liés à la COVID-19 de 2020 concernaient essentiellement l'assurance annulation d'événement et l'assurance perte d'exploitation.

L'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures de 100,1 \$ (5,7 points de ratio mixte) pour 2021 reflète essentiellement une sinistralité meilleure que prévu non liée à des catastrophes dans la division d'assurance de Londres (principalement les branches d'assurance biens et d'assurance spécialisée), dans la division de réassurance de Londres (principalement les traités de réassurance de dommages), une reprise de provisions associées à la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 (principalement dans la division Distribution internationale), ainsi qu'une évolution meilleure que prévu des provisions pour sinistres liés à des catastrophes. L'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures de 62,8 \$ (3,7 points de ratio mixte) en 2020 reflétait essentiellement une sinistralité meilleure que prévu dans la plupart des branches d'assurance (principalement les événements catastrophiques de 2017 à 2019 et les branches d'assurance biens et d'assurance spécialisée de la division London Direct), facteur en partie neutralisé par une évolution défavorable nette pour la branche d'assurance risques divers aux États-Unis de la division Distribution internationale.

Les primes brutes émises de 2021 ont grimpé de 33,6 %, reflétant surtout le lancement de l'activité de souscription de Ki Insurance en 2021, des hausses dans certaines branches d'assurance de Londres (principalement les assurances cyberrisques, responsabilité professionnelle et biens), dans les branches de réassurance de Londres (principalement les traités de réassurance de dommages), dans la division Distribution internationale (principalement les traités de réassurance cyberrisques et de réassurance risques divers) et des hausses tarifaires dans la plupart des branches d'assurance. Les primes nettes émises de 2021 ont augmenté de 12,5 % en raison des mêmes facteurs qui ont agi sur les primes brutes émises, mais qui ont été partiellement annulés par la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 dont il est question à la note 2 du tableau ci-dessus. Compte non tenu de la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021, les primes nettes émises de 2021 ont augmenté de 31,9 %, de manière cohérente avec la croissance des primes brutes émises. Les primes nettes acquises de 2021 ont progressé de 2,5 %, ce qui reflète surtout la croissance des primes nettes émises en 2021 et en 2020 et le décalage entre le moment où les primes nettes de Ki Insurance ont été émises et le moment où ces primes ont été acquises, en attendant que les activités de l'établissement prennent de l'ampleur (l'exercice 2021 étant sa première année de souscription).

Le ratio de la charge de commissions de 2021 s'est accru comparativement à celui de 2020, passant de 25,5 % à 27,9 %, principalement en raison de la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 qui a fait diminuer les primes nettes acquises, ce facteur étant en partie compensé par une hausse des produits de commissions, par une composition différente des souscriptions et par les mesures de souscription visant la compression des coûts d'acquisition de contrats. Le ratio des charges techniques par rapport aux primes de 2021 a augmenté comparativement à celui de 2020, passant de 16,1 % à 18,6 %, principalement à cause de la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 qui a fait baisser les primes nettes acquises, ce qui a été partiellement compensé par une augmentation des produits de commissions résultant surtout de la gestion du capital de tiers destiné à l'activité de souscription.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (exclusion faite des flux de trésorerie d'exploitation liés aux titres comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) se sont soldés par des entrées de 309,7 \$ en 2021, contrairement à des sorties de trésorerie de 139,7 \$ comptabilisées pour 2020, l'amélioration étant surtout due à l'accroissement des primes nettes encaissées.

Allied World¹⁾

	2021	2020
Bénéfice technique	226,4	126,0
Sinistres et frais de règlement de sinistres – année de survenance	71,2 %	70,9 %
Commissions	8,3 %	9,3 %
Charges techniques	13,4 %	15,4 %
Ratio mixte – année de survenance	92,9 %	95,6 %
Evolution (favorable) défavorable nette des provisions pour sinistres	0,5 %	(0,2) %
Ratio mixte – année civile	93,4 %	95,4 %
Primes brutes émises	5 851,9	4 680,7
Primes nettes émises	3 907,8	3 017,6
Primes nettes acquises	3 451,6	2 722,6
Bénéfice technique	226,4	126,0
Intérêts et dividendes	76,3	126,7
Quote-part du résultat net des entreprises associées	51,7	35,6
Résultat d'exploitation	354,4	288,3

1) Ces résultats diffèrent de ceux qu'Allied World a publiés en raison principalement des différences entre les IFRS et les PCGR américains.

Le 1^{er} mars 2021, Allied World a vendu la participation majoritaire qu'elle détenait dans Vault Insurance et a comptabilisé un profit de 36,1 \$. Fondée par Allied World en 2017, Vault Insurance sert le marché à valeur nette élevée.

Pour 2021, Allied World présente un bénéfice technique de 226,4 \$ et un ratio mixte de 93,4 %, contre 126,0 \$ et 95,4 % pour 2020. La hausse du bénéfice technique de 2021 est surtout attribuable à une croissance des primes nettes acquises (ainsi qu'à des hausses tarifaires dans la plupart des branches d'assurance) alors que les charges techniques ont peu augmenté, et à l'absence en 2021 de montant de sinistres liés à la COVID-19, contrairement à des sinistres de 112,8 \$ en 2020, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par une hausse des sinistres liés à des catastrophes de la période même (voir le tableau ci-après).

	2021		2020	
	Sinistres ¹⁾	Incidence sur le ratio mixte	Sinistres ¹⁾	Incidence sur le ratio mixte
Ouragan Ida	116,9	3,4	—	—
Tempêtes hivernales aux E.-U.	79,9	2,3	—	—
Inondations en Europe	74,8	2,2	—	—
Ouragan Laura	—	—	41,7	1,5
Feux de forêt dans l'ouest des États-Unis	—	—	30,5	1,1
Derecho du Midwest	—	—	23,1	0,9
Autres	28,0	0,9	69,6	2,6
Total des sinistres liés à des catastrophes	299,6	8,8	164,9	6,1
Sinistres liés à la COVID-19 ²⁾	—	—	112,8	4,2
	299,6	8,8 points	277,7	10,3 points

1) Déduction faite des primes de reconstitution.

2) Les sinistres liés à la COVID-19 de 2020 étaient essentiellement les indemnisations de pertes d'exploitation, de frais médicaux associés à la pandémie et d'annulations d'événements.

Le montant de l'évolution défavorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures de 18,8 \$ (0,5 point de ratio mixte) pour 2021 contraste avec le montant de 2020, quoique faible, d'une évolution favorable des provisions pour sinistres d'années antérieures de 5,1 \$ (0,2 point de ratio mixte). L'évolution défavorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures de 2021 est surtout en lien avec la COVID-19, essentiellement dans le secteur de la réassurance (pertes d'exploitation et annulations d'événements principalement), compensée en partie par une évolution favorable des provisions pour sinistres dans le secteur de l'assurance (principalement l'assurance biens aux Bermudes et certaines assurances risques divers).

Les primes brutes émises de 2021 ont augmenté de 25,0 % grâce surtout aux nouvelles transactions et aux hausses tarifaires, tant dans le secteur de l'assurance (essentiellement sur les plateformes d'Amérique du Nord et des marchés mondiaux en ce qui concerne l'assurance professionnelle et l'assurance risques divers successifs) que dans le secteur de la réassurance (essentiellement les branches de réassurance risques divers en Amérique du Nord). Les primes nettes émises de 2021 ont grimpé de 29,5 %, de manière cohérente avec la croissance des primes brutes émises d'une part, et en raison d'une augmentation des primes conservées d'autre part, surtout en ce qui concerne les branches d'assurance risques divers et d'assurance responsabilité professionnelle. Les primes nettes acquises de 2021 ont augmenté de 26,8 %, de manière cohérente avec la croissance des primes nettes émises de 2021 et de 2020 et le décalage normal entre le moment où les primes sont émises et le moment où ces primes deviennent acquises.

Le ratio de la charge de commissions de 2021 a fléchi comparativement à celui de 2020, passant de 9,3 % à 8,3 %, principalement en raison d'une diminution des commissions brutes moyennes, surtout dans le secteur de l'assurance. Le ratio des charges techniques par rapport aux primes de 2021 a fléchi comparativement à celui de 2020, passant de 15,4 % à 13,4 %, principalement en raison de l'augmentation des primes nettes acquises, même si les autres éléments des charges techniques ont légèrement augmenté.

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation (exclusion faite des flux de trésorerie d'exploitation liés aux placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) se sont accrues, passant de 1 049,4 \$ en 2020 à 1 280,9 \$ en 2021, en raison surtout de l'augmentation des primes nettes encaissées et de la diminution du montant net payé au titre des sinistres.

Le 28 avril 2021, Allied World a payé un dividende de 126,4 \$ (126,4 \$ le 30 avril 2020) à ses actionnaires minoritaires (OMERS, AIMCo et d'autres actionnaires).

Fairfax Asia

	2021	2020
	20,1	7,1
Bénéfice technique		
Sinistres et frais de règlement de sinistres – année de survenance	65,2 %	66,9 %
Commissions	12,9 %	13,9 %
Charges techniques	22,4 %	24,4 %
Ratio mixte – année de survenance	100,5 %	105,2 %
Évolution favorable nette	(8,6) %	(8,4) %
Ratio mixte – année civile	91,9 %	96,8 %
Primes brutes émises	537,0	424,7
Primes nettes émises	260,6	221,6
Primes nettes acquises	249,7	221,7
Bénéfice technique	20,1	7,1
Intérêts et dividendes	19,2	20,0
Quote-part du résultat net des entreprises associées	12,2	14,6
Résultat d'exploitation	51,5	41,7

Fairfax Asia est formée de participations et d'activités que la société détient en Asie, qui sont les suivantes : une participation dans Falcon Insurance (Hong Kong) Company Ltd. (« Falcon »), à Hong Kong; une participation dans Singapore Reinsurance Corporation Limited (« Singapore Re »), à Singapour; une participation de 85,0 % dans The Pacific Insurance Berhad (« Pacific Insurance »), en Malaisie; une participation de 80,3 % dans PT Asuransi Multi Artha Guna Tbk. (« AMAG Insurance »), en Indonésie; une participation de 78,0 % dans Fairfirst Insurance Limited (« Fairfirst Insurance »), au Sri Lanka; une participation de 35,0 % dans Bank for Investment and Development of Vietnam Insurance Joint Stock Corporation (« BIC Insurance »), au Vietnam; une participation de 41,2 % dans Falcon Insurance PLC (« Falcon Thailand »), à Bangkok; et une participation de 49,0 % dans Go Digit Infoworks Services Private Limited (« Digit »). Fairfax Asia détient aussi une participation en actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit.

Le 17 juin 2021, la société a accru sa participation dans Singapore Re, la faisant passer de 28,2 % à 94,0 %, moyennant 102,9 \$ (138,0 dollars singapouriens), à l'issue de son offre publique d'achat au comptant, et elle a consolidé les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation de Singapore Re dans le secteur comptable Fairfax Asia et comptabilisé un montant de 32,4 \$ en tant que profit net sur la vente et la consolidation de filiales d'assurance dans l'état consolidé du résultat net. Le 3 août 2021, la société a encore augmenté sa participation pour la porter à 100 % en contrepartie d'une somme en trésorerie de 9,3 \$ (12,6 SGD).

En 2021, la société a inscrit un profit latent net de 1 490,3 \$ (compte tenu des pertes de change) sur sa participation en actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit. La société s'attend à comptabiliser d'autres profits d'environ 400 \$ si elle consolide sa participation dans Digit, à condition que les autorités de réglementation l'autorisent à augmenter sa participation dans Digit, qui passera à 49,0 % et donnera le contrôle à la société.

Pour 2021, Fairfax Asia présente un bénéfice technique de 20,1 \$ et un ratio mixte de 91,9 %, contre 7,1 \$ et 96,8 % pour 2020. Le bénéfice technique de 2021 tient compte d'un bénéfice technique de 10,7 \$ qui résulte de la consolidation de Singapore Re le 17 juin 2021. Le tableau qui suit présente les ratios mixtes respectifs des sociétés que Fairfax Asia regroupe.

	2021	2020
Falcon	99,0 %	95,4 %
Pacific Insurance	92,3 %	99,2 %
AMAG Insurance	92,7 %	93,8 %
Fairfirst Insurance	97,0 %	97,5 %
Singapore Re	88,2 %	—

Le bénéfice technique de 2021 de Fairfax Asia rend compte d'une évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures de 21,5 \$ (8,6 points de ratio mixte) associées surtout à l'assurance automobile et à l'assurance biens. Le bénéfice technique de Fairfax Asia pour 2020 rendait compte d'une évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures de 18,5 \$ (8,4 points de ratio mixte), associées surtout à l'assurance automobile, à l'assurance biens et à l'assurance maladie.

Les primes brutes émises de 2021 ont augmenté de 26,4 % en raison surtout de la consolidation de Singapore Re. Abstraction faite de Singapore Re, les primes brutes émises de 2021 ont augmenté de 2,9 %, surtout à cause de la croissance du volume des transactions chez AMAG Insurance (assurance automobile essentiellement) et chez Pacific Insurance (autres assurances que l'assurance automobile), contrebalancée en partie par un recul du volume des transactions chez Falcon Insurance (surtout à cause d'une réassurance en quote-part de 25 % au titre d'une participation au résultat technique net du portefeuille d'assurance de MS First Capital). Les primes nettes émises de 2021 ont augmenté de 17,6 % par suite surtout de la consolidation de Singapore Re. Abstraction faite de Singapore Re, les primes nettes émises de 2021 ont reculé de 0,5 %, ce qui reflète surtout une réduction du volume des transactions concernant la réassurance en quote-part de 25 % au titre de la participation au résultat technique net du portefeuille d'assurance de MS First Capital chez Falcon Insurance, qui a été conservé dans une grande mesure. Les primes nettes acquises de 2021 ont progressé de 12,6 % en raison surtout de la consolidation de Singapore Re. Abstraction faite de Singapore Re, les primes nettes acquises de 2021 ont progressé de 0,1 %, surtout en raison du décalage normal entre le moment où les primes sont émises et le moment où ces primes deviennent acquises.

Le ratio de la charge de commissions de 2021 a fléchi comparativement à celui de 2020, passant de 13,9 % à 12,9 %, principalement en raison de la consolidation de Singapore Re dont le ratio de la charge de commissions nette est inférieur (surtout du fait des ajustements comptables liés au prix d'acquisition que Fairfax a comptabilisés lors de la consolidation de Singapore Re). Le ratio des charges techniques par rapport aux primes de 2021 a reculé comparativement à celui de 2020, passant de 24,4 % à 22,4 %, principalement en raison de l'augmentation des primes nettes acquises, même si les autres éléments des charges techniques ont légèrement augmenté.

Assurance et réassurance – Autres

	2021	2020
	20,0	5,5
Bénéfice technique		
Sinistres et frais de règlement de sinistres – année de survenance	60,4 %	61,1 %
Commissions	18,9 %	19,2 %
Charges techniques	21,3 %	21,9 %
Ratio mixte – année de survenance	100,6 %	102,2 %
Évolution favorable nette	(2,1) %	(2,7) %
Ratio mixte – année civile	98,5 %	99,5 %
Primes brutes émises	2 365,8	1 874,0
Primes nettes émises	1 473,6	1 183,8
Primes nettes acquises	1 363,9	1 124,9
Bénéfice technique	20,0	5,5
Intérêts et dividendes	50,7	49,7
Quote-part du résultat net des entreprises associées	23,5	(16,4)
Résultat d'exploitation	94,2	38,8

Le secteur Assurance et réassurance – Autres regroupe les activités internationales de la société (sauf celles en Asie) dont les établissements sont des assureurs et des réassureurs de dommages, en l'occurrence : le groupe de réassurance, qui réassure des risques à l'échelle mondiale et est établi à la Barbade; Bryte Insurance, qui est un assureur en Afrique du Sud et au Botswana; Fairfax Latin America et ses filiales, qui sont des assureurs au Brésil, au Chili, en Colombie, en Argentine et en Uruguay; Fairfax Central and Eastern Europe (« Fairfax CEE ») et ses filiales, qui sont des assureurs ou des réassureurs en République tchèque, en Hongrie, en Slovaquie, en Pologne, en Bulgarie, en Roumanie et en Ukraine (par l'entremise de Fairfax Ukraine détenue à 70,0 %); les établissements d'assurance de dommages d'Eurolife, laquelle est détenue à 80,0 % (« Eurolife General »), lesquels sont des assureurs en Grèce et en Roumanie. Pour un complément d'information, voir la note 25 (Informations sectorielles) et la note 29 (Filiales) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Pour l'exercice 2021, le secteur Assurance et réassurance – Autres présente un bénéfice technique de 20,0 \$ et un ratio mixte de 98,5 %, contre un bénéfice technique de 5,5 \$ et un ratio mixte de 99,5 % pour 2020. La hausse du bénéfice technique de 2021 reflète surtout une diminution des sinistres liés à la COVID-19 (chez Bryte Insurance principalement – voir le tableau ci-après) et une croissance des primes nettes acquises (dont l'effet a compensé une légère hausse des charges techniques et de la charge de commissions), ces facteurs étant partiellement neutralisés par une détérioration de la sinistralité attritionnelle de l'année même (chez Bryte Insurance principalement) et par une diminution du montant de l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures (principalement chez Bryte Insurance et le groupe de réassurance).

	2021		2020	
	Sinistres ¹⁾	Incidence sur le ratio mixte	Sinistres ¹⁾	Incidence sur le ratio mixte
Total des sinistres liés à des catastrophes	11,9	0,9	4,3	0,4
Sinistres liés à la COVID-19 ²⁾	3,1	0,2	39,5	3,5
	15,0	1,1 point	43,8	3,9 points

1) Déduction faite des primes de reconstitution.

2) Les sinistres liés à la COVID-19 de 2020 concernaient essentiellement les pertes d'exploitation subies par les assurés de Bryte Insurance.

Les primes nettes émises et les ratios mixtes des sociétés formant le secteur Assurance et réassurance – Autres sont présentés dans le tableau ci-dessous.

	Primes nettes émises		Ratios mixtes	
	2021	2020	2021	2020
Groupe de réassurance	332,9	241,0	98,3 %	99,6 %
Bryte Insurance	279,8	246,0	104,9 %	108,8 %
Fairfax Latin America	354,3	306,1	96,2 %	98,4 %
Fairfax Central and Eastern Europe	480,9	390,7	96,3 %	94,3 %
Eurolife General	25,7	—	98,7 %	—

Le résultat technique de 2021 rend compte d'une évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures chiffrée à 29,0 \$ (2,1 points de ratio mixte), ce qui traduit une évolution favorable dans la plupart des secteurs, mais surtout du côté du groupe de réassurance et de Fairfax Latin America (essentiellement chacune des sociétés en exploitation de Fairfax Latam). Les résultats techniques de 2020 rendaient compte d'une évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures de 30,5 \$ (2,7 points de ratio mixte), ce qui traduisait une évolution favorable dans la plupart des secteurs.

Les primes brutes émises de 2021 ont augmenté de 26,2 % puisque tous les secteurs d'exploitation en ont enregistré une hausse, et aussi parce qu'Eurolife General a été consolidée au troisième trimestre de 2021. Les primes nettes émises de 2021 ont bondi de 24,5 %, du fait surtout de leur augmentation chez le groupe de réassurance, chez Fairfax CEE (Polish Re et Colonnade Insurance) et chez Fairfax Brasil, ce qui a été contrebalancé en partie par une diminution des primes conservées chez La Meridional Argentina, surtout à cause d'une entente de réassurance en quote-part (voir le tableau ci-dessus pour une ventilation par entité). Les primes nettes acquises de 2021 ont augmenté de 21,2 %, de manière cohérente avec les facteurs qui ont influé sur les primes nettes émises.

Le ratio des charges techniques par rapport aux primes de 2021 s'est amenuisé comparativement à celui de 2020, passant de 21,9 % à 21,3 %, surtout grâce à des améliorations enregistrées chez Fairfax CEE (principalement chez Polish Re et Fairfax Ukraine).

Assurance vie et Liquidation de sinistres

Eurolife¹⁾

	Période du 14 juillet 2021 au 31 décembre 2021
	Eurolife¹⁾
Primes brutes émises	114,2
Primes nettes émises	110,6
Primes nettes acquises	109,7
Charges techniques	(109,6)
Intérêts et dividendes	9,1
Quote-part du résultat net des entreprises associées	3,3
Résultat d'exploitation	12,5
Pertes nettes sur placements	(8,0)
Résultat avant impôt et charge d'intérêts	4,5

1) Ces résultats diffèrent de ceux qu'Eurolife a publiés en raison surtout des ajustements comptables liés au prix d'acquisition comptabilisés par Fairfax relativement à l'acquisition d'Eurolife au troisième trimestre de 2021, de la présentation distincte des activités d'assurance vie d'Eurolife sous l'intitulé « Eurolife » dans le tableau ci-dessus pour le secteur comptable Assurance vie et Liquidation de sinistres, et de la présentation distincte des activités d'assurance de dommages d'Eurolife sous l'intitulé « Eurolife General » pour le secteur comptable Assurance et réassurance – Autres. De plus, certains contrats d'assurance vie d'Eurolife transfèrent le risque de marché associé au rendement sous-jacent des placements, lequel rendement aide au financement des prestations à verser au titulaire de police (dont la référence est des « unités de compte »). Pour les contrats ou fonds ayant pour référence des unités de compte, la société évalue les placements sous-jacents à la juste valeur avec un passif correspondant. Une variation de la juste valeur des placements des fonds ayant pour référence des unités de compte entraîne une variation correspondante dans les passifs associés, les deux variations étant comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net, de sorte qu'il n'y a aucune incidence sur les produits, les charges ou le résultat net.

Le 14 juillet 2021, la société a augmenté sa participation dans Eurolife FFH Insurance Group Holdings S.A. (« Eurolife ») en la faisant passer de 50,0 % à 80,0 %, comme il est mentionné à la sous-rubrique « Acquisitions et dessaisissements » de la rubrique « Expansion des activités » du présent rapport de gestion. Les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation des activités d'assurance vie d'Eurolife ont été consolidés et présentés dans le secteur comptable Assurance vie et Liquidation de sinistres, alors que ceux des activités d'assurance de dommages d'Eurolife ont été consolidés et présentés dans le secteur comptable Assurance et réassurance – Autres.

Les primes brutes émises de 114,2 \$ pour la période du 14 juillet 2021 au 31 décembre 2021 découlent essentiellement des polices d'assurance vie traditionnelle (assurance vie entière et assurance vie temporaire), des assurances collectives, y compris les prestations de retraite, et des assurances accident et maladie.

Les charges techniques de 109,6 \$ pour la période du 14 juillet 2021 au 31 décembre 2021 représentent essentiellement le montant net des prestations versées aux titulaires de police et des sinistres, la charge de commissions nette et d'autres éléments des charges techniques.

Liquidation de sinistres

Le secteur comptable Liquidation de sinistres a été formé le 11 août 1999 lors de la prise de participation de la société dans The Resolution Group (« TRG »). Il englobe actuellement le groupe Liquidation de sinistres aux États-Unis, formé essentiellement de TIG Insurance Company et de Resolution Group Reinsurance (Barbados) Limited. Le groupe Liquidation de sinistres aux États-Unis est géré par l'équipe exclusive de gestion de liquidation de sinistres de RiverStone aux États-Unis, qui représente un effectif de 332 personnes.

Le groupe Liquidation de sinistres en Europe faisait partie du secteur comptable Liquidation de sinistres jusqu'au 31 mars 2020 et était composé essentiellement de RiverStone (UK), de Syndicate 3500 de Lloyd's, de TIG Insurance (Barbados) Limited, créée pour faciliter certaines transactions de réassurance, et d'Advent.

Le 1^{er} octobre 2021, Resolution Group Reinsurance (Barbados) Limited a réassuré un portefeuille d'assurance de Crum & Forster constitué essentiellement d'assurances biens, responsabilité civile et indemnisation des accidents de travail pour les années de survenance allant jusqu'en 2014, inclusivement (la « transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021 »). Par suite de cette transaction, le secteur Liquidation de sinistres a repris un passif net au titre des contrats d'assurance de 358,1 \$ pour une contrepartie de 358,1 \$ et a comptabilisé des primes brutes émises, des primes nettes émises et des primes nettes acquises de 358,1 \$ et des sinistres de 358,1 \$, qui ont été éliminés dans l'information financière consolidée de Fairfax.

Le 23 août 2021, la société a vendu sa participation de coentrepreneur de 60,0 % qu'elle détenait dans RiverStone Barbados à CVC pour une contrepartie de 695,7 \$. Le 31 mars 2020, la société avait transféré le groupe Liquidation de sinistres en Europe à RiverStone Barbados pour une contrepartie en trésorerie de 599,5 \$ et d'une participation de coentrepreneur de 60,0 % dans RiverStone Barbados. Il y a lieu de se reporter à la sous-rubrique « Acquisitions et dessaisissements » de la rubrique « Expansion des activités » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Le 31 janvier 2020, un portefeuille de liquidation de sinistres associé majoritairement à des risques de l'amiante, de pollution et autres risques aux États-Unis et relatif aux années de survenance allant jusqu'à 2001, inclusivement, a été transféré à RiverStone (UK) en vertu de la Partie VII de la *Financial Services and Markets Act 2000*, sous sa forme modifiée (le « transfert du premier trimestre de 2020 en vertu de la Partie VII »). Dans le cadre de cette transaction, RiverStone (UK) a repris des passifs nets au titre de contrats d'assurance de 134,7 \$ pour une contrepartie en trésorerie de 143,3 \$.

Le 1^{er} janvier 2020, Syndicate 3500 du secteur Liquidation de sinistres a réassuré un portefeuille constitué essentiellement d'assurances biens, d'assurances responsabilité civile et d'assurances maritimes pour les années de survenance allant jusqu'à l'année 2019, inclusivement (la « transaction de réassurance du premier trimestre de 2020 »). Dans le cadre de cette transaction, Syndicate 3500 du secteur Liquidation de sinistres a repris des passifs nets de 145,5 \$ au titre des contrats d'assurance pour une contrepartie de 146,5 \$.

Le tableau qui suit résume les résultats d'exploitation du secteur Liquidation de sinistres pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

	2021			2020		
	Transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021 ¹⁾	Autres ²⁾	Total	Transactions du premier trimestre de 2020 ³⁾	Autres ⁴⁾	Total
Primes brutes émises	358,1	—	358,1	146,5	0,3	146,8
Primes nettes émises	358,1	—	358,1	146,5	0,3	146,8
Primes nettes acquises	358,1	—	358,1	125,6	2,5	128,1
Sinistres, montant net	(358,1)	(218,6)	(576,7)	(124,7)	(131,2)	(255,9)
Charges d'exploitation	—	(90,5)	(90,5)	8,7	(89,0)	(80,3)
Intérêts et dividendes	—	10,2	10,2	—	24,7	24,7
Quote-part du résultat net des entreprises associées	—	13,5	13,5	—	(11,2)	(11,2)
Résultat d'exploitation	—	(285,4)	(285,4)	9,6	(204,2)	(194,6)

1) La transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021 décrite aux paragraphes précédents.

2) Le secteur Liquidation de sinistres, compte non tenu de la transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021 décrite aux paragraphes précédents.

3) Le transfert du premier trimestre de 2020 effectué en vertu de la Partie VII et la transaction de réassurance décrits aux paragraphes précédents.

4) Les chiffres du secteur Liquidation de sinistres ne tiennent pas compte du transfert du premier trimestre de 2020 effectué en vertu de la Partie VII et de la transaction de réassurance qui sont décrits aux paragraphes précédents.

D'ici la fin de cette section, les références faites à 2021 et à 2020 excluent les incidences de la transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021, du transfert du premier trimestre de 2020 effectué en vertu de la Partie VII et de la transaction de réassurance du premier trimestre de 2020 qui sont mentionnés plus haut.

Le résultat d'exploitation négatif du secteur Liquidation de sinistres pour 2021 s'est accru en regard de celui de 2020, passant de 204,2 \$ à 285,4 \$, du fait surtout de l'accroissement du montant de l'évolution défavorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures attribuables à l'amiante, à la pollution et à d'autres risques, qui a atteint 212,0 \$ en 2021 (125,6 \$ en 2020) et de la diminution des intérêts et dividendes, ces facteurs étant partiellement compensés par des résultats nets positifs d'entreprises associées comptabilisés en quote-part en 2021, contrairement à des résultats nets négatifs d'entreprises associées inscrits en quote-part en 2020.

Les charges d'exploitation de 2021 de 90,5 \$ sont en faible hausse comparativement à celles de 89,0 \$ de 2020, ce qui s'explique surtout par une hausse de la charge de rémunération du personnel, dont l'effet a été atténué par la déconsolidation, le 31 mars 2020, du groupe Liquidation de sinistres en Europe.

En 2021, Fairfax a fait des apports de capital de 93,6 \$ (131,9 \$ en 2020) au secteur Liquidation de sinistres pour en accroître le capital.

Le calendrier et le montant des flux de trésorerie du secteur Liquidation de sinistres peuvent être volatils. Cette situation découle principalement du fait qu'il faut régler les sinistres bruts en premier lieu et recouvrer par la suite le montant de la réassurance de tiers selon les modalités définies, et à cause du décalage entre le moment du règlement du sinistre et le dégrèvement des actifs donnés en garantie.

Sociétés autres que des sociétés d'assurance

	2021					2020				
	Restaurants et commerces de détail ¹⁾	Fairfax India ²⁾	Thomas Cook India ³⁾	Autres ⁴⁾	Total ⁵⁾	Restaurants et commerces de détail ¹⁾	Fairfax India ²⁾	Thomas Cook India ³⁾	Autres ⁴⁾	Total ⁵⁾
Produits des activités ordinaires	1 803,8	228,2	249,4	2 876,1	5 157,5	1 734,2	312,8	225,2	2 470,2	4 742,4
Charges ⁶⁾	(1 724,8)	(206,9)	(293,4)	(2 867,0)	(5 092,1)	(1 811,1)	(305,9)	(288,3)	(2 462,7)	(4 868,0)
Résultat avant impôt, charge d'intérêts et autres	79,0	21,3	(44,0)	9,1	65,4	(76,9)	6,9	(63,1)	7,5	(125,6)
Intérêts et dividendes	7,5	(102,2)	(0,1)	0,1	(94,7)	6,1	28,9	—	12,1	47,1
Quote-part du résultat net des entreprises associées	—	20,2	(0,1)	2,2	22,3	1,3	(24,8)	(3,4)	(73,3)	(100,2)
Résultat d'exploitation	86,5	(60,7)	(44,2)	11,4	(7,0)	(69,5)	11,0	(66,5)	(53,7)	(178,7)
Profits (pertes) nets sur placements	29,5	236,4	(3,3)	3,4	266,0	(6,6)	(12,4)	4,0	(50,6)	(65,6)
Résultat avant impôt et charge d'intérêts	116,0	175,7	(47,5)	14,8	259,0	(76,1)	(1,4)	(62,5)	(104,3)	(244,3)

- 1) *Essentiellement Société de Recettes Illimitées, Toys "R" Us Canada (déconsolidée le 19 août 2021), Golf Town et Sporting Life.*
- 2) *Fairfax India et ses filiales. Ces résultats diffèrent de ceux que Fairfax India a publiés surtout parce que cette dernière applique la méthode de comptabilisation des entités d'investissement selon les IFRS.*
- 3) *Thomas Cook India et sa filiale Sterling Resorts. Ces résultats diffèrent de ceux que Thomas Cook India a publiés, principalement en raison des différences entre les IFRS et les normes comptables de l'Inde et des ajustements comptables liés à l'acquisition.*
- 4) *Essentiellement AGT, Dexterra Group (acquise le 29 mai 2020), Boat Rocker, Farmers Edge (consolidée le 1^{er} juillet 2020), Mosaic Capital (déconsolidée le 5 août 2021), Fairfax Africa et sa filiale CIG (toutes deux déconsolidées le 8 décembre 2020) et Rouge Media (déconsolidée le 1^{er} janvier 2021).*
- 5) *Les chiffres tels qu'ils sont présentés à la note 25 (Informations sectorielles) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.*
- 6) *En 2021, le secteur comptable « Sociétés autres que des sociétés d'assurance » a comptabilisé des subventions salariales accordées dans le cadre de l'aide gouvernementale liée à la COVID-19 totalisant 62,1 \$ (123,8 \$ en 2020) en diminution des autres charges, dans l'état consolidé du résultat net.*

Pour un complément d'information sur les opérations d'acquisition et de dessaisissement mentionnées ci-après, voir la note 16 (Total des capitaux propres) et la note 23 (Acquisitions et dessaisissements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Restaurants et commerces de détail

Le 19 août 2021, la société a vendu les entreprises de Toys "R" Us Canada pour une contrepartie de 90,3 \$ (115,7 \$ CA) et a déconsolidé Toys "R" Us Canada hors du secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance.

Résultats d'exploitation

La hausse des produits des activités ordinaires du secteur Restaurants et commerces de détail comptabilisés pour 2021 s'explique surtout par la croissance du volume des ventes de tous les établissements de ce secteur, car les mesures de confinement relatives à la COVID-19 en 2021 ont diminué par rapport à celles de 2020, et par une hausse de 7,0 % du taux de change moyen du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain en 2021, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par la déconsolidation de Toys "R" Us Canada lors de sa vente.

La baisse des charges du secteur Restaurants et commerces de détail en 2021 reflète surtout la déconsolidation de Toys "R" Us Canada lors de sa vente et les mesures de compression de coûts prises dans la plupart des établissements de ce secteur d'exploitation, ces facteurs étant partiellement neutralisés par la croissance des volumes de ventes de tous les établissements de ce secteur, par la hausse de 7,0 % du taux de change moyen du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain en 2021 et par la diminution des subventions gouvernementales comptabilisées en réduction des autres charges dans l'état consolidé du résultat net.

Fairfax India

Le 16 septembre 2021, Fairfax India a transféré 43,6 % de sa participation de 54,0 % qu'elle détient dans l'aéroport de Bangalore à Anchorage Infrastructure Investments Holdings Limited (« Anchorage »), qui est une société de portefeuille qu'elle détient entièrement à des fins d'investissement dans le secteur des aéroports en Inde, et a vendu à OMERS une participation de 11,5 % détenue dans Anchorage pour un produit brut de 129,2 \$ (9,5 milliards de roupies indiennes). À la clôture de l'opération, Fairfax India a comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle dans Anchorage et a continué à comptabiliser sa participation consolidée de 54,0 % dans l'aéroport de Bangalore selon la méthode de la mise en équivalence.

Le 29 avril 2021, Fairfax India a vendu la participation de 48,8 % qu'elle détenait dans Privi Speciality Chemicals Limited (« Privi ») à certaines sociétés affiliées des fondateurs de Privi pour 164,8 \$ (12,2 milliards de roupies indiennes), a déconsolidé les actifs et les passifs de Privi et a comptabilisé un profit réalisé net sur placements de 94,9 \$.

En 2020, Fairchem a été restructurée en deux entités distinctes : Fairchem Organics Limited (« Fairchem »), entreprise de produits oléochimiques et nutraceutiques, et Privi, entreprise de composés chimiques aromatiques (déconsolidée le 29 avril 2021).

Résultats d'exploitation

La baisse des produits des activités ordinaires et des charges de 2021 s'explique surtout par la déconsolidation de Privi et par une contraction du volume des ventes chez NCML, ces facteurs étant partiellement compensés par une augmentation du volume des ventes de Fairchem.

Les charges d'intérêts et de dividendes de 102,2 \$ pour 2021 tiennent compte d'une commission de performance à payer à Fairfax de 85,2 \$ et contrastent avec les produits d'intérêts et de dividendes de 28,9 \$ inscrits pour 2020 qui comprenaient la reprise d'une commission de performance à payer de 47,9 \$. La commission de performance à payer et la reprise de commission à payer sont des transactions intragroupe qui ont été éliminées lors de la consolidation, de sorte que le résultat net positif attribuable aux actionnaires de Fairfax pour 2021 a été avantagé par l'attribution de la quote-part de la charge de commissions de performance de Fairfax India aux participations ne donnant pas le contrôle dans Fairfax India.

Au 31 décembre 2021, la société de portefeuille avait inscrit une commission de performance à recevoir de 84,7 \$ relativement à l'accord de consultation en placements qu'elle a conclu avec Fairfax India pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023. Cette créance intragroupe a été éliminée dans l'information financière consolidée de la société. Aux termes de l'accord de consultation en placements, si une commission de performance est exigible pour la période close le 31 décembre 2023, elle est payable en trésorerie ou, au choix de Fairfax, en actions à droit de vote subalterne de Fairfax India. Si Fairfax choisit d'être payée en actions à droit de vote subalterne, le choix doit être effectué au plus tard le 15 décembre 2023. Le 5 mars 2021, la société de portefeuille a reçu 546 263 actions à droit de vote subalterne nouvellement émises par Fairfax India en règlement d'une commission de performance à recevoir de 5,2 \$ pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020.

Les profits nets sur placements de 236,4 \$ pour 2021 rendent surtout compte des profits nets sur actions ordinaires et d'un profit sur la déconsolidation de Privi de 94,9 \$. Les pertes nettes sur placements de 2020, soit 12,4 \$, reflétaient essentiellement les pertes de change sur les emprunts libellés en dollars américains de Fairfax India par suite de l'appréciation de cette monnaie face à la roupie indienne.

Thomas Cook India

Résultats d'exploitation

La baisse du résultat négatif avant impôt et charge d'intérêts de Thomas Cook India en 2021 s'explique surtout par l'accroissement des produits des activités ordinaires et des charges par suite de l'augmentation du volume des ventes, qui découle d'une diminution des restrictions de confinement imposées durant la pandémie de COVID-19.

Autres

Le 5 août 2021, Mosaic Capital a conclu une opération de transformation en société fermée avec un tiers acquéreur dans le cadre de laquelle la société a échangé, comme principaux éléments, son portefeuille de débentures et de bons de souscription de Mosaic Capital contre des débentures de 25 ans de Mosaic Capital nouvellement émises et a investi une somme minimale dans la société fermée en échange d'une participation de 20,0 %, ce qui a entraîné la déconsolidation de Mosaic Capital hors du secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance.

En mars 2021, Farmers Edge a clôturé un premier appel public à l'épargne qui lui a valu un produit de 143,8 \$ CA (113,8 \$). Antérieurement à cette opération, la société avait exercé ses bons de souscription et converti ses débentures convertibles en actions ordinaires de Farmers Edge, ce qui a fait augmenter à 59,9 % la participation de la société conférant le contrôle dans Farmers Edge lors de la conclusion de l'opération de PAPE et des opérations sur capitaux propres.

Le 24 mars 2021, Boat Rocker a clôturé un premier appel public à l'épargne qui lui a valu un produit de 170,1 \$ CA (135,5 \$). Antérieurement à cette opération, la société avait converti ses débentures convertibles en actions à droit de vote subalterne de Boat Rocker, ce qui a fait passer la participation et le pourcentage des droits de vote de la société dans Boat Rocker à 45,0 % et à 56,1 % lors de la conclusion de l'opération de PAPE et des opérations sur capitaux propres.

Le 8 décembre 2020, Helios Holdings Limited (« Helios ») a acquis une participation de 45,9 % avec droits de vote dans Fairfax Africa en échange de ses droits à certains flux d'honoraires en trésorerie. Dès la clôture de l'opération, Helios a été nommée en tant que conseiller exclusif en placement auprès de Fairfax Africa, et ses cofondateurs ont été nommés cochefs de la direction. Par conséquent, Fairfax n'exerce plus aucun contrôle sur Fairfax Africa. Par la suite, Fairfax Africa a été renommée Helios Fairfax Partners Corporation (« HFP ») et demeure inscrite à la cote de la Bourse de Toronto. À la clôture de l'opération, la société a cessé de consolider Fairfax Africa dans le secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance et a comptabilisé sa participation de 32,3 % dans HFP comme une participation dans une entreprise associée.

Le 29 mai 2020, la société a acquis une participation de 49,0 % dans Horizon North Logistics Inc. (« Horizon North ») et, de facto, a obtenu le contrôle des droits de vote dans Horizon North en tant qu'actionnaire majoritaire de celle-ci sur le plan des capitaux propres et des droits de vote. Horizon North a été consolidée dans le secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance et, ultérieurement, a été renommée Dexterra Group Inc. (« Dexterra Group »).

Résultats d'exploitation

L'augmentation des produits des activités ordinaires et des charges du secteur Autres en 2021 reflète principalement la croissance du volume des ventes de Boat Rocker et de Dexterra Group et la prise en compte des produits des activités ordinaires et des charges, pour toute une année en 2021, de Farmers Edge (consolidée le 1^{er} juillet 2020) et de Horizon North (l'acquisition inversée par Dexterra le 29 mai 2020), ces facteurs étant partiellement contrebalancés par la déconsolidation de Fairfax Africa et de sa filiale CIG (le 8 décembre 2020 dans les deux cas), de Rouge Media (le 1^{er} janvier 2021) et de Mosaic Capital (le 5 août 2021).

Les profits nets sur placements de 2021, soit 3,4 \$, sont négligeables comparativement aux pertes nettes sur placements de 50,6 \$ de 2020, lesquelles étaient essentiellement des pertes nettes sur les obligations de sociétés détenues par Fairfax Africa et une perte à la déconsolidation d'une filiale chez CIG, compensées en partie par des profits nets sur les contrats de change chez AGT.

Intérêts et dividendes

Une analyse des intérêts et des dividendes est fournie sous la rubrique « Placements » du présent rapport de gestion.

Quote-part du résultat net des entreprises associées

Une analyse de la quote-part du résultat net positif (négatif) des entreprises associées est fournie sous la rubrique « Placements » du présent rapport de gestion.

Profits (pertes) nets sur placements

Une analyse des profits nets consolidés sur placements est fournie sous la rubrique « Placements » du présent rapport de gestion.

Charge d'intérêts

Les charges d'intérêts consolidées telles qu'elles sont présentées dans l'état consolidé du résultat net se ventilent comme suit :

	2021	2020
Charge d'intérêts sur les emprunts :		
Société de portefeuille	305,2	235,3
Sociétés d'assurance et de réassurance	51,6	51,0
Sociétés autres que des sociétés d'assurance ¹⁾	99,2	126,8
	<u>456,0</u>	<u>413,1</u>
Charges d'intérêts sur les obligations locatives ²⁾ :		
Société de portefeuille et sociétés d'assurance et de réassurance	16,8	19,0
Sociétés autres que des sociétés d'assurance	41,1	43,8
	<u>57,9</u>	<u>62,8</u>
Charge d'intérêts	<u>513,9</u>	<u>475,9</u>

1) Les emprunts des sociétés autres que des sociétés d'assurance et les charges d'intérêts correspondantes sont sans droit de recours contre la société de portefeuille.

2) Soit la charge de désactualisation des obligations locatives calculée selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'augmentation des charges d'intérêts de 2021 sur les emprunts au niveau de la société de portefeuille s'explique surtout par une perte de 45,7 \$ résultant du remboursement de billets de premier rang non garantis, à 5,84 %, échéant en 2022, d'un capital de 353,5 \$ (446,0 \$ CA), et de billets de premier rang non garantis, à 4,50 %, échéant en 2023, d'un capital de 317,1 \$ (400,0 \$ CA), par l'émission du 3 mars 2021 de billets de premier rang, à 3 375 %, échéant en 2031, d'un capital de 600,0 \$, et par l'émission du 29 avril 2020 de billets de premier rang, à 4,625 %, échéant en 2030, d'un capital de 650,0 \$, ces facteurs étant partiellement compensés par une réduction des emprunts, à des taux d'intérêt plus faibles, sur la facilité de crédit renouvelable non garantie de 2,0 G\$.

Les charges d'intérêts de 2021 sur les emprunts contractés au niveau des sociétés d'assurance et de réassurance ont augmenté légèrement en raison de l'accroissement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle dans Eurolife, ce qui a été compensé en partie par le remboursement, le 15 mars 2021 et le 15 juin 2021, des billets de premier rang non garantis d'Odyssey Group, par la déconsolidation des billets de premier rang d'Allied World le 1^{er} mars 2021 (dans le cadre de la vente de Vault Insurance) et celle des emprunts du groupe Liquidation de sinistres en Europe le 31 mars 2020 et par la diminution des charges d'intérêts de Brit (résultant essentiellement de la révision, en décembre 2020, du taux d'intérêt de sa dette subordonnée de 135,0 £, qui est passé de 6,625 % à 3,6757 %, et des remboursements en 2021 sur sa facilité de crédit renouvelable).

La diminution des charges d'intérêts sur les emprunts en 2021 au niveau des sociétés autres que des sociétés d'assurance reflète principalement la déconsolidation des emprunts de CIG le 8 décembre 2020, de Privi le 29 avril 2021, de Toys "R" Us Canada le 19 août 2021 et de Mosaic Capital le 5 août 2021, une réduction des emprunts de Boat Rocker (en raison surtout du remboursement de sa dette après son premier appel public à l'épargne) et une baisse des charges d'intérêts de Fairfax India (attribuable à une diminution de la dette associée à ses billets de premier rang lors du refinancement du 26 février 2021 et à une diminution des emprunts, à taux d'intérêt plus faible en outre, de NCML) et de Société de Recettes Illimitées (par suite des remboursements sur sa facilité de crédit renouvelable).

Les charges d'intérêts sectorielles sont présentées à la rubrique « Résultat net par secteur comptable » du présent rapport de gestion.

Pour un complément d'information sur les emprunts de la société, voir la note 15 (Emprunts) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Frais généraux du siège social et autres frais

Les frais généraux du siège social et autres frais représentent essentiellement les charges de toutes les sociétés de portefeuille du groupe (frais généraux du siège social), déduction faite des honoraires de gestion de placements et d'administration gagnés par la société de portefeuille, des produits d'intérêts et de dividendes générés sur la trésorerie, et les placements de la société de portefeuille et de la quote-part du résultat net des entreprises associées attribuée à la société de portefeuille.

	2021	2020
Frais généraux du siège social imputés à Fairfax	206,6	172,9
Frais généraux du siège social imputés aux sociétés de portefeuille filiales	61,7	61,6
Amortissement hors trésorerie d'immobilisations incorporelles et pertes de valeur hors trésorerie du goodwill imputés aux sociétés de portefeuille filiales ¹⁾	140,7	93,7
Frais généraux du siège social ²⁾	409,0	328,2
Intérêts et dividendes de la société de portefeuille	(24,6)	(55,8)
Quote-part du résultat net des entreprises associées attribuée à la société de portefeuille	(38,8)	47,6
Honoraires de gestion de placements et d'administration et autres ³⁾	(255,9)	(67,3)
	<u>89,7</u>	<u>252,7</u>

1) L'amortissement hors trésorerie des immobilisations incorporelles se rapporte essentiellement aux relations clients et aux relations courtiers.

2) Présentés en tant que frais généraux du siège social consolidés à la note 25 (Informations sectorielles) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

3) Présentés en tant qu'élimination de consolidation à la note 25 (Informations sectorielles) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Les frais généraux du siège social imputés à Fairfax pour 2021 ont augmenté en s'élevant à 206,6 \$, ayant été de 172,9 \$ en 2020, par suite surtout d'une hausse de la charge de rémunération du personnel et des dons de bienfaisance, compensée en partie par une diminution des frais juridiques et des frais de services-conseils.

Les frais généraux du siège social imputés aux sociétés de portefeuille filiales de 2021 ont atteint 61,7 \$, s'étant stabilisés en regard de ceux de 61,6 \$ de 2020, ce qui reflète surtout une hausse des frais de services-conseils, essentiellement par suite de l'adoption d'IFRS 17 *Contrats d'assurance*, qui a coûté 20,9 \$ (7,0 \$ en 2020), et une hausse des dons de bienfaisance, ce qui a été compensé en partie par une diminution de la charge de rémunération du personnel et par une diminution des coûts nets liés aux agents et courtiers d'assurance.

L'amortissement hors trésorerie des immobilisations incorporelles et les pertes de valeur du goodwill imputés aux sociétés de portefeuille filiales, soit 140,7 \$ pour 2021 et 93,7 \$ pour 2020, représentent des charges d'amortissement d'immobilisations incorporelles de 92,5 \$ (93,7 \$ en 2020) principalement chez Allied World et Crum & Forster et des pertes de valeur hors trésorerie du goodwill de 48,2 \$ (néant en 2020) principalement attribuables au secteur Liquidation de sinistres.

Les honoraires de gestion de placements et d'administration et autres de 255,9 \$ pour 2021 (67,3 \$ pour 2020) sont essentiellement composés d'honoraires de gestion de placements et d'administration de 256,6 \$ (90,3 \$ en 2020) reçus des filiales d'assurance et de réassurance, diminués des éliminations de consolidation. L'accroissement des honoraires de gestion de placements et d'administration de 2021 résulte surtout de la variation de la commission de performance à recevoir de Fairfax India (créance de 85,2 \$ en 2021, contre reprise d'une créance de 47,9 \$ en 2020) et d'une augmentation des honoraires de gestion de placements reçus des filiales d'assurance et de réassurance (surtout sous l'effet de la consolidation et de la gestion du portefeuille de placements d'Eurolife et de la plus-value latente nette des placements en actions et en titres assimilables à des actions).

La commission de performance à recevoir de 85,2 \$ a été comptabilisée par la société en raison de l'accord de consultation en placements conclu avec Fairfax India, aux termes duquel la société touche cette commission si l'augmentation de la valeur comptable de l'action de Fairfax India (capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, divisés par le nombre d'actions ordinaires effectivement en circulation) dépasse un certain seuil durant la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Les intérêts et dividendes, la quote-part du résultat net des entreprises associées et les profits (pertes) nets sur placements attribuables au secteur comptable Siège social et autres sont présentés à la rubrique « Placements » du présent rapport de gestion.

Impôt sur le résultat

Le taux d'impôt effectif de la société de 16,5 % pour 2021 (charge d'impôt de 726,0 \$) est inférieur au taux d'impôt de la société prévu par la loi au Canada, qui est de 26,5 %, pour les principales raisons suivantes : les taux d'impôt inférieurs au taux prévu par la loi au Canada (principalement en Asie, aux États-Unis, à la Barbade, au Royaume-Uni et chez Allied World); l'exonération fiscale des revenus d'investissement (composés essentiellement du produit de dividendes, du produit d'intérêts non imposable, de la tranche de 50 % des gains en capital nets qui n'est pas imposable au Canada et de la quote-part du résultat net positif des entreprises associées dans certains territoires); ces facteurs étant partiellement neutralisés par les avantages fiscaux non comptabilisés des pertes et des différences temporaires (essentiellement des actifs d'impôt différé non comptabilisés au Canada et aux États-Unis, contrebalancés partiellement par la comptabilisation d'actifs d'impôt différé non comptabilisés antérieurement au Royaume-Uni et chez Allied World) et par les différences permanentes.

Le taux d'impôt effectif de la société de 84,7 % pour 2020 (charge d'impôt de 206,7 \$) était supérieur au taux d'impôt de 26,5 % de la société prévu par la loi au Canada, pour les principales raisons suivantes : les avantages fiscaux non comptabilisés des pertes et des différences temporaires (essentiellement des actifs d'impôt différé non comptabilisés au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni) et les différences permanentes (principalement des pertes de valeur hors trésorerie sur le goodwill et les immobilisations incorporelles que le secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance a comptabilisées), ce qui était partiellement contrebalancé par l'exonération fiscale des revenus d'investissement (composés essentiellement du produit de dividendes, du produit d'intérêts non imposable, de la tranche de 50 % des gains en capital nets qui n'est pas imposable au Canada, de la quote-part du résultat net positif des entreprises associées dans certains territoires et du profit non imposable résultant de la déconsolidation du groupe Liquidation de sinistres en Europe).

Pour un complément d'information, voir la note 18 (Impôt sur le résultat) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont essentiellement dans Allied World, Fairfax India, Brit, Odyssey Group et Société de Recettes Illimitées. Pour un complément d'information, voir la note 16 (Total des capitaux propres) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

État de la situation financière par secteur comptable

Les états de la situation financière sectoriels de la société aux 31 décembre 2021 et 2020 présentent les actifs et les passifs de tous les secteurs comptables de la société ainsi que les capitaux permanents que la société a investis dans ceux-ci. Les états de la situation financière sectoriels ont été établis sur les bases suivantes :

- a) L'état de la situation financière de chaque secteur comptable est présenté sur la base de l'entité juridique de chaque filiale comprise dans ce secteur, conformément aux méthodes comptables de Fairfax et aux IFRS; il inclut, le cas échéant, les ajustements comptables du prix d'acquisition associés principalement au goodwill et aux immobilisations incorporelles qui ont été établis au moment de l'acquisition initiale des filiales ou d'une acquisition par étapes ultérieure.
- b) Au 31 décembre 2021, certaines filiales de la société détenaient des participations dans d'autres filiales de Fairfax (les « sociétés affiliées de Fairfax »). Ces participations dans les sociétés affiliées de Fairfax sont comptabilisées au coût et présentées dans le tableau ci-après. Les soldes d'assurance et de réassurance des sociétés affiliées, y compris les primes à recevoir (incluses dans les créances résultant de contrats d'assurance), les frais d'acquisition de primes différés, les montants à recouvrer de réassureurs, les montants à payer au titre de contrats d'assurance, la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres ainsi que la provision pour primes non acquises ne sont pas présentés séparément; ils sont éliminés dans la colonne « Siège social et éliminations ».

- c) La colonne « Siège social et éliminations » englobe la société de portefeuille Fairfax et ses filiales qui sont des sociétés de portefeuille intermédiaires, de même que les écritures de consolidation et d'élimination qui doivent être passées selon les IFRS pour établir des états financiers consolidés. La plus importante de ces écritures vise l'élimination de la réassurance intragroupe (qui comprend principalement la réassurance fournie par le groupe de réassurance, ainsi que la réassurance entre Odyssey Group et Allied World, et les assureurs en première ligne). Cette écriture touche les montants à recouvrer de réassureurs, la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres et la provision pour primes non acquises. Les emprunts pris en compte dans la colonne « Siège social et éliminations » de 5 346,1 \$ au 31 décembre 2021 (5 588,1 \$ au 31 décembre 2020) étaient essentiellement composés des emprunts de la société de portefeuille Fairfax, soit 5 338,6 \$ (5 580,6 \$ au 31 décembre 2020).

Participations dans les sociétés affiliées de Fairfax au 31 décembre 2021

	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Assurance et réassurance — Autres	Assurance vie et Liquidation de sinistres	Siège social et autres	Données consolidées
Participations dans les sociétés d'assurance et de réassurance affiliées^{1), 2)}											
Zenith National	—	6,1 %	2,0 %	—	—	—	—	—	—	91,9 %	100,0 %
TRG (Liquidation de sinistres)	—	—	—	—	—	—	—	31,5 %	—	68,5 %	100,0 %
Singapore Re	—	8,8 %	—	—	—	—	91,2 %	—	—	—	100,0 %
Participations dans les sociétés affiliées non liées à l'assurance³⁾											
Thomas Cook India	—	8,5 %	1,4 %	0,4 %	—	10,3 %	0,5 %	0,2 %	2,3 %	43,2 %	66,8 %
Fairfax India	—	6,1 %	3,7 %	1,0 %	3,3 %	5,9 %	1,1 %	2,4 %	—	6,6 %	30,1 %
Société de Recettes Illimitées	5,4 %	12,3 %	7,1 %	1,0 %	2,4 %	5,7 %	—	3,1 %	0,2 %	1,3 %	38,5 %
Boat Rocker	—	—	25,3 %	9,0 %	—	5,9 %	—	4,8 %	—	—	45,0 %
AGT	—	7,7 %	12,3 %	3,1 %	—	16,4 %	—	—	—	18,5 %	58,0 %
Dexterra Group	—	16,9 %	5,3 %	—	3,1 %	10,9 %	—	—	3,4 %	9,2 %	48,8 %
Farmers Edge	2,2 %	17,5 %	22,9 %	3,5 %	0,9 %	4,5 %	—	9,9 %	—	—	61,4 %

- 1) Ce tableau exclut les filiales dans lesquelles la participation de la société est entièrement détenue par la société de portefeuille, notamment Northbridge, Odyssey Group, Crum & Forster, Brit, Allied World, Fairfax Asia, Fairfax Brasil, Fairfax Latam, Bryte Insurance, Polish Re, Colonnade Insurance, Fairfax Ukraine et Eurolife (consolidée le 14 juillet 2021).
- 2) Les participations dans les sociétés d'assurance et de réassurance affiliées sont présentées dans l'état de la situation financière sectoriel, en tant que participations dans des sociétés d'assurance et de réassurance affiliées de Fairfax.
- 3) Les participations dans les sociétés affiliées n'appartenant pas au secteur de l'assurance sont présentées dans l'état de la situation financière sectoriel en tant que placements de portefeuille.

État de la situation financière par secteur comptable au 31 décembre 2021

	Assurance et réassurance									Assurance vie et Liquidation de sinistres	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Siège social et éliminations ⁴⁾	Données consolidées
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total				
Actif													
Trésorerie et placements de la société de portefeuille	77,5	511,0	2,3	13,7	—	—	—	—	604,5	—	—	873,8	1 478,3
Créances découlant de contrats d'assurance	597,1	2 328,2	447,1	229,2	1 208,0	1 490,6	122,7	843,1	7 266,0	7,8	—	(390,6)	6 883,2
Placements de portefeuille ¹⁾	4 187,1	11 669,3	5 773,6	1 727,8	5 514,3	10 739,0	3 086,0	2 364,7	45 061,8	4 963,9	2 252,8	(581,1)	51 697,4
Frais d'acquisition de primes différés	193,2	547,1	230,4	17,5	297,3	475,6	33,9	182,3	1 977,3	3,8	—	(57,0)	1 924,1
Montants à recouvrer des réassureurs	425,1	1 670,9	1 582,7	46,8	2 398,5	4 822,5	494,1	2 056,7	13 497,3	457,6	—	(1 864,4)	12 090,5
Actifs d'impôt différé	36,5	69,8	73,8	43,6	—	—	1,2	43,3	268,2	29,0	—	158,3	522,4
Goodwill et immobilisations incorporelles	216,2	174,6	280,1	402,0	796,1	1 505,8	104,9	99,8	3 579,5	7,5	2 341,2	—	5 928,2
Montants à recevoir de sociétés affiliées	209,7	7,9	4,1	0,2	1,3	7,2	1,0	0,5	231,9	360,2	—	(592,1)	—
Autres actifs	209,9	228,3	295,9	82,1	382,2	254,1	166,2	127,3	1 746,0	810,0	3 195,5	369,8	6 121,3
Participations dans les sociétés d'assurance et de réassurance affiliées de Fairfax ²⁾	—	102,8	29,4	—	—	—	—	35,0	167,2	29,3	—	(196,5)	—
Total de l'actif	6 152,3	17 309,9	8 719,4	2 562,9	10 597,7	19 294,8	4 010,0	5 752,7	74 399,7	6 669,1	7 856,4	(2 279,8)	86 645,4
Passif													
Dettes d'exploitation et charges à payer	282,4	564,7	366,4	74,7	317,2	310,0	49,7	185,3	2 150,4	233,4	2 077,4	524,2	4 985,4
Obligations au titre des dérivés	—	53,8	4,2	0,4	13,3	0,8	—	—	72,5	—	47,9	32,5	152,9
Montants à payer à des sociétés affiliées	0,6	10,9	0,1	3,1	—	0,2	4,0	10,5	29,4	0,2	135,1	(164,7)	—
Passifs d'impôt différé	—	—	—	—	46,0	49,7	211,8	14,7	322,2	72,9	198,5	5,2	598,8
Montants à payer au titre de contrats d'assurance	163,0	1 132,1	222,5	63,3	955,5	1 007,8	114,3	630,9	4 289,4	652,0	—	(447,9)	4 493,5
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres ³⁾	2 464,7	7 842,7	4 272,5	1 052,7	5 130,7	9 548,1	693,1	2 680,1	33 684,6	4 806,1	—	(1 598,4)	36 892,3
Provision pour primes non acquises ³⁾	1 068,0	2 341,9	1 207,7	282,8	1 392,0	3 150,0	282,9	988,2	10 694,5	16,5	—	(256,8)	10 454,2
Emprunts	—	—	—	38,3	227,9	524,5	—	—	790,7	—	1 616,2	5 346,1	7 753,0
Total du passif	3 978,7	11 946,1	6 073,4	1 515,3	8 082,6	14 591,1	1 336,8	4 509,7	52 033,7	5 781,1	4 075,1	3 440,2	65 330,1
Capitaux propres													
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax	2 173,6	5 363,8	2 646,0	1 047,6	2 280,9	4 703,7	2 601,9	1 237,6	22 055,1	888,0	3 690,8	(10 248,8)	16 385,1
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	71,3	5,4	310,9	—	90,5	—	4 930,2
Total des capitaux propres	2 173,6	5 363,8	2 646,0	1 047,6	2 515,1	4 703,7	2 673,2	1 243,0	22 366,0	888,0	3 781,3	(5 720,0)	21 315,3
Total du passif et des capitaux propres	6 152,3	17 309,9	8 719,4	2 562,9	10 597,7	19 294,8	4 010,0	5 752,7	74 399,7	6 669,1	7 856,4	(2 279,8)	86 645,4
Capitaux permanents													
Emprunts	—	—	—	38,3	227,9	524,5	—	—	790,7	—	1 616,2	5 346,1	7 753,0
Participations dans les sociétés affiliées de Fairfax	62,4	598,0	585,4	62,1	107,0	364,3	29,0	133,5	1 941,7	76,5	—	(2 018,2)	—
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax	2 111,2	4 215,8	2 060,6	985,5	1 848,8	2 919,8	2 586,7	1 108,8	17 837,2	811,5	1 782,5	(4 046,1)	16 385,1
Participations ne donnant pas le contrôle	—	550,0	—	—	559,3	1 419,6	57,5	0,7	2 587,1	—	1 998,8	344,3	4 930,2
Total des capitaux permanents	2 173,6	5 363,8	2 646,0	1 085,9	2 745,0	5 228,2	2 673,2	1 243,0	23 156,7	888,0	5 397,5	(373,9)	29 068,3
% du total des capitaux permanents consolidés	7,5 %	18,5 %	9,1 %	3,7 %	9,4 %	18,0 %	9,2 %	4,3 %	79,7 %	3,1 %	18,6 %	(1,4) %	100,0 %

- 1) Compte tenu des placements intragroupe dans des filiales de Fairfax hors du secteur de l'assurance qui sont comptabilisés au coût et éliminés lors de la consolidation.

- 2) Placements intragroupe dans des filiales d'assurance et de réassurance de Fairfax, comptabilisés au coût et éliminés lors de la consolidation.
- 3) Prise en compte dans les passifs au titre des contrats d'assurance dans l'état consolidé de la situation financière.
- 4) La colonne « Siège social et éliminations » englobe la société de portefeuille Fairfax, les sociétés de portefeuille filiales intermédiaires, ainsi que les écritures de consolidation et d'élimination. Les plus importantes de ces écritures sont l'élimination de la réassurance intragroupe offerte par le groupe de réassurance, et la réassurance fournie par Odyssey Group et Allied World aux assureurs en première ligne.

État de la situation financière par secteur comptable au 31 décembre 2020

	Assurance et réassurance									Liquidation de sinistres	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Siège social et éliminations ⁵⁾	Données consolidées
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total				
Actif													
Trésorerie et placements de la société de portefeuille	76,3	499,6	8,1	14,1	—	—	—	—	598,1	—	—	654,1	1 252,2
Créances découlant de contrats d'assurance	537,5	1 674,0	412,9	233,1	1 015,9	1 409,7	100,5	668,9	6 052,5	8,4	—	(244,8)	5 816,1
Placements de portefeuille ^{1), 2)}	3 472,2	10 347,5	5 023,1	1 616,3	4 912,0	9 224,0	1 246,1	2 106,6	37 947,8	1 592,4	1 810,3	758,1	42 108,6
Frais d'acquisition de primes différés	169,4	387,4	197,3	12,8	222,3	404,9	22,5	157,8	1 574,4	—	—	(30,7)	1 543,7
Montants à recouvrer des réassureurs	379,4	1 497,2	1 143,4	38,5	1 829,3	4 092,6	330,1	1 943,7	11 254,2	453,7	—	(1 174,7)	10 533,2
Actifs d'impôt différé	58,1	159,9	148,1	59,4	—	—	2,0	32,5	460,0	0,1	64,5	189,3	713,9
Goodwill et immobilisations incorporelles	200,9	177,0	293,0	410,8	781,3	1 551,7	119,5	52,0	3 586,2	41,1	2 601,8	—	6 229,1
Montants à recevoir de sociétés affiliées	207,4	8,0	3,6	0,2	0,5	2,0	0,7	0,2	222,6	357,7	3,8	(584,1)	—
Autres actifs	130,4	202,0	337,1	86,8	279,4	290,6	98,7	101,4	1 526,4	119,2	3 868,6	343,0	5 857,2
Participations dans les sociétés d'assurance et de réassurance affiliées de Fairfax ³⁾	—	89,1	29,4	—	—	—	—	34,7	153,2	29,3	—	(182,5)	—
Total de l'actif	5 231,6	15 041,7	7 596,0	2 472,0	9 040,7	16 975,5	1 920,1	5 097,8	63 375,4	2 601,9	8 349,0	(272,3)	74 054,0
Passif													
Dettes d'exploitation et charges à payer	248,4	552,1	350,9	63,9	172,8	276,0	41,0	138,2	1 843,3	59,9	2 566,4	526,5	4 996,1
Obligations au titre des dérivés	0,1	82,0	12,6	3,2	10,6	6,3	—	0,1	114,9	1,1	50,0	23,4	189,4
Montants à payer à des sociétés affiliées	0,6	0,3	1,6	3,5	—	0,4	0,5	1,4	8,3	—	117,6	(125,9)	—
Passifs d'impôt différé	0,9	—	—	—	28,9	64,0	47,9	11,0	152,7	—	197,7	6,0	356,4
Montants à payer au titre de contrats d'assurance	128,3	818,3	183,2	88,1	495,5	889,8	85,0	536,0	3 224,2	11,6	—	(271,8)	2 964,0
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres ⁴⁾	2 108,8	6 917,0	3 848,1	1 062,5	4 783,5	8 154,1	423,9	2 511,5	29 809,4	2 023,3	—	(1 023,4)	30 809,3
Provision pour primes non acquises ⁴⁾	931,2	1 681,3	1 010,4	279,6	1 020,4	2 607,6	196,4	823,2	8 550,1	—	—	(152,6)	8 397,5
Emprunts	—	90,0	41,4	38,3	314,5	549,2	—	—	1 033,4	—	2 192,5	5 588,1	8 814,0
Total du passif	3 418,3	10 141,0	5 448,2	1 539,1	6 826,2	12 547,4	794,7	4 021,4	44 736,3	2 095,9	5 124,2	4 570,3	56 526,7
Capitaux propres													
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax	1 813,2	4 900,7	2 147,8	932,9	2 092,8	4 436,6	1 060,0	1 071,3	18 455,3	506,0	3 080,0	(8 184,7)	13 856,6
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1	—	—	—	121,7	(8,5)	65,4	5,1	183,8	—	144,8	3 342,1	3 670,7
Total des capitaux propres	1 813,3	4 900,7	2 147,8	932,9	2 214,5	4 428,1	1 125,4	1 076,4	18 639,1	506,0	3 224,8	(4 842,6)	17 527,3
Total du passif et des capitaux propres	5 231,6	15 041,7	7 596,0	2 472,0	9 040,7	16 975,5	1 920,1	5 097,8	63 375,4	2 601,9	8 349,0	(272,3)	74 054,0
Capitaux permanents													
Emprunts	—	90,0	41,4	38,3	314,5	549,2	—	—	1 033,4	—	2 192,5	5 588,1	8 814,0
Participations dans les sociétés affiliées de Fairfax	61,8	489,7	258,2	63,5	105,1	274,1	29,2	122,9	1 404,5	65,8	—	(1 470,3)	—
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax	1 751,4	4 411,0	1 889,6	869,4	1 987,7	2 825,0	1 030,8	948,0	15 712,9	440,2	1 385,9	(3 682,4)	13 856,6
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1	—	—	—	121,7	1 329,0	65,4	5,5	1 521,7	—	1 838,9	310,1	3 670,7
Total des capitaux permanents	1 813,3	4 990,7	2 189,2	971,2	2 529,0	4 977,3	1 125,4	1 076,4	19 672,5	506,0	5 417,3	745,5	26 341,3
% du total des capitaux permanents consolidés	6,9 %	18,9 %	8,3 %	3,7 %	9,6 %	18,9 %	4,3 %	4,1 %	74,7 %	1,9 %	20,6 %	2,8 %	100,0 %

- 1) Compte tenu des placements intragroupe dans des filiales de Fairfax n'appartenant pas au secteur de l'assurance qui sont comptabilisés au coût et éliminés lors de la consolidation.
- 2) Compte tenu d'une participation dans une entreprise associée détenue en vue de la vente, de 729,5 \$, au 31 décembre 2020. Voir la note 6 (Participations dans des entreprises associées) et la note 23 (Acquisitions et dessaisissements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.
- 3) Placements intragroupe dans des filiales d'assurance et de réassurance de Fairfax, comptabilisés au coût et éliminés lors de la consolidation.
- 4) Prise en compte dans les passifs au titre des contrats d'assurance dans l'état consolidé de la situation financière.
- 5) La colonne « Siège social et éliminations » englobe la société de portefeuille Fairfax, les sociétés de portefeuille filiales intermédiaires, ainsi que les écritures de consolidation et d'élimination. Les plus importantes de ces écritures sont l'élimination de la réassurance intragroupe offerte par le groupe de réassurance, et la réassurance fournie par Odyssey Group et Allied World aux assureurs en première ligne.

Éléments des états consolidés de la situation financière

Résumé de l'état consolidé de la situation financière

Les variations des actifs et des passifs comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière de la société au 31 décembre 2021 par rapport à ceux inscrits au 31 décembre 2020 s'expliquent principalement par les facteurs suivants : la consolidation d'Eurolife et de Singapore Re; la plus-value latente nette des placements en actions et en titres assimilables à des actions et des placements de la société en actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit; la croissance du volume des transactions des établissements d'assurance et de réassurance; la vente de la participation de coentrepreneur que la société détenait dans RiverStone Barbados; la déconsolidation de Toys "R" Us Canada et de Mosaic Capital; la déconsolidation de Privi par Fairfax India; le lancement des premiers appels publics à l'épargne de Farmers Edge et de Boat Rocker.

Au 31 décembre 2021, **la trésorerie et les placements de la société de portefeuille** avaient augmenté en s'établissant à 1 478,3 \$ (ou 1 446,2 \$, déduction faite des obligations au titre des dérivés de la société de portefeuille de 32,1 \$), contre 1 252,2 \$ au 31 décembre 2020 (ou 1 229,4 \$, déduction faite des obligations au titre des dérivés de la société de portefeuille de 22,8 \$). Les variations importantes de la trésorerie de la société de portefeuille en 2021 sont expliquées à la rubrique « Situation de trésorerie » de la section « Situation financière » du présent rapport de gestion.

Au 31 décembre 2021, **les créances sur contrats d'assurance** avaient augmenté de 1 067,1 \$ et avaient atteint 6 883,2 \$, ayant été de 5 816,1 \$ au 31 décembre 2020, ce qui reflétait surtout une hausse des primes d'assurance et de réassurance à recevoir du fait de la croissance du volume des transactions, ainsi que le décalage normal entre le moment où ces créances sont comptabilisées et le moment où elles sont recouvrées (principalement chez Odyssey Group, Allied World, Brit et Northbridge).

Les placements de portefeuille sont composés de placements comptabilisés à la juste valeur et de participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, dont la valeur comptable totale s'élevait à 51 697,4 \$ au 31 décembre 2021 (ou 51 576,6 \$, déduction faite des obligations des filiales au titre des dérivés), contre 42 108,6 \$ au 31 décembre 2020 (ou 41 942,0 \$, déduction faite des obligations des filiales au titre des dérivés). La hausse de 9 634,6 \$ s'explique avant tout par la consolidation des portefeuilles de placements d'Eurolife (3 256,8 \$) et de Singapore Re (316,9 \$), par la plus-value latente nette des actions privilégiées (essentiellement un profit latent net de 1 490,3 \$ sur les placements de la société en actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit), des actions ordinaires, des contrats dérivés sur swaps de rendement total d'actions en positions acheteur et des obligations convertibles, en plus des facteurs particuliers qui ont fait varier les placements de portefeuille dont il est question dans les paragraphes qui suivent.

La trésorerie et les placements à court terme des filiales (y compris la trésorerie et les placements à court terme donnés en garantie d'engagements au titre des dérivés) ont augmenté de 8 599,9 \$, ce qui s'explique surtout par les produits résultant des ventes nettes d'obligations de sociétés à court et à moyen terme, de haute qualité, et par la consolidation de la trésorerie et des placements à court terme d'Eurolife (1 721,1 \$).

Les obligations (y compris celles données en garantie d'engagements au titre des dérivés) ont baissé de 1 547,1 \$, reflétant principalement le montant net des ventes d'obligations de sociétés à court et à moyen terme, de haute qualité, l'échange de certaines débetures émises par Seaspan contre des actions privilégiées d'Atlas nouvellement émises et le remboursement du reste des débetures de Seaspan, ces éléments étant partiellement contrebalancés par la consolidation des portefeuilles d'obligations d'Eurolife (1 217,2 \$) et la consolidation de Singapore Re, ainsi que par les achats nets de prêts hypothécaires de premier rang (826,9 \$), d'obligations du Trésor américain et d'obligations du gouvernement du Canada.

Les actions ordinaires ont augmenté de 892,1 \$ en raison surtout de leur plus-value latente nette et de la consolidation du portefeuille d'actions ordinaires détenu par Eurolife.

Les participations dans les entreprises associées (y compris celles détenues en vue de la vente) ont reculé de 335,6 \$ en raison surtout de la vente de la participation de coentrepreneur que la société détenait dans RiverStone Barbados, de la consolidation d'Eurolife et de Singapore Re (toutes deux comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence antérieurement), de la comptabilisation de distributions et de dividendes reçus d'entreprises associées et de coentreprises, de la quote-part du résultat global négatif d'entreprises associées (essentiellement des pertes de change) et de la vente partielle de la participation de la société dans IIFL Finance (Fairfax India détient encore la participation), ce qui a été partiellement contrebalancé par la quote-part dans les résultats nets positifs d'entreprises associées (402,0 \$), par la toute première comptabilisation de Gulf Insurance Company selon la méthode de la mise en équivalence et par la consolidation des participations d'Eurolife dans des entreprises associées (152,6 \$).

Les dérivés et autres actifs investis, déduction faite des obligations au titre des dérivés, ont augmenté de 224,6 \$, principalement en raison des profits latents nets sur les bons de souscription d'actions, d'une redevance annuelle à recevoir sur les futurs produits des activités ordinaires de Toys "R" Us Canada par suite de sa vente, d'une diminution du montant net à payer sur des contrats de change et des profits latents nets sur des immeubles de placement, ce qui a été partiellement contrebalancé par une diminution du montant net à recevoir sur les swaps sur rendement total d'actions en positions acheteur.

Au 31 décembre 2021, **les montants à recouvrer de réassureurs** avaient augmenté de 1 557,3 \$ et totalisaient 12 090,5 \$, contre 10 533,2 \$ au 31 décembre 2020, ce qui s'expliquait surtout par la croissance du volume des transactions et l'augmentation des sinistres liés à des catastrophes et cédés aux réassureurs, par la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 chez Brit et par la consolidation de Singapore Re, ce qui a été partiellement contrebalancé par la cession de montants d'évolution favorable nette de provisions pour sinistres d'années antérieures aux réassureurs.

Au 31 décembre 2021, les **actifs d'impôt différé** totalisaient 522,4 \$, contre 713,9 \$ au 31 décembre 2020, soit une baisse de 191,5 \$ qui résultait essentiellement de l'utilisation de pertes d'exploitation et de différences temporaires aux États-Unis à cause du résultat obtenu avant impôt, ce qui a été partiellement contrebalancé par la consolidation d'Eurolife.

Au 31 décembre 2021, le **goodwill et les immobilisations incorporelles** totalisaient 5 928,2 \$, en baisse de 300,9 \$ par rapport au total de 6 229,1 \$ inscrit au 31 décembre 2020, en raison surtout de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de la déconsolidation de Toys "R" Us Canada, de Privi (par Fairfax India) et de Mosaic Capital, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par la consolidation d'Eurolife et par les entrées d'immobilisations incorporelles. L'attribution sectorielle de 3 084,8 \$ au goodwill et de 2 843,4 \$ aux immobilisations incorporelles au 31 décembre 2021 (3 126,3 \$ et 3 102,8 \$ au 31 décembre 2020) est décrite à la note 12 (Goodwill et immobilisations incorporelles) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. En 2021, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été soumis à des tests de dépréciation, et il en ressort qu'ils n'avaient subi aucune perte de valeur significative.

Les **autres actifs** ont augmenté de 264,1 \$ en totalisant 6 121,3 \$ au 31 décembre 2021, contre 5 857,2 \$ au 31 décembre 2020, en raison surtout de la consolidation d'Eurolife (essentiellement des actifs associés à des produits d'assurance ayant pour référence des unités de compte), de l'augmentation des créances au titre des produits non réglés sur les titres vendus, de l'excédent de capitalisation des régimes de retraite de sociétés d'assurance et de réassurance et de l'augmentation des stocks et d'autres produits à recevoir du côté des sociétés autres que des sociétés d'assurance par suite de la reprise des activités dans la foulée du desserrement des mesures de confinement liées à la COVID-19 en 2021, ces facteurs étant partiellement neutralisés par la déconsolidation de Toys "R" Us Canada, de Privi (par Fairfax India) et de Mosaic Capital, et par l'amortissement et la cession d'immobilisations corporelles et d'actifs au titre de droits d'utilisation du côté des sociétés autres que des sociétés d'assurance.

Les **dettes d'exploitation et charges à payer** au 31 décembre 2021 avaient diminué de 10,7 \$, se chiffrant à 4 985,4 \$, contre 4 996,1 \$ au 31 décembre 2020, en raison principalement de la déconsolidation de Toys "R" Us Canada, de Privi (par Fairfax India) et de Mosaic Capital, et de la diminution des obligations locatives (surtout du fait des paiements effectués) et des passifs au titre des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite, ce qui a été partiellement contrebalancé par la consolidation d'Eurolife et par une augmentation de l'impôt sur le résultat à payer.

Au 31 décembre 2021, les **passifs d'impôt différé** s'établissaient à 598,8 \$, contre 356,4 \$ au 31 décembre 2020, soit une hausse de 242,4 \$ qui résultait essentiellement des profits latents nets sur les placements et de la consolidation d'Eurolife.

Au 31 décembre 2021, les **montants à payer au titre de contrats d'assurance** avaient augmenté de 1 529,5 \$ en s'établissant à 4 493,5 \$, ayant été de 2 964,0 \$ au 31 décembre 2020, ce qui reflétait surtout une augmentation des primes à payer aux réassureurs (essentiellement chez Brit et Odyssey Group) à cause d'une augmentation des primes cédées et du calendrier de leur paiement et de la consolidation d'Eurolife (essentiellement des montants à payer au titre des produits d'assurance ayant pour référence des unités de compte).

Au 31 décembre 2021, la **provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres** s'était accrue de 3 613,5 \$ en se chiffrant à 34 422,8 \$, contre 30 809,3 \$ au 31 décembre 2020, ce qui reflétait surtout la croissance du volume des transactions (surtout chez Allied World, Odyssey Group, Northbridge et Crum & Forster), la hausse des sinistres liés à des catastrophes et la consolidation de Singapore Re et d'Eurolife General, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par les progrès encore réalisés par le secteur Liquidation de sinistres dans le règlement de ses passifs au titre des sinistres, par l'appréciation du dollar américain vis-à-vis de l'euro (en ce qui concerne surtout Odyssey Group, Brit et Allied World) et vis-à-vis du peso chilien et par une évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures.

Au 31 décembre 2021, les **participations ne donnant pas le contrôle** avaient augmenté de 1 259,5 \$ et s'établissaient à 4 930,2 \$, contre 3 670,7 \$ au 31 décembre 2020, hausse qui reflétait essentiellement les autres variations nettes des capitaux permanents (1 226,9 \$ résultant essentiellement de la vente de participations ne donnant pas le contrôle dans Odyssey Group et Brit) et la quote-part des résultats nets positifs revenant aux participations ne donnant pas le contrôle (265,5 \$), ce qui a été partiellement contrebalancé par les dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle (155,4 \$) et par la quote-part des autres éléments du résultat global négatif revenant aux participations ne donnant pas le contrôle (73,4 \$). Pour un complément d'information, voir la note 16 (Total des capitaux propres) et la note 23 (Acquisitions et dessaisissements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Comparaison entre 2020 et 2019 – Le total des actifs et celui des passifs avaient augmenté en atteignant 74 054,0 \$ et 56 526,7 \$ au 31 décembre 2020, contre 70 508,5 \$ et 52 601,3 \$ au 31 décembre 2019, en raison surtout de la croissance des volumes de transactions des sociétés d'assurance et de réassurance, des profits nets tirés des obligations (car les produits nets tirés de la vente et de l'arrivée à échéance d'obligations du Trésor américain et d'obligations du gouvernement canadien avaient été réinvestis dans des obligations à court terme du Trésor américain) et de la consolidation de Farmers Edge le 1^{er} juillet 2020 et de Horizon North le 29 mai 2020, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par la déconsolidation de Fairfax Africa le 8 décembre 2020 et du groupe Liquidation de sinistres en Europe le 31 mars 2020 (classé comme détenu en vue de la vente au 31 décembre 2019). Voir la note 23 (Acquisitions et dessaisissements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 pour un complément d'information.

Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres

Afin de s'assurer, dans la mesure du possible, que la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres (souvent appelée « provisions pour sinistres ») de la société est suffisante, la direction a élaboré en 1985 des procédures pour soumettre la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres des établissements d'assurance et de réassurance de dommages de la société, ainsi que celle du secteur Assurance vie et Liquidation de sinistres, à plusieurs contrôles. Les provisions sont examinées séparément par les actuaires internes de chaque société en exploitation et par l'actuaire en chef de la société, et elles doivent être jugées acceptables par eux. De plus, des actuaires indépendants sont aussi engagés périodiquement pour qu'ils examinent les provisions d'une société en exploitation ou de certaines branches d'assurance.

Les tableaux qui suivent présentent la provision brute pour sinistres et frais de règlement de sinistres des établissements d'assurance et de réassurance de dommages de la société et du secteur Liquidation de sinistres, par secteur et par branche d'assurance, au 31 décembre :

2021

	Assurance et réassurance de dommages									Liquidation de sinistres	Siège social et autres	Données consolidées
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total			
Biens	398,1	2 051,9	255,9	7,3	952,5	1 486,5	270,2	1 260,1	6 682,5	43,9	—	6 726,4
Risques divers	1 972,2	5 119,8	3 837,8	1 034,2	3 464,5	7 730,2	215,1	773,9	24 147,7	1 375,6	—	25 523,3
Spécialisée	87,0	432,4	169,3	7,7	672,7	264,6	206,0	332,5	2 172,2	0,9	—	2 173,1
	2 457,3	7 604,1	4 263,0	1 049,2	5 089,7	9 481,3	691,3	2 366,5	33 002,4	1 420,4	—	34 422,8
Intragroupe	7,4	238,6	9,5	3,5	41,0	66,8	1,8	313,6	682,2	916,2	(1 598,4)	—
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres	2 464,7	7 842,7	4 272,5	1 052,7	5 130,7	9 548,1	693,1	2 680,1	33 684,6	2 336,6	(1 598,4)	34 422,8

2020

	Assurance et réassurance de dommages									Liquidation de sinistres	Siège social et autres	Données consolidées
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total			
Biens	305,8	1 873,4	243,5	6,0	755,6	1 294,0	105,3	1 192,5	5 776,1	77,6	—	5 853,7
Risques divers	1 720,1	4 469,6	3 433,9	1 049,6	3 252,5	6 534,2	166,7	784,3	21 410,9	1 412,0	—	22 822,9
Spécialisée	73,9	398,0	159,3	6,9	726,1	275,7	148,5	342,8	2 131,2	1,5	—	2 132,7
	2 099,8	6 741,0	3 836,7	1 062,5	4 734,2	8 103,9	420,5	2 319,6	29 318,2	1 491,1	—	30 809,3
Intragroupe	9,0	176,0	11,4	—	49,3	50,2	3,4	191,9	491,2	532,2	(1 023,4)	—
Provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres	2 108,8	6 917,0	3 848,1	1 062,5	4 783,5	8 154,1	423,9	2 511,5	29 809,4	2 023,3	(1 023,4)	30 809,3

Dans le cadre de leurs activités normales, les établissements d'assurance et de réassurance de la société, ainsi que le secteur Liquidation de sinistres, peuvent donner en gage leurs propres actifs comme garantie de l'acquittement de leurs obligations à l'égard du règlement des sinistres ou du paiement des primes (et des intérêts courus). Les actifs peuvent être donnés en gage dans les cas suivants (directement ou pour garantir des lettres de crédit) : les dépôts réglementaires (comme les dépôts faits aux États des États-Unis en matière d'indemnité pour un accident du travail); les dépôts de fonds faits à la Lloyd's au titre des activités de souscription de la société sur le marché de Londres; en tant que garantie, par une société non agréée (en vertu de la réglementation sur les assurances aux États-Unis), pour les sinistres pris en charge et pour les obligations au titre des fonds retenus. En général, les actifs donnés en garantie sont libérés au moment de l'acquittement des obligations. La trésorerie et les placements de 6,6 G\$ donnés en garantie par les filiales de la société au 31 décembre 2021, décrits à la note 5 (Trésorerie et placements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021, représentaient le montant total, à cette date, donné en gage dans le cadre des activités normales comme garantie de l'acquittement des obligations respectives de chaque filiale garante (ces garanties ne concernent pas les garanties données à l'égard des obligations de la filiale d'une autre filiale, soit le cautionnement intragroupe).

La provision pour sinistres est établie par les sociétés d'assurance de la société selon la méthode de cas lorsque les sinistres sont déclarés pour la première fois. Les provisions sont ensuite ajustées lorsque des informations supplémentaires sur le montant estimé définitif des sinistres deviennent connues au cours du règlement. Les sociétés de réassurance de la société s'appuient sur les informations initiales et ultérieures sur les primes et les sinistres qu'elles reçoivent des sociétés cédantes pour estimer leurs provisions pour sinistres. Pour établir une provision suffisante afin de couvrir le passif ultime estimé qui découlerait de l'ensemble des obligations en matière d'assurance et de réassurance de la société, une provision est aussi constituée à l'égard du calcul fait par la direction des facteurs influant sur l'évolution future des sinistres, y compris les sinistres subis, mais non déclarés, en fonction du volume des contrats en vigueur, de l'historique des sinistres passés et des changements éventuels, comme les changements dans l'ensemble des contrats sous-jacents, l'évolution des lois et des facteurs de coûts.

La société ajuste la provision pour sinistres, à la hausse ou à la baisse, au fur et à mesure qu'elle obtient plus d'informations sur les sinistres. Étant donné la nature estimative de ce processus et compte tenu du temps qu'il faut pour régler nombre des sinistres importants, il est possible qu'il faille attendre plusieurs années avant de procéder à une comparaison valable entre le montant réel des sinistres et les estimations initiales.

L'évolution de la provision pour sinistres est souvent mesurée en tant qu'écart entre les estimations des provisions faites à la fin de l'année initiale et les estimations des provisions faites à la fin de chaque année ultérieure. La provision est modifiée en fonction du règlement réel, partiel ou total, des sinistres ainsi qu'en fonction des estimations actualisées des provisions requises pour les sinistres non encore réglés et les sinistres non encore déclarés. L'évolution de la provision est considérée comme favorable lorsque l'estimation ultérieure est moins élevée que l'estimation initiale et, à l'inverse, elle est considérée comme défavorable lorsque l'estimation initiale est moins élevée que l'estimation ultérieure. L'évolution favorable nette des provisions pour sinistres dans les deux tableaux ci-après ne tient pas compte de l'évolution des provisions d'une filiale dans l'année où elle a été acquise. Dans le tableau « Rapprochement de la provision pour sinistres – Consolidé », la provision pour sinistres d'une filiale au 31 décembre de l'année de son acquisition s'ajoute au poste « Provision pour sinistres des entreprises et des transactions de réassurance conclues au cours de l'année – au 31 décembre », alors que l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres qui est présentée à la rubrique « Sources du résultat net » du présent rapport de gestion et à l'état consolidé du résultat net tient compte de l'évolution des provisions pour sinistres d'une filiale depuis sa date d'acquisition.

L'évolution favorable nette globale des provisions pour les exercices clos les 31 décembre se décompose comme suit :

	Favorable (défavorable)	
	2021	2020
Assurance et réassurance de dommages		
Northbridge	29,2	39,2
Odyssey Group	120,1	219,5
Crum & Forster	3,7	5,2
Zenith National	70,8	74,1
Brit	100,1	62,8
Allied World	(18,8)	5,1
Fairfax Asia ¹⁾	17,5	18,5
Autres ²⁾	26,1	30,5
	<u>348,7</u>	<u>454,9</u>
Liquidation de sinistres	(224,6)	(132,6)
Evolution favorable nette	<u>124,1</u>	<u>322,3</u>

1) Compte non tenu de l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures des sociétés acquises en 2021 – Singapore Re (4,0 \$).

2) Compte non tenu de l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures des sociétés acquises en 2021 – Eurolife (2,9 \$).

Le tableau suivant présente l'évolution de la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres inscrite aux états consolidés de la situation financière et son effet sur le montant net des sinistres pour les exercices clos les 31 décembre :

Rapprochement de la provision pour sinistres – Consolidé

	2021	2020
Provision pour sinistres au 1 ^{er} janvier – montant net	22 856,5	21 558,4
Effet du change	(236,8)	190,5
Sinistres survenus :		
Dans l'année même	10 756,5	9 520,0
Dans les années antérieures – évolution favorable nette	(124,1)	(322,3)
Montants versés au cours de l'année à l'égard de sinistres survenus :		
Dans l'année même	(2 380,6)	(2 540,4)
Dans les années antérieures	(5 594,7)	(5 521,9)
Provision pour sinistres des entreprises acquises et des transactions de réassurance conclues au cours de l'année – au 31 décembre	210,0	—
Dessaisissements au cours de l'exercice	(12,3)	(27,8)
Provision pour sinistres au 31 décembre, avant l'élément suivant	<u>25 474,5</u>	<u>22 856,5</u>
CTR Life	4,4	5,5
Provision pour sinistres au 31 décembre – montant net	<u>25 478,9</u>	<u>22 862,0</u>
Quote-part de la provision pour sinistres revenant aux réassureurs au 31 décembre	8 943,9	7 947,3
Provision pour sinistres au 31 décembre – montant brut	<u>34 422,8</u>	<u>30 809,3</u>

L'effet du change sur l'évolution de la provision pour sinistres en 2021 est essentiellement celui de l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro (concernant principalement Odyssey Group, Brit et Allied World) et par rapport aux pesos chilien, argentin et colombien, au zloty polonais et au rand sud-africain. En général, la société gère le risque de change sur les passifs en investissant dans des instruments financiers et d'autres actifs libellés dans la même devise que les passifs auxquels ils se rattachent.

La société s'efforce de constituer des provisions pour sinistres et frais de règlement de sinistres suffisantes à la date d'évaluation initiale pour que l'évolution par rapport aux années antérieures, le cas échéant, soit favorable à des dates d'évaluation ultérieures. Les provisions feront toujours l'objet d'une évolution à la hausse ou à la baisse et pourraient être très différentes de ce qu'elles étaient antérieurement en raison de plusieurs facteurs inconnus.

Le site Web de Fairfax (www.fairfax.ca) contient un complément d'information financière annuelle (*Annual Financial Supplement*) pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 dont les tableaux présentent un rapprochement des provisions historiques et l'évolution des provisions pour sinistres de Northbridge, d'Odyssey Group, de Crum & Forster, de Zenith National, de Brit, d'Allied World, de Fairfax Asia et du secteur Assurance et réassurance – Autres (constitué du groupe de réassurance, de Bryte Insurance, de Fairfax Latin America, de Fairfax CEE et d'Eurolife General), ainsi qu'un rapprochement des provisions pour sinistres du secteur Liquidation de sinistres.

Risques de l'amiante, risques de pollution et autres risques latents

Les passifs au titre des contrats d'assurance de la société comprennent des estimations de l'exposition de la société aux sinistres liés à l'amiante, à la pollution environnementale et à d'autres types de sinistres latents (collectivement, les « risques APA »).

Un certain nombre de filiales de la société ont souscrit, avant leur acquisition par Fairfax, des contrats d'assurance et de réassurance responsabilité civile générale aux termes desquels les assurés continuent de soumettre des réclamations pour lésions corporelles liées à l'amiante. Pratiquement tous les sinistres liés à l'amiante que la société doit régler sont maintenant gérés par le secteur Liquidation de sinistres. Ces types de sinistres comportent beaucoup d'incertitude qui influe sur la capacité des assureurs et des réassureurs d'estimer le montant des sinistres non payés et des frais de règlement de sinistres connexes. Le litige concernant les principes juridiques clés qui régissent les obligations d'assurance n'est pas encore réglé devant les tribunaux, et la législation dans divers États a remis en cause l'intention de l'assureur et de l'assuré exprimée dans le texte des polices d'assurance. De plus, les litiges relatifs à l'amiante demeurent un processus imparfait pour un règlement équitable des sinistres liés à l'amiante. Par conséquent, le secteur de l'assurance en général est confronté à des litiges constamment et à des incertitudes face à la quantification des sinistres liés à l'amiante.

Les demandes de règlement relatives au mésothéliome et au cancer du poumon représentent la majorité des sinistres liés à l'amiante, et le nombre de cas de mésothéliome n'a pas diminué graduellement comme attendu. Le nombre moyen de défendeurs cités dans chaque cas continue de grimper et, chaque année, de plus en plus de nouveaux défendeurs jamais poursuivis auparavant pour des questions d'amiante sont cités à comparaître devant le tribunal, ce qui fait gonfler les coûts de défense. En outre, les cabinets d'avocats des demandeurs dans les causes impliquant l'amiante continuent à exiger des indemnités de plus en plus importantes sur décisions du jury et en règlement des poursuites intentées pour des tumeurs malignes attribuables à l'amiante. Les décisions judiciaires rendues concernant l'amiante ont été partagées, tantôt en faveur du plaignant, tantôt en faveur du défendeur, et ce, partout aux États-Unis. La société continue de mettre sur pied des stratégies et de prendre des initiatives afin de s'attaquer à ces questions et elle évaluera ses provisions pour sinistres liés à l'amiante et les ajustera si nécessaire.

La société s'expose aussi à des demandes de règlement liées à la pollution environnementale et à d'autres sinistres latents en matière de lésions corporelles prétendument attribuables à l'exposition à des produits ou à des substances potentiellement dangereux tels que les produits pharmaceutiques, les produits chimiques, les pigments à base de plomb et le talc. D'autres sinistres latents en matière de lésions corporelles ont aussi découlé de traumatismes crâniens au sport, d'agressions sexuelles ou de problèmes de dépendance aux opioïdes dont la responsabilité, selon les allégations, revient à l'assuré. L'exposition éventuelle associée à des poursuites pour agressions sexuelles a augmenté en raison d'une conscientisation accrue du public et des enquêtes menées sur des agressions passées, des poursuites grandement médiatisées et des lois qui augmentent la capacité des victimes présumées à tenter une poursuite, ce qui a occasionné de nouvelles demandes d'indemnisation lancées contre la société. En outre, la société suit de près l'émergence des réclamations concernant la contamination de l'eau et du sol par des produits chimiques perfluorés, ainsi qu'un nombre croissant de litiges délictuels de masse alléguant des dommages corporels causés par des pesticides et des produits agrochimiques comme le « Roundup », le paraquat et le chlorpyrifos. En assurance responsabilité des fabricants de peinture au plomb, les demandes de dédommagement pour la suppression à grande échelle de ces peintures qui se retrouvent devant plusieurs tribunaux d'appel exposent aussi la société à des pertes éventuelles. Par ailleurs, la société continue de recevoir des demandes d'indemnisation de la part de sociétés cherchant à se protéger contre des poursuites faites par des femmes qui allèguent avoir subi des lésions corporelles dues à une exposition au talc, souvent sous prétexte de sa contamination par l'amiante, se trouvant dans des biens de consommation tels que la poudre et les cosmétiques. Le nombre de demandeurs se compte par dizaines de milliers, et le dénouement de ces litiges et le degré d'exposition de la société à ceux-ci sont très incertains.

Les provisions pour sinistres liés à l'amiante, à la pollution et aux autres risques latents ne peuvent être estimées selon les techniques traditionnelles qui sont fonction de facteurs historiques d'évolution des sinistres par année de survenance. L'incertitude inhérente aux estimations futures découle du manque de données historiques, du volume et de la tendance de ces réclamations dont la nature est incertaine, de la science émergente qui examine les risques de maladie liés à ces substances, des changements dans la législation, du manque de cohérence dans les décisions judiciaires, de l'insolvabilité des défendeurs et des co-assureurs, et de l'inflation sociale et économique. Étant donné que la situation de chaque assuré est différente tant sur le plan de la responsabilité que sur celui de la couverture, la société évalue, assuré par assuré, les sinistres liés à l'amiante, à la pollution et aux autres risques latents. Depuis le milieu des années 1990, la société utilise des méthodes sophistiquées qui s'appuient sur l'expérience de l'entreprise et des données sur les sinistres pour évaluer la responsabilité civile rattachée aux sinistres déclarés. La méthode fait appel à une analyse exhaustive ascendante des risques, qui est la meilleure méthode de l'industrie. Parallèlement à l'analyse fondée sur l'exposition aux risques, la société utilise aussi des méthodes de globalisation du secteur de l'assurance en général lorsqu'elle établit ses provisions liées à l'amiante, à la pollution et aux autres risques latents.

Le tableau qui suit présente une analyse des provisions nettes et brutes pour sinistres et FRSI de la société découlant des risques de l'amiante aux États-Unis pour les exercices clos le 31 décembre :

	2021		2020	
	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
Amiante				
Provision pour sinistres et FRSI liés à l'amiante au 1 ^{er} janvier	1 030,6	840,0	1 074,6	860,5
Sinistres et FRSI liés à l'amiante subis et engagés au cours de l'année	199,1	151,6	161,0	121,2
Sinistres et FRSI liés à l'amiante payés au cours de l'année	(193,0)	(152,7)	(205,0)	(141,7)
Provision pour sinistres et FRSI liés à l'amiante au 31 décembre	<u>1 036,7</u>	<u>838,9</u>	<u>1 030,6</u>	<u>840,0</u>

Dans la mesure où des faits nouveaux sociaux, scientifiques, économiques, juridiques ou légaux futurs viendraient modifier le nombre de sinistres, la responsabilité des assurés, la portée des contrats d'assurance ou la possibilité de recouvrement par la réassurance, il est possible que les provisions pour sinistres estimées actuellement requièrent de nouveaux ajustements à certains moments.

Montants à recouvrer des réassureurs

Les établissements d'assurance et de réassurance de la société achètent de la réassurance pour différentes raisons, notamment pour se protéger de pertes financières catastrophiques susceptibles de découler d'un sinistre unique, comme la perte totale d'une usine importante dans un incendie, pour se protéger contre une concentration d'un grand nombre de demandes d'indemnisation de faibles montants résultant d'un sinistre unique, comme un séisme ou un ouragan majeur, susceptible d'affecter un grand nombre de détenteurs de contrats en même temps ainsi que pour protéger, de façon générale, le capital en ramenant le risque de perte à des niveaux acceptables.

Les montants à recouvrer des réassureurs qui figurent à l'état consolidé de la situation financière (12 090,5 \$ au 31 décembre 2021) étaient composés de montants à recouvrer ultérieurement des réassureurs à l'égard de sinistres non payés (8 989,3 \$), de montants de réassurance à recevoir à l'égard de sinistres payés (1 019,9 \$) et de la fraction non acquise des primes cédées aux réassureurs (2 260,0 \$), déduction faite d'une correction de valeur pour soldes irrécouvrables (178,7 \$). Au 31 décembre 2021, les montants à recouvrer des réassureurs au titre des sinistres non réglés avaient augmenté de 1 017,6 \$ et totalisaient 8 989,3 \$, contre 7 971,7 \$ au 31 décembre 2020, ce qui s'expliquait surtout par la croissance du volume des transactions chez la plupart des sociétés d'assurance et de réassurance, par la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 chez Brit et par la consolidation de Singapore Re.

Le tableau qui suit énumère les 10 principaux groupes de réassurance de la société (classés selon les montants bruts à recouvrer des réassureurs) au 31 décembre 2021, lesquels groupes représentaient 61,7 % du montant brut à recouvrer des réassureurs (61,5 % au 31 décembre 2020).

Groupe de réassurance	Réassureur principal	Note d'A.M. Best (ou note équivalente de S&P) ¹⁾	Montants bruts à recouvrer des réassureurs ²⁾	Montants nets non garantis à recouvrer des réassureurs ³⁾
Munich	Munich Reinsurance Company	A+	1 558,0	1 298,7
Swiss Re	Swiss Reinsurance America Corporation	A+	1 262,2	1 212,5
Lloyd's	Lloyd's	A	1 189,9	1 084,1
AIIG	New Hampshire Insurance Company	A	852,0	842,4
Everest	Everest Reinsurance (Bermuda), Ltd.	A+	692,7	564,3
HDI	Hannover Rück SE	A+	490,5	485,3
Axis	Axis Reinsurance Company	A	450,8	439,4
Risk Management Agency	Federal Crop Insurance Corporation	Aucune notation	414,9	414,9
Sompo Holdings	Endurance Assurance Corporation	A+	343,4	339,4
Berkshire Hathaway	General Reinsurance Corporation	A++	317,9	317,4
10 principaux groupes de réassurance			<u>7 572,3</u>	<u>6 998,4</u>
Autres réassureurs			<u>4 696,9</u>	<u>3 889,2</u>
Montants bruts à recouvrer de réassureurs			<u>12 269,2</u>	<u>10 887,6</u>
Provision pour soldes de réassurance irrécouvrables			<u>(178,7)</u>	<u>(178,7)</u>
Montants à recouvrer des réassureurs			<u>12 090,5</u>	<u>10 708,9</u>

1) Note de solidité financière du réassureur principal.

2) Compte non tenu des provisions spécifiques pour soldes de réassurance irrécouvrables.

3) Déduction faite des soldes à l'égard desquels la société détient une garantie, et compte non tenu des provisions spécifiques pour soldes de réassurance irrécouvrables.

Le tableau ci-après indique le montant à recouvrer des réassureurs au 31 décembre 2021, soit 12 090,5 \$, ventilé entre le secteur comptable Assurance et réassurance de dommages et le secteur comptable Assurance vie et Liquidation de sinistres, selon la note de solidité financière accordée aux réassureurs. Les groupements et associations, qui sont indiqués séparément, sont en général des fonds d'assurance gouvernementaux ou fonds semblables comportant un risque de crédit limité.

Note d'A.M. Best (ou note équivalente de S&P)	Assurance et réassurance de dommages			Assurance vie et Liquidation de sinistres			Données consolidées		
	Montant brut à recouvrer des réassureurs	Soldes pour lesquels des garanties sont détenues	Montants nets non garantis à recouvrer des réassureurs	Montant brut à recouvrer des réassureurs	Soldes pour lesquels des garanties sont détenues	Montants nets non garantis à recouvrer des réassureurs	Montant brut à recouvrer des réassureurs	Soldes pour lesquels des garanties sont détenues	Montants nets non garantis à recouvrer des réassureurs
A++	519,9	26,9	493,0	48,3	0,3	48,0	568,2	27,2	541,0
A+	5 688,4	486,1	5 202,3	217,5	8,3	209,2	5 905,9	494,4	5 411,5
A	3 778,1	220,9	3 557,2	121,7	6,4	115,3	3 899,8	227,3	3 672,5
A-	362,2	41,1	321,1	9,7	2,8	6,9	371,9	43,9	328,0
B++	47,8	3,7	44,1	3,0	0,9	2,1	50,8	4,6	46,2
B+	0,5	0,3	0,2	—	—	—	0,5	0,3	0,2
B ou moins	20,2	0,1	20,1	—	—	—	20,2	0,1	20,1
Aucune notation	828,4	531,6	296,8	175,6	45,1	130,5	1 004,0	576,7	427,3
Groupements et associations	443,7	7,1	436,6	4,2	—	4,2	447,9	7,1	440,8
	<u>11 689,2</u>	<u>1 317,8</u>	<u>10 371,4</u>	<u>580,0</u>	<u>63,8</u>	<u>516,2</u>	<u>12 269,2</u>	<u>1 381,6</u>	<u>10 887,6</u>
Provision pour soldes de réassurance irrécouvrables	<u>(47,8)</u>		<u>(47,8)</u>	<u>(130,9)</u>		<u>(130,9)</u>	<u>(178,7)</u>		<u>(178,7)</u>
Montants à recouvrer des réassureurs	<u>11 641,4</u>		<u>10 323,6</u>	<u>449,1</u>		<u>385,3</u>	<u>12 090,5</u>		<u>10 708,9</u>

Comme garantie du remboursement des soldes à recouvrer des réassureurs, la société avait, au 31 décembre 2021, des lettres de crédit ou des fonds en fiducie totalisant 1 381,6 \$. En outre, Lloyd's est tenue de maintenir des fonds au Canada et aux États-Unis, lesquels sont surveillés par les organismes de réglementation compétents de ces pays.

La quasi-totalité de la correction de valeur pour soldes de réassurance irrécouvrables de 178,7 \$ au 31 décembre 2021 avait trait à un solde net non garanti de réassurance de 493,8 \$ à recouvrer des réassureurs ayant une note de B++ ou inférieure à cela, ce qui inclut les réassureurs qui n'étaient pas notés (exclusion faite des groupements et des associations).

Le risque de crédit associé aux montants à recouvrer des réassureurs est décrit sous la rubrique « Risque de crédit » de la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. À la lumière de l'analyse du risque de crédit effectuée par son service des garanties de réassurance, la société croit que sa correction de valeur des soldes de réassurance irrécouvrables est raisonnable pour tenir compte de toutes les pertes résultant de ces soldes en date du 31 décembre 2021.

Le résultat net consolidé inclut le coût avant impôt des cessions en réassurance de 765,8 \$ (172,9 \$ en 2020), qui est une mesure financière complémentaire que la société utilise pour connaître le coût ou l'avantage associé à la cession, aux réassureurs, des portefeuilles et des risques. L'effet avant impôt des cessions en réassurance, sur une base consolidée et sur la base des montants figurant à la note 9 (Réassurance) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021, est constitué des éléments suivants : la part des réassureurs dans les primes acquises, soit 5 228,8 \$ (3 910,1 \$ en 2020); les commissions acquises sur la part des réassureurs dans les primes acquises, soit 1 007,8 \$ (821,0 \$ en 2020); les sinistres cédés à des réassureurs, soit 3 479,0 \$ (2 842,3 \$ en 2020); une correction de valeur des soldes de réassurance irrécouvrables pour un montant net de 23,8 \$ (montant net de 3,3 \$ à titre de recouvrement de soldes de réassurance irrécouvrables en 2020).

Exercice clos le 31 décembre 2021

	Assurance et réassurance de dommages								Assurance vie et Liquidation de sinistres	Intra- groupe ¹⁾	Données consolidées	
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster ¹⁾	Zenith National	Brit ²⁾	Allied World	Fairfax Asia	Autres				Total
Part des réassureurs dans les primes acquises	196,0	821,8	1 019,4	20,8	1 113,7	1 808,7	255,1	788,7	6 024,2	3,6	(799,0)	5 228,8
Avantage (coût) avant impôt des cessions en réassurance	24,7	(63,1)	(46,3)	(4,0)	(203,8)	(216,3)	(91,8)	(213,4)	(814,0)	62,5	(14,3)	(765,8)

- 1) La colonne Crum & Forster tient compte d'un montant de 358,1 \$ en tant que part des réassureurs dans les primes acquises relativement à la transaction de réassurance intragroupe du quatrième trimestre de 2021 avec le secteur Liquidation de sinistres qui est décrite à la rubrique « Crum & Forster » du présent rapport de gestion.
- 2) La colonne Brit tient compte d'un montant de 344,1 \$ en tant que part des réassureurs dans les primes acquises et d'un montant de 35,0 \$ en tant qu'avantage, avant impôt, des cessions en réassurance relativement à la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 qui est décrite à la rubrique « Brit » du présent rapport de gestion.

Exercice clos le 31 décembre 2020

	Assurance et réassurance de dommages								Liquidation de sinistres	Intragroupe	Données consolidées	
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres				Total
Part des réassureurs dans les primes acquises	179,8	535,1	548,8	15,0	661,5	1 496,0	212,7	595,8	4 244,7	(11,3)	(323,3)	3 910,1
Avantage (coût) avant impôt des cessions en réassurance	(62,4)	146,4	94,8	(13,1)	(94,9)	(79,7)	(75,0)	(166,4)	(250,3)	124,4	(47,0)	(172,9)

La part des réassureurs dans les primes acquises a augmenté, passant de 3 910,1 \$ en 2020 à 5 228,8 \$ en 2021, ce qui reflète des augmentations dans l'ensemble des secteurs d'assurance et de réassurance de dommages, essentiellement attribuables à la croissance des volumes de transactions et à la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 chez Brit.

Les commissions acquises sur la part des réassureurs dans les primes acquises se sont accrues en passant de 821,0 \$ en 2020 à 1 007,8 \$ en 2021, en phase avec l'augmentation de la part des réassureurs dans les primes acquises.

La part des réassureurs dans les sinistres a augmenté en passant de 2 842,3 \$ en 2020 à 3 479,0 \$ en 2021 en raison surtout de la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 chez Brit, de l'augmentation de la part des réassureurs dans les sinistres liés à des catastrophes survenus dans l'année même et des augmentations enregistrées chez Fairfax Latin America et Northbridge résultant surtout de certains accords de façade, ces facteurs étant partiellement neutralisés par une réduction de la part des réassureurs dans les sinistres liés à la COVID-19 survenus dans l'année même (surtout chez Brit et Bryte Insurance) et par un montant d'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures cédé à des réassureurs en 2021.

Le recours à la réassurance en 2021 a fait baisser les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation d'environ 2 395 \$ (1 048 \$ en 2020), ce qui s'explique surtout par l'antériorité des versements de primes aux réassureurs en 2021 et en 2020 par rapport à l'encaissement de la réassurance sur les sinistres payés.

Placements

Hamblin Watsa Investment Counsel Ltd.

Hamblin Watsa Investment Counsel Ltd. (« Hamblin Watsa ») est une filiale entièrement détenue par la société qui agit à titre de gestionnaire de placements pour la société de portefeuille, les établissements d'assurance et de réassurance, le secteur Liquidation de sinistres et Fairfax India. En suivant une politique de placement axée sur une plus-value à long terme, tout en mettant l'accent surtout sur la préservation du capital investi, Hamblin Watsa recherche des placements offrant une certaine marge de sécurité, en analysant en profondeur, à l'aide d'une méthode propre à elle, les occasions de placement et les marchés, en évaluant la solidité financière des émetteurs, en essayant de trouver des titres peu chers par rapport à leur valeur intrinsèque et en couvrant les risques, s'il y a lieu. Hamblin Watsa est opportuniste et disciplinée dans le sens où elle recherche des titres sous-évalués sur le marché, achète souvent des titres peu prisés lorsque la confiance ne règne pas et garde une grande partie de son portefeuille de placements en trésorerie et en équivalents de trésorerie lorsqu'elle perçoit les marchés comme étant surévalués.

Les activités de Hamblin Watsa sont généralement exercées par une entité de gestion de placements séparée, et le chef de la direction de la société et un autre dirigeant siègent au comité de placement de Hamblin Watsa. Ce comité a la responsabilité de prendre toutes les décisions de placement, sous réserve des lignes directrices et des contraintes prescrites par la réglementation et sous la surveillance de la direction de Hamblin Watsa. Le conseil d'administration et la direction de la société, ainsi que les sociétés en exploitation qui bénéficient des services de Hamblin Watsa, sont informés par Hamblin Watsa des décisions importantes en matière de placements au moyen de la communication de l'information financière et de présentations périodiques effectuées par la direction de Hamblin Watsa.

Aperçu du rendement des placements

Le tableau qui suit indique les placements à leur valeur comptable (y compris ceux de la société de portefeuille) à la clôture du premier exercice de la société et de ses dix derniers exercices. Les obligations regroupent les contrats à terme sur obligations du Trésor américain, les dérivés liés à l'IPC et les swaps sur défaillance de crédit, tandis que les actions ordinaires englobent les participations dans des entreprises associées et les dérivés sur actions.

Année ¹⁾	Trésorerie et placements à court terme	Obligations ²⁾	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Biens immobiliers ³⁾	Total des placements ⁴⁾	Placements par action (\$) ⁵⁾
1985	6,4	14,1	1,0	2,5	—	24,0	4,80
□							
2012	8 085,4	11 545,9	651,4	5 397,6	413,9	26 094,2	1 288,89
2013	7 988,0	10 710,3	764,8	4 951,0	447,5	24 861,6	1 172,72
2014	6 428,5	12 660,3	520,6	5 968,1	615,2	26 192,7	1 236,90
2015	7 368,7	14 905,0	116,9	6 124,4	501,1	29 016,1	1 306,22
2016	11 214,4	10 358,3	70,6	6 281,1	506,3	28 430,7	1 231,11
2017 ⁶⁾	19 186,2	10 392,5	299,6	9 014,1	363,0	39 255,4	1 414,55
2018	7 423,8	20 727,3	264,6	9 738,1	686,8	38 840,6	1 425,97
2019 ⁷⁾	10 652,2	16 499,9	582,9	10 539,5	730,1	39 004,6	1 453,71
2020	13 860,6	16 483,3	609,9	11 504,9	712,7	43 171,4	1 649,24
2021 ⁸⁾	22 796,8	14 700,7	2 419,9	12 255,0	850,4	53 022,8	2 221,72

- 1) Selon les IFRS pour 2010 à 2021; selon les PCGR du Canada pour 2009 et les exercices antérieurs. Selon les PCGR du Canada, les placements ont généralement été comptabilisés au coût ou au coût amorti jusqu'en 2006.
- 2) Y compris les placements de la société dans d'autres fonds dont la valeur comptable s'établissait à 195,5 \$ au 31 décembre 2021 (195,4 \$ au 31 décembre 2020; 175,6 \$ au 31 décembre 2019; 150,3 \$ au 31 décembre 2018; 90,9 \$ au 31 décembre 2017; 157,1 \$ au 31 décembre 2016; 1 094,0 \$ au 31 décembre 2015), essentiellement en titres à revenu fixe.
- 3) Compte tenu des participations de la société comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans les sociétés en commandite KWF et Grivalia Properties avant la consolidation de celle-ci en date du 4 juillet 2017. Grivalia Properties a été déconsolidée au moment de sa fusion dans Eurobank le 17 mai 2019. Eurobank est assimilée aux actions ordinaires dans le tableau ci-dessus.
- 4) Trésorerie et placements de la société de portefeuille et placements de portefeuille, déduction faite des obligations au titre de dérivés (depuis 2004), tels qu'ils sont présentés dans l'état consolidé de la situation financière.
- 5) Total des placements divisé par le nombre d'actions ordinaires effectivement en circulation comme il est présenté dans les états financiers consolidés. Cette mesure financière complémentaire a pour principal objet d'indiquer l'importance de l'apport des placements de la société à la valeur comptable d'une action (montant de base).
- 6) Les augmentations concernent surtout le portefeuille de placements d'Allied World de 7 918,8 \$ que la société consolide depuis le 6 juillet 2017.
- 7) Exclusion faite des placements de portefeuille du groupe Liquidation de sinistres en Europe qui étaient pris en compte dans les actifs détenus en vue de la vente à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019. Voir la note 23 (Acquisitions et dessaisissements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.
- 8) Les augmentations reflètent en partie la consolidation d'Eurolife le 14 juillet 2021 et de Singapore Re le 17 juin 2021 et de leurs portefeuilles de placements de 3 256,8 \$ et de 316,9 \$ respectivement.

Au 31 décembre 2021, les placements par action correspondaient à 2 221,72 \$, contre 1 649,24 \$ au 31 décembre 2020, soit une hausse de 572,48 \$ qui rend surtout compte des facteurs responsables de l'augmentation des placements qui sont décrits à la rubrique « Éléments des états consolidés de la situation financière » du présent rapport de gestion et du montant net des rachats d'actions ordinaires de la société, d'une part à titre d'actions propres et destinées à l'attribution de droits à des paiements fondés sur des actions, et d'autre part aux fins d'annulation dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités ou d'une offre publique de rachat importante. Les actions ordinaires de la société effectivement en circulation avaient diminué au 31 décembre 2021 en affichant un total de 23 865 600, contre 26 176 506 au 31 décembre 2020. Depuis 1985, les placements par action ont augmenté à un taux annuel composé de 18,6 %, compte tenu de l'incidence des acquisitions.

Intérêts et dividendes

La majeure partie des intérêts et des dividendes sont gagnés par les établissements d'assurance et de réassurance de dommages et par le secteur Liquidation de sinistres. Les intérêts et les dividendes générés sur la trésorerie et les placements de la société de portefeuille totalisent 11,8 \$ pour 2021 (33,7 \$ pour 2020), avant la prise en compte des produits tirés des swaps sur rendement total d'actions en position acheteur de 12,8 \$ (22,1 \$ en 2020). Le tableau qui suit présente les produits d'intérêts et de dividendes de la société pour son premier exercice et ses dix derniers exercices. La société calcule, à titre de mesures financières complémentaires, un taux de rendement avant impôt, et un autre après impôt, en intérêts et dividendes, sur la moyenne des placements, en fonction de leur valeur comptable, afin d'en déterminer le rendement pour la période de détention, avant la réalisation des gains ou pertes en capital.

Année ¹⁾	Moyenne Valeur comptable des placements ²⁾	Intérêts et dividendes					
		Avant impôt			Après impôt		
		Montant ³⁾	Rendement ⁴⁾ (%)	Par action ⁵⁾ (\$)	Montant ³⁾	Rendement ⁴⁾ (%)	Par action ⁵⁾ (\$)
1986	46,3	3,4	7,34	0,70	1,8	3,89	0,38
□							
2012	25 185,2	409,3	1,63	19,90	300,8	1,19	14,63
2013	25 454,7	376,9	1,48	18,51	277,0	1,09	13,60
2014	25 527,2	403,8	1,58	18,70	296,8	1,16	13,74
2015	27 604,4	512,2	1,86	22,70	376,5	1,36	16,69
2016	28 723,4	555,2	1,93	24,12	408,1	1,42	17,73
2017	33 843,1	559,0	1,65	21,42	410,9	1,21	15,74
2018	39 048,0	783,5	2,01	27,59	575,9	1,47	20,28
2019 ⁶⁾	40 109,3	880,2	2,19	31,37	646,9	1,61	23,05
2020	41 088,0	769,2	1,87	27,75	565,4	1,38	20,40
2021	48 097,1	640,8	1,33	23,34	471,0	0,98	17,15

- 1) Selon les IFRS pour 2010 à 2021; selon les PCGR du Canada pour 2009 et les exercices antérieurs. Selon les PCGR du Canada, les placements ont généralement été comptabilisés au coût ou au coût amorti jusqu'en 2006. Tous les montants du tableau ont été calculés selon l'information présentée dans les états financiers consolidés.
- 2) Les placements à la valeur comptable sont constitués de la trésorerie et des placements de la société de portefeuille, ainsi que des placements de portefeuille de celle-ci, déduction faite des obligations au titre de dérivés (depuis 2004), tels qu'ils sont présentés dans l'état consolidé de la situation financière. La moyenne des placements à la valeur comptable représente la moyenne simple des placements à leur valeur comptable depuis l'ouverture jusqu'à la clôture de l'exercice.
- 3) Le montant avant impôt est tel qu'il est présenté dans l'état consolidé du résultat net. Le montant après impôt est fiscalisé au taux d'impôt de la société prévu par la loi au Canada.
- 4) Intérêts et dividendes, avant et après impôt, exprimés en pourcentage de la valeur comptable des placements moyens.
- 5) Calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution, au cours de l'exercice, tel qu'il est présenté dans les états financiers consolidés.
- 6) La moyenne des placements à la valeur comptable et les taux de rendement, avant et après impôt, en intérêts et dividendes ont été calculés compte tenu des placements de portefeuille du groupe Liquidation de sinistres en Europe qui étaient pris en compte dans les actifs détenus en vue de la vente à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019.

Les intérêts et les dividendes de 2021 ont régressé comparativement à ceux de 2020, passant de 769,2 \$ à 640,8 \$, surtout à cause d'une diminution des produits d'intérêts à la suite d'une baisse du rendement des obligations d'État en général, des ventes et des arrivées à échéance d'obligations du Trésor américain en 2020 et des ventes nettes d'obligations de sociétés américaines en 2021, ces facteurs étant partiellement compensés par une augmentation des produits d'intérêts sur les prêts hypothécaires de premier rang achetés en 2021 et par une augmentation des produits de dividendes sur les actions ordinaires.

Les intérêts et les dividendes de la société représentent un taux de rendement avant impôt de 1,33 % pour 2021 (en baisse par rapport au taux de 1,87 % de 2020) et un taux de rendement après impôt de 0,98 % pour 2021 (en baisse par rapport au taux de 1,38 % de 2020). Avant déduction des intérêts à payer à des réassureurs sur les fonds retenus et des produits tirés des swaps sur rendement total d'actions en position acheteur, les intérêts et les dividendes de 613,7 \$ pour 2021 (739,3 \$ en 2020) représentent un taux de rendement avant impôt de 1,28 % (1,80 % en 2020), la baisse en glissement annuel étant attribuable surtout aux facteurs décrits au paragraphe précédent (compte non tenu de l'incidence des swaps sur rendement total).

La ventilation des intérêts et des dividendes, par secteur comptable, des exercices 2021 et 2020 est présentée dans les tableaux suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2021

	Assurance et réassurance de dommages									Assurance vie et Liquidation de sinistres	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Siège social et autres	Données consolidées
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total				
Produits d'intérêts :													
Trésorerie et placements à court terme	3,0	1,4	1,7	0,1	4,7	2,4	7,0	7,2	27,5	(1,1)	0,4	—	26,8
Obligations	48,9	118,1	72,6	9,9	47,8	97,8	7,9	44,0	447,0	22,8	3,5	15,2	488,5
Dérivés et autres actifs investis	9,9	29,5	6,6	1,7	(0,3)	(1,8)	0,5	0,2	46,3	0,5	—	6,3	53,1
	<u>61,8</u>	<u>149,0</u>	<u>80,9</u>	<u>11,7</u>	<u>52,2</u>	<u>98,4</u>	<u>15,4</u>	<u>51,4</u>	<u>520,8</u>	<u>22,2</u>	<u>3,9</u>	<u>21,5</u>	<u>568,4</u>
Dividendes :													
Actions privilégiées	1,8	5,6	2,8	0,6	0,4	1,3	0,1	0,7	13,3	0,3	—	0,5	14,1
Actions ordinaires	13,0	8,7	3,5	2,2	4,9	16,3	5,2	5,6	59,4	7,5	28,5	(1,3)	94,1
	<u>14,8</u>	<u>14,3</u>	<u>6,3</u>	<u>2,8</u>	<u>5,3</u>	<u>17,6</u>	<u>5,3</u>	<u>6,3</u>	<u>72,7</u>	<u>7,8</u>	<u>28,5</u>	<u>(0,8)</u>	<u>108,2</u>
Charges de placement	(16,9)	(46,3)	(18,2)	(8,1)	(14,1)	(39,7)	(1,5)	(7,0)	(151,8)	(10,7)	(127,1)	253,8	(35,8)
Intérêts et dividendes	<u>59,7</u>	<u>117,0</u>	<u>69,0</u>	<u>6,4</u>	<u>43,4</u>	<u>76,3</u>	<u>19,2</u>	<u>50,7</u>	<u>441,7</u>	<u>19,3</u>	<u>(94,7)</u>	<u>274,5</u>	<u>640,8</u>

Exercice clos le 31 décembre 2020

	Assurance et réassurance de dommages									Liquidation de sinistres	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Siège social et autres	Données consolidées
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total				
Produits d'intérêts :													
Trésorerie et placements à court terme	8,8	21,5	10,1	0,7	11,9	15,5	5,7	11,6	85,8	4,6	1,9	11,8	104,1
Obligations	42,0	125,5	79,1	20,8	55,4	120,2	7,6	41,0	491,6	24,0	18,6	23,2	557,4
Dérivés et autres actifs investis	8,8	26,6	2,7	2,8	(0,2)	0,8	0,8	—	42,3	(0,1)	—	12,8	55,0
	<u>59,6</u>	<u>173,6</u>	<u>91,9</u>	<u>24,3</u>	<u>67,1</u>	<u>136,5</u>	<u>14,1</u>	<u>52,6</u>	<u>619,7</u>	<u>28,5</u>	<u>20,5</u>	<u>47,8</u>	<u>716,5</u>
Dividendes :													
Actions privilégiées	1,2	0,8	0,4	0,3	0,4	1,1	—	0,1	4,3	—	—	—	4,3
Actions ordinaires	6,7	7,8	1,8	1,5	3,0	19,2	7,1	3,6	50,7	4,9	17,2	0,7	73,5
	<u>7,9</u>	<u>8,6</u>	<u>2,2</u>	<u>1,8</u>	<u>3,4</u>	<u>20,3</u>	<u>7,1</u>	<u>3,7</u>	<u>55,0</u>	<u>4,9</u>	<u>17,2</u>	<u>0,7</u>	<u>77,8</u>
Charges de placement	(11,3)	(31,0)	(14,5)	(7,1)	(12,3)	(30,1)	(1,2)	(6,6)	(114,1)	(8,7)	9,4	88,3	(25,1)
Intérêts et dividendes	<u>56,2</u>	<u>151,2</u>	<u>79,6</u>	<u>19,0</u>	<u>58,2</u>	<u>126,7</u>	<u>20,0</u>	<u>49,7</u>	<u>560,6</u>	<u>24,7</u>	<u>47,1</u>	<u>136,8</u>	<u>769,2</u>

Quote-part du résultat net des entreprises associées

La quote-part du résultat net positif des entreprises associées de 2021, qui s'est établie à 402,0 \$ et qui contraste avec le résultat net négatif des entreprises associées comptabilisé en quote-part de 112,8 \$ pour 2020, reflète essentiellement la quote-part du résultat net positif d'Eurobank (contrairement à la quote-part du résultat net négatif de 2020), la quote-part du résultat net positif de Résolu et de celui d'Astarta (en contraste avec la quote-part de résultat net négatif de 2020, qui rendait compte de pertes de valeur hors trésorerie), une diminution du montant de la quote-part du résultat net négatif de Quess (la quote-part du résultat net négatif de 2020 incluait des pertes de valeur hors trésorerie) et la quote-part du résultat net positif de Gulf Insurance, ces facteurs étant partiellement neutralisés par une augmentation du montant de la quote-part du résultat net négatif d'EXCO.

La quote-part des résultats nets positifs d'entreprises associées de 2021 ne comprend aucune perte de valeur hors trésorerie, alors que la quote-part des résultats nets négatifs d'entreprises associées de 2020 comprenait des pertes de valeur hors trésorerie de 240,3 \$ attribuables essentiellement aux participations dans Quess (98,3 \$), Résolu (56,5 \$), Atlas Mara (35,0 \$) et Astarta (26,3 \$).

La ventilation de la quote-part des résultats nets des entreprises associées, par secteur comptable, pour 2021 et 2020 est présentée dans les tableaux suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2021

Assurance et réassurance de dommages													
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total	Assurance vie et Liquidation de sinistres	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Siège social et autres	Données consolidées
Assurance et réassurance													
Gulf Insurance ¹⁾	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	55,5	55,5
Digit	—	—	—	—	—	—	5,3	—	5,3	—	—	—	5,3
Autres	—	—	(0,4)	(0,3)	1,7	—	6,4	(0,2)	7,2	1,0	—	3,6	11,8
	—	—	(0,4)	(0,3)	1,7	—	11,7	(0,2)	12,5	1,0	—	59,1	72,6
Sociétés autres que des sociétés d'assurance													
<i>Inde</i>													
IIFL Finance	0,6	0,1	5,5	—	0,6	1,0	0,4	—	8,2	0,3	30,4	1,7	40,6
CSB Bank	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27,6	—	27,6
IIFL Securities	0,2	—	1,9	—	0,2	0,4	0,2	—	2,9	0,1	10,4	0,6	14,0
Seven Islands	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(0,5)	—	(0,5)
Quess	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,4)	(1,4)
Sanmar	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2,4)	—	(2,4)
Aéroport de Bangalore	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(45,8)	—	(45,8)
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	0,5
	0,8	0,1	7,4	—	0,8	1,4	0,6	—	11,1	0,4	20,2	0,9	32,6
<i>Placements immobiliers</i>													
Sociétés en commandite KWF	(4,2)	(3,4)	2,7	—	(0,5)	—	—	—	(5,4)	(3,6)	—	—	(9,0)
Autres	—	(0,9)	—	—	(2,1)	—	—	—	(3,0)	—	0,6	(1,5)	(1,7)
	(4,2)	(4,3)	2,7	—	(2,6)	—	—	—	(8,4)	(1,4)	0,6	(1,5)	(10,7)
<i>Autres</i>													
Eurobank	0,4	59,7	17,8	—	12,2	19,5	—	18,3	127,9	1,1	—	33,3	162,3
Résolu	9,4	—	15,5	25,5	9,0	7,2	—	5,4	72,0	2,3	—	1,6	75,9
Atlas (anciennement Seaspan)	—	—	31,5	6,1	2,4	4,8	—	1,0	65,1	3,6	—	0,8	69,5
Astarta	—	—	12,2	7,3	4,5	7,0	—	4,6	35,6	—	—	2,8	38,4
Peak Achievement	3,1	1,2	—	0,9	3,4	4,7	—	—	13,3	—	—	—	13,3
Helios Fairfax Partners Corporation	—	(0,2)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,4)	—	—	(1,1)	—	—	—	(0,1)
EXCO	(12,6)	(13,4)	(1,7)	(1,1)	(5,2)	—	—	(4,0)	(38,0)	(2,3)	—	—	(41,2)
Autres	5,0	14,8	12,1	3,3	0,6	—	(0,1)	(1,6)	34,1	12,1	1,5	—	(57,2)
	5,3	105,8	56,9	35,4	31,6	50,3	(0,1)	23,7	308,9	16,8	1,5	(19,7)	307,5
	1,9	101,6	67,0	35,4	29,8	51,7	0,5	23,7	311,6	15,8	22,3	(20,3)	329,4
Quote-part du résultat net des entreprises associées	1,9	101,6	66,6	35,1	31,5	51,7	12,2	23,5	324,1	16,8	22,3	38,8	402,0

Exercice clos le 31 décembre 2020

Assurance et réassurance de dommages													
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total	Liquidation de sinistres	Sociétés autres que des sociétés d'assurance	Siège social et autres	Données consolidées
Assurance et réassurance													
RiverStone Barbados ²⁾	—	2,3	1,9	—	—	—	—	—	4,2	2,0	—	106,8	113,0
Digit	—	—	—	—	—	—	8,8	—	8,8	—	—	—	8,8
Eurolife	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,1	6,1
Autres	—	(0,6)	(1,3)	(1,9)	2,0	—	5,5	—	3,7	(1,2)	—	(11,1)	(8,6)
	—	1,7	0,6	(1,9)	2,0	—	14,3	—	16,7	0,8	—	101,8	119,3
Sociétés autres que des sociétés d'assurance													
<i>Inde</i>													
IIFL Finance	0,3	0,1	2,7	—	0,3	0,5	0,2	—	4,1	0,3	14,9	0,6	19,9
Seven Islands	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17,8	—	17,8
CSB Bank	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14,1	—	14,1
IIFL Securities	0,2	—	1,4	—	0,1	0,2	0,1	—	2,0	0,1	7,4	0,3	9,8
Aéroport de Bangalore	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(30,5)	—	(30,5)
Sanmar	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(48,6)	—	(48,6)
Quess ³⁾	—	—	(0,4)	—	—	(0,1)	—	—	(0,5)	(0,1)	(3,6)	(120,4)	(124,6)
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1
	0,5	0,1	3,7	—	0,4	0,6	0,3	—	5,6	0,3	(28,4)	(119,5)	(142,0)
<i>Agriculture</i>													
Farmers Edge	(2,8)	—	(2,2)	(2,3)	(1,2)	(2,9)	—	(10,4)	(21,8)	—	—	—	(21,8)
Astarta ³⁾	—	(6,0)	(5,8)	(3,5)	(5,6)	—	—	(2,1)	(23,0)	(1,5)	—	(3,5)	(28,0)
	(2,8)	(6,0)	(8,0)	(5,8)	(6,8)	(2,9)	—	(12,5)	(44,8)	(1,5)	—	(3,5)	(49,8)
<i>Placements immobiliers</i>													
Sociétés en commandite KWF	(5,2)	(7,5)	0,2	—	(0,6)	—	—	—	(13,1)	(4,8)	—	—	(17,9)
Autres	—	0,3	—	—	0,7	(0,2)	—	—	0,8	—	—	(1,0)	(0,2)
	(5,2)	(7,2)	0,2	—	0,1	(0,2)	—	—	(12,3)	(4,8)	—	(1,0)	(18,1)
<i>Autres</i>													
Atlas (anciennement Seaspan)	—	50,6	6,8	2,6	10,2	30,2	—	3,4	103,8	11,8	—	0,8	116,4
Peak Achievement	7,9	3,0	—	2,3	8,7	12,3	—	—	34,2	—	—	—	34,2
EXCO	(1,4)	(1,5)	(0,2)	(0,1)	(0,6)	—	—	(0,5)	(4,3)	(0,2)	—	(0,1)	(4,6)
Eurobank	—	(4,4)	(1,3)	—	(0,9)	(1,4)	—	(1,4)	(9,4)	—	—	(2,5)	(11,9)
APR Energy	—	(1,6)	(2,0)	(1,4)	(1,8)	(2,0)	—	(1,2)	(10,0)	(3,6)	—	—	(13,6)
Résolu ³⁾	(5,0)	—	(8,3)	1,1	(4,8)	(1,0)	—	(2,7)	(20,7)	(12,5)	—	(23,8)	(57,0)
Autres ³⁾	3,0	(6,9)	(6,3)	(1,0)	0,1	—	—	(1,5)	(12,6)	(1,5)	(71,8)	0,2	(85,7)
	4,5	39,2	(11,3)	3,5	10,9	38,1	—	(3,9)	81,0	(6,0)	(71,8)	(25,4)	(22,2)
	(3,0)	26,1	(15,4)	(2,3)	4,6	35,6	0,3	(16,4)	29,5	(12,0)	(100,2)	(149,4)	(232,1)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	(3,0)	27,8	(14,8)	(4,2)	6,6	35,6	14,6	(16,4)	46,2	(11,2)	(100,2)	(47,6)	(112,8)

Voir la note 6 (Participations dans des entreprises associées) et la note 23 (Acquisitions et dessaisissements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 pour obtenir des renseignements sur les transactions mentionnées ci-dessous :

- Le 8 février 2021, la société a conclu une entente visant l'achat (sauf si déjà vendus) de certains placements de portefeuille appartenant à RiverStone Barbados et, en raison de cette entente, elle a ultérieurement commencé à appliquer la méthode de la mise en équivalence à sa participation dans Gulf Insurance.
- Le 23 août 2021, la société a réalisé la vente de sa participation de coentrepreneur dans RiverStone Barbados, qu'elle détenait en vue de la vente au 31 décembre 2020. Le 31 mars 2020, la société avait obtenu une participation de coentrepreneur de 60,0 %, dont la juste valeur était de 605,0 \$, dans RiverStone Barbados pour avoir transféré, à titre d'apport, le groupe Liquidation de sinistres en Europe à RiverStone Barbados.
- En 2020, la société a comptabilisé des pertes de valeur hors trésorerie sur ses participations dans Quess (98,3 \$), Résolu (56,5 \$), Atlas Mara (35,0 \$) et Astarta (26,3 \$).

Profits (pertes) nets sur placements

La ventilation des profits nets sur placements, qui totalisent 3 445,1 \$ pour 2021 (313,1 \$ pour 2020), est présentée ci-dessous :

	2021			2020		
	Profits (pertes) réalisés nets	Variation nette des profits (pertes) latents	Profits (pertes) nets sur placements	Profits (pertes) réalisés nets ¹⁾	Variation nette des profits (pertes) latents	Profits (pertes) nets sur placements
Actions ordinaires	483,4	850,0	1 333,4	238,3	(213,6)	24,7
Actions privilégiées convertibles	0,7	2,1	2,8	—	4,4	4,4
Obligations convertibles	0,2	101,1	101,3	9,4	134,0	143,4
Cession d'entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance ^{2), 3), 4)}	52,7	—	52,7	8,6	—	8,6
Déconsolidation de filiales n'appartenant pas au secteur de l'assurance ^{5), 6)}	190,3	—	190,3	(78,5)	—	(78,5)
Autres dérivés sur actions ^{7), 8), 9)}	461,5	170,1	631,6	205,8	63,5	269,3
Positions acheteur sur titres de capitaux propres	1 188,8	1 123,3	2 312,1	383,6	(11,7)	371,9
Positions vendeur sur titres de capitaux propres ⁸⁾	—	—	—	(613,2)	84,6	(528,6)
Position nette sur titres de capitaux propres et effets financiers	1 188,8	1 123,3	2 312,1	(229,6)	72,9	(156,7)
Obligations ¹⁰⁾	338,0	(624,6)	(286,6)	102,7	459,5	562,2
Actions privilégiées	1,5	1 507,4	1 508,9	—	5,6	5,6
Instruments dérivés indexés sur l'IPC	(108,5)	113,8	5,3	(300,0)	286,1	(13,9)
Contrats à terme d'obligations du Trésor américain	26,0	(0,3)	25,7	(103,0)	1,0	(102,0)
Autres dérivés	(48,7)	67,5	18,8	(59,0)	26,1	(32,9)
Effet du change	(64,5)	(28,6)	(93,1)	(65,7)	121,3	55,6
Cession d'une entreprise associée du secteur de l'assurance et de la réassurance	3,7	—	3,7	—	—	—
Autres	126,7	(176,4)	(49,7)	(14,5)	9,7	(4,8)
Profits (pertes) nets sur placements	1 463,0	1 982,1	3 445,1	(669,1)	982,2	313,1
Ventilation des profits (pertes) nets sur obligations :						
Obligations d'Etats	2,7	(62,5)	(59,8)	97,5	(30,7)	66,8
Etats et municipalités américains	—	10,5	10,5	3,9	17,8	21,7
Sociétés et autres	335,3	(572,6)	(237,3)	1,3	472,4	473,7
	338,0	(624,6)	(286,6)	102,7	459,5	562,2

Voir la note 5 (Trésorerie et placements), la note 6 (Participations dans des entreprises associées) et la note 23 (Acquisitions et dessaisissements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 pour obtenir des renseignements sur les transactions de 2021 mentionnées ci-dessous :

- Les montants inscrits dans les profits (pertes) réalisés nets de 2020 incluent les profits (pertes) nets sur les placements qui ont été sortis en raison de la déconsolidation de Fairfax Africa le 8 décembre 2020 et du groupe Liquidation de sinistres en Europe le 31 mars 2020.
- En 2021, la société a vendu une partie de sa participation dans IIFL Finance pour un produit en trésorerie de 113,7 \$ (8,6 milliards de roupies indiennes) et comptabilisé un profit réalisé net de 42,0 \$ à l'état consolidé du résultat net.
- Le 30 septembre 2020, la société a vendu sa participation dans Davos Brands pour un produit en trésorerie de 58,6 \$ et comptabilisé un profit réalisé net de 19,3 \$.
- Le 28 février 2020, la société a vendu sa participation dans APR Energy à Atlas, dans le cadre d'une transaction payée entièrement en actions.
- Représente essentiellement la vente de Toys "R" Us Canada, ainsi que la vente de Privi par Fairfax India.
- Le 8 décembre 2020, Fairfax Africa a été déconsolidée, et une participation dans Helios Fairfax Partners Corporation (« HFP ») a été comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ce qui a donné lieu à une perte réalisée nette de 61,5 \$.
- Les autres dérivés sur actions comprennent les swaps sur rendement total d'actions en positions acheteur, les bons de souscription d'actions et les options sur actions.
- Les montants inscrits dans les profits (pertes) réalisés nets incluent les profits (pertes) nets sur les swaps sur rendement total dont les contreparties sont tenues de régler en trésorerie la variation mensuelle ou trimestrielle de la valeur de marché depuis la date de réinitialisation précédente même si les positions sur les swaps restent ouvertes après le règlement en trésorerie.
- Y compris des profits nets de 109,9 \$ (compte non tenu des pertes de change nettes) relatifs à l'emprunt sur billets visant la valeur de l'actif (Asset Value Loan Notes) conclu avec RiverStone Barbados.
- Compte tenu de la décomptabilisation des déventures de Seaspans qui ont été échangées contre des actions privilégiées d'Atlas le 11 juin 2021 et du remboursement du reste des déventures de Seaspans le 23 août 2021.

Position nette sur titres de capitaux propres et effets financiers : La position nette sur titres de capitaux propres et les effets financiers ne tiennent pas compte des placements de la société dans les entreprises associées et les coentreprises du secteur de l'assurance et de la réassurance, ni des autres placements en actions et en titres assimilables à des actions, qui sont considérés comme des placements stratégiques à long terme. En 2021, la position nette de la société sur les titres de capitaux propres s'est traduite par des profits nets de 2 312,1 \$ (pertes nettes de 156,7 \$ en 2020). Les profits nets de 2 312,1 \$ sur les positions acheteur sur titres de capitaux propres pour 2021 représentent principalement les profits nets sur les actions ordinaires (1 333,4 \$), sur les swaps sur rendement total d'actions en position acheteur (407,5 \$), sur les bons de souscription d'actions et les options sur actions (114,2 \$) et sur les obligations convertibles (101,3 \$).

La société détenait, de temps à autre, des positions vendeur sur swaps sur rendement total d'actions à des fins de placement, mais au 31 décembre 2020, elle n'en détenait plus aucune. Les positions vendeur sur titres de capitaux propres avaient affiché des pertes nettes de 528,6 \$ en 2020. En 2020, la société a dénoué les positions vendeur restantes sur les swaps sur rendement total d'actions pour un notionnel de 898,4 \$ et a comptabilisé des pertes nettes sur placements de 528,6 \$ (pertes réalisées de 703,9 \$, à l'égard desquelles des pertes latentes de 175,3 \$ avaient été comptabilisées pour des exercices antérieurs).

Obligations : Les pertes nettes sur les obligations, de 286,6 \$ pour 2021, comprennent essentiellement les pertes nettes sur les obligations de sociétés et d'autres obligations (237,3 \$, essentiellement sur les obligations de sociétés américaines et d'autres sociétés) et sur les obligations du Trésor américain (13,6 \$), compensées en partie par des profits nets sur les obligations d'États et de municipalités américains (10,5 \$). Les profits nets sur les obligations de 562,2 \$ pour 2020 comprenaient essentiellement les profits nets sur les obligations de sociétés et d'autres obligations (473,7 \$), sur les obligations du gouvernement indien (22,9 \$), sur les obligations d'États et de municipalités américains (21,7 \$) et sur les obligations du Trésor américain (18,5 \$).

Pour couvrir de façon économique son exposition au risque de taux d'intérêt (principalement son exposition à certaines obligations à long terme de sociétés américaines et obligations à long terme d'États et de municipalités américains détenues dans son portefeuille de titres à revenu fixe), la société détenait des contrats à terme pour vendre ses obligations à long terme du Trésor américain d'un notionnel de 1 691,3 \$ au 31 décembre 2021 (330,8 \$ au 31 décembre 2020). Les contrats ont une durée moyenne de moins de six mois et peuvent être renouvelés aux taux du marché. En 2021, la société a comptabilisé des profits nets de 25,7 \$ (pertes nettes de 102,0 \$ en 2020) sur ses contrats à terme de gré à gré sur obligations du Trésor américain.

Actions privilégiées : Les profits nets sur les actions privilégiées pour 2021, soit 1 508,9 \$, représentent surtout un profit latent net de 1 490,3 \$ sur les placements de la société en actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit, comme il est mentionné à la note 5 (Trésorerie et placements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Effet du change : Les pertes de change nettes de 93,1 \$ pour 2021 reflètent essentiellement des pertes de change nettes de 122,3 \$ sur les activités d'investissement (qui se rapportent principalement aux placements libellés en euros et en roupies indiennes, détenus par des filiales dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain, monnaies face auxquelles le dollar américain s'est apprécié) et des pertes nettes de 12,0 \$ sur des contrats de change, ces pertes étant partiellement compensées par des profits nets de 41,2 \$ sur les activités de souscription. Les profits de change nets de 55,6 \$ en 2020 représentaient essentiellement des profits de change nets de 105,4 \$ sur les activités d'investissement (se rapportant principalement aux placements libellés en euros et en dollars canadiens, détenus par des filiales dont la monnaie fonctionnelle était le dollar américain, monnaies face auxquelles le dollar américain s'était déprécié), diminués de pertes de change nettes de 33,0 \$ sur des contrats de change et de 16,8 \$ sur les activités de souscription.

Rendement total du portefeuille de placements

Le tableau qui suit indique le rendement du portefeuille de placements de la société depuis sa création en 1985. Pour les exercices 1986 à 2006, le rendement total des placements moyens, qui est une mesure financière complémentaire, comprenait les intérêts et dividendes, les profits (pertes) réalisés nets et la variation des profits (pertes) latents nets, car la majeure partie du portefeuille de placements de la société était comptabilisée au coût ou au coût amorti, conformément aux PCGR du Canada. Pour les exercices 2007 à 2009, en application des PCGR du Canada, la société devait comptabiliser la plupart de ses placements à la juste valeur et, par conséquent, le rendement total des placements moyens pendant cette période comprenait les intérêts et dividendes, les profits (pertes) nets sur placements comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net et les profits (pertes) latents nets sur placements comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Le 1^{er} janvier 2010, la société a adopté les IFRS et, depuis, elle est tenue de comptabiliser la majorité de ses placements à la juste valeur par le biais du résultat net et, en conséquence, le rendement total des placements moyens des exercices 2010 à 2021 comprend les intérêts et dividendes, les profits (pertes) nets sur placements et la quote-part du résultat net des entreprises associées tels qu'ils sont présentés à l'état consolidé du résultat net, exprimés en pourcentage de la valeur comptable des placements moyens. Tous les montants indiqués ci-dessus, qui ont servi au calcul du rendement total des placements moyens, sont avant impôt et sont tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés.

Année ¹⁾	Placements moyens à la valeur comptable ²⁾	Intérêts et dividendes	Profits (pertes) réalisés nets	Variation des profits (pertes) latents	Profits (pertes) nets comptabilisés :		Quote-part du résultat net des entreprises associées	Rendement total des placements moyens	
					À l'état consolidé du résultat net ³⁾	En autres éléments du résultat global			(%)
1986	46,3	3,4	0,7	(0,2)	—	—	—	3,9	8,4
1987	81,2	6,2	7,1	(6,1)	—	—	—	7,2	8,9
1988	102,6	7,5	6,5	9,5	—	—	—	23,5	22,9
1989	112,4	10,0	13,4	(5,1)	—	—	—	18,3	16,3
1990	201,2	17,7	2,0	(28,5)	—	—	—	(8,8)	(4,4)
1991	292,3	22,7	(3,9)	24,0	—	—	—	42,8	14,6
1992	301,8	19,8	2,8	(8,3)	—	—	—	14,3	4,7
1993	473,1	18,1	21,6	22,2	—	—	—	61,9	13,1
1994	871,5	42,6	14,6	(30,7)	—	—	—	26,5	3,0
1995	1 163,4	65,3	52,5	32,7	—	—	—	150,5	12,9
1996	1 861,5	111,0	96,3	82,1	—	—	—	289,4	15,5
1997	3 258,6	183,8	149,3	(6,9)	—	—	—	326,2	10,0
1998	5 911,2	303,7	314,3	(78,3)	—	—	—	539,7	9,1
1999	10 020,3	532,7	63,8	(871,4)	—	—	—	(274,9)	(2,7)
2000	11 291,5	534,0	259,1	584,1	—	—	—	1 377,2	12,2
2001	10 264,3	436,9	121,0	194,0	—	—	—	751,9	7,3
2002	10 377,9	436,1	465,0	263,2	—	—	—	1 164,3	11,2
2003	11 527,5	331,9	826,1	142,4	—	—	—	1 300,4	11,3
2004	12 955,8	375,7	300,5 ⁴⁾	165,6	—	—	—	841,8	6,5
2005	14 142,4	466,1	385,7	73,0	—	—	—	924,8	6,5
2006	15 827,0	746,5	789,4 ⁴⁾	(247,8)	—	—	—	1 288,1	8,1
2007	17 898,0	761,0	—	—	1 639,5	304,5	—	2 705,0	15,1
2008	19 468,8	626,4	—	—	2 718,6	(426,7)	—	2 918,3	15,0
2009	20 604,2	712,7	—	—	904,3 ⁴⁾	1 076,7	—	2 693,7	13,1
2010	22 270,2	711,5	—	—	28,7	—	46,0	786,2	3,5
2011	23 787,5	705,3	—	—	737,7	—	1,8	1 444,8	6,1
2012	25 185,2	409,3	—	—	639,4	—	15,0	1 063,7	4,2
2013	25 454,7	376,9	—	—	(1 579,8)	—	96,7	(1 106,2)	(4,3)
2014	25 527,2	403,8	—	—	1 682,7	—	105,7	2 192,2	8,6
2015	27 604,4	512,2	—	—	(341,3)	—	172,9	343,8	1,2
2016	28 723,4	555,2	—	—	(1 223,3)	—	24,2	(643,9)	(2,2)
2017	33 843,1	559,0	—	—	1 542,4 ⁵⁾	—	200,5	2 301,9	6,8
2018	39 048,0	783,5	—	—	221,3	—	221,1	1 225,9	3,1
2019 ⁶⁾	40 109,3	880,2	—	—	1 710,6	—	169,6	2 760,4	6,9
2020	41 088,0	769,2	—	—	329,9	—	(112,8)	986,3	2,4
2021	48 097,1	640,8	—	—	3 403,9	—	402,0	4 446,7	9,2
Cumul depuis la création		14 078,7	3 887,8		12 414,6		1 342,7	32 987,8	7,9 ⁷⁾

- 1) Selon les IFRS pour 2010 à 2021; selon les PCGR du Canada pour 2009 et les exercices antérieurs. Selon les PCGR du Canada, les placements ont généralement été comptabilisés au coût ou au coût amorti jusqu'en 2006.
- 2) Les placements à la valeur comptable sont constitués de la trésorerie et des placements de la société de portefeuille, ainsi que des placements de portefeuille de celle-ci, déduction faite des obligations au titre de dérivés (depuis 2004), tels qu'ils sont présentés dans l'état consolidé de la situation financière. La moyenne des placements à la valeur comptable représente la moyenne simple des placements à leur valeur comptable depuis l'ouverture jusqu'à la clôture de l'exercice.
- 3) Compte non tenu des écarts de change nets comptabilisés à l'égard des activités de souscription de la société depuis 2008, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés.
- 4) Compte non tenu des profits sur les placements secondaires de certaines filiales d'assurance et de réassurance de la société (40,1 \$ en 2004; 69,7 \$ en 2006), des pertes au rachat de la dette à long terme à un prix supérieur au pair (27,0 \$ en 2004; 15,7 \$ en 2006) ou des autres profits et pertes résultant de transactions sur les actions ordinaires et les actions privilégiées de filiales d'assurance et de réassurance consolidées (perte de 8,1 \$ en 2006; profit de 25,9 \$ en 2009).
- 5) Compte non tenu d'un profit de 1 018,6 \$ résultant de la vente de First Capital par la société en 2017.
- 6) La moyenne des placements à la valeur comptable et le rendement total des placements moyens ont été calculés compte tenu des placements de portefeuille du groupe Liquidation de sinistres en Europe qui étaient présentés en tant qu'actifs détenus en vue de la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019.
- 7) Moyenne simple du rendement total des placements moyens pour chacune des 36 années.

Les profits sur placements constituent une importante composante des résultats financiers de la société depuis 1985, et leur apport cumulatif au total des capitaux propres depuis la création s'élève à 17 361,1 \$ (avant impôt). Le montant a varié considérablement d'un exercice à l'autre. Le montant des profits ou des pertes sur placements pour tout exercice n'a aucune valeur prédictive, et les fluctuations du montant d'un exercice à l'autre n'ont aucune valeur analytique pratique. Depuis la création en 1985 jusqu'en 2021, le rendement total des placements moyens s'établit en moyenne à 7,9 %.

La philosophie de placement de la société est axée sur la valeur à long terme. La société continue de penser que les marchés de capitaux mondiaux demeureront instables pour les actions ordinaires, les obligations, les dérivés et autres titres.

Obligations

Risque de crédit

Au 31 décembre 2021, 65,1 % (80,3 % au 31 décembre 2020) de la valeur comptable du portefeuille de titres à revenu fixe était de catégorie investissement ou mieux, dont 39,1 % (27,0 % au 31 décembre 2020) avait la notation AA ou mieux (essentiellement des obligations de gouvernements). Au 31 décembre 2021, le portefeuille de titres à revenu fixe comprenait les placements de la société dans des prêts hypothécaires de premier rang totalisant 1 659,4 \$ (775,4 \$ au 31 décembre 2020), garantis par des biens immobiliers majoritairement aux États-Unis, en Europe et au Canada, dont les ratios prêt-valeur correspondaient à environ 60 %, ce qui réduisait le risque de crédit de la société à l'égard de ces placements. Voir la rubrique « Placements dans des titres de créance » de la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 pour une analyse du risque de crédit lié au portefeuille de titres à revenu fixe de la société.

Risque de taux d'intérêt

Des hausses hypothétiques de 100 et de 200 points de base parallèlement à la courbe des taux d'intérêt réduiraient respectivement le résultat net de 224,3 \$ et de 418,4 \$ (335,2 \$ et 624,5 \$ en 2020).

L'exposition de la société au risque de taux d'intérêt a diminué en 2021 du fait surtout des ventes nettes d'obligations de sociétés, à court et à moyen terme et de haute qualité, de 4 867,1 \$, ce facteur étant partiellement contrebalancé par la consolidation des portefeuilles d'obligations d'EuroLife. Pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt (principalement son exposition à certaines obligations à long terme de sociétés américaines et obligations à long terme d'États et de municipalités américains détenues dans son portefeuille de titres à revenu fixe), la société détenait des contrats à terme pour vendre ses obligations à long terme du Trésor américain d'un notionnel de 1 691,3 \$ au 31 décembre 2021 (330,8 \$ au 31 décembre 2020). Les contrats ont une durée moyenne de moins de six mois et peuvent être renouvelés aux taux du marché.

L'exposition de la société au risque de taux d'intérêt est analysée de façon plus approfondie à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Actions ordinaires

La société détient des placements importants en actions et en titres assimilables à des actions. La valeur de marché et la liquidité de ces placements sont volatiles et peuvent varier considérablement à la hausse ou à la baisse sur de brèves périodes. Par conséquent, leur valeur définitive ne sera connue qu'à long terme ou à leur vente. La variation de la juste valeur des placements en actions et en titres assimilables à des actions qui se rapportent à des placements dans des entreprises associées et des coentreprises du secteur de l'assurance et de la réassurance, et de certains autres placements en actions et en titres assimilables à des actions, tous ces placements étant considérés comme des placements stratégiques à long terme, est donc exclue de l'analyse qui suit.

En 2021, la position de la société sur les actions et titres assimilables à des actions s'est accrue, reflétant essentiellement une plus-value latente nette des positions sur les actions ordinaires, la consolidation du portefeuille d'actions ordinaires détenu par EuroLife et la quote-part des résultats nets positifs d'entreprises associées, ces éléments étant partiellement neutralisés par une diminution du notionnel des swaps sur rendement total d'actions individuelles détenus en position acheteur à des fins de placement.

L'objectif de gestion des risques que vise la société en ce qui concerne les fluctuations des cours du marché met l'accent surtout sur la préservation du capital investi. Dans un avenir prévisible, la société privilégiera une approche de placement à long terme axée sur la valeur, en recherchant des placements abordables, dont le prix serait inférieur à leur valeur intrinsèque, qui offriraient une marge de sécurité.

Une baisse hypothétique de 10 % et de 20 % de la valeur des actions sur les marchés mondiaux au 31 décembre 2021 aurait réduit le résultat net de la société de 770,6 \$ et de 1 538,8 \$ (de 611,6 \$ et de 1 228,8 \$ au 31 décembre 2020). La position nette de la société sur les titres de capitaux propres et son exposition aux fluctuations des cours de marché sont analysées de façon plus approfondie à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le tableau qui suit répartit les actions ordinaires, les swaps sur rendement total d'actions en position acheteur et les participations dans les entreprises associées que la société détenait aux 31 décembre 2021 et 2020 selon le secteur d'activité principal de l'émetteur.

	31 décembre 2021^{1) 2)}	31 décembre 2020^{1) 2)}
Services financiers et fonds de placement	7 096,1	6 266,1
Secteurs commercial et industriel	3 151,1	3 095,6
Produits de consommation et autres	2 177,7	2 501,2
	<u>12 424,9</u>	<u>11 862,9</u>

1) Exclusion faite des placements dans d'autres fonds, essentiellement en titres à revenu fixe, de 195,5 \$ au 31 décembre 2021 (195,4 \$ au 31 décembre 2020).

2) Exclusion faite des participations dans des entreprises associées et coentreprises d'assurance et de réassurance qui sont considérées comme des participations stratégiques à long terme.

Le tableau qui suit répartit les actions ordinaires, les swaps sur rendement total d'actions en position acheteur et les participations dans les entreprises associées que la société détenait aux 31 décembre 2021 et 2020 entre les dix principaux pays où les émetteurs résidaient.

	31 décembre 2021^{1) 2)}	31 décembre 2020^{1) 2)}
Canada ³⁾	4 089,1	2 910,6
Inde ⁴⁾	2 386,9	2 487,9
États-Unis	2 027,5	2 977,6
Grèce	1 468,1	1 185,0
Royaume-Uni	373,2	143,9
Égypte	343,4	290,7
Singapour	285,7	191,2
Pays-Bas	173,0	486,5
Chine	165,6	157,5
Thaïlande	104,4	42,1
Tous les autres	1 008,0	989,9
	<u>12 424,9</u>	<u>11 862,9</u>

1) Exclusion faite des placements dans d'autres fonds, essentiellement en titres à revenu fixe, de 195,5 \$ au 31 décembre 2021 (195,4 \$ au 31 décembre 2020).

2) Exclusion faite des participations dans des entreprises associées et coentreprises d'assurance et de réassurance qui sont considérées comme des participations stratégiques à long terme.

3) L'augmentation en glissement annuel reflète surtout une plus-value latente nette des positions sur les actions ordinaires.

4) Détenus essentiellement par Fairfax India, dans laquelle la société détient une participation de 30,1 %, la participation restante de 69,9 % étant détenue par les détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle.

Dérivés et contreparties aux dérivés

La société tente de limiter le risque de contrepartie par un choix judicieux des contreparties aux contrats dérivés et par la voie des modalités des ententes négociées avec ces contreparties. Selon ces ententes, les contreparties sont tenues par contrat de déposer une garantie admissible dans des comptes de garantie (sous réserve de certains seuils minimaux) en faveur de la société, selon la juste valeur des contrats dérivés, calculée quotidiennement. Les ententes négociées avec les contreparties prévoient un règlement net unique de tous les instruments financiers visés en cas de défaillance de la contrepartie, ce qui permet à la société de compenser ses obligations envers la contrepartie à hauteur du montant total à recevoir de cette contrepartie. L'exposition de la société au risque de contrepartie lié à la position nette sur dérivés au 31 décembre 2021 était estimée à 37,6 \$ (83,4 \$ au 31 décembre 2020).

Voir la sous-rubrique « Contreparties aux contrats dérivés » de la rubrique « Risque de crédit » à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 pour une analyse et un tableau analytique du risque lié aux contreparties aux contrats dérivés de la société.

Fonds de caisse

Dans le secteur de l'assurance en général, le fonds de caisse représente les fonds pouvant faire l'objet de placements et qui sont générés lorsqu'une société d'assurance ou de réassurance touche des primes avant le règlement des sinistres. La société calcule son fonds de caisse en additionnant ses passifs au titre des contrats d'assurance et de réassurance de dommages (constitués de la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres et de la provision pour primes non acquises) et ses montants à payer au titre de contrats d'assurance, et en déduisant de ce total la somme des créances découlant de contrats d'assurance, des montants à recouvrer des réassureurs et des frais d'acquisition de primes différés. Le coût (ou l'avantage) annuel du fonds de caisse correspond au pourcentage du résultat technique annuel par rapport au fonds de caisse moyen de l'exercice (moyenne simple du fonds de caisse depuis l'ouverture jusqu'à la clôture de l'exercice) et indique un avantage annuel si l'année se solde par un bénéfice technique pour la société, ou un coût annuel si l'année se solde par une perte technique.

Le tableau ci-dessous montre le fonds de caisse accumulé et le coût (l'avantage) de ce fonds de caisse pour les activités d'assurance et de réassurance de dommages de la société. Le fonds de caisse moyen a augmenté de 12,2 % en 2021 en atteignant 24 320,9 \$, sans entraîner de coût.

Année	Résultat technique ¹⁾	Fonds de caisse moyen	Coût (avantage) du fonds de caisse	Rendement moyen des bons du Trésor canadien à long terme
1986	2,5	21,6	(11,6) %	9,6 %
2017	(641,5)	17 200,9	3,8 %	2,3 %
2018	318,3	20 009,6	(1,6) %	2,4 %
2019	394,5	20 149,6	(2,0) %	1,8 %
2020	309,0	21 668,1	(1,4) %	1,2 %
2021	801,2	24 320,9	(3,3) %	1,9 %
Moyenne pondérée depuis la création			(0,2) %	3,1 %
Avantage net moyen pondéré du fonds de caisse depuis la création de Fairfax			(3,3) %	

1) Selon les IFRS pour 2010 à 2021; selon les PCGR du Canada pour 2009 et les exercices antérieurs. Les bénéfices techniques des filiales d'assurance et de réassurance pour 2021 et 2020 sont présentés à la note 25 (Informations sectorielles) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le tableau ci-dessus illustre l'avantage net moyen pondéré du fonds de caisse de la société depuis sa création, qui correspond à 0,2 %, ce qui signifie que le fonds de caisse n'a rien coûté à la société, mais qu'il lui a plutôt procuré un avantage net (dans les années de rentabilité technique, la société peut effectivement contracter des emprunts sans aucun coût) comparativement au coût d'emprunt représenté par le rendement moyen des bons du Trésor canadien à long terme de 3,1 % depuis la création de la société. Ainsi, l'avantage net moyen pondéré du fonds de caisse depuis la création de Fairfax, de 3,3 %, est tout à l'avantage de la société. L'objectif à long terme de la société est d'augmenter le fonds de caisse sans subir de coût en réussissant à garder des ratios mixtes inférieurs à 100 % continuellement et en investissant ce fonds de caisse en vue de rendements positifs.

Le fonds de caisse à la clôture de chacun des cinq derniers exercices se ventile comme suit :

Année	Assurance et réassurance de dommages									Liquidation de sinistres ¹⁾	Total
	Northbridge	Odyssey Group	Crum & Forster	Zenith National	Brit	Allied World	Fairfax Asia	Autres	Total		
2017	1 786,2	4 531,0	2 888,7	1 236,6	3 079,5	5 459,1	240,6	1 129,5	20 351,2	2 573,1	22 924,3
2018	1 694,1	4 670,3	2 887,6	1 200,4	2 792,3	5 082,5	242,4	1 098,4	19 668,0	3 050,1	22 718,1
2019	1 869,0	5 100,5	3 032,8	1 141,6	3 043,0	5 115,9	253,1	1 075,2	20 631,1	1 747,4	22 378,5
2020	2 082,0	5 858,0	3 288,1	1 145,8	3 231,9	5 744,3	252,2	1 102,7	22 705,0	1 572,8	24 277,8
2021	2 480,3	6 770,5	3 442,5	1 105,3	3 574,4	6 917,2	420,6	1 226,0	25 936,8	1 900,1	27 836,9

1) Le secteur Liquidation de sinistres séparément du secteur comptable Assurance vie et Liquidation de sinistres.

En 2021, le fonds de caisse consolidé de la société s'est accru de 3 559,1 \$ en atteignant 27 836,9 \$, sans entraîner de coût pour la société, ce qui traduit surtout une croissance des volumes de transactions chez toutes les entités du secteur comptable Assurance et réassurance de dommages de la société (principalement Allied World, Odyssey Group, Northbridge et Brit). La hausse du fonds de caisse découle surtout d'une hausse de la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres et de la provision pour primes non acquises, ces facteurs étant en partie contrebalancés par une augmentation des montants à recouvrer des réassureurs (reflétant la transaction de réassurance du quatrième trimestre de 2021 chez Brit et la consolidation de Singapore Re) et des créances découlant de contrats d'assurance. Le fonds de caisse consolidé de la société a aussi augmenté en raison de la hausse de la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres du secteur Liquidation de sinistres, qui résulte surtout d'une évolution défavorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures liés à l'amiante, à la pollution et aux autres risques, ce qui a été partiellement compensé par les progrès encore réalisés par le secteur Liquidation de sinistres dans le règlement de ses passifs au titre des sinistres.

Le fonds de caisse, le fonds de caisse moyen et le coût (ou l'avantage) du fonds de caisse sont des mesures financières complémentaires qui sont calculées à l'aide des montants présentés dans les états financiers consolidés. Le fonds de caisse présenté ci-dessus a été calculé à l'aide de montants tirés des états consolidés de la situation financière au 31 décembre, compte non tenu des activités d'assurance vie d'Eurolife, comme suit :

	31 décembre 2021			31 décembre 2020
	Comme présenté ci-dessus	Eurolife	Données consolidées	Données consolidées
Montants à payer au titre de contrats d'assurance	3 858,5	635,0	4 493,5	2 964,0
Passifs au titre des contrats d'assurance	44 860,5	2 486,0	47 346,5	39 206,8
Créances découlant de contrats d'assurance	(6 875,2)	(8,0)	(6 883,2)	(5 816,1)
Frais d'acquisition de primes différés	(1 920,3)	(3,8)	(1 924,1)	(1 543,7)
Montants à recouvrer des réassureurs	(12 086,6)	(3,9)	(12 090,5)	(10 533,2)
	<u>27 836,9</u>	<u>3 105,3</u>	<u>30 942,2</u>	<u>24 277,8</u>

Situation financière

Sources de financement et gestion du capital

Au 31 décembre 2021, le total des capitaux permanents de la société avait augmenté en s'établissant à 29 063,3 \$, contre 26 341,3 \$ au 31 décembre 2020. Par ailleurs, les sociétés d'assurance et de réassurance de dommages de la société continuent de maintenir un capital supérieur au minimum exigé par la réglementation, à des niveaux suffisants pour préserver leurs notations de crédit et de solidité financière en tant qu'émetteurs et au-dessus des niveaux établis en interne pour la gestion des risques. Les variations du total des capitaux permanents et de ses composantes, les mesures et ratios utilisés par la société pour la gestion du capital et les niveaux de capital des sociétés d'assurance et de réassurance de dommages sont décrits à la rubrique « Gestion du capital » de la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le ratio des primes nettes émises par rapport à l'excédent prescrit par la loi (ou total des capitaux propres) est une mesure couramment utilisée dans le secteur de l'assurance dommages pour évaluer la suffisance du capital. Ce ratio, qui est une mesure financière complémentaire dont se sert la société pour évaluer la suffisance du capital et la capacité de souscription, est présenté ci-après pour les sociétés d'assurance et de réassurance de dommages.

	Ratio primes nettes émises/excédent prescrit par la loi	
	2021	2020
Assurance et réassurance de dommages		
Northbridge	1,2	1,3
Odyssey Group	0,9	0,8
Crum & Forster	1,5	1,7
Zenith National	1,0	1,2
Brit	1,0	1,1
Allied World ¹⁾	0,8	0,7
Fairfax Asia ²⁾	0,4	0,4
Autres	1,2	1,1
Secteur		
Secteur de l'assurance au Canada	1,1	1,3
Secteur de l'assurance aux États-Unis	0,7	0,7

1) Les ratios d'Allied World sont basés sur les capitaux propres établis selon les PCGR américains par Allied World, soit 4 794,8 \$ et 4 377,4 \$ aux 31 décembre 2021 et 2020.

2) Le total des capitaux propres exclut certains placements de la société de portefeuille.

Le tableau suivant présente les notations de crédit et de solidité financière attribuées au 31 décembre 2021 à Fairfax et à ses sociétés d'assurance et de réassurance de dommages en exploitation en tant qu'émetteurs.

Notation de la qualité du crédit de l'émetteur	A.M. Best	Standard & Poor's	Moody's	DBRS
Fairfax Financial Holdings Limited	bbb	BBB-	Baa3	BBB (élevée)
Notation de solidité financière				
Northbridge Financial Corporation ¹⁾	A	A-	A3	A
Odyssey Group Holdings, Inc. ¹⁾	A	A-	A2	—
Crum & Forster Holdings Corp. ¹⁾	A	A-	Baa1	—
Zenith National Insurance Corp. ¹⁾	A	A-	Baa1	—
Brit Limited ²⁾	A	A+	—	—
Allied World Assurance Company Holdings, Ltd. ¹⁾	A	A-	A2	—
Falcon Insurance Company (Hong Kong) Limited	—	A-	—	—
Singapore Reinsurance Corporation Limited	A-	—	—	—
Wentworth Insurance Company Ltd.	A	—	—	—
Polish Re	A-	—	—	—
Colonnade Insurance S.A.	A-	—	—	—

1) Les notations de solidité financière s'appliquent aux sociétés en exploitation.

2) Les notations de Brit sont celles qu'A.M. Best et Standard & Poor's ont attribuées à Lloyd's.

En 2021, Moody's a relevé ses notes de solidité financière attribuées aux sociétés d'Allied World en exploitation, les faisant passer de A3 à A2. Les notations de crédit et de solidité financière attribuées au 31 décembre 2021 à Fairfax et à ses sociétés d'assurance et de réassurance de dommages en exploitation en tant qu'émetteurs n'ont subi aucun autre changement par rapport au 31 décembre 2020.

Valeur comptable d'une action (montant de base)

Au 31 décembre 2021, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires totalisaient 15 049,6 \$, soit 630,60 \$ par action (montant de base), contre 12 521,1 \$ et 478,33 \$ par action (montant de base) au 31 décembre 2020, soit une hausse du montant de base par action de 31,8 % en 2021 (avant ajustement pour tenir compte du dividende de 10,00 \$ par action ordinaire versé au premier trimestre de 2021; hausse de 34,2 % après ajustement pour tenir compte de ce dividende).

L'augmentation de la valeur comptable d'une action (montant de base) s'explique surtout par le résultat net positif attribuable aux actionnaires de Fairfax de 3 401,1 \$ et par une diminution du nombre d'actions ordinaires effectivement en circulation, ces facteurs étant partiellement neutralisés par le versement du premier trimestre de 2021 du dividende annuel sur actions ordinaires de 272,1 \$. En 2021, le nombre d'actions servant au calcul du résultat de base par action a baissé en raison surtout du rachat net de 2 137 923 actions à droit de vote subalterne aux fins d'annulation, dont 2 000 000 de ces actions ont été rachetées dans le cadre d'une offre publique de rachat importante pour 1,0 G\$ clôturée le 29 décembre 2021, au prix de 500,00 \$ l'action, et du rachat net de 172 983 actions à droit de vote subalterne à titre d'actions propres (qui seront utilisées pour les droits à des paiements fondés sur des actions de la société). Au 31 décembre 2021, les actions ordinaires effectivement en circulation étaient au nombre de 23 865 600.

Au cours des cinq derniers exercices, la société a émis des actions ordinaires, et en a racheté aux fins d'annulation, comme suit :

Année	Nombre d'actions à droit de vote subalterne	Prix moyen d'émission ou de rachat par action ¹⁾	Produit (coût de rachat), montant net
2017 – émission d'actions ²⁾	5 084 961	431,94 \$	2 196,4
2017 – rachat d'actions ³⁾	(184 367)	521,79 \$	(96,2)
2018 – rachat d'actions ³⁾	(187 476)	494,46 \$	(92,7)
2019 – rachat d'actions ³⁾	(249 361)	473,21 \$	(118,0)
2020 – rachat d'actions ³⁾	(343 871)	293,42 \$	(100,9)
2021 – rachat d'actions ⁴⁾	(2 137 923)	494,92 \$	(1 058,1)

- 1) La société calcule le prix d'émission moyen de l'action en divisant le produit total net par le nombre total d'actions à droit de vote subalterne émises; elle calcule le prix de rachat moyen de l'action en divisant le prix de rachat total net par le nombre d'actions à droit de vote subalterne rachetées aux fins d'annulation. Les deux mesures sont calculées pour des périodes annuelles, selon les montants présentés dans les états financiers consolidés.
- 2) L'émission d'actions à droit de vote subalterne se rapporte surtout à l'acquisition d'Allied World en 2017.
- 3) Rachat d'actions à droit de vote subalterne aux fins d'annulation dans le cadre d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités que la société a lancées.
- 4) Rachat d'actions à droit de vote subalterne aux fins d'annulation dans le cadre d'une offre publique de rachat importante clôturée le 29 décembre 2021, soit 2 000 000 d'actions au prix de 500,00 \$ l'action, ainsi que dans le cadre d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, soit 137 923 actions.

Comme il est mentionné à la note 5 (Trésorerie et placements) et à la note 6 (Participations dans des entreprises associées) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la société a comptabilisé en 2021 un profit latent net de 1 490,3 \$ sur ses placements en actions privilégiées obligatoirement convertibles de Digit, ce qui représente une augmentation de 53,21 \$, après impôt, de la valeur comptable d'une action (montant de base). La société s'attend à comptabiliser d'autres profits d'environ 400 \$ si elle consolide sa participation dans Digit, à condition que les autorités de réglementation l'autorisent à augmenter sa participation dans Digit, qui passera à 49,0 % et donnera le contrôle à la société.

Excédent (insuffisance) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable

Le tableau ci-après présente l'excédent (l'insuffisance), avant impôt, de la juste valeur, par rapport à la valeur comptable, des placements dans des entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance et dans les filiales consolidées cotées en bourse n'appartenant pas au secteur de l'assurance que la société considère comme des placements de portefeuille. Ces montants, bien qu'ils ne soient pas pris en compte dans le calcul de la valeur comptable d'une action (montant de base), sont régulièrement scrutés par la direction en tant qu'indicateurs du rendement des placements. Au 31 décembre 2021, le total des excédents, avant impôt, de la juste valeur de ces placements sur leur valeur comptable correspondait à 346,4 \$ (insuffisance de 662,6 \$, avant impôt, au 31 décembre 2020).

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Juste valeur	Valeur comptable	Excédent (insuffisance) de la juste valeur sur la valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Excédent (insuffisance) de la juste valeur sur la valeur comptable
Entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance ¹⁾ :						
Eurobank	1 210,3	1 298,5	(88,2)	799,9	1 166,3	(366,4)
Atlas	1 285,8	922,1	363,7	978,9	900,1	78,8
Quess	514,1	492,1	22,0	356,4	542,7	(186,3)
Tous les autres	1 531,7	1 404,3	127,4	1 169,4	1 154,0	15,4
	<u>4 541,9</u>	<u>4 117,0</u>	<u>424,9</u>	<u>3 304,6</u>	<u>3 763,1</u>	<u>(458,5)</u>
Sociétés autres que des sociétés d'assurance ²⁾ :						
Restaurants et autres ³⁾	731,8	906,2	(174,4)	454,2	601,3	(147,1)
Fairfax India	535,0	444,1	90,9	402,4	405,0	(2,6)
Thomas Cook India	259,0	254,0	5,0	160,0	214,4	(54,4)
	<u>1 525,8</u>	<u>1 604,3</u>	<u>(78,5)</u>	<u>1 016,6</u>	<u>1 220,7</u>	<u>(204,1)</u>
	<u>6 067,7</u>	<u>5 721,3</u>	<u>346,4</u>	<u>4 321,2</u>	<u>4 983,8</u>	<u>(662,6)</u>

-
- 1) *Les justes valeurs et les valeurs comptables des entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance sont celles qui sont présentées à la note 6 (Participations dans des entreprises associées) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Elles excluent les participations dans les entreprises associées que détiennent Fairfax India (l'aéroport de Bangalore y compris), Société de Recettes Illimitées, Thomas Cook India (y compris sa quote-part dans Quess), Dexterra Group et Boat Rocker; car les montants de ces participations sont déjà pris en compte dans la valeur comptable des sociétés consolidées autres que des sociétés d'assurance lors du calcul de cette mesure de performance. Pour en savoir plus, voir la rubrique « Glossaire des mesures financières non conformes aux PCGR et des autres mesures financières » du présent rapport de gestion.*
 - 2) *La juste valeur des participations de la société dans les sociétés cotées en bourse autres que des sociétés d'assurance, soit Société de Recettes Illimitées, Fairfax India, Thomas Cook India, Dexterra Group, Boat Rocker et Farmers Edge, correspond à la quote-part revenant à la société (calculée au prorata de ses participations) de la capitalisation boursière de ces filiales établie en fonction du prix de leurs actions coté à la date des états financiers. La valeur comptable de chaque filiale représente le total des capitaux propres de la filiale, tel qu'il figure dans les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, diminué des participations de la filiale ne donnant pas le contrôle telles qu'elles sont présentées à la note 11 (Total des capitaux propres) de ces états financiers consolidés. La juste valeur et la valeur comptable de Thomas Cook India tiennent compte des actions privilégiées que la société détient et qui sont éliminées lors de la consolidation. Pour en savoir plus, voir la rubrique « Glossaire des mesures financières non conformes aux PCGR et des autres mesures financières » du présent rapport de gestion.*
 - 3) *Soit Société de Recettes Illimitées, Dexterra Group, Boat Rocker et Farmers Edge sont incluses à compter de 2021, depuis la clôture de leurs premiers appels publics à l'épargne respectifs.*

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Après l'expiration de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 29 septembre 2021, la société en a lancé une nouvelle le 30 septembre 2021, aux termes de laquelle elle est autorisée, jusqu'à l'expiration de l'offre le 29 septembre 2022, à racheter tout au plus 2 602 760 actions à droit de vote subalterne, 751 034 actions privilégiées de série C, 178 415 actions privilégiées de série D, 543 613 actions privilégiées de série E, 173 574 actions privilégiées de série F, 771 984 actions privilégiées de série G, 228 015 actions privilégiées de série H, 1 042 010 actions privilégiées de série I, 157 989 actions privilégiées de série J, 950 000 actions privilégiées de série K et 919 600 actions privilégiées de série M, ce qui représente quelque 10 % du flottant des actions à droit de vote subalterne et du flottant de chaque série d'actions privilégiées. Les décisions concernant les rachats futurs seront prises compte tenu des conditions du marché, du prix des actions et d'autres facteurs, dont les occasions d'investir en capital de croissance. Il est possible d'obtenir l'avis d'intention de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire général de la société.

La propriété indirecte, par la société, de ses propres actions par l'entremise de The Sixty Two Investment Company Limited se traduit par une diminution effective de 799 230 du nombre d'actions en circulation. Cette réduction se reflète dans les montants du résultat par action et du résultat net dilué par action, ainsi que dans la valeur comptable d'une action (montant de base).

Situation de trésorerie

Les principaux éléments des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre sont les suivants :

	2021	2020
Activités d'exploitation		
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, avant achats nets de placements classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	4 026,6	2 476,0
(Achats) ventes de participations classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, montant net	2 614,4	(2 336,2)
Activités d'investissement		
Achats de participations dans des entreprises associées	(175,4)	(29,8)
Ventes de participations dans des entreprises associées	809,2	139,8
Achats de filiales, déduction faite de la trésorerie acquise	1 259,5	—
Produit tiré de la vente de filiales d'assurance, déduction faite de la trésorerie cédée	85,4	221,7
Produit tiré de la vente de filiales n'appartenant pas au secteur de l'assurance, déduction faite de la trésorerie cédée	186,8	(97,4)
Achats d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, montant net	(353,9)	(273,3)
(Achats) ventes d'immeubles de placement, montant net	27,0	(7,8)
Activités de financement		
Produits des emprunts, montant net – société de portefeuille et sociétés d'assurance et de réassurance	1 250,0	645,0
Remboursement d'emprunts – société de portefeuille et sociétés d'assurance et de réassurance	(932,9)	(0,3)
Emprunts (remboursements) nets – facilité de crédit renouvelable de la société de portefeuille	(700,0)	700,0
Remboursements nets – autres facilités de crédit renouvelables – société de portefeuille et sociétés d'assurance et de réassurance	(84,3)	(10,0)
Produits des emprunts, montant net – sociétés autres que des sociétés d'assurance	499,1	107,8
Remboursement d'emprunts – sociétés autres que des sociétés d'assurance	(593,9)	(82,5)
Emprunts (remboursements) nets – facilités de crédit renouvelables et emprunts à court terme – sociétés autres que des sociétés d'assurance	(262,0)	60,5
Paiements de capital sur obligations locatives – société de portefeuille et sociétés d'assurance et de réassurance	(64,6)	(61,9)
Paiements de capital sur obligations locatives – sociétés autres que des sociétés d'assurance	(162,8)	(164,6)
Rachats d'actions à droit de vote subalterne à titre d'actions propres – aux fins d'attribution de droits à des paiements fondés sur des actions	(132,6)	(137,9)
Rachats d'actions à droit de vote subalterne aux fins d'annulation	(1 058,1)	(100,9)
Emissions d'actions de filiales à l'intention des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	1 603,2	218,2
Rachats d'actions d'une filiale à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(233,0)	(251,2)
Ventes d'actions ordinaires d'une filiale à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	174,8	—
Dividendes versés sur actions ordinaires et actions privilégiées	(316,6)	(319,7)
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(175,6)	(165,6)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	<u>7 290,3</u>	<u>529,9</u>

Pour un complément d'information sur les transactions mentionnées ci-après, voir la note 6 (Participations dans des entreprises associées), la note 15 (Emprunts), la note 16 (Total des capitaux propres) et la note 23 (Acquisitions et dessaisissements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Activités d'exploitation des exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation (exclusion faite des achats nets de placements classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net) ont augmenté en 2021 pour s'établir à 4 026,6 \$, ayant totalisé 2 476,0 \$ en 2020, principalement en raison d'une augmentation des primes nettes encaissées qui a suffi à contrebalancer l'augmentation du montant net payé au titre des sinistres et l'augmentation des paiements d'impôt. Voir les tableaux consolidés des flux de trésorerie et la note 27 (Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 pour en savoir plus sur les activités d'exploitation, y compris les achats nets de placements classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Activités d'investissement de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Les achats de participations dans des entreprises associées de 175,4 \$ reflètent essentiellement une augmentation des participations dans Gulf Insurance, HFP et une entreprise associée de Fairfax India.

Les ventes de participations dans des entreprises associées de 809,2 \$ représentent surtout la vente de la participation de coentrepreneur dans RiverStone Barbados, la vente partielle de la participation dans IIFL Finance, ainsi que les dividendes et distributions reçus d'entreprises associées et de coentreprises.

Les achats de filiales de 1 259,5 \$, déduction faite de la trésorerie acquise, représentent essentiellement l'acquisition de la participation de coentrepreneur qu'OMERS détenait dans Eurolife pour une contrepartie en trésorerie de 142,7 \$, déduction faite du solde de trésorerie d'Eurolife de 1 433,3 \$, ainsi qu'une prise de participation additionnelle dans Singapore Re.

Le produit tiré de la vente de filiales d'assurance, déduction faite de la trésorerie cédée, de 85,4 \$, représente essentiellement la vente de la participation majoritaire qu'Allied World détenait dans Vault Insurance.

Le produit tiré de la vente de filiales n'appartenant pas au secteur de l'assurance, de 186,8 \$, représente essentiellement la vente de la participation de 48,8 % que Fairfax India détenait dans Privi.

Activités d'investissement de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Les ventes de participations dans des entreprises associées de 139,8 \$ reflètent surtout la vente de Davos Brands et les distributions reçues d'entreprises associées et de coentreprises.

Le produit tiré de la vente de filiales d'assurance, déduction faite de la trésorerie cédée, de 221,7 \$, représentait le transfert du groupe Liquidation de sinistres en Europe, en tant qu'apport, à RiverStone Barbados.

La trésorerie cédée lors de la déconsolidation d'une filiale d'assurance, de 97,4 \$, reflète principalement la déconsolidation de Fairfax Africa.

Activités de financement de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Le montant net du produit tiré des emprunts de la société de portefeuille et des sociétés d'assurance et de réassurance, de 1 250,0 \$, représente essentiellement le produit net tiré de l'émission de billets de premier rang non garantis, à 3,95 %, d'un capital de 671,6 \$ (850,0 \$ CA), et tiré de l'émission de billets de premier rang non garantis, à 3,375 %, d'un capital de 600,0 \$, échéant en 2031 dans les deux cas.

Les remboursements de la société de portefeuille et des sociétés d'assurance et de réassurance, de 932,9 \$, représentent essentiellement les opérations suivantes : l'affectation, par la société de portefeuille, du produit net tiré du placement de billets de premier rang non garantis, d'un capital de 671,6 \$ (850,0 \$ CA), au remboursement, le 29 mars 2021, de ses billets de premier rang non garantis, à 5,84 %, d'un capital de 353,5\$ (446,0 \$ CA), échéant en 2022, et de ses billets de premier rang non garantis, à 4,50 %, d'un capital de 317,1 \$ (400,0 \$ CA), échéant en 2023 (pour une perte globale de 45,7 \$ résultant du remboursement); le remboursement, par Odyssey Group, de ses billets de premier rang non garantis venus à échéance, d'un capital de 90,0 \$; le remboursement, par la société de portefeuille, de ses billets de premier rang non garantis, à 4,142 %, d'un capital de 85,0 \$, échéant en 2024; le rachat, par Crum & Forster, de titres de fiducie privilégiés de First Mercury, d'un capital de 41,4 \$.

Le montant net des remboursements sur la facilité de crédit renouvelable de la société de portefeuille, de 700,0 \$, reflète le remboursement intégral des emprunts effectués en 2020.

Le montant net du produit tiré des emprunts des sociétés autres que des sociétés d'assurance, de 499,1 \$, représente surtout le produit net tiré de l'émission, par Fairfax India, de billets de premier rang non garantis, d'un capital de 500,0 \$, à 5,00 %, échéant en 2028.

Les remboursements des sociétés autres que des sociétés d'assurance de 593,9 \$ reflètent surtout le remboursement, par Fairfax India, de son emprunt à terme de 550,0 \$, à taux variable, au moyen du produit net tiré de l'émission de ses billets de premier rang décrits ci-dessus.

Le montant net des remboursements sur les facilités de crédit renouvelables et sur les emprunts à court terme des sociétés autres que des sociétés d'assurance, de 262,0 \$, représente principalement les remboursements effectués par Boat Rocker à la clôture de son premier appel public à l'épargne, ainsi que les remboursements partiels, par Sporting Life, Société de Recettes Illimitées et AGT, de leurs facilités de crédit renouvelables.

Les rachats d'actions à droit de vote subalterne aux fins d'annulation pour 1 058,1 \$ se rapportent essentiellement à 2 000 000 de ces actions qui ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre d'une offre publique de rachat importante, au prix de 500,00 \$ l'action, jusqu'à concurrence de 1,0 G\$, dont la clôture a eu lieu le 29 décembre 2021.

Les émissions d'actions de filiales à l'intention de détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, de 1 603,2 \$, représentent essentiellement la vente de participations ne donnant pas le contrôle dans Odyssey Group et Brit, ainsi que les premiers appels publics à l'épargne de Farmers Edge et de Boat Rocker.

Le montant de 233,0 \$ relatif aux rachats d'actions de filiales à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle représente principalement le rachat d'actions ordinaires dans le cadre d'une offre publique de rachat importante lancée par Fairfax India.

Le montant de 174,8 \$ relatif à la vente d'actions d'une filiale à l'intention de détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle représente surtout la vente, par Fairfax India, d'une participation de 11,5 % dans Anchorage.

Les dividendes de 175,6 \$ versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle représentent essentiellement les dividendes versés par Allied World à ses actionnaires minoritaires.

Activités de financement de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Le montant net du produit tiré des emprunts de la société de portefeuille et des sociétés d'assurance et de réassurance de 645,0 \$ représente le produit net tiré de l'émission de billets de premier rang non garantis d'un capital de 650,0 \$, à 4,625 %, échéant en 2030.

Le montant net des emprunts sur la facilité de crédit renouvelable de la société de portefeuille de 700,0 \$ représentait les prélèvements que la société avait effectués sur sa facilité de crédit, en tant qu'aide financière aux sociétés d'assurance et de réassurance en cas de nécessité face à la pandémie de COVID-19, ainsi que pour favoriser la croissance des sociétés d'assurance et de réassurance dans un contexte de tarifs favorables.

Les emprunts des sociétés autres que des sociétés d'assurance de 107,8 \$ reflétaient essentiellement le produit net des emprunts contractés par les filiales de Fairfax India, soit NCML et Privi, et la filiale de Fairfax Africa, soit CIG (déconsolidée le 8 décembre 2020).

Les émissions d'actions de filiales à l'intention de détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, de 218,2 \$, représentaient essentiellement la participation d'un tiers dans Ki Insurance, nouvelle filiale de Brit, et le placement d'Eurolife dans un fonds de placement interne consolidé de Fairfax.

Le montant de 251,2 \$ relatif aux rachats d'actions de filiales à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle représentait principalement l'acquisition du reste des actions détenues par l'actionnaire minoritaire de Brit et le rachat d'actions ordinaires dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités lancées par Fairfax India.

Les dividendes de 165,6 \$ versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle représentaient essentiellement les dividendes versés par Allied World et Brit à leurs actionnaires minoritaires.

Société de portefeuille

Au 31 décembre 2021, la trésorerie et les placements de la société de portefeuille totalisaient 1 478,3 \$ (ou 1 446,2 \$, déduction faite des obligations de la société de portefeuille au titre des dérivés de 32,1 \$), contre 1 252,2 \$ au 31 décembre 2020 (ou 1 229,4 \$, déduction faite des obligations de la société de portefeuille au titre des dérivés de 22,8 \$).

Pour l'exercice 2021, les principales entrées de trésorerie et de fonds au niveau de la société de portefeuille représentent le produit net de l'émission de billets de premier rang non garantis, la vente de participations ne donnant pas le contrôle dans Odyssey Group et Brit et la vente de la participation de coentrepreneur dans RiverStone Barbados, transactions qui sont toutes décrites plus haut, en plus d'une trésorerie nette reçue de 262,7 \$ relativement à des contrats dérivés sur swaps de rendement total d'actions en positions acheteur, et des dividendes reçus de sociétés d'assurance et de réassurance de 429,5 \$, principalement d'Odyssey Group (200,0 \$), de Northbridge (121,1 \$) et d'Eurolife (76,0 \$).

Pour l'exercice 2021, les principales sorties de trésorerie et de fonds au niveau de la société de portefeuille représentent les remboursements de billets de premier rang non garantis, les prises de participation additionnelles dans Eurolife et Singapore Re, les versements de dividendes sur les actions ordinaires et les actions privilégiées, les rachats d'actions à droit de vote subalterne à titre d'actions propres (aux fins d'attribution de droits à des paiements fondés sur des actions de la société) et aux fins d'annulation (y compris dans le cadre d'une offre publique de rachat importante), transactions qui sont toutes décrites plus haut, en sus des apports de capital de 171,6 \$ à l'intention de filiales d'assurance et de réassurance.

La valeur comptable de la trésorerie et des placements de la société de portefeuille a aussi été influencée par l'encaissement d'honoraires de gestion de placements et d'administration et les décaissements pour les frais généraux du siège social et le versement d'intérêts sur les emprunts. La valeur comptable de la trésorerie et des placements de la société de portefeuille variera en fonction de la juste valeur de ces placements (compte tenu des contrats dérivés qui peuvent comporter des exigences de garantie et de règlement en trésorerie).

La société estime que la trésorerie et les placements de la société de portefeuille (déduction faite des obligations au titre de dérivés de la société de portefeuille) de 1 446,2 \$ au 31 décembre 2021 offrent assez de liquidités à la société de portefeuille pour qu'elle puisse s'acquitter de ses engagements connus en 2022. La société de portefeuille s'attend à continuer de recevoir des honoraires de gestion de placements et d'administration de la part de ses filiales d'assurance et de réassurance et de Fairfax India, ainsi que des revenus d'investissement sur sa trésorerie et ses placements, et des dividendes de ses filiales d'assurance et de réassurance. Pour accroître davantage ses liquidités, la société de portefeuille peut prélever des montants sur sa facilité de crédit renouvelable non garantie de 2,0 G\$.

Les engagements importants connus de la société de portefeuille pour 2022 se rapportent au paiement des dividendes sur actions ordinaires de 249,9 \$ (10,00 \$ par action ordinaire versés en janvier 2022), aux charges d'intérêts et aux frais généraux du siège social, aux dividendes sur actions privilégiées, aux paiements d'impôt et aux paiements éventuels au titre des emprunts effectués sur la facilité de crédit renouvelable et d'autres activités d'investissement. En 2022, la société pourrait aussi faire des paiements pour ses sociétés d'assurance et de réassurance afin de soutenir leurs initiatives de souscription dans des marchés d'assurance favorables. En outre, dans le cadre de la vente de RiverStone Barbados, la société a garanti la valeur, soit environ 1,1 G\$, de certains titres détenus par CVC et certaines de ses sociétés affiliées jusqu'à ce que ces titres soient achetés par Hamblin Watsa ou qu'ils soient vendus sur ordre de cette dernière, avant la fin de 2022. Si la société décide de vendre ces titres, toute différence entre la juste valeur de ces derniers et la valeur garantie sera réglée en trésorerie (un actif dérivé de 103,8 \$ au 31 décembre 2021).

En 2021, la trésorerie et les placements à court terme des filiales (y compris la trésorerie et les placements à court terme donnés en garantie d'engagements au titre des dérivés) ont augmenté de 8 599,9 \$, ce qui s'explique surtout par les produits résultant des ventes nettes d'obligations de sociétés à court et à moyen terme, de haute qualité, et par la consolidation de la trésorerie et des placements à court terme d'Eurolife (1 721,1 \$).

Assurance et réassurance

Les filiales d'assurance et de réassurance peuvent à l'occasion avoir des entrées ou des sorties de trésorerie liées à leurs contrats dérivés, y compris les exigences de garantie. En 2021, les filiales d'assurance et de réassurance ont reçu un montant net en trésorerie de 176,9 \$ relativement à des positions acheteur sur des swaps sur rendement total d'actions (paiement net en trésorerie de 628,6 \$ en 2020 relativement à des positions acheteur et vendeur sur des swaps sur rendement total d'actions), exclusion faite des exigences de garantie.

Sociétés autres que des sociétés d'assurance

Les sociétés autres que des sociétés d'assurance ont des remboursements de capital échéant en 2022 de 584,4 \$ qui sont essentiellement associés aux facilités de crédit d'AGT. Après le 31 décembre 2021, AGT a reporté l'échéance de sa facilité de crédit de premier rang de 625,0 \$ CA au 17 mars 2023. Les emprunts des sociétés autres que des sociétés d'assurance sont sans recours pour la société de portefeuille et, en règle générale, ils devraient être réglés au moyen de refinancement et des flux de trésorerie d'exploitation.

Obligations contractuelles

Pour des renseignements sur les obligations contractuelles de la société, ainsi que sur les différentes échéances de ses passifs financiers, voir la rubrique « Risque de liquidité » de la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Éventualités et engagements

Pour une description détaillée de ces cas, voir la note 20 (Éventualités et engagements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Comptabilité et présentation de l'information financière

Évaluation par la direction des contrôles et procédures de communication de l'information

Sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière, la société a évalué l'efficacité, au 31 décembre 2021, de ses contrôles et procédures de communication de l'information suivant les exigences des lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières. Ces contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour assurer que l'information devant être présentée dans les rapports déposés ou transmis par la société en vertu des lois sur les valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits et que cette information est rassemblée et communiquée au chef de la direction et au chef de la direction financière de la société, selon ce qui convient, pour fournir l'information exigée en temps opportun. D'après leur évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information de la société étaient efficaces au 31 décembre 2021.

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction de la société d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière (tel qu'il est défini dans la règle 13a-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, sous sa forme modifiée, et dans le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société est un processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été

établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société s'entend des politiques et procédures qui : i) concernent la tenue de comptes suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des sorties d'actifs de la société; ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux IFRS publiées par l'IASB et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société; iii) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de la société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou d'une détérioration du niveau de respect des politiques ou des procédures.

La direction de la société a évalué l'efficacité du contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2021. Au cours de son évaluation, la société a utilisé les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework (2013)*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO »). Sur la base de cette évaluation, à l'exception de ce qui est indiqué sous la rubrique « Limitation de l'étendue de la conception et de l'évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière », la direction de la société, y compris le chef de la direction et le chef de la direction financière, a conclu que, au 31 décembre 2021, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société était efficace selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le COSO.

Conformément aux dispositions de la loi intitulée *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, sous sa forme modifiée, l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au 31 décembre 2021 a été auditée par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., cabinet d'experts-comptables indépendant et inscrit, comme l'indique son rapport qui figure dans le présent rapport annuel.

Limitation de l'étendue de la conception et de l'évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le 14 juillet 2021, la société a acquis une participation donnant le contrôle dans Eurolife FFH Insurance Group Holdings S.A. (« Eurolife ») et a commencé à en consolider les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation dans son information financière. La direction a décidé de limiter l'étendue de la conception et de l'évaluation du contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière en excluant les contrôles, politiques et procédures d'Eurolife, dont les résultats sont pris en compte dans les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Cette limitation est conforme aux lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières, qui permettent à l'émetteur de limiter sa conception et son évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière en excluant les contrôles, politiques et procédures d'une société acquise au plus tôt 365 jours avant la date de clôture de la période comptable visée par l'attestation. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les activités d'Eurolife ont représenté environ 0,6 % des produits des activités ordinaires consolidés de la société, et au 31 décembre 2021, ces activités représentaient environ 4,7 % des actifs consolidés de la société et 5,4 % des passifs consolidés de la société. Le tableau qui suit présente un résumé de l'information financière d'Eurolife.

Période du 14 juillet 2021 au
31 décembre 2021

Produits des activités ordinaires	150,1
Résultat net	1,3
Au 31 décembre 2021	
Actif	
Créances découlant de contrats d'assurance	12,6
Placements de portefeuille ¹⁾	3 283,2
Frais d'acquisition de primes différés	7,8
Montants à recouvrer des réassureurs	20,0
Actifs d'impôt différé	30,3
Goodwill et immobilisations incorporelles	43,1
Autres actifs	695,6
	<u>4 092,6</u>
Passif	
Dettes d'exploitation et charges à payer ²⁾	181,7
Montants à payer au titre de contrats d'assurance	644,3
Passifs au titre des contrats d'assurance	2 595,0
Passifs d'impôt différé	82,1
	<u>3 503,1</u>
Capitaux propres	<u>589,5</u>
	<u>4 092,6</u>

1) *Compte tenu des placements intragroupe dans des filiales de Fairfax n'appartenant pas au secteur de l'assurance qui sont comptabilisés au coût et éliminés lors de la consolidation.*

2) *Compte tenu d'un passif de rachat de 108,4 \$ sur les participations ne donnant pas le contrôle, car l'entreprise associée Eurobank a le choix de remettre la participation de 20,0 % qu'elle détient dans EuroLife à la société à compter de 2024, selon la juste valeur de cette participation qui sera établie à la date de cette opération.*

Estimations comptables et jugements cruciaux

Voir la note 4 (Estimations comptables et jugements cruciaux) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Principaux changements de méthodes comptables

Pour un complément d'information sur les méthodes comptables de la société et leurs modifications en 2021, voir la note 3 (Principales méthodes comptables) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Changements comptables à venir

Des normes nouvelles ou modifiées, publiées mais non encore entrées en vigueur, sont décrites à la note 3 (Principales méthodes comptables) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. La société ne s'attend pas à appliquer ces nouvelles normes et modifications de manière anticipée, sauf indication contraire.

IFRS 17 Contrats d'assurance (« IFRS 17 »)

Le 18 mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, qui est une norme exhaustive sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance ainsi que sur les informations à fournir à leur sujet. IFRS 17 impose aux entités d'évaluer les contrats d'assurance selon une estimation actuelle des flux de trésorerie d'exécution actualisés, ce qui inclut l'actualisation des provisions pour sinistres à l'aide d'un des trois modèles d'évaluation préconisés. Le 25 juin 2020, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 17 qui comprenaient des améliorations ciblées et le report, au 1^{er} janvier 2023, de la date d'entrée en vigueur. La norme doit être appliquée rétrospectivement avec retraitement des informations comparatives à moins que ce ne soit impraticable.

Des trois approches d'évaluation permises selon IFRS 17, on s'attend à ce que la méthode simplifiée de la répartition des primes pour les contrats de courte durée et le modèle d'évaluation général soient applicables à la quasi-totalité des contrats d'assurance et de réassurance de la société. La nécessité d'utiliser des estimations à jour des flux de trésorerie et des taux d'actualisation pour chaque période de présentation de l'information financière et de fournir des informations supplémentaires dans les états financiers consolidés accroîtra énormément la complexité des travaux et exigera beaucoup d'efforts pour la présentation de l'information financière consolidée de la société. La société a donc consacré énormément de temps et de ressources à ce projet.

L'adoption d'IFRS 17 constituera un changement important pour le secteur de l'assurance en général sur le plan de la comptabilité et de l'information financière. Le programme de transition de la société vers IFRS 17 a attribué des ressources internes et externes en vue de l'adoption de la norme, notamment la gestion du risque opérationnel et du risque d'entreprise que cela entraîne. Cette norme pourrait amplifier le risque opérationnel puisqu'elle exige des données plus exhaustives, des techniques d'estimation complexes nouvelles, de nouveaux besoins informatiques et de nouvelles informations à fournir, ce qui entraînera de profonds changements dans plusieurs méthodes, outils et systèmes actuariels et d'information financière. La norme pourrait aussi augmenter la volatilité des résultats financiers consolidés de la société et, en conséquence, nécessiter l'ajout de nouvelles mesures non conformes aux PCGR, ou d'en modifier quelques-unes déjà existantes, qui permettront d'expliquer les résultats.

Pour la société, le plan d'application d'IFRS 17 se déroule comme prévu. En 2021, la société a concentré ses efforts sur la sélection et l'évaluation des principales méthodes et estimations comptables, ainsi que sur la mise en œuvre et la mise à l'épreuve des systèmes informatiques dans toutes les filiales d'assurance et de réassurance pour assurer la synchronisation de leurs informations financières en 2022. La société continue à évaluer les répercussions que l'application d'IFRS 17 aura sur ses états financiers consolidés.

Gestion des risques

Aperçu

Dans le cadre de son programme de gestion des risques financiers, la société cherche surtout à s'assurer que les résultats des activités comportant des éléments de risque sont conformes à ses objectifs et à sa tolérance au risque, tout en maintenant un équilibre approprié entre les risques et les avantages et en protégeant son état consolidé de la situation financière contre des événements qui pourraient compromettre considérablement sa solidité financière. Pour une description détaillée des politiques de gestion des risques de la société, voir la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Enjeux et risques

Les enjeux et risques qui suivent devraient être pris en compte dans l'évaluation des perspectives de la société. D'autres renseignements sur les enjeux et les risques de la société, y compris les risques décrits ci-après, se trouvent à la rubrique intitulée « Facteurs de risque » contenue dans le plus récent prospectus préalable de base de la société et les suppléments de prospectus déposés auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, qui sont accessibles sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 continue de peser lourd sur l'économie mondiale vu l'énorme incertitude engendrée par la propagation rapide des variants Delta et Omicron, même si plusieurs économies dans le monde ont levé les confinements obligatoires et que les vaccins sont de plus en plus accessibles. Les confinements ont grandement perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales, provoquant la pénurie de plusieurs matières premières et soumettant la plupart des biens et services à d'énormes pressions inflationnistes. Les activités de la société reposent, dans une certaine mesure, sur la libre circulation des biens, des services et des capitaux dans le monde et, par conséquent, elles sont confrontées à une montée de coûts. En 2021, la société a remboursé sa facilité de crédit renouvelable qui avait servi à soutenir ses établissements d'assurance et de réassurance en cas de nécessité durant la pandémie.

Compte tenu des circonstances actuelles et mouvementées entourant la COVID-19, il est difficile de prédire l'ampleur des effets persistants de la COVID-19, y compris l'effet des futures mesures à prendre pour contrer les nouveaux variants ainsi que les répercussions à long terme du virus, sur l'économie mondiale et sur les activités, les placements et les employés de la société, et de prédire pendant combien de temps encore vont durer les perturbations. Tous ces développements pourraient avoir un effet défavorable important sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la société. À mesure que les restrictions étaient levées à l'échelle des économies mondiales, la tourmente du ralentissement économique de 2020 a commencé à s'inverser au cours de 2021. La COVID-19 continue de peser sur les secteurs d'exploitation de la société à des degrés variés. Les résultats techniques de 2021 continuent d'être plombés par les sinistres liés à la COVID-19, quoique dans une moindre mesure, surtout en assurance annulation d'événement et en assurance accident et maladie. La société s'attend à ce que ses établissements d'assurance et de réassurance connaissent encore une diminution des primes émises, comparativement à leur niveau pré-pandémique, dans certains secteurs où les primes sont directement ou indirectement liées à l'activité économique. Certaines des activités de la société non liées à l'assurance continuent de subir une baisse des produits des activités ordinaires, comparativement à leur niveau pré-pandémique, en raison des conditions économiques actuelles, en particulier celles des secteurs de la restauration, du commerce de détail et de l'hôtellerie, dont les volumes d'activités sont directement liés à une réouverture complète de l'économie dans les territoires concernés. Les établissements de la société hors du secteur de l'assurance ont eu de meilleurs résultats en 2021 qu'en 2020, surtout dans le secteur Restaurants et commerces de détail, grâce à une croissance du volume des ventes de la plupart des établissements de ce secteur, car les mesures de confinement relatives à la COVID-19 ont été réduites.

Provisions pour sinistres

Des provisions sont constituées à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour couvrir les sinistres et les frais de règlement de sinistres non réglés et estimés qu'il faudra payer en définitive à l'égard des contrats d'assurance et de réassurance de la société. La réussite de la société repose sur sa capacité d'évaluer de façon exacte les risques associés aux cas assurés ou réassurés. Si la société ne parvient pas à bien évaluer ces risques, les primes pourraient ne pas être adéquates, et les provisions pourraient être insuffisantes pour couvrir les sinistres en suspens, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur le résultat net et la situation financière de la société dans les périodes à venir.

Les provisions ne représentent pas un calcul exact du passif, mais plutôt une estimation à un moment précis reposant sur des projections actuarielles et statistiques des attentes de la société à l'égard du règlement définitif des sinistres subis et des frais de règlement de ces sinistres. L'établissement d'un niveau approprié de provisions pour sinistres est en soi un processus rempli d'incertitudes. Tant les modèles actuariels élaborés en interne que ceux qui sont disponibles sur le marché, de même que les tendances sectorielles passées en ce qui a trait à l'évolution des sinistres, sont utilisés dans l'établissement d'une provision pour sinistres appropriée.

À la différence des sinistres en assurance risques divers, dont les montants ne sont souvent établis qu'après de longs litiges dont l'issue est imprévisible, les sinistres en assurance biens sont habituellement déclarés rapidement et réglés dans un délai plus court. Néanmoins, quel que soit le type de sinistre (assurance risques divers ou assurance biens), les indemnités et les frais

d'expertise qui seront finalement payés peuvent différer, parfois considérablement, des estimations de provisions dont il a été tenu compte dans les états financiers consolidés de la société. Les variables contenues dans les provisions estimées peuvent être influencées par des événements internes ou externes, notamment un changement dans le traitement des demandes de règlement, l'inflation économique et sociale, les tendances sur le plan judiciaire et les modifications de lois. Bon nombre de ces facteurs ne peuvent pas être quantifiés de façon directe, surtout sur une base prospective.

La gestion du risque de tarification et du risque lié aux provisions pour sinistres est traitée à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Risque de catastrophe

Les activités d'assurance et de réassurance de la société s'exposent à des sinistres découlant de catastrophes. La société a reçu et recevra encore des demandes d'indemnisation pour des sinistres liés à des catastrophes qui pourraient réduire sa rentabilité ou nuire à sa situation financière de façon importante. Les catastrophes peuvent être causées par différents événements, notamment des phénomènes naturels comme les ouragans, les tempêtes de vent, les tremblements de terre, les tornades, la grêle, les intempéries hivernales et les incendies, et par intervention humaine, comme les attentats terroristes et les émeutes. Les sinistres dus aux phénomènes météorologiques ont augmenté ces dernières années, en partie à cause du changement climatique qui constitue un risque nouveau et important qui accentuera encore le caractère foncièrement imprévisible de la fréquence et de la gravité des sinistres liés à des catastrophes résultant de phénomènes météorologiques.

L'ampleur des sinistres découlant d'une catastrophe est fonction, à la fois, du montant total du risque assuré dans la zone touchée par l'événement et de la gravité de l'événement. La plupart des catastrophes se limitent à des zones géographiques restreintes; toutefois, les ouragans, les tempêtes de vent et les tremblements de terre peuvent produire des dommages d'envergure dans des zones de large étendue et densément peuplées. Les catastrophes peuvent entraîner des pertes dans plusieurs branches d'assurance dommages, y compris des pertes d'exploitation survenant dans le même secteur géographique que celui de l'événement catastrophique ou ailleurs. Il est possible qu'un ou plusieurs événements catastrophiques puissent avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière, la rentabilité ou les flux de trésorerie de la société. La société est d'avis que l'accroissement de la valeur des biens assurés et de leur concentration géographique, l'augmentation des coûts de construction imputable à la pénurie de main-d'œuvre et de matières premières à la suite d'un événement catastrophique important pourraient accroître le nombre et la gravité des sinistres liés à des catastrophes futures. La gestion du risque de catastrophe par la société est analysée à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Portefeuille de placements

Le rendement des placements joue un rôle essentiel dans la rentabilité globale de la société parce que les résultats d'exploitation de celle-ci dépendent en partie du rendement du portefeuille de placements de la société. Le portefeuille de placements de la société contient des obligations et d'autres instruments d'emprunt, des actions ordinaires, des actions privilégiées et des instruments dérivés. En conséquence, les fluctuations sur les marchés de titres à revenu fixe ou de titres de capitaux propres pourraient avoir une incidence défavorable sur la situation financière, la rentabilité ou les flux de trésorerie de la société. Les revenus d'investissement représentent les intérêts et les dividendes, ainsi que les profits ou pertes nets sur placements. La partie représentant les profits ou pertes nets sur placements fluctue généralement d'un exercice à l'autre et est habituellement une source de revenus d'investissement moins prévisible que les intérêts et les dividendes, en particulier à court terme. Le rendement du portefeuille et les risques liés aux placements sont marqués par la composition du portefeuille, qui peut varier considérablement selon les conditions du marché.

L'incertitude entourant le montant final et le moment des règlements de sinistres pourraient obliger la société à liquider ses titres, ce qui pourrait l'exposer à des pertes. Si la société ne structure pas ses placements en fonction de ses passifs, elle pourrait être forcée de liquider des placements avant leur échéance en acceptant de subir d'énormes pertes pour pouvoir régler ses passifs. Les pertes sur placements, réalisées ou latentes, résultant d'une baisse de valeur pourraient réduire de façon substantielle le résultat net de la société.

La capacité de la société d'atteindre ses objectifs de placement est tributaire de la conjoncture économique générale, laquelle est indépendante de sa volonté. La conjoncture économique générale peut avoir une incidence défavorable sur les marchés des titres sensibles aux taux d'intérêt, y compris sur l'ampleur de la participation des épargnants aux marchés de ce type et le moment où ils décident d'y participer, sur le niveau et la volatilité des taux d'intérêt et, par conséquent, sur la valeur des titres à revenu fixe. Les taux d'intérêt sont très sensibles à bon nombre de facteurs, dont les politiques monétaires mises en œuvre par les gouvernements, les conditions économiques et politiques à l'échelle nationale et internationale et d'autres facteurs indépendants de la volonté de la société. La conjoncture économique, les conditions prévalant sur le marché des actions, les questions environnementales, le changement climatique et plusieurs autres facteurs peuvent également avoir une incidence défavorable sur le marché des actions et, par conséquent, sur la valeur des titres de capitaux propres détenus. De plus, les cas de défaillance de tiers qui ne paient pas ou ne s'acquittent pas de leurs obligations pourraient réduire les revenus d'investissement de la société, ainsi que ses profits nets sur placements, ou entraîner des pertes sur placements. La gestion du risque de crédit, du risque de liquidité, du risque de marché et du risque de taux d'intérêt par la société est analysée à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Caractère cyclique du secteur de l'assurance dommages

La performance financière des secteurs de l'assurance et de la réassurance en général a par le passé eu tendance à fluctuer en raison de facteurs suivants : la concurrence, la fréquence ou la gravité d'événements tant catastrophiques que non catastrophiques, les niveaux de capital et de capacité de souscription, la conjoncture économique et d'autres facteurs. La demande d'assurance et de réassurance est fortement influencée par les résultats techniques des assureurs de première ligne et la conjoncture économique générale. Des facteurs comme les variations du niveau d'emploi, des salaires, des dépenses de consommation, de l'investissement des entreprises, ainsi que des dépenses des gouvernements, la volatilité et la vigueur des

marchés financiers mondiaux et l'inflation ou la déflation ont tous une incidence sur le contexte commercial et économique et, ultimement, sur la demande pour des produits d'assurance et de réassurance, et, en conséquence, sur le résultat net, la situation financière ou les flux de trésorerie de la société.

Le secteur de l'assurance de dommages a été caractérisé, par le passé, par des périodes de vive concurrence sur le plan des prix en raison d'une capacité de souscription excédentaire ainsi que par des périodes où la capacité de souscription déficitaire a permis d'atteindre des niveaux de primes attrayants. La société s'attend à continuer à subir l'incidence de cette cyclicité, ce qui, pendant des périodes creuses, pourrait entraîner une réduction importante de ses primes émises et nuire à sa situation financière, à sa rentabilité ou à ses flux de trésorerie.

Sur le marché de la réassurance, l'offre est liée aux prix pratiqués et au niveau de la capacité de souscription excédentaire, lesquels peuvent à leur tour fluctuer en fonction des taux de rendement réalisés sur les marchés financiers en général. Si les tarifs changent ou si d'autres conditions dans les contrats de réassurance changent en augmentant l'étendue de la protection, en particulier si le niveau actuel de la demande de réassurance diminue parce que les assureurs ont besoin de moins de réassurance ou que le niveau de l'offre de réassurance augmente du fait d'une injection de capitaux par les réassureurs déjà en place ou du lancement de substituts de réassurance par de nouveaux acteurs sur le marché, la rentabilité des activités de réassurance de la société pourrait en souffrir.

La société gère ses activités sans interruption afin de résister au caractère cyclique du secteur des assurances de dommages en maintenant une bonne liquidité et une saine gestion du capital, tel qu'il est indiqué à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Sinistres latents

La société a établi des provisions pour sinistres liés à l'amiante, à la pollution environnementale et à d'autres risques latents qui correspondent à ses meilleures estimations quant au montant définitif des sinistres et des frais de règlement de sinistres, compte tenu de tous les faits connus et des lois actuelles. En raison des enjeux importants que les responsabilités des assureurs présentent, et compte tenu des risques inhérents aux litiges majeurs ainsi que des interprétations juridiques et des jugements divergents selon le territoire concerné, le passif réel quant à ces types de sinistres pourrait dépasser les provisions pour sinistres de la société d'un montant qui pourrait être dommageable à sa situation financière, à sa rentabilité ou à ses flux de trésorerie des périodes futures.

L'exposition de la société aux sinistres liés à l'amiante, à la pollution environnementale et aux autres risques latents est décrite à la rubrique « Risques de l'amiante, risques de pollution et autres risques latents » du présent rapport de gestion. La gestion du risque lié aux provisions pour sinistres par la société est traitée à la note 24 (Gestion des risques financiers) et à la note 8 (Passifs au titre des contrats d'assurance) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Montants à recouvrer des réassureurs et de certains assurés

La plupart des sociétés d'assurance et de réassurance réduisent leur exposition à l'égard de toute réclamation individuelle en réassurant les montants qui dépassent le montant maximal qu'elles désirent assumer. Un contrat de réassurance est un contrat en vertu duquel un assureur, dit le « cédant », transfère le risque lié à l'assurance à un autre assureur, dit le « réassureur », qui accepte le risque en contrepartie d'une prime. La réassurance acceptée par ce tiers ne libère pas le cédant de son obligation première envers l'assuré. Les soldes des montants à recouvrer des réassureurs peuvent devenir irrécouvrables lorsque le réassureur s'avère insolvable ou présente des problèmes de crédit, compte tenu du long délai qui peut exister entre le moment où les sinistres sont payés et celui où le montant est recouvré des réassureurs, ou lorsque le contrat même fait l'objet d'un désaccord. Le fait que des réassureurs refusent ou ne soient pas en mesure de payer à la société les montants exigibles en vertu des contrats de réassurance pourrait entraîner des pertes imprévues pour la société et aurait une incidence défavorable sur son exploitation, sa situation financière et ses flux de trésorerie. Le risque de crédit associé aux soldes de réassurance à recouvrer est décrit à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et à la rubrique « Montants à recouvrer des réassureurs » du présent rapport de gestion.

Les sociétés d'assurance et de réassurance de la société émettent certains contrats d'assurance, par exemple des contrats comportant des franchises importantes aux termes desquels l'assuré prend en charge un montant donné des pertes éventuelles découlant des sinistres, dont les conditions imposent à l'assuré de rembourser aux sociétés d'assurance et de réassurance de la société un certain montant pour le sinistre. Les sociétés d'assurance et de réassurance de la société sont donc exposées au risque de crédit lié à ces contrats, car rien ne garantit que les assurés effectueront leur remboursement ou qu'ils le feront dans les délais voulus.

Notations

La solidité financière d'une entreprise et les notations de crédit par les principales agences de notation nord-américaines sont des facteurs importants pour établir la position concurrentielle des sociétés d'assurance et de réassurance. La capacité de règlement des réassureurs et des assureurs est évaluée et notée par des agences de notation tierces en fonction des critères de celles-ci. Les agences de notation évaluent périodiquement les filiales d'assurance et de réassurance de la société afin de confirmer qu'elles continuent de répondre aux critères des notes qui leur ont été attribuées précédemment. Les notes d'évaluation de la capacité des assureurs ou des réassureurs à régler les sinistres que les agences de notation attribuent représentent une opinion indépendante quant à la capacité financière et à la capacité de remplir les obligations envers les titulaires de contrats. Une révision à la baisse de ces notations pourrait donner lieu à une réduction substantielle du nombre de contrats d'assurance souscrits par les filiales d'assurance de la société et pourrait se traduire par des résiliations de contrats souscrits par les filiales de réassurance de la société ou par l'obligation, pour ces filiales, de fournir des garanties à leurs contreparties. Un abaissement des notes attribuées à la dette à long terme de la société par les principales agences de notation

pourrait obliger la société ou ses filiales à devancer le règlement en trésorerie lié à des transactions sur dérivés auxquelles elles sont parties et risquerait de mettre fin à certaines autres transactions sur dérivés. De plus, un abaissement de la note attribuée à la société pourrait avoir des répercussions sur le coût et la disponibilité du financement non garanti. Les agences de notation évaluent périodiquement les sociétés d'assurance et de réassurance, et peuvent réviser leurs notations à la baisse ou les révoquer à leur gré. Ces agences peuvent aussi accroître leur surveillance des sociétés auxquelles elles ont attribué une note, réviser leurs normes en matière de notation ou prendre d'autres mesures. La société a affecté du personnel à la gestion de ses relations avec les diverses agences de notation, mais rien ne garantit que ces relations permettront d'éviter un déclassement de la part de ces agences.

Acquisitions, dessaisissements et initiatives stratégiques

La société peut, à intervalles réguliers ou si une occasion intéressante se présente, faire l'acquisition d'autres sociétés d'assurance ou de réassurance ou mettre en œuvre d'autres initiatives stratégiques élaborées par la direction. Même si la société procède à un contrôle diligent avant de conclure une acquisition, des imprévus peuvent se produire, et rien ne garantit que les objectifs financiers ou stratégiques attendus d'un projet d'intégration ou d'une initiative stratégique seront atteints, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière, la rentabilité ou les flux de trésorerie de la société. La société peut de temps à autre explorer des occasions de faire des placements stratégiques dans certaines activités ou sociétés, de manière intégrale ou partielle. Les acquisitions peuvent comporter un certain nombre de risques particuliers, notamment la perte d'employés clés, les situations ou événements imprévus et les obligations juridiques, dont certains de ces risques, voire tous, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la société. La société ne peut être certaine que les entreprises acquises généreront les produits des activités ordinaires, le bénéfice et la synergie recherchés. L'incapacité de la société à gérer efficacement sa stratégie d'acquisition pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. La société ne peut être certaine qu'elle sera en mesure de tomber sur des cibles valables, de gérer les nouvelles entreprises de façon rentable ou de les intégrer avec succès.

Les stratégies et la performance des filiales de la société, ainsi que l'alignement de ces stratégies sur toute l'organisation, sont régulièrement évaluées à l'aide de plusieurs procédés employés par la haute direction et le conseil d'administration de la société, mais rien ne garantit que ces mesures parviendront à réduire les risques signalés plus haut. Les acquisitions et dessaisissements récents de la société sont décrits à la note 23 (Acquisitions et dessaisissements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Instruments dérivés

La société peut être partie à divers instruments dérivés qu'elle utilise à des fins de placement ou comme protection générale contre la baisse de la juste valeur de ses actifs financiers. La société peut avoir recours à des instruments dérivés pour gérer ou réduire les risques ou s'en servir comme moyen économique de reproduire les caractéristiques d'investissement d'un placement autorisé par ailleurs. La valeur de marché et la liquidité de ces instruments sont volatiles et peuvent varier considérablement à la hausse ou à la baisse sur de brèves périodes. Par conséquent, la valeur définitive ne sera connue qu'au moment de la vente ou du règlement.

L'utilisation des instruments dérivés par la société est encadrée par les politiques de la société en matière de placement et elle expose celle-ci à différents risques, notamment aux risques de crédit, de taux d'intérêt, de liquidité, d'inflation, de marché, de corrélation et de contrepartie. Si les contreparties aux instruments dérivés de la société manquaient à leurs obligations contractuelles, la société pourrait subir une perte de valeur sur ses instruments dérivés, ce qui pourrait nuire à sa situation financière, à sa rentabilité et à ses flux de trésorerie. La société s'applique à limiter le risque de contrepartie en sélectionnant soigneusement les contreparties à ces instruments dérivés et en négociant les modalités de ses ententes avec les contreparties. Aux termes de ces ententes, les deux parties sont tenues de déposer des garanties acceptables dans des comptes de garantie, soit en faveur de la société, soit en faveur de la contrepartie, en fonction de la juste valeur actuelle du contrat dérivé ou en fonction de la variation de la juste valeur du contrat dérivé.

La société peut ne pas pouvoir atteindre ses objectifs de placement en ayant recours aux instruments dérivés, ce qui pourrait avoir des effets défavorables sur sa situation financière, sa rentabilité ou ses flux de trésorerie. L'utilisation des instruments dérivés par la société est analysée à la note 7 (Dérivés), tandis que sa gestion des risques de crédit, de liquidité, de marché, de taux d'intérêt et de contrepartie est analysée à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Stratégies de couverture économique

La société peut utiliser des instruments dérivés de temps à autre dans le but de gérer ou de réduire son exposition au risque de crédit et à divers risques de marché, dont le risque de taux d'intérêt, le risque lié aux marchés des actions, le risque d'inflation ou de déflation et le risque de change. La société peut décider de couvrir les risques associés à un instrument financier, à un actif ou à un passif donné ou, au niveau macroéconomique, de couvrir le risque financier systémique et l'incidence de crises économiques et problèmes de crédit éventuels sur ses activités et la valeur de ses actifs financiers. Des swaps sur défaillance, des swaps sur rendement total et des instruments dérivés liés à l'indice des prix à la consommation ont antérieurement servi à couvrir les risques macroéconomiques. L'utilisation des instruments dérivés par la société est analysée à la note 7 (Dérivés) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Les instruments dérivés de la société peuvent l'exposer au risque de corrélation. Le risque de corrélation correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'instruments dérivés servant de couvertures économiques n'affichent pas de variations exactement opposées à celles de l'exposition couverte sous-jacente. Cette corrélation imparfaite peut avoir une incidence défavorable sur l'efficacité nette de la couverture et diminuer la viabilité financière de la stratégie de couverture et, par conséquent, avoir une incidence défavorable sur la situation financière, la rentabilité ou les flux de trésorerie de la société.

La société surveille régulièrement l'efficacité prospective et rétrospective de ses instruments de couverture économique et elle ajustera leur montant et/ou changera de type d'instrument de couverture s'il y a lieu afin d'atteindre ses objectifs de gestion des risques. La gestion du risque de crédit et des divers risques de marché est analysée à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Concurrence

Le secteur de l'assurance dommages et le secteur de la réassurance sont tous deux hautement concurrentiels, et nous estimons qu'il est probable qu'ils le resteront dans un avenir immédiat. La concurrence dans ces secteurs repose sur un grand nombre de facteurs, dont les primes facturées et les autres conditions proposées, les produits et les services fournis, la structure des commissions, les notes financières attribuées par des agences de notation indépendantes, la rapidité du règlement des sinistres, la réputation, l'effort de vente, l'impression de solidité financière donnée et l'expérience de l'assureur ou du réassureur dans la branche d'assurance ou de réassurance du contrat à souscrire. Les concurrents, actuels et à venir, de la société se composent de nombreux assureurs et réassureurs canadiens, américains et étrangers ainsi que de certains syndicats de souscription, dont certains ont des ressources supérieures à celles de la société sur le plan financier et en matière de marketing et de gestion. Par ailleurs, certains établissements financiers, comme les banques, sont à présent en mesure d'offrir des services semblables à ceux que proposent les filiales de réassurance de la société, tandis que, depuis quelques années, les participants aux marchés financiers ont aussi élaboré des produits de remplacement qui visent à concurrencer les produits de réassurance.

Certains acteurs du secteur de l'assurance ou de la réassurance se regroupent afin d'accroître leur emprise sur le marché. Ces entités peuvent essayer d'utiliser cette emprise pour réduire leurs tarifs. Si la pression de la concurrence forçait la société à aussi réduire ses tarifs, ses marges bénéficiaires diminueraient probablement. À mesure que le secteur de l'assurance se regroupe, la concurrence pour obtenir des clients pourrait devenir plus vive, et l'acquisition de nouveaux clients et la prestation de services de qualité pourraient devenir plus importantes. Les frais qu'engage la société pour attirer et fidéliser les clients pourraient augmenter, ce qui réduirait davantage ses marges bénéficiaires. La gestion du risque de tarification est traitée à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Évolution des demandes d'indemnisation et de la couverture d'assurance

La provision pour sinistres est une estimation et pourrait être insuffisante, peut-être même de façon significative, par suite de facteurs tels que la fréquence et l'importance imprévues des sinistres, les décisions judiciaires imprévisibles, l'élargissement de la couverture d'assurance pour inclure des risques non envisagés au moment de la délivrance du contrat (comme dans le cas des expositions à l'amiante et à la pollution), les conditions météorologiques rigoureuses, les agitations civiles et les pandémies. Une évolution imprévue des lois ainsi que des changements dans les conditions sociales et environnementales pourraient donner lieu à des demandes d'indemnisation imprévues aux termes des contrats d'assurance et de réassurance. En ce qui a trait aux assurances risques divers, ces changements de lois et de conditions sociales et environnementales ne pourraient devenir apparents qu'au bout d'un certain temps.

L'ampleur des effets de ces questions liées aux demandes d'indemnisation et à la couverture d'assurance pour de tels sinistres est extrêmement difficile à prévoir. Ainsi, toute l'ampleur de la responsabilité de la société aux termes de ses contrats d'assurance et, plus particulièrement, aux termes de ses contrats d'assurance et de réassurance risques divers, pourrait ne pas être connue avant plusieurs années après la délivrance du contrat. L'exposition de la société à cette incertitude est plus grande pour ses assurances risques divers dont la période de règlement ou de découverte d'un sinistre peut être longue, du fait que, dans cette branche, les demandes d'indemnisation peuvent habituellement arriver plusieurs années plus tard, les rendant ainsi plus sensibles à ces tendances que dans le secteur de l'assurance biens, dont la période de liquidation ou de découverte d'un sinistre est comparativement courte d'habitude. De plus, la forte tendance des demandeurs à cibler des acteurs du secteur de l'assurance dommages et responsabilité civile dans des litiges, qui prennent la forme de recours collectifs et qui ont trait à la gestion des sinistres ainsi qu'à d'autres pratiques, pourrait avoir une incidence défavorable sur la société.

Bien que la diversification géographique limite l'exposition au risque et que la société cherche à limiter son exposition au risque en employant diverses limites de protection ainsi que d'autres conditions et en adoptant des pratiques prudentes de souscription pour chacune des catégories d'assurances souscrites, rien ne garantit que ces mesures parviendront à limiter l'exposition de la société. La gestion du risque lié aux provisions pour sinistres est analysée à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et à la rubrique « Risques de l'amiante, risques de pollution et autres risques latents » du présent rapport de gestion.

Situation de trésorerie de la société de portefeuille

Fairfax est une société de portefeuille qui exerce la quasi-totalité de ses activités par l'intermédiaire de ses filiales qui sont la source de la quasi-totalité de ses résultats. La société de portefeuille contrôle les sociétés d'assurance et de réassurance en exploitation, qui doivent, pour chacune d'entre elles, observer la réglementation sur l'assurance des territoires où elles exercent leurs activités. Chaque société d'assurance ou de réassurance en exploitation doit constituer des provisions pour sinistres et frais de règlement de sinistres pour couvrir les risques qu'elle a assurés.

Bien que presque toutes les activités de la société soient exercées par des filiales, aucune de celles-ci n'est tenue de mettre des fonds à la disposition de la société de portefeuille pour que cette dernière puisse rembourser le capital restant dû sur sa dette et en payer les intérêts courus. En conséquence, la capacité de la société de portefeuille de s'acquitter de ses obligations financières, y compris sa capacité de rembourser l'encours de sa dette, est tributaire de la distribution des résultats de ses filiales. La capacité des filiales à verser des dividendes ou des distributions à l'avenir est tributaire de leur excédent prévu par la loi, de leur résultat et des restrictions imposées par la réglementation. Les filiales de la société peuvent contracter des dettes additionnelles qui peuvent restreindre fortement ou interdire le versement de dividendes ou les distributions à l'intention de la

société. Les dividendes, les distributions et les remboursements de capital à la société de portefeuille sont soumis aux restrictions énoncées dans les lois et règlements sur l'assurance qui sont en vigueur dans les pays où la société exerce ses activités (principalement aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni et aux Bermudes), y compris les provinces, États ou autres territoires de ces pays, et ils sont aussi fonction des conventions de crédit et actes de fiducie des filiales, des agences de notation, des décisions des autorités de réglementation et des ententes relatives au soutien du capital conclues avec les filiales. Même si la société de portefeuille s'efforce d'obtenir du financement suffisant et conserve un niveau élevé d'actifs liquides comme il est mentionné à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et à la rubrique « Situation de trésorerie » du présent rapport de gestion, l'incapacité des filiales à verser des dividendes pourrait avoir une incidence défavorable sur les liquidités de la société de portefeuille au point que celle-ci ne puisse plus honorer ses obligations.

Sources de financement

Les besoins en capitaux futurs de la société dépendent d'un grand nombre de facteurs, notamment de sa capacité à conclure de nouveaux contrats et à établir des primes et des provisions à des niveaux suffisants pour couvrir les sinistres. Dans la mesure où les fonds générés par les activités de la société sont insuffisants pour financer les activités futures, des fonds supplémentaires devront être mobilisés par capitaux propres ou par emprunts. Si la société n'arrive pas à trouver de nouveaux capitaux ou de nouvelles liquidités quand elle en aura besoin, ou si elle ne peut les trouver à des conditions raisonnables, ses activités, sa situation financière et sa rentabilité pourraient subir des effets négatifs importants.

La capacité de la société ou de ses filiales à obtenir du financement supplémentaire pour le fonds de roulement, les dépenses d'investissement ou les acquisitions futures peut aussi être limitée par les conditions de la convention de la facilité de crédit renouvelable non garantie, analysée à la note 15 (Emprunts) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. La facilité de crédit renouvelable est assortie de plusieurs clauses restrictives qui pourraient imposer notamment des restrictions à la capacité de la société ou à celle de ses filiales de contracter de nouveaux emprunts, de grever un actif d'une sûreté ou d'un nantissement, de vendre ou de céder des actifs et de fusionner ou de se regrouper avec une autre entité. De plus, la facilité de crédit renouvelable comporte certaines clauses restrictives de nature financière qui imposent à la société d'avoir un ratio consolidé dette/capitaux permanents ne dépassant pas 0,35:1, ainsi que des capitaux propres attribuables aux actionnaires consolidés d'au moins 9,5 G\$, ces deux paramètres étant calculés aux termes de ces clauses restrictives. Le non-respect des obligations et des clauses restrictives que comporte la facilité de crédit renouvelable peut entraîner un cas de défaut aux termes de l'entente qui, s'il n'est pas corrigé ou ne fait pas l'objet d'une dispense, risque de forcer le remboursement anticipé de la dette, y compris les autres dettes de la société de portefeuille ou de ses filiales. La société s'efforce de maintenir un niveau suffisant d'actifs liquides dans la société de portefeuille afin d'atténuer le risque de défaut pour cette dernière, mais, si la société était forcée à procéder à un remboursement anticipé, rien ne garantit que les actifs de la société suffiront à rembourser cette dette entièrement. La façon dont la société gère le risque de liquidité est traitée plus amplement à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et à la rubrique « Situation de trésorerie » du présent rapport de gestion.

Membres clés du personnel

La société dépend pour l'essentiel d'un petit nombre d'employés clés, dont le président du conseil, chef de la direction et actionnaire principal, M. Prem Watsa, et les hauts dirigeants de la société et de ses filiales en exploitation. L'expérience acquise par ces personnes du secteur dans lequel la société exerce ses activités, ainsi que leur réputation, joue un rôle important dans la capacité de la société à remporter de nouveaux contrats et à trouver de bonnes occasions d'investissement. La réussite de la société repose et continuera de reposer sur sa capacité de maintenir en poste ces membres clés et d'attirer et de garder du personnel qualifié supplémentaire à l'avenir. La perte de l'un de ces employés clés ou l'incapacité de trouver, d'embaucher et de garder d'autres employés hautement qualifiés à l'avenir pourrait avoir une incidence défavorable sur la rentabilité de la société et sur la qualité de ses activités. À l'échelle des filiales en exploitation, la société a conclu des contrats de travail avec les membres clés de son personnel. La société n'a pas d'assurance couvrant les membres clés de son personnel.

Coût de la réassurance et couverture adéquate

La société a recours à des conventions de réassurance, ce qui englobe la réassurance de ses propres acceptations en réassurance des risques que d'autres réassureurs lui ont cédées en réassurance, que l'on appelle des rétrocessionnaires, afin de réduire les risques associés aux assurances dommages. La disponibilité de la réassurance et les tarifs de réassurance dépendent du sort que le marché leur réserve, ce qui peut avoir une influence sur le volume de transactions et la rentabilité de la société. Les sociétés de réassurance peuvent aussi ajouter certaines couvertures à leurs contrats, en exclure d'autres ou en modifier les conditions. Certaines exclusions concernent des risques que la société ne peut exclure de ses polices en raison de restrictions d'ordre commercial ou réglementaire, comme les garanties concernant les actes de terrorisme, la moisissure et le cyberrisque. Les réassureurs peuvent aussi imposer des conditions, comme une couverture inférieure par événement et des plafonds cumulatifs aux assureurs de première ligne qui n'appliquent pas des conditions correspondantes aux contrats qu'ils souscrivent. Par conséquent, les filiales d'assurance de la société, comme d'autres sociétés d'assurance de première ligne, proposent de plus en plus de contrats d'assurance qui, dans une certaine mesure, ne sont pas réassurés d'une manière ou d'une autre. Ce manque de réassurance expose la société à un risque accru et à de grandes pertes éventuelles.

Les tarifs demandés par les réassureurs et la disponibilité de la réassurance pour les filiales de la société reflètent généralement la sinistralité récente de la société et du secteur en général. Les tarifs de réassurance n'ont pas baissé en raison des sinistres liés à des catastrophes des années récentes, des effets de l'inflation sociale aux États-Unis et de la faiblesse des taux d'intérêt. Le marché de la récession continue d'afficher des hausses tarifaires importantes du fait du nombre croissant de catastrophes naturelles survenues ces dernières années. Chacune des filiales d'assurance et de réassurance de la société continue à évaluer les coûts et les avantages relatifs d'une décision d'accepter plus de risques, sur une base nette, de réduire l'exposition dans le secteur de l'assurance directe et de payer plus de primes de réassurance.

Réglementation, situation politique et autres facteurs

La société est assujettie à la réglementation gouvernementale de chaque territoire dans lequel ses filiales d'assurance et de réassurance actives sont agréées et autorisées à exercer leurs activités. Les organismes gouvernementaux ont de vastes pouvoirs administratifs leur conférant le droit de réglementer plusieurs aspects des activités du secteur de l'assurance, ce qui pourrait comprendre les méthodes comptables, la gouvernance, les taux de prime, les activités de commercialisation, les modèles de polices et le caractère suffisant des fonds propres. Les lois et les règlements qui sous-tendent cette réglementation visent principalement à protéger les titulaires de police plutôt que les investisseurs. Les organismes gouvernementaux peuvent imposer des amendes ainsi que des exigences ou des restrictions supplémentaires en matière de capital aux activités de la société dans le domaine de l'assurance et de la réassurance et/ou imposer des sanctions pénales en cas de violation des exigences réglementaires. Les lois et les règlements applicables aux activités de la société dans le domaine de l'assurance et de la réassurance sont de nature complexe et pourraient faire augmenter les coûts liés au respect de la réglementation ou encore exposer les activités de la société à des actions ou à des poursuites visant l'application des mesures réglementaires.

Ces dernières années, le secteur de l'assurance a fait l'objet d'une attention particulière aussi bien de la part des pouvoirs législatifs que des autorités de réglementation. L'entrée en vigueur de nouvelles lois et règles, de même qu'une nouvelle interprétation des lois et des règles en vigueur pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers de la société en limitant la capacité de ses filiales d'assurance actives d'effectuer des placements conformes à sa stratégie de rendement globale ou en la forçant à garder des fonds propres dans des filiales actives spécifiques d'un montant supérieur aux montants que la société juge appropriés, ou pourraient l'obliger à apporter des modifications imprévues à des produits ou à des services ou encore lui imposer des restrictions sur sa capacité à pénétrer des branches d'assurance ou d'en sortir, ou même la forcer à utiliser de nouvelles méthodes d'évaluation et de tarification des risques et de vente et d'offre de produits et services. La société ne peut prévoir l'incidence future d'un changement d'ordre législatif ou réglementaire sur ses activités; tout changement pourrait avoir une incidence défavorable importante sur elle ou sur le secteur de l'assurance en général.

La gestion des risques liés au capital de la société dans les différents cadres réglementaires dans lesquels celle-ci exerce ses activités est abordée à la note 24 (Gestion des risques financiers), sous la rubrique « Gestion du capital », des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et à la rubrique « Sources de financement et gestion du capital » du présent rapport de gestion.

Sanctions économiques et corruption à l'étranger

La société doit se conformer à l'ensemble des sanctions économiques et des lois et règlements anticorruption applicables, y compris ceux du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Union européenne et d'autres territoires où elle exerce ses activités. La législation et la réglementation américaines applicables à la société comprennent les lois et les règlements sur les sanctions commerciales et économiques dont l'application relève du Bureau du contrôle des avoirs étrangers du département du Trésor des États-Unis. Elles comprennent aussi certaines lois applicables par le Département d'État des États-Unis. En outre, les activités de la société sont assujetties à la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* (Canada), à la loi américaine intitulée *Foreign Corrupt Practices Act* et à d'autres lois anticorruption telles que la loi intitulée *Bribery Act* du Royaume-Uni qui interdisent généralement les pots-de-vin ou les cadeaux déraisonnables offerts à un gouvernement ou représentant étranger. La société est d'avis que son engagement envers l'honnêteté et l'intégrité qui est énoncé dans ses principes directeurs et communiqué régulièrement et que le fait qu'un grand nombre de dirigeants et d'employés l'ont servie pendant si longtemps augmentent nettement ses chances d'être conforme à ces lois et à ces règlements. Plus précisément, la société a en place des politiques et contrôles qui surveillent la conformité à ces lois et à ces règlements, notamment des politiques transmises annuellement aux employés, des contrôles et surveillances menés dans chaque société en exploitation et à l'échelle de chacune, ainsi que des programmes de lanceur d'alerte qui sont supervisés par la haute direction et le conseil d'administration. Malgré les politiques et les contrôles en place, il est possible qu'un employé ou un intermédiaire omette de respecter les lois et les règlements applicables, ce qui exposerait la société à des sanctions civiles, à des sentences criminelles ou à d'autres sanctions, notamment à des amendes ou à des dommages-intérêts punitifs. Pire encore, ces violations pourraient nuire aux activités de la société ou à sa réputation et, en conséquence, avoir une incidence défavorable majeure sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Demandes d'information ou procédures entamées par les autorités gouvernementales

Certaines pratiques en vigueur dans le secteur de l'assurance font occasionnellement l'objet d'enquêtes, de poursuites et de mesures réglementaires de la part de divers organismes de réglementation sectoriels et gouvernementaux. La société reçoit parfois des demandes de renseignements de la part des autorités de réglementation du secteur de l'assurance ou d'autres représentants gouvernementaux dans les territoires où ses filiales d'assurance et de réassurance exercent leurs activités. Les conseillers juridiques internes et externes de la société assurent la coordination avec les sociétés en exploitation qui doivent répondre aux demandes d'information et respecter les procédures des autorités gouvernementales. De temps à autre, les groupes de protection des consommateurs ou les médias attirent l'attention sur certaines pratiques courantes dans le secteur de l'assurance. La société ne peut prédire l'effet que les enquêtes, les poursuites, les démarches en matière de réglementation ou la publicité négative de la part des consommateurs ou des médias auront sur le secteur de l'assurance et de la réassurance ou sur ses activités, ou si les activités ou les pratiques que l'on pense actuellement légales seront qualifiées d'illégales dans le futur ou feront l'objet de critiques négatives de la part des groupes de protection des consommateurs ou des médias. Sa participation à ces enquêtes et aux poursuites connexes entraînerait des frais juridiques et, si la société était reconnue coupable d'avoir violé des lois, elle pourrait être tenue de payer des amendes et des dommages-intérêts qui risquent d'être très élevés. De plus, la société pourrait être touchée de manière défavorable et importante par une publicité négative à l'encontre du secteur de l'assurance dans le cadre de ces poursuites et par une nouvelle réglementation ou de nouvelles pratiques à l'échelle du secteur qui pourraient découler de ces poursuites ou de cette publicité. Il est possible que les enquêtes à venir ou l'évolution de la réglementation qui s'y rattache entraînent des changements dans les pratiques du secteur et accroissent les coûts d'exploitation de la société ou obligent celle-ci à modifier la façon dont elle exerce ses activités.

Frontières régionales ou géographiques et risques

Les établissements étrangers de la société doivent tous se conformer aux règlements applicables en matière de permis, de monnaie, de montant et de forme de dépôt de garantie, de montant et de type de provision, de montant et de forme d'investissement local et autres questions dans leurs territoires d'exploitation respectifs. La société surveille régulièrement l'évolution de la situation politique et d'autres changements dans chacun des pays où elle exerce ses activités. La décentralisation des activités de la société lui permet en général de s'adapter rapidement à l'évolution des risques dans une région et de réduire sa vulnérabilité éventuelle à ces risques. Les activités internationales de la société sont par ailleurs réparties partout dans le monde et ne sont donc pas tributaires de la stabilité économique d'une région en particulier. Les activités et les actifs de la société à l'étranger peuvent cependant être perturbés par des événements politiques et autres dans d'autres pays, y compris des modifications fiscales, des politiques de nationalisation d'entreprises et des changements de politiques réglementaires, ainsi que par les conséquences d'actes terroristes, de la guerre, de conflits et d'agitations. Les risques que de tels événements se produisent et leur effet global sur la société varient selon les pays dans lesquels elle exerce ses activités et ne sont pas faciles à prévoir.

Actions en justice et procédures réglementaires

De temps à autre, il se peut que la société soit assujettie à des poursuites ou à des procédures réglementaires diverses, dont les suivantes : des différends concernant les garanties ou le règlement des sinistres; des différends ayant trait aux pratiques de vente, aux déclarations, aux remboursements de primes, aux permis, à la conformité réglementaire et aux ententes de rémunération; des différends avec ses agents, ses courtiers ou les fournisseurs de son réseau relativement à la rémunération et à la résiliation de contrats et à des réclamations connexes; des démarches entreprises par les autorités de réglementation pour répondre aux pressions exercées par les consommateurs relativement aux profits réalisés par les assureurs; des différends avec les autorités fiscales relativement à ses passifs ou actifs d'impôt; des démarches réglementaires et des litiges liés aux acquisitions ou aux dessaisissements que la société ou ses filiales ont réalisés ou proposés ou relativement à ses filiales; des différends ayant trait à certaines entreprises que la société a acquises ou cédées. Les sociétés en exploitation gèrent le risque lié au cadre légal et réglementaire inhérent à leurs activités de tous les jours principalement en mettant en œuvre des politiques, des procédures et des contrôles appropriés. Les conseillers juridiques internes et externes de la société travaillent en collaboration étroite avec les sociétés en exploitation afin de cerner et d'atténuer le risque lié aux cadres légal et réglementaire auquel la société pourrait être exposée. L'existence de telles plaintes contre la société ou ses filiales, ses sociétés affiliées, ses administrateurs ou ses dirigeants pourrait toutefois avoir différents effets défavorables, comme faire l'objet d'une publicité négative ou subir des frais juridiques importants, même si ces plaintes sont sans fondement.

Les actions en justice et les litiges avec des organismes de réglementation sont décrits à la note 20 (Éventualités et engagements) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Infrastructure technologique

Les activités de la société reposent largement sur un fonctionnement infaillible et ininterrompu des systèmes informatiques et des systèmes de traitement de données qui doivent exécuter des tâches actuarielles et d'autres fonctions de modélisation qui sont essentielles aux activités de souscription, au traitement des règlements de sinistres et à leur paiement, ainsi qu'au traitement et à la synthèse des opérations de placement. Des tiers fournissent certains éléments clés de l'infrastructure administrative de la société, comme les communications voix et données et l'accès aux réseaux. Étant donné le volume important d'opérations traitées quotidiennement, la société s'appuie sur de tels fournisseurs tiers pour fournir ses produits et services. La société dispose d'un personnel hautement qualifié en technologies de l'information qui est affecté au développement et à la maintenance de son infrastructure technologique. Des mesures de sécurité, y compris des programmes de protection des renseignements personnels et confidentiels, sont en place et régulièrement mises à jour. La société, avec le concours de ses tiers fournisseurs de services, dispose aussi de plans d'urgence, qu'elle teste régulièrement, concernant son infrastructure technologique. Malgré ces mesures, une panne des systèmes de la société pourrait entraîner une interruption des activités de la société ou nuire à sa capacité d'évaluer rapidement de nouvelles occasions d'affaires et de les saisir. Si une défaillance devait se poursuivre ou se répéter, la société risque de perdre des clients existants ou potentiels, et sa capacité à régler les sinistres rapidement pourrait être compromise.

Une atteinte à la sécurité des systèmes informatiques de la société pourrait en outre nuire à sa réputation ou donner lieu à une poursuite. La société stocke des renseignements confidentiels au sujet de ses activités commerciales dans ses systèmes informatiques, notamment, dans certains cas, des renseignements personnels et confidentiels sur les assurés. D'importantes ressources financières ou autres ressources pourraient être nécessaires à la lutte contre les violations de la sécurité ou à l'atténuation des problèmes causés par de telles violations. Si une violation de la sécurité des systèmes de la société était largement publicisée, les clients pourraient cesser d'effectuer des opérations où ils doivent transmettre des renseignements confidentiels aux systèmes. Il est donc essentiel que ces installations et cette infrastructure demeurent sûres et soient perçues comme étant sûres par les acteurs du marché. Cette infrastructure peut être vulnérable aux effractions, aux virus informatiques, aux erreurs de programmation, aux attaques par des tiers ou à d'autres perturbations similaires. De plus, la société pourrait être tenue responsable si des pirates informatiques réussissaient à contourner la sécurité de son réseau ou à s'emparer de renseignements confidentiels.

Cyberattaques des systèmes

La société dépend des technologies de l'information dans presque tous les aspects de ses activités. Une perturbation ou une panne importante de ses systèmes de technologies de l'information pourrait entraîner des interruptions de service, des défaillances dans la sécurité, des atteintes à la sécurité, des manquements aux normes réglementaires et une incapacité à protéger les renseignements et les actifs contre les intrusions, ainsi que d'autres problèmes opérationnels. Si ces systèmes informatiques étaient attaqués, la société pourrait perdre des actifs et des renseignements essentiels, être éventuellement en violation des lois sur la protection de la vie privée, devoir engager des frais de remise en état et perdre sa réputation, et ses résultats d'exploitation, sa situation financière et sa situation de trésorerie pourraient en souffrir.

Les cyberattaques pourraient également l'entraver dans l'exploitation de ses installations, de ses systèmes de technologies de l'information et de ses systèmes opérationnels, ou compromettre des renseignements confidentiels de ses employés ou de ses clients. Les cyberattaques provoquant une instabilité politique, économique ou sociale ou une instabilité sur les marchés des capitaux, ou occasionnant des dommages ou portant atteinte aux actifs de la société, à ses clients ou à ses fournisseurs, pourraient entraîner l'interruption des activités commerciales, des manques à gagner, une flambée du prix des produits de base, des perturbations dans l'approvisionnement en carburant, une baisse de la consommation énergétique, une instabilité des marchés et une hausse des coûts de sécurité et de réparation. Un seul de ces cas de figure peut avoir une incidence sur les résultats financiers consolidés de la société. De plus, si l'instabilité des marchés des capitaux était le résultat d'un acte terroriste, d'une cyberattaque d'envergure ou prolongée ou d'une guerre, la capacité de la société à mobiliser des capitaux pourrait également être compromise.

La société a pris des mesures pour réduire ces risques, notamment en ayant en place des mesures de cybersécurité et de cyberrésilience, en planifiant la continuité des activités et la reprise après sinistre et en analysant les répercussions sur ses activités, et elle actualise régulièrement ces plans et ces mesures de sécurité. Cependant, rien ne garantit que ces mesures suffiront à protéger la société contre les incidences d'une cyberattaque.

Principal actionnaire

M. Prem Watsa, président et chef de la direction de la société, détient directement ou indirectement un nombre d'actions qui représentent 43,8 % des droits de vote rattachés aux actions en circulation de la société et qui lui confèrent un pouvoir de contrôle. M. Watsa a la capacité d'exercer une influence notable sur certaines décisions nécessitant l'approbation des actionnaires, notamment celles qui concernent les regroupements d'entreprises, la liquidation ou la vente d'actifs, l'élection d'un membre du conseil d'administration et l'adoption de modifications des statuts constitutifs et des règlements administratifs de la société.

En août 2015, les modalités régissant les actions à droit de vote multiple de la société, dont M. Watsa détient le contrôle, ont été modifiées, ce qui a eu pour effet de préserver en permanence la proportion de 41,8 % des droits de vote rattachés à ces actions, même si de nouvelles actions à droit de vote subalterne sont émises plus tard. Ces modifications sont décrites à la note 16 (Total des capitaux propres) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et dans la notice annuelle de la société déposée auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada et accessibles sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Monnaies étrangères

La monnaie de présentation de la société est le dollar américain. Une partie des primes et des charges de la société est libellée en monnaies étrangères, ainsi qu'une partie des actifs (y compris les placements) et de la provision pour sinistres de la société. La société peut, à l'occasion, subir des pertes découlant des fluctuations du cours de ces monnaies (notamment lorsque certains actifs et passifs de la société libellés en devises sont couverts) qui pourraient avoir une incidence défavorable sur sa situation financière, sa rentabilité ou ses flux de trésorerie. La gestion du risque de change par la société est analysée à la note 24 (Gestion des risques financiers) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Dépendance à l'égard des circuits de distribution

La société utilise des courtiers pour son réseau de distribution, mais dans certains cas, elle passe par des agents ou vend directement ses produits aux clients. La société peut aussi passer par des tiers, tels que des agents gestionnaires généraux, lorsqu'il est plus économique pour elle de le faire tout en contrôlant le processus de sélection des risques pour s'assurer que ses critères de gestion des risques sont bien respectés. Chacun de ces circuits possède ses propres caractéristiques de distribution et sa propre clientèle. La majeure partie des ventes de la société sont générées par les courtiers (y compris les courtiers de réassurance internationaux dans le cas des activités de réassurance de la société), le reste étant réparti entre les autres circuits de distribution. Ce schéma est pratiquement identique dans toutes les filiales d'assurance et de réassurance de la société.

Pour ses activités d'assurance, la société entretient des liens avec différents types de courtiers, dont les courtiers de détail indépendants, les courtiers de gros et les courtiers nationaux, qui varient selon le territoire en question, alors que ses activités de réassurance dépendent principalement d'un nombre restreint de courtiers de réassurance internationaux. La société fait affaire avec ces courtiers sur une base non exclusive. Ces courtiers indépendants font aussi affaire avec des concurrents de la société, et nul ne peut garantir qu'ils continueront à distribuer les produits d'assurance et de réassurance de la société. La rentabilité à long terme de la société dépend en partie des efforts de commercialisation des courtiers indépendants et de sa capacité d'offrir des produits d'assurance et de réassurance, tout en maintenant des notes de solvabilité qui répondent aux exigences et aux préférences de ces courtiers et de leurs titulaires de contrats.

Étant donné que la majorité des courtiers de la société sont indépendants, celle-ci n'exerce qu'un contrôle limité sur eux. Dans le cas où un courtier indépendant, à qui la société a accordé le pouvoir de la lier, excéderait son mandat en engageant la responsabilité de la société pour un risque qui n'est pas conforme à ses critères d'acceptation, la société pourrait devoir assumer le risque couvert par ce contrat jusqu'à ce qu'elle résilie le contrat après avoir eu la demande d'assurance initiale entre les mains. Même si, jusqu'à présent, la société n'a pas subi de pertes importantes du fait qu'un de ses courtiers aurait outrepassé son pouvoir d'engager la société, toute violation d'un tel pouvoir risque d'entraîner des pertes qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière, la rentabilité ou les flux de trésorerie de la société. Les filiales d'assurance et de réassurance de la société gèrent et surveillent étroitement les relations avec les courtiers, et elles procèdent régulièrement à des contrôles de la conformité des courtiers aux directives de la société en matière de souscription.

Goodwill, immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et participations dans les entreprises associées

Le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et les participations dans les entreprises associées qui figurent à l'état consolidé de la situation financière de la société découlent de diverses acquisitions et prises de participation que la société ou ses filiales en exploitation ont réalisées. Une rentabilité ininterrompue et la concrétisation des plans financiers de la part des entreprises acquises, y compris les entreprises associées acquises, sont les principales considérations qui peuvent justifier l'absence de perte de valeur à l'endroit du goodwill, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des participations dans les entreprises associées. Il y a dépréciation d'une immobilisation incorporelle lorsque l'avantage économique tiré de son utilisation est réduit de façon inattendue. Une participation dans une entreprise associée est considérée comme dépréciée si sa valeur comptable dépasse sa valeur recouvrable (la plus élevée de la juste valeur de l'entreprise associée ou de sa valeur d'utilité).

La direction examine régulièrement la rentabilité actuelle et prévue des sociétés en exploitation et des entreprises associées et leur réussite à atteindre les objectifs financiers au moment d'évaluer la valeur comptable du goodwill, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des participations dans les entreprises associées. La valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée est soumise à un test de dépréciation au moins une fois par année ou plus souvent si les faits et circonstances indiquent que ces actifs peuvent avoir subi une dépréciation. Les participations dans les entreprises associées dont la valeur comptable dépasse la juste valeur sont soumises, à chaque date de clôture, à un test de dépréciation à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie fondés sur la valeur d'utilité. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée de la société, ainsi que leurs tests de dépréciation annuels, sont décrits à la note 12 (Goodwill et immobilisations incorporelles) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021, et les participations de la société dans les entreprises associées sont décrites à la note 6 (Participations dans des entreprises associées) de ces états financiers.

Impôt

La réalisation des actifs d'impôt différé dépend du résultat imposable qui sera généré dans les territoires où les pertes fiscales et les différences temporaires donnant lieu à ces actifs se sont produites. Le fait de ne pas atteindre les niveaux de rentabilité prévus pourrait donner lieu à une réduction de valeur des actifs d'impôt différé de la société si la réalisation de l'actif n'est plus probable.

La société est assujettie à l'impôt sur le résultat au Canada, aux États-Unis et dans les nombreux autres pays où elle exerce ses activités. Par ailleurs, la détermination, par la société, de sa charge d'impôt fait l'objet de contrôles par les autorités fiscales nationales et étrangères. La société peut compter sur du personnel spécialisé en fiscalité pour évaluer les conséquences fiscales d'une transaction ou d'un événement prévu et entreprendre la planification fiscale appropriée. La société fait aussi appel au besoin à des professionnels fiscalistes indépendants. La loi de l'impôt de chacun des territoires dans lesquels la société exerce ses activités est interprétée de manière à déterminer la charge d'impôt sur le résultat ainsi que le moment attendu du renversement des actifs et des passifs d'impôt différé. La société estime que ses positions fiscales sont raisonnables, mais, advenant des divergences d'interprétations avec les autorités fiscales ou advenant que le moment de la réalisation diffère des prévisions, la charge d'impôt pourrait augmenter ou diminuer au cours d'exercices futurs afin de refléter les faits réels.

La loi fiscale ou son interprétation, que ce soit au Canada ou ailleurs, pourrait changer au point où la société risque d'en subir des conséquences négatives. En 2021, le Canada, avec près de 140 autres pays qui forment l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE ») et qui ont adhéré au Cadre inclusif OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (« BEPS »), a donné son accord de principe pour certaines initiatives concernant l'érosion de la base d'imposition, notamment l'introduction d'un taux d'imposition mondial d'au moins 15 % qui entrerait en vigueur en 2023. Pour l'instant, le Canada n'a pas adopté sa propre loi à l'égard du nouveau taux d'imposition minimum mondial. En février 2022, le ministère des Finances du Canada a publié un projet de loi en vue de recueillir les commentaires du public, laquelle loi, si elle est adoptée, pourrait restreindre la déductibilité des charges d'intérêts et des charges financières dans le calcul de l'impôt canadien. De manière générale, ce projet de loi viserait les années d'imposition débutant le 1^{er} janvier 2023 ou après cette date. La réception des commentaires prendra fin le 5 mai 2022. La société continuera à suivre de près le BEPS et les propositions de limitation de la déductibilité des intérêts, dont l'issue pourrait entraîner une hausse des impôts à l'avenir et avoir un effet défavorable pour la société.

Les actifs d'impôt différé de la société sont décrits à la note 18 (Impôt sur le résultat) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Changements technologiques

Les changements technologiques pourraient avoir des effets imprévisibles sur le secteur de l'assurance et de la réassurance. De nouveaux services et de nouvelles technologies devraient continuer d'apparaître et pourraient avoir des répercussions sur la demande de produits et de services d'assurance et de réassurance, sur les tarifs d'assurances, sur la rentabilité de tels produits et services et sur les risques associés à la souscription de certains types d'assurance, y compris la souscription dans de nouvelles branches d'assurance. La société s'efforce de maintenir un groupe de travail axé sur l'innovation, dont les membres possèdent une expérience diversifiée dans l'ensemble de ses sociétés actives dans le monde, afin d'examiner régulièrement de nouveaux services et de nouvelles technologies susceptibles d'être utiles ou nuisibles au secteur de l'assurance et de la réassurance. Cependant, si elle ne parvient pas à bien comprendre les nouvelles technologies ou à bien se positionner, ou encore si elle omet de lancer de nouveaux produits et services de façon opportune en tenant compte de la demande des clients et des activités de ses concurrents, ses propres activités, sa situation financière, sa rentabilité ou ses flux de trésorerie pourraient en subir les contrecoups.

Fonds de garantie et marchés partagés

La quasi-totalité des États des États-Unis impose aux assureurs détenant un permis pour exercer des activités sur leur territoire l'obligation de prendre en charge une partie des pertes subies par certains assurés du fait de l'incapacité ou de l'insolvabilité de la société d'assurance. Bon nombre d'États ont également adopté des lois établissant des fonds de garantie pour travailleurs réintégrés afin de pouvoir indemniser les employés blessés en cas d'aggravation d'un problème de santé ou d'une blessure préexistant. De plus, comme condition pour pouvoir exercer des activités dans plusieurs territoires, certaines filiales d'assurance de la société sont tenues de participer à des programmes ou à des ententes obligatoires de mise en commun de produits d'assurance dommages qui fournissent divers types d'assurances aux particuliers ou à d'autres entités qui ne pourraient autrement acheter de telles assurances à des assureurs privés. Les effets de ces cotisations et des mécanismes de partage obligatoire du marché ou de la modification de ces facteurs pourraient à tout moment réduire les résultats des filiales d'assurance de la société exerçant leurs activités aux États-Unis ou limiter leur potentiel de croissance. De la même façon, les filiales d'assurance canadiennes de la société versent une contribution à des fonds de garantie obligatoires qui protègent les personnes assurées dans l'éventualité où une société d'assurance dommages canadienne deviendrait insolvable, tandis que certaines des filiales d'assurance de la société en Asie prennent part à des programmes de mise en commun obligatoires sur leurs marchés locaux.

Autres**Données trimestrielles (non audité)***Exercices clos les 31 décembre*

	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Exercice
2021					
Produits des activités ordinaires	5 998,2	6 831,0	6 710,4	6 928,3	26 467,9
Résultat net	822,6	1 280,2	576,1	987,7	3 666,6
Résultat net attribuable aux actionnaires de Fairfax	806,0	1 201,4	462,4	931,3	3 401,1
Résultat net par action	30,44 \$	45,79 \$	17,43 \$	35,66 \$	129,33 \$
Résultat net dilué par action	28,91 \$	43,25 \$	16,44 \$	33,64 \$	122,25 \$
2020					
Produits des activités ordinaires	3 159,1	5 065,1	4 992,6	6 578,1	19 794,9
Résultat net	(1 389,1)	426,3	41,8	958,4	37,4
Résultat net attribuable aux actionnaires de Fairfax	(1 259,3)	434,9	133,7	909,1	218,4
Résultat net par action	(47,38) \$	16,00 \$	4,66 \$	34,28 \$	6,59 \$
Résultat net dilué par action	(47,38) \$	15,26 \$	4,44 \$	32,68 \$	6,29 \$

Les produits des activités ordinaires du premier trimestre de 2021 avaient augmenté comparativement à ceux du trimestre correspondant de 2020, en passant de 3 159,1 \$ à 5 998,2 \$, en raison surtout des profits nets sur placements et de la quote-part des résultats nets positifs d'entreprises associées qui avaient été inscrits pour le premier trimestre de 2021, contrairement à des pertes nettes sur placements et à la quote-part de résultats nets négatifs d'entreprises associées comptabilisées pour le premier trimestre de 2020, et aussi en raison d'une augmentation des primes nettes acquises, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par une diminution des autres produits des activités ordinaires, des intérêts et dividendes et du profit sur la déconsolidation de filiales d'assurance. Le résultat net positif attribuable aux actionnaires de Fairfax de 806,0 \$ (bénéfice de base par action de 30,44 \$ et bénéfice dilué par action de 28,91 \$) pour le premier trimestre de 2021, comparativement au résultat net négatif attribuable aux actionnaires de Fairfax de 1 259,3 \$ (perte de base et perte diluée par action de 47,38 \$) pour le premier trimestre de 2020, reflétait surtout des profits nets sur placements (contrairement à des pertes nettes sur placements pour le premier trimestre de 2020) et une hausse des résultats d'exploitation positifs des établissements d'assurance et de réassurance de dommages (reflétant une hausse du bénéfice technique et des résultats nets positifs d'entreprises associées comptabilisés en quote-part, partiellement neutralisée par une diminution des intérêts et des dividendes), ces facteurs étant en partie contrebalancés par une charge d'impôt (en contraste avec un produit d'impôt).

Les produits des activités ordinaires du deuxième trimestre de 2021, soit 6 831,0 \$, avaient augmenté en regard de ceux de 5 065,1 \$ du deuxième trimestre de 2020, surtout en raison d'une augmentation des primes nettes acquises, des profits nets sur placements et des autres produits des activités ordinaires, et grâce à une quote-part de résultats nets positifs d'entreprises associées pour le deuxième trimestre de 2021 (contrairement à une quote-part de résultats nets négatifs d'entreprises associées pour le deuxième trimestre de 2020). Le résultat net positif attribuable aux actionnaires de Fairfax pour le deuxième trimestre de 2021, qui correspondait à 1 201,4 \$ (bénéfice de base par action de 45,79 \$ et bénéfice dilué par action de 43,25 \$), avait, augmenté en regard de celui du trimestre correspondant de 2020, qui avait été de 434,9 \$ (bénéfice de base par action de 16,00 \$ et bénéfice dilué par action de 15,26 \$), à cause surtout d'une hausse des profits nets sur placements et d'une amélioration du résultat technique des établissements d'assurance et de réassurance de dommages, ce qui avait été contrebalancé partiellement par une hausse de la charge d'impôt.

Les produits des activités ordinaires du troisième trimestre de 2021 avaient augmenté en regard de ceux de la période correspondante de 2020, passant de 4 992,6 \$ à 6 710,4 \$, surtout en raison de l'augmentation des primes nettes acquises, des profits nets sur placements, des résultats nets positifs d'entreprises associées comptabilisés en quote-part et des autres produits des activités ordinaires, et aussi en raison du profit résultant de la vente et de la consolidation de filiales d'assurance. Le résultat net positif attribuable aux actionnaires de Fairfax pour le troisième trimestre de 2021 avait grimpé pour atteindre 462,4 \$ (bénéfice de base par action de 17,43 \$ et bénéfice dilué par action de 16,44 \$), contre 133,7 \$ pour le troisième trimestre de 2020 (bénéfice de base par action de 4,66 \$ et bénéfice dilué par action de 4,44 \$), hausse qui reflétait surtout une augmentation

des profits nets sur placements, les résultats nets positifs d'entreprises associées comptabilisés en quote-part et un profit résultant de la vente et de la consolidation de filiales d'assurance, ce qui avait été partiellement neutralisé par une perte technique pour le troisième trimestre de 2021, par la charge d'impôt et par la quote-part du résultat net positif revenant aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les produits des activités ordinaires du quatrième trimestre de 2021 ont augmenté en regard de ceux de la période correspondante de 2020, passant de 6 578,1 \$ à 6 928,3 \$, surtout parce que les primes nettes acquises se sont accrues, alors que les profits nets sur placements ont diminué. Le résultat net positif attribuable aux actionnaires de Fairfax pour le quatrième trimestre de 2021 a progressé en s'établissant à 931,3 \$ (bénéfice de base par action de 35,66 \$ et bénéfice dilué par action de 33,64 \$), contre 909,1 \$ pour le quatrième trimestre de 2020 (bénéfice de base par action de 34,28 \$ et bénéfice dilué par action de 32,68 \$), ce qui reflète surtout une amélioration des résultats techniques des sociétés d'assurance et de réassurance de dommages et une baisse de la charge d'impôt, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par une diminution des profits nets sur placements, par une augmentation du résultat d'exploitation négatif dans le secteur comptable Assurance vie et Liquidation de sinistres (surtout à cause d'une augmentation du montant de l'évolution défavorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures dans le secteur Liquidation de sinistres) et par une hausse des frais généraux du siège social et autres frais (attribuable surtout à une baisse des résultats nets positifs d'entreprises associées comptabilisés en quote-part, à des pertes de valeur hors trésorerie du goodwill concernant essentiellement le secteur Liquidation de sinistres, à une hausse des dons de bienfaisance et à une augmentation de la charge de rémunération du personnel).

Les résultats d'exploitation des activités d'assurance et de réassurance de la société ont été touchés et pourraient continuer d'être touchés par l'actuelle pandémie de COVID-19 et par les répercussions que celle-ci continue d'avoir sur l'économie mondiale. Les résultats de chaque trimestre ont été touchés (et pourraient continuer de l'être) par les sinistres liés à d'importantes catastrophes naturelles ou autres catastrophes, par l'évolution favorable ou défavorable des provisions pour sinistres et par des règlements ou des commutations, qui peuvent avoir lieu n'importe quand, et ils ont été largement influencés (et devraient continuer de l'être) par les profits nets ou les pertes nettes sur placements, lesquels peuvent se produire à un moment qu'on ne peut prédire.

Cours des actions et renseignements sur les actions

Au 3 mars 2022, Fairfax avait 23 024 111 actions à droit de vote subalterne et 1 548 000 actions à droit de vote multiple en circulation (un total de 23 772 881 actions effectivement en circulation, compte tenu des participations intragroupe). Chaque action à droit de vote subalterne confère à son porteur un vote à toutes les assemblées des actionnaires, sauf aux assemblées distinctes des porteurs d'une autre catégorie d'actions. Collectivement, les actions à droit de vote multiple représentent 41,8 % des droits de vote exerçables à toutes les assemblées des actionnaires, sauf dans certaines circonstances (lesquelles ne sont pas survenues) et sauf aux assemblées distinctes des porteurs d'une autre catégorie d'actions. Les actions à droit de vote multiple ne sont pas négociées en bourse.

Le tableau qui suit présente, en dollars canadiens, les cours hauts et bas ainsi que les cours de clôture des actions à droit de vote subalterne de Fairfax à la Bourse de Toronto pour chacun des trimestres de 2021 et de 2020.

	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre
	(\$ CA)			
2021				
Haut	560,59	581,00	579,57	636,08
Bas	427,49	538,41	507,75	493,00
Cours de clôture	548,55	543,60	511,31	622,24
2020				
Haut	637,11	460,13	439,84	465,01
Bas	332,82	319,37	368,89	346,84
Cours de clôture	431,43	419,43	392,10	433,85

Conformité avec les règles de gouvernance

Fairfax est un émetteur assujéti canadien dont les titres sont inscrits à la Bourse de Toronto et négociés en dollars canadiens sous le symbole FFH et en dollars américains sous le symbole FFH.U. Ses pratiques de gouvernance sont conformes à toutes les règles applicables et, pour l'essentiel, à toutes les directives et politiques applicables des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et aux pratiques qui y sont énoncées.

Le conseil d'administration de la société a adopté un ensemble de directives relatives à la gouvernance (qui comprend un mandat écrit du conseil), mis sur pied un comité d'audit, un comité de la gouvernance et des candidatures ainsi qu'un comité de la rémunération, approuvé des chartes écrites pour tous ses comités, donné son aval à un code d'éthique et de déontologie et approuvé une politique anticorruption, lesquels sont applicables à tous les administrateurs, dirigeants et employés de la société. Le conseil d'administration a aussi mis sur pied, conjointement avec le comité d'audit, une politique de dénonciation. La société continue de surveiller l'évolution des normes de gouvernance de même que ses propres procédures.

Énoncés prospectifs

Certaines informations contenues dans le présent document pourraient constituer des énoncés prospectifs et sont fournies aux termes des dispositions exonératoires de responsabilité de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis et de toute loi canadienne en valeurs mobilières applicable. Ces énoncés comportent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs connus et inconnus pouvant faire en sorte que les résultats ou la performance réels ou les réalisations de Fairfax diffèrent de façon importante des résultats, de la performance ou des réalisations futurs exprimés ou suggérés par ces informations et énoncés prospectifs.

Ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la réduction du résultat net si les provisions pour sinistres de la société se révélaient insuffisantes; les pertes techniques liées aux risques assurés par la société qui pourraient être plus élevées ou plus faibles que prévu; la survenance d'événements catastrophiques dont la fréquence et la gravité seraient supérieures à nos estimations; l'évolution des variables du marché, y compris les taux d'intérêt, les taux de change, les cours des actions et les écarts de crédit, ce qui pourrait influencer négativement sur notre portefeuille de placements; les risques liés à la pandémie de COVID-19 à l'échelle planétaire, notamment la réduction du commerce et la dérouté des bourses à l'échelle mondiale; les cycles du marché de l'assurance et la situation économique générale qui peuvent avoir une influence considérable sur nos tarifs et ceux de nos concurrents ainsi que sur la capacité à souscrire de nouveaux contrats; des provisions insuffisantes pour les sinistres liés à l'amiante et à la pollution environnementale et autres sinistres latents; l'exposition au risque de crédit dans l'éventualité où nos réassureurs ne réussissent pas à effectuer les paiements prévus par nos contrats de réassurance; l'exposition au risque de crédit si les assurés, les assureurs ou les réassureurs intermédiaires ne nous versent pas les primes qui nous sont dues ou si nos assurés ne nous remboursent pas le montant des franchises que nous avons payées en leur nom; notre incapacité à préserver les notations de notre dette à long terme, l'incapacité pour nos filiales d'avoir une bonne note de solvabilité ou de capacité de règlement de sinistres et l'effet d'un abaissement de ces notations sur les transactions que nous ou nos filiales avons conclues sur des dérivés; les risques liés à la mise en œuvre de nos stratégies commerciales; le risque que nous réglions un sinistre plus tôt que prévu ou que nous recevions un remboursement de réassurance plus tard que prévu; les risques liés aux utilisations que nous pourrions faire d'instruments dérivés; la possibilité que les méthodes de couverture que nous pourrions employer ne permettent pas d'atteindre l'objectif voulu en matière de gestion des risques; un fléchissement dans la demande des produits d'assurance et de réassurance ou l'intensification de la concurrence dans ce secteur; l'effet des questions touchant les nouveaux sinistres et leur couverture ou l'échec de l'une des méthodes de limitation des pertes que nous employons; notre incapacité à avoir accès à la trésorerie de nos filiales; notre incapacité à obtenir les niveaux de capital requis selon des modalités favorables, s'il y a lieu; la perte d'employés clés; notre incapacité à obtenir de la réassurance pour des montants suffisants, à des prix raisonnables ou selon des modalités qui nous protègent d'une façon appropriée; l'adoption de lois soumettant nos activités à des exigences défavorables additionnelles ou à une surveillance ou à une réglementation accrue, y compris d'autres règlements de nature fiscale, aux États-Unis, au Canada ou dans d'autres territoires dans lesquels nous exerçons des activités; les risques liés aux enquêtes du gouvernement sur les pratiques ou tout autre acte du secteur de l'assurance ainsi qu'aux litiges ou à la publicité négative impliquant ce secteur; les risques liés à la situation politique et à d'autres facteurs dans les pays où nous exerçons nos activités; les risques liés aux poursuites judiciaires ou réglementaires ou à des litiges importants; les pannes de nos systèmes informatiques et de traitement des données ainsi que les atteintes à la sécurité de ces systèmes; l'influence exercée par notre principal actionnaire; les fluctuations défavorables des taux de change; notre dépendance envers des courtiers indépendants sur lesquels nous exerçons un contrôle minime; la dépréciation de la valeur comptable de notre goodwill, de nos immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ou de nos participations dans les entreprises associées; notre incapacité à réaliser nos actifs d'impôt différé; les changements technologiques ou autres changements susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur la demande ou les tarifs de nos produits d'assurance; les perturbations de nos systèmes de technologies de l'information; les évaluations et les mécanismes de partage du marché qui peuvent avoir une incidence défavorable sur nos filiales d'assurance; les effets néfastes de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, nos placements et notre personnel. D'autres risques et incertitudes sont décrits dans le présent rapport annuel, qui peut être consulté à www.fairfax.ca, et dans notre prospectus préalable de base (sous la rubrique « Facteurs de risque ») déposés auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada et disponibles sur SEDAR, à www.sedar.com. Fairfax décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, que ce soit en raison de l'obtention de nouveaux renseignements ou de la survenance d'événements futurs ou pour toute autre raison, sauf si la législation en valeurs mobilières applicable l'exige.

Glossaire des mesures financières non conformes aux PCGR et des autres mesures financières

La direction analyse et évalue les sociétés d'assurance et de réassurance sous-jacentes, ainsi que la situation financière de la société consolidée, de diverses façons. Parmi ces mesures et ratios, certains ont été utilisés systématiquement et présentés régulièrement dans les rapports annuels et l'information financière intermédiaire de la société, ne sont pas définis dans les IFRS et peuvent ne pas être comparables à des mesures similaires que d'autres sociétés présentent.

Mesures financières complémentaires

Primes brutes émises et primes nettes émises – La société fournit des renseignements sur les primes brutes émises et les primes nettes émises dans son information financière. Les primes brutes émises représentent le total des primes des contrats d'assurance délivrés par la société dans une période donnée, sans égard à la portion cédée ou acquise, et elles reflètent le volume des nouvelles transactions réalisées par la société. Les primes nettes émises représentent les primes brutes émises, diminuées de la portion cédée aux réassureurs, et elles sont considérées comme la proportion du risque d'assurance que la société a choisi de conserver sur les nouvelles assurances qu'elle a générées. Ces mesures financières sont utilisées dans le secteur de l'assurance en général et par la société, surtout pour l'évaluation du volume des activités, y compris leurs tendances, et pour la gestion du risque d'assurance.

Bénéfice (perte) technique – C'est une mesure de l'activité de souscription dans le secteur de l'assurance que la société calcule pour ses activités d'assurance et de réassurance, comme suit : primes nettes acquises, moins les **charges techniques**, c'est-à-dire le montant net des sinistres, plus les charges de commissions nettes, plus les charges d'exploitation (exclusion faite des frais généraux du siège social), tels que ces éléments sont présentés dans l'état consolidé du résultat net. Les **frais généraux du siège social**, qui sont constitués de charges d'exploitation hors souscription de la société de portefeuille Fairfax et des sociétés de portefeuille des sociétés d'assurance et de réassurance, de la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles qui résultent principalement de l'acquisition de filiales d'assurance et de réassurance, sont une composante des charges d'exploitation présentées dans l'état consolidé du résultat net.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2021	2020
Primes nettes acquises	16 558,0	13 988,7
Charges techniques :		
Sinistres, montant net	10 740,5	9 324,5
Charges d'exploitation	2 946,1	2 536,5
Commissions, montant net	2 787,9	2 355,0
Moins : Frais généraux du siège social	(409,0)	(328,2)
	<u>16 065,5</u>	<u>13 887,8</u>
Bénéfice technique	<u>492,5</u>	<u>100,9</u>

Ratios pertinents pour l'assurance et la réassurance de dommages – Le **ratio mixte**, qui constitue la mesure traditionnelle des résultats techniques des sociétés d'assurance et de réassurance de dommages, représente la somme du **ratio des sinistres par rapport aux primes** (sinistres et frais de règlement de sinistres, exprimés en pourcentage des primes nettes acquises) et du **ratio des frais par rapport aux primes** (commissions, frais d'acquisition des primes et autres charges techniques, exprimés en pourcentage des primes nettes acquises). La société utilise aussi d'autres ratios comme le **ratio de la charge de commissions** (commissions exprimées en pourcentage des primes nettes acquises), le **ratio des charges techniques par rapport aux primes** (frais d'acquisition des primes et autres charges techniques exprimés en pourcentage des primes nettes acquises), le **ratio des sinistres de l'année de survenance** (sinistres et frais de règlement de sinistres, compte non tenu de l'effet favorable ou défavorable net de l'évolution des provisions constituées pour les sinistres survenus au cours d'années de survenance antérieures, exprimés en pourcentage des primes nettes acquises) et le **ratio mixte de l'année de survenance** (la somme du ratio des sinistres de l'année de survenance et du ratio des frais par rapport aux primes). Tous les ratios cités plus haut sont calculés en fonction des informations fournies à la note 25 (Informations sectorielles) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021, et la société s'en sert pour effectuer des comparaisons avec les résultats techniques historiques, les résultats techniques des concurrents et ceux du secteur de l'assurance de dommages en général, ainsi que pour évaluer la performance de chaque société en exploitation. La société peut aussi faire référence aux **points de ratio mixte**, qui expriment le montant net d'un sinistre parmi les autres sinistres, par exemple un sinistre lié à une catastrophe ou les sinistres liés à la COVID-19, en pourcentage des primes nettes acquises pour la même période. De la même manière, l'évolution favorable ou défavorable nette des provisions pour sinistres d'années antérieures, qui est aussi une composante du montant net des sinistres, peut être exprimée en points de ratio mixte. Le montant net des sinistres et les primes nettes acquises sont tous deux présentés à l'état consolidé du résultat net.

Fonds de caisse – Dans le secteur de l'assurance en général, le fonds de caisse représente les fonds pouvant faire l'objet de placements et qui sont générés lorsqu'une société d'assurance ou de réassurance touche des primes avant le règlement des sinistres. La société calcule son fonds de caisse en additionnant ses passifs au titre des contrats d'assurance (constitués de la provision pour sinistres et frais de règlement de sinistres et de la provision pour primes non acquises) et ses montants à payer au titre de contrats d'assurance, et en déduisant de ce total la somme des montants à recouvrer des réassureurs, des créances découlant de contrats d'assurance et des frais d'acquisition de primes différés, tels que tous ces éléments sont présentés à l'état consolidé de la situation financière. Le fonds de caisse d'un ou de plusieurs secteurs comptables se calcule de la même manière, en fonction des états de la situation financière sectoriels de la société. L'**avantage** ou le **coût annuel du fonds de caisse** correspond au pourcentage du résultat technique annuel, qui figure à la note 25 (Informations sectorielles) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021, par rapport au **fonds de caisse moyen** de l'exercice (moyenne simple du fonds de caisse depuis l'ouverture jusqu'à la clôture de l'exercice).

Valeur comptable d'une action (montant de base) – La société considère que la valeur comptable d'une action (montant de base) est une mesure de performance clé puisque l'un des objectifs qu'elle s'est fixés est d'accumuler de la valeur pour les actionnaires à long terme en augmentant la valeur comptable d'une action (montant de base) au taux annuel composé de 15 % sur le long terme. La société établit cette mesure en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires effectivement en circulation. Ces chiffres sont présentés dans l'état consolidé de la situation financière et à la rubrique « Actions ordinaires » de la note 16 (Total des capitaux propres), respectivement, des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Positions sur titres de capitaux propres – Les **positions acheteur sur titres de capitaux propres** et les **positions vendeur sur titres de capitaux propres** signifient respectivement les positions acheteur et les positions vendeur de la société sur les actions et les titres assimilables à des actions qu'elle détient à des fins de placement. La **position sur titres de capitaux propres et effets financiers, montant net**, signifie les positions acheteur sur titres de capitaux propres de la société, diminuées de ses positions vendeur sur titres de capitaux propres. Les « positions acheteur sur titres de capitaux propres » ne tiennent pas compte des placements de la société dans les entreprises associées et les coentreprises du secteur de l'assurance et de la réassurance, ni des autres placements en actions et en titres assimilables à des actions, qui sont considérés comme des placements stratégiques à long terme. Ces mesures sont présentées et expliquées à la note 24 (Gestion des risques financiers), sous la rubrique « Risque de marché », des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Mesures de la gestion du capital

La **dette nette**, le **total net des capitaux permanents**, le **total des capitaux permanents**, le **ratio dette nette/total des capitaux propres**, le **ratio dette nette/total net des capitaux permanents** et le **ratio dette totale/total des capitaux permanents** sont des mesures et des ratios que la société utilise pour évaluer le degré de levier financier utilisé dans ses activités. La société utilise aussi un **ratio de couverture des intérêts** ainsi qu'un **ratio de couverture des intérêts et des dividendes sur actions privilégiées** afin de mesurer sa capacité de s'acquitter du service de la dette et de verser des dividendes à ses actionnaires privilégiés. Ces mesures et ces ratios sont calculés en fonction des montants présentés dans les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, compte tenu et compte non tenu des soldes pertinents des sociétés d'assurance consolidées, et ils sont présentés et expliqués à la note 24 y afférente (Gestion des risques financiers), sous la rubrique « Gestion du capital ».

Mesures d'un ensemble de secteurs

Résultat d'exploitation positif (négatif) – Il s'agit d'une mesure de la performance des activités d'exploitation, avant impôt, qui exclut les profits (pertes) nets sur les placements, les profits sur la vente ou la consolidation des filiales d'assurance, les charges d'intérêts et les frais généraux du siège social, mais qui inclut les produits d'intérêts et de dividendes et la quote-part des résultats nets positifs (négatifs) des entreprises associées, que la société considère comme des sources de revenus d'investissement plus prévisibles. Le résultat d'exploitation positif (négatif) tient compte du bénéfice (de la perte) technique des sociétés d'assurance et de réassurance, de même que des autres produits des activités ordinaires et des autres charges des sociétés autres que des sociétés d'assurance. Le tableau ci-après présente un rapprochement entre le résultat d'exploitation et le résultat avant impôt, celui-ci étant la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable. Tous les chiffres du tableau sont tirés de l'état consolidé du résultat net de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, sauf le bénéfice technique et les frais généraux du siège social, qui sont décrits plus haut à la rubrique « Mesures financières complémentaires ».

	Exercices clos les 31 décembre	
	2021	2020
Bénéfice technique :		
Assurance et réassurance de dommages	801,2	309,0
Assurance vie et Liquidation de sinistres	(309,0)	(208,1)
Eliminations et ajustements	0,3	—
Sociétés autres que des sociétés d'assurance :		
Autres produits des activités ordinaires	5 158,0	4 719,6
Autres charges	(5 086,9)	(4 858,9)
Placements :		
Intérêts et dividendes	640,8	769,2
Quote-part du résultat net des entreprises associées	402,0	(112,8)
Résultat d'exploitation	1 606,4	618,0
Profits nets sur placements	3 445,1	313,1
Profit sur la vente et la consolidation de filiales d'assurance	264,0	117,1
Charge d'intérêts	(513,9)	(475,9)
Frais généraux du siège social	(409,0)	(328,2)
Résultat avant impôt	4 392,6	244,1

Assurance et réassurance de dommages – Dans le présent rapport de gestion, toute référence aux activités d'assurance et de réassurance de dommages de la société exclut les activités d'assurance vie et de liquidation de sinistres de la société. La société est d'avis que ce regroupement des données des secteurs comptables est utile pour évaluer la performance de ses principales sociétés d'assurance et de réassurance de dommages et elle a toujours présenté les mesures financières de cette manière, notamment les primes nettes émises, les primes nettes acquises, le bénéfice (perte) technique et le résultat d'exploitation, conformément à l'information présentée à la note 25 (Informations sectorielles) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Toute référence aux activités « **d'assurance et de réassurance** » inclut les activités d'assurance et de réassurance de dommages, les activités d'assurance vie et les activités de liquidation de sinistres.

Mesures financières non conformes aux PCGR

Excédent (ou insuffisance) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable – Ces montants avant impôt, bien qu'ils ne soient pas pris en compte dans le calcul de la valeur comptable d'une action (montant de base), sont régulièrement scrutés par la direction en tant qu'indicateurs du rendement des placements dans les entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance et dans les filiales consolidées cotées en bourse n'appartenant pas au secteur de l'assurance que la société considère comme des placements de portefeuille.

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Juste valeur	Valeur comptable	Excédent (insuffisance) de la juste valeur sur la valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Excédent (insuffisance) de la juste valeur sur la valeur comptable
Entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance	4 541,9	4 117,0	424,9	3 304,6	3 763,1	(458,5)
Sociétés autres que des sociétés d'assurance	1 525,8	1 604,3	(78,5)	1 016,6	1 220,7	(204,1)
	6 067,7	5 721,3	346,4	4 321,2	4 983,8	(662,6)

Entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance et prises en compte dans la mesure de performance

Les justes valeurs et les valeurs comptables des entreprises associées n'appartenant pas au secteur de l'assurance qui ont servi à l'établissement de cette mesure de performance sont celles qui ont été établies conformément aux IFRS et qui figurent dans les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2021 et 2020, et elles excluent les participations dans les entreprises associées détenues par les sociétés consolidées de Fairfax qui ne sont pas des sociétés d'assurance, car les montants de ces participations sont déjà pris en compte dans la valeur comptable de ces sociétés consolidées lors du calcul de cette mesure de performance.

	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Participations dans des entreprises associées telles qu'elles sont présentées dans les états consolidés de la situation financière	5 671,9	4 755,1	4 154,3	4 381,8
Moins :				
Participations dans des entreprises associées d'assurance et de réassurance ¹⁾	1 099,1	607,4	812,0	575,2
Entreprises associées détenues par des sociétés consolidées autres que des sociétés d'assurance ²⁾	30,9	30,7	37,7	43,5
Entreprises associées hors du secteur de l'assurance prises en compte dans la mesure de performance	4 541,9	4 117,0	3 304,6	3 763,1

1) Comme présenté à la note 6 (Participations dans des entreprises associées) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021, et compte non tenu des participations dans des entreprises associées détenues en vue de la vente au 31 décembre 2020.

2) Essentiellement les entreprises associées détenues par Société de Recettes Illimitées, Thomas Cook India (compte tenu de sa quote-part dans Quess), Dexterra Group et Boat Rocker.

Sociétés autres que des sociétés d'assurance prises en compte dans la mesure de performance

Les filiales consolidées n'appartenant pas au secteur de l'assurance qui sont prises en compte dans cette mesure de performance sont celles qui sont cotées en bourse, à savoir Société de Recettes Illimitées, Fairfax India, Thomas Cook India, Dexterra Group, Boat Rocker et Farmers Edge. Leurs justes valeurs correspondent à la quote-part revenant à la société (calculée au prorata de ses participations) de la capitalisation boursière de ces filiales établie en fonction du prix de leurs actions coté à la date des états financiers. La valeur comptable de chaque filiale représente la quote-part de Fairfax dans l'actif net de cette filiale, qui correspond au total de l'actif de la filiale, diminué du total de son passif et de ses participations ne donnant pas le contrôle. La valeur comptable est comprise dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax figurant dans les états consolidés de la situation financière de la société aux 31 décembre 2021 et 2020, tels qu'ils figurent dans le tableau ci-dessous qui rapproche l'état consolidé de la situation financière des sociétés cotées en bourse n'appartenant pas au secteur de l'assurance de celui du secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance pris en compte dans l'état consolidé de la situation financière de la société.

	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Sociétés cotées en bourse hors du secteur de l'assurance	Toutes les autres sociétés hors du secteur de l'assurance ²⁾	Total des sociétés hors du secteur de l'assurance ¹⁾	Sociétés cotées en bourse hors du secteur de l'assurance	Toutes les autres sociétés hors du secteur de l'assurance ²⁾	Total des sociétés hors du secteur de l'assurance ¹⁾
Placements de portefeuille	2 418,5	(165,7)	2 252,8	2 112,0	(301,7)	1 810,3
Actifs d'impôt différé	41,1	25,8	66,9	24,0	40,5	64,5
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 069,5	271,7	2 341,2	1 705,2	896,6	2 601,8
Autres actifs ³⁾	1 895,9	1 299,6	3 195,5	1 861,3	2 011,1	3 872,4
Total de l'actif	6 425,0	1 431,4	7 856,4	5 702,5	2 646,5	8 349,0
Dettes d'exploitation et charges à payer ³⁾	1 565,2	647,3	2 212,5	1 303,2	1 380,8	2 684,0
Obligations au titre des dérivés	—	47,9	47,9	—	50,0	50,0
Passifs d'impôt différé	153,7	44,8	198,5	139,2	58,5	197,7
Emprunts – sociétés autres que des sociétés d'assurance	1 093,4	522,8	1 616,2	1 270,0	922,5	2 192,5
Total du passif	2 812,3	1 262,8	4 075,1	2 712,4	2 411,8	5 124,2
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax ⁴⁾	1 604,3	178,2	1 782,5	1 220,7	165,2	1 385,9
Participations ne donnant pas le contrôle	2 008,4	(9,6)	1 998,8	1 769,4	69,5	1 838,9
Total des capitaux propres	3 612,7	168,6	3 781,3	2 990,1	234,7	3 224,8
Total du passif et des capitaux propres	6 425,0	1 431,4	7 856,4	5 702,5	2 646,5	8 349,0

1) Le secteur comptable Sociétés autres que des sociétés d'assurance, tel qu'il est présenté à l'état de la situation financière par secteur comptable à la note 25 (Informations sectorielles) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

2) Les placements de portefeuille comprennent les titres de créance intragroupe qu'une société n'appartenant pas au secteur de l'assurance a émis à l'intention de sociétés affiliées de Fairfax et qui ont été éliminés lors de la consolidation.

3) Les autres actifs comprennent les montants à recevoir de sociétés affiliées, tandis que les dettes d'exploitation et charges à payer comprennent les montants à payer à des sociétés affiliées.

4) Les chiffres en gras représentent la valeur comptable des filiales cotées en bourse n'appartenant pas au secteur de l'assurance.

Les entrées ou les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation (exclusion faite des flux de trésorerie d'exploitation liés aux placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) sont présentées dans le présent rapport de gestion pour chacune des plus importantes filiales d'assurance ou de réassurance de dommages puisque la direction est d'avis que ces mesures représentent une estimation utile de la trésorerie générée ou utilisée par les activités de souscription d'une filiale. Chacune de ces mesures est une composante des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tels qu'ils sont présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie et qui constituent la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2021	2020
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation (exclusion faite des flux de trésorerie d'exploitation liés aux placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) :		
Northbridge, Odyssey Group, Crum & Forster, Zenith National, Brit et Allied World	4 241,4	2 614,2
Tous les autres secteurs comptables	(214,8)	(138,2)
(Achats) ventes de participations classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, montant net	2 614,4	(2 336,2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tels qu'ils sont présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie	6 641,0	139,8

Participations intragroupe – Dans les états de la situation financière sectoriels, les participations intragroupe dans les filiales d'assurance et de réassurance sont présentées en tant que « **participations dans des sociétés d'assurance et de réassurance affiliées de Fairfax** », les participations intragroupe dans les filiales hors du secteur de l'assurance sont présentées en tant que « **placements de portefeuille** », et le total des participations intragroupe dans les filiales est présenté en tant que « **participations dans les sociétés affiliées de Fairfax** », à la rubrique « Capitaux permanents ». Les participations intragroupe dans des filiales sont comptabilisées au coût dans les états de la situation financière sectoriels, car la direction est d'avis qu'un tel traitement fournit une meilleure comparaison à la longue, compte tenu du fait que ces participations sont éliminées lors de la consolidation dans les états financiers consolidés sans avoir de mesure conforme aux IFRS qui soit directement comparable.

Annexe à la lettre du président du conseil aux actionnaires

La lettre du président du conseil à l'intention des actionnaires (la « lettre ») présente la performance des sociétés d'assurance et de réassurance sous-jacentes, ainsi que la situation financière de la société consolidée, de diverses façons. Parmi ces mesures et ratios, certains ont été utilisés systématiquement et présentés régulièrement dans la lettre, ne sont pas définis dans les IFRS et peuvent ne pas être comparables à des mesures similaires que d'autres sociétés présentent.

Activités d'assurance de Fairfax dans le monde au 31 décembre 2021

Dans la lettre, ce tableau contient des informations sur certaines sociétés d'assurance non consolidées qui sont présentées en tant que participations dans des entreprises associées d'assurance et de réassurance à la note 6 (Participations dans des entreprises associées) des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Puisque les entreprises associées sont, conformément aux IFRS, comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, et non pas consolidées, les primes brutes émises et les portefeuilles de placements de ces entreprises associées ne sont pas inclus dans les montants pertinents présentés respectivement dans l'état consolidé du résultat net et l'état consolidé de la situation financière de la société.

Primes brutes émises par action

Cette mesure financière complémentaire représente les primes brutes émises par les sociétés d'assurance et de réassurance de dommages, divisées par le nombre d'actions ordinaires effectivement en circulation, tels que ces chiffres sont présentés respectivement à la note 25 (Informations sectorielles) et à la note 16 (Total des capitaux propres) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. La direction utilise cette mesure comme un indicateur de croissance interne et d'acquisition relative pour les principales entreprises d'assurance et de réassurance de dommages et pour illustrer l'apport des primes à la valeur comptable d'une action (montant de base).

Taux de croissance composé de la valeur comptable d'une action

Cette mesure financière complémentaire représente le taux de rendement composé d'une action (montant de base) en fonction de sa valeur comptable depuis le premier jusqu'au dernier exercice compris dans la période évaluée. La valeur comptable d'une action (montant de base) est décrite dans le rapport de gestion du présent rapport annuel, sous la rubrique « Glossaire des mesures financières non conformes aux PCGR et des autres mesures financières ».

Rendement total moyen des placements

Cette mesure financière complémentaire représente la moyenne simple du total des rendements des placements moyens pour les exercices pertinents compris dans la période évaluée. Le rendement total des placements moyens est décrit dans le rapport de gestion du présent rapport annuel, sous la rubrique « Rendement total du portefeuille de placements ».

État non consolidé de la situation financière

Dans la lettre, l'état non consolidé de la situation financière présente les valeurs comptables, conformes aux IFRS, des filiales de la société avant la consolidation, de manière à mieux refléter le montant investi dans les principales entreprises d'assurance et de réassurance de dommages. La société présente aussi les montants par action pour chaque poste de l'état non consolidé de la situation financière afin de mieux illustrer la composition de la valeur comptable d'une action (montant de base). Pour calculer les montants par action, on divise le montant de chaque poste par le nombre d'actions ordinaires effectivement en circulation, qui est présenté à la note 16 (Total des capitaux propres) des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Étant donné que les IFRS imposent que soient consolidées les filiales contrôlées, le tableau suivant présente un rapprochement entre l'état non consolidé de la situation financière et l'état consolidé de la situation financière de la société au 31 décembre 2021. Tous les chiffres sont arrondis au milliard de dollars américains le plus proche, et certains totaux pourraient ne pas correspondre aux additions en raison de l'arrondissement des chiffres.

	31 décembre 2021			
	Tel que présenté à l'état non consolidé de la situation financière	Reclassements (en G\$ US)	Consolidation des filiales	Tel que présenté à l'état consolidé de la situation financière
Actif				
Northbridge	1,8	—	(1,8)	—
Odyssey Group	3,7	—	(3,7)	—
Crum & Forster	2,1	—	(2,1)	—
Zenith National	1,0	—	(1,0)	—
Brit	1,8	—	(1,8)	—
Allied World	2,9	—	(2,9)	—
Fairfax Asia	2,6	—	(2,6)	—
Assurance et réassurance – Autres	1,1	—	(1,1)	—
Assurance vie et Liquidation de sinistres	0,5	—	(0,5)	—
Activités d'assurance et de réassurance	17,5	—	(17,5)	—
Société de Recettes Illimitées	0,5	—	(0,5)	—
Thomas Cook India	0,3	—	(0,3)	—
Fairfax India	0,4	—	(0,4)	—
Sociétés autres que des sociétés d'assurance	0,6	—	(0,6)	—
Activités autres que des activités d'assurance	1,8	—	(1,8)	—
Total des activités consolidées	19,3	—	(19,3)	—
Trésorerie et placements de la société de portefeuille	1,5	—	—	1,5
Créances découlant de contrats d'assurance	—	—	6,9	6,9
Participations dans des entreprises associées	0,9	(0,9)	—	—
Placements de portefeuille	—	0,9	50,8	51,7
Frais d'acquisition de primes différés	—	—	1,9	1,9
Montants à recouvrer des réassureurs	—	—	12,1	12,1
Actifs d'impôt différé	—	—	0,5	0,5
Goodwill et immobilisations incorporelles	—	—	5,9	5,9
Autres actifs	—	0,7	5,4	6,1
Autres actifs de la société de portefeuille	0,7	(0,7)	—	—
Total de l'actif	22,4	—	64,2	86,6
Passif				
Dettes d'exploitation et autres passifs	0,7	—	4,3	5,0
Obligations au titre des dérivés	—	—	0,2	0,2
Passifs d'impôt différé	—	—	0,6	0,6
Montants à payer au titre de contrats d'assurance	—	—	4,5	4,5
Passifs au titre des contrats d'assurance	—	—	47,3	47,3
Emprunts – société de portefeuille et sociétés d'assurance et de réassurance	—	5,3	0,8	6,1
Emprunts – sociétés autres que des sociétés d'assurance	—	—	1,6	1,6
Emprunts – société de portefeuille	5,3	(5,3)	—	—
Total du passif	6,0	—	59,3	65,3
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,1	—	—	15,1
Actions privilégiées	1,3	—	—	1,3
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax	16,4	—	—	16,4
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	4,9	4,9
Total des capitaux propres	16,4	—	4,9	21,3
Total du passif et des capitaux propres	22,4	—	64,2	86,6

Administrateurs de la société

Robert J. Gunn
Administrateur de sociétés
Le très honorable David L. Johnston
Administrateur de sociétés
Karen L. Jurjevich
Directrice, Branksome Hall
R. William McFarland
Administrateur de sociétés
Christine N. McLean
Administratrice de sociétés
Timothy R. Price
Président du conseil, Brookfield Funds, division de Brookfield Asset Management Inc.
Brandon W. Sweitzer
Doyen, School of Risk Management, Université St. John
Lauren C. Templeton
Présidente, Templeton and Phillips Capital Management, LLC
Benjamin P. Watsa
Chef de la direction, Marval Capital Ltd.
V. Prem Watsa
Président du conseil et chef de la direction de la société
William C. Weldon
Administrateur de sociétés

Dirigeants de la société

Jennifer Allen
Vice-présidente et chef des services financiers
Bryan Bailey
Vice-président, Fiscalité
Peter Clarke
Vice-président et chef de l'exploitation
Jean Cloutier
Vice-président et président du conseil international
Vinodh Loganadhan
Vice-président, Services administratifs
Bradley Martin
Vice-président, Investissements stratégiques
Olivier Quesnel
Vice-président et actuaire en chef
Eric Salsberg
Vice-président, Affaires de la société et secrétaire général
John Varnell
Vice-président, Expansion des activités de la société
Michael Wallace
Vice-président, Activités d'assurance
V. Prem Watsa
Président du conseil et chef de la direction

Cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Conseillers juridiques

Torys LLP

Direction de l'exploitation

Fairfax Insurance Group
Andrew A. Barnard, président
Northbridge
Silvy Wright, présidente
Northbridge Financial Corporation
Odyssey Group
Brian D. Young, président
Odyssey Group Holdings, Inc.
Crum & Forster
Marc Adee, président
Crum & Forster Holdings Corp.
Zenith National
Kari Van Gundy, président
Zenith National Insurance Corp.
Brit
Matthew Wilson, président
Martin Thompson, président par intérim
Brit Limited
Allied World
Lou Iglesias, président
Allied World Assurance Company Holdings, Ltd
Fairfax Asia
Ramaswamy Athappan, chef de la direction
Sammy Y. Chan, président
Gobinath Athappan, chef de l'exploitation
et président, *Pacific Insurance*
Autres activités d'assurance et de réassurance
Bruno Camargo, président
Fairfax Brasil
Jacek Kugacz, président
Polish Re
Peter Csakvari, président
Colonnade Insurance
Edwyn O'Neill, président
Bryte Insurance
Fabricio Campos, président
Fairfax Latin America
Andrey Peretyazhko, président
ARX Insurance
Oleksiy Muzychko, président
Universalna Insurance
Eurolife
Alexander Sarrigeorgiou, président
Eurolife FFH Insurance Group
Liquidation de sinistres
Nicholas C. Bentley, président
RiverStone Group
Autres
Bijan Khosrowshahi, président
Fairfax International
Wade Burton, président
Hamblin Watsa Investment Counsel

Siège social

95 Wellington Street West, Suite 800, Toronto, Canada M5J 2N7
Téléphone : 416-367-4941
Site Web : www.fairfax.ca